

AU-DELÀ DE L'AXE GAUCHE-DROITE

Une nouvelle géométrie politique

Version 1.229 — relecture en cours

24 mars 2026

Contacts : dgd@iname.com (<mailto:dgd@iname.com>)

« Ne voyez-vous pas que le véritable but du Novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons le crime par la pensée littéralement impossible, car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. »

— George Orwell, 1984

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	4
Partie 1 — Un outil qui ne fonctionne pas	7
Partie 2 — Ce que disent les faits	47
Partie 3 — La mécanique du dirigisme	118
Partie 4 — Relire l'histoire	192
Partie 5 — La preuve par la liberté	310
Partie 6 — Sortir du cadre	377
Appendices	420
Ressources	447
Lexique	450
Bibliographie	463
Index thématique	478
Index alphabétique.....	488

Avant-propos

« *Le doute n'est pas une condition agréable, mais la certitude est absurde.* » — Voltaire, lettre à Frédéric II de Prusse (1767)

Longtemps, j'ai cru savoir où je me situais politiquement.

Comme tout le monde, j'ai hérité d'un cadre — l'axe gauche-droite — que nous ne remettons jamais en question. Il va de soi. On naît dedans comme on naît dans une langue : on ne le choisit pas, on ne l'examine pas, on l'utilise pour penser. Nous nous plaçons quelque part sur ce curseur, avec la certitude tranquille de celui qui sait où il habite.

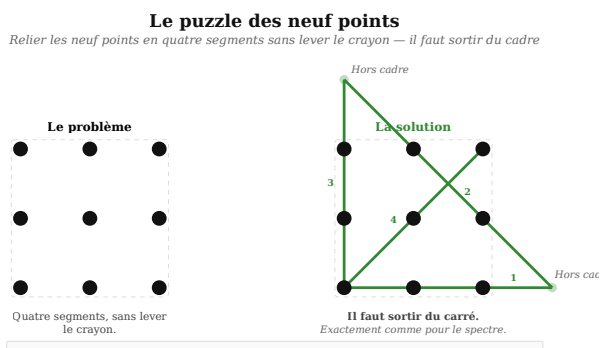
Souvent, certains hommes politiques, pourtant situés au même endroit que nous, défendent des mesures que nous ne reconnaissons pas — des mesures qui nous semblent contraires aux principes mêmes qui nous ont amenés là. Alors nous nous disons : *c'est eux qui ont dévié*. Nous, nous sommes restés fidèles aux fondements. Eux ont trahi.

Alors nous déplaçons le curseur. Un cran dans un sens — mais là, d'autres principes que nous tenons pour essentiels sont ignorés ou piétinés. Un cran dans l'autre — même déception, pour d'autres raisons. Nous cherchons notre place sur cette ligne comme on cherche une fréquence sur un vieux poste de radio : on tourne le bouton dans un sens, puis dans l'autre, et on n'entend que des craquements ou des langues étrangères.

Or le problème n'est ni l'observateur, ni l'horizon, mais les lunettes qu'il porte.

Nous sommes nombreux à partager ce doute. Nombreux à jouer aux échecs sur un échiquier sans cases — les pièces sont là, les règles aussi, mais rien n'est à sa place. Le problème vient toujours de l'adversaire, jamais du plateau. Et si le malaise ne venait pas de notre position sur l'axe, mais de l'axe lui-

même ? Et s'il manquait « quelque chose » de fondamental ? Et s'il fallait sortir du cadre, comme pour l'énigme des neuf points ?



Orwell l'a compris avant tout le monde : on ne peut pas penser ce qu'on ne peut pas nommer. C'est le principe du novlangue dans *1984* [21] — supprimez le mot, et vous supprimez la pensée qu'il porte. Nous pensons à l'intérieur d'un vocabulaire qui rend certains raisonnements impensables. Pas interdits — impensables. Les mots manquent. Le cadre ne contient pas la case, et faute de pouvoir la nommer, on conclut que c'est soi qui est incohérent, pas le cadre qui est incomplet.

Le nouveau cadre que nous allons explorer ressemble à l'expérience des sourds de naissance à qui l'on active un implant cochléaire : ils ne souffrent pas du silence — ils ne savent pas que le son existe. Quand il arrive, un nouveau monde, une nouvelle dimension, apparaît.

Cet essai est le résultat de cette réflexion. Il ne prétend pas avoir raison sur tout. Il prétend poser les bonnes questions — celles que le spectre gauche-droite empêche de formuler — et proposer un cadre qui résiste mieux à l'épreuve des faits.

Note. Ce livre observe des trajectoires, pas des préférences. Le fait qu'un régime coercitif produise, à terme, une transition pacifique ne rend pas la coercition initiale acceptable — pas plus que le fait qu'un patient survive à une maladie ne rend la maladie souhaitable. La question « le jeu en valait-il la chandelle ? » est un débat dans lequel

cet essai refuse d'entrer : il est subjectif, hypothétique et, finalement, cruel — car il revient à mettre un prix sur des vies humaines réelles. Ce document s'en tient aux faits. C'est un choix — confortable, peut-être, mais plus rigoureux.

Ce cadre n'est pas un oracle. Un GPS ne prédit pas où ira le piéton — il indique les chemins praticables, les impasses, les contraintes du terrain que le piéton ne peut ignorer sans risque. Le modèle joue exactement ce rôle : non pas annoncer les trajectoires que les régimes emprunteront, mais délimiter l'espace des possibles et des impossibles structurels. Ce qu'il dit n'est pas *voici où vous allez* — c'est *voici ce qui peut exister durablement, voici ce qui ne peut pas, et voici les inclinations naturelles*. La carte ne décide pas. Elle donne à voir.

Le lecteur jugera par lui-même. C'est d'ailleurs la seule chose que cet essai lui demande : juger par lui-même.

Partie 1

*Un outil qui ne fonctionne
pas*

Chapitre I — L'origine d'une métaphore

« *Le hasard est un maladroit qui se mêle de tout ce qui ne le regarde pas.* » — Alexandre Dumas fils, *Le demi-monde*, IV, 1 (1855)

Comment un accident de placement dans une salle en 1789 est devenu la grille de lecture universelle de la pensée politique.

1.1 — Le 11 septembre 1789

Tout commence par un problème pratique, dans une France en pleine révolution.

Le 11 septembre 1789, les 1 145 députés de l'Assemblée nationale constituante — née trois mois plus tôt de la révolte du Tiers État —, réunis dans la salle des Menus-Plaisirs à Versailles, doivent trancher une question constitutionnelle : faut-il accorder au roi Louis XVI un droit de veto absolu sur les lois votées par l'Assemblée, ou seulement un veto suspensif — le pouvoir de retarder une loi, mais pas de l'annuler ?

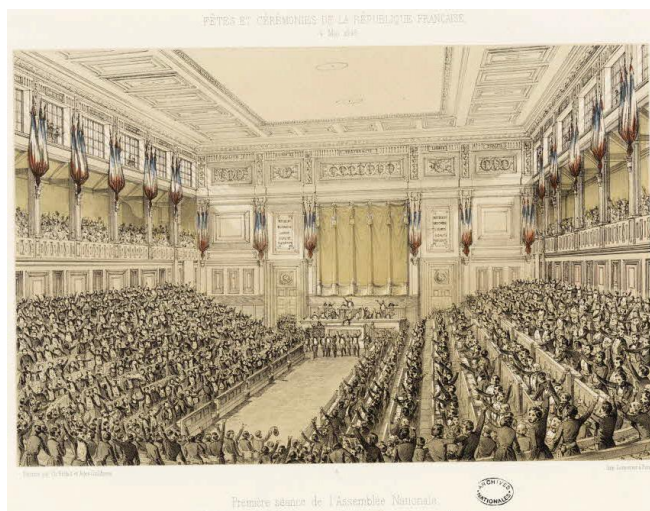
Pour compter les voix dans cette salle immense — des gradins en fer à cheval, une acoustique défaillante, plus d'un millier d'hommes qui parlent en même temps —, on procède de la façon la plus simple : ceux qui soutiennent le veto absolu se placent à la droite du président de séance. Les autres, à sa gauche. À droite, les « monarchiens » de Jean-Joseph Mounier, l'abbé Maury, Cazalès — partisans d'une monarchie à l'anglaise. À gauche, Robespierre, Barnave, Pétion — partisans de limiter les pouvoirs du roi.

C'est un geste logistique. Un moyen de compter. Personne, ce jour-là, ne pense fonder une catégorie intellectuelle. Personne ne se dit « de droite » ou « de gauche » — on s'assied du côté

droit ou du côté gauche, comme on s'assied au fond ou au premier rang d'un amphithéâtre. Le côté droit est d'ailleurs le « côté de la reine », le côté honorifique dans les usages chrétiens de l'époque. Le choix de s'y installer a pu relever du prestige social autant que de la conviction politique.

Les partisans du veto suspensif l'emportent. La question est tranchée. Les députés auraient pu se mélanger à nouveau.

Ils ne l'ont pas fait.



1.2 — Du descriptif au prescriptif

En octobre 1789, l'Assemblée quitte Versailles pour la salle du Manège des Tuileries, à Paris. Les députés reprennent spontanément la même disposition : ceux qui veulent contenir la Révolution à droite, ceux qui veulent l'accélérer à gauche.

Ce qui était un expédient de comptage devient une habitude. L'habitude se solidifie en convention. La convention se charge de sens. Et le sens déborde.

On passe de « ils sont assis à gauche » à « ils *sont* de gauche ». Du verbe de position au verbe d'état. Du descriptif au prescriptif. Ce glissement est si discret qu'il passe inaperçu — mais il change tout. On ne décrit plus où les gens s'assoient : on définit ce qu'ils *sont*.

Il faut pourtant attendre longtemps pour que ce vocabulaire devienne le cadre de référence que nous connaissons. L'historien Marcel Gauchet [77] a montré que la Révolution elle-même constitue un « faux départ » : durant toute la période révolutionnaire, y compris sous la dictature jacobine, le clivage gauche-droite n'a aucun rôle pratique. Ce n'est pas le langage des acteurs. Ce sont les historiens des années 1830 qui, rétrospectivement, projettent cette grille sur 1789 pour enraciner un clivage alors en train de se mettre en place.

La vraie naissance du couple gauche-droite comme identité politique date de la Restauration, à partir de 1815, lorsque le parlementarisme crée le besoin de se situer. Mais c'est autour de 1900 que la mutation décisive s'opère : « gauche » et « droite » cessent d'être un vocabulaire parlementaire pour devenir des signes identitaires. À la veille de 1914, leur rôle de repères est définitivement consacré.

En un siècle, un choix de place dans une salle est devenu une façon de penser.

1.3 — Les propriétés cachées de la ligne

Toute métaphore transporte avec elle des propriétés implicites. La plupart du temps, on ne les remarque pas — on les absorbe avec la métaphore comme on avale un médicament sans lire la notice. Mais les effets secondaires sont là.

L'axe gauche-droite est une métaphore spatiale. Et comme toute ligne droite, il implique trois choses :

La continuité. Sur une ligne, il n'y a pas de trous. Chaque position est accessible depuis n'importe quelle autre en glissant progressivement d'un côté ou de l'autre. Cela suppose que toute position politique peut être située quelque part sur ce continuum — qu'il n'existe pas de position *en dehors* de la ligne. Que la ligne contient tout.

La proximité. Sur une ligne, deux points proches partagent forcément quelque chose. Si vous êtes « légèrement à gauche » et que votre voisin est « au centre-gauche », la métaphore dit que vous êtes proches. Mais cette proximité est-elle réelle ?

Deux personnes classées « à gauche » — l’une pour la décroissance, l’autre pour la redistribution des richesses par la croissance — partagent-elles vraiment davantage qu’un partisan de la décroissance et un conservateur attaché à la terre ?

La symétrie. Une ligne a deux extrémités équivalentes. L’extrême gauche et l’extrême droite sont les points terminaux d’un même segment. La métaphore suggère qu’elles sont des images inversées l’une de l’autre — une version miroir. Or l’extrême gauche historique et l’extrême droite historique ne s’opposent pas sur les mêmes questions, ne partagent pas les mêmes présupposés, ne se définissent pas par rapport aux mêmes valeurs. L’une n’est pas le négatif photographique de l’autre. La symétrie est un artefact de la ligne, pas une propriété du réel.

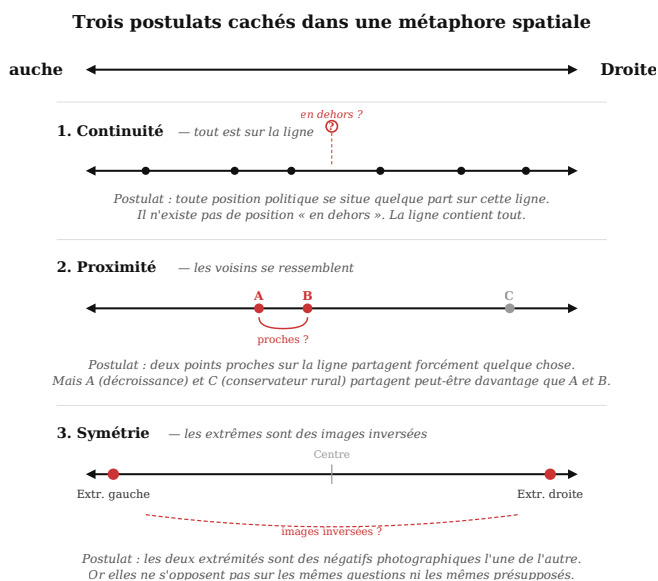


Figure 1.1 — Les trois propriétés de l'axe

Chacune de ces trois implications est contestable — et les chapitres suivants montreront pourquoi. Mais nous raisonnons avec — parce que nous raisonnons à l’intérieur de la métaphore. Et c’est précisément là que le piège se referme : on ne peut pas voir les limites d’un cadre depuis l’intérieur du cadre.

1.4 — Ce qu'un outil de classification devrait garantir

La métaphore ne se contente pas de transporter des postulats cachés. Elle prétend aussi *classer* — ordonner les positions politiques sur un continuum. Or un outil de classification valide doit garantir trois propriétés :

L'exclusivité. Chaque position doit appartenir à un seul côté. Un régime ne peut pas être simultanément « de gauche » et « de droite ». Pourtant, c'est exactement ce qui se produit dès qu'on change de critère : une politique peut être redistributive (« gauche ») et autoritaire (« droite ») — ou libérale en économie (« droite ») et progressiste sur les mœurs (« gauche »).

L'exhaustivité. L'axe doit couvrir tout le terrain. Toute position politique doit trouver sa place quelque part sur la ligne. Mais que faire des monarchies pétrolières, des théocraties, des régimes qui redistribuent sans démocratie ? Le spectre n'a pas de case pour eux.

La transitivité. Si A est plus à gauche que B, et B plus à gauche que C, alors A est plus à gauche que C. Cela suppose une dimension unique et cohérente. Or le spectre écrase dans un seul signal des variables qui ne se réduisent pas les unes aux autres — économie, libertés, mœurs, rapport à l'autorité.

Aucune de ces trois propriétés n'est vérifiée. La métaphore spatiale impose ses postulats ; l'outil de classification ne tient pas ses promesses. Le diagnostic est double, et les chapitres suivants le détailleront.

Chapitre II — Les anomalies

« Il faut toujours dire ce que l'on voit : surtout il faut toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit. »

— Charles Péguy, *Notre Jeunesse* (1910).

Si le spectre gauche-droite est un bon modèle, il devrait classer correctement les idéologies, les régimes et les électeurs. Les exceptions devraient être rares et marginales.

2.1 — La règle en caoutchouc

Avant même de regarder ce que le spectre classe mal, posons une question plus élémentaire : le spectre est-il capable de mesurer quoi que ce soit ?

Un instrument de mesure doit satisfaire trois conditions minimales. Il doit donner le même résultat quand deux personnes différentes l'utilisent — c'est la reproductibilité. Il doit donner le même résultat aujourd'hui et demain — c'est la stabilité. Et il ne doit pas changer de lecture selon qui le tient — c'est la neutralité.

Le spectre gauche-droite ne remplit aucune de ces trois conditions.

La règle varie dans l'espace. La graduation du spectre n'est pas la même d'un pays à l'autre, ni d'une personne à l'autre. Un « centriste » américain est à droite d'un social-démocrate danois. Le Labour britannique serait à gauche du Parti Démocrate américain. La politique de santé d'Obama, jugée « socialiste » aux États-Unis, serait de centre-droit en France ou en Scandinavie. Une même politique, classée à des endroits très différents du spectre selon le pays où l'on se trouve.

Et à l'intérieur d'un même pays : demandez à dix Français où se situe Macron sur l'axe, vous obtiendrez dix réponses. L'instrument n'a pas de zéro absolu, pas d'unité de mesure fixe. Il n'est pas reproductible.

La règle varie dans le temps. Ce qui est « gauche » un jour devient « centre » ou « droite » le lendemain. Le mariage homosexuel : extrême-gauche il y a trente ans, centriste aujourd'hui. Le libre-échange : anciennement de droite, maintenant défendu par les centristes et attaqué par les deux extrêmes. La retraite par répartition : révolutionnaire en 1945, statu quo conservateur en 2026. Un « centriste » de 1980 serait classé à droite sur beaucoup de sujets aujourd'hui, et à gauche sur d'autres.

L'instrument n'est pas stable.

La règle se déforme selon qui la tient. La variation n'est pas aléatoire. Elle est systématiquement biaisée par la position de l'observateur. Quelqu'un qui se considère au centre sera classé à droite par la gauche, et à gauche par la droite. Chacun voit l'ennemi plus loin qu'il n'est.

Ce n'est pas du bruit — c'est un biais structurel et prédictible. Le spectre ne mesure plus les idées, il mesure la distance perçue à soi-même. Et ce biais ne peut pas être « corrigé » par consensus ou par calibration. Il est intrinsèque à l'outil. L'instrument n'est pas neutre.

Non reproductible, non stable, non neutre. Trois propriétés qu'on exige de n'importe quel instrument de mesure, et que le spectre ne possède pas. On n'a pas encore examiné ce qu'il mesure — on constate déjà qu'il ne peut rien mesurer du tout.

2.2 — Le libertarien et le fasciste

Le spectre gauche-droite place le libertarianisme et le fascisme au même endroit : l'extrême droite.

Le libertarien veut l'abolition de l'État, ou sa réduction au strict minimum. Pas d'impôt, pas de régulation, pas de conscription. L'individu est souverain. Toute contrainte impo-

sée sans consentement est illégitime. La société idéale du libertarien est une fédération de contrats volontaires entre individus libres.

Le fasciste veut la soumission totale de l'individu à l'État. L'État organise l'économie, encadre la vie sociale, militarise la jeunesse, supprime la dissidence. L'individu n'existe que comme partie d'un tout — la nation, la race, le peuple. Ce qui sert le tout est bien. Ce qui le freine est éliminé.

Ce sont deux idéologies radicalement opposées sur leurs principes fondamentaux. L'une peut être lue comme la négation de l'autre. Si un modèle les place dans la même case, ce modèle pose un problème sérieux. On n'a même pas besoin d'aller plus loin.

Mais allons plus loin.

2.3 — La droite et l'extrême-droite

Sur le spectre, la droite et l'extrême-droite sont voisines. Un simple glissement d'un cran. Le passage devrait être parmi les plus fluides des trajets politiques.

C'est l'un des plus difficiles.

En France, le « front républicain » a fonctionné pendant des décennies : les électeurs de droite classique refusaient massivement de voter pour le Front national, même face à un candidat de gauche. En Belgique, le cordon sanitaire a tenu vingt ans. En Allemagne, la CDU a maintenu un mur étanche avec l'AfD. Ce ne sont pas des désaccords sur les curseurs — c'est un rejet viscéral, un tabou social, une frontière que des millions d'électeurs refusent de franchir.

Or pendant ce temps, le trajet supposément le plus long du spectre — de l'extrême-gauche à l'extrême-droite — s'effectue sans difficulté apparente, comme on le verra plus loin.

Le spectre prédit que le voisin est accessible et que le point le plus éloigné est inaccessible. Les faits suggèrent l'inverse.

L'anomalie ne s'arrête pas là. Regardons ce que le spectre range sous l'étiquette « extrême-droite » en France. Le RN de Marine Le Pen : étatiste, protectionniste, favorable à la redistribution sociale — à condition qu'elle soit réservée aux nationaux. Reconquête de Zemmour : identitaire, plus libéral économiquement, axé sur la question civilisationnelle. Le mouvement de Marion Maréchal : conservateur, catholique, plus classiquement de droite. Trois projets différents, trois électorats distincts, trois visions de la société — une seule case sur le spectre.

2.4 — L'extrême-centre

Sur une ligne, le centre est par définition le point de modération. C'est le milieu, l'entre-deux, le ni-trop-ni-trop-peu. Un centre ne peut pas être « extrême » — c'est une contradiction dans les termes, un oxymore.

Pourtant, le mot existe. Et il désigne quelque chose de réel.

Quand on qualifie Tony Blair, Emmanuel Macron ou Matteo Renzi d'« extrême-centre », on ne dit pas qu'ils sont modérément modérés. On dit qu'ils poursuivent une politique *radicale* — réformes structurelles imposées au pas de charge, contournement des corps intermédiaires, certitude idéologique — mais que cette politique ne se situe ni à gauche ni à droite sur le spectre conventionnel.

Le spectre ne peut pas nommer cette position sans se contredire. Si le centre peut être extrême, alors le mot « extrême » ne désigne pas une position sur la ligne — il désigne autre chose, quelque chose que la ligne ne mesure pas. Le vocabulaire du modèle implose.

Jusqu'ici, on pouvait croire que « extrême-gauche » et « extrême-droite » décrivaient simplement les deux bouts de la ligne — des positions mesurables, les plus éloignées du centre. Le mot « extrême » semblait indiquer une distance. L'extrême-centre détruit cette lecture : si le centre peut être extrême,

alors « extrême » ne mesure pas une distance. Il désigne autre chose — quelque chose que la ligne n'a aucun moyen de représenter.

2.5 — Les régimes inclassables

Singapour. Parti unique, censure de la presse, répression de l'opposition — c'est de l'autoritarisme. Économie ultralibérale, impôts parmi les plus bas au monde, absence quasi totale de protection sociale — c'est du libéralisme pur. Le spectre ne sait pas où le mettre : les critères « de gauche » (autoritarisme, contrôle social) coexistent avec les critères « de droite » (marché libre, État minimal en économie). Singapour n'est pas un compromis entre les deux — c'est une combinaison que le spectre déclare impossible.

La Chine de Deng Xiaoping. Un parti communiste qui introduit la propriété privée, les zones économiques spéciales, l'investissement étranger et l'enrichissement individuel — tout en maintenant le monopole du parti, la censure et la répression politique. Communiste et capitaliste à la fois ? Le spectre dit que c'est contradictoire. La Chine dit que ça marche depuis quarante ans.

Le gaullisme. État fort, planification industrielle, grands projets nationaux, indépendance stratégique — tout cela semble « de gauche ». Mais aussi : ordre, autorité, nation, armée, conservatisme social — tout cela semble « de droite ». Le gaullisme ne se situe pas *entre* la gauche et la droite. Il se situe *en dehors* de l'axe. Les gaullistes eux-mêmes l'ont toujours revendiqué — et le spectre n'a jamais su quoi en faire.

Ces régimes ne sont pas des cas marginaux. Ils gouvernent des milliards de personnes. Un modèle qui les déclare « inclassables » ne décrit pas des exceptions — il constate ses propres limites.

2.6 — Les migrations impossibles

Si le spectre est une ligne, l'extrême-gauche et l'extrême-droite sont ses deux points terminaux. Le passage de l'un à l'autre est le trajet le plus long du modèle. Il devrait être rare, difficile, improbable.

C'est l'un des plus courants.

Dans un sens : les ouvriers du PCF qui votent Front national dans les années 1980 et 1990. Les électeurs du PCI italien qui passent à la Lega. Les pays ex-communistes — Russie, Hongrie, Pologne — dont les populations basculent dans le nationalisme autoritaire dès la chute du régime. Ce ne sont pas des cas isolés. Ce sont des millions d'électeurs, sans calcul de carrière, sans opportunisme — des gens ordinaires qui changent de « camp » supposément opposé.

Dans l'autre sens : l'Espagne post-Franco, où l'électorat se tourne vers le PSOE. L'Italie post-fasciste, où le PCI devient le plus grand parti communiste d'Europe occidentale, alimenté en partie par un électorat qui vivait sous Mussolini dix ans plus tôt.

Le trajet supposément le moins probable est en réalité l'un des plus courants. Le spectre n'a pas d'explication évidente à offrir. Il ne peut que constater — et pour un modèle, constater sans expliquer est un signal de faiblesse.

2.7 — L'inflation des préfixes

Et quand les adjectifs ne suffisent plus, on invente des préfixes. « Extrême-droite » s'émousse — on sort « ultra-droite ». « Extrême-gauche » ne fait plus peur — on sort « ultra-gauche ». Mais ce cran supplémentaire ne décrit pas une position nouvelle sur la ligne. Il remplit deux fonctions que le modèle ne distingue pas, et cette ambiguïté est le problème.

La première est une usure lexicale. Quand l'extrême se banalise — quand il gouverne, quand il entre dans des coalitions, quand il n'effraie plus —, le mot perd sa charge. « Ultra » restaure l'effet de repoussoir que « extrême » n'assure plus.

La seconde est un déplacement de l'étiquette. On ne colle pas « extrême » sur une position — on le colle sur une personne. Si cette personne se modère, on ne dit pas qu'elle s'est rapprochée du centre. On crée une nouvelle catégorie pour remplir le vide ainsi créé. L'étiquette ne suit pas la position sur l'axe : elle suit l'individu, pour le couvrir d'infamie, quoi qu'il fasse. Ce n'est plus de la description — c'est de l'assignation.

Notons que le mécanisme fonctionne à sens unique : on a vu de l'ultra-droite et de l'ultra-gauche, jamais de l'ultra-centre. Le préfixe ne sert pas à décrire une intensité — il sert à disqualifier.

Un modèle scientifique digne de ce nom doit pouvoir être réfuté par les faits — c'est le critère de Popper [29]. Le spectre, lui, ne peut jamais être pris en défaut : son vocabulaire se déforme toujours juste assez pour absorber l'anomalie. Une position change ? On invente un adjectif. Un mot s'émousse ? On invente un préfixe. Une personne se déplace ? L'étiquette se déplace avec elle. Le modèle n'échoue jamais — et c'est son plus grave défaut.

2.8 — Le modèle et ses exceptions

Récapitulons. Le spectre gauche-droite :

- ne possède aucune des trois propriétés d'un instrument de mesure : il n'est ni reproductible, ni stable, ni neutre ;
- place dans la même case deux idéologies diamétralement opposées (libertarianisme et fascisme) ;
- prédit un passage facile entre droite et extrême-droite, alors qu'un mur les sépare ;
- ne peut pas nommer une position politique réelle (l'extrême-centre) sans produire un oxymore ;
- déclare « inclassables » des régimes qui gouvernent des milliards de personnes ;
- prédit comme improbable un phénomène électoral massif et documenté ;
- invente des préfixes pour absorber ses propres anomalies au lieu de les reconnaître.

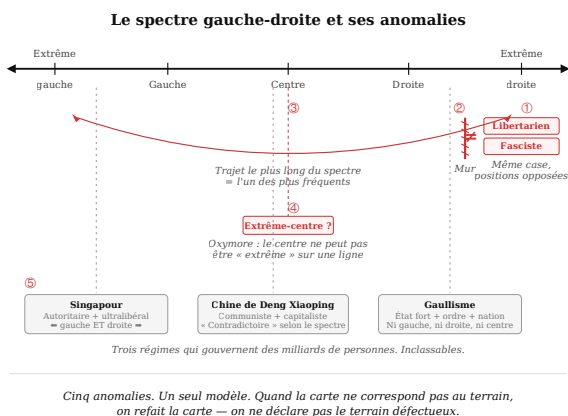


Figure 2.1 — Les anomalies du spectre

En physique, un modèle qui produit autant d’anomalies est généralement remis en question, souvent abandonné. On le remplace. On cherche un cadre qui rende compte des observations au lieu de les contredire. C’est la méthode scientifique : quand la carte ne correspond pas au terrain, on refait la carte — on ne déclare pas le terrain défectueux.

En politique, on fait l’inverse. On garde le modèle. On qualifie les faits gênants d’« exceptions », de « cas particuliers », de « situations complexes ». On ajoute des adjectifs — centre-gauche, droite sociale, gauche de gouvernement, droite populaire, gauche identitaire — comme autant de rustines sur un pneu crevé. Le pneu ne tient plus l’air depuis longtemps. Mais on continue de rouler dessus.

Certains ont essayé de le réparer.

Chapitre III — Les rustines

« Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change. »

— Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Il Gattopardo* (1958).

Le malaise est ancien. Des penseurs ont tenté de réparer le spectre gauche-droite sans le remettre en cause. Chaque tentative est un aveu — et aucune ne résout le problème.

3.1 — « Les extrêmes se rejoignent »

La formule est si courante qu'elle est devenue un lieu commun. On la prononce dans les dîners, on la retrouve dans les éditoriaux, on l'enseigne parfois dans les cours d'instruction civique. « Les extrêmes se rejoignent. »

L'intuition a du mérite. Un électeur ordinaire perçoit, confusément mais réellement, que l'extrême-gauche et l'extrême-droite partagent quelque chose — un rapport au pouvoir, une intolérance à la dissidence, une préférence pour la force. Il sent que le stalinien et le fasciste, malgré leurs discours opposés, produisent des résultats étrangement similaires : parti unique, censure, police politique, culte du chef, suppression des libertés individuelles.

Mais au lieu de tirer la conclusion logique — si deux points censés être aux antipodes se ressemblent, c'est peut-être qu'ils ne sont pas aux antipodes —, on s'arrête au constat. On traite la ressemblance comme une coïncidence, une curiosité, un paradoxe amusant. « C'est bizarre, non, comme les extrêmes se ressemblent ? » Et on passe à autre chose.

Mais personne ne pose la question suivante : et si cette ressemblance n'était pas un paradoxe ? Et si c'était un indice que le modèle lui-même est incomplet ? Ou faux ?

3.2 — Le fer à cheval

L'image est ancienne. En 1932, dans l'entourage de la *Schwarze Front* d'Otto Strasser, un orateur invite à « représenter les partis et courants allemands sous la forme d'un fer à cheval » plutôt que sur une ligne. En 1972, le philosophe et linguiste Jean-Pierre Faye rapporte cette métaphore dans *Langages totalitaires* [20], son étude minutieuse des récits croisés qui ont accompagné la montée du nazisme. Le fer à cheval entre alors dans le vocabulaire de la science politique : l'axe gauche-droite n'est pas une ligne droite, les deux extrémités se courbent l'une vers l'autre sans se toucher.

La métaphore est séduisante. Elle rend compte visuellement de ce que tout le monde observe : la proximité des extrêmes. Le stalinisme et le nazisme sont proches — non pas parce qu'ils sont identiques, mais parce que la ligne se courbe pour les rapprocher.

Le problème est que Faye ajoute peu de pouvoir explicatif. Il garde le même paradigme — la même ligne, de la gauche vers la droite, et se contente de la tordre. Le fer à cheval *décrit* la ressemblance des extrêmes. Il ne *l'explique* pas. Pourquoi se courbent-ils l'un vers l'autre ? Qu'est-ce qui les rapproche ? Quelle force invisible attire les deux bouts de la ligne ? Le modèle n'en dit rien. Il constate — élégamment, mais il constate.

C'est comme si un cartographe, découvrant que deux villes prétendument éloignées se ressemblent étrangement, décidait de plier la carte au lieu de se demander si la carte elle-même est exacte.

Il y a un autre problème, plus subtil. Le fer à cheval conserve l'idée que le centre est modéré et que les extrêmes sont... extrêmes. Il valide le présupposé le plus contestable du spectre : que la modération se situe au milieu. Or Singapour — première mondiale au classement de la liberté économique selon la Heritage Foundation [51], mais classée seulement « partiellement libre » par Freedom House [53] (score de 48/100 en 2024) — n'est pas « au milieu ». Le gaullisme n'est pas « au milieu ». Le macronisme, qualifié d'« extrême-centre » par l'historien Pierre Serna (*L'Extrême Centre ou le poison fran-*

çais, 2019) [46], n'est pas « au milieu ». Le fer à cheval courbe les extrémités mais ne touche pas au centre. Il laisse intact le mythe de la modération géométrique.

3.3 — Le spectre circulaire

L'idée de boucler la ligne est plus ancienne qu'on ne le croit. Dès 1954, le psychologue Hans Eysenck observe dans *The Psychology of Politics* [31] que les militants d'extrême-gauche et d'extrême-droite obtiennent des scores similaires sur l'échelle d'autoritarisme — seuls les centristes s'en distinguent. Ses données dessinent une courbe, pas une droite. D'autres ont poussé le raisonnement jusqu'à sa conclusion logique : si les extrêmes se rapprochent, pourquoi ne pas les faire se toucher ? On obtient un cercle. L'extrême-gauche et l'extrême-droite se rejoignent en un point unique. Le spectre politique n'est plus une ligne — c'est un anneau.

Le modèle a le mérite de la cohérence. Il prend au sérieux ce que le fer à cheval suggérerait sans oser conclure. Mais en résolvant un problème, il en crée un autre, fatal.

Si l'extrême-gauche et l'extrême-droite occupent le même point, qu'est-ce qui les distingue ? Sur un cercle, le point de jonction est *un* point — pas deux. Le stalinisme et le nazisme, dans ce modèle, sont littéralement la même chose. Le sont-ils ? Et si oui, en quel sens ? Le cercle ne permet pas de poser ces questions — il les tranche d'avance.

Mais la question décisive reste en suspens. En fermant le cercle, dit-on que les extrêmes partagent la même idéologie — qu'ils sont, sur le fond, la même chose ? Ou se contente-t-on d'un constat géométrique — ils se ressemblent, on les rapproche — sans en tirer de conclusion ? Le spectre circulaire ne répond pas. Il montre que les extrêmes se touchent, mais ne dit jamais pourquoi. Comme le fer à cheval, il décrit sans expliquer — il se contente de pousser la description un cran plus loin.

3.4 — Le « ni gauche ni droite »

Le refus de se situer sur le spectre est aussi vieux que le spectre lui-même. « Ni gauche ni droite » — la formule traverse les époques, les pays et les idéologies. Mussolini, dans *La Dottrina del Fascismo* (1932) [33], écrit que le fascisme « assis à droite, aurait aussi bien pu s’asseoir sur la montagne du centre » et que ces « terminologies vides » n’ont « pas de signification fixe et immuable ». De Gaulle, lors de son interview télévisée du 15 décembre 1965, déclare : « La France, c’est tout à la fois, c’est tous les Français. Ce n’est pas la gauche, la France ! Ce n’est pas la droite, la France ! » L’historien Zeev Sternhell a consacré un livre entier à la généalogie de cette posture : *Ni droite ni gauche : l’idéologie fasciste en France* (Seuil, 1983) [32]. Plus récemment, le Mouvement 5 étoiles en Italie, Podemos à ses débuts en Espagne, En Marche en France — tous ont tenté, à un moment ou un autre, de se définir en dehors de l’axe.

L’intuition est toujours la même : le cadre ne fonctionne pas. Les gens qui disent « ni gauche ni droite » ne disent pas « je suis au centre ». Ils disent : « votre ligne ne passe pas par l’endroit où je me trouve ». C’est un constat d’inadéquation, pas de modération.

Le problème est l’absence d’alternative. Dire « votre carte est fausse » sans en proposer une autre laisse un vide — et le vide, en politique, est toujours comblé. Par le charisme d’un chef. Par un projet flou. Par la seule promesse de « dépasser les clivages ». Le « ni gauche ni droite » est un diagnostic correct suivi d’une ordonnance vierge.

C’est pourquoi la formule est si facilement récupérable. N’importe qui peut s’y loger, du fasciste au centriste, du populiste au technocrate. Non pas parce que ces gens se ressemblent — mais parce que le refus d’un cadre, sans proposition d’un cadre de remplacement, n’exclut personne. C’est un terrain vague, pas un terrain bâti.

3.5 — L'extrême-centre

On a déjà croisé l'extrême-centre au chapitre II comme anomalie du spectre. Le concept a une histoire. Alain-Gérard Slama forge le terme en 1980 dans *Les Chasseurs d'absolu* [44]. L'historien Pierre Serna le théorise dans *La République des girouettes* (2005) [45], puis l'étend à la période contemporaine dans *L'Extrême Centre ou le poison français* (2019) [46]. Tariq Ali en fait un avertissement dans *The Extreme Centre* (Verso, 2015) [47]. Alain Deneault, élève de Jacques Rancière, lui consacre *Politiques de l'extrême centre* (Lux, 2016) [48]. L'extrême-centre n'est pas un mot jeté en l'air — c'est une tentative récurrente de nommer ce que le modèle ne peut pas contenir.

Quand on dit d'un dirigeant qu'il est d'« extrême-centre », on dit deux choses à la fois. *Centre* : sa politique ne se range ni à gauche ni à droite sur les questions économiques ou sociétales classiques. *Extrême* : il gouverne avec une intensité, une verticalité, une intransigeance qui n'ont rien de modéré.

Sur le spectre linéaire, ces deux informations sont incompatibles. Le centre est le point de moindre intensité. On ne peut pas être au milieu et au bout en même temps.

Le mot « extrême » essaie de capturer quelque chose que la ligne horizontale n'a pas de place pour mesurer. Un gouvernement peut être centriste dans ses objectifs et autoritaire dans ses méthodes. Modéré sur le *quoi*, radical sur le *comment*. Le spectre ne sait pas où le mettre — alors le langage invente un oxymore.

L'extrême-centre est l'aveu involontaire que le spectre ne mesure pas ce que le mot « extrême » essaie de dire.

3.6 — Le point commun

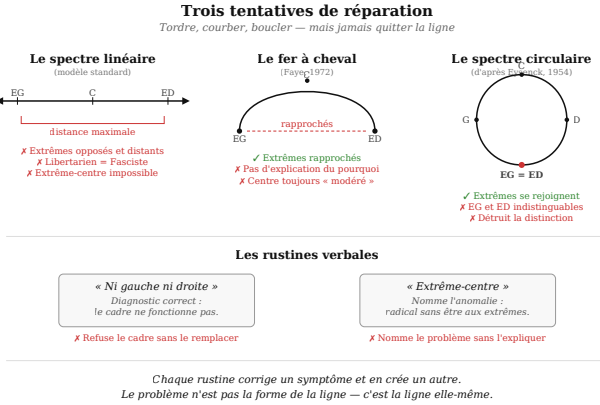


Figure 3.1 — Les rustines du spectre

Toutes ces tentatives partagent la même structure. Elles partent d'un constat juste : le spectre gauche-droite ne fonctionne pas. Puis elles s'arrêtent un pas trop tôt.

Le fer à cheval courbe la ligne, mais ne la quitte pas. Le spectre circulaire ferme la boucle, mais détruit la distinction qu'il prétend sauver. Le « ni gauche ni droite » refuse le cadre, mais ne le remplace pas. L'extrême-centre nomme l'anomalie, mais ne l'explique pas.

Chaque rustine est un pas vers la bonne question, suivi d'un recul. On sent que la ligne est insuffisante — alors on la tord, on la plie, on la boucle, on la qualifie. Mais on ne se demande jamais si le problème vient de la ligne elle-même.

D'autres se le sont demandé.

Chapitre IV — Les angles morts

« *Ce qui était clair au passage, et si vivement compris, se fait obscur quand on le fixe.* »

— Paul Valéry, *Propos sur l'intelligence*, *Revue de France*, 15 juin 1925 — repris dans *Variété III* (Gallimard, 1936)

Les rustines échouent parce qu'elles cherchent à réparer la ligne. Et si le problème n'était pas la ligne — mais les questions qu'elle ne pose pas ?

4.1 — Deux problèmes, pas un

Reprenons les anomalies du chapitre II. Non pas pour les redétailler — mais pour regarder *entre* elles. On y trouve deux problèmes distincts, que l'on confond souvent.

Premier problème : le critère.

Que mesure le spectre, au juste ? On place la gauche d'un côté, la droite de l'autre — mais *qu'est-ce qui* varie le long de la ligne ? L'égalité ? La liberté économique ? Le rôle de l'État ? L'attachement à la tradition ? Selon le critère choisi, les positions bougent. La Suède et Cuba se retrouvent du même côté si le critère est le rôle de l'État dans l'économie — mais à des années-lumière si le critère est la liberté individuelle. Singapour est ultralibéral en économie et autoritaire en politique : selon le critère, il est à un bout ou à l'autre. L'extrême-centre est modéré sur le contenu des politiques et radical sur la manière de les imposer — le spectre ne sait pas où le ranger parce qu'il ne sait pas ce qu'il mesure.

Le spectre ne dit jamais quel est son critère. Ou plutôt, il en utilise plusieurs à la fois, sans le reconnaître. Et quand ces critères divergent — quand un régime est « de gauche » sur l'un

et « de droite » sur l'autre —, le modèle produit une anomalie. Ce n'est pas la réalité qui est incohérente. C'est le mètre qui change d'unité en cours de route.

Second problème : le fascisme.

Ce problème-là est plus précis, et plus gênant.

Le spectre place le fascisme à l'extrême droite. C'est l'un de ses classements les plus anciens et les plus fermement établis. Mais regardons les faits.

Historiquement, le fascisme vient de la gauche. Giovanni Gentile [34], le philosophe du fascisme italien, est un hégélien. Mussolini est un ancien dirigeant du Parti socialiste italien — directeur de *l'Avanti!*, le journal du parti. Le fascisme ne naît pas *contre* le socialisme : il naît *du* socialisme, comme une dissidence qui en conserve la structure.

Et cette structure est la même. La lutte des classes est remplacée par la lutte des races — mais c'est la même hiérarchisation, les mêmes exclusions, et au final les mêmes éliminations. Seules les catégories changent. Sur le plan économique, c'est le même dirigisme. Quand les fascistes privatisent, ils continuent leur politique dirigiste par les subventions, les grands plans, la militarisation de l'économie. La gauche dure finance ses ambitions par la dette — qui est une invasion chronique : celle des générations futures, leur mise en esclavage pour rembourser. Les fascistes financent les leurs par les invasions tout court.

Planification étatique, contrôle de l'économie, subordination de l'individu au collectif, parti unique, suppression des libertés civiles — sur chacun de ces critères, le fascisme présente les mêmes propriétés que les régimes classés à l'extrême gauche. Si l'on retient le dirigisme et la subordination de l'individu au collectif comme critères structurants, le fascisme partage davantage de propriétés avec ces régimes qu'avec les doctrines individualistes classées à droite.

Et pourtant le libertarien — abolition de toute contrainte imposée, État réduit au minimum, souveraineté absolue de l'individu — se retrouve dans la même case. L'idéologie la plus opposée au fascisme que l'on puisse concevoir partage avec lui l'étiquette « extrême droite ».

Le spectre ne bute pas sur un cas marginal. Il bute sur le fascisme — le phénomène politique qui a défini le XXe siècle. Et l'écart n'est pas mineur : si l'on retient le dirigisme comme critère structurant, le fascisme se retrouve au mauvais bout.

Ces deux problèmes — l'absence de critère et le positionnement du fascisme — ne sont pas indépendants. Mais avant de chercher comment ils se relient, regardons si d'autres les ont vus.

4.2 — Ceux qui ont vu le problème

L'intuition n'est pas nouvelle.

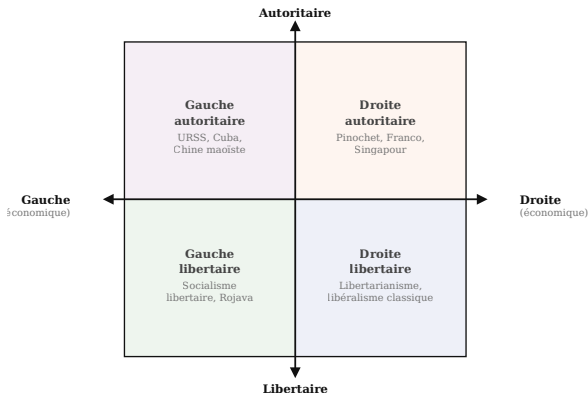
En 1954, le psychologue Hans Eysenck publie *The Psychology of Politics* [31]. En mesurant les attitudes politiques de centaines de sujets britanniques, il découvre que l'axe gauche-droite ne rend pas compte des données. Il faut au moins un second facteur — lié à l'autoritarisme — pour expliquer ce qu'il observe. Eysenck n'en tire pas de modèle alternatif complet, mais il établit un fait : une dimension ne couvre pas le terrain.

En 1969, David Nolan [17] — libertarien américain, cofondateur du Libertarian Party — dessine un losange à deux axes : liberté économique et liberté personnelle. Le « diagramme de Nolan » est un progrès considérable. Pour la première fois, un modèle permet de distinguer le libertarien du conservateur, le socialiste du social-démocrate — des distinctions que la ligne unique rendait invisibles.

Le *Political Compass*, popularisé à partir de 2001 sur internet, pousse l'idée dans le grand public. Un carré, deux axes : gauche-droite (économique) et autoritaire-libertaire (social). Des millions de personnes passent le test en ligne. Pour beaucoup, c'est la première fois qu'elles réalisent que leur position politique ne tient pas sur une ligne.

Le diagramme de Nolan et la boussole politique

Un progrès réel — mais les deux axes choisis ne sont pas les bons



- ✓ Deux dimensions au lieu d'une — on distingue enfin libertarien de fasciste
- ✓ Reconnait que la ligne unique échoue (Nolan, 1969 ; Political Compass, 2001)
- ✗ Quatre quadrants sur le papier — mais sont-ils tous peuplés dans la réalité ?
- ✗ Aucune vérification empirique — le modèle reste une construction théorique

Figure 4.1 — Le diagramme de Nolan

Ces modèles ont vu le problème. Ils ont compris qu'une dimension ne suffisait pas. Mais ils se sont arrêtés à la classification. Ils dessinent quatre quadrants sur le papier — et n'ont jamais vérifié si ces quatre quadrants existent dans la réalité. On reviendra sur chacun de ces auteurs, et sur d'autres, au chapitre V. Pour l'instant, retenons l'essentiel : des penseurs indépendants, partant de données différentes, convergent vers la même conclusion.

Il faut au moins deux dimensions.

Mais lesquelles ?

4.3 — Deux questions que le spectre confond en une seule

Revenons une dernière fois aux anomalies. Elles pointaient toutes dans la même direction. Le spectre échoue chaque fois qu'un régime, un mouvement ou un électorat donne des réponses différentes à deux questions que le modèle écrase sur une seule ligne.

Première question : qui décide ?

À un bout : l'individu décide pour lui-même. Il choisit son métier, son lieu de vie, sa religion, la manière d'éduquer ses enfants, de dépenser son argent, de mener sa vie. Le collectif n'intervient que sur invitation ou par accord mutuel.

À l'autre bout : le collectif décide pour tous. L'État, le parti, la communauté imposée fixe les prix, attribue les logements, détermine les métiers autorisés, prescrit les valeurs, encadre l'éducation, oriente la production. L'individu n'existe que comme partie d'un ensemble qui le dépasse et qui décide à sa place.

C'est la question de l'*autonomie* face au *dirigisme*. Le spectre gauche-droite ne la pose pas explicitement — il la mélange avec tout le reste.

Seconde question : comment ?

Un collectif qui décide pour tous peut le faire de deux manières radicalement différentes.

Par le consentement. Les membres délibèrent, votent, acceptent les règles qu'ils se donnent. Celui qui n'est plus d'accord peut partir — ou tenter de changer les règles par la voie démocratique. Le pouvoir repose sur l'adhésion.

Par la coercition. Les règles sont imposées d'en haut. Celui qui refuse est puni — amende, prison, exil, pire. Le pouvoir repose sur la contrainte. Pas besoin d'adhésion : la soumission suffit.

C'est la question du *consentement* face à la *coercition*. Le spectre gauche-droite ne la pose pas non plus — il l'ignore, tout simplement.

Voilà pourquoi le spectre ne peut pas distinguer Cuba de la Suède. Sur le papier, même réponse à « qui décide ? » — le collectif, dans les deux cas. Mais c'est prendre l'étiquette pour la réalité. En Suède, le collectif décide réellement : les citoyens délibèrent, votent, et peuvent changer les règles. À Cuba, une élite décide *au nom* du collectif et impose ses choix par la force — le « collectif » n'est qu'un mot sur la façade. Le spectre

confond donc les deux questions à la fois : non seulement le « comment », mais déjà le « qui ». Il voit deux régimes « de gauche ». La réalité voit deux mondes.

Et voilà pourquoi le fascisme se retrouve à l'extrême droite, dans la même case que le libertarien — son exact contraire. Le spectre n'a pas de critère cohérent. Il distribue les positions de manière *ad hoc*. Dès qu'on introduit un critère réel — dirigisme contre autonomie — le fascisme se range du côté dirigiste, là où tout le reste de son programme le place déjà. Et le libertarien reste seul à l'autre bout, ce qui est exactement sa position logique.

Ce déplacement résout aussi l'énigme du mot « extrême ». Sur la ligne, « extrême-gauche » et « extrême-droite » désignaient les deux bouts opposés d'un axe horizontal — le mot semblait mesurer une position. Mais dès qu'on ajoute l'axe vertical, le préfixe révèle sa vraie cible : pas une position sur la ligne, mais une intensité perpendiculaire à elle. L'extrême-gauche et l'extrême-droite convergent vers le haut de l'axe vertical, là où la coercition est maximale — non pas parce qu'ils seraient la même chose, mais parce qu'ils partagent la même intensité. Et l'extrême-centre, centriste sur l'axe horizontal et radical sur le vertical, cesse d'être un oxymore : il occupe simplement une case que la ligne ne possédait pas.

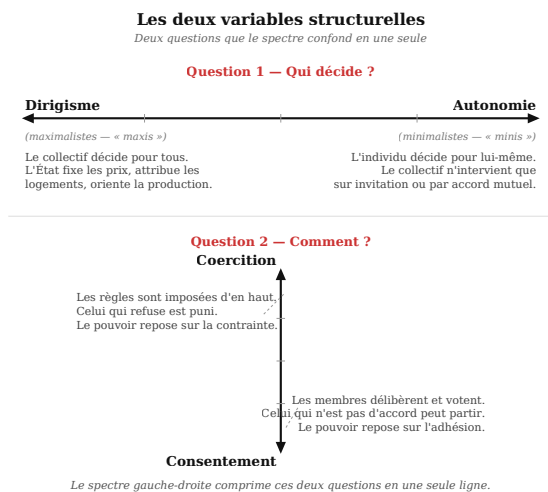
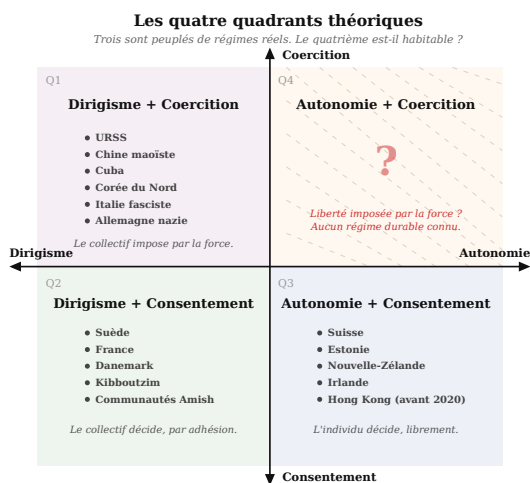


Figure 4.2 — Les deux variables structurelles

4.4 — Quatre quadrants

Si l'on prend ces deux questions au sérieux et qu'on les croise, on obtient quatre combinaisons. Nommons-les provisoirement :



Quatre combinaisons logiques. Trois sont peuplées. La quatrième pose une question empirique.
Si elle est structurellement vide — le carré est en réalité un triangle.

Figure 4.3 — Les quatre quadrants théoriques

1. **Gauche totalitaire.** Dirigisme + coercition. Le collectif décide pour tous et impose ses décisions par la force.
2. **Gauche démocratique.** Dirigisme + consentement. Le collectif décide pour tous, mais avec l'accord des membres.
3. **Droite démocratique.** Autonomie + consentement. L'individu décide pour lui-même. Quand le collectif intervient, c'est par accord volontaire.
4. **Droite totalitaire.** Autonomie + coercition. L'individu est libre... mais cette liberté est imposée ou maintenue par la force.

On vient de réutiliser les mots « gauche » et « droite ». Mais leur sens a changé. Regardons d'abord ce que l'axe horizontal décrit concrètement. La Suède, le Danemark, la France — des pays où le collectif prend en charge une large part des décisions : fiscalité élevée, redistribution organisée, services publics étendus. Ces pays figurent parmi les plus libres et les plus prospères du monde. Ils se situent à gauche de l'axe — non pas parce qu'ils seraient autoritaires, mais parce que le

périmètre de l'action collective y est vaste. Le mot technique pour désigner ce que l'on vient de décrire est *dirigisme* : le collectif dirige davantage. Ce n'est pas un défaut — le Danemark dirigiste-consenti est l'un des deux modèles de réussite que le triangle met en évidence. À l'autre bout, l'individu décide pour lui-même ; le collectif n'intervient que sur invitation. C'est l'*autonomie* — le *bottom-up*.

Notons ce qui vient de se passer. On n'a pas dit que « la gauche signifie en réalité dirigisme ». Le mot « gauche » charrie un nuage d'associations — solidarité, égalité, justice sociale, redistribution, rôle de l'État. Ces dimensions sont réelles. Mais ce que l'axe horizontal mesure, c'est une seule variable structurelle : le périmètre de l'action collective. Plus ou moins de décisions prises ensemble. Le reste du nuage existe — il n'est simplement pas ce que cet axe capture.

Et c'est justement parce que les mots « gauche » et « droite » charrient deux siècles de ce nuage que la clarification se noie dans le passif du vocabulaire. Le lecteur entend encore l'ancien spectre, avec ses connotations, ses réflexes, ses positionnements *ad hoc*.

C'est pourquoi, dans la suite de ce livre, on parlera de **maximalistes** et de **minimalistes** — les *maxis* et les *minis*. Ceux qui veulent plus d'État, et ceux qui en veulent moins. La terminologie est neutre. Elle est factuelle. Elle est au premier degré. Elle peut être appropriée par les deux camps, chacun y mettant le sens qu'il souhaite — voyant dans l'un le positif et dans l'autre le négatif selon ses propres convictions. Il n'y a plus aucune connotation péjorative. Et surtout, l'expérience montre que les gens recommencent à discuter des *sujets* de fond. Plus de réflexe identitaire. Plus de case à défendre. Plus de morale contre égoïsme. Plus de bien contre mal. Juste la question : sur ce sujet-là, faut-il plus ou moins d'État ? Et c'est précisément de ces différences de perception que peut renaître le débat qui a été perdu.

4.5 — Une question empirique

Qu'un cadre soit logiquement cohérent ne prouve rien. Le tableau périodique de Mendeleïev avait des cases vides — certaines ont été remplies par des éléments découverts plus tard, d'autres sont restées vides parce que l'élément correspondant n'est pas stable. La logique dit qu'il *pourrait* exister. La physique dit qu'il ne *peut* pas durer.

Les quatre quadrants existent sur le papier. Mais existent-ils dans la réalité ? Sont-ils tous également peuplés de régimes durables, de communautés stables, d'expériences historiques documentées ?

Si oui, le carré à deux dimensions est un bon modèle — meilleur que la ligne — et le débat s'arrête là.

Si l'un des quatre quadrants se révèle systématiquement vide — si aucun régime stable ne l'occupe, si chaque tentative de le peupler échoue ou bascule vers un quadrant voisin — alors le cadre devra être révisé à nouveau. Et ce qui semblait une simple amélioration géométrique deviendra autre chose.

C'est ce que les parties suivantes vont examiner. Mais avant de vérifier si les quadrants sont peuplés, il faut regarder plus attentivement ce que d'autres ont vu avant nous — et où, précisément, ils se sont arrêtés.

Chapitre V — Positionnement : ce que d'autres ont vu, et où ils se sont arrêtés

« *Ne pense pas, regarde plutôt.* »

— Ludwig Wittgenstein, *Recherches philosophiques*, §66 (Gallimard, 2004)

Neuf penseurs ont abordé la question avant cet essai. Chacun a vu quelque chose. Aucun n'est allé au bout.

5.1 — Hayek, *The Road to Serfdom* (1944)

Friedrich Hayek publie *The Road to Serfdom* [7] en 1944, au milieu de la guerre. Son intuition centrale est puissante : le dirigisme économique, quelle que soit l'intention qui le porte, conduit mécaniquement au totalitarisme. La planification suppose la concentration des décisions. La concentration des décisions suppose le pouvoir de les imposer. Le pouvoir de les imposer suppose un appareil de coercition. La route est pavée de bonnes intentions — mais elle mène toujours au même endroit.

Axe gauche-droite — gardé. Hayek ne remet pas en cause le spectre. Il critique la gauche depuis la droite. Il se bat *dans* le cadre ; il ne le questionne pas. Son propos est que l'un des deux côtés mène au désastre — pas que les deux côtés sont mal définis.

Deux dimensions — non. Hayek raisonne sur un axe unique : plus ou moins de planification étatique. Il ne distingue pas explicitement dirigisme consenti et dirigisme coercitif. Pour lui, le second découle inévitablement du premier — ce qui est une thèse, pas un modèle.

Empirie — partielle. Hayek observe des régimes réels — l'Allemagne nazie, l'URSS, l'Angleterre en voie de planification — et en tire des conclusions. Mais il ne produit pas d'inventaire systématique. Son argument est logique avant d'être empirique.

Cohérence — non. Hayek identifie le dirigisme comme moteur du totalitarisme. Mais en gardant le spectre gauche-droite, il se piège : son propre cadre place le fascisme à droite, c'est-à-dire de *son* côté — alors que tout son argument consiste à montrer que le fascisme est du dirigisme. Le cadre qu'il conserve entre en tension avec sa propre thèse.

La flèche à l'envers. Hayek soutient que le dirigisme *mène* à la coercition — ce que les social-démocraties nordiques semblent réfuter : le Danemark est l'un des pays les plus dirigistes au monde par la fiscalité, et l'un des moins coercitifs. Cet essai ne répète pas la thèse de Hayek — il l'inverse. La coercition *tend à s'appuyer sur* le dirigisme : dans les cas observés, aucun régime durablement coercitif ne maintient une économie réellement libre, parce que le contrôle économique est l'instrument de la coercition (les citoyens dépendants de l'État ne peuvent pas résister à l'État). Mais le dirigisme ne *requiert* pas la coercition : les social-démocraties le prouvent. L'inversion de la flèche change tout. Là où Hayek énonce une affirmation causale que la Scandinavie réfute, cet essai énonce une contrainte structurelle que la Scandinavie *confirme*. La direction de l'implication est la variable décisive.

5.2 — Nolan, le diagramme (1969)

David Nolan [17], cofondateur du Libertarian Party américain, dessine en 1969 un losange à deux axes : liberté économique et liberté personnelle. Le « diagramme de Nolan » est le premier modèle politique à deux dimensions largement diffusé. Il permet enfin de distinguer le libertarien du conservateur, le social-démocrate du socialiste autoritaire — des distinctions que la ligne unique rendait invisibles.

Axe gauche-droite — dépassé. Nolan remplace la ligne par un plan. C'est un progrès décisif : il reconnaît explicitement que la classification unidimensionnelle échoue et propose une alternative structurée, avec un questionnaire associé permettant à chacun de se positionner.

Deux dimensions — oui. Le diagramme ajoute un second axe. C'est la contribution majeure de Nolan, prolongée à partir de 2001 par le *Political Compass*, qui popularise l'idée auprès de millions de personnes en ligne.

Empirie — non. Les quatre quadrants du diagramme existent sur le papier. Nolan ne vérifie jamais s'ils existent tous dans la réalité. Aucun régime, aucune communauté, aucun cas historique n'est mobilisé pour tester si chaque quadrant contient des exemples stables et durables. Le modèle reste une construction théorique.

Cohérence — non vérifiée. Nolan dessine quatre quadrants sur le papier. Mais il ne vérifie jamais si les quatre sont occupés dans la réalité — si chacun contient des régimes durables et stables. La question reste entière, et elle est décisive : un modèle dont une partie de l'espace ne correspond à rien n'est pas un modèle — c'est une conjecture.

Une différence de nature, pas de degré. Les axes de Nolan mesurent des *types* de liberté : économique sur un axe, personnelle sur l'autre. Les axes de cet essai mesurent autre chose : un *périmètre* (quelle étendue l'État occupe-t-il dans la vie économique et sociale ?) et une *méthode* (ce périmètre est-il maintenu par la coercition ou par le consentement ?). Ce ne sont pas des variables commensurables. La liberté personnelle et la liberté économique peuvent être étudiées séparément — mais elles partagent un espace de valeurs. Le périmètre de l'État et la méthode d'application sont des variables d'une autre nature, qui permettent deux choses que Nolan ne fait pas : les mesurer indépendamment avec des indices empiriques, et vérifier si les quadrants théoriques correspondent à des régimes réels. C'est cette différence de construction qui rend le test possible — et le test réserve une surprise.

5.3 — Faye, la théorie du fer à cheval (1972)

Jean-Pierre Faye rapporte en 1972, dans *Langages totalitaires* [20], la métaphore du fer à cheval : la ligne gauche-droite n'est pas droite, elle se courbe aux extrémités, rapprochant le stalinisme du nazisme sans les confondre. L'image est élégante. Elle entre dans le vocabulaire de la science politique, puis dans le langage courant.

Axe gauche-droite — tordu. Faye ne quitte pas la ligne — il la plie. La métaphore spatiale reste la même : on se situe toujours sur un segment orienté de gauche à droite. Le fer à cheval modifie la forme, pas le paradigme.

Deux dimensions — non. La courbure du fer à cheval est un artifice visuel, pas une dimension supplémentaire. Il n'y a toujours qu'un seul axe — simplement, il n'est plus rectiligne. Courber une ligne ne la transforme pas en plan.

Empirie — non. Le fer à cheval *décrit* la proximité des extrêmes. Il ne *l'explique* pas. Faye ne produit aucune donnée comparative, aucun inventaire de régimes, aucune vérification systématique. Le constat est intuitif, pas empirique.

Cohérence — non. Le fer à cheval affirme que les extrêmes se rapprochent, mais ne dit pas pourquoi. Si deux points se rapprochent, c'est qu'une force les attire — ou qu'ils partagent une propriété commune. Laquelle ? Le modèle n'en dit rien. Il constate une anomalie qu'il ne peut pas expliquer avec ses propres outils.

5.4 — Bobbio, *Droite et gauche* (1994)

Norberto Bobbio publie *Destra e sinistra* [14] en 1994 — un best-seller inattendu pour un essai de philosophie politique. Sa thèse : le clivage gauche-droite reste valide, et son critère fondamental est l'attitude face à l'égalité. La gauche veut réduire les inégalités ; la droite les accepte comme naturelles ou nécessaires. Simple, élégant, opérationnel.

Axe gauche-droite — défendu. Bobbio ne critique pas le spectre : il le sauve. Il lui donne un critère explicite là où il n’y en avait pas — l’égalité — et argumente que ce critère suffit à organiser l’espace politique.

Deux dimensions — non. Bobbio maintient le modèle unidimensionnel. Il reconnaît l’existence d’un axe secondaire (autoritarisme/libertarisme) dans certaines formulations, mais ne l’intègre pas dans un modèle bidimensionnel structuré. L’axe reste une ligne.

Empirie — non. Bobbio raisonne par concepts, pas par données. Il ne vérifie pas si son critère classe correctement les régimes historiques. Il l’énonce comme un principe — pas comme une hypothèse à tester.

Cohérence — non. Le critère de l’égalité se retourne contre la thèse. L’égalitarisme de résultat — que Bobbio place au cœur de la gauche — produit mécaniquement de nouvelles inégalités : la *nomenklatura* soviétique, les cadres du Parti en Chine, les privilégiés de tout régime qui prétend abolir les privilèges. Les régimes que Bobbio place à gauche échouent *sur son propre critère*. Le mètre ne mesure pas ce qu’il prétend mesurer.

5.5 — Imatz, *Droite/gauche : pour sortir de l’équivoque* (2016)

Arnaud Imatz [15] publie en 2016 une somme érudite sur l’histoire du clivage. Son travail documente les emprunts réciproques entre gauche et droite, les « non-conformistes des années 30 », les parcours inclassables, le brouillage permanent des catégories. C’est un inventaire méticuleux de tout ce que le spectre ne parvient pas à contenir.

Axe gauche-droite — brouillé. Imatz montre que les frontières entre gauche et droite sont poreuses, instables, historiquement contingentes. Il documente le désordre — les migrations d’un camp à l’autre, les emprunts idéologiques, les trajectoires que le spectre ne peut pas tracer.

Deux dimensions — non. Imatz reste dans l'histoire des idées. Il ne propose aucun modèle alternatif, aucun cadre structurel à deux axes, aucune grille de remplacement. Le diagnostic est complet ; l'ordonnance est vierge.

Empirie — partielle. Imatz mobilise abondamment l'histoire — des parcours individuels, des mouvements, des filiations intellectuelles. Mais c'est de l'empirie narrative, pas de l'empirie structurelle. Il montre que le modèle ne colle pas aux faits ; il ne propose pas un modèle qui collerait mieux.

Cohérence — non. L'absence de modèle alternatif laisse le diagnostic en suspens. Imatz démontre que le spectre est une « équivoque » — puis s'arrête. Le lecteur referme le livre en sachant que la carte est fausse, mais sans carte de remplacement. Un diagnostic sans traitement.

5.6 — Le Digol, *Gauche-droite : la fin d'un clivage ?* (2018)

Christophe Le Digol [16] dirige en 2018 un ouvrage collectif sur le clivage gauche-droite. L'approche est sociologique : le dépassement du clivage est un discours récurrent, cyclique, instrumentalisé politiquement. Annoncer « la fin du clivage » est lui-même une position dans le clivage — une arme rhétorique, pas un constat scientifique.

Axe gauche-droite — analysé. Le Digol ne défend ni ne critique le spectre : il l'étudie comme objet social. Son propos n'est pas « le clivage est-il vrai ? » mais « à quoi sert-il ? qui le mobilise ? qui le dépasse ? ».

Deux dimensions — non. L'approche sociologique ne produit pas de modèle dimensionnel. Elle décrit des pratiques discursives, pas des structures politiques.

Empirie — non. L'empirie mobilisée est sociologique — enquêtes d'opinion, discours politiques, trajectoires électorales. Elle montre que les gens *utilisent* le clivage. Elle ne teste pas

si le clivage *décrit* correctement la réalité politique. On peut étudier l'usage d'une carte sans jamais vérifier si la carte est exacte.

Cohérence — non. L'approche est méthodologiquement cohérente *en tant que sociologie*. Mais elle ne répond pas à la question structurelle. Dire « le clivage est un fait social » ne dit rien sur sa validité comme modèle descriptif. Un vocabulaire peut être universel et faux — la Terre était « plate » dans toutes les conversations pendant des siècles. La question n'est pas « les gens y croient-ils ? » mais « le modèle décrit-il ce qui est ? ».

5.7 — Les modèles ternaires : Kling, *Three Telos* et Rummel

Certains modèles abandonnent non seulement la ligne gauche-droite, mais le plan cartésien à quatre quadrants, pour adopter une structure triangulaire à trois pôles.

Arnold Kling, dans *The Three Languages of Politics* [18] (2013, rééd. augmentée), identifie trois « langages » ou axes moraux dominants : progressiste (opprimé vs oppresseur), conservateur (civilisation vs barbarie), libertarien (liberté vs coercition). Ces langages correspondent à trois coalitions tribales qui parlent souvent sans se comprendre.

Le *Three Telos Model* (aussi appelé « trichotomie politique » ou « triangle idéologique ») organise l'espace autour de trois valeurs finales concurrentes : liberté (autonomie), égalité (justice sociale), tradition (ordre/stabilité). Il est souvent représenté comme un *ternaire plot* (triangle) où chaque idéologie est un mélange pondéré de ces trois *teloi*, avec une relation implicite zéro-sum.

R.J. Rummel, dans *Understanding Conflict and War* [19] (1975-1981), propose un espace des libertés politiques avec une représentation triangulaire entre trois types purs : libertarien (démocratie libérale), autoritaire et totalitaire. Il superpose ce triangle aux sociétés (échange, autorité, coercition) et

aux formules politiques contemporaines (anarchisme, libéralisme social, conservatisme, fascisme, socialisme démocratique).

Ces modèles constituent un progrès indéniable : ils rompent avec la linéarité et reconnaissent une irréductible pluralité dimensionnelle. Leur forme triangulaire évoque celle que cet essai défend.

Pourtant, la ressemblance s'arrête là.

Axe gauche-droite — dépassé. Aucun ne conserve le spectre gauche-droite comme organisateur principal ; les trois pôles le remplacent.

Trois dimensions contraintes — oui, mais d'une autre nature. Ces modèles posent trois axes (X, Y, Z) liés par une contrainte implicite : $X + Y + Z = 100$. C'est un espace ternaire, pas un plan cartésien. Deux conséquences : les variables ne sont pas indépendantes (augmenter l'une exige de diminuer les autres), et aucun des trois modèles ne démontre que cette contrainte est vérifiée empiriquement. Pourquoi la somme serait-elle constante ? Pourquoi trois pôles et pas quatre ? La contrainte est postulée, pas prouvée.

Empirie — non, ou marginale. La question décisive n'est pas seulement « le modèle décrit-il des cas réels ? » mais « tire-t-il des *enseignements opérationnels* de sa propre structure ? » Kling analyse des discours et des tribus rhétoriques — son modèle décrit des langages, pas des structures de pouvoir, et ne produit aucune prédiction sur le comportement des régimes. Le *Three Telos* classe des valeurs idéales — il ne confronte pas ses pondérations à un inventaire de régimes historiques. Rummel propose un cadre théorique articulé, mais ses typologies restent descriptives : elles classent sans prédire, organisent sans expliquer les transitions. Aucun des trois ne fait ce qu'un modèle empirique devrait faire : tester si sa géométrie correspond à la réalité observée, puis en tirer des mécanismes vérifiables.

Cohérence — non vérifiée. La contrainte ternaire ($X + Y + Z = 100$) est postulée, jamais démontrée : rien ne prouve que les trois pôles épuisent l'espace politique ni que leur somme est constante — un régime pourrait maximiser deux dimensions simultanément ou n'en occuper aucune. Sans démonstration de cette contrainte, le triangle reste un choix de représentation, pas une structure vérifiée.

Un triangle postulé contre un triangle découvert. Kling, le *Three Telos* et Rummel *partent* d'un triangle — trois pôles choisis *a priori* pour organiser l'espace politique. Cet essai emprunte un chemin inverse. Il part de constats empiriques : le spectre gauche-droite échoue à classer des régimes réels. Il identifie deux variables indépendantes, construit un carré — deux axes, quatre quadrants logiques. Puis il soumet ce carré au test des faits. Ce que le test révèle transforme la géométrie du modèle — et c'est cette géométrie *découverte*, pas postulée, qui engendre ensuite de nouveaux concepts testables. Le modèle n'est pas le point de départ — c'est le résultat d'une enquête empirique qui continue après sa découverte.

5.8 — Synthèse comparative

Auteur	Axe G-D	Dims	Empirie	Cohérence
Hayek (1944)	✗ gardé	1	~ partielle	✗ non
Nolan (1969)	✓ dépassé	2	✗ non	✗ non
Faye (1972)	~ tordu	1	✗ non	✗ non
Bobbio (1994)	✗ défendu	1	✗ non	✗ non
Imatz (2016)	~ brouillé	1	~ partielle	✗ non

Auteur	Axe G-D	Dims	Empirie	Cohérence
Le Digol (2018)	~ analysé	1	✗ non	✗ non
Kling (2013)	✓ dépassé	▲	✗ non	✗ non
<i>Three Telos</i> (1960-)	✓ dépassé	▲	✗ non	✗ non
Rummel (1976)	✓ dépassé	▲	~ partielle	✗ non
Cet essai (2026)	✓ invalidé	2	✓ testée VI-XIV	✓ examinée XII & XV

Le schéma est le même à chaque ligne. Chacun voit une partie du problème — la mauvaise classification, le besoin d'un second axe, la proximité inexpliquée des extrêmes, la porosité des catégories, la fonction sociale du clivage. Certains vont même jusqu'au triangle — mais un triangle postulé à trois axes contraints, pas un triangle découvert à partir de deux dimensions indépendantes. Aucun ne réunit les quatre conditions : remettre en cause l'axe, proposer deux dimensions indépendantes et mesurables, tester empiriquement, vérifier la cohérence interne du modèle.

La colonne « Empirie » est la plus décisive — et c'est l'objet des chapitres suivants. Un modèle peut être logiquement élégant et empiriquement faux. Les quatre quadrants existent-ils tous dans la réalité ? Les régimes coercitifs se comportent-ils comme le modèle le prédit ? Le collectivisme volontaire est-il viable sans coercition ? Ce sont des questions ouvertes. Le cadre ne vaut que si les faits le confirment.

La théorie vient d'être posée. Reste à la confronter aux faits.

Partie 2

Ce que disent les faits

Les chapitres qui suivent passent en revue, régime par régime, les données empiriques qui fondent le cadre théorique. Le lecteur pressé — ou confiant — peut passer directement au chapitre XI, qui en tire la synthèse, et y revenir plus tard.

Chapitre VI — Anatomie des régimes coercitifs communément dits « de gauche »

« Lorsque dans le gouvernement despotique le prince cesse un moment de lever le bras, tout est perdu : car le ressort du gouvernement, qui est la crainte, n’y étant plus, le peuple n’a plus de protecteur. »

— Montesquieu, *De l’Esprit des lois*, III, IX (1748)

Inventaire des régimes dirigistes et coercitifs : structure, durée, mécanismes de maintien.

La théorie est posée. Le cadre à deux dimensions — dirigisme contre autonomie, coercition contre consentement — existe sur le papier. Il reste à le confronter aux faits.

Commençons par le quadrant dirigisme + coercition. Les régimes conventionnellement classés « à gauche » — marxistes-léninistes, socialistes d’État, communistes — occupent massivement cet espace. Ce chapitre en fait l’inventaire, non pour les juger, mais pour les décrire avec la même grille : qui décide, comment, combien de temps, et par quel mécanisme le système se maintient.

6.1 — L’URSS (1922-1991) : le prototype

L’Union soviétique est le premier État moderne à tenter la planification intégrale de l’économie à l’échelle d’un continent. C’est le cas fondateur — celui qui établit le schéma que tous les suivants reproduiront.

Qui décide ? Le Parti communiste, et lui seul. Pas de pluralisme, pas de contre-pouvoir institutionnel, pas de presse indépendante. Le Politburo fixe les prix, les quotas de production,

les salaires, les priorités d'investissement. Le Gosplan élabore les plans quinquennaux couvrant des centaines de milliers de produits. L'individu ne choisit ni son lieu de vie (le système du *propiska* attache les citoyens à leur ville), ni véritablement son métier, ni l'éducation de ses enfants au-delà d'un programme unique déterminé par l'État.

Comment ? Par la coercition, dès l'origine. La Tchéka est fondée six semaines après la Révolution d'Octobre — avant même la fin de la guerre civile. Elle devient le GPU, puis le NKVD, puis le KGB : les sigles changent, la fonction reste. Le goulag atteint son apogée sous Staline : entre 1930 et 1953, environ 18 millions de personnes y sont passées, et entre 1,5 et 1,8 million y sont mortes. Après Staline, la répression change de forme — internement psychiatrique, exil intérieur, interdiction professionnelle — mais ne disparaît pas.

Le mécanisme central. C'est ici que se joue la leçon structurale. La coercition ne fait pas que punir ceux qui résistent — elle empêche les autres de pouvoir résister. Quand l'État est le seul employeur, le seul propriétaire de logements, le seul fournisseur de soins, s'opposer c'est perdre son appartement, son travail, l'accès à l'hôpital. Le dirigisme n'est pas un choix idéologique séparé de la coercition : il en est l'instrument. La coercition tue ceux qui s'opposent. Le dirigisme empêche les autres de concevoir une opposition.

L'immobilisme. Le système planifié supprime le lien entre l'effort et le gain. L'ouvrier soviétique résume la situation dans une blague qui circule sous Brejnev : « Ils font semblant de nous payer, nous faisons semblant de travailler. » La productivité stagne, l'innovation disparaît, la qualité s'effondre. Le système produit des tonnes d'acier et des milliers de chars — mais pas de quoi nourrir correctement sa population ni fabriquer un réfrigérateur fiable.

L'interdiction de sortie. On ne quitte pas l'URSS. Le mur de Berlin est le symbole le plus visible, mais le principe est général : la frontière soviétique est une frontière fermée, gardée par des miradors, des champs de mines et des ordres de tir. On

ne retient pas les gens dans un système qu'ils sont libres de quitter. L'interdiction d'émigrer est l'aveu structurel que le consentement n'existe pas.

La chute. L'URSS ne tombe pas par révolution — toutes ont été écrasées (Berlin 1953, Budapest 1956, Prague 1968). Elle s'effondre de l'intérieur, par asphyxie économique. Gorbatchev desserre le verrou informationnel (glasnost) et le verrou économique (perestroïka). Et c'est précisément cet espace de liberté, aussi étroit soit-il, qui fait tomber l'édifice. On ne dévisse pas un boulon d'un barrage.

Retenons le schéma — il va se reproduire : parti unique → contrôle économique total → appareil répressif → dépendance généralisée → immobilisme → et chute quand un verrou cède. Chaque cas qui suit confirmera ce schéma. Le lecteur le reconnaîtra rapidement. Ce qui mérite l'attention, à partir d'ici, c'est ce que chaque cas *ajoute* — la variation, la nuance, la surprise.

6.2 — La Chine (1949-présent) : l'aller-retour

L'URSS a posé le schéma — et l'URSS est morte en desserrant un boulon. Mais que se passe-t-il quand un régime identique desserre, voit le barrage trembler, et choisit de resserrer ? La Chine est le seul cas au monde à avoir testé les deux directions — et c'est ce qui en fait le cas le plus instructif du chapitre.

Sous Mao, le schéma soviétique se reproduit fidèlement — collectivisation, planification, parti unique, terreur. Mais deux épisodes font de la Chine un cas irremplaçable.

Le Grand Bond en avant (1958-1962). Mao tente d'industrialiser le pays par la mobilisation de masse. Les paysans fondent de l'acier dans des fourneaux de fortune pendant que les récoltes pourrissent. Des cadres locaux, terrorisés à l'idée de déplaire, rapportent des récoltes fictives ; le grain est réquisitionné sur la base de ces chiffres imaginaires ; les paysans meurent de faim à côté de greniers vides. C'est la plus grande famine de l'histoire humaine — entre 30 et 45 millions de morts, selon les estimations les plus courantes. Ce n'est pas

une catastrophe naturelle. C'est le produit direct de la planification centrale : quand le système ne tolère pas le signal d'erreur, l'erreur ne disparaît pas — elle se propage sans frein.

L'aller-retour. C'est la contribution unique de la Chine au catalogue. Deng Xiaoping, à partir de 1978, libéralise l'économie sans toucher au monopole politique. Dans notre cadre, il *minimise* sur l'axe horizontal — et la croissance s'emballe. Mais le desserrement économique engendre des aspirations politiques. En 1989, le mouvement de Tiananmen menace l'édifice. Le PCC écrase le mouvement. Deux ans plus tard, Gorbatchev fait le choix inverse — il desserre, et l'URSS s'effondre. La comparaison est saisissante : même grille, même tension, deux réponses opposées, deux résultats opposés. Le bilan de la voie Deng se mesure sur quarante ans : 800 millions de personnes sortent de la pauvreté — mais sous un monopole politique intact.

Puis, sous Xi Jinping à partir de 2012, vient le re-verrouillage. Jack Ma critique les régulateurs financiers en 2020 — l'introduction en bourse d'Ant Group est annulée du jour au lendemain, Ma disparaît pendant des mois. Des dizaines de dirigeants d'entreprise sont arrêtés ou effacés. Le crédit social automatise le mécanisme central décrit plus haut pour l'URSS — et que la Chine pratiquait déjà à la main via le *hukou*, les *dang'an* et les comités de quartier : restreindre l'accès aux transports, au crédit, à l'emploi, non plus par un cadre qui passe un coup de fil, mais par un algorithme qui tourne en continu. La répression au Xinjiang et à Hong Kong confirme que la coercition s'est modernisée, pas adoucie.

La Chine est donc le premier régime à avoir expérimenté la minimisation, constaté qu'elle menaçait le système, et choisi de re-maximiser — en gardant le seul boulon qui produit la richesse. L'URSS a desserré et s'est écroulée. La Chine a desserré, vu le barrage trembler, et resserré. La question est de savoir combien de temps cette position asymétrique est tenable — on y reviendra au chapitre XII.

6.3 — La Corée du Nord (1948-présent) : le cas limite

Si l'URSS est le prototype et la Chine l'aller-retour, la Corée du Nord est le point extrême — le *reductio ad absurdum* du quadrant.

Le schéma soviétique est là, poussé au maximum : planification totale, parti unique, appareil répressif (les *kwanliso* — camps dont l'existence est documentée par imagerie satellite — accueillent 80 000 à 120 000 détenus, avec punition sur trois générations), interdiction totale de l'information extérieure. Ce qui est nouveau, c'est l'extrême auquel chaque variable est poussée.

La dynastie. Ce n'est plus un parti unique — c'est une monarchie héréditaire. Kim Il-sung, Kim Jong-il, Kim Jong-un : trois générations. Le communisme d'État est devenu un culte familial.

Le *songbun*. La population est classée en trois castes héréditaires — loyale, hésitante, hostile — qui déterminent l'accès à la nourriture, au logement, à l'éducation. Votre position sociale dépend de la loyauté politique de vos grands-parents. C'est le dirigisme appliqué non plus seulement à l'économie mais à la biographie.

La piraterie d'État. Le système ne produisant presque rien, il vole. Le groupe Lazarus, rattaché au renseignement militaire, mène des opérations de cybercriminalité à échelle industrielle : 81 millions volés à la Banque centrale du Bangladesh (2016), l'attaque WannaCry dans 150 pays (2017), plus de 1,5 milliard au seul exchange Bybit en 2025. Ce sont, au sens propre, des corsaires numériques — ils pillent pour le compte de l'État, à l'abri de sa protection. Quand le dirigisme ne peut plus produire de richesse, il la vole.

La survie par l'isolement. Aucune classe moyenne n'émerge parce qu'aucune activité autonome n'est tolérée. Aucune information ne circule parce que les canaux sont physiquement coupés. La protection chinoise empêche le renversement extérieur, la terreur empêche le renversement intérieur. C'est un

système fermé au sens thermodynamique. L'entropie croît sans être évacuée. La question n'est pas de savoir s'il est viable — c'est de mesurer ce que « viable » signifie quand un régime survit au prix de la famine structurelle de sa population.

6.4 — La Yougoslavie (1945-1991) : l'exception apparente

La Yougoslavie mérite un examen attentif, précisément parce qu'elle semble contredire le schéma.

Tito rompt avec Staline en 1948 et développe l'autogestion ouvrière. Les citoyens yougoslaves voyagent librement — un luxe unimaginable pour un Soviétique ou un Cubain. Le niveau de vie est sensiblement supérieur à celui du bloc de l'Est.

Mais regardons de plus près. Le Parti reste le seul parti autorisé. L'UDBA, la police politique, surveille, intimide et assassine les opposants, y compris à l'étranger. Le Printemps croate de 1971 est écrasé. Milovan Djilas, ancien compagnon de Tito devenu dissident, passe neuf ans en prison pour avoir publié *La Nouvelle Classe* [40]. L'autogestion n'est pas une économie libre : les entreprises sont autogérées dans un cadre fixé par le Parti. La liberté de voyager n'est pas la liberté politique : on peut partir en vacances en Italie, mais pas fonder un parti d'opposition à Belgrade.

La Yougoslavie est une variante *moins* coercitive du modèle, pas une variante *non* coercitive. La nuance est décisive — et la suite le confirme. Tito meurt en 1980. Sans la poigne du dirigeant, le système n'a pas de mécanisme de régulation interne. Les nationalismes, contenus par la force pendant quarante ans, explosent. En dix ans, la Yougoslavie éclate en guerres qui font plus de 100 000 morts. Le régime le plus « doux » du bloc communiste produit, à sa chute, la plus violente des désintégrations.

La leçon est structurelle : même la variante modérée du dirigisme coercitif ne crée pas les conditions de sa propre succession pacifique. Elle comprime les tensions sans les résoudre.

6.5 — Cuba (1959-présent) : la survie sans protecteur

Cuba reproduit le schéma soviétique fidèlement — parti unique (depuis 1965), planification intégrale, coercition directe (CDR, emprisonnement des dissidents, interdiction de quitter le pays jusqu'en 2013). Ce qui est nouveau, c'est que Cuba a survécu à la disparition de l'URSS. La « période spéciale » des années 1990 voit le PIB chuter de 35 %. Le régime survit en trouvant de nouveaux protecteurs (le Venezuela de Chávez, qui fournit du pétrole subventionné) et en autorisant une dose minimale d'économie privée — tourisme, petits restaurants (*paladares*), travail indépendant sous licence. La structure reste intacte.

Et le marqueur le plus parlant : environ 20 % de la population cubaine vit à l'étranger. Les *balseiros*, les crises de Mariel (1980) et des *rafters* (1994), les vagues de 2021-2023 : des centaines de milliers de personnes risquent leur vie pour quitter l'île. Quand un cinquième d'une population fuit, c'est un référendum avec les pieds.

6.6 — Le schéma reproduit ailleurs

Le schéma n'est pas limité aux grands cas. Partout où les mêmes ingrédients sont réunis, il produit les mêmes résultats. Les cas qui suivent le confirment — chacun est retenu pour la variation spécifique qu'il ajoute au tableau.

Le Cambodge des Khmers rouges (1975-1979) est le cas le plus extrême et le plus bref. Pol Pot vide les villes en 48 heures, abolit la monnaie, supprime les écoles, interdit la propriété privée, la religion, la médecine moderne. En moins de quatre ans, entre 1,5 et 2 millions de morts sur 7 à 8 millions d'habitants — un quart de la population. Le dirigisme absolu, poussé à sa limite logique, produit un génocide : quand l'État contrôle tout et que la réalité résiste au plan, c'est la réalité — c'est-à-dire les gens — qu'on élimine. Le régime ne tombe pas de l'intérieur : c'est l'invasion vietnamienne qui y met fin. Le verrouillage total ne se corrige pas tout seul.

Le Vietnam (1954-présent) reproduit la trajectoire chinoise presque à l'identique, avec un décalage de huit ans. Phase soviétique classique (collectivisation, camps de rééducation, exode des *boat people* — entre 800 000 et 2 millions de personnes fuient par la mer), puis Đổi Mới en 1986 — même virage que Deng : libéralisation économique, maintien du monopole du Parti. Même séquence, même résultat intermédiaire.

L'Éthiopie du Derg (1974-1991) ajoute une variante : le dirigisme coercitif peut tuer par incapacité autant que par violence directe. Collectivisation, « Terreur rouge » (dizaines de milliers d'exécutions), puis la famine de 1983-1985 — entre 400 000 et un million de morts, amplifiée par les déplacements forcés et la collectivisation agricole. Seule l'aide internationale massive — de Live Aid aux opérations d'urgence de l'ONU — limite le bilan. Le régime détourne une partie de l'aide vers l'effort militaire. Il tombe en 1991, renversé par les armes — pas par une transition.

L'Albanie d'Enver Hoxha (1944-1985) est le cas le plus pur d'isolement idéologique en Europe. Hoxha rompt avec la Yougoslavie (1948), puis avec l'URSS (1961, jugée trop molle), puis avec la Chine (1978, jugée trop molle). L'Albanie finit seule — le seul pays du monde à se trouver trop radical pour Mao. Le pays se couvre de 173 000 bunkers en béton — un pour quatre habitants — contre une invasion qui ne viendra jamais. C'est la paranoïa du verrouillage total coulée dans le béton armé. À la chute en 1991, l'Albanie est le pays le plus pauvre d'Europe.

La Somalie de Siad Barre (1969-1991) pousse la leçon à son terme le plus brutal. « Socialisme scientifique », collectivisation du nomadisme pastoral (une aberration dans un pays de pasteurs), guerre ruineuse contre l'Éthiopie — deux régimes marxistes-léninistes qui s'affrontent. Quand le régime tombe, il n'y a rien en dessous : pas d'institutions, pas d'économie formelle, pas de société civile. La Somalie devient le cas d'école de l'État failli. Trente ans plus tard, elle ne s'en est pas remise. Le verrouillage total ne produit pas seulement la stagnation — il peut produire la désintégration complète.

Le Zimbabwe de Mugabe (1980-2017) illustre la destruction par prédation. Le tournant : en 2000, les fermes commerciales sont saisies et redistribuées à des loyalistes sans compétence agricole. La production alimentaire s'effondre. L'hyperinflation atteint 79,6 milliards de pour cent en novembre 2008. Un pays qui était le grenier de l'Afrique australe importe sa nourriture. Quand le contrôle politique prime sur la compétence économique, c'est la population qui paie.

Le Nicaragua de Daniel Ortega (2007-présent) est le laboratoire contemporain de la re-maximisation. Ortega a connu la démocratie — il a même perdu une élection en 1990, fait rare pour un régime révolutionnaire. Revenu au pouvoir en 2007, il verrouille méthodiquement : réélection indéfinie, contrôle judiciaire, répression des manifestations de 2018 (plus de 300 morts), emprisonnement des candidats d'opposition, déchéance de nationalité de 300 opposants exilés en 2023. C'est un dirigeant qui choisit le verrouillage total en connaissance de cause. La minimisation de 1990 n'était qu'une parenthèse.

L'Algérie du FLN (1962-présent) est unique dans ce chapitre : c'est le seul régime qui annule une libéralisation en cours. En 1988, des émeutes forcent le régime à s'ouvrir. Le multipartisme est autorisé. Le Front Islamique du Salut (FIS) rafle 188 sièges sur 231 au premier tour des législatives de 1991. Le 11 janvier 1992, l'armée annule les élections et reprend le contrôle — le geste exact inverse de Franco en 1959. La suite est la « décennie noire » : entre 60 000 et 150 000 morts. Ici, le coût du re-verrouillage n'a pas été la stabilité — c'est la guerre civile. Un contrôle moins total que celui de Pékin, un réseau religieux capable de structurer l'opposition, et un résultat trop écrasant pour être escamoté : la combinaison était explosive. Le contraste avec le Maroc voisin (chapitre VII) est l'Hispaniola du Maghreb.

Le Mozambique (1975-présent) montre une mécanique que les cas précédents ne montrent pas : la mutation du contrôle. Régime marxiste-léniniste à l'indépendance, économie planifiée, guerre civile de seize ans. Quand le soutien soviétique disparaît, le Mozambique est en faillite. Le FRELIMO accepte l'ajustement structurel du FMI et une transition multipartite.

Sur le papier, c'est une minimisation. En réalité, le FRELIMO conserve le pouvoir en convertissant le contrôle idéologique en contrôle économique — les anciens cadres du Parti deviennent les nouveaux hommes d'affaires, les concessions passent par les mêmes réseaux, le monopole change de véhicule sans changer de conducteur. C'est un capitalisme de copinage qui conserve la structure de pouvoir du régime précédent sous un habillage libéral. Le dirigisme coercitif n'a pas disparu — il a mué. Et la mue est peut-être plus dangereuse que l'original, parce qu'elle devient invisible aux indices qui mesurent la « liberté économique » formelle.

L'Angola (1975-présent) illustre le mécanisme inverse : la substitution de carburant. Même point de départ que le Mozambique — régime marxiste-léniniste, guerre civile. Mais l'Angola a du pétrole. Quand l'aide soviétique disparaît, la rente pétrolière prend le relais sans la moindre transition. Le MPLA gagne la guerre militairement, maintient le monopole politique et finance le système par l'exportation du brut. Pas besoin de muer, pas besoin de se convertir au capitalisme de copinage, pas besoin de faire semblant de se libéraliser — le pétrole remplace le Kremlin comme source de financement, et la structure reste intacte. La leçon est symétrique : là où le Mozambique montre qu'un régime peut survivre en changeant de forme, l'Angola montre qu'il peut survivre en ne changeant de rien — tant qu'un substitut finance le verrouillage.

La Birmanie de Ne Win (1962-1988) est le cas de la répétition mécanique. Le coup d'État de 1962 instaure la « Voie birmane vers le socialisme » : nationalisation de toute l'industrie, de toute banque, de tout commerce — y compris les petits étals de rue. L'un des pays les plus riches d'Asie du Sud-Est à l'indépendance devient, en une génération, l'un des plus pauvres. Les manifestations de 1988 forcent Ne Win à partir — mais c'est une junte militaire qui prend le relais, pas une démocratie. Le dirigisme a détruit les structures économiques sans créer d'alternative ; la coercition, elle, survit au changement d'étiquette. Le bref intermède Aung San Suu Kyi (2016-2021) se termine par un nouveau coup d'État militaire. Même schéma que Tiananmen : le desserrement menace le système, le système resserre. Et c'est la deuxième fois en trente ans. La

répétition n'est pas un accident — c'est la preuve que le mécanisme est structurel : il se déclenche indépendamment des acteurs et des époques.

La Tunisie de Bourguiba et Ben Ali (1957-2011) montre le lien dirigisme-coercition au niveau de l'individu. Bourguiba puis Ben Ali : parti unique, modernisation sociale réelle (les droits des femmes les plus avancés du monde arabe), mais verrouillage politique total. Sous Ben Ali, l'économie est partiellement ouverte — tourisme, textile — mais captée par le clan Ben Ali-Trabelsi, qui contrôle des pans entiers de l'activité privée par le biais de licences, de participations forcées et d'intimidation. C'est du dirigisme par accaparement familial, sous une étiquette « de gauche ». Le régime tombe en janvier 2011 quand Mohamed Bouazizi, vendeur ambulant dont le stock a été confisqué par une fonctionnaire, s'immole. Le symbole est limpide : un citoyen dont l'État détruit le dernier espace d'autonomie économique. Le lien entre dirigisme et coercition, que les chapitres précédents décrivent à l'échelle des systèmes, s'incarne ici dans un seul homme devant un seul étal.

Le Burkina Faso de Thomas Sankara (1983-1987) est le cas le plus ambigu de tout le chapitre — et il est important précisément pour cela. Dirigisme coercitif, oui : parti unique, suspension de la constitution, tribunaux populaires. Mais aussi résultats sociaux réels — vaccination de masse, alphabétisation, reforestation — et un dirigeant qui refuse de s'enrichir, qui roule en Renault 5, qui baisse son propre salaire. Sankara est la meilleure objection morale au schéma : et si le dirigisme coercitif fonctionnait quand le dirigeant est sincère ? La réponse est structurelle, pas morale : Compaoré l'assassine au bout de quatre ans et verrouille pendant vingt-sept ans. La sincérité du dirigeant ne change pas la mécanique du système — elle la rend seulement plus tragique. Un système qui dépend de la vertu personnelle du chef n'a pas de mécanisme de succession. Quand le chef vertueux disparaît, il ne reste que le mécanisme — sans la vertu.

6.7 — Points communs

Quinze régimes. Des continents, des cultures, des époques et des dirigeants différents. Quatre caractéristiques structurelles identiques.

Un parti unique ou dominant. Aucun ne tolère le pluralisme politique. Le parti n'est pas un acteur parmi d'autres — il est l'État.

Le contrôle étatique de l'économie. C'est le mécanisme central du maintien au pouvoir — non pas un choix idéologique séparé de la coercition, mais son instrument.

Un appareil répressif. Tchéka-NKVD-KGB, Stasi, Securitate, UDBA, CDR cubains, *kwanliso* nord-coréens, Gardes rouges — les noms changent, la fonction est identique.

La longévité. URSS : 69 ans. Chine : 76 ans et comptant. Corée du Nord : 77 ans. Cuba : 65 ans. Vietnam : 81 ans. Yougoslavie : 46 ans. La combinaison dirigisme + coercition produit un système qui se maintient — non parce qu'il fonctionne bien, mais parce qu'il supprime les mécanismes qui permettraient de le remplacer.

C'est la leçon structurelle. La longévité n'est pas la preuve du succès — c'est la preuve du verrouillage. Le système contrôle l'économie (les citoyens ne peuvent pas s'organiser), l'information (ils ne peuvent pas concevoir une alternative), la répression (ils ne peuvent pas agir). Les trois verrous ensemble produisent une stabilité qui ne ressemble pas à la santé d'un organisme vivant, mais à l'immobilité d'un organisme sous strangulation.

Quand l'un des verrous cède, le système entier vacille. Gorbatchev desserre deux verrous à la fois : l'URSS disparaît en six ans. Deng n'en desserre qu'un : le régime tient — pour l'instant. La Corée du Nord ne desserre rien : le régime dure, au prix d'une famine permanente et d'une économie en état de mort cérébrale.

Le chapitre VII examinera les régimes coercitifs classés « à droite ». Nous verrons que le mécanisme est le même : coercion maintenue, longévité ; coercion relâchée, fin du régime. La variable qui change n'est pas l'étiquette — c'est le degré de libéralisation.

Chapitre VII — Anatomie des régimes coercitifs communément dits « de droite »

« *La chouette de Minerve ne prend son vol qu'au crépuscule.* »

— *Hegel, Phénoménologie de l'esprit (1807)*

Inventaire des régimes autoritaires classés à droite : structure, durée, trajectoire.

Le chapitre VI examinait les régimes coercitifs classés « à gauche » — ceux qui combinent dirigisme et coercition. Ce chapitre examine leurs homologues classés « à droite ». La comparaison va révéler que le mécanisme fondamental est le même : coercition maintenue, longévité ; coercition relâchée, fin du régime. La ligne de faille ne passe pas entre gauche et droite — elle passe entre les régimes qui libéralisent et ceux qui ne le font pas. Comprendre pourquoi est l'un des enjeux centraux de ce livre.

Une précision d'emblée. Les guillemets autour de « droite » ne sont pas décoratifs. Ces régimes sont classés à droite par convention — parce qu'ils sont anticommunistes, ou militaristes, ou conservateurs. Mais ce classement masque plus qu'il ne révèle. Notre grille à deux dimensions va les relire autrement.

7.1 — Franco (1939-1975) : libéralisation économique, coercition politique

L'Espagne de Franco illustre le premier des deux schémas de ce chapitre. Mais il ne faut pas en faire un modèle vertueux : Franco n'a jamais libéralisé la politique. Il est mort au pouvoir,

après 36 ans de dictature. Ce qui s'est passé après lui est la conséquence de la classe moyenne que la libéralisation économique — imposée par la faillite, pas par la sagesse — avait fait naître.

Phase 1 : le dirigisme autarcique (1939-1959). Franco sort de la guerre civile avec un programme qui ressemble davantage au fascisme italien qu'au libéralisme. L'État contrôle le commerce extérieur, fixe les prix, gère les entreprises stratégiques à travers l'INI. Le corporatisme remplace les syndicats libres. La propriété privée existe — c'est la différence formelle avec les régimes du chapitre VI — mais elle est subordonnée aux objectifs de l'État. Le résultat est la stagnation. Dans les années 1940, l'Espagne connaît la faim — les *años de hambre*. En 1959, le PIB par habitant est à peine supérieur à celui de 1935.

Dans notre cadre, la Phase 1 de Franco est *maximaliste* : dirigisme fort + coercition. Le système est plus proche du quadrant supérieur gauche que le classement « droite » ne le laisse supposer.

Phase 2 : la libéralisation (1959-1975). Face à la faillite imminente, Franco accepte le *Plan Nacional de Estabilización*. Dévaluation, ouverture au commerce extérieur, investissements étrangers, libération des prix. En termes du livre : Franco *minimise* sur l'axe économique.

Le résultat est spectaculaire. Entre 1960 et 1973, croissance moyenne de 7 % par an, industrialisation rapide, émergence d'une classe moyenne urbaine. Des millions d'Espagnols travaillent en France, en Allemagne, en Suisse, et reviennent avec l'expérience de sociétés démocratiques.

Le mécanisme central. L'autonomie crée une classe moyenne. La classe moyenne crée des attentes. Les attentes créent une pression. Franco meurt en 1975. En moins de trois ans, l'Espagne se démocratise — pacifiquement. Élections libres en 1977, constitution en 1978, Parti communiste légalisé. Tout ce que le franquisme interdisait — non pas par révolution, mais par transition négociée.

La minimisation a produit les conditions de sa propre succession démocratique. Comparez avec l'URSS, qui n'a jamais libéralisé et a imposé, ou avec la Chine, qui a libéralisé l'économie mais verrouille la politique — et vous avez trois trajectoires distinctes produites par trois positions différentes sur notre grille.

Retenons le schéma : libéralisation → classe moyenne → pression démocratique → transition. Il va se reproduire — avec des variations décisives.

7.2 — Pinochet (1973-1990) : le cas le plus controversé

Le schéma de Franco — libéralisation → classe moyenne → transition — s'est déroulé dans un pays qui sortait de l'autarcie, pas de la démocratie. Personne n'avait été renversé pour l'instaurer. Le Chili pose la question dans les conditions les plus défavorables : le schéma tient-il quand la libéralisation commence par un coup d'État sanglant contre un président élu ?

Le coup d'État du 11 septembre 1973 contre Allende est suivi d'une répression immédiate : au moins 3 200 morts, plus de 28 000 détenus torturés (Commissions Rettig [57] et Valech [58]). Le Chili de 1973-1975 est un régime de terreur — sans ambiguïté.

À partir de 1975, les *Chicago Boys* appliquent une minimisation économique brutale : privatisations, ouverture commerciale, dérégulation. Les résultats sont d'abord douloureux (récession de 1975, crise de 1982), puis solides. Le Chili devient la première économie d'Amérique latine en PIB par habitant.

Et le même engrenage : croissance → classe moyenne → référendum de 1988. Pinochet le perd. 55 % de « non ». Le résultat tient — non par la vertu du dictateur, mais parce que ses propres généraux et la pression internationale l'empêchent de l'annuler. La démocratie revient par le vote d'une classe moyenne que la libéralisation a fait naître.

Soyons clairs sur ce que cet argument dit — et sur ce qu'il ne dit pas. Il ne dit pas que la dictature était justifiée ni que la torture était le prix de la croissance. Il dit que la libéralisation économique a produit, mécaniquement, les conditions de la démocratisation. C'est un fait structurel, pas un jugement moral.

Le contraste avec Cuba est saisissant. Pinochet libéralise → classe moyenne → démocratisation en 17 ans. Castro verrouille → pas de classe moyenne → pas de démocratisation en 65 ans. Même coercition initiale, destin opposé — parce que le curseur économique a été déplacé dans un cas et pas dans l'autre.

7.3 — La Corée du Sud (1961-1987) : le dirigisme par l'incitation

La Corée du Sud complète le triptyque — mais avec une variante importante. Park Chung-hee ne libéralise pas au sens classique : il oriente. Les *chaebols* — Samsung, Hyundai, LG — sont privés, mais reçoivent crédits bonifiés et protections en échange de résultats à l'exportation. C'est du dirigisme par l'incitation, pas par la confiscation. La distinction est capitale.

Le résultat est fulgurant. En 1961, PIB comparable à celui du Ghana. En 1979, exportations d'acier, de navires, d'électronique. Mais la liberté politique n'existe pas — Park gouverne par décrets d'urgence, le massacre de Gwangju (1980) fait entre 600 et 2 000 morts.

Puis le mécanisme, identique : classe moyenne éduquée → manifestations massives de 1987 → élections libres → Kim Dae-jung — l'ancien condamné à mort — élu président en 1997.

La comparaison avec la Corée du Nord est le test le plus brutal du livre. Même peuple, même langue, même point de départ en 1948. Soixante-quinze ans plus tard : au Sud, 35 000 dollars par habitant, une démocratie, la K-pop. Au Nord, entre 600 et 1 800 dollars, des camps de travail, des corsaires numériques. La différence n'est pas culturelle — elle est structurelle.

7.4 — Salazar (1933-1974) : la confirmation par la négative

Le Portugal de Salazar confirme le schéma en ne le suivant pas. Quarante et un ans d'autoritarisme — mais sans virage libéral. L'économie reste corporatiste, semi-isolée. Le Portugal est le pays le plus pauvre d'Europe occidentale. Au lieu de minimiser, le régime maximise : trois guerres coloniales simultanées (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau) qui épuisent un petit pays de 9 millions d'habitants.

Résultat : pas de classe moyenne autonome, pas de transition négociée. Le régime tombe en 1974 par une révolution militaire — la Révolution des Œillets — pas par le référendum de Pinochet ni la *Transición* de Franco. Salazar ne libéralise pas → la trajectoire est identique à celle des régimes du chapitre VI. L'étiquette « droite » n'a rien changé.

7.5 — Singapour (1965-présent) : l'anomalie

Singapour est le cas qui ne rentre pas facilement. Lee Kuan Yew combine liberté économique maximale (régulièrement classé parmi les plus libres du monde), État de droit rigoureux, corruption quasi nulle — mais aussi parti dominant (le PAP, au pouvoir depuis 1959), presse contrôlée, opposition marginalisée. C'est un autoritarisme *soft* — contrainte sans terreur.

Sur notre grille : forte autonomie, coercition modérée. C'est un cas instable au sens du livre. La richesse (PIB supérieur à celui des États-Unis) crée une population éduquée qui exige davantage — les élections de 2011 et 2020 montrent la montée de l'opposition. La trajectoire est lente mais lisible : Singapour se déplace vers le consentement, comme l'Espagne et la Corée du Sud — avec un décalage que le succès économique indéniable de Singapour explique.

7.6 — Le test d’Hispaniola

L’île d’Hispaniola — République dominicaine et Haïti — offre l’expérience naturelle la plus brutale de ce chapitre. Même île, conditions de départ comparables, deux dictatures classées « à droite » — deux trajectoires radicalement différentes.

La République dominicaine : Trujillo puis Balaguer. Trujillo (1930-1961) est l’accaparement total — la famille possède entre 60 et 80 % des actifs productifs, le SIM torture et assassine, le massacre de 1937 tue entre 12 000 et 20 000 Haïtiens. Assassiné en 1961, il laisse un vide — pas de classe moyenne, pas d’institutions.

Ce qui remplit le vide est instructif. Balaguer (1966-1996), ancien collaborateur de Trujillo, est semi-autoritaire — clientélisme, paramilitaires. Mais il fait quelque chose que Trujillo n’avait pas fait : il libéralise partiellement l’économie. Privatisation progressive du secteur d’État, diversification (tourisme, zones franches). Une classe moyenne émerge. En 1978, sous pression de Carter, des élections libres — Balaguer perd, l’armée tente un coup, la pression internationale l’en empêche. La transition tient, parce qu’il y a quelqu’un derrière la porte — une société civile née de la libéralisation, capable de rendre le retour au verrouillage trop coûteux.

Haïti : les Duvalier. De l’autre côté de la frontière, le schéma inverse. Papa Doc puis Baby Doc (1957-1986), les Tontons Macoutes, la terreur décentralisée, l’économie captive. Aucune libéralisation. Baby Doc tombe en 1986 — et quarante ans plus tard, Haïti ne s’en est pas remis. Coups d’État, instabilité chronique, vide institutionnel. Les Duvalier n’ont pas seulement appauvri Haïti — ils ont détruit les conditions qui auraient permis d’en sortir.

Le test. Même île. Même point de départ. Après Trujillo, Balaguer libéralise partiellement → transition. Après Duvalier, personne ne libéralise → quarante ans d’instabilité. La variable est la même que partout dans ce chapitre.

7.7 — Le test iranien

L'Iran offre l'autre expérience naturelle — non géographique mais temporelle. Même pays, deux régimes successifs, l'un qui tente de moderniser, l'autre qui verrouille. Le résultat éclaire un mécanisme que les cas précédents laissaient dans l'ombre : la libéralisation peut échouer — non parce qu'elle est insuffisante, mais parce qu'elle est incomplète.

Le Shah (1953-1979). La « Révolution blanche » est une modernisation massive : réforme agraire (2,5 millions de familles deviennent propriétaires), droit de vote des femmes, industrialisation financée par le pétrole, croissance de 9-10 % par an. Le Shah libéralise l'économie et la société — mais pas la politique. La SAVAK surveille, emprisonne, torture. Pas de partis, pas de presse libre.

La modernisation produit le même effet qu'en Espagne — une classe moyenne éduquée. Mais elle produit aussi un prolétariat urbain déraciné (la réforme agraire pousse des millions vers les villes) et des ennemis puissants (le clergé dépossédé de ses terres et de sa juridiction, les bazaaris menacés). Trois groupes qui n'ont rien en commun sauf un ennemi — unis par Khomeini depuis l'exil.

Face à cette convergence, le Shah hésite. Il ne va pas au bout de la répression (contrairement à la Chine de Tiananmen) ni au bout de la libéralisation (pas de partis, pas de canaux institutionnels). Il occupe le pire des points intermédiaires : assez de modernisation pour créer des ennemis dans toutes les classes, pas assez de démocratie pour donner à ses alliés naturels les moyens de le défendre. En 1979, il tombe.

Les mollahs (1979-présent). Le régime qui succède a vu tomber son prédécesseur — et verrouille tout. Les bonyads (fondations parapubliques) contrôlent ~40 % de l'économie. Les Pasdaran sont un empire économico-militaire. La police des mœurs surveille le code vestimentaire — la mort de Mahsa Amini en 2022 déclenche Femme, Vie, Liberté (551 morts vérifiés selon Iran Human Rights [59]). Puis en décembre 2025, l'effondrement du rial déclenche le plus grand soulèvement depuis 1979 — HRANA [60] documente plus de 7

000 morts et 51 000 arrestations. Le régime tire sur sa propre population exactement comme un régime soviétique. La source de l'autorité est différente — Dieu au lieu de l'Histoire —, le résultat est le même. Ces chiffres sont presque certainement très en dessous de la réalité — sous un régime qui contrôle l'accès, fait disparaître les corps et intimide les témoins, tout documenter relève de l'impossible.

La leçon. Franco, Pinochet et Park libéralisent l'économie et finissent par desserrer la politique — et la transition suit. Le Shah libéralise l'économie et la société sans la politique — et il tombe, parce que la classe moyenne qu'il a créée n'a pas les outils institutionnels pour le défendre. La libéralisation est nécessaire — mais elle doit ouvrir le jeu politique pour que ses bénéficiaires puissent soutenir la transition.

L'Iran des mollahs illustre la limite inverse. Sans classe moyenne autonome, il n'existe pas d'opposition organisée capable de proposer une alternative — les manifestations, aussi massives soient-elles, ne suffisent pas à renverser un régime déterminé à tirer. L'intervention militaire lancée par Israël et les États-Unis — dont l'issue reste incertaine à l'heure où ces lignes sont écrites — n'aurait peut-être pas atteint cette ampleur si les soulèvements de 2022 et 2025 n'avaient pas démontré l'impossibilité d'un changement de l'intérieur. Que l'espoir repose sur des forces extérieures confirme le diagnostic du livre : sans les mécanismes internes que seule la libéralisation crée, un régime coercitif ne tombe que de l'extérieur. La question que pose cette guerre n'est pas seulement si l'analyse est juste, mais si la pression exercée sera suffisante. Il est à ce titre révélateur que la seule figure d'opposition à avoir émergé vienne de l'extérieur — le fils du Shah déchu —, exactement comme Khomeini en 1979. Le vide intérieur se reproduit à quarante-cinq ans d'intervalle.

7.8 — Le Maroc (1961-présent)

Le Maroc est le Singapour arabe — un autoritarisme qui dose la coercition, desserre sans jamais lâcher. Hassan II (« années de plomb » — Tazmamart, milliers de disparus) ne verrouille pas l'économie. Capitalisme dirigé, bourgeoisie d'affaires, tou-

risme. Puis il desserre dans ses dernières années — constitution révisée, ancien opposant nommé Premier ministre. Mohammed VI poursuit : commission vérité (2004), réforme du code de la famille. Quand le Printemps arabe arrive en 2011, il propose une nouvelle constitution qui accorde des pouvoirs au Parlement sans en retirer au roi. Le système absorbe la contestation sans se transformer. La stabilité tient aussi à une source de légitimité que ni l'Algérie ni la Tunisie ne possèdent : le roi est Commandeur des croyants — titre qui ancre l'autorité monarchique dans le sacré et déplace une part du consentement hors du champ politique.

Le contraste avec l'Algérie voisine est l'Hispaniola du Maghreb. Même région, même religion, même héritage colonial. L'Algérie verrouille par le haut quand la démocratie menace (1992) → décennie noire (150 000 morts). Le Maroc desserre par le haut pour que la démocratie ne menace jamais. La variable n'est pas l'étiquette — c'est le dosage.

7.9 — Le schéma reproduit ailleurs

Le XX^e siècle a produit, partout, des dictatures classées « à droite » qui ne libéralisent pas — et qui suivent exactement la trajectoire des régimes du chapitre VI. Chaque cas est retenu pour ce qu'il ajoute.

Le Zaïre de Mobutu (1965-1997) — l'accaparement kleptocratique. Anticommuniste, allié de Washington, classé « à droite ». Mais la « zaïrianisation » de 1973 (confiscation de toutes les entreprises étrangères, redistribuées aux fidèles incompétents) est structurellement identique aux nationalisations soviétiques. Le système tient 32 ans grâce à la rente minière et au soutien occidental. Quand les deux disparaissent après la Guerre froide, il s'effondre — pas de classe moyenne, pas de transition, un vide et deux guerres du Congo.

L'Ouganda d'Amin Dada (1971-1979) — la nationalisation par prédation ethnique. L'expulsion en 1972 des 80 000 Asiatiques (l'ossature commerciale du pays) est une confiscation de fait. L'économie s'effondre, entre 100 000 et 500 000 morts, chute par invasion tanzanienne.

Le Nicaragua des Somoza (1936-1979) — le dirigisme par accaparement dynastique. La famille possède entre un quart et un tiers des terres arables — même mécanique d'accaparement familial que le clan Ben Ali-Trabelsi en Tunisie (chapitre VI), sous une étiquette inversée. Anticommuniste, allié de Washington. Chute par révolution sandiniste — et le régime Ortega qui suit (chapitre VI) reproduira le même verrouillage sous une autre étiquette.

L'Égypte de Moubarak à Sissi (1981-présent) — le re-verrouillage après un bref intermède. Moubarak : autoritarisme mou, économie captée par l'armée. Printemps arabe 2011 : soulèvement. Frères musulmans élus. Morsi verrouille (décrets constitutionnels). L'armée le renverse (2013). Sissi instaure un régime plus dur que Moubarak. C'est l'Algérie de 1992 rejouée côté droit : élection → islamistes → militaires. Seule l'étiquette change.

Les colonels grecs (1967-1974) — la parenthèse courte. Sept ans de dictature, pas de libéralisation, chute par fiasco extérieur (Chypre). La démocratie revient par effondrement, pas par transition. La leçon est celle de la durée : un coup de trois ans ne détruit pas la société civile. Un régime de trente ans, si.

La junte argentine (1976-1983). Le Proceso de Reorganización Nacional prend le pouvoir par coup d'État en 1976. En sept ans : entre 10 000 et 30 000 desaparecidos — enlevés, torturés, jetés vivants depuis des avions dans le Río de la Plata. L'économie est libéralisée en surface (Martínez de Hoz, « Chicago Boy » argentin), mais le dirigisme de connivence persiste — l'État reste le premier employeur, les entreprises proches de l'armée captent les marchés publics, la dette extérieure explose. La façade libérale masque un verrouillage coercitif total. En 1982, Galtieri lance l'invasion des Malouines pour détourner l'attention de la crise. L'Argentine perd la guerre en 74 jours. La junte s'effondre — même mécanisme que les colonels grecs (Chypre) : le fiasco extérieur est le déclencheur, l'absence de libéralisation réelle est la cause. Pas de classe moyenne autonome, pas de transition négociée — un effondrement.

Le contraste avec le Chili voisin est le test le plus net du chapitre. Même continent, même décennie, même étiquette «
junte militaire de droite ». Pinochet libéralise l'économie — les Chicago Boys réforment pour de vrai. La junta argentine ne libéralise qu'en façade. Pinochet organise un plébiscite, le perd, organise des élections, quitte le pouvoir. La junta argentine fuit après un désastre militaire. Même étiquette, trajectoires opposées. La variable n'est pas l'étiquette — c'est la libéralisation.

Le Brésil des militaires (1964-1985). Vingt et un ans de régime militaire. Anticommuniste, pro-occidental, classé «
droite ». Le régime produit le «
miracle brésilien » (1968-1973) — croissance de 10 à 14 % par an, industrialisation rapide, infrastructures massives (Itaipu, Transamazonienne). Mais le miracle est financé par la dette et piloté par l'État : les entreprises publiques (Petrobras, Vale, Embraer) dominent les secteurs stratégiques. C'est du dirigisme développementaliste — croissance réelle mais autonomie individuelle limitée. La coercition est sélective mais brutale : AI-5 (l'acte institutionnel n° 5 de 1968, qui ferme le Congrès et suspend l'habeas corpus), torture systématique des opposants, censure de la presse.

Le Brésil ajoute au chapitre un mécanisme que les autres cas ne montrent pas : la descente négociée et contrôlée par le haut. Les militaires brésiliens ne tombent pas par effondrement (Grèce, Argentine), ni par plébiscite perdu (Chili), ni par transition populaire. Ils choisissent eux-mêmes le rythme de l'abertura (ouverture) à partir de 1974 — sous Geisel, puis Figueiredo. Amnistie réciproque (1979, les militaires se pardonnent eux-mêmes en même temps que les opposants). Élections indirectes, puis directes (le mouvement Diretas Já de 1984 ne les obtient pas immédiatement — le premier président civil, Tancredo Neves, est élu au suffrage indirect). La transition prend onze ans. C'est le pouvoir qui décide quand il part et qui négocie les conditions de son départ. La descente tient — précisément parce que le régime avait partiellement libéralisé l'économie avant de libéraliser la politique.

L'Afghanistan des Talibans (1996-2001, puis 2021-présent) — le dirigisme théocratique. Le régime contrôle chaque aspect de la vie sociale, pas l'économie au sens plani-

fié. Vingt ans d'occupation américaine et des centaines de milliards investis — et les Talibans reprennent Kaboul en onze jours en 2021. L'autonomie ne se décrète pas de l'extérieur. Elle se construit par des mécanismes que seule la libéralisation déclenche.

7.10 — Les interventions américaines : deux schémas

Les interventions militaires américaines en Amérique latine et aux Caraïbes produisent deux schémas radicalement différents selon la durée.

Occupations longues (première moitié du XX^e siècle). Les Marines créent des forces armées locales — gendarmeries, gardes nationales — qui deviennent les instruments des dictatures suivantes. En Haïti, la Gendarmerie créée par les Marines devient l'armée des Duvalier. En République dominicaine, la Guardia Nacional forme Trujillo. Au Nicaragua, elle produit Somoza. L'occupation longue ne crée pas les conditions de la démocratie — elle crée un appareil coercitif clé en main.

Interventions courtes (seconde moitié). République dominicaine (1965), Grenade (1983), Panama (1989) : opérations courtes, pas d'appareil militaire installé. Les trois aboutissent à la démocratisation. La variable n'est pas le parti au pouvoir à Washington — les deux schémas sont bipartisans. C'est la nature de l'intervention qui compte.

7.11 — La chute du glacis soviétique

La chute de 1989-1991 est le symétrique exact des interventions américaines — un choc externe qui enlève un verrou. Mais la qualité de la transition varie avec le degré de libéralisation préalable, et c'est un spectre continu :

La Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie avaient connu des desserrements significatifs — Solidarność, réformisme économique hongrois, mémoire du Printemps de Prague. Transition relativement douce — révolution de velours, table ronde, ouverture négociée.

La Roumanie de Ceașescu ne desserre rien — culte de la personnalité délirant, Securitate omniprésente, politique nataliste brutale, villages rasés. Quand 1989 arrive, pas de Solidarność, pas de table ronde. Ceașescu est le seul dirigeant fusillé pendant la transition. Les anciens cadres recyclent le pouvoir. La stabilisation prend plus d'une décennie.

L'Albanie de Hoxha est le cas le plus extrême — le seul pays trop radical pour Mao. Son successeur Alia desserre un peu, par peur (il a vu Ceașescu). Ce desserrement infime suffit à laisser passer l'onde de 1989. Si Hoxha était encore vivant, l'onde n'aurait peut-être pas pénétré — comme elle ne pénètre pas en Corée du Nord.

La variable est la même que dans tout le chapitre — et elle opère des deux côtés de l'axe gauche-droite :

1. Sans aucun desserrement → le système tient indéfiniment (Corée du Nord).
2. Avec un desserrement minimal → vulnérable au choc externe, chute brutale (Albanie, URSS).
3. Avec un desserrement économique réel → succession pacifique (Espagne, Chili, Corée du Sud).
4. La qualité de la transition suit le degré de libéralisation préalable — Pologne (douce) vs Roumanie (violente) vs Albanie (chaotique).

7.12 — Points communs — et la ligne de faille

Posons les deux chapitres côte à côte.

Les régimes du chapitre VI (classés « à gauche ») : verrouillage total → stagnation → maintien par la coercition → effondrement ou survie dans la misère. Aucun n'a produit de transition démocratique par la voie interne.

Les régimes de ce chapitre (classés « à droite ») se divisent en deux groupes — et c'est cette division qui est la vraie découverte.

Ceux qui libéralisent — Franco, Pinochet, le Brésil des militaires, Park, Balaguer, Singapour, le Maroc — produisent une classe moyenne qui exige des libertés politiques. La transition suit, en 15 à 30 ans.

Ceux qui ne libéralisent pas — Salazar, Mobutu, Amin Dada, Somoza, Duvalier, Bokassa — suivent exactement la trajectoire des régimes du chapitre VI. Pas de classe moyenne, pas de transition douce. L'étiquette « droite » n'a rien changé.

La ligne de faille ne passe pas entre la gauche et la droite. Elle passe entre les régimes qui libéralisent et ceux qui ne le font pas. Mobutu et Mengistu — l'un classé à droite, l'autre à gauche — sont voisins sur notre grille. Somoza et Castro occupent la même position structurelle. Les Duvalier et les Kim pratiquent le même verrouillage dynastique. La variable qui distingue Franco de Mobutu, Pinochet de Bokassa, Park d'Amin Dada n'est pas l'étiquette — c'est la libéralisation.

Le cas du Shah ajoute une nuance décisive : la libéralisation économique seule ne suffit pas — il faut aussi ouvrir le jeu politique. Gorbatchev montre le miroir inverse : une libéralisation politique sans libéralisation économique fait tomber le barrage — l'URSS disparaît en six ans. Et la Chine de Deng puis de Xi illustre la troisième voie : libéraliser l'économie, verrouiller la politique, écraser la demande démocratique quand elle émerge (Tiananmen). C'est la même logique que l'Algérie (1992), l'Égypte (2013) et la Tunisie de Saïed — le re-verrouillage est possible, le mécanisme n'est pas irréversible.

Ce sont des faits. Nous les notons. Le chapitre XI les reprendra ensemble.

Chapitre VIII — Anatomie des régimes non coercitifs communément dits « de gauche »

« *L'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté.* »

— Rousseau, *Du Contrat social*, I, 8 (1762)

Des États-providence bâtis sur le consentement — dirigistes par la fiscalité, mais sans coercion.

Les chapitres VI et VII examinaient les régimes coercitifs. Mais il existe des pays classés « à gauche » — État-providence généreux, fiscalité élevée, services publics étendus — qui ne sont pas coercitifs. Leur dirigisme est consenti : les citoyens votent pour ce système, peuvent le modifier, peuvent le quitter.

8.1 — La Suède : le cas systématiquement mal interprété

Citée par la gauche comme preuve qu'un État interventionniste fonctionne, par la droite comme repoussoir fiscal — la Suède est en réalité les deux, à des époques différentes. C'est ce qui en fait le cas fondateur de ce chapitre.

La séquence. La Suède ne devient pas riche *grâce* à l'État-providence. Elle devient riche *avant* — entre 1870 et 1950, dans un cadre de marché très libre. L'État-providence (1950-1990) redistribue la richesse créée par le capitalisme. Quand le modèle surchauffe — taux marginal au-dessus de 80 %, crise bancaire des années 1990 — ce sont des réformes libérales qui le sauvent : dérégulation, réforme des retraites, libre choix scolaire, baisse de l'impôt sur les sociétés de 52 % à 20,6 %. Le « modèle suédois » que le monde cite est le produit de ces corrections, pas du dirigisme qui les a précédées.

Un gouvernement social-démocrate qui libéralise : voilà un fait que le spectre gauche-droite ne peut pas nommer. Sur notre grille, pas de mystère — la Suède est haute sur l'axe dirigisme et basse sur l'axe coercition, ce qui prouve que les deux axes sont bien indépendants.

Il n'y a pas de salaire minimum légal en Suède. La Heritage Foundation la classe parmi les économies les plus libres du monde. La propriété privée est parmi les mieux protégées. La contradiction n'est pas dans la Suède — elle est dans le spectre.

8.2 — Le Danemark et la Suisse : deux modes de consentement

Le Danemark est classé plus libre économiquement que les États-Unis par la Heritage Foundation — avec les impôts les plus élevés du monde. Pas de salaire minimum légal, marché du travail parmi les plus souples d'Europe (la « flexicurité »), création d'entreprise plus facile qu'à Washington. Le spectre le classe à gauche. Les indices de liberté le classent à droite de l'Amérique. La contradiction n'est pas dans le Danemark.

La Suisse est le cas le plus radical de consentement institutionnalisé. Démocratie directe (référendum sur tout sujet), fédéralisme à 26 cantons (la concurrence fiscale entre cantons empêche la maximisation), top 5 mondial en liberté économique. L'État est puissant dans ses fonctions régaliennes mais structurellement incapable de devenir dirigiste — parce que chaque citoyen a un droit de veto permanent. Quatre communautés linguistiques, pas de ressources naturelles, pas d'accès à la mer — et l'un des pays les plus riches et les plus stables du monde.

Les deux cas partagent le même point sur notre grille — dirigisme fiscal consenti — mais par des mécanismes opposés : le Danemark par la négociation sociale, la Suisse par le référendum permanent.

8.3 — La Norvège, la Finlande, les Pays-Bas

La Norvège ajoute la variable pétrole — et fait exactement l'inverse des pétro-États. Au lieu de distribuer la rente pour acheter la docilité, elle l'investit à l'étranger (le plus gros fonds souverain du monde, 1 600 milliards de dollars) et n'en dépense que les rendements. Même ressource que l'Arabie saoudite, trajectoire opposée. Le pétrole ne détermine rien — c'est la structure du régime qui détermine tout.

La Finlande — pas de pétrole, pas de rente. Un système éducatif décentralisé qui produit régulièrement les meilleurs résultats PISA au monde, une économie ouverte vers la technologie. La preuve que le modèle nordique fonctionne sans ressource miracle.

Les Pays-Bas ajoutent un mécanisme institutionnel distinct : le *poldermodel* — concertation systématique entre gouvernement, syndicats et patronat depuis les accords de Wassenaar (1982). Modération salariale consentie en échange de réductions d'impôts et de créations d'emplois. Ce n'est ni du dirigisme ni du laissez-faire — c'est du consentement structuré. Le pays passe de la « maladie hollandaise » à l'une des économies les plus performantes d'Europe.

8.4 — La Nouvelle-Zélande : la fissure fatale pour le spectre

En 1984, le Parti travailliste néo-zélandais — *Labour*, la gauche — lance les réformes les plus libérales du monde anglophone. Suppression des subventions agricoles, dérégulation, privatisations, ouverture commerciale radicale. Le programme est si brutal qu'il prend un nom propre : *Rogernomics*.

Le contexte l'exige — économie réglementée, dette insoutenable, inflation à 15 %. Mais le fait reste : un gouvernement de gauche mène la minimisation la plus radicale. Le spectre ne sait pas quoi en faire. Notre grille dit simplement que Douglas *minimise* — l'étiquette partisane est sans rapport avec la direction du mouvement.

8.5 — Points communs

Six pays. Tous partagent les mêmes caractéristiques : le consentement est réel (vote, alternance, presse libre), le dirigisme est fiscal et non productif (redistribution, pas confiscation — les marchés restent ouverts, la propriété protégée), la coercition structurelle est absente (pas de parti unique, pas de censure, pas de police politique). Et tous sont riches, stables, et le restent.

Plusieurs figurent parmi les économies les plus libres du monde — devant les États-Unis. Le spectre les classe à gauche. Les indices de liberté les classent à droite de l'Amérique. La contradiction n'est pas dans les pays — elle est dans un spectre qui confond dirigisme consenti et dirigisme coercitif.

Chapitre IX — Anatomie des régimes non coercitifs communément dits « de droite »

« La liberté n'est pas un moyen en vue d'une fin politique supérieure. Elle est elle-même la fin politique suprême. »

— Lord Acton, *The History of Freedom in Antiquity*, conférence du 26 février 1877

Des libéralisations sans la contrainte — et ce qu'elles produisent.

Ce chapitre fait le même exercice que le chapitre VIII pour des régimes classés « à droite » : des pays qui ont choisi la minimisation dans un cadre démocratique.

9.1 — Les États-Unis : l'architecture anti-dirigiste

Les États-Unis sont la minimisation inscrite dans l'architecture. Séparation des pouvoirs, fédéralisme à cinquante États, Bill of Rights, Cour suprême comme gardienne des limites. Le système est conçu pour qu'aucun pouvoir ne puisse concentrer assez d'autorité pour diriger l'ensemble.

Mais la pratique a dérivé. New Deal, Great Society, 6 000 milliards de dépenses fédérales annuelles, dette de 35 000 milliards, agences qui réglementent de la qualité de l'air à la taille des cages de poulets. L'écart entre le mythe fondateur (gouvernement minimal) et la réalité administrative (gouvernement massif) est considérable.

Sur notre grille, le cadre est conçu pour la minimisation, la pratique oscille — parfois vers plus de dirigisme (Roosevelt, Johnson), parfois vers moins (Reagan, Clinton sur certains su-

jets). L'oscillation elle-même est le signe que le consentement fonctionne : les citoyens peuvent changer de direction par le vote.

9.2 — L'Estonie (1991-présent) : la diagonale

L'Estonie est la traversée la plus spectaculaire de notre grille — du quadrant soviétique maximaliste au minimalisme consenti, en une génération, sans phase coercitive intermédiaire.

En 1991, sortie de 50 ans d'occupation : économie planifiée, pas de propriété privée, pas de monnaie propre. Sous Mart Laar (1992-1994, 1999-2002) : *flat tax*, privatisations, budget équilibré, gouvernement numérique (*e-Estonia*). Laar dira que le seul livre d'économie qu'il avait lu était *Free to Choose* [9] de Friedman — et qu'il ne savait pas que ces idées étaient controversées.

Résultat : PIB comparable au Portugal en 30 ans, UE, OTAN, euro, presse libre, alternances. La comparaison avec la Biélorussie — même point de départ soviétique, mais Loukachenko choisit la re-maximisation — est aussi parlante que les deux Corées.

Ce qui distingue l'Estonie du Chili : même direction économique, mais par la démocratie. La dictature n'est pas nécessaire à la libéralisation.

9.3 — L'Irlande (1987-2007) : la métamorphose par les deux bords

Dans les années 1980, l'Irlande est le parent pauvre de l'Europe occidentale. Émigration massive, chômage à 17 %, dette supérieure à 100 % du PIB. À partir de 1987, une série de gouvernements — de gauche comme de droite — mettent en œuvre le même cap : impôt sur les sociétés à 12,5 %, ouverture aux investissements, dérégulation. Le consensus social accompagne les réformes — des « Social Partnership Agreements » comparables au *poldermodel* néerlandais.

Le PIB par habitant dépasse celui du Royaume-Uni — pour la première fois de l’histoire. L’Irlande attire Apple, Google, Microsoft. La crise de 2008 frappe durement (bulle immobilière, sauvetage par la troïka), mais la correction se fait par les institutions démocratiques : le gouvernement est battu aux élections, le nouveau applique l’austérité, le pays se redresse en cinq ans. Pas de coup d’État, pas de verrouillage. Le consentement permet la correction de trajectoire — ce que la coercition interdit.

Le fait que des gouvernements de tous bords maintiennent le cap libéral pendant vingt ans est une fissure de plus dans le spectre.

9.4 — Milei, Begin, Saakachvili : trois variations

L’Argentine de Milei (2023-présent) est la tentative contemporaine la plus pure de minimisation par les urnes. Après des décennies de péronisme (inflation à 140 %, pauvreté à 40 %), Milei supprime des ministères, dérégule massivement, vise l’équilibre budgétaire — le tout avec l’opposition au Congrès, la presse qui critique, la justice qui peut annuler ses décrets. C’est l’inverse exact de Pinochet : même direction, par la démocratie.

Israël de Begin (1977-1983) — première alternance politique, libéralisation du marché des changes, ouverture commerciale, poursuivie par les gouvernements suivants. L’Israël semi-planifié de la Histadrout et des kibboutzim devient la *Start-up Nation*. Transition du quadrant dirigiste-consenti vers le minimaliste-consenti — entièrement par les urnes.

La Géorgie de Saakachvili (2004-2012) — la version caucasienne de l’Estonie, avec plus de chaos et plus de courage. Police dissoute et reconstituée de zéro, corruption en chute libre (de catastrophique à 51^e rang mondial), *flat tax*, 6^e rang mondial pour la facilité de créer une entreprise. Élu, réélu, puis battu en 2012 et parti — la preuve que la démocratie fonctionne.

9.5 — Le Japon : le cliquet démocratique

Le Japon se classe difficilement. Démocratie sans coercition structurelle (élections libres, presse libre), mais le PLD au pouvoir quasi sans interruption depuis 1955 — une « démocratie à un parti et demi ». Économiquement, le MITI a orienté le développement (dirigisme par l'incitation, comme Park en Corée du Sud — mais dans un cadre démocratique). Le miracle d'après-guerre est spectaculaire : des ruines de 1945 à la deuxième économie mondiale en moins de quarante ans.

Puis, à partir de 1990, la bulle éclate et le Japon entre dans trois décennies perdues — croissance quasi nulle, déflation, dette à 260 % du PIB. L'État tente de relancer par la dépense publique, le keynésianisme permanent, sans résultat. Et c'est là que le Japon cesse d'être « inconfortable » et devient une preuve. Le système qui a produit le miracle est le même qui produit la stagnation — parce qu'il ne sait pas se désactiver. Le MITI, les *keiretsu*, les liens entre banques et conglomérats, la protection des secteurs non compétitifs : les mécanismes qui orientaient l'investissement vers les bons secteurs dans les années 1960 orientent l'investissement vers les mauvais secteurs dans les années 1990 — et personne ne peut les démanteler, parce que chacun a créé sa propre clientèle, ses propres dépendances, ses propres gardiens. C'est le cliquet dirigiste en action — non pas dans un régime coercitif, mais dans une démocratie. La preuve que le mécanisme est structurel, pas politique : même sans parti unique, même sans police politique, un dirigisme qui a créé assez de bénéficiaires résiste à sa propre correction.

9.6 — Points communs

Sept cas. Ce qu'ils partagent : la libéralisation passe par les urnes (l'opposition existe, la presse critique, la légitimité vient du vote) ; les résultats économiques sont comparables à ceux du chapitre VII mais sans le coût humain de la phase coercitive ; l'oscillation est possible (l'Argentine peut élire Milei après des décennies de péronisme, l'Irlande peut traverser une crise et se redresser).

L'incohérence la plus lourde : l'Estonie (démocratie) et le Chili de Pinochet (dictature) arrivent à des résultats comparables. Si la variable est la libéralisation et non le régime, alors la dictature n'est pas nécessaire — mais elle n'est pas non plus un obstacle. La question de savoir pourquoi certains pays libéralisent par les urnes et d'autres par la force reste ouverte. Le chapitre XI y reviendra.

Chapitre X — Les régimes coercitifs inclassables

« Ce siècle a produit une abondance d'idéologies qui prétendent être des clés de l'histoire, mais ne sont en réalité que des tentatives désespérées d'échapper à la responsabilité. »

— Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism* (1951)

Ces régimes que le spectre gauche-droite ne sait pas nommer — et que notre grille lit sans effort.

Les chapitres précédents ont classé les régimes coercitifs en « gauche » et « droite ». Des incohérences sont apparues à chaque étape. Mais il reste une catégorie que le spectre ne parvient tout simplement pas à classer — ni à gauche, ni à droite, ou les deux selon qui parle. Ce chapitre les examine un par un. Les étiquettes sont radicalement différentes : monarchie rentière, « troisième voie » révolutionnaire, socialisme arabe, nationalisme orthodoxe, capitalisme de connivence, suprémacisme racial, « démocratie illibérale ». Voyons si notre grille y trouve une position commune.

10.1 — Les monarchies du Golfe : le schéma de la rente

L'Arabie saoudite, les EAU, le Qatar, le Koweït, Bahreïn et Oman sont classés « à droite » par convention — conservateurs, religieux, proaméricains. Mais cette classification ne décrit rien de leur structure.

Le dirigisme. L'État est propriétaire de la ressource unique — le pétrole. Saudi Aramco, la compagnie la plus rentable du monde, appartient à l'État. Les revenus pétroliers représentent entre 60 et 90 % des recettes budgétaires. L'État redistribue

cette rente sous forme de logements subventionnés, d'emplois publics, de soins gratuits, d'absence d'impôt sur le revenu. Le mécanisme est limpide : *no taxation, no representation* — mais inversé. En échange de l'absence d'impôt et de la redistribution, les citoyens acceptent l'absence de représentation. Le citoyen du Golfe ne dépend pas de l'État parce que l'État est le seul employeur — il en dépend parce que l'État est le seul distributeur de la manne. C'est la même dépendance structurelle que dans les régimes du chapitre VI, financée par le pétrole au lieu de la planification.

La coercition. Elle est réelle. La dissidence politique est punie de prison, de torture, de mort. Khashoggi — assassiné et démembré dans un consulat (2018) — n'est pas une aberration. Les militantes qui avaient réclamé le droit de conduire ont été emprisonnées après son obtention — pour que personne ne puisse revendiquer la victoire sauf le prince. Les travailleurs étrangers — entre 50 et 90 % de la population active — sont soumis au système de *kafala* : servitude contractuelle à l'échelle de millions de personnes.

Sur notre grille. Dirigisme rentier + coercition. Structurellement, une monarchie du Golfe est plus proche de Cuba que de la Suisse : dans les deux cas, l'État contrôle la source de richesse et exige la docilité en échange de la redistribution. La source est différente (pétrole vs planification), le niveau de vie est différent — mais le mécanisme est identique.

Nauru, une fenêtre sur l'avenir. Nauru a déjà vécu ce que le Golfe redoute. Dans les années 1970, ce micro-État du Pacifique avait le revenu par habitant le plus élevé au monde — assis sur du phosphate au lieu du pétrole. Même mécanisme : l'État possède la ressource, redistribue, les citoyens ne paient pas d'impôts. Le phosphate s'épuise dans les années 1990. Les investissements de souveraineté ont été dilapidés. Il ne reste ni classe moyenne, ni tissu productif, ni institutions autonomes. Nauru se reconvertit en centre de détention offshore pour l'Australie — d'une rente extractive à une rente de service coercitif. Quand la rente disparaît, la dépendance reste — et elle cherche un nouveau carburant. Les EAU avec le tourisme de luxe, le Qatar avec ses fonds souverains à la norvégienne :

c'est ce qu'ils font en cherchant une substitution avant l'épuisement. Mais la rente a détruit plus que les institutions — elle a détruit les capacités. Les traditions de pêche et d'agriculture ont disparu, remplacées par de la nourriture importée. Nauru a le taux d'obésité le plus élevé au monde. On peut reconstruire une entreprise en un an. On ne reconstruit pas une culture d'autonomie en une génération.

10.2 — La Libye de Kadhafi : le Livre Vert comme vêtement

La Libye de Kadhafi est le cas le plus simple de la série — un pétro-dictateur avec un vêtement excentrique. Kadhafi (1969-2011) nationalise le pétrole, abolit la propriété locative, supprime le commerce privé, redistribue la rente à sa discrétion — aux tribus alliées, aux projets mégalomaniques (la Grande Rivière artificielle, 4 000 km de canalisations dans le désert), aux mouvements révolutionnaires étrangers. Comités révolutionnaires, exécutions télévisées, Lockerbie (270 morts), DC-10 d'UTA (170 morts). Le Livre Vert — « troisième théorie universelle », ni capitalisme ni communisme — est le vêtement. La position sur la grille est celle du Golfe avec la violence en plus : dirigisme pétrolier maximal + coercition maximale. Et la même fin que tous les régimes qui n'ont aucun mécanisme de transition : le sang et le chaos.

10.3 — L'Irak de Saddam Hussein : quand le dirigisme pétrolier rencontre la guerre

L'Irak de Saddam est un cas plus complexe — parce que le régime a deux vies, séparées par la guerre.

Première vie (1968-1990). Le baasisme se veut « socialisme arabe » — nationalisme panarabe, laïcité, modernisation. Le classement est impossible : Saddam est anticomuniste (il exécute les communistes irakiens), mais il nationalise le pétrole et planifie l'économie. Il est laïque, mais il lance une « campagne de la foi » dans les années 1990. Il est nationaliste arabe, mais il massacre les chiites du sud — arabes comme lui, et majorité de la population. Le pouvoir n'est pas celui du Baas

— c'est celui du clan de Tikrit. Les cousins, les demi-frères, les beaux-fils occupent les postes stratégiques. C'est du tribalisme habillé en parti politique. L'économie est portée par le pétrole : nationalisé en 1972, il finance des investissements massifs dans les infrastructures et l'éducation. Dans les années 1970, l'Irak est l'un des pays les plus développés du Moyen-Orient.

Puis les guerres. Iran-Irak (1980-1988, un million de morts). Pendant cette guerre, le régime utilise les armes chimiques contre les Kurdes — Halabja en 1988, entre 3 200 et 5 000 morts civils en une seule attaque. L'opération Anfal (1986-1989) fait entre 50 000 et 182 000 morts kurdes. Invasion du Koweït puis Guerre du Golfe (1990-1991). Après le soulèvement chiite et kurde de 1991, Saddam écrase la révolte : des dizaines de milliers de morts, des fosses communes découvertes après 2003.

Deuxième vie (1991-2003). Les sanctions internationales achèvent le tissu productif. Le programme « Pétrole contre nourriture » est détourné par le régime. L'économie pétrolière se transforme en économie de survie — et le dirigisme change de nature. Ce n'est plus le dirigisme développementaliste des années 1970 : c'est le dirigisme de pénurie, où l'État distribue le minimum vital et où la dépendance est totale. Le *Mukhabarat* — les services de renseignement — est omniprésent. La torture est systématique et filmée. Quand Saddam estime que des membres de sa propre famille menacent son pouvoir, il les fait exécuter.

Sur notre grille. Gauche ? Droite ? Le baasisme est indécidable sur le spectre. Ce qui est décidable : dirigisme total + coercition absolue. Même position que l'URSS, Cuba ou la Corée du Nord. Le clan remplace le Politburo, le *Mukhabarat* remplace le KGB, le pétrole remplace le Gosplan. Les noms changent. La mécanique, non. Et les deux guerres montrent un mécanisme supplémentaire : quand le dirigisme pétrolier est détruit par les sanctions, le régime ne se libéralise pas — il passe au dirigisme de survie. Le contrôle augmente quand la richesse diminue.

10.4 — La Turquie : la continuité structurelle sous deux étiquettes opposées

La Turquie est le cas le plus révélateur du chapitre — parce qu'elle a connu deux régimes autoritaires de signe idéologique opposé en vingt ans. Le spectre y voit un basculement radical. La grille voit une continuité.

Phase kémaliste (1960-1997). L'armée intervient par coup d'État en 1960, 1971, 1980, 1997 — à chaque fois pour « sauver la laïcité ». Le coup de 1980 est le plus brutal : 650 000 arrestations, des centaines de condamnations à mort. L'économie est étatiste — entreprises d'État dans tous les secteurs clés, protectionnisme, planification. Les Kurdes subissent une répression permanente : villages détruits, langue interdite, « disparitions ». Le spectre classe ça « à droite » (anticommuniste, pro-OTAN). La structure est maximaliste : l'État contrôle l'économie et impose son modèle par la force.

Phase Erdoğan (après 2013). Les premières années (2003-2013) sont une minimisation : réformes pro-européennes, ouverture économique, recul de la tutelle militaire. Puis le virage. Purges post-2016 : 150 000 fonctionnaires suspendus, 50 000 arrêtés, des centaines de médias fermés, la Turquie premier geôlier de journalistes au monde. La banque centrale perd son indépendance — Erdoğan impose des baisses de taux contre toute logique, provoquant l'effondrement de la livre (divisée par dix) et une inflation à 85 %. Les marchés publics vont à un cercle d'oligarques loyaux.

La continuité. Le spectre voit un basculement : de la laïcité militariste à l'islamisme civil. La grille voit deux maximalismes successifs. Dirigisme étatiste + coercition militaire → dirigisme de connivence + coercition policière et judiciaire. Les acteurs changent, les discours changent, les bénéficiaires changent. La position sur la grille ne change pas.

10.5 — La Russie de Poutine : la re-maximisation

C'est le cas le plus net de re-maximisation contemporaine — le retour délibéré au sommet après une parenthèse de desserrement.

La parenthèse Eltsine (1991-1999) est une minimisation chaotique. Privatisations désordonnées, oligarques, PIB en chute de 40 %, espérance de vie masculine de 64 à 57 ans. Ce qui remplace l'État n'est ni le marché libre ni la démocratie — c'est l'anarchie des puissants.

Poutine re-maximise en trois phases. **Phase 1 (2000-2008)** : Khodorkovski emprisonné en 2003 — message reçu par tous les oligarques. Gazprom, Rosneft, les banques repassent sous contrôle étatique. La distinction entre propriété publique et privée devient une question de bonne volonté du Kremlin. **Phase 2 (2008-2022)** : NTV reprise, journalistes assassinés (Politkovskaïa, 2006), opposants éliminés (Nemtsov, 2015 ; Navalny, empoisonné 2020, mort en détention 2024). Les élections deviennent des rituels. **Phase 3 (2022-)** : l'invasion de l'Ukraine est le point de non-retour. Économie de guerre, mobilisation industrielle, 15 ans de prison pour quiconque contredit la version officielle.

Le spectre le classe « à droite ». Mais comparez avec Cuba : parti unique de fait, économie contrôlée, presse muselée, opposition emprisonnée, citoyens qui fuient. Seul le décor change — la cathédrale orthodoxe au lieu du portrait de Marx.

10.6 — L'Indonésie de Suharto : la façade la plus trompeuse

Ce cas est le plus trompeur — parce qu'il ressemble, de l'extérieur, à une économie de marché.

Croissance de 7 à 8 % par an pendant trois décennies. Investissement étranger massif. Les « technocrates de Berkeley » gèrent la macroéconomie et servent de vitrine pour le FMI. Mais sous la vitrine : Pertamina (compagnie pétrolière d'État)

contrôle la principale source de revenus. Les monopoles sont distribués par décret — le fils de Suharto détient celui du clou de girofle (ingrédient des *kreték* que fume toute l'Indonésie), sa fille dirige le réseau autoroutier à péage. Le crédit bancaire dépend de la proximité avec le pouvoir. Quiconque veut entreprendre a besoin d'un partenaire lié au système. L'économie n'est pas libre — elle est tolérée, dans les limites du réseau de connivence. C'est du dirigisme avec un costume de marché.

La coercition est fondatrice. Les massacres de 1965-1966 font entre 500 000 et un million de morts — l'un des massacres les plus meurtriers et les moins connus du XX^e siècle. Puis le Timor oriental : 100 000 à 180 000 morts sur une population de 600 000.

La chute confirme le diagnostic. La crise de 1997 révèle que la « croissance » reposait sur des dettes croisées entre entreprises rentables uniquement par leurs monopoles. Le capitalisme de connivence avait produit de la croissance sans produire d'autonomie. Quand la croissance s'effondre, il ne reste rien.

10.7 — L'Afrique du Sud de l'apartheid : le système à deux vitesses

L'apartheid est la démonstration la plus nette qu'un même État peut être simultanément minimaliste pour ses bénéficiaires et maximaliste pour ceux qu'il contrôle.

Pour les Noirs (80 % de la population) : dirigisme intégral. Les *pass laws* génèrent plus de 380 000 arrestations par an. L'État contrôle où vous vivez (*Group Areas Act*), qui vous épousez (*Prohibition of Mixed Marriages Act*), quelle éducation vous recevez (*Bantu Education Act* — Verwoerd déclare en 1953 qu'il est inutile d'enseigner les mathématiques aux Noirs). C'est du dirigisme biologique.

Pour les Blancs (15 %) : propriété privée respectée, presse relativement ouverte, système judiciaire fonctionnel entre Blancs, économie de marché.

Mais ce sont les Blancs qui décident — et ce qu'ils décident, c'est le maximalisme pour la majorité. Quand 80 % de la population subit le dirigisme intégral, le fait que 15 % jouissent de libertés ne change pas la nature du régime.

La chute : l'apartheid ne tombe pas par révolution — il tombe parce que la classe moyenne blanche comprend que le système est économiquement intenable. Maintenir le contrôle coûte plus cher que ce qu'il rapporte. Le référendum de 1992, réservé aux Blancs, approuve la fin de l'apartheid à 68,7 %. Le coût du maximalisme dépasse ses bénéfices pour ceux-là mêmes qui en profitent.

10.8 — La Hongrie d'Orbán : la re-maximisation depuis la démocratie

C'est le cas le plus troublant — parce que la trajectoire part de la démocratie et va vers le contrôle, pas l'inverse.

Orbán commence libéral anticommuniste (1988). Élu Premier ministre en 2010 avec une supermajorité, il re-maximise méthodiquement. Constitution taillée sur mesure (2011). Tribunal constitutionnel neutralisé. Système électoral redessiné par gerrymandering. Plus de 470 médias pro-gouvernementaux fusionnés dans la KESMA (2018). Les marchés publics (financés par les fonds européens) vont à un cercle d'oligarques loyaux — Lőrinc Mészáros, ancien plombier de village devenu milliardaire par accumulation de contrats publics. La coercition est *soft* mais réelle : pas de camps, mais la CEU chassée du pays, les ONG ciblées, l'Académie des sciences privée de son autonomie.

Ce qui est significatif, c'est la direction, pas la position absolue. Orbán part de la démocratie libérale et se déplace vers plus de contrôle. Le spectre le classe « à droite ». Mais structuellement, le mouvement est le même que celui d'Erdoğan, de Poutine, d'Ortega : une re-maximisation progressive. La question n'est pas « est-il un dictateur ? » (il ne l'est pas), mais « où s'arrête la trajectoire ? ».

10.9 — Les inclassables classables : Somaliland et Colombie

Deux cas que le spectre ne sait même pas voir.

Le Somaliland déclare son indépendance en 1991. Aucun État ne le reconnaît. Il n'a pas de siège à l'ONU. Il n'existe sur aucune carte officielle. Et il fonctionne — élections, alternances pacifiques, institutions stables — mieux que la Somalie dont il s'est séparé, mieux que beaucoup d'États reconnus. Sur la grille : autonomie élevée, coercition basse, consentement. Un régime que le spectre ne peut pas classer parce qu'il ne sait pas qu'il existe.

La Colombie est le miroir. Un État reconnu, des élections, une presse libre, des alternances — et simultanément des FARC, des paramilitaires, des cartels qui exercent la coercition sur des pans entiers du territoire. Les candidats présidentiels sont assassinés. L'armée collabore avec les paramilitaires — le scandale des « faux positifs » fait au moins 6 400 civils tués et présentés comme guérilleros. Sur la grille : démocratie formelle à Bogotá, régime coercitif dans les zones que l'État ne contrôle pas.

Dans les deux cas, la grille s'applique à l'autorité effective, pas au drapeau. Le Somaliland exerce la souveraineté sans la reconnaissance. La Colombie a la reconnaissance sans exercer la souveraineté. La carte officielle ment. La grille lit le terrain.

10.10 — L'Argentine du péronisme : le même parti aux quatre coins du spectre

L'Argentine est le cas le plus dévastateur pour le spectre gauche-droite — parce que ce n'est pas un régime contre un autre. C'est le même mouvement qui occupe des positions radicalement différentes sur le spectre à des moments différents.

Juan Perón (1946-1955, puis 1973-1974) : nationalisation des chemins de fer et du téléphone, planification étatique, redistribution massive par le biais d'Evita et de la Fondation Eva

Perón, syndicalisme d'État, contrôle de la presse. Le spectre le classe « à gauche » — populisme redistributif, anti-oligarchique, tiers-mondiste.

Carlos Menem (1989-1999) : privatisation de quasiment toutes les entreprises d'État (YPF, Aerolíneas Argentinas, Entel, les chemins de fer), parité peso-dollar, déréglementation, ouverture commerciale. Le spectre le classe « à droite » — néolibéral, pro-Washington, allié de Bush. Menem est péroniste.

Néstor puis Cristina Kirchner (2003-2015) : re-nationalisation d'YPF, contrôle des prix, contrôle des changes (le cepo cambiario), confrontation avec le FMI, rhétorique anti-impérialiste. Le spectre les classe « à gauche ». Les Kirchner sont péronistes.

Trois positions que le spectre place aux antipodes. Un seul parti. Le péronisme n'est pas une idéologie — c'est un véhicule de pouvoir qui se gare où il veut sur le spectre. Et à chaque stationnement, il reproduit le même mécanisme : dirigisme (par nationalisation ou par connivence), dépendance (les syndicats péronistes contrôlent l'accès à l'emploi, à la protection sociale, aux plans sociaux), et coercition variable (les Montoneros sous Perón, la Triple A, le verrouillage institutionnel sous les Kirchner).

Sur notre grille. Le péronisme ne bouge presque pas — il oscille dans le quadrant dirigiste, avec une coercition qui varie selon les périodes. Ce qui bouge, c'est l'étiquette que le spectre lui colle. Le spectre voit un virage à gauche, un virage à droite, un re-virage à gauche. La grille voit un mouvement qui reste dans la même zone et change de discours à chaque génération. Le péronisme est la preuve vivante que le spectre mesure le vêtement, pas le corps.

Et puis Milei (2023). Élu sur un programme de démolition de l'appareil péroniste — tronçonneuse à la main, littéralement. Suppression de ministères, déréglementation, dollarisation annoncée, confrontation frontale avec les syndicats. Le spectre le classe « extrême droite ». Sur la grille, c'est le premier mouvement argentin vers le sommet C — autonomie, consentement — depuis les réformes avortées de Menem. Si Milei réussit, il aura cassé un cliquet que soixante-dix ans de péronisme

avaient verrouillé. S'il échoue, le cliquet se resserrera — et le prochain péroniste reprendra le véhicule avec un nouveau costume.

10.11 — Points communs — et problèmes

Onze régimes, onze étiquettes : monarchie rentière islamique, « troisième voie » révolutionnaire, socialisme arabe, laïcité militariste puis islamisme civil, nationalisme orthodoxe, capitalisme de connivence, suprémacisme racial, conservatisme souverainiste, État fonctionnel non reconnu, narco-démocratie fragmentée, véhicule de pouvoir sans idéologie fixe. Le spectre ne sait pas quoi en faire. Notre grille repère dans chacun les mêmes tendances : le dirigisme (par le pétrole, les entreprises d'État, les marchés publics, les monopoles, la planification raciale — le mécanisme varie, la fonction est identique : le citoyen dépend du pouvoir pour sa subsistance), la coercition (de Halabja au retrait de la fréquence d'une radio à Budapest — l'intensité varie, le principe est constant : l'opposition n'est pas autorisée à gagner), et la longévité (Al Saoud depuis 1932, Kadhafi 42 ans, Suharto 32 ans, apartheid 46 ans — ces systèmes durent non parce qu'ils fonctionnent, mais parce qu'ils suppriment les mécanismes de remplacement).

Mais ces mêmes cas posent des problèmes que nous notons sans les résoudre.

Les étiquettes ne classent rien, mais les structures se ressemblent. Quand une monarchie islamique, un socialisme arabe, un nationalisme orthodoxe et un suprémacisme racial se retrouvent du même côté de la grille — avec les mêmes mécanismes — c'est que le spectre gauche-droite ne décrit pas la structure des régimes, il décrit leur discours de légitimation.

La re-maximisation est un phénomène sans étiquette. Erdoğan part du libéralisme pro-européen et re-maximise vers l'islamisme. Poutine part du chaos post-soviétique et re-maximise vers le nationalisme impérial. Orbán part du libéralisme anticommuniste et re-maximise vers le conservatisme illibéral. Ortega part de la démocratie et re-maximise vers le socialisme autoritaire. Quatre trajectoires, quatre étiquettes de destina-

tion radicalement différentes — mais le même mouvement structurel : vers plus de dirigisme et plus de coercition. Le spectre voit un islamiste, un nationaliste, un conservateur et un socialiste. Notre grille voit quatre re-maximisations.

On peut revenir en arrière. Les chapitres VII et IX décrivaient un mécanisme qui semblait irréversible : libéralisation → classe moyenne → démocratisation. Orbán, Erdoğan et Poutine montrent le contraire. On peut partir de la démocratie et revenir vers le maximalisme. Ce qui est conquis peut être perdu. La minimisation n’est pas un acquis permanent.

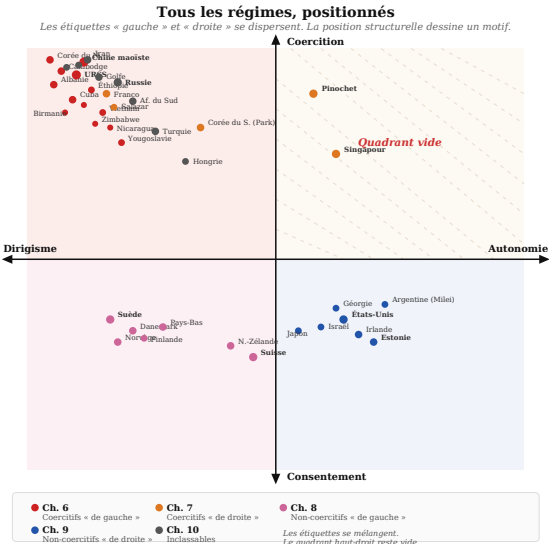


Figure 10.1 — Positionnement des régimes

Nous ne résolvons pas ces problèmes ici. Le chapitre XI les reprend — systématiquement.

Chapitre XI — Un schéma récurrent

« Le savant doit ordonner. On fait la science avec des faits comme une maison avec des pierres — mais une accumulation de faits n'est pas plus une science qu'un tas de pierres n'est une maison. »

— Henri Poincaré, La Science et l'hypothèse (1902)

Reprise systématique de tout ce qui ne colle pas — et ce que ces faits dessinent quand on les regarde ensemble.

Les cinq chapitres précédents ont passé en revue des dizaines de régimes — sur plusieurs continents, de l'Europe à l'Asie en passant par l'Afrique et les Amériques, du XX^e siècle à aujourd'hui, sous des étiquettes très diverses. À la fin de chacun, des incohérences sont apparues. Nous les avons notées sans les résoudre. Le moment est venu de les poser côte à côte.

Ce chapitre ne propose pas de solution. Il fait l'inventaire. Il tire les fils. Il montre ce que les faits dessinent quand on les regarde ensemble — et pourquoi ce dessin pose une question à laquelle le spectre gauche-droite ne peut pas répondre.

11.1 — L'inventaire

Récapitulons. Voici, dans l'ordre où elles sont apparues, les incohérences relevées aux chapitres VII à X.

Du chapitre VII (régimes coercitifs de « droite ») :

1. Des régimes « de droite » qui ressemblent à des régimes « de gauche ». Le Portugal de Salazar — classé à droite — suit la même trajectoire que l'URSS : pas de libéralisation, stagnation, chute brutale. L'Espagne de Franco Phase 1 pratique un dirigisme comparable à celui des régimes du chapitre VI.

2. La libéralisation économique produit la démocratisation — mais on ne l’observe clairement que dans les régimes classés « à droite ». Franco, Pinochet, Park libéralisent et le régime finit par s’ouvrir. Les régimes du chapitre VI, quand ils tentent la même opération, obtiennent soit l’effondrement (Gorbatchev), soit le massacre (Tiananmen).
3. La Corée du Sud mélange dirigisme et libéralisation. Park Chung-hee dirige activement l’économie — et pourtant le pays se démocratise. Si le dirigisme est le problème, comment un pays dirigiste produit-il une classe moyenne qui exige la démocratie ?
4. Singapour. Autonomie maximale, coercition modérée, prospérité exceptionnelle — depuis soixante ans. Si l’autonomie produit automatiquement le consentement, pourquoi Singapour n’est-elle pas encore une démocratie pleine ?
5. Le Shah. L’Iran du Shah libéralise l’économie et la société — mais pas la politique. Le résultat n’est ni la transition douce ni le maintien par le verrouillage : c’est l’effondrement. La libéralisation est nécessaire mais pas suffisante.
6. Les interventions américaines. Les occupations longues créent les dictatures (Trujillo, Somoza, Duvalier). Les interventions courtes aboutissent à des démocratisations. La variable n’est pas l’idéologie — c’est la nature de l’intervention.
7. Le re-verrouillage. L’Algérie (1992) et l’Égypte (2013) montrent qu’un régime peut reculer devant la libéralisation et refermer. Le mécanisme n’est pas irréversible. La Tunisie de Kaïs Saïed le confirme.
8. Le glacis soviétique. Le même choc externe (retrait du soutien soviétique) produit des transitions douces (Pologne), violentes (Roumanie) ou chaotiques (Albanie) selon le degré de libéralisation préalable. La variable traverse l’axe gauche-droite.

Du chapitre VIII (régimes non coercitifs de « gauche ») :

1. Haute fiscalité et haute liberté économique. Le Danemark a les impôts les plus élevés du monde *et* figure parmi les économies les plus libres. Le Danemark *est* dirigiste — par la fiscalité et la redistribution. Mais ce dirigisme coexiste avec l'absence totale de coercition. Le spectre ne sait pas quoi en faire. Notre grille, elle, dit simplement : haut sur l'axe dirigisme, bas sur l'axe coercition.
2. Un gouvernement de gauche qui libéralise plus que la droite. En Nouvelle-Zélande, c'est le Parti travailliste qui mène la dérégulation la plus radicale du monde anglophone. L'étiquette ne prédit pas la direction du mouvement.
3. Les mêmes indices, les conclusions opposées. La Suède est citée par la gauche comme preuve de l'État-providence et par la droite comme exemple de libéralisation réussie. Les deux ont raison — ce qui prouve que le spectre ne peut pas la décrire.
4. Même pétrole, trajectoire opposée. La Norvège et l'Arabie saoudite ont la même ressource. L'une est une démocratie prospère, l'autre une monarchie coercitive. Le pétrole ne détermine rien.

Du chapitre IX (régimes non coercitifs de « droite ») :

1. Gauche et droite font la même chose. En Irlande, des gouvernements de gauche et de droite maintiennent le même cap libéral pendant vingt ans. L'étiquette partisane ne prédit pas la politique économique.
2. La minimisation démocratique et la minimisation dictatoriale produisent des résultats comparables. L'Estonie (démocratie) et le Chili de Pinochet (dictature) arrivent à des résultats économiques comparables par des chemins opposés. La dictature n'est pas *nécessaire* à la libéralisation.

3. Le rôle de l'État dans le développement. Le Japon et la Corée du Sud ont utilisé l'État pour orienter le développement — avec succès. L'Estonie et l'Irlande ont fait l'inverse — avec un succès comparable. Si les deux approches fonctionnent, que mesure exactement le curseur dirigisme/autonomie ?
4. Les limites de la minimisation. L'Irlande de 2008 montre qu'un pays très libéralisé peut connaître une crise sévère. Les décennies perdues du Japon montrent qu'un pays développé peut stagner. La minimisation n'est pas une garantie de prospérité permanente.

Du chapitre X (régimes coercitifs inclassables) :

1. Les étiquettes ne classent rien, mais les structures se ressemblent toutes. Monarchie rentière, socialisme arabe, nationalisme orthodoxe, capitalisme de connivence, suprématisme racial — huit étiquettes différentes, une seule position sur la grille : dirigisme + coercition.
2. La re-maximisation est un phénomène sans étiquette. Erdoğan (islamiste), Poutine (nationaliste), Orbán (conservateur), Ortega (socialiste) : quatre trajectoires vers le maximalisme, quatre discours radicalement différents, un seul mouvement structurel.
3. La rente change la source de la dépendance, pas le mécanisme. Le pétrole permet le dirigisme rentier (Golfe, Libye, Irak, Iran, Russie) comme la planification permet le dirigisme bureaucratique (URSS, Cuba, Corée du Nord). Le citoyen dépend de l'État dans les deux cas.
4. La re-maximisation depuis la démocratie est possible. On peut partir de la démocratie et revenir vers le maximalisme. Le mécanisme n'est pas à sens unique.

Vingt incohérences. Posées telles quelles, elles semblent disparates — un problème ici, une contradiction là, un cas limite ailleurs. Mais quand on les regarde ensemble, des fils apparaissent. Tirons-les, un par un.

11.2 — Premier fil

Les incohérences 1, 7, 8, 10, 11, 13, 17 et 18 disent toutes la même chose. Rassemblons les faits.

Des régimes de « droite » qui se comportent comme des régimes de « gauche ». Salazar (classé à droite) et l'URSS (classée à gauche) suivent la même trajectoire : pas de libéralisation, stagnation, chute brutale. L'Espagne de Franco Phase 1 (classée à droite) et Cuba (classée à gauche) pratiquent le même dirigisme autarcique — avec les mêmes résultats.

Des gouvernements de « gauche » qui libéralisent. Le Parti travailliste néo-zélandais en 1984. Le Parti social-démocrate suédois dans les années 1990. Les gouvernements de gauche irlandais qui maintiennent le cap libéral. L'étiquette dit « plus d'État » ; l'action dit « moins d'État ».

Des gouvernements de « droite » qui dirigent. Park Chung-hee en Corée du Sud, classé à droite, pratique un dirigisme industriel actif. Les monarchies du Golfe, classées à droite, possèdent toute la richesse nationale. L'Afrique du Sud de l'apartheid, classée à droite, planifie le destin des individus par la race.

Des régimes inclassables qui se ressemblent tous. Huit régimes au chapitre X — huit étiquettes incompatibles, une seule structure. Et des re-maximisations menées au nom d'idéologies opposées (l'islamisme d'Erdoğan, le nationalisme de Poutine, le conservatisme d'Orbán, le socialisme d'Ortega) qui produisent le même mouvement.

La leçon qui se dégage des cas examinés est nette : **dans notre échantillon, l'étiquette gauche-droite ne prédit ni la politique économique, ni la trajectoire politique, ni la structure du pouvoir, ni la durée du régime, ni les conditions de sa chute.** Elle décrit le discours de légitimation — ce que le régime *dit* de lui-même. Elle ne décrit pas ce que le régime *fait*.

Un gouvernement qui se dit de gauche peut libéraliser. Un gouvernement qui se dit de droite peut diriger. Un régime qui se dit islamiste peut ressembler structurellement à un régime qui se dit marxiste. Un libéral anticommuniste (le jeune Orbán) peut devenir le constructeur d'une autocratie. L'étiquette est un costume. Nous avons passé cinq chapitres à observer le costume — et sous chaque costume, nous avons trouvé la même anatomie.

Ce n'est pas un jugement de valeur. C'est un constat empirique. Les étiquettes ne sont pas *fausses* — elles décrivent des choses réelles (des traditions, des valeurs, des affiliations culturelles). Mais elles ne décrivent pas la *structure du pouvoir*. Et c'est la structure qui détermine la vie des gens — pas le discours.

11.3 — Deuxième fil

Les incohérences 1, 9, 17 et 19 convergent vers un second constat. Rassemblons les faits autrement.

Parcourons les cinq chapitres et posons une question simple : existe-t-il un seul régime coercitif qui ne soit pas aussi dirigiste ?

Chapitre VI : URSS, Chine, Cuba, Corée du Nord, Yougoslavie, Cambodge, Vietnam, Éthiopie, Angola, Mozambique, Birmanie, Somalie, Albanie, Zimbabwe, Nicaragua. Dirigistes et coercitifs. Sans exception.

Chapitre VII : Franco (Phase 1), Pinochet (Phase 1), Park Chung-hee, Salazar, Trujillo, Duvalier, Mobutu, Amin Dada, Bokassa, Somoza, colonels grecs, Iran du Shah puis des mollahs (bonyads + police des mœurs), Maroc (Makhzen), Égypte (armée + oligarques), Tunisie de Kaïs Saïed, Roumanie de Ceaușescu, Albanie de Ramiz Alia. Tous commencent avec un degré significatif de dirigisme *et* de coercition. Ceux qui libéralisent l'économie (Franco Phase 2, Pinochet après 1975, Corée du Sud, Balaguer en République dominicaine, Maroc prudemment) voient la coercition reculer ensuite. Ceux qui ne libéralisent pas (Salazar, Duvalier, Mobutu, Iran des mollahs) restent

coercitifs jusqu'au bout. Et la chute du glacis soviétique confirme le spectre par l'autre côté de l'axe : transition douce en Pologne (desserrement significatif), violente en Roumanie (zéro), chaotique en Albanie (la plus fermée).

Chapitre X : Golfe (rente + coercition), Libye (nationalisation + terreur), Irak (pétrole + Mukhabarat), Turquie (étatisme + purges), Russie (capitalisme d'État + assassinats), Indonésie (monopoles de connivence + massacres), Afrique du Sud (dirigisme racial + massacres), Hongrie (connivence économique + verrouillage institutionnel). Huit pour huit. (L'Iran, anciennement traité ici, a rejoint le chapitre VII.)

Posons maintenant la question inverse : existe-t-il un régime non coercitif qui soit aussi dirigiste ?

Chapitre VIII : Suède, Danemark, Norvège, Finlande, Pays-Bas. La réponse est oui — et c'est un résultat crucial pour notre modèle. Le Danemark prélève près de la moitié de la richesse nationale et la redistribue selon des priorités collectives. C'est du dirigisme — l'État décide de l'allocation d'une part considérable de la production. La Suède, la Norvège, la Finlande font de même. Ces pays ne sont pas « peu dirigistes » — ils sont *fortement* dirigistes par la fiscalité et la redistribution. Mais ce dirigisme est *consenti*. Les Danois votent pour ce système, peuvent voter contre, et l'ont réformé à plusieurs reprises. Aucun de ces pays n'a de parti unique, de censure, de police politique. Le dirigisme fiscal existe — la coercition est absente.

C'est exactement ce que notre modèle à deux dimensions permet de voir et que l'axe gauche-droite confond. Le Danemark n'est pas « à gauche » ni « à droite » — il est *haut sur l'axe dirigisme* (forte redistribution étatique) et *bas sur l'axe coercition* (consentement démocratique, libertés individuelles intactes). Les deux axes sont indépendants. On peut être dirigiste sans être coercitif — à condition que le dirigisme soit consenti.

La Suisse et la Nouvelle-Zélande, dans ce même chapitre VIII, occupent une position différente : moins dirigistes que les Nordiques (fiscalité plus modérée, État plus léger) et tout aussi non coercitives. Elles sont plus bas sur les *deux* axes.

Chapitre IX : États-Unis, Estonie, Irlande, Israël, Géorgie, Argentine de Milei, Japon. Ces pays sont moins dirigistes encore (fiscalité plus basse, redistribution moindre) et non coercitifs. Le Japon et la Corée du Sud pratiquent un dirigisme *par l'incitation* — l'État oriente sans confisquer — qui les place entre les Nordiques et l'Estonie sur l'axe dirigisme.

Le constat qui émerge est donc plus nuancé — et plus intéressant — qu'un simple couplage mécanique. **Dans l'ensemble des cas examinés, la coercition va de pair avec la capture des leviers économiques stratégiques : tous les régimes coercitifs que nous avons observés maintiennent une emprise sur le crédit, le foncier, l'énergie, les marchés publics, les flux de capitaux ou le contrôle de l'information** — même lorsqu'ils laissent d'autres secteurs ouverts au marché. Quand l'État contrôle l'accès aux ressources dont dépend quiconque voudrait s'organiser contre lui, l'opposition est privée de base matérielle. La dépendance ne requiert pas que l'État possède tout — il suffit qu'il soit l'arbitre incontournable des leviers dont les adversaires potentiels ne peuvent pas se passer. **Mais le contrôle de ces leviers ne requiert pas la coercition** : les pays nordiques prouvent qu'un degré élevé de redistribution étatique peut fonctionner dans un cadre de consentement libre. Le couplage est *asymétrique*. Dans les régimes durables, la coercition tend à s'appuyer sur la capture des leviers stratégiques — sans elle, les contre-pouvoirs tendent à trouver leur base matérielle et la coercition s'érode. Mais la capture de ces leviers ne requiert pas la coercition — à condition qu'elle repose sur le vote, la transparence et la possibilité de sortie.

Mais ce constat appelle une distinction que les faits imposent. Le Danemark et l'Arabie saoudite redistribuent tous deux massivement — l'un prélève la moitié de la richesse nationale par l'impôt, l'autre distribue la rente pétrolière à sa population. Dans les deux cas, l'État joue un rôle central dans la vie économique des citoyens. Dans les deux cas, le régime est stable depuis des décennies. Et pourtant l'un est l'une des démocraties les plus libres du monde — l'autre une monarchie absolue.

La différence n'est pas dans la *quantité* de redistribution. Elle est dans la *direction* du flux et dans la *nature* du lien qu'il crée.

En Suède et au Danemark, le citoyen *produit*, puis *cède* une part au collectif. Il est le contributeur avant d'être le bénéficiaire. Le lien est horizontal : entre citoyens qui mutualisent des risques — maladie, chômage, vieillesse — qu'aucun d'eux ne pourrait absorber seul. L'État administre ce pacte, il n'en est pas la source. La légitimité de l'État dérive du consentement actif des contributeurs. C'est de la **cohésion** : le lien va du bas vers le haut, il est révocable par le vote, et il survit aux alternances parce qu'il repose sur un accord social profond — pas sur la seule générosité du souverain.

Dans les monarchies du Golfe, le flux est inverse. L'État est propriétaire de la ressource — le pétrole — avant que le citoyen n'ait produit quoi que ce soit. Il distribue ensuite des logements subventionnés, des emplois publics, des soins gratuits. Le citoyen est le bénéficiaire avant d'être le contributeur — dans les monarchies les plus riches, il ne contribue presque pas du tout. Le lien est vertical : du souverain vers le sujet. C'est du **clientélisme rentier** : la docilité est achetée, pas consentie. Et parce qu'elle est achetée, elle exige que la source du financement reste sous contrôle exclusif — ce qui exige la coercition sur quiconque menacerait ce contrôle.

Le mécanisme est structurel, pas moral. Un État qui *reçoit* des citoyens peut leur rendre des comptes. Un État qui *donne* aux citoyens a intérêt à ce qu'ils continuent de recevoir — et donc à les maintenir dans la dépendance. La Norvège, qui dispose des mêmes ressources pétrolières que l'Arabie saoudite, illustre que la géologie ne détermine rien : Stavanger a produit un fonds souverain géré sous contrôle parlementaire, Riyad a produit une famille régnante qui contrôle les actifs nationaux. L'écart n'est pas dans la ressource — il est dans l'architecture du lien entre l'État et le citoyen.

Ce n'est donc pas le *degré* de dirigisme qui distingue les démocraties nordiques des monarchies du Golfe. C'est sa *direction*. Et c'est cette direction qui détermine si le dirigisme est compatible avec le consentement libre — ou contraint de l'acheter.

Cette distinction entre cohésion et clientélisme révèle que l'axe vertical est un continuum, pas une dichotomie. Il mesure le degré de contrainte exercée sur le citoyen — qu'elle soit imposée par la violence ou achetée par la rente. Le mode de livraison change ; le mécanisme sur le diagramme, non.

Le **consentement** est actif et ascendant. Le citoyen est co-auteur du contrat social : il vote, il conteste, il peut partir. La légitimité du pouvoir émane de lui. C'est le bas de l'axe — les démocraties nordiques, la Suisse, les régimes non coercitifs des deux quadrants inférieurs.

La **coercition nue** est totale et sans transaction. Le citoyen n'a ni recours, ni alternative, ni monnaie d'échange. La Corée du Nord, le Cambodge de Pol Pot : le régime ne négocie pas, il écrase. C'est le coin supérieur gauche de la grille — dirigisme maximal, coercition maximale.

Entre ces deux pôles du continuum, l'**acceptation de la coercition** — la coercition latente, celle que le régime peut se permettre de ne pas exercer en permanence. Le citoyen ne consent pas — il n'a aucune part dans la définition des règles. Mais il ne subit pas non plus une terreur permanente. Il *calcule*. La rente pétrolière du Golfe achète son silence. La stabilité relative d'un Orbán ou d'un Poutine rend la contestation plus coûteuse que la résignation. Et les purges — Khashoggi assassiné, Navalny empoisonné, opposants emprisonnés — ne sont pas des dysfonctionnements du système. Ce sont des *recalibrages* : des rappels périodiques du prix de la dissidence, qui maintiennent le calcul coût-bénéfice en faveur du silence. L'acceptation n'est pas du consentement déguisé — elle est la forme que prend la coercition quand le régime peut se permettre de ne pas l'exercer en permanence.

Cette distinction éclaire deux phénomènes que les chapitres précédents ont identifiés sans les nommer. D'une part, la stabilité apparente des pétromonarchies : la coercition y est latente, tenue en réserve, mais elle est le garant du contrat — pas son absence. D'autre part, la fonction des purges dans les régimes du quadrant coercitif : elles ne visent pas seulement les

dissidents éliminés, mais *tous ceux qui regardent*. Elles maintiennent l'acceptation en rappelant que la coercition n'a pas disparu — elle attend.

Reste une question que ces données soulèvent sans la résoudre. Il n'y a pas, dans notre inventaire, de régime qui laisse les citoyens économiquement libres tout en les opprimant politiquement — du moins pas durablement (nous y reviendrons).

Pourquoi ? Le mécanisme a été décrit au chapitre VI : dès lors que l'État contrôle les leviers économiques dont dépendent les ressources des acteurs capables d'organiser une contestation — crédit, licences, marchés, énergie, information —, toute opposition structurée est condamnée à l'impuissance matérielle. Nul besoin d'une nationalisation universelle : il suffit d'être l'arbitre incontournable de la survie économique de quiconque voudrait faire face. La capture de ces leviers rend la coercition *possible* — elle prive les citoyens des moyens matériels de résister. Et la coercition protège cette capture — un régime qui opprime sa population a besoin du contrôle des leviers comme discipline de survie.

Les deux fonctionnent en boucle. Le dirigisme permet la coercition. La coercition protège le dirigisme. Défaire l'un, c'est menacer l'autre. C'est pourquoi Gorbatchev, en desserrant *un* boulon, a fait tomber le barrage : les deux verrous sont solidaires.

Ce couplage explique aussi l'incohérence 19 — pourquoi la rente (pétrole, gaz) produit le même effet que la planification. Ce qui compte, ce n'est pas la source du contrôle économique — c'est le contrôle lui-même. Que l'État possède le pétrole (Arabie saoudite) ou possède les usines (URSS), le résultat structurel est le même : le citoyen dépend de l'État pour vivre. Et la dépendance engendre la docilité.

11.4 — Troisième fil

Les incohérences 2, 3, 4 et 14 dessinent un troisième fil — le plus frappant et le plus contesté.

Reprenons la séquence, cas par cas.

L'Espagne. Franco libéralise l'économie en 1959. Croissance explosive. Classe moyenne urbaine. Après la mort de Franco en 1975, transition démocratique pacifique en moins de trois ans. Délai entre la libéralisation et la démocratisation : 16 ans.

Le Chili. Pinochet libéralise l'économie en 1975. Croissance après le choc initial. Classe moyenne. Référendum de 1988 — Pinochet perd et accepte le résultat. Délai : 13 ans.

La Corée du Sud. Park Chung-hee lance l'industrialisation dirigée à partir de 1961. Croissance phénoménale. Classe moyenne éduquée. Manifestations massives de 1987, élections libres. Délai : 26 ans.

L'Estonie. Libéralisation radicale à partir de 1991. Croissance rapide. Démocratie consolidée. Le délai est quasi nul parce que la libéralisation et la démocratisation sont simultanées — mais l'Estonie choisit les deux en même temps précisément parce qu'elle sort d'un régime qui refusait les deux.

L'Irlande. Libéralisation à partir de 1987. Croissance spectaculaire. Démocratie déjà en place — le cadre démocratique existait avant la libéralisation. Les deux se renforcent mutuellement.

Israël. Libéralisation à partir de 1977. Prospérité croissante. Démocratie déjà consolidée. Même schéma qu'en Irlande — la liberté politique préexiste et la liberté économique la renforce.

La séquence est remarquablement régulière à travers les cas examinés : quand un régime libéralise son économie, des individus deviennent autonomes financièrement. Ils créent des entreprises, accumulent un patrimoine, envoient leurs enfants à l'université, voyagent, lisent, comparent. Ils n'ont plus besoin de l'État pour vivre. Et cette autonomie matérielle engendre des exigences politiques. Celui qui n'a besoin de personne pour manger n'a peur de personne pour parler.

La classe moyenne ainsi créée ne fait pas la révolution — elle fait pression. Elle veut des tribunaux impartiaux pour protéger ses contrats. Elle veut une presse libre pour surveiller le pouvoir. Elle veut des élections pour choisir ses dirigeants. Elle

veut un État de droit — non par idéalisme, mais par intérêt rationnel. Sa prospérité dépend de la prévisibilité, et la prévisibilité dépend d'institutions libres.

Mais l'incohérence 3 complique le tableau. La Corée du Sud de Park Chung-hee est un cas de dirigisme *par l'incitation* — l'État oriente les chaebols, protège les industries, attribue les crédits — et pourtant le pays produit une classe moyenne qui exige la démocratie. Comment concilier cette observation avec le couplage dirigisme-coercition décrit à la section précédente ?

La distinction est dans le type de dirigisme. Park ne *confisque* pas — il *incite*. Les chaebols sont des entreprises privées. Leurs propriétaires ont un patrimoine personnel. Leurs employés reçoivent des salaires qui progressent avec la productivité. L'entrepreneur coréen des années 1970 dépend de l'État pour ses subventions — mais il a aussi des clients, des actifs, une compétence propre. Il n'est pas *entièrement* dépendant. Et cette indépendance partielle, même dans un cadre dirigiste, suffit à créer les conditions de la classe moyenne.

Ce n'est pas un détail. C'est un indice crucial. Le dirigisme qui confisque (URSS, Cuba, Corée du Nord) produit une dépendance totale et empêche l'émergence de toute autonomie. Le dirigisme qui incite (Corée du Sud, Japon) produit une dépendance partielle et n'empêche pas l'émergence d'une classe moyenne. La variable n'est pas la *quantité* de dirigisme — c'est la *nature* du contrôle. Confisquer un bien supprime l'autonomie. Subventionner un acteur la réduit sans la supprimer. La différence est structurelle.

Et l'incohérence 4 ? Singapour — autonomie maximale, coercition modérée, pas de démocratisation pleine après soixante ans. Si l'autonomie produit mécaniquement le consentement, Singapour devrait être une démocratie vibrante.

La réponse la plus honnête est que le mécanisme existe mais qu'il n'est pas instantané, pas linéaire, et pas automatique. La pression monte — les résultats électoraux de 2011 et 2020 le montrent — mais elle monte lentement. La petite taille du pays, le succès économique indéniable, la qualité de la gouver-

nance retardent la pression sans l’annuler. Singapour ne réfute pas le mécanisme — elle en montre le tempo. Le délai observé dans les autres cas va de 13 à 26 ans. Singapour est à soixante ans avec une coercition qui s’allège progressivement. Le mouvement est le même. La vitesse est différente.

Notons ce que cette analyse implique sans le résoudre encore. Si l’autonomie engendre le consentement — même lentement, même imparfaitement — alors un régime qui veut maintenir la coercition a *intérêt* à maintenir le dirigisme. C’est exactement ce que font les régimes du chapitre VI et ceux du chapitre X. Et c’est exactement ce que la Chine de Xi a compris après Tiananmen : on ne desserre pas le verrou économique sans risquer le verrou politique. Le re-verrouillage chinois n’est pas paranoïaque — il est logique.

11.5 — Quatrième fil

Passons aux chiffres. Les incohérences 2 et 16 nous y invitent. Posons les durées côte à côte.

Régimes qui maintiennent le dirigisme et la coercition — sans libéraliser :

Régime	Durée
Arabie saoudite	94 ans (en cours)
Corée du Nord	77 ans (en cours)
Chine (PCC)	76 ans (en cours)
URSS	69 ans
Cuba	65 ans (en cours)
Vietnam	81 ans depuis l’instauration au Nord (en cours)
Iran (République islamique)	47 ans (en cours)

Régime	Durée
Yougoslavie	46 ans
Apartheid	46 ans
Libye de Kadhafi	42 ans
Salazar + Caetano	41 ans
Albanie de Hoxha	41 ans
Birmanie (junte)	26+ ans (intermittence)
Zimbabwe de Mugabe	37 ans
Irak de Saddam	35 ans
Indonésie de Suharto	32 ans

Moyenne approximative : **52 ans**. Médiane : **46 ans**. Et plusieurs sont encore en cours.

Régimes coercitifs qui libéralisent l'économie — et transitionnent vers la démocratie :

Régime	Durée de la phase coercitive
Chili (Pinochet)	17 ans
Espagne (Franco)	36 ans au total, mais la libéralisation commence en 1959 — 16 ans avant la transition
Corée du Sud	26 ans (de Park à la démocratisation)
Singapour	60+ ans (transition en cours, toujours plus lente)

La phase coercitive moyenne (hors Singapour) : **26 ans**. Environ la moitié de celle des régimes qui ne libéralisent pas.

Régimes non coercitifs (chapitres VIII et IX) : durée indéfinie, parce que la démocratie est un système ouvert — elle n’a pas de date d’expiration structurelle. Les crises existent (Irlande 2008, Suède 1990, Japon décennies perdues), mais elles se corrigent par le vote, pas par l’effondrement.

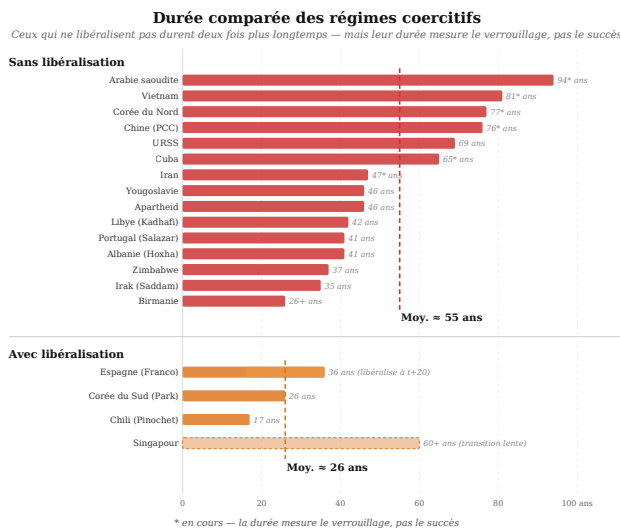


Figure 11.1 — *Durée comparée des régimes coercitifs*

Le schéma que dessinent ces chiffres est net.

Les régimes qui maintiennent le dirigisme *et* la coercition durent longtemps — des décennies, parfois des générations entières. Non parce qu’ils fonctionnent bien. L’URSS stagne pendant vingt ans avant de tomber. La Corée du Nord affame sa population. Cuba rationne depuis 1962. Le Zimbabwe détruit son agriculture. Ils durent parce qu’ils *suppriment les conditions de leur remplacement*. Pas de classe moyenne pour exiger. Pas de presse pour informer. Pas d’organisation pour résister. Les trois verrous — économique, informationnel, coercitif — tiennent ensemble. La stabilité n’est pas le signe de la santé. C’est le signe de l’anesthésie.

Les régimes coercitifs qui libéralisent l’économie durent moins longtemps — parce que la libéralisation *crée* les conditions de leur remplacement. Franco libéralise et produit une classe

moyenne qui négocie la transition. Pinochet libéralise et produit une classe moyenne qui vote « non » au référendum. Park libéralise et produit des étudiants qui descendent dans la rue. Le mécanisme est prévisible — et aucun cas dans l'échantillon historique n'en montre d'inversion durable, sauf re-maximisation (nous y reviendrons).

Et les régimes non coercitifs durent indéfiniment — mais ils oscillent. Ils peuvent aller vers plus de dirigisme (le New Deal, l'État-providence suédois des années 1970) ou vers moins (les réformes suédoises des années 1990, le *Rogernomics* néo-zélandais). L'oscillation est le signe que le consentement fonctionne : quand le curseur va trop loin dans un sens, les citoyens le ramènent dans l'autre. C'est le thermostat démocratique.

L'incohérence 16 trouve ici sa place : la minimisation n'est pas une garantie de prospérité permanente. L'Irlande de 2008 et le Japon des décennies perdues le prouvent. Mais la différence avec les régimes coercitifs est dans la *réponse* à la crise. L'Irlande après 2008 : le gouvernement responsable est battu aux élections, un nouveau gouvernement applique les corrections, l'économie se redresse en cinq ans. Cuba après l'effondrement soviétique : le même régime reste en place, la même politique est maintenue, la population endure une « période spéciale » de quinze ans de misère sans avoir la moindre possibilité de changer de cap.

La durée n'est donc pas un indicateur de succès — c'est un indicateur de verrouillage. Un régime qui dure longtemps sans jamais changer de direction ne prouve pas qu'il a raison. Il prouve que personne ne peut le corriger.

11.6 — Cinquième fil

Les incohérences 18 et 20 sont les plus troublantes. Elles contredisent ce que les quatre fils précédents semblaient dessiner — une trajectoire irréversible de la coercition vers la liberté. Les faits disent autre chose.

Reprenons les cas.

Erdogan. La Turquie de 2003-2010 se démocratise. Réformes pro-européennes, ouverture économique, recul de la tutelle militaire. Sur notre grille, le curseur se déplace vers la minimisation. Puis le mouvement s'inverse. Gezi 2013, coup d'État manqué de 2016, purges massives, présidentialisme autoritaire, contrôle de la presse, effondrement monétaire dirigé par le pouvoir. En 2025, la Turquie est plus proche du maximalisme que ne l'était la Turquie des généraux.

Poutine. La Russie des années 1990 est chaotique mais ouverte. Presse libre (même si corrompue), élections contestées (même si imparfaites), économie privée (même si oligarchique). Poutine referme tout. En 25 ans, il reconstruit le verrouillage soviétique — sous un autre drapeau, avec d'autres mots, mais avec la même structure.

Orbán. La Hongrie de 2004 rejoint l'Union européenne — l'aboutissement de vingt ans de transition démocratique. En 2010, Orbán commence la re-maximisation. En 2025, la Hongrie est classée « démocratie en recul » ou « régime hybride » par tous les observateurs.

Ortega. Le Nicaragua de 1990 est une démocratie — l'une des rares issues d'une révolution de gauche. Ortega revient en 2007 et referme systématiquement chaque espace de liberté. En 2025, le Nicaragua est un régime plus fermé que le Cuba des années 1980 — avec la différence que la fermeture est volontaire, délibérée, choisie par un homme qui a connu la démocratie.

La Chine. Le cas le plus massif. Deng ouvre l'économie à partir de 1978. La croissance la plus rapide de l'histoire. Mais après Tiananmen (1989), le Parti re-verrouille tout ce qui n'est pas la croissance. Xi Jinping, à partir de 2012, accélère : surveillance numérique, crédit social, répression au Xinjiang, écrasement de Hong Kong, disparition de patrons trop visibles. La minimisation de Deng n'a pas produit la liberté — elle a produit une re-maximisation plus sophistiquée.

Ces cinq cas disent la même chose : **la route entre maximalisme et minimalisme est à double sens.** Ce qui est conquis peut être perdu. Une démocratie peut se re-maximiser. Un es-

pace de liberté peut se refermer. Le mécanisme libéralisation → classe moyenne → démocratisation existe — les chapitres VII et IX le montrent. Mais il n'est pas irréversible.

La question est : dans quelles conditions le mouvement s'inverse-t-il ? Regardons les cas de plus près.

Erdoğan re-maximise dans un contexte de crise identitaire (la candidature européenne piétine), de menace perçue (le mouvement güleniste, le coup d'État de 2016) et de ressource économique temporaire (la bulle de construction). Poutine re-maximise dans un contexte de chaos post-soviétique, de nostalgie impériale et de rente pétrolière. Orbán re-maximise dans un contexte de crise financière (2008), de sentiment de dépossession (« la transition a été volée par les élites libérales ») et de flux financiers européens qu'il peut détourner. Ortega re-maximise dans un contexte de fragilité institutionnelle et d'absence de contre-pouvoirs consolidés.

Dans chaque cas, la re-maximisation exploite une faiblesse — économique, institutionnelle, identitaire — pour reconcentrer le pouvoir. Et dans chaque cas, elle utilise les mêmes outils : contrôle de la justice, contrôle des médias, redistribution sélective de la richesse aux loyalistes, modification des règles électorales.

Mais notons ce que ces cas ont aussi en commun : dans aucun d'entre eux la re-maximisation ne survient dans un pays à forte autonomie consolidée et à institutions profondément enracinées. La Hongrie sort de quarante ans de communisme, avec des institutions démocratiques de moins de vingt ans. La Turquie n'a jamais connu plus de vingt ans consécutifs de démocratie civile. La Russie n'a jamais connu la démocratie du tout, sauf pendant la parenthèse chaotique des années 1990. Le Nicaragua est un pays pauvre avec des institutions fragiles.

Comparez avec la Suède, la Suisse, le Danemark, les Pays-Bas — des pays où la démocratie a un siècle ou plus d'existence, où l'autonomie est enracinée, où les institutions sont robustes. Aucun de ces pays ne connaît de re-maximisation. L'oscillation

existe (plus ou moins de redistribution, plus ou moins de régulation), mais elle se fait *dans* le cadre démocratique, pas *contre* lui.

Cela suggère — sans le démontrer encore — que la résistance à la re-maximisation dépend de la profondeur de l'enracinement des libertés. Des institutions jeunes peuvent être démontées. Des institutions centenaires résistent mieux. La route est à double sens — mais ceux qui ont parcouru le plus de chemin sont les plus difficiles à faire revenir.

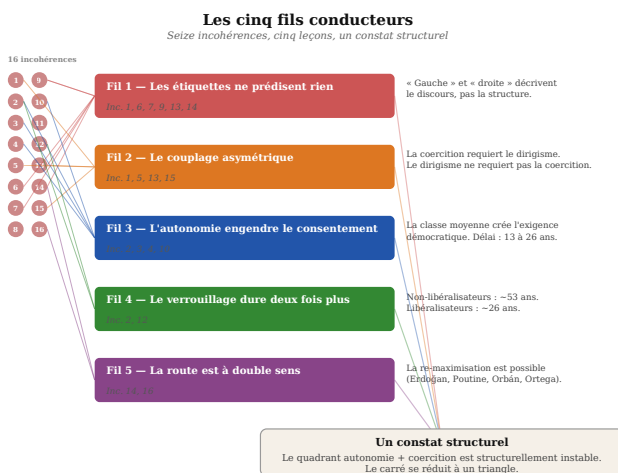


Figure 11.2 — Cinq fils conducteurs

11.7 — Ce que les faits disent — et ce qu'ils ne disent pas encore

Récapitulons. Cinq fils tirés, cinq leçons factuelles.

Leçon 1 : les étiquettes gauche-droite ne prédisent ni la politique économique, ni la trajectoire politique, ni la structure du pouvoir. Elles décrivent le discours, pas le mécanisme.

Leçon 2 : le couplage entre dirigisme et coercition est asymétrique. Tous les régimes coercitifs observés maintiennent un contrôle sur les leviers économiques stratégiques

— même lorsqu'ils laissent d'autres secteurs ouverts au marché. C'est ce contrôle ciblé, et non la nationalisation intégrale, qui constitue la condition structurelle de la durabilité coercitive. Mais tous les régimes dirigistes ne sont pas coercitifs : les pays nordiques sont fortement dirigistes par la fiscalité et la redistribution, sans aucune coercition. Le dirigisme *peut* exister avec le consentement. La coercition, elle, n'a été observée nulle part sans la capture des leviers économiques stratégiques dans notre échantillon — elle en a besoin pour priver l'opposition de toute base matérielle.

Leçon 3 : la minimisation engendre — lentement, imparfaitement, mais de façon régulière dans les cas examinés — le consentement. Le mécanisme passe par la classe moyenne : l'autonomie matérielle crée l'exigence démocratique.

Un rappel s'impose ici, car la tentation est forte. Constaté qu'un type de régime produit des transitions plus pacifiques qu'un autre ne revient pas à le justifier. Les 3 000 morts du Chili de Pinochet ne deviennent pas acceptables parce que la transition de 1990 a été pacifique. Les morts sont des morts — pas des variables d'ajustement dans un bilan coûts-bénéfices rétrospectif. Ce livre décrit des mécanismes. Il ne distribue pas des absolutions.

Leçon 4 : les régimes qui maintiennent le double verrouillage durent deux fois plus longtemps que ceux qui libéralisent — mais leur durée mesure leur verrouillage, pas leur succès. La stabilité d'un régime coercitif est celle d'un patient sous anesthésie, pas celle d'un organisme en bonne santé.

Leçon 5 : la route est à double sens. La re-maximisation depuis la démocratie est possible — surtout quand les institutions sont jeunes, les libertés récentes, et les ressources captables. Mais aucun cas de re-maximisation n'est observé dans un pays à institutions démocratiques profondément enracinées.

Ces cinq leçons dessinent un schéma. Le schéma a une forme — mais nous ne l'avons pas encore nommée.

Regardons ce que nous avons. Nous avons trois combinaisons stables : dirigisme fort + coercition (les régimes des chapitres VI et X, qui durent longtemps), dirigisme fiscal + consentement (les pays nordiques du chapitre VIII, qui durent indéfiniment), et autonomie + consentement (les régimes du chapitre IX, qui durent indéfiniment aussi). Et nous avons une combinaison instable : coercition + minimisation (les régimes du chapitre VII, qui transitionnent vers la démocratie en une génération ou re-verrouillent s'ils sentent la menace).

Mais la quatrième combinaison — autonomie + coercition — où est-elle ? Existe-t-il un régime qui laisse les citoyens libres *et* qui les opprime ? Un régime où l'on peut entreprendre, posséder, commercer — mais pas parler, s'associer, voter ?

Et une question liée : le dirigisme consenti a-t-il une limite ? Les pays nordiques sont dirigistes par la fiscalité — mais personne ne planifie la production, ne fixe les prix, ne confisque les entreprises. Existe-t-il un régime où l'État contrôle *tout* — les emplois, les logements, la production — *et* où les gens sont libres de partir, de protester, de voter pour autre chose ? Le dirigisme total est-il compatible avec le consentement ?

Les faits que nous avons posés — cinq chapitres, des dizaines de cas, seize incohérences — ne répondent pas encore à ces questions. Mais ils les posent. Et la manière dont ils les posent suggère que les réponses ne sont pas celles qu'on attend.

Le chapitre XII regardera ces questions en face.

Partie 3

La mécanique du dirigisme

Les quatre chapitres qui suivent déploient les dynamiques du triangle — dérive verticale, dérive diagonale, cluster totalitaire, contrainte de descente. Le lecteur pressé peut passer directement au chapitre XIX, qui en fait la synthèse, et y revenir plus tard.

Chapitre XII — Le quadrant impossible : démonstration structurelle

Le chapitre XI a établi un fait empirique : aucun régime n’occupe durablement le quadrant coercition haute / autonomie économique haute. Le chapitre XIII documentera cet espace à travers les cas concrets. Mais entre le constat et l’inventaire, une question s’impose : ce vide est-il accidentel, ou structurellement nécessaire ?

Ce chapitre change de registre. Il ne décrit pas ; il démontre. L’argument est que le quadrant n’est pas seulement vide de fait — il est *impossible* de principe. L’autonomie économique et la coercition durable sont mutuellement exclusives non pas parce que les régimes font de mauvais choix, mais parce que leur coexistence crée une instabilité mécanique que seule la transition vers l’un ou l’autre pôle peut résoudre.

12.1 — L’hypothèse formelle

Posons l’hypothèse V de travail :

V — *Aucun régime ne peut maintenir simultanément, sur plus de vingt-cinq ans, un niveau élevé de coercition politique et une autonomie économique réelle permettant aux acteurs privés de financer, coordonner ou protéger des contre-pouvoirs.*

La formulation est délibérément opérationnelle. « Niveau élevé de coercition » désigne l’usage systématique de la contrainte extra-légale ou de la répression pour maintenir le pouvoir — arrestations arbitraires, interdictions *de facto* d’opposition, contrôle de l’information par la peur. « Autonomie économique

réelle » désigne la capacité effective — non formelle — d’acteurs non étatiques à accumuler des ressources indépendamment de la bienveillance de l’État.

Le seuil de vingt-cinq ans n’est pas arbitraire. En deçà, une transition peut apparaître comme une coexistence temporaire : un régime qui libéralise son économie avant de récupérer les leviers (Russie 1992-1998, puis 1998-2008) n’invalide pas V — il l’illustre. Au-delà de vingt-cinq ans, maintenir les deux caractéristiques en même temps supposerait que les mécanismes décrits ci-dessous soient durablement neutralisés. Nous allons montrer pourquoi c’est structurellement improbable.

12.2 — Les cas tests

Avant la démonstration mécaniste, un tableau permet de situer les cas souvent cités comme objections à V.

Régime	Coercition haute ?	Autonomie éco. réelle ?	Verdict
Chili (Pinochet) (1973-1990)	Oui	Partielle encadrée	Chemin L confirme V
Corée du Sud (1961-1987)	Oui ↘	Partielle sectorielle	Chemin L confirme V
Chine (1992-)	Oui	Non leviers captés	Chemin D confirme V
Russie (1998-)	Oui ↗	Non re-capture systématique	Chemin D confirme V

Régime	Coercition haute ?	Autonomie éco. réelle ?	Verdict
Émirats arabes (1970-)	Oui (légaliste)	Partielle étroitement contrôlée	Cas limite — voir 12.5
Singapour (1965-)	Non (contrainte légale)	Oui	Hors quadrant : axe vertical bas

Ce tableau appelle trois observations.

Premièrement, le Chili et la Corée du Sud ne contredisent pas V : ils illustrent la trajectoire de transition que la démonstration va décrire. La coercition haute et l'ouverture économique partielle n'ont pas co-existé durablement — elles ont produit, mécaniquement, les conditions de leur propre dissolution.

Deuxièmement, la Chine et la Russie post-1998 confirment *V a contrario* : lorsqu'un régime coercitif décide de conserver le pouvoir, il recapture les leviers économiques stratégiques. La liste est connue — crédit et banques, foncier, énergie et rentes, licences et marchés publics, flux de capitaux, contrôle de l'information. L'autonomie économique formelle subsiste (on peut créer une entreprise) ; l'autonomie réelle permettant de financer une opposition n'existe plus.

Quatre trajectoires, deux chemins

L'Espagne, le Chili et la Corée prennent le chemin L. La Chine de Xi prend le chemin D.

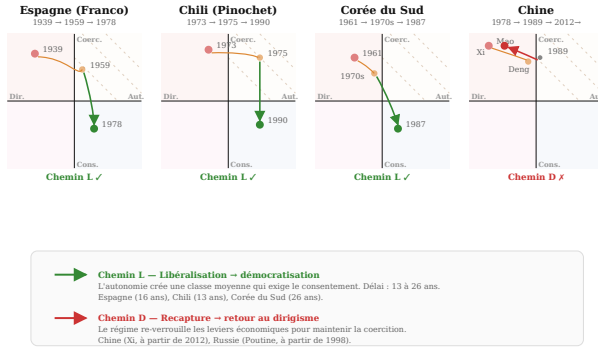


Figure 12.1 — Quatre trajectoires historiques

Troisièmement, Singapour est mal classé si on le place dans le quadrant coercition haute / autonomie haute : la contrainte légaliste singapourienne n'est pas la coercition définie en V. C'est un cas de contrainte formelle élevée sans arbitraire politique significatif — un point situé bas sur l'axe vertical, pas haut.

12.3 — Le mécanisme en trois fonctions

Pourquoi l'autonomie économique réelle est-elle incompatible avec la coercition durable ? Par coercition, nous entendons ici toute contrainte — étatique, privée ou sociale — qui élève le coût de sortie de l'individu. Le chapitre XXXIV développe cette extension ; l'appendice B la formalise. Un régime coercitif dépend structurellement de l'économie pour accomplir trois fonctions que l'autonomie économique rend impossibles à contrôler.

Fonction 1 : financer l'appareil répressif.

La coercition coûte. Forces de sécurité, services de renseignement, prisons, propagande, corruption des élites intermédiaires — ces dépenses sont permanentes et non compressibles pour un régime qui ne peut pas se légitimer par l'élection. Tant que les ressources fiscales proviennent d'une économie que l'État contrôle (entreprises publiques, rentes extractives, li-

cences), le circuit est stable. Dès que des acteurs économiques privés accumulent des ressources indépendamment de l'État, deux problèmes apparaissent : le régime perd une partie de son assiette fiscale potentielle, et des capitaux libres peuvent financer des alternatives politiques. Le régime a donc un intérêt structurel à capter ces ressources ou à en empêcher l'accumulation.

Fonction 2 : prévenir l'émergence de contre-pouvoirs.

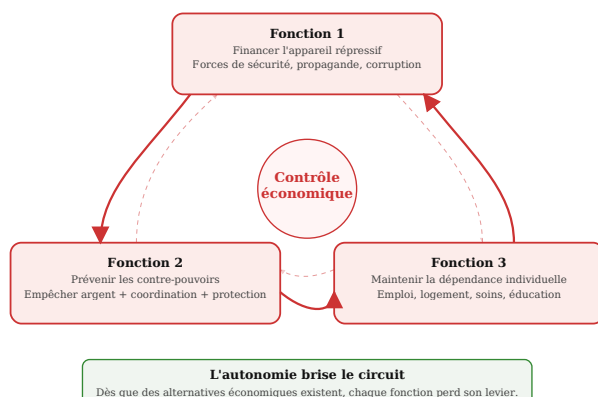
Un contre-pouvoir efficace requiert trois ressources : de l'argent, de la coordination et de la protection. L'autonomie économique fournit les deux premières. Un entrepreneur indépendant peut financer une presse, un syndicat, un parti, une fondation. Une communauté d'entrepreneurs peut coordonner une pression sur les institutions. La troisième ressource — la protection — est la plus difficile à obtenir, mais sans les deux premières, elle ne sert à rien. Le régime coercitif doit donc maintenir une dépendance économique généralisée : non pas parce qu'il veut gérer l'économie pour elle-même, mais parce que la dépendance économique est le mécanisme le plus efficace pour prévenir la coordination d'opposition.

Fonction 3 : maintenir la dépendance individuelle.

La coercition de masse est coûteuse et risquée. Le mode de contrôle le plus efficace est la menace crédible : chaque individu sait que désobéir lui coûtera son emploi, son logement, l'accès aux soins, la scolarité de ses enfants. Ce mécanisme ne fonctionne que si l'État (ou des acteurs qui lui sont redevables) contrôle effectivement ces ressources. Dès que des alternatives économiques existent — d'autres employeurs, d'autres sources de crédit, d'autres circuits de distribution — la menace perd sa crédibilité. L'autonomie économique réelle *désamorce* le mécanisme de contrôle par la dépendance.

Le circuit fermé de la coercition

Trois fonctions interdépendantes — chacune renforce les deux autres



Traits pleins : renforcement principal. Traits pointillés : renforcement mutuel.
Le cercle est refermé : défaire l'un, c'est menacer les deux autres.

Figure 12.2 — Le circuit fermé de la coercition

Ces trois fonctions forment un système : chacune renforce les deux autres. Un régime qui ne peut plus financer son appareil répressif ne peut plus prévenir les contre-pouvoirs ; un régime qui ne peut plus prévenir les contre-pouvoirs ne peut plus maintenir la dépendance individuelle ; un régime qui ne peut plus maintenir la dépendance individuelle ne peut plus lever les ressources qui financent l'appareil répressif. Le cercle est refermé.

12.4 — La démonstration de l'instabilité

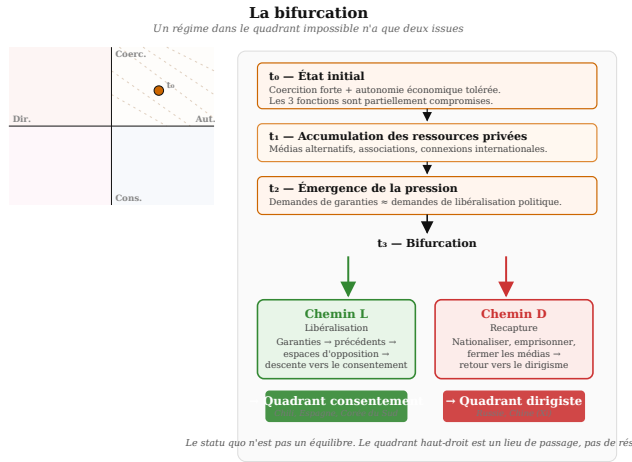


Figure 12.3 — La bifurcation

Posons maintenant la dynamique formelle. Soit un régime situé dans le quadrant haut-droit de notre espace : coercition haute ($C = 1$), autonomie économique haute ($A = 1$). Nous allons montrer que ce régime ne peut rester dans ce quadrant.

t₀ — État initial. Le régime exerce une coercition forte et tolère une autonomie économique réelle. Les trois fonctions décrites en 12.3 sont partiellement compromises : des acteurs privés accumulent des ressources, des réseaux de coordination indépendants se forment, la dépendance individuelle s'érode aux marges.

t₁ — Accumulation des ressources privées. L'autonomie économique produit des acteurs enrichis dont les intérêts divergent du régime. Ils financent des médias alternatifs, des associations professionnelles, des connexions internationales. La base matérielle d'une opposition potentielle s'étoffe — sans que cette opposition soit encore organisée ou déclarée.

t₂ — Émergence de la pression. Les acteurs enrichis commencent à utiliser leurs ressources pour exiger des garanties : protection juridique des contrats, prévisibilité réglementaire,

limitation de l'arbitraire. Ces demandes sont fonctionnellement indiscernables des demandes de libéralisation politique. Le régime fait face à un dilemme : céder (chemin L, voir ci-dessous) ou recapturer (chemin D).

t₃ — Bifurcation.

Chemin L (libéralisation) : Le régime cède suffisamment pour que les acteurs économiques obtiennent des garanties. Les garanties économiques créent des précédents juridiques. Les précédents juridiques créent des espaces d'opposition légale. La coercition décroît sous la pression combinée des élites économiques internes et des partenaires internationaux. Le régime se déplace vers le bas sur l'axe vertical — vers le quadrant non coercitif. C'est la trajectoire du Chili après 1988, de la Corée du Sud après 1987, de l'Espagne après 1975.

Chemin D (recapture) : Le régime choisit de recapturer les leviers économiques stratégiques. Il nationalise, réglemente sélectivement, emprisonne les oligarques les plus indépendants, ferme les médias alternatifs, restreint les flux de capitaux. L'autonomie économique réelle décroît — non pas formellement (les entreprises privées continuent d'exister) mais fonctionnellement (elles ne peuvent plus financer ni coordonner d'opposition). Le régime se déplace vers la gauche sur l'axe horizontal — vers le quadrant coercitif dirigiste. C'est la trajectoire de la Russie après 1998, de la Chine après 1989 et de manière systématique dans les années 2010.

t₄ — Consolidation. Dans les deux cas, le régime sort du quadrant impossible. Il converge soit vers la zone non coercitive (chemin L), soit vers le quadrant coercitif dirigiste (chemin D). La coexistence durable de $C = 1$ et $A = 1$ n'est pas un équilibre : c'est un état transitoire soumis à une pression structurelle vers l'un de ces deux pôles.

t₅ — Le seul équilibre instable. Peut-on imaginer un régime qui, indéfiniment, maintient l'équilibre au point $C = 1$, $A = 1$ en alternant entre recapture et libéralisation partielle ? Théoriquement oui. Empiriquement, cette oscillation est coûteuse (chaque recapture détruit de la croissance, chaque libéralisation crée des acteurs plus puissants), et elle produit une insta-

bilité croissante plutôt qu'un équilibre. Les régimes qui tentent cette oscillation finissent par choisir l'un des deux chemins — généralement après une crise (récession, contestation, choc externe).

12.5 — Le cas limite des Émirats et la définition de l'autonomie

Les monarchies du Golfe semblent contredire V. Elles exercent un contrôle politique fort, et pourtant elles maintiennent une économie ouverte avec une présence étrangère massive. La résolution du paradoxe tient à la définition précise de « autonomie économique réelle ».

Dans les Émirats, l'économie est ouverte pour les capitaux étrangers et pour une main-d'œuvre expatriée qui n'a ni droit de vote, ni droit de résidence permanente, ni possibilité de constituer une base politique. Les citoyens nationaux, qui seraient les seuls à pouvoir former des contre-pouvoirs politiques, bénéficient d'une rente distribuée par l'État — ce qui les place dans une dépendance structurelle qui reproduit exactement la fonction 3 décrite en 12.3.

Autrement dit : l'économie émiratie est ouverte pour les flux de capitaux mondiaux, mais l'autonomie économique *politiquement pertinente* — celle qui permettrait à des citoyens de financer une opposition — n'existe pas. La distinction est cruciale : V ne porte pas sur l'ouverture aux marchés internationaux, mais sur la capacité endogène des acteurs nationaux à construire une base matérielle indépendante du pouvoir.

12.6 — Définition opérationnelle : propriété conditionnelle et marché sous tutelle

L'hypothèse V définit l'autonomie économique réelle comme « la capacité effective d'acteurs non étatiques à accumuler des ressources indépendamment de la bienveillance de l'État. » Cette définition appelle une distinction que les cas du tableau 12.2 font apparaître mais que la formulation ne nomme pas encore. Elle mérite d'être posée explicitement, parce qu'elle ré-

pond à l'objection la plus courante face aux cas Pinochet, Corée du Sud ou monarchies du Golfe : « *mais ces pays avaient des entreprises privées — comment peut-on dire qu'il n'y avait pas d'autonomie ?* »

La propriété conditionnelle. Il y a propriété conditionnelle lorsque des droits de propriété existent formellement, mais restent révocables en fonction de la loyauté politique de leur détenteur envers le pouvoir en place. La propriété conditionnelle peut s'exercer normalement — tant qu'elle ne finance pas de contre-pouvoir. Elle cesse précisément là où l'hypothèse V la demande : au moment de la friction politique.

Trois cas illustrent le mécanisme. En 2003, Mikhaïl Khodorkovski, l'homme le plus riche de Russie, finance des partis d'opposition ; il perd Ioukos et passe dix ans en prison. En octobre 2020, Jack Ma critique publiquement la réglementation financière chinoise ; l'introduction en bourse d'Ant Group est gelée quarante-huit heures avant son lancement et Ma disparaît de la scène publique pendant plusieurs mois. En novembre 2017, deux cents princes, ministres et hommes d'affaires saoudiens sont convoqués au Ritz-Carlton de Riyad et relâchés contre des cessions d'actifs estimées à cent milliards de dollars — sans procès, sans appel, sans base légale publique. Dans les trois cas, la propriété était formellement privée. Dans les trois cas, elle n'était pas autonome.

Le marché sous tutelle. Il y a marché sous tutelle lorsque les mécanismes formels du marché — entreprises privées, système de prix, commerce international — existent, mais que l'allocation réelle des ressources est déterminée par la proximité politique plutôt que par la performance économique. Un marché sous tutelle n'est pas une économie planifiée : il peut produire de la croissance, afficher des statistiques d'ouverture libérales, attirer des capitaux étrangers. Mais la distribution de ses bénéfices suit la logique de la loyauté, pas celle du risque et de la valeur créée.

Les symptômes sont reconnaissables : licences d'exploitation accordées plus facilement aux proches du régime qu'aux concurrents les plus compétents ; appels d'offres formellement ouverts mais systématiquement remportés par les mêmes ; cré-

dit bancaire orienté par les connexions politiques plus sûrement que par les bilans ; règles du jeu modifiées selon les besoins du régime et non selon les besoins du marché.

Le test opérationnel. Pour distinguer marché réel et marché sous tutelle, une question suffit :

Peut-on s'enrichir dans ce pays en s'opposant ouvertement au pouvoir en place ?

Si oui — si des entrepreneurs peuvent financer des adversaires politiques, des médias critiques, des syndicats indépendants, sans représailles sur leur patrimoine — l'autonomie économique au sens de V est présente. Si non, l'économie est sous tutelle, quelle que soit son ouverture commerciale ou son PIB par habitant.

Ce test, appliqué aux cas du tableau 12.2, confirme les verdicts : ni la Russie post-1998, ni la Chine, ni les Émirats ne le passent. Le Chili de Pinochet le passait partiellement et de manière croissante — ce qui explique, mécaniquement, pourquoi la transition vers la démocratie y est devenue possible là où elle ne l'est pas à Cuba, dont le niveau de coercition initial était comparable mais dont l'économie n'a jamais produit de classe indépendante du pouvoir.

12.7 — Conclusion géométrique

L'espace politique à deux dimensions — coercition $\times$ autonomie économique — est un carré logique. Quatre quadrants sont *a priori* concevables.

La démonstration de ce chapitre établit que l'un de ces quadrants n'est pas simplement vide : il est structurellement instable, c'est-à-dire que toute position qui s'y trouve est soumise à une pression mécanique vers l'un des deux quadrants adjacents.

Le résultat géométrique est que l'espace habitable se réduit à un triangle. Non pas parce que les régimes font de mauvais choix, non pas parce que l'histoire a manqué d'exemples — mais parce que la coercition durable et l'autonomie économique réelle activent des mécanismes incompatibles. L'un tend à éroder l'autre — jusqu'à le rendre intenable.

Ce n'est pas une loi historique au sens déterministe. C'est une contrainte structurelle : comme un pont dont la géométrie rend certaines configurations de charge impossibles sans effondrement, la géométrie du pouvoir politique rend le quadrant haut-droit inhabitable sur le long terme.

Le triangle n'est pas une simplification arbitraire. C'est la forme que dessinent les données — jusqu'à preuve du contraire.

Chapitre XIII — Le quadrant vide

« — Y a-t-il un point sur lequel vous souhaiteriez attirer mon attention ? — L'incident curieux du chien dans la nuit. — Mais le chien n'a rien fait cette nuit-là. — C'était là l'incident curieux. »

— Arthur Conan Doyle, *The Memoirs of Sherlock Holmes*,
« *Silver Blaze* » (1892)

Nous avons les régimes. Nous avons la grille. Posons les uns sur l'autre — et regardons ce qui apparaît.

13.1 — La photographie

Les cinq chapitres d'analyse et l'inventaire du chapitre XI ont produit des trajectoires, des mécanismes, des durées. Faisons maintenant l'exercice inverse. Arrêtons le film. Regardons une photographie — un instantané de la grille avec tous les régimes posés dessus, chacun à un moment donné de son existence.

Notre grille a deux axes. L'axe horizontal mesure le degré de dirigisme : à gauche, le dirigisme maximal — l'État possède, planifie, distribue, prescrit ; à droite, l'autonomie maximale — l'État laisse les individus décider de leur vie économique, informationnelle, éducative, sociale. L'axe vertical mesure le degré de coercition : en bas, le consentement — élections libres, presse libre, droit de sortie ; en haut, la coercition maximale — parti unique, censure, police politique, interdiction de quitter.

Deux axes, quatre quadrants théoriques. Plaçons les régimes.

Quadrant haut-gauche : dirigisme + coercition. C'est le plus peuplé de la grille. On y trouve, en vrac : l'URSS, la Chine maoïste, Cuba, la Corée du Nord, le Vietnam, le Cambodge de Pol Pot, l'Éthiopie de Mengistu, l'Angola du MPLA, l'Albanie de

Hoxha, le Zimbabwe de Mugabe (chapitre VI). L'Espagne de Franco Phase 1, le Portugal de Salazar, le Chili de Pinochet Phase 1, la Corée du Sud de Park Phase 1, l'Iran des mollahs (chapitre VII). Les monarchies du Golfe, la Libye de Kadhafi, l'Irak de Saddam, la Turquie d'Erdoğan après 2013, la Russie de Poutine, l'Afrique du Sud de l'apartheid, la Hongrie d'Orbán (chapitre X).

Trente régimes. Trois continents. Huit décennies. Des étiquettes incompatibles — marxiste-léniniste, fasciste, baasiste, théocratique, monarchique, nationaliste, conservateur. Une seule zone sur la grille.

Les régimes ne sont pas tous au même point dans ce quadrant. La Corée du Nord est au coin extrême — dirigisme total, coercition totale. La Hongrie d'Orbán est plus proche du centre — dirigisme partiel (capitalisme de connivence, pas planification), coercition modérée (verrouillage institutionnel, pas camps de concentration). Mais tous sont dans la même zone : plus de dirigisme que d'autonomie, plus de coercition que de consentement.

Quadrant bas-gauche : dirigisme + consentement. Les pays nordiques du chapitre VIII : Suède, Danemark, Norvège, Finlande. Les Pays-Bas, la Suisse, la Nouvelle-Zélande. Dirigisme fiscal élevé — l'État prélève et redistribue entre 40 et 55 % du PIB. Coercition minimale — élections libres, presse libre, droit de sortie garanti, alternance effective.

Les positions varient à l'intérieur du quadrant. Le Danemark est plus à gauche sur l'axe dirigisme que la Suisse — plus de redistribution, plus de prélèvements. Les deux sont très bas sur l'axe coercition — pas à zéro (seul l'anarcho-capitalisme y serait, et encore seulement en théorie), mais proches du plancher : la coercition résiduelle est celle de tout État de droit, consentie et réversible par le vote.

Quadrant bas-droit : autonomie + consentement. Les régimes du chapitre IX : États-Unis, Estonie, Irlande, Israël, Géorgie post-Saakachvili, Japon, Argentine de Milei. Autonomie élevée — fiscalité modérée, État plus léger, initiative privée dominante. Consentement — démocratie consolidée.

Les positions varient ici aussi. L'Estonie est plus proche du coin autonomie maximale que le Japon, qui conserve un dirigisme par l'incitation. Mais tous partagent la même signature : faible dirigisme, faible coercition.

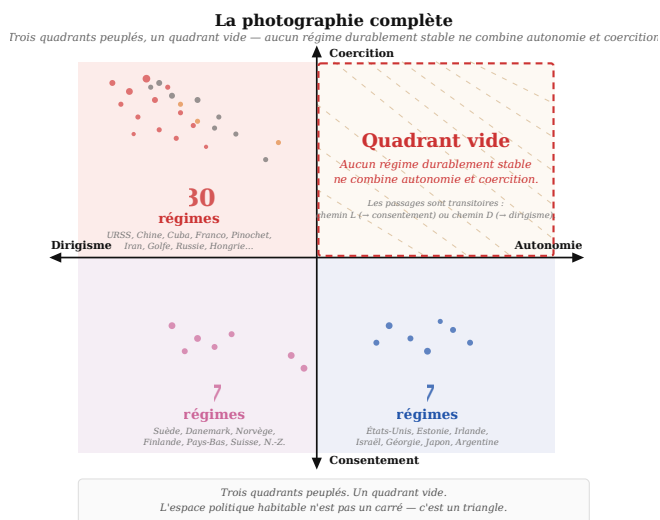


Figure 13.1 — Le quadrant vide

Quadrant haut-droit : autonomie + coercition. Un régime qui laisserait ses citoyens libres — entreprendre, posséder, commercer, s'informer, s'éduquer, s'associer — tout en les opprimant — ni vote, ni contestation, ni droit de quitter.

Ce quadrant apparaît vide — aucun régime durable ne l'occupe dans notre échantillon.

13.2 — Le quadrant vide

Pas « presque vide ». Pas « moins peuplé ». Structurellement vide — dans la mesure où aucun des dizaines de régimes examinés ne l'occupe durablement. Sur les dizaines de régimes que nous avons étudiés — couvrant trois continents, huit décennies, toutes les familles idéologiques — aucun n'occupe durablement cette position.

Certains y passent. L'Espagne de Franco après 1959 libéralise l'économie tout en maintenant la dictature — elle traverse la zone. Le Chili de Pinochet après 1975 fait de même. La Corée du Sud sous Park dans les années 1970 s'en approche. Mais aucun ne s'y installe. Le séjour est toujours transitoire — une génération au plus — avant que le régime bascule vers le consentement (Espagne, Chili, Corée du Sud) ou re-verrouille l'économie pour maintenir la coercition (Chine de Xi).

Le chapitre XI a identifié le couplage asymétrique : la coercition tend à s'appuyer sur le dirigisme, mais le dirigisme ne requiert pas la coercition. Ce couplage a une conséquence géométrique directe. Si la coercition ne parvient généralement pas à se maintenir sans le dirigisme, alors la zone « forte coercition + forte autonomie » est structurellement instable. Pas interdite par décret — rendue intenable par la mécanique.

Un régime coercitif a besoin de contrôler l'économie pour contrôler les gens — c'est son arme. S'il lâche l'arme en libéralisant, il perd progressivement le moyen de contraindre. Des citoyens autonomes deviennent des contre-pouvoirs : ils ont les ressources pour s'organiser, pour financer des médias, pour engager des avocats, pour partir. C'est le mécanisme qu'Albert Hirschman a formulé dès 1970 [26] dans un tout autre contexte — celui des entreprises et des organisations : quand la sortie (*exit*) est possible, la contestation (*voice*) devient efficace ; quand elle est bloquée, la loyauté (*loyalty*) devient subie. Le couplage asymétrique du triangle est la version politique de ce mécanisme. L'autonomie ne produit pas instantanément le consentement — le chapitre XI a montré un délai de 13 à 26 ans — mais elle le produit structurellement.

Inversement, un régime qui veut maintenir la coercition dans la durée a *intérêt* à contrôler l'économie. C'est exactement ce que font les régimes qui durent : l'URSS planifie tout pendant 69 ans, la Corée du Nord planifie tout depuis 77 ans, Cuba rationne depuis 65 ans, les monarchies du Golfe possèdent tout le pétrole. Et c'est exactement ce que fait la Chine de Xi quand elle re-verrouille l'économie après l'expérience Deng : elle a compris que la zone autonomie + coercition est un lieu de passage, pas de résidence.

13.3 — Les objections

Cinq cas méritent un examen spécifique.

La Chine post-Deng. C'est l'objection la plus fréquente. Depuis 1978, la Chine a libéralisé son économie tout en maintenant la coercition. N'est-ce pas la preuve qu'un régime peut occuper durablement le quadrant autonomie + coercition ?

Non — parce que la Chine n'est pas dans ce quadrant. L'État chinois possède le système bancaire, le foncier (toute la terre appartient à l'État ou aux collectivités), les secteurs stratégiques (énergie, télécoms, transports, défense). Les entreprises privées existent — mais sous licence révocable. Quand Jack Ma critique les régulateurs en 2020, Ant Group est démantelé en quelques semaines et Ma disparaît de la vie publique pendant des mois. Quand le secteur de l'éducation privée devient trop indépendant, le Parti le détruit par décret en 2021 — effaçant cent milliards de dollars de valeur boursière en une décision. La Heritage Foundation [51] classe la Chine *mostly unfree* — 154^e sur 176 pays en liberté économique.

Ce n'est pas une économie libre qui coexiste avec un régime coercitif. C'est un dirigisme qui utilise le marché comme outil — un thermostat que le Comité central règle à sa guise. La Chine n'occupe pas le quadrant vide. Elle est dans le quadrant dirigisme + coercition, avec un curseur un peu moins à gauche que la Corée du Nord — mais fermement dans la même zone.

Et quand la pression monte — quand la libéralisation partielle commence à créer exactement les effets prédits (classe moyenne exigeante, entrepreneurs trop visibles, Hong Kong trop libre) — le régime re-verrouille. La trajectoire sous Xi depuis 2012 est un déplacement *vers* plus de dirigisme, pas vers plus d'autonomie. Le Parti a compris le mécanisme. Il refuse d'entrer dans le quadrant vide — parce qu'il sait qu'on n'y reste pas.

Singapour. Autonomie maximale (1^{re} ou 2^e mondiale selon les classements) et coercition modérée (parti dominant, presse contrôlée, lois restrictives sur la contestation). N'est-ce pas un cas stable dans le quadrant vide ?

Singapour est le cas le plus intéressant — et le plus honnête à reconnaître comme cas limite. Deux observations. D’abord, la coercition singapourienne est *modérée*, pas maximale. On ne disparaît pas pour avoir critiqué le gouvernement — on perd un procès en diffamation. La différence avec la Corée du Nord ou l’Iran n’est pas de degré — elle est de nature. Singapour est un autoritarisme léger, pas un totalitarisme. Ensuite, la coercition *recule*. Les élections de 2011 et 2020 ont vu le parti au pouvoir perdre des voix et des sièges. L’espace public s’ouvre lentement. Le mouvement est exactement celui que le mécanisme prédit — seulement plus lent, parce que le succès économique et la petite taille du pays retardent la pression sans l’annuler.

Singapour n’est pas installée dans le quadrant vide. Elle le traverse — très lentement. Sa position est sur la frontière, et elle se déplace vers le consentement. Le tempo est différent. La direction est la même.

Les monarchies du Golfe. Elles projettent une image de libre entreprise — Dubaï, zones franches, absence d’impôt sur le revenu. N’est-ce pas de l’autonomie combinée avec la coercition ?

Non. L’État possède le pétrole — la source de toute richesse. Saudi Aramco appartient à l’État saoudien. Les revenus pétroliers financent entre 60 et 90 % du budget. Le citoyen ne paie pas d’impôt — mais il dépend entièrement de la redistribution de la rente. Les zones franches et les gratte-ciels sont des vitrines pour attirer les investissements étrangers — pas des signes d’autonomie des citoyens. L’absence d’impôt n’est pas de l’autonomie — c’est l’inversion du contrat fiscal démocratique : au lieu de *no taxation without representation*, c’est *no taxation, no representation*. Le citoyen du Golfe dépend de l’État, pas l’inverse. Les monarchies sont dans le quadrant dirigisme + coercition — financées par le pétrole au lieu du Gosplan, mais structurellement au même endroit.

Et ce positionnement est lui-même transitoire. Le contrat social des monarchies pétrolières — redistribution de la rente contre absence de représentation — repose sur une ressource finie. Quand le pétrole déclinera, ou quand les revenus ne suffi-

ront plus à financer le pacte, le régime devra soit trouver une autre source de rente (c'est le pari de *Vision 2030* en Arabie saoudite et de la diversification émiratie), soit accepter une fiscalité — et avec elle, la pression vers la représentation que la rente permettait d'éviter. Les monarchies du Golfe ne sont pas seulement dans le quadrant dirigiste aujourd'hui — elles y sont grâce à une circonstance géologique exceptionnelle dont la durée est par définition limitée. Ce sont, dans les termes du modèle, des régimes en sursis structurel — stables tant que la rente coule, mais dépourvus de mécanisme interne de succession pacifique le jour où elle tarira.

L'Iran. Les Gardiens de la Révolution (*Pasdaran*) contrôlent directement ou indirectement une part massive de l'économie iranienne — estimée entre 20 et 60 % selon les sources, à travers des fondations (*bonyads*), des entreprises de construction, des sociétés d'import-export, le secteur pétrolier. Le Guide suprême contrôle des fondations religieuses dont les actifs se chiffrent en dizaines de milliards de dollars, hors de tout contrôle parlementaire. Les entreprises privées existent mais opèrent sous la contrainte des sanctions, du clientélisme et de l'arbitraire judiciaire. L'Iran n'est pas dans le quadrant vide — c'est un dirigisme militaro-théocratique doublé d'une coercition permanente. Même quadrant que les autres, même mécanisme.

L'Afrique du Sud de l'apartheid. L'objection est subtile : les Blancs sud-africains vivaient dans une économie de marché ouverte — propriété privée, libre entreprise, bourse de Johannesburg, secteur minier capitaliste. La coercition s'exerçait sur la majorité noire, pas sur eux. N'est-ce pas un régime qui combine autonomie et coercition — au moins pour une fraction de la population ?

Non — parce que l'autonomie n'existait que pour la caste dirigeante. Le *Group Areas Act* assignait les lieux de résidence par race. Le *Bantu Education Act* contrôlait l'éducation des Noirs. Le *pass system* réglementait leurs déplacements. L'État décidait qui pouvait travailler où, habiter où, étudier quoi. Pour 80 % de la population, le dirigisme était total — économique, éducatif, spatial, social. La « libre entreprise » blanche repo-

sait sur un appareil de contrôle massif appliqué à la majorité. C'est le même mécanisme que l'Iran des Pasdaran ou les monarchies du Golfe : une caste élargie — ici définie par la race plutôt que par le clan ou le corps militaire — qui s'octroie des marges de manœuvre en maintenant le dirigisme sur tous les autres.

Un régime qui n'est « libre » que pour 20 % de sa population n'est pas dans le quadrant autonomie. Il est dans le quadrant dirigisme + coercition, avec une distribution inégale de la coercition. Et cette distribution inégale est elle-même du dirigisme — c'est l'État qui décide qui est libre et qui ne l'est pas.

Les cinq objections convergent. Aucun des candidats apparents au quadrant vide ne l'occupe réellement. Soit le régime n'est pas dans l'autonomie (Chine, Golfe, Iran, Afrique du Sud), soit il est sur la frontière et se déplace vers le consentement (Singapour). Le quadrant est vide — et il le reste.

13.4 — Vide ne veut pas dire impensable

Une précision s'impose — parce que le mot *vide* peut tromper.

Le quadrant est vide au niveau collectif. Aucun régime stable n'y réside. C'est le constat empirique des sections précédentes, et c'est la conséquence structurelle du couplage asymétrique. Mais au niveau individuel, le quadrant n'est ni vide ni interdit. Quelqu'un peut parfaitement y formuler une position — y croire. On peut concevoir un système qui maintiendrait l'ordre par la force tout en laissant les individus libres de commercer, d'entreprendre, de s'instruire. C'est une position théorique cohérente. C'est même, implicitement, la position de certains courants qui défendent à la fois la liberté économique et un État fort. On peut la penser, l'écrire, la défendre dans un débat.

Le problème ne se manifeste pas dans la théorie. Il se manifeste dans la pratique — au moment de réaliser cette combinaison. Dès que quelqu'un tente de l'appliquer, les forces structurelles du triangle le rattrapent. L'autonomie qu'il a laissée crée des citoyens capables de s'organiser, de financer des contre-

pouvoirs, de résister — et il devra soit étendre le dirigisme pour maintenir sa coercition, soit accepter que l'autonomie érode son contrôle et descende vers le consentement. C'est exactement le dilemme qu'ont affronté tous les régimes que nous avons observés dans la zone de transit du quadrant vide — Franco après 1959, Pinochet après 1975, Deng après 1978. Et c'est le dilemme que Xi a tranché en re-verrouillant : il a choisi de ne pas rester dans la zone instable.

Le quadrant vide est donc comme un col de montagne entre deux vallées — on peut y situer sa position sur une carte, on peut le désigner du doigt, on peut même commencer à y marcher. Mais on ne peut pas y construire une maison. La pente ramène toujours vers l'une des deux vallées — vers le triangle.

Cette distinction éclaire un point que le diagramme de Nolan [17] (chapitre V) ne permet pas de voir. Nolan dessine le quadrant « autoritaire de droite » comme une case habitable — un type de régime parmi quatre, aussi stable que les autres. Notre modèle dit le contraire : on peut s'y penser, on ne peut pas s'y installer. La différence entre le pensable et le praticable n'est pas un détail. C'est le mécanisme même qui produit le triangle.

13.5 — Du carré au triangle

Que faire d'un modèle à quatre quadrants dont l'un est vide ?

La première réaction est de garder le carré et d'annoter : « ce quadrant n'est pas occupé ». C'est ce que fait implicitement Nolan [17] (chapitre V) — il dessine quatre quadrants sans vérifier s'ils existent tous dans la réalité. Mais un modèle qui contient une zone impossible n'est pas un bon modèle. C'est un modèle qui décrit plus d'espace que la réalité n'en occupe. Il trompe par sa symétrie — il suggère quatre possibilités là où il n'en existe que trois.

La deuxième réaction est de supprimer le quadrant vide — de dessiner un carré avec un quart grisé, barré, interdit. C'est plus honnête, mais c'est inélégant. On dessine une forme, puis on en ampute un morceau. Le modèle porte un pansement — ce n'est pas une description, c'est une correction après coup.

La troisième réaction est de changer de forme.

Le couplage asymétrique l'impose : si la coercition ne parvient pas, dans les cas observés, à se maintenir sans le dirigisme, un quadrant est structurellement intenable — et la forme que dessinent les données n'est pas un carré. C'est un triangle.

Un triangle à trois sommets.

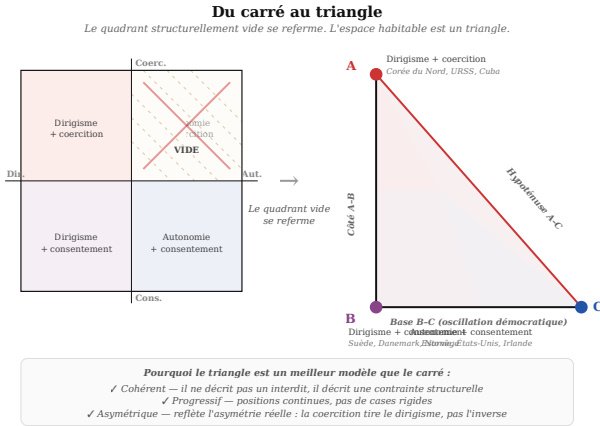


Figure 13.2 — Du carré au triangle

Sommet A : dirigisme maximal + coercition maximale. La Corée du Nord. L'URSS. Cuba. Le coin où l'État possède tout et contrôle tout — l'économie, l'information, les corps. C'est le totalitarisme pur, le verrouillage complet.

Sommet B : dirigisme fiscal + consentement. Le Danemark. La Suède. Le coin où l'État prélève et redistribue massivement — mais où les citoyens votent pour ce système, peuvent voter contre, et conservent toutes leurs libertés politiques. C'est le maximalisme consenti.

Sommet C : autonomie maximale + consentement. Le coin théorique où l'État n'intervient pas et où les libertés sont intactes — le minimalisme démocratique poussé à son terme. Aucun pays n'est au sommet C. L'Estonie, l'Irlande et la Nouvelle-Zélande en sont les plus proches, mais même l'Estonie prélève des impôts, maintient un service public, ne reconnaît

pas la sécession individuelle. Le sommet C est un attracteur, pas une adresse. Les régimes s'en approchent — aucun ne l'atteint. (Singapour a l'autonomie économique, mais pas le consentement politique — elle est sur la frontière du quadrant vide, pas au Sommet C.)

Le triangle relie ces trois sommets. Tous les régimes que nous avons étudiés se placent à l'intérieur de ce triangle ou sur ses côtés.

Le côté A-B — du totalitarisme au maximalisme consenti, à dirigisme élevé — est le chemin d'un régime qui s'ouvrirait politiquement sans libéraliser l'économie. Trajectoire rare. Les pays nordiques montrent que le point d'arrivée est viable — mais ils n'y sont pas arrivés par ce chemin. Ils ont construit leur État-providence *dans* la démocratie, pas *depuis* la dictature.

Le côté B-C — du dirigisme consenti à l'autonomie consentie, sans coercition — est le terrain de l'oscillation démocratique. C'est le chemin que parcourent les démocraties matures quand elles ajustent leur curseur économique : plus de redistribution (la Suède des années 1970) ou moins (le *Rogernomics* des années 1980, les réformes suédoises des années 1990). Sur ce côté, la coercition est minimale — seul le degré de dirigisme varie. C'est le thermostat démocratique.

Le côté A-C — la diagonale — est la trajectoire la plus fréquente et la plus documentée dans les cas de transition. C'est le chemin de Franco, de Pinochet, de Park : réduire le dirigisme *et* voir la coercition reculer. Sur cette diagonale, les deux mouvements sont couplés — l'autonomie croissante entraîne, avec un délai, le consentement. C'est le chemin que la Chine de Deng a commencé à parcourir avant que Xi ne fasse demi-tour.

Et le chemin qui fermerait le carré — celui qui passerait par le coin autonomie + coercition — n'existe pas. Il n'y a pas de passage par là. Le triangle est fermé par trois côtés, pas quatre.

Pourquoi le triangle est-il un meilleur modèle que le carré amputé ?

Parce qu'il est **cohérent**. Il ne décrit pas un interdit — il décrit une contrainte. Le carré amputé dit : « cette zone existe en théorie mais aucun régime ne l'occupe ». Le triangle dit : « cette zone n'existe pas ». La différence n'est pas cosmétique. Le carré amputé laisse penser qu'un régime *pourrait* un jour occuper le quadrant vide — qu'on n'a simplement pas encore trouvé le bon exemple. Le triangle dit que la recherche est vaine : la contrainte est structurelle, pas accidentelle.

Parce qu'il est **progressif**. Dans le carré, les régimes sont dans des quadrants — des cases. On est dans l'une ou dans l'autre. Le triangle abolit les cases. La position est continue. Un régime peut être plus ou moins proche de chaque sommet, se déplacer dans toutes les directions permises, occuper n'importe quel point à l'intérieur. Il n'y a pas de frontière entre « dirigiste » et « non dirigiste » — il y a un gradient. Pas de seuil entre « coercitif » et « non coercitif » — il y a un dégradé. Le triangle décrit un espace continu, pas une classification en tiroirs.

Parce qu'il est **moins arbitraire**. Le carré impose une symétrie que la réalité n'a pas. Quatre quadrants, quatre possibilités — c'est géométriquement élégant mais empiriquement faux. Le triangle élimine la fausse symétrie sans ajouter de complexité. Il a un sommet de moins et un côté de moins — il est plus simple que le carré, pas plus compliqué. Et sa forme asymétrique *reflète* l'asymétrie réelle du couplage : la coercion tire le dirigisme vers elle, mais l'autonomie ne tire pas la coercion.

13.6 — La forme de l'hypoténuse

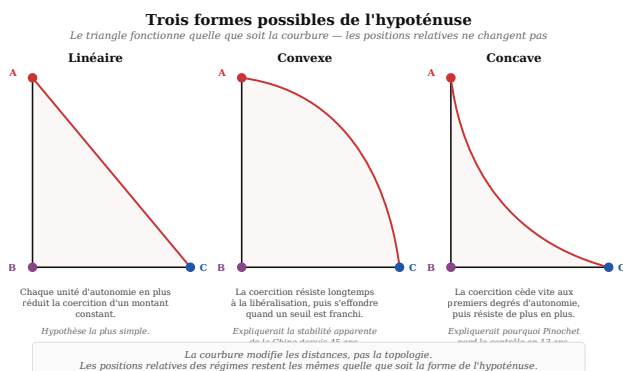


Figure 13.3 — Les trois hypoténuses

Le côté A-C du triangle — la diagonale qui relie le totalitarisme dirigiste à la démocratie libérale — est l'hypoténuse. Le triangle est rectangle : l'angle droit est en B, parce que le triangle est la moitié du carré, coupé le long de sa diagonale. L'hypoténuse A-C est le bord qui remplace le quadrant manquant. Sa forme mérite un mot.

Nous l'avons tracée comme une ligne droite. Cela signifie que la relation entre autonomie et coercition maximale soutenable est linéaire : chaque unité d'autonomie en plus réduit d'une quantité constante la coercition que le régime peut maintenir.

Cette linéarité est un choix, pas une démonstration.

L'hypoténuse pourrait être convexe — la coercition résiste longtemps à la libéralisation, puis s'effondre brutalement quand un seuil est franchi. La convexité expliquerait pourquoi la Chine semble stable depuis 45 ans malgré une libéralisation partielle — le seuil n'est pas encore atteint.

L'hypoténuse pourrait être concave — la coercition cède vite aux premiers degrés d'autonomie, puis résiste de plus en plus à mesure que le régime s'adapte. La concavité expliquerait pourquoi Pinochet perd le contrôle en seulement 13 ans — les premiers degrés d'autonomie sont les plus corrosifs.

Les deux hypothèses sont défendables. Mais le choix n'a pas d'importance pour notre propos. Que l'hypoténuse soit droite, convexe ou concave, elle ne fait qu'étirer ou comprimer le triangle — elle ne change pas les positions relatives des régimes. La Corée du Nord reste près du sommet A. L'Estonie reste la plus proche du sommet C — sans l'atteindre. Le Danemark reste près du sommet B. La Chine reste à l'intérieur du triangle, plus proche de A que de C. Singapour reste sur le bord, plus proche de C que de A. La courbure modifie les distances, pas la topologie.

Cette robustesse n'a d'ailleurs rien d'exotique — l'axe gauche-droite la possède aussi. On peut étirer l'axe à gauche, le comprimer à droite, le dilater au centre : les positions relatives ne changent pas. Personne ne s'en inquiète. Le triangle hérite de la même propriété, et elle le valide plutôt qu'elle ne l'affaiblit : comme tout modèle géométrique bien formé, il résiste aux déformations continues. Ce qui le distingue de l'axe, ce n'est pas sa robustesse — c'est sa dimensionnalité.

La ligne droite est donc l'hypothèse la plus simple — et la simplicité, ici, n'enlève rien. Le triangle fonctionne quelle que soit la courbure de son hypoténuse. Il est robuste à cette incertitude. Si un jour des données permettent de mesurer la courbure exacte, elles affineront le modèle sans le remettre en cause.

13.7 — Ce que le triangle montre

Le passage du carré au triangle n'est pas un exercice de géométrie. Il change ce qu'on voit.

Le carré montrait quatre possibilités. Le triangle en montre trois. La différence est politique, pas esthétique. Le carré laissait croire qu'un régime pouvait être coercitif sans être dirigiste — qu'une dictature pouvait laisser les gens libres de commercer, d'entreprendre, de s'informer, de s'éduquer, tout en leur refusant le vote, la contestation, la sortie. Le triangle dit : non. Cette combinaison n'existe pas dans la durée. Si vous voulez la coercition, vous avez besoin du dirigisme. Si vous lâchez le dirigisme, vous perdrez la coercition.

Le carré traitait les extrêmes comme symétriques. Le triangle révèle l'asymétrie. Le sommet A — totalitarisme dirigiste — n'a pas de symétrie. Il n'y a pas de « totalitarisme libéral ». Le côté B-C — l'oscillation démocratique entre plus et moins de dirigisme — n'a pas de symétrie non plus. Il n'y a pas d'oscillation entre deux formes de totalitarisme portant des étiquettes différentes. L'URSS et le Chili de Pinochet Phase 1 n'étaient pas aux « deux extrêmes » d'une même ligne — ils étaient au même sommet du triangle, avant que le Chili ne descende vers C pendant que l'URSS restait à A jusqu'à l'effondrement.

Le carré cachait la question la plus importante. Une fois le triangle posé, la question centrale n'est plus « ce régime est-il de gauche ou de droite ? » — elle est : « où est-il dans le triangle, et dans quelle direction se déplace-t-il ? » La position statique est utile — c'est l'objet de ce chapitre. Mais c'est le mouvement qui importe. Un régime au centre du triangle peut se diriger vers A (re-maximisation — Erdoğan, Poutine, Orbán), vers B (plus de redistribution dans un cadre démocratique — les social-démocraties d'après-guerre), ou vers C (libéralisation — l'Estonie, l'Irlande, le *Rogernomics* s'en approchent sans l'atteindre).

Et le mouvement vers A a une propriété que les autres n'ont pas : il est auto-renforçant. Plus le régime s'approche du sommet A, plus il acquiert les outils pour y rester — contrôle économique, appareil répressif, dépendance des citoyens. Mais ce n'est pas la seule force à l'œuvre. Le triangle a une gravité — et elle tire vers le haut. C'est l'objet des chapitres XV, XVI, XVII, XVIII et XIX.

13.8 — Ce que l'axe gauche-droite ne pouvait pas voir : les structures

Rien de ce qui précède n'est visible depuis le spectre gauche-droite. Rien.

Le quadrant vide ? L'axe ne peut pas le formuler. Sur une seule dimension, il n'y a pas de quadrant — il n'y a qu'une ligne, et toutes les positions sont *sur* la ligne. La question « peut-on

combiner autonomie économique et coercition politique ? » n'a pas de sens dans un modèle qui ne sépare pas les deux. Le spectre gauche-droite écrase l'économie et la liberté politique dans la même dimension — il ne peut donc pas découvrir qu'une combinaison est structurellement impossible.

Le triangle ? L'axe ne peut pas le produire. Un modèle à une dimension produit un segment, pas un triangle. Il ne peut pas révéler que trois positions existent et qu'une quatrième est vide — parce qu'il n'a pas la géométrie nécessaire pour poser la question. C'est comme chercher un continent sur une carte qui ne montre qu'une seule coordonnée : on ne peut pas trouver ce qu'on n'a pas les outils pour chercher.

Le couplage asymétrique ? L'axe ne peut pas le décrire. La coercition tend à s'appuyer sur le dirigisme, mais le dirigisme ne requiert pas la coercition — c'est une relation asymétrique entre deux variables distinctes. Sur une seule dimension, il n'y a pas de « relation entre variables ». Il n'y a qu'un curseur. L'asymétrie est invisible — et avec elle, tout le mécanisme qui produit le quadrant vide.

Les trajectoires ? L'axe ne peut pas les tracer. Quand Franco libéralise l'économie et que l'Espagne se démocratise, le spectre voit un « mouvement de la droite vers le centre » — une description vague qui ne capture ni le mécanisme (l'autonomie érode la coercition) ni le délai (13 à 26 ans) ni la direction (diagonale A-C). Quand la Suède ajuste son curseur fiscal dans les années 1990, le spectre voit la même chose — un « mouvement vers la droite » — alors que le phénomène est radicalement différent : une oscillation horizontale sur le côté B-C, sans changement de coercition. L'axe décrit deux événements incomparables avec le même mot. C'est la définition d'un outil qui ne distingue pas.

13.9 — Ce que l'axe gauche-droite ne pouvait pas voir : le Flatland politique

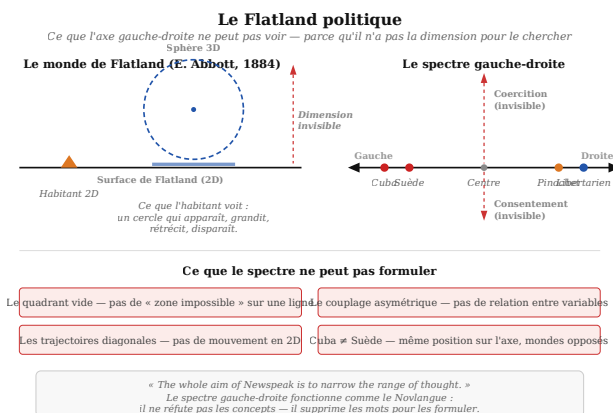


Figure 13.4 — Flatland politique

Dans *Flatland* d'Edwin Abbott (1884), un être en deux dimensions vit sur une surface plane, par exemple une feuille de papier : il perçoit la longueur et la largeur, mais la hauteur lui est inaccessible. Il ne perçoit pas ce qui est hors de la feuille — il n'a même pas l'idée que ce dehors existe. Quand une sphère traverse son monde, il ne voit qu'un cercle qui apparaît, grandit, puis disparaît — sans jamais concevoir l'objet tridimensionnel qui produit ce phénomène.

Notre débat public fonctionne de la même manière. Nous vivons dans un « Flatland politique » imposé par l'axe hérité de 1789 : une seule dimension, gauche-droite, et rien d'autre. Tant que la dimension coercition/consentement reste hors champ, certaines positions deviennent littéralement impensables — un libertarianisme anti-État et pourtant fortement solidaire sur base volontaire, un gaullisme étatiste et national-conservateur qui ne rentre dans aucune case linéaire. Ce que le cadre ne peut pas représenter, il le traite comme anomalie, puis le marginalise, le ridiculise, ou l'efface. Par ailleurs, le préfixe « extrême » a été ajouté pour couvrir ce que l'axe ne peut pas nommer — mais il masque plus qu'il n'explique.

Orwell l'avait compris avant tout le monde. Le Novlangue de 1984 ne vise pas à mentir — il vise à rendre certaines pensées impossibles : « *Don't you see that the whole aim of Newspeak is to narrow the range of thought? In the end we shall make thoughtcrime literally impossible, because there will be no words in which to express it.* » Ce qui ne se dit pas ne se pense pas. Le spectre gauche-droite fonctionne exactement comme le Novlangue — non pas en interdisant des idées, mais en supprimant les mots pour les formuler. « Quadrant vide », « couplage asymétrique », « trajectoire diagonale » — ces concepts n'existent pas dans le vocabulaire gauche-droite. Ils ne sont pas réfutés. Ils sont *impensables*.

13.10 — Ce que l'axe gauche-droite ne pouvait pas voir : les conséquences

Cette confusion a des conséquences concrètes. Prenons l'« extrême gauche ». Le mot recouvre deux réalités que le triangle sépare immédiatement : une gauche coercitive (sommet A — le léninisme, le maoïsme, le castrisme) et une gauche consentie (sommet B — le maximalisme nordique, les coopératives, les communes volontaires). Dans le triangle, ces deux positions sont aux antipodes — l'une en haut, l'autre en bas. Sur le spectre, elles occupent le même point. La même étiquette. Le même mot.

Cette confusion ne profite pas aux deux camps de manière égale. Les coercitifs l'exploitent — par nature. Ils peuvent se présenter comme la version « pure » ou « radicale » de ce que veulent les consentis, puisque le spectre ne distingue pas l'un de l'autre. Quiconque veut plus de redistribution *dans* la démocratie se retrouve sur le même axe que ceux qui veulent l'imposer *par* la dictature — et les seconds accusent les premiers d'être « moins purs », « réformistes », « traîtres à la cause ». L'étiquette commune masque le gouffre qui les sépare — et ce gouffre, c'est précisément l'axe vertical du triangle : la coercion. En écrasant la dimension verticale, le spectre rend invisible la seule distinction qui compte : celle entre forcer et convaincre. Et en la rendant invisible, il la rend indéfendable.

Et c'est pourquoi le spectre gauche-droite est statique. Il ne peut pas montrer le mouvement — parce qu'il n'a pas les dimensions pour le suivre. Il est vague — parce qu'il écrase dans un seul mot des phénomènes que seules deux dimensions séparent. Il est ambigu — parce qu'il place au même endroit (« l'extrême droite ») des régimes qui sont à des positions opposées du triangle (Pinochet Phase 2 descend vers C, Orbán remonte vers A). Il est faux — parce qu'il suggère une symétrie (deux extrêmes, un centre) là où la réalité est un triangle avec un sommet sans symétrie.

Le triangle est en place — et c'est ici que l'enquête change de nature. Les chapitres précédents ont déconstruit l'ancien modèle et posé les briques du nouveau. Ce chapitre a assemblé les briques en triangle. Les chapitres suivants vont le mettre en mouvement — et découvrir que ce mouvement a une direction privilégiée, une gravité, et des conséquences que l'axe ne pouvait pas soupçonner.

Chapitre XIV — La confirmation inattendue

« *La chose la plus incompréhensible à propos de l'univers, c'est qu'il soit compréhensible.* »

— *Albert Einstein, Physics and Reality, Journal of the Franklin Institute (1936)*

Le triangle n'est pas seulement une construction logique. Il est mesurable — mais avec des instruments qui n'ont pas été conçus pour lui.

Aucun des indices utilisés ici n'a été créé pour tester ce modèle. Ils ont été produits pour d'autres usages, par des institutions différentes, selon des méthodologies distinctes. Les mobiliser pour mesurer les axes du triangle, c'est un peu comme vouloir équiper une voiture d'un moteur de locomotive : la puissance est là, mais le châssis n'a pas été prévu pour ça. On mesure une distance avec une brosse à dent — l'outil est réel, la mesure est réelle, mais rien dans sa conception ne prévoyait cet usage. C'est précisément pourquoi les résultats de l'annexe A sont troublants — littéralement incroyables, surtout si on se rappelle que l'hypoténuse du triangle est elle-même une approximation rectiligne dessinée à la règle, par convention. La preuve empirique la plus forte de cet essai est construite avec des outils qui n'ont pas été faits pour lui. C'est ce qui la rend remarquable.

14.1 — Les indices retenus

Certains de ces indices peuvent être mobilisés pour approcher l'axe coercition/consentement — sans avoir été conçus pour cela : le *Freedom in the World* de Freedom House, l'*Indice de démocratie* de l'EIU, le *V-Dem libéral* de l'Université de Göteborg et le *Voice & Accountability* des Worldwide Governance

Indicateurs de la Banque mondiale. D'autres peuvent être mobilisés pour approcher l'axe périmètre de l'État — avec la même réserve : l'*Index of Economic Freedom* de la Heritage Foundation, l'*Economic Freedom of the World* du Fraser Institute, la part des dépenses publiques dans le PIB (OCDE/Banque mondiale), l'*Indice de perception de la corruption* de Transparency International et la *Qualité réglementaire* des Worldwide Governance Indicators de la Banque mondiale. Plusieurs indices au total — aucun conçu pour ce modèle, aucun conçu pour être croisé avec les autres. De multiples combinaisons individuelles entre les indices de coercition et les indices de liberté économique formelle, plus un mode composite qui mobilise l'ensemble des indices du périmètre selon la logique du maillon le plus contraignant.

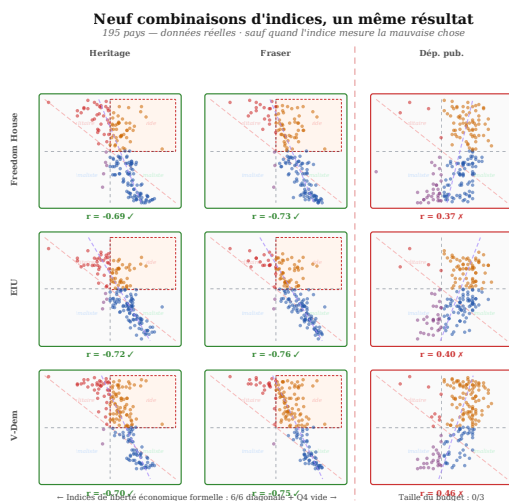


Figure 14.1 — Neuf combinaisons d'indices

14.2 — Ce que les données montrent

Sur l'ensemble des pays du corpus, plusieurs de ces combinaisons montrent une corrélation forte ($r \approx 0,70-0,80$) : plus un régime est coercitif selon n'importe lequel des indices politiques, moins il est autonome économiquement selon Heritage ou Fraser. La Suisse se place en bas à droite. La Corée du Nord en haut à gauche. La France plus à gauche que le

Royaume-Uni, mais tous deux en bas. La Russie et la Chine en haut à gauche, malgré des scores Heritage et Fraser qui semblent les sous-estimer — précisément parce que ces indices mesurent la liberté formelle, pas le contrôle réel. Les pays s'organisent là où le triangle les prédit. Personne n'occupe le quadrant impossible.

Les combinaisons impliquant les dépenses publiques montrent une corrélation faible ($r \approx 0,18$) — et c'est peut-être le résultat le plus contre-intuitif de tout l'essai. Le périmètre de l'État ne se mesure pas par le budget : il se mesure par le contrôle. La Chine dépense peu en proportion de son PIB et dirige tout. La France dépense beaucoup et reste libre. Ce résultat désamorce l'objection la plus prévisible — « votre triangle est un artefact libertarien, il dit juste que plus d'État = pire ». Non : le triangle ne mesure pas la taille de l'État. Il mesure la nature du contrôle. La distinction entre taille fiscale et coercition réelle — que le triangle formalise — est confirmée par les données qui tentent de l'infirmier.

L'outil interactif propose un second mode de coloration.

En basculant de « Position » à « Résultat », chaque pays est coloré selon un indice de bien-être indépendant : bonheur (World Happiness Report), développement humain (IDH), espérance de vie ou mortalité infantile. Le gradient va du rouge (pire) au vert (meilleur) ; les pays sans donnée pour la métrique choisie apparaissent en gris et peuvent être masqués via une case à cocher. La tendance générale est visible : les meilleurs résultats se concentrent vers le bas à droite du graphe, les pires vers le haut à gauche. Ce ne sont pas les mêmes indices qui positionnent les pays et qui les colorent — la corrélation entre position politique et résultat de bien-être émerge de sources dépendantes.

Un point remarquable mérite d'être noté. Le corpus ne fait aucune concession : il couvre l'ensemble des pays pour lesquels les indices sont disponibles. Aucun pays n'a été sélectionné, aucun n'a été exclu, aucun filtre n'a été appliqué. Et les indices qui les placent sur le graphe n'ont pas davantage été conçus pour être confrontés les uns aux autres : chacun a été produit pour ses propres fins, selon sa propre méthodologie,

sans aucune intention de croisement. Double détournement d'usage, donc — des outils non prévus pour les axes du triangle, mis en regard les uns des autres sur un graphe qu'ils n'ont pas été faits pour habiter. Et pourtant : un grand nombre de ces combinaisons produisent une corrélation forte, un quadrant vide et une structure triangulaire conforme au modèle. Ce résultat ne peut être attribué ni à une sélection de cas favorables, ni à un biais d'échantillonnage : le corpus est exhaustif. La convergence émerge de la totalité des données disponibles — et elle résiste à chaque indice, à chaque combinaison, à chaque pays ajouté.

14.3 — La marge de manœuvre

Une dernière observation concerne la position des régimes coercitifs. L'hypoténuse du triangle est une convention — une droite arbitraire, pas une loi physique. Les régimes proches du sommet A ne sont pas nécessairement cloués à ce point : ils disposent d'une certaine marge de manœuvre. Plusieurs facteurs semblent expliquer cet écart toléré. La terreur généralisée, comme celle qu'a exercée le régime iranien lors de la répression des soulèvements de décembre 2025-janvier 2026, comprime la contestation sans requérir un dirigisme absolu. La terreur ciblée, chirurgicale — la disparition de Jack Ma en 2020, l'humiliation publique de Hu Jintao lors du congrès de 2022 — montre qu'une punition exemplaire à haute visibilité peut maintenir la discipline sans mobilisation de masse. Le nationalisme et le sentiment du bien commun cultivés par certains régimes — Chine, Vietnam, Russie — leur confèrent une adhésion partielle qui dispense d'une coercition totale. La religion politique joue un rôle analogue : l'islam comme ciment de légitimité sous Erdoğan permet à la Turquie de maintenir une économie relativement ouverte tout en consolidant le contrôle politique — un régime qui s'étire nettement vers la droite du triangle sans perdre en coercition (le nationalisme y contribue également : la question kurde comme ennemi intérieur permanent, le néo-ottomanisme comme récit de grandeur retrouvée, le pan-turquisme vers l'Asie centrale, etc.).

Mais le plus frappant, dans les données, est la *direction de cette marge*. Elle est nettement horizontale. À partir du sommet A, les régimes coercitifs se dispersent latéralement : la coercition reste élevée, mais le périmètre de l'État varie. Ce pattern n'est pas symétrique : l'inverse n'est pas observé. Plus de coercition permet de réduire le périmètre de l'État — c'est exactement ce qu'expriment les facteurs précités : la terreur et l'adhésion dispensent du contrôle total. Mais moins de coercition ne semble pas autoriser un périmètre maximal : aucun régime à dirigisme élevé n'apparaît dans les données sans coercition élevée. C'est le quadrant vide revu sous un angle dynamique — non plus comme une case absente dans la grille, mais comme une asymétrie dans le nuage de points. La coercition est la variable dominante au sommet du triangle : elle est nécessaire pour y accéder, et elle autorise une certaine latitude sur le périmètre. Le dirigisme seul n'y suffit pas.

Cette liste n'est sans doute pas exhaustive. Ces facteurs mériteraient une étude dédiée — qui dépasse le cadre de cet essai. Pour celui-ci, il suffit d'établir que le lien est réel. Et même avec des indices imparfaits pour le modèle, c'est fait.

14.4 — Conclusion

Cette convergence n'est pas rhétorique. Elle ne dépend pas du choix des exemples. Elle émerge de plusieurs indices indépendants, croisés en de multiples combinaisons, aucun n'ayant été conçu pour ce modèle. Elle ne prouve pas que le triangle est le seul modèle possible — mais elle interdit de le rejeter d'un revers de la main. Les détails méthodologiques, les positions de l'ensemble des pays et un outil interactif permettant d'explorer librement toutes les combinaisons sont disponibles en appendice — *Validation empirique par les indices*.

Chapitre XV — Les dynamiques du triangle : la dérive verticale

« Au-dessus [des citoyens] s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance. »

— Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique, tome II, 4^e partie, ch. VI (1840)

Le triangle est posé — trois sommets, un quadrant vide, une géométrie qui remplace l'axe. Mais un triangle statique n'est qu'une carte. Ce qui importe, c'est le mouvement. Et le premier mouvement à comprendre est celui que personne ne planifie, que personne ne décide, et qui se produit pourtant dans presque toutes les démocraties : la dérive verticale.

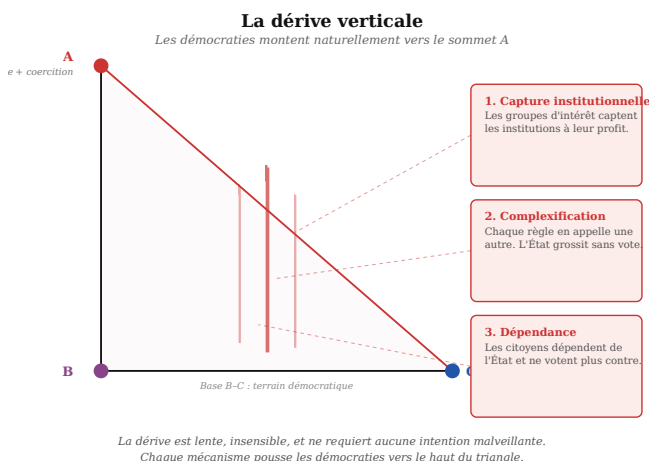


Figure 15.1 — La dérive verticale

15.1 — Le penchant naturel des élites

Tout groupe au pouvoir — élu, nommé, coopté — tend à accroître son contrôle. Ce n'est pas une conspiration. C'est un gradient.

Un problème apparaît — réel ou perçu. Les gouvernants doivent réagir. Et la réaction la plus immédiate, pour qui détient le pouvoir, est d'en utiliser davantage. Une crise sanitaire ? Des pouvoirs d'urgence. Une fraude fiscale ? Une couche de régulation. Un scandale alimentaire ? Une agence de contrôle. Chaque réponse est individuellement raisonnable. L'accumulation ne l'est pas.

Ce penchant n'est pas propre à un camp. Les élites de « gauche » l'exercent par la redistribution obligatoire, la planification, le contrôle des prix. Les élites de « droite » par la sécurité nationale, la surveillance, le protectionnisme. Les étiquettes changent. Le mouvement est le même : vers le haut du triangle.

Et il ne requiert aucune intention malveillante. Il suffit que chaque décideur choisisse la solution qui augmente marginalement son contrôle plutôt que celle qui le réduit. Il est toujours

plus facile d'ajouter une règle que d'en supprimer une, de créer un bureau que de le fermer, d'étendre une compétence que de la rendre. La dérive verticale est la pente par défaut des systèmes où les décideurs ne sont pas structurellement contraints de restituer le pouvoir.

15.2 — Trois mécanismes : capture, complexification, dépendance

La capture réglementaire. Stigler l'a formalisé en 1971 : les agences de régulation finissent par servir les intérêts des secteurs qu'elles régulent. Les régulés ont un intérêt concentré à influencer le régulateur ; les citoyens un intérêt diffus à le surveiller. L'intérêt concentré gagne. La régulation protège les acteurs en place contre la concurrence — et chaque règle capturée appelle une nouvelle règle pour corriger ses effets, qui sera capturée à son tour.

La complexification. Chaque loi crée des cas limites. Chaque cas limite exige un décret. Chaque décret crée des interprétations divergentes. Le Code général des impôts français comptait 1 800 articles en 1980 — plus de 4 000 aujourd'hui. La complexité elle-même devient une barrière : seuls les acteurs assez grands pour payer des avocats peuvent naviguer dans le labyrinthe. Les petits sont éliminés non par la concurrence, mais par la régulation.

La dépendance. Plus l'État intervient, plus les citoyens en dépendent. Plus ils en dépendent, plus ils demandent d'intervention. Un agriculteur subventionné ne peut pas voter contre les subventions — il en mourrait. La dépendance ne crée pas de la gratitude — elle crée de l'anxiété. Et l'anxiété demande plus de protection. La boucle est auto-renforçante.

Les trois mécanismes opèrent simultanément, se renforcent mutuellement, et produisent un résultat unique : la montée dans le triangle. Lente, imperceptible année après année, mais cumulative sur une génération.

15.3 — Les garde-fous qui fonctionnent

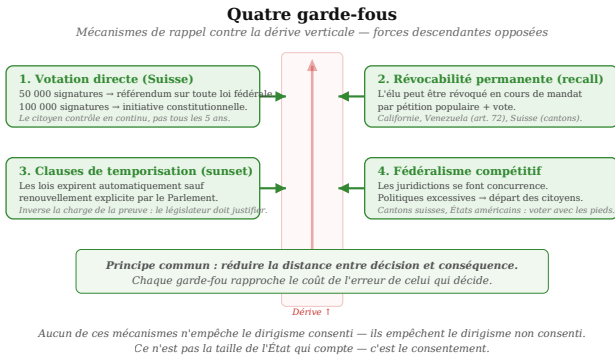


Figure 15.2 — Quatre garde-fous

La dérive n'est pas une fatalité. Certaines démocraties l'ont freinée — non par la vertu de leurs dirigeants, mais par la mécanique de leurs institutions.

La votation suisse. 50 000 signatures en 100 jours déclenchent un référendum sur toute loi fédérale. Les élus légifèrent en sachant qu'ils seront contrôlés — pas dans quatre ans, mais dans quatre mois.

Le recall. Un élu peut être révoqué en cours de mandat par pétition populaire. Le gouverneur Gray Davis l'a appris en 2003. La prochaine élection n'est pas dans quatre ans — elle est à tout moment.

Les sunset clauses. Certaines lois expirent automatiquement sauf reconduction explicite. Le mécanisme inverse la charge de la preuve : ce n'est plus au citoyen de démontrer qu'une loi est inutile, c'est au législateur de prouver qu'elle reste nécessaire.

Le fédéralisme compétitif. Quand les juridictions sont en concurrence — cantons suisses, États américains — l'excès de l'une pousse les citoyens vers l'autre. La Californie perd des contribuables au profit du Texas. Le fédéralisme compétitif ne supprime pas la dérive — il la sanctionne.

Ce que ces quatre mécanismes partagent : ils ne dépendent pas de la bonne volonté des gouvernants. Ils fonctionnent *contre* la volonté des gouvernants — c'est précisément leur raison d'être.

15.4 — Pourquoi ces garde-fous sont si rares

Parce que les installer exige que les gouvernants acceptent de limiter leur propre pouvoir. Et les gouvernants ne limitent leur propre pouvoir que dans deux circonstances : quand ils y sont forcés (une révolution, un effondrement) ou quand ils ne réalisent pas ce qu'ils font.

La démocratie représentative sans mécanisme de rappel est un chèque en blanc renouvelable. Le citoyen vote tous les quatre ou cinq ans. Entre deux élections, la dérive opère sans frein. Les constitutions limitent le pouvoir en théorie — mais qui interprète la constitution ? Des juges nommés par le pouvoir. La séparation des pouvoirs crée des frictions, pas des barrières : quand les trois pouvoirs sont alimentés par le même vivier de hauts fonctionnaires, la séparation est organique, la culture est commune.

Le verrouillage emprunte trois voies, souvent simultanées. La contrainte directe : lois d'exception, purges judiciaires — Erdoğan après 2016, 150 000 fonctionnaires purgés. La cooptation : nominations partisans, portes tournantes entre pouvoir et régulateurs. L'entrisme : infiltration méthodique des corps intermédiaires — magistrature, universités, médias publics — par des courants qui y installent leurs cadres avant même d'arriver au pouvoir. Les trois se renforcent mutuellement. Le résultat est le même : la montée dans le triangle.

Pire : quand les citoyens parviennent à s'exprimer directement, le résultat peut être contourné. En 2005, les Français rejettent le Traité constitutionnel — 55 % de non. Les Néerlandais aussi — 61 % de non. Deux ans plus tard, l'essentiel est repris dans le Traité de Lisbonne, ratifié par voie parlementaire. Quand le peuple vote « mal », on ne lui repose plus la question.

15.5 — La dérive dans le triangle

Sur le triangle, la dérive verticale pousse les régimes de la base B-C vers le haut — vers l'hypoténuse, pas directement vers A. La distinction est essentielle. Un régime qui dérive verticalement ne change pas de profil économique : une social-démocratie monte vers le côté A-B, une démocratie libérale vers le côté A-C. Le mouvement est silencieux dans les démocraties matures — en France, le poids de l'État dans le PIB passe de 35 % à 57 % entre 1960 et 2023 sans que personne ne vote pour cette trajectoire. Il est rapide dans les démocraties fragiles — Erdoğan en vingt ans, Orbán en quatorze, Chávez en quinze.

Et c'est ici que le triangle révèle ce que l'axe cache. La dérive n'est pas « vers la droite » ou « vers la gauche ». C'est un mouvement vers le haut. Erdoğan et Maduro montent tous les deux — l'un vers le côté A-C, l'autre vers le côté A-B. Sur l'axe, ils sont aux antipodes. Dans le triangle, ils montent en parallèle et s'éloignent de la base démocratique.

L'axe gauche-droite est structurellement aveugle à la dérive verticale. « Dérive verticale » — le concept n'existe pas sur une ligne horizontale. Les citoyens sentent la dérive — ils sentent que les décisions leur échappent, que les élus ne les écoutent plus, que le système se referme. Mais le seul vocabulaire disponible est « gauche » et « droite ». Alors ils votent pour des « antisystème » qui montent dans le triangle exactement comme les autres. Ils s'abstiennent. Ils désespèrent. La désaffection démocratique n'est pas un mystère — c'est le résultat prévisible d'un diagnostic rendu impossible par l'outil qui prétend le formuler.

La dérive verticale est la première force du triangle. Il en existe une seconde — celle qui entraîne les régimes en diagonale vers le sommet A, par une logique interne qui s'auto-alimente.

Chapitre XVI — Les dynamiques du triangle : la dérive diagonale

« *Le négatif, la démolition, peut être décrété ; le positif, la construction, ne peut pas l'être.* »

— Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, ch. 6 (1918, publ. 1922)

La dérive verticale pousse les démocraties vers le haut par inertie — chaque régime monte sur son versant sans changer de profil économique. Mais que se passe-t-il quand la pression vers le haut est suffisamment forte pour changer aussi le profil économique ? Ce chapitre décrit la seconde force : la dérive diagonale — le mouvement qui pousse les régimes non seulement vers le haut, mais vers le sommet A.

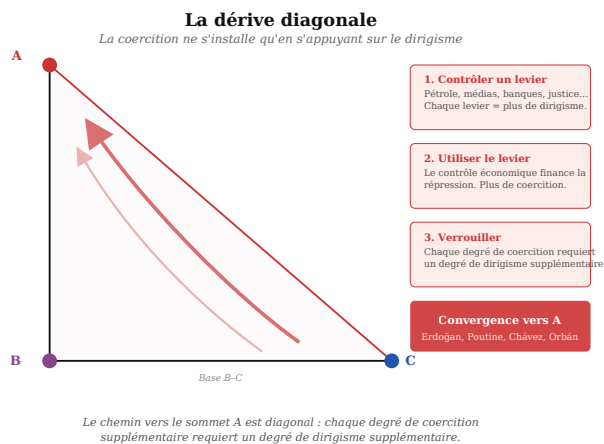


Figure 16.1 — La dérive diagonale

16.1 — Pourquoi monter exige de dériver vers le dirigisme

Les chapitres XII et XIII ont établi un fait : aucun régime observé ne maintient durablement une forte coercition sans dirigisme. La coercition a besoin d'outils. Et ces outils sont économiques.

Pour surveiller, il faut contrôler les télécoms — obliger les opérateurs à livrer les données, imposer des backdoors. C'est du dirigisme. Pour réprimer une opposition, il faut couper ses financements — geler des comptes, saisir des actifs. C'est du dirigisme. Pour contrôler l'information, il faut contrôler les entreprises médiatiques — par la propriété, les licences, la publicité d'État. C'est du dirigisme. Un dictateur qui laisse les citoyens posséder, entreprendre, commercer librement se retrouve face à des gens qui ont les ressources pour résister.

C'est pourquoi un régime qui veut augmenter sa coercition doit d'abord augmenter son dirigisme. La séquence n'est pas « plus de coercition, puis plus de dirigisme ». C'est : « plus de dirigisme *pour* plus de coercition ». Le dirigisme est le carburant de la coercition — pas son sous-produit.

La Turquie d'Erdoğan l'illustre parfaitement. En 2002, la Turquie est une démocratie avec une économie relativement libre. Pour contrôler, Erdoğan doit d'abord acquérir les leviers. Il place des proches à la tête des entreprises publiques. Il utilise les régulateurs fiscaux comme arme contre les médias (le groupe Doğan, amende record en 2009, rachat forcé en 2018). Il confisque les biens des partisans de Gülen après 2016. Chaque étape de coercition est *précédée* d'une étape de dirigisme. Le dirigisme ouvre la voie — la coercition suit.

16.2 — Le diagnostic correct comme déclencheur

Si la dépendance structurelle entre coercition et dirigisme explique la direction de la dérive, qu'est-ce qui explique son déclenchement ? La réponse est presque toujours la même : un diagnostic correct.

Les bolcheviks diagnostiquent correctement l'exploitation des ouvriers par l'aristocratie russe. Castro diagnostique correctement la corruption de Batista. Chávez diagnostique correctement l'obscène inégalité vénézuélienne. Khomeini diagnostique correctement la brutalité de la SAVAK. Tous partent d'un constat que leurs adversaires eux-mêmes ne peuvent pas nier.

C'est la force du diagnostic juste : il immunise le mouvement contre la critique initiale. « Vous êtes contre la révolution ? Alors vous êtes pour l'exploitation. » Le diagnostic correct devient un bouclier moral — et ce bouclier protège le remède, quel qu'il soit.

Le problème n'est jamais le diagnostic. Le problème est le remède. Et le remède est toujours le même : plus de contrôle étatique. Nationaliser. Redistribuer par décret. Fixer les prix. La structure du pouvoir l'impose : agir vers le haut exige d'agir vers le dirigisme. Les alternatives (dispenser le pouvoir, favoriser l'autonomie) exigeraient de descendre dans le triangle, alors que la pression est de monter.

16.3 — L'aggravation mécanique et l'escalade obligatoire

Le remède dirigiste aggrave le problème qu'il prétend résoudre — non par accident, mais par mécanique.

Le contrôle des prix crée des pénuries. Quand le Venezuela fixe le prix du lait en dessous du coût de production, les producteurs cessent de produire. Les rayons se vident — non parce qu'il manque des vaches, mais parce que le prix fixé rend la production déficitaire. La redistribution forcée crée des passagers clandestins. Quand Cuba garantit un salaire indépendant de la productivité, le travailleur rationnel réduit son effort. La planification centrale crée des distorsions. Quand l'URSS planifie la production de clous au poids, les usines produisent des clous géants et inutilisables. Quand elle planifie au nombre, des clous minuscules. L'information dont le planificateur a besoin est précisément celle que le marché libre produit spontanément — et que la planification détruit en le remplaçant.

L'autocorrection est impossible. Admettre l'erreur, c'est perdre le pouvoir — aucune élite ne fait ce diagnostic contre elle-même (Gorbatchev l'a fait ; il a perdu le pouvoir). L'information remonte déformée — les subordonnés ont intérêt à mentir, les rapports sont optimistes, Staline croyait sincèrement que la collectivisation fonctionnait. Et les alternatives ont été supprimées — le dirigisme a brûlé les ponts derrière lui.

Puisque l'autocorrection est impossible, la seule option est la fuite en avant. Plus de contrôle pour compenser les effets du contrôle précédent : le contrôle des prix crée des pénuries → contrôler la distribution → crée un marché noir → contrôler les déplacements → crée de la contrebande → contrôler les frontières. Chaque couche appelle la suivante. Plus de redistribution d'une richesse déclinante — le Venezuela redistribuait la rente pétrolière ; quand la rente s'est effondrée, il redistribuait la misère. Et la désignation d'ennemis pour expliquer l'échec sans remettre en cause le remède : les koulaks en URSS, les « gusanos » à Cuba, les « escuálidos » au Venezuela. La désignation d'ennemis n'est pas un excès du système — c'est sa soupape de sécurité. Sans ennemis désignés, l'échec serait imputable au remède lui-même. Et cette conclusion est interdite.

16.4 — Trois vitesses, une direction

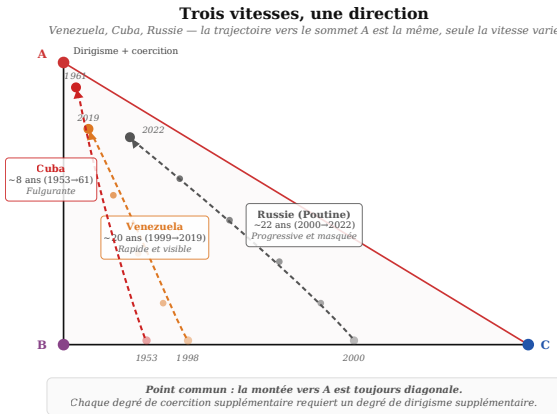


Figure 16.2 — Trois vitesses, une direction

La vitesse varie. La direction ne varie pas.

Le Venezuela — vitesse rapide. En 1998, Chávez est élu dans une démocratie fonctionnelle. En 2002, il contrôle le pétrole. En 2007, les médias. En 2012, l'économie. En 2018, Maduro contrôle les élections. Vingt ans de remontée le long de l'hypoténuse. La rente pétrolière a masqué l'échec du dirigisme plus longtemps. Quand le pétrole s'est effondré, il ne restait plus que la coercition.

Cuba — vitesse fulgurante. Castro prend le pouvoir en 1959. En 1961, il nationalise l'économie. En 1968, il ferme les derniers commerces privés. Moins de dix ans pour atteindre le sommet A — et six décennies pour y rester, parce que le régime a détruit toutes les alternatives et créé une dépendance totale.

La Russie — vitesse lente. En 2000, Poutine commence la remontée. En 2008, il contrôle les médias. En 2014, la politique étrangère. En 2022, l'économie de guerre. Vingt-deux ans pour remonter ce qu'Eltsine avait mis dix ans à descendre. Chaque tour de vis sécuritaire est précédé d'une prise de contrôle économique — les oligarques mis au pas, Gazprom renationalisé. La contrainte de l'hypoténuse en acte.

Ce que ces trois trajectoires partagent : aucune ne s'est inversée de l'intérieur. La dérive diagonale ne se desserre pas spontanément. Il faut un choc externe (effondrement soviétique), un acte de lucidité exceptionnel (Gorbatchev), ou une résistance institutionnelle que le régime n'a pas encore réussi à supprimer.

Deux forces, deux mécanismes. La dérive verticale pousse les démocraties vers le haut par inertie. La dérive diagonale pousse les régimes vers le sommet A par escalade logique. Les deux sont distinctes par leur mécanisme mais convergentes par leur effet : elles poussent vers le haut du triangle. Mais un fait empirique semble contredire cette convergence : les indices de liberté économique montrent que les régimes coercitifs se dispersent horizontalement, pas qu'ils convergent. Le

chapitre XVII démontre que cette dispersion est un artefact de mesure — et c'est ici qu'il faut marquer une pause dans la mécanique pour traiter une objection.

Chapitre XVII — Les dynamiques du triangle : le cluster totalitaire

« *Il n’y a pas de droits civils que les marchés puissent conférer.* »

— *Amartya Sen, Development as Freedom, ch. 6 (1999)*

La dérive diagonale dit : la coercition exige le dirigisme. Mais un fait empirique semble la contredire. Les indices de liberté économique — Heritage, Fraser — montrent que les régimes coercitifs ne se concentrent pas au sommet A. Ils se dispersent sur toute la largeur du quadrant totalitaire. De la Corée du Nord (extrême gauche dirigiste) aux Émirats Arabes Unis (9^e rang mondial sur Heritage, 2024), la bande des régimes à forte coercition s’étale horizontalement.

Ce chapitre démontre que cette dispersion est un artefact de mesure. Les indices mesurent les règles formelles — fiscalité, réglementations, droit de propriété tel qu’il est écrit. Mais dans les régimes coercitifs, les règles formelles sont sans importance. Ce qui compte, c’est le pouvoir informel de les annuler à tout moment. Et ce pouvoir-là, aucun indice ne le capture.

17.1 — Ce que Heritage mesure — et ce qu’il ne voit pas

L’indice Heritage note douze dimensions : droits de propriété, intégrité judiciaire, charge fiscale, dépenses publiques, liberté commerciale, etc. Chacune mesure une règle formelle — des données objectives, quantifiables, comparables entre pays.

Mais aucune ne mesure la question qui détermine la réalité économique dans un régime coercitif : *le pouvoir peut-il prendre ce que tu possèdes ?* Heritage mesure le droit de propriété tel qu’il est écrit dans la loi. Il ne mesure pas la capacité

du régime à ignorer cette loi quand il le souhaite. Il ne mesure pas la disparition de Jack Ma. Il ne mesure pas le Ritz-Carlton de MBS. Il ne mesure pas l'expulsion des Asiatiques par Amin Dada.

Heritage voit des règles. Le régime coercitif opère au-delà des règles. L'indice est structurellement aveugle à la forme de contrôle qui définit ces régimes.

17.2 — Les pétromonarchies du Golfe : la captation ploutocratique

Les Émirats Arabes Unis occupent le 9^e rang mondial de Heritage (2024) — devant le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon. Dubaï est une vitrine de capitalisme débridé. Et Freedom House leur attribue 17/100 — « non libre ». Pas de Parlement élu, pas de partis, pas de syndicats. Des travailleurs migrants — 88 % de la population — sans droits civiques et sous *kafala*.

Heritage voit la fiscalité. Il ne voit pas que les familles régnantes *sont* l'économie. Les Al Nahyane à Abu Dhabi, les Al Maktoum à Dubaï ne régulent pas le marché — ils le possèdent. Les entreprises étrangères opèrent par concession dynastique. La « liberté économique » existe dans un périmètre défini par le pouvoir, révoquant par le pouvoir. Ce n'est pas de l'autonomie — c'est de la tolérance.

L'Arabie Saoudite de Mohammed ben Salmane rend le mécanisme plus visible encore. En novembre 2017, MBS fait enfermer des dizaines de princes et d'hommes d'affaires au Ritz-Carlton de Riyad. Plus de 100 milliards de dollars récupérés — sans procédure, sans procès. Le prince héritier prend ce qu'il veut, à qui il veut, quand il veut. Heritage ne peut pas encoder ça. Puis Jamal Khashoggi est assassiné et démembré dans un consulat (2018). Le message est double : politique (ne critique pas le prince) et économique (ne crois pas que ta richesse te protège). Tu possèdes tant que le prince le tolère. La propriété n'est pas un droit — c'est une concession.

17.3 — La Chine de Xi : la menace physique comme dirigisme invisible

En octobre 2020, Jack Ma prononce un discours critique du système bancaire chinois. Il disparaît de la vie publique pendant trois mois. Alibaba est condamnée à une amende record. Ant Group est démantelée. L'homme le plus riche de Chine — l'incarnation du « miracle économique » — est réduit au silence par un coup de téléphone.

Pas besoin de nationaliser Alibaba pour que cette entreprise soit sous contrôle. Il suffit de pouvoir faire disparaître son fondateur. Le Parti n'a pas besoin de planification centrale. Il a besoin de la capacité de détruire n'importe quel acteur économique à tout moment. Et cette capacité, aucun indice ne la mesure.

Les 1,4 milliard de Chinois vivent dans un système où ils peuvent acheter un iPhone mais pas lire le New York Times, créer une entreprise mais pas créer un parti, voyager à l'étranger mais pas critiquer le Secrétaire général sur WeChat. Ce n'est pas de la liberté économique. C'est de l'activité économique tolérée — et la tolérance est révoquant sans préavis, sans procédure, sans recours.

La Chine de Deng n'a pas « libéralisé » l'économie. Elle a remplacé un dirigisme visible (planification centrale) par un dirigisme invisible (menace physique, emprise directe sur les acteurs). Heritage ne voit que la disparition du premier. Il est aveugle au second.

17.4 — Le masque et ses variations

Le même mécanisme se décline partout dans le cluster — avec des niveaux de sophistication variables.

Quand le masque est sophistiqué, la façade des règles formelles est maintenue. La **Russie de Poutine** est un système féodal où chaque fortune est un fief révoquant — tu es riche parce que le Kremlin le tolère. Les oligarques qui ont compris (Abramovitch, Potanine) prospèrent ; ceux qui n'ont

pas compris (Khodorkovski) font dix ans de camp. Le **Rwanda de Kagame** a reconstruit une économie ouverte — Heritage lui attribue un score supérieur à celui de nombreuses démocraties africaines. Mais l’homme d’affaires qui déplaît disparaît. L’économie n’est pas libre — elle est disciplinée par la peur. **Singapour** pousse le système à son point le plus achevé : 89,7 sur Heritage, première du monde — et 80 % de la population en logements publics, médias aux ordres, opposants ruinés par des procès en diffamation.

Quand le masque tombe, la réalité du cluster apparaît dans toute sa brutalité. **Amin Dada** expulse 80 000 Asiatiques en un décret (1972) — une communauté économique entière effacée du jour au lendemain. **Mugabe** exproprie les fermiers blancs par la violence (2000) — la loi vient après, pour régulariser ce qui a été pris par la force. Jack Ma est le fermier du Zimbabwe en costume Armani. Le Ritz-Carlton est le décret d’Amin Dada avec service d’étage. La différence est de degré, pas de nature.

17.5 — L’artefact — et ce qui reste quand on le corrige

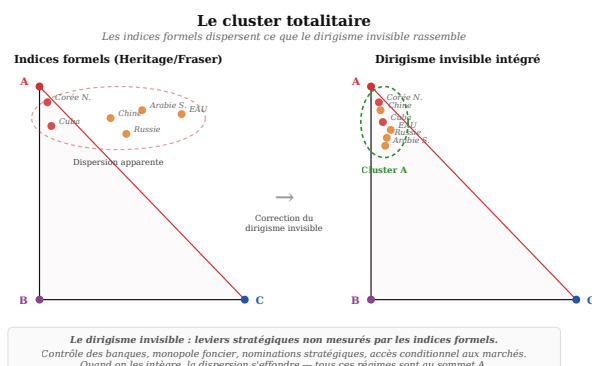


Figure 17.1 — Le cluster totalitaire

Le cluster apparent — des régimes totalitaires « étalés » de gauche à droite — est une illusion optique produite par des instruments conçus pour des sociétés où les règles comptent. Dans les démocraties, Heritage fonctionne : le taux d’imposition et les régulations sont les vrais déterminants de la liberté

économique, parce que le pouvoir ne peut pas les ignorer impunément. Dans les régimes coercitifs, ces indicateurs deviennent de la décoration institutionnelle. Aucun indice occidental ne capture « le président peut te faire disparaître ». Aucun indice ne quantifie « ta fortune est un fief révocable ».

Mais l'artefact n'explique pas tout. Même en corrigeant les biais, une dispersion réelle — plus modeste — subsiste. Certains régimes coercitifs maintiennent réellement un espace économique plus ouvert que d'autres. Pourquoi ? Parce qu'ils disposent de suppléments de cohésion qui réduisent leur besoin de dirigisme total.

La rente extractive. Un régime assis sur le pétrole n'a pas besoin de contrôler toute l'économie — il contrôle la source de la rente et redistribue. Les EAU, l'Arabie Saoudite, l'Azerbaïdjan : le dirigisme se concentre sur l'extraction ; le reste est de la décoration. Contre-exemple révélateur : quand la rente vénézuélienne s'effondre, le dirigisme s'étend à tout — plus d'autre source de cohésion.

La cohésion nationale-culturelle. Un régime dont la population partage une identité forte bénéficie d'un consentement supplémentaire qui ne vient pas du contrôle économique. La Turquie d'Erdoğan, l'Iran post-révolutionnaire : l'identité partagée produit un « nous » que la planification centrale n'a pas besoin de fabriquer.

Le projet impérial. La domination soude le groupe dominant. La Russie par la projection sur l'Ukraine, la Chine par la « grande renaissance » (Tibet, Xinjiang, Taïwan), l'Allemagne nazie par le Lebensraum. La promesse impériale crée une cohésion qui tolère un capitalisme industriel subordonné — les Krupp continuent d'opérer parce que la cohésion vient de la domination promise, pas du contrôle économique direct.

Un régime coercitif sans rente, sans cohésion culturelle forte, sans projet impérial est poussé plus vite vers le dirigisme total — Corée du Nord, Cuba. Un régime avec ces suppléments peut maintenir un espace économique plus large — non parce qu'il est « plus libre », mais parce que sa cohésion vient d'ailleurs. La dérive diagonale reste vraie. Sa pente varie.

Le cluster totalitaire ne complique pas la dérive diagonale — il la confirme par un chemin inattendu. La coercition exige le dirigisme. Toujours. Mais le dirigisme ne prend pas toujours la même forme. Dans les régimes que Heritage qualifie d'« économiquement libres », le contrôle ne passe plus par la planification — il passe par la menace directe : tu possèdes tant que je le tolère. Le dirigisme est toujours là. Il a simplement changé de vêtements — et les indices occidentaux ne reconnaissent pas son nouveau costume.

Le spectre gauche-droite voit la Chine comme un « virage à droite ». Il voit l'Arabie Saoudite comme une « ouverture ». Il prédit que le mouvement horizontal mènera à la descente. Il a tort depuis quarante ans — et il a tort parce qu'il ne décrit pas le bon mouvement. Ces pays n'ont pas « bougé vers la droite ». Ils ont changé la forme de leur contrôle. Le triangle voit ce que le spectre ne peut pas voir : ils sont tous en haut. Et la question qui s'impose est : peuvent-ils descendre ? C'est l'objet du chapitre XVIII.

Chapitre XVIII — Les dynamiques du triangle : la contrainte de descente

« Ce n'est pas assez de détruire, il faut savoir ce qu'on met à la place. »

— Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, neuvième époque (1795)

Un régime coercitif peut-il simplement « lâcher la coercition » — ouvrir la presse, autoriser les partis, libérer les prisonniers politiques — tout en gardant son appareil dirigiste intact ? La descente verticale pure — réduire la coercition sans toucher au dirigisme — est-elle possible ?

Ce chapitre répond non. La descente est nécessairement diagonale. Pour descendre, il faut démanteler — et ce qu'il faut démanteler, c'est précisément l'appareil dirigiste qui soutient la coercition.

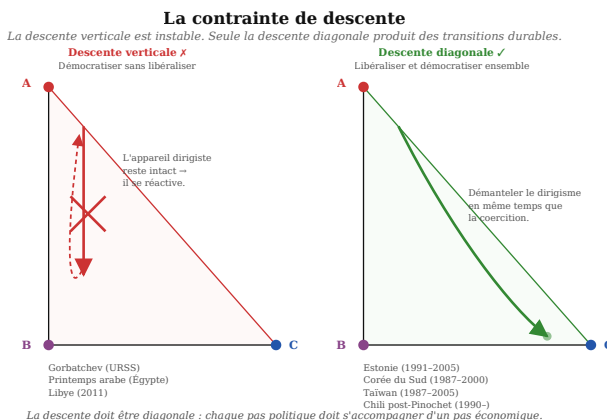


Figure 18.1 — La contrainte de descente

18.1 — Gorbatchev et la démonstration par l'échec

L'Union soviétique de Mikhaïl Gorbatchev est le plus grand laboratoire historique de la descente verticale pure.

En 1985, Gorbatchev hérite d'un système au sommet A. Il lance deux réformes. La *glasnost* réduit la coercition : liberté de presse progressive, fin de la censure, libération de dissidents. La *perestroïka* est censée réformer le dirigisme — mais timidement, sans le démanteler. L'idée est que le système peut être desserré politiquement sans être démonté économiquement. Réduire la coercition. Garder le plan. Humaniser le socialisme.

Le résultat est un effondrement. La *glasnost* supprime la coercition qui maintenait le système. Mais le système dirigiste — la Gosplan, les entreprises d'État, les kolkhozes — est toujours là. Et sans coercition pour le faire fonctionner, il se grippe. Les directeurs d'usine, libérés de la peur, détournent les ressources. Les républiques, libérées de la censure, exigent l'indépendance. Les citoyens, libérés de l'interdiction de critiquer, constatent que le système ne fonctionne pas — et le disent.

Gorbatchev a tenté la descente verticale : moins de coercition, même dirigisme. Le résultat n'a pas été un socialisme à visage humain. Le résultat a été la dissolution de l'URSS en 1991.

La leçon est structurelle. Un système fortement dirigiste ne peut fonctionner que par la coercition. La planification centrale exige l'obéissance — des directeurs qui exécutent les quotas, des travailleurs qui restent à leur poste, des citoyens qui acceptent les pénuries. Sans la peur, l'obéissance disparaît. Sans l'obéissance, le plan s'effondre. Gorbatchev n'a pas mal exécuté sa réforme — il a découvert une impossibilité structurelle.

La Constitution soviétique en fournit la preuve la plus contre-intuitive. Dès 1936 (article 17), repris dans la Constitution de 1977 (article 72), le texte garantissait le droit de sécession des républiques. Pendant plus de cinquante ans, ce droit était aussi fictif que les élections au Soviet suprême — personne ne pouvait l'invoquer sans finir en camp. Puis Gorbatchev desserre la

coercition. Et le droit théorique devient le levier juridique par lequel les républiques sortent. L'Estonie, la Lituanie, la Lettonie invoquent le texte soviétique lui-même pour justifier leur indépendance. Le cliquet se retourne : le droit dormait dans la Constitution, attendant que le système s'affaiblisse assez pour qu'on ose l'invoquer. En 1990, Gorbatchev tente de refermer la porte — la loi de sécession impose un référendum à deux tiers, une période de transition de cinq ans, l'approbation du Congrès. Les Baltes l'ignorent. Quand la coercition a cédé, la procédure ne suffit plus. Ce n'est pas la Constitution qui était fausse — c'est la coercition qui la rendait inopérante. Quand la coercition disparaît, le texte reprend vie.

18.2 — La rechute quand l'appareil survit

L'effondrement de l'URSS ne produit pas une descente réussie — il produit un chaos suivi d'une rechute. Et cette rechute illustre le second mécanisme : quand l'appareil dirigiste survit au desserrement de la coercition, il peut être réactivé.

Eltisine hérite en 1991 d'un État formellement démocratique. Presse libre, élections réelles. Mais l'appareil dirigiste est partiellement intact. Les « oligarques » des privatisations des années 1990 ne créent pas un marché libre — ils créent un capitalisme de connivence où chaque fortune dépend du pouvoir politique. Le FSB (héritier du KGB) conserve sa structure, ses fichiers, ses réseaux. L'appareil judiciaire reste soumis.

Quand Poutine arrive en 2000, il n'a pas besoin de construire un appareil coercitif. Il n'a qu'à réactiver celui qui existait. Khodorkovski emprisonné en 2003 — message reçu par tous les oligarques. NTV reprise en 2001. Journalistes assassinés. Lois sur les « agents étrangers ». Le Parlement devient chambre d'enregistrement. En moins de dix ans, la Russie remonte dans le triangle — sans révolution, sans coup d'État, simplement en réactivant l'infrastructure que la transition n'avait pas démantelée.

La contrainte est confirmée : une descente qui ne démantèle pas l'appareil dirigiste est réversible. Le cliquet n'a pas été cassé — il a été momentanément desserré. Et un cliquet desserré peut être resserré.

18.3 — Le gradient post-soviétique : un test naturel

En 1991, cinq pays sortent du même système au même moment : Estonie, Lituanie, Lettonie, Ukraine, Biélorussie. Mêmes institutions héritées, même date de départ. Trente ans plus tard, leurs trajectoires couvrent tout le spectre prédit par la contrainte de descente. Pourquoi ?

L'explication culturelle invoque « l'identité nationale ». Mais dire qu'un pays a libéralisé parce qu'il avait une identité forte, c'est décrire, pas expliquer. Ce qu'on appelle « identité nationale forte » est, concrètement, un ensemble de réseaux que le pouvoir ne contrôle pas : une langue que l'appareil d'État ne parle pas, une Église qui a ses propres hiérarchies, une mémoire d'indépendance qui fournit un modèle alternatif, une diaspora qui envoie de l'argent et des idées. Ces réseaux sont exactement ce dont une opposition a besoin pour se coordonner — une infrastructure de coordination déjà en place au moment où le régime s'effondre.

Pays	Réseaux autonomes en 1991	Trajectoire
Estonie	Denses (langue, mémoire, diaspora)	Descente diagonale rapide
Lituanie	Denses (idem + Église catholique)	Descente diagonale rapide
Lettonie	Présents mais dilués (40 % russophones)	Descente lente
Ukraine	Fracturés (ouest denses, est faibles)	Oscillation → descente après 2022

Pays	Réseaux autonomes en 1991	Trajectoire
Biélorussie	Quasi absents	Recapture par défaut

Là où l'infrastructure de coordination existait, la recapture autoritaire était trop coûteuse. Là où elle n'existait pas, l'autoritarisme s'est installé sans combat. Cinq trajectoires, une variable — avec la rigueur d'une quasi-expérience naturelle.

L'effet post-soviétique déborde l'Europe. La **Mongolie**, satellite soviétique depuis 1924, se démocratise pacifiquement en 1990-1992 — pas parce qu'une classe moyenne l'exige, mais parce que le garant externe (l'URSS) a disparu et que le régime n'a plus les moyens de sa coercition. Le **Bénin** suit le même schéma depuis l'Afrique : le régime marxiste-léniniste de Kérékou perd son soutien soviétique et accepte une Conférence nationale en 1990 — la première du genre sur le continent. Même mécanisme, deux continents : le garant externe disparaît, le régime cède. La question ensuite est toujours la même : la descente tient-elle sans démantèlement de l'appareil interne ? Dans les petits pays sans complexe militaro-industriel ni rente pétrolière — Mongolie, Bénin — l'appareil est léger, il y a moins de leviers à réactiver, et la démocratie tient mieux.

18.4 — Le Printemps arabe : la preuve par la rechute

Le Printemps arabe de 2011 est un test grandeur nature de la descente verticale — involontaire, chaotique, mais instructif.

L'Égypte. Moubarak tombe. Morsi est élu. Mais l'appareil dirigeant — l'armée qui contrôle 25 à 40 % de l'économie, le système judiciaire loyal, la bureaucratie tentaculaire — reste intact. En 2013, Sissi reprend le pouvoir. La coercition revient plus forte qu'avant. L'appareil n'avait pas été démantelé. Il s'est remis en marche.

La Libye. Kadhafi est renversé et tué. La coercition disparaît d'un coup. Mais l'appareil dirigiste — système tribal, milices, réseaux clientélistes — se fragmente au lieu de se dissoudre. Deux gouvernements rivaux, guerre civile. La coercition n'a pas été réduite — elle a été dispersée.

La Tunisie. Le seul « succès » apparent. Ben Ali tombe, constitution adoptée, élections libres. L'appareil tunisien est plus léger que celui de l'Égypte — moins d'entreprises d'État, pas d'armée économique. La descente tient dix ans — puis Kaïs Saïed suspend le Parlement en 2021 et concentre les pouvoirs. La Tunisie confirme la contrainte dans les deux sens : la descente tient plus longtemps parce que l'appareil est plus léger, et la remontée finit par se produire parce que les leviers institutionnels n'ont pas été suffisamment dispersés.

18.5 — Les descentes qui tiennent : le démantèlement comme condition

Trois tentatives, trois rechutes. L'Égypte remonte en deux ans. La Libye se fragmente. La Tunisie tient dix ans puis recule. Et pourtant, certains régimes ont descendu — et sont restés en bas. Qu'ont-ils fait de différent ?

La réponse est la même dans chaque cas : ils n'ont pas seulement réduit la coercition — ils ont démantelé les leviers dirigistes qui la soutenaient. Le chapitre XIX reprendra ces cas sous l'angle du cliquet. Ici, le point est la mécanique de la descente elle-même.

L'Estonie ne se contente pas de quitter l'URSS politiquement. Elle supprime les outils de la coercition : privatisation rapide, monnaie propre, flat tax, administration numérique qui rend le contrôle bureaucratique structurellement difficile. Un État numérique transparent est un État qui ne peut pas facilement redevenir opaque.

La Corée du Sud (1987-2000) ne se contente pas d'élections libres. Les *chaebols* sont progressivement séparés de l'État, le système bancaire restructuré après 1997 par plus de transparence, l'armée renvoyée dans ses casernes et ses entreprises lui sont retirées.

Taïwan suit le même chemin. Levée de la loi martiale (1987) et libéralisation économique, entreprises du Kuomintang séparées du parti, médias libérés. Chaque étape politique accompagnée d'une étape économique.

Le Chili post-Pinochet est instructif par contraste. La Concertación hérite d'une dictature qui a déjà libéralisé l'économie. Le dirigisme est faible. La descente politique tient précisément parce que l'appareil économique avait été réduit. Pinochet avait involontairement facilité la transition en supprimant lui-même les leviers dirigistes.

18.6 — L'exception scandinave n'en est pas une

Le lecteur objectera : les pays nordiques sont fortement dirigistes (dépenses publiques supérieures à 50 % du PIB) et pourtant peu coercitifs. Ne prouvent-ils pas que dirigisme élevé et coercition basse sont compatibles ?

Oui — mais les pays nordiques n'ont pas *descendu* depuis le haut. Ils n'ont jamais été coercitifs. Leur dirigisme s'est construit depuis la base du triangle — dans un cadre de consentement, par le vote, avec des institutions de contrôle (ombudsman, transparence publique, démocratie syndicale). La question n'est pas « peut-on être dirigiste et non coercitif ? » — la réponse est oui. La question est « peut-on *descendre* de la coercition en gardant le dirigisme intact ? » — et la réponse est non, parce que le dirigisme d'un régime qui a été coercitif est *contaminé*. Les entreprises d'État ont servi à la répression. Les banques ont gelé les comptes des dissidents. Les médias publics ont été des organes de propagande. Ce dirigisme-là ne peut pas être « reprogrammé » en dirigisme consensuel par décret. Il doit être démantelé et, s'il doit exister, reconstruit sur d'autres fondations.

Le dirigisme suédois n'est pas le dirigisme russe. Même niveau de dépenses publiques, institutions radicalement différentes. On ne passe pas du second au premier en gardant les institutions intactes et en changeant seulement l'intention.

18.7 — La contrainte formalisée

Thèse : Pour qu'une descente soit durable, le régime doit réduire simultanément sa coercition *et* les leviers dirigistes qui la soutiennent. La descente verticale pure est structurellement instable — elle laisse en place l'infrastructure qui permet la remontée.

L'asymétrie avec la montée est subtile mais cruciale. La montée *consomme* du dirigisme — elle en a besoin pour avancer. La descente doit *détruire* du dirigisme — non pas parce que le dirigisme est mauvais en soi, mais parce que tant qu'il existe, il constitue un arsenal que le prochain aspirant à la coercition peut saisir.

La vitesse compte : un démantèlement rapide empêche les groupes d'intérêt de préserver leurs leviers (Rogernomics, Laar). Un démantèlement lent permet la réactivation — chaque levier non encore démantelé est un levier que le prochain leader peut saisir. Et le design institutionnel compte plus que l'intention : une constitution démocratique avec un appareil dirigiste intact est une invitation à l'autoritarisme. Une constitution avec des institutions qui rendent le dirigisme structurellement coûteux (transparence numérique, fédéralisme fiscal, presse financièrement autonome) est une architecture de descente.

Chapitre XIX — Les dynamiques du triangle : synthèse et cliquets

« *A republic, if you can keep it.* »

— *Benjamin Franklin, Convention constitutionnelle (1787)*

Les quatre chapitres précédents ont décrit quatre forces. La dérive verticale (chapitre XV) pousse les démocraties vers le haut par inertie. La dérive diagonale (chapitre XVI) pousse les régimes vers le sommet A par escalade logique. Le cluster totalitaire (chapitre XVII) montre que la « liberté économique » des régimes coercitifs est un artefact de mesure. La contrainte de descente (chapitre XVIII) ferme le piège : on ne redescend pas sans démanteler.

Quatre forces, un même résultat : les régimes montent plus facilement qu'ils ne descendent. Ce chapitre explique pourquoi — et ce mot *pourquoi* est la question la plus importante du livre. La réponse tient en un concept : le cliquet.

19.1 — Le cliquet : quand la dérive devient irréversible

Un cliquet est un mécanisme qui tourne dans un sens et bloque dans l'autre. Un treuil monte la charge ; la roue à rochet l'empêche de redescendre. Chaque cran gagné est un cran verrouillé.

Le mécanisme du cliquet

Chaque pas vers le sommet A rend le retour plus difficile — le cliquet ne tourne que dans un sens

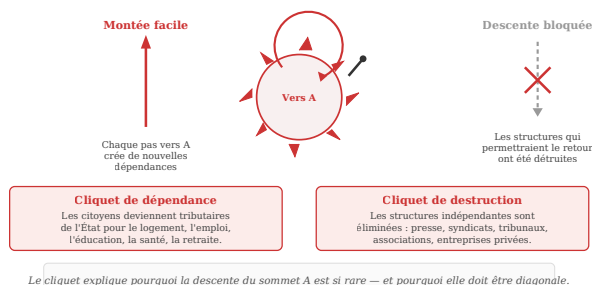


Figure 19.1 — Le mécanisme du cliquet

Les deux dérives produisent des cliquets — par des mécanismes différents.

Le cliquet de la dérive verticale est la dépendance.

Chaque intervention de l'État crée des bénéficiaires. Chaque bénéficiaire défend l'intervention. Supprimer une subvention agricole, c'est affronter les agriculteurs subventionnés. Simplifier le code des impôts, c'est affronter les avocats fiscalistes, les conseillers patrimoniaux, les entreprises qui exploitent les niches. Fermer une agence de régulation, c'est affronter ses fonctionnaires, ses syndicats, ses fournisseurs. Chaque intervention a des coûts diffus (répartis sur tous les contribuables) et des bénéfices concentrés (captés par un groupe identifiable). Les bénéficiaires se battent. Les contribuables haussent les épaules. Le cliquet tient.

C'est le *ratchet effect* de Robert Higgs : les dépenses publiques montent en temps de crise, ne redescendent pas en temps de paix. Le New Deal crée des agences « temporaires » dans les années 1930 — elles existent toujours. L'état d'urgence français de 2015 devait durer douze jours — ses dispositions essentielles sont devenues permanentes en 2017. Le PATRIOT Act de 2001 devait expirer — il a été renouvelé, élargi, et ses mécanismes de surveillance ont survécu sous d'autres noms. Le cliquet ne se desserre pas — il faut le casser.

Le cliquet de la dérive diagonale est la destruction des alternatives. Chaque étape de l'escalade dirigiste supprime une option de retour. Nationaliser une industrie, c'est détruire le tissu d'entreprises privées qui la composait — et ce tissu ne se reconstitue pas par décret. Fermer la presse libre, c'est disperser les journalistes, démanteler les rédactions, perdre le savoir-faire — et une presse ne se reconstruit pas en un jour. Abolir le marché, c'est supprimer les signaux de prix — et une économie ne retrouve pas ses prix d'équilibre en un mois. Le dirigisme brûle les ponts derrière lui. Chaque pont brûlé est un cran de cliquet.

Cuba illustre les deux cliquets combinés. Le cliquet de dépendance : chaque Cubain reçoit sa *libreta* de l'État — nourriture, logement, éducation, santé. Supprimer le rationnement sans alternative, c'est affamer la population. Le cliquet de destruction : il n'y a plus de secteur privé à relancer, plus de marché à restaurer, plus de classe entrepreneuriale à mobiliser. Les deux cliquets se renforcent : la dépendance rend les citoyens incapables de survivre sans l'État, et la destruction des alternatives rend l'État incapable de les libérer. Le verrouillage est double — et c'est pourquoi Cuba reste au sommet A depuis six décennies sans que personne ne l'y maintienne par la force brute. Le régime se maintient par l'impossibilité de faire autrement.

19.2 — L'asymétrie fondamentale : monter est le défaut, descendre est l'exploit

Monter dans le triangle ne requiert rien. Ni plan. Ni conspiration. Ni méchanceté. Il suffit de laisser faire — laisser les élites accumuler du contrôle, laisser la régulation se complexifier, laisser la dépendance s'installer. La montée est le mouvement par défaut d'un système où ceux qui ont le pouvoir ont intérêt à en avoir davantage.

Descendre exige un effort actif. Il faut casser le cliquet — supprimer des bénéfices acquis, affronter des groupes organisés, reconstruire des ponts brûlés. Cet effort va contre l'intérêt immédiat de ceux qui le fournissent : des gouvernants qui ac-

ceptent de réduire leur propre pouvoir. C'est un acte contre-instinctif pour un humain — et presque pathologique pour un politicien.

L'asymétrie est structurelle. Pour monter, il suffit d'un seul acteur — le gouvernement — qui prend une décision marginale de contrôle. Rapide, visible, politiquement rentable (« nous agissons »). Pour descendre, il faut vaincre des dizaines de groupes d'intérêt, affronter le reproche d'« inaction », supporter le coût politique de chaque suppression, et accepter que les bénéfices — diffus, lointains — n'apparaîtront qu'après la prochaine élection. La montée est un acte individuel. La descente est une action collective. C'est pourquoi la montée se produit spontanément et la descente ne se produit presque jamais.

Et l'asymétrie se cumule. Chaque cran de montée rend le cran suivant plus facile (les contre-pouvoirs un peu plus faibles, la dépendance un peu plus installée) et la descente d'un cran plus difficile (un bénéficiaire de plus à affronter, un pont de plus à reconstruire). Le triangle a une gravité — et cette gravité tire vers le haut.

19.3 — Les cliquets en temps réel : l'Union européenne et la France

Les cliquets ne sont pas des abstractions historiques. Ils fonctionnent aujourd'hui, dans des démocraties qui se pensent libérales.

L'Union européenne est une machine à cliquets. Chaque traité transfère des compétences des États membres vers les institutions européennes. Aucun traité n'a jamais rendu une compétence. Maastricht (1992) : union monétaire. Amsterdam (1997) : politique étrangère. Nice (2001) : majorité qualifiée. Lisbonne (2007) : personnalité juridique, codécision. À chaque étape, un cran de souveraineté est transféré — et verrouillé. Le mécanisme de verrouillage est l'unanimité requise pour revenir en arrière : transférer exige un traité ; récupérer exige l'unanimité des 27. Un seul État bloque toute restitution. Le Brexit a montré ce que coûte la sortie totale — il n'a pas montré qu'on pouvait récupérer une compétence de l'intérieur.

Et quand les citoyens parviennent à s'exprimer directement, le résultat peut être contourné. En 2005, les Français rejettent le Traité constitutionnel — 55 % de non. Les Néerlandais font de même — 61 % de non. Deux ans plus tard, l'essentiel du traité rejeté est repris dans le Traité de Lisbonne, ratifié par voie parlementaire. Le message est limpide : quand le peuple vote « mal », on ne lui repose plus la question. Le cliquet ne respecte même pas les rares moments où les citoyens parviennent à l'actionner en sens inverse.

La France illustre le cliquet national — et c'est le cas le plus révélateur du chapitre, parce qu'il montre le mécanisme à l'intérieur d'un même régime. La constitution de 1958 créait un président fort mais encadré : un Premier ministre responsable devant l'Assemblée, un Parlement législateur, un Conseil constitutionnel gardien. Puis le cliquet a opéré. L'élection au suffrage universel (1962) — un cran : le président tire sa légitimité du peuple, pas du Parlement. L'inversion du calendrier (2002) — un cran : l'Assemblée devient chambre d'enregistrement. Le quinquennat (2000) — un cran : la cohabitation, dernier contre-pouvoir interne, disparaît. Le 49.3 comme outil courant — un cran. L'état d'urgence intégré dans le droit commun (2017) — un cran : l'exécutif dispose de pouvoirs qui étaient exceptionnels. En soixante-cinq ans, chaque cran a été posé séparément, chacun justifié par une raison raisonnable, aucun n'a été retiré.

Pendant ce temps, la Suisse n'a pas eu de révolution depuis 1848 — et 1848 a précisément été le moment où elle a installé les mécanismes de rappel. Depuis, une seule constitution, révisée mais continue. La France, sans ces mécanismes, a eu besoin d'une Deuxième République (1848), d'un Second Empire (1852), d'une Troisième République (1870), d'un régime de Vichy (1940), d'une Quatrième République (1946) et d'une Cinquième République (1958). Six régimes en cent dix ans. Chaque transition est le produit d'une crise, d'un effondrement ou d'un coup de force. La Suisse relâche la pression en continu, par votation. La France l'accumule jusqu'à l'explosion, puis reconstruit sur les décombres — et recommence.

19.4 — Les rares trajectoires descendantes : casser le cliquet

Si monter est le défaut, descendre est l'exploit. L'exploit est rare — mais il existe. Quatre cas, quatre méthodes, un même résultat.

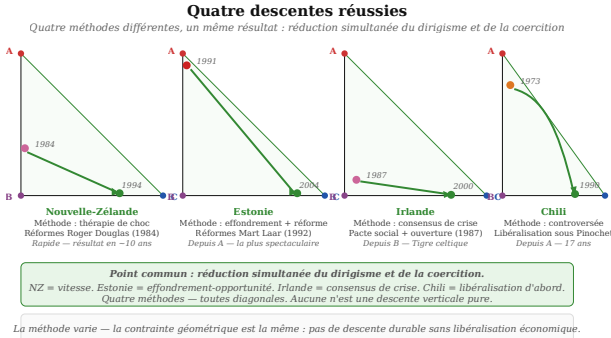


Figure 19.2 — Quatre descentes réussies

La Nouvelle-Zélande (1984-1993) a cassé le cliquet par la vitesse. Roger Douglas [49] a théorisé la méthode : réformer d'un bloc, trop vite pour que les groupes d'intérêt s'organisent. Les agriculteurs n'ont pas eu le temps de bloquer la suppression des subventions parce que les industriels étaient simultanément déstabilisés par la libéralisation commerciale. Aucun groupe n'a pu constituer une coalition de blocage, parce que tous étaient frappés en même temps.

L'Estonie (1991-2005) a cassé le cliquet par l'effondrement. L'URSS a détruit elle-même le cadre qui maintenait le cliquet en place. L'Estonie a eu la lucidité — et le leadership de Mart Laar [50] — de ne pas reconstruire un cliquet neuf à la place de l'ancien. Là où la Russie reconstruisait un État centralisé, l'Estonie construisait un État minimal numérique. Même point de départ, deux trajectoires opposées — la différence est dans les institutions choisies au moment de la refondation.

L'Irlande (1987-2007) a cassé le cliquet par la pression externe. Le risque de faillite souveraine a rendu politiquement viable ce qui ne l'était pas en temps normal. La crise a créé un

consensus de survie — et ce consensus a permis de supprimer des bénéfices acquis que personne n'aurait osé toucher autrement.

Le Chili (1975-1990) a cassé le cliquet dirigiste par la force, pas par le consentement. Pinochet a libéralisé sous dictature militaire. Ce n'est pas un modèle — c'est un contre-exemple qui confirme l'asymétrie. Casser un cliquet démocratiquement est si difficile que certains concluent — à tort — que seule une dictature peut le faire. Les Rogernomics prouvent le contraire.

Ce que ces quatre cas partagent : aucun n'a descendu par inertie. Tous ont exigé un choc, un leadership exceptionnel, ou les deux. Et aucun n'a utilisé le vocabulaire gauche-droite pour décrire ce qu'il faisait. Douglas était travailliste. Laar était libéral. L'Irlande a été réformée par consensus transpartisan. Le Chili a été libéralisé par un dictateur « de droite » puis consolidé par des gouvernements « de gauche ». Le spectre ne capte rien de ces trajectoires — parce qu'elles sont verticales, pas horizontales.

19.5 — Ce que le triangle prédit

Si les dérives et le cliquet sont correctement identifiés, le triangle fait des prédictions testables. Pas des prophéties — des implications que la réalité peut confirmer ou infirmer.

Un régime sans garde-fous montera. Non par nécessité formelle, mais parce qu'aucun contre-exemple robuste n'a été observé et que le mécanisme — ceux qui ont le pouvoir ont intérêt à en accumuler davantage — est structurellement stable. La France depuis 1960 confirme. Le Royaume-Uni depuis 1945 confirme. Les États-Unis depuis le New Deal confirment — avec des pauses, mais sans inversion durable.

Un régime coercitif sans choc externe restera en haut. Le cliquet est auto-entretenu : la destruction des alternatives empêche le retour, la dépendance empêche la révolte, la déformation de l'information empêche le diagnostic. La Corée du Nord (77 ans), Cuba (65 ans), l'Arabie saoudite (90 ans) confirment.

Une réforme avec cliquet intégré est plus dangereuse qu'une mauvaise réforme sans cliquet — parce que la mauvaise réforme peut être abrogée. Chaque régulation sans sunset clause, chaque transfert sans clause de restitution, chaque pouvoir d'exception sans date d'expiration est un cran de cliquet supplémentaire.

Les régimes qui descendent sont ceux dont les institutions sont plus fortes que la volonté de leurs élites. La Suisse ne monte pas parce que la votation contraint les élites plus fortement que les élites ne contraignent le peuple. L'Estonie a construit des institutions numériques qui rendent le contrôle plus difficile que l'autonomie. La bonne volonté est éphémère. Les institutions durent.

La libéralisation économique seule ne fera pas descendre un régime coercitif. La Chine, les EAU, Singapour, le Vietnam combinent liberté économique formelle et coercition politique depuis des décennies, sans convergence vers la démocratie. La thèse « le commerce libre mène à la société libre » est réfutée non par un argument, mais par un cluster. Objection : et la Corée du Sud, le Chili, l'Espagne — où la libéralisation a bien produit la démocratisation ? Oui — mais dans les trois cas, la libéralisation économique a été suivie d'une ouverture politique (référendum, Transición, élections). Ce n'est pas la liberté économique seule qui a produit la transition — c'est la combinaison des deux axes. La Chine de Deng a libéralisé l'économie sans ouvrir la politique — et Tiananmen a montré ce qui se passe quand la classe moyenne exige l'ouverture sans l'obtenir : le régime écrase. Le Shah a fait la même chose à sa manière — et il est tombé. La libéralisation est nécessaire, pas suffisante. La prédiction porte sur le « seule ».

Une transition sans démantèlement dirigiste sera réversible. Un régime qui réduit sa coercition sans démanteler l'appareil dirigiste laisse en place l'infrastructure de la remontée. La Russie post-soviétique (Elsine → Poutine, 9 ans), l'Égypte post-Moubarak (Morsi → Sissi, 2 ans), la Tunisie post-Ben Ali (élections → Saïed, 10 ans) — chacune avec un délai proportionnel au poids de l'appareil non démantelé. Contre-test : l'Estonie sort du même système soviétique que la Russie, au même

moment. La différence : Laar démantèle l'appareil (privatisations radicales, flat tax, e-gouvernement), Eltsine le laisse intact sous de nouvelles étiquettes. Trente ans plus tard, l'Estonie est dans l'UE et l'OTAN, la Russie envahit l'Ukraine. Même point de départ, démantèlement dans un cas, conservation dans l'autre — le résultat est la prédiction incarnée.

Le spectre gauche-droite restera l'outil dominant — parce qu'il sert ceux qui montent. Si le triangle remplaçait le spectre, les citoyens pourraient nommer la dérive, identifier les cliquets, exiger des mécanismes de rappel. Le spectre protège la montée en la rendant invisible. Il n'est pas maintenu par l'ignorance — il est maintenu par l'utilité, pour ceux qui montent.

19.6 — La dérive vers A comme fabrique de révolutions

La dérive vers le sommet A ne se stabilise pas. Elle produit des régimes progressivement invivables — non pour les élites au sommet, mais pour les citoyens à la base. La pénurie s'installe. L'arbitraire se banalise. La dignité s'effrite. Et quand la pression dépasse le seuil de tolérance — quand les gens n'ont plus rien à perdre — le régime ne se réforme pas. Il explose.

La Révolution française de 1789 est une révolte contre la montée de l'absolutisme fiscal et coercitif des Bourbons. La Révolution russe de 1917 contre l'autocratie tsariste aggravée par la guerre. La Révolution iranienne de 1979 contre la montée coercitive du Shah. Le Printemps arabe de 2011 contre des régimes qui avaient monté pendant des décennies sans frein. Dans chaque cas : une dérive vers le haut, sans mécanisme de rappel, jusqu'au point de rupture.

Et dans chaque cas, le résultat est le même : la révolution est destructrice, chaotique, et ne garantit aucunement la descente. La Révolution française produit la Terreur, puis Napoléon — un retour vers A par un autre chemin. La Révolution russe produit Lénine, puis Staline — une montée plus rapide et plus haute que celle des Tsars. La Révolution iranienne remplace le Shah par les mollahs — même altitude dans le tri-

angle, autre étiquette. Le Printemps arabe produit la guerre civile en Syrie et en Libye, le retour militaire en Égypte, l'instabilité en Tunisie. Les révolutions ne font pas descendre les régimes — elles les font exploser, puis les fragments retombent souvent aussi haut qu'avant.

La révolution n'est pas un mécanisme de rappel. C'est un aveu d'échec — la soupape de surpression qui saute quand tout le reste a échoué. Et elle saute mal.

Ce que le triangle permet de comprendre : les révolutions ne sont pas des accidents. Elles sont le résultat prévisible de la dérive vers A dans un système sans frein. Si un régime monte sans mécanisme de rappel, il finira soit au sommet A (verrouillage total — Cuba, Corée du Nord), soit au point de rupture (la révolution). Les données ne font apparaître aucune troisième option.

Et les seuls mécanismes qui préviennent les révolutions sont ceux qui empêchent la dérive (14.3) : la votation directe, les sunset clauses, le fédéralisme compétitif, le recall. Ce ne sont pas des luxes démocratiques. Ce sont des alternatives à la révolution. Ils cassent le cliquet un cran à la fois, en douceur, au lieu d'attendre que la pression explose.

Et si la VI^e République française vient un jour, elle viendra comme les précédentes — par une crise, pas par un thermostat. Et si elle ne contient pas de mécanismes anti-dérive, elle reproduira exactement le même cycle : une constitution neuve, une montée lente, des cliquets posés un par un, et dans cinquante ans, la même concentration de pouvoir sous un autre numéro.

Les pays qui disposent de mécanismes de rappel ne sont pas plus vertueux que les autres. Ils ont simplement rendu la dérive coûteuse avant qu'elle ne devienne catastrophique.

Résumons. Le triangle a un champ de forces — et ce champ tire vers le haut. Deux dérives, un cluster, une contrainte, un cliquet. Huit concepts : dérive verticale, dérive diagonale, clus-

ter totalitaire, contrainte de descente, cliquet, asymétrie monter/descendre, révolution comme symptôme, mécanismes de rappel comme seule prévention. Aucun n'est formulable dans le vocabulaire du spectre gauche-droite. Aucun.

« Dérive verticale » — le spectre n'a pas de dimension verticale. « Cliquet » — le spectre décrit des positions, pas des verrouillages. « Asymétrie entre monter et descendre » — le spectre ne distingue pas le haut du bas. « Révolution comme résultat de la dérive » — le spectre voit les révolutions comme des « virages à gauche » ou des « virages à droite », pas comme des explosions verticales.

Ce n'est pas un défaut mineur. C'est une catastrophe cognitive. Tout ce qui vient d'être démontré — la mécanique qui produit les tyrannies, le mécanisme qui les verrouille, la dynamique qui conduit aux révolutions, les institutions qui pourraient prévenir les unes et les autres — tout cela est *impensable* dans le cadre du spectre gauche-droite. Pas réfuté. Pas contesté. Impensable — parce que les mots n'existent pas.

Reste à tester cette mécanique sur les cas les plus difficiles — ceux que le spectre utilise comme piliers de sa propre légitimité. Le fascisme : est-il à « l'extrême droite » du spectre, ou ailleurs dans le triangle ? Le nationalisme : est-il un marqueur de droite, ou un outil de montée ? La dictature du prolétariat : est-elle une « étape vers la liberté », ou une contradiction structurelle ? C'est l'objet de la partie IV.

Partie 4

Relire l'histoire

Les chapitres qui suivent confrontent le triangle aux questions les plus chargées du débat politique — fascisme, marqueurs d'Eco, nationalisme, dictature du prolétariat, test historique, test supranational. Ce sont des applications autonomes du modèle. Le lecteur pressé peut passer directement au chapitre XXVIII, où l'enquête reprend un fil empirique nouveau, ou au chapitre XXXII pour la synthèse finale.

Chapitre XX — Le fascisme : à quel endroit du triangle ?

« *Tout dans l'État, rien en dehors de l'État, rien contre l'État.* »

— Benito Mussolini et Giovanni Gentile, *La dottrina del fascismo* (1932)

Le fascisme est le pilier central du spectre gauche-droite. C'est lui qui justifie l'existence de l'« extrême droite » — et donc, par symétrie, de l'axe tout entier. Si le fascisme est « à droite », alors il existe un extrême à droite, un extrême à gauche, et un centre entre les deux. L'axe tient. Si le fascisme n'est *pas* à droite — ou plus exactement, si sa position sur le spectre est une erreur de classification — alors le spectre perd son ancrage historique le plus puissant.

Ce chapitre ne prétend pas que le fascisme est « de gauche ». Il prétend quelque chose de plus radical : que la question elle-même est mal posée. Le fascisme n'est ni de gauche ni de droite — parce que « gauche » et « droite » ne sont pas les bonnes coordonnées. Le fascisme est coercitif et dirigiste. Il est au sommet du triangle. Et cette position le place à côté du communisme — pas à son opposé.

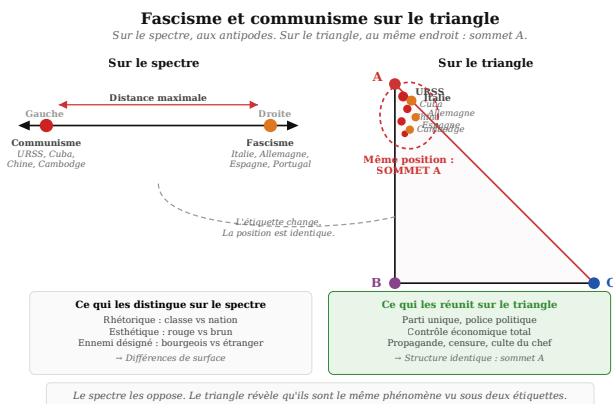


Figure 20.1 — Fascisme et communisme au sommet A

20.1 — Les origines : Mussolini socialiste, le syndicalisme révolutionnaire, la scission

Benito Mussolini n'est pas devenu fasciste par conversion depuis la droite. Il est devenu fasciste par mutation depuis la gauche.

En 1912, Mussolini est le dirigeant de l'aile la plus radicale du Parti socialiste italien (PSI). Il dirige *l'Avanti!*, le quotidien officiel du parti — le plus grand journal socialiste d'Italie. Il est marxiste, internationaliste, antimilitariste. Il n'est pas un marginal du socialisme — il en est l'une des figures centrales.

La rupture survient en 1914. Mussolini soutient l'intervention de l'Italie dans la Première Guerre mondiale — position incompatible avec l'internationalisme socialiste. Il est expulsé du PSI. Il fonde son propre journal, *Il Popolo d'Italia*. Mais Mussolini ne renonce pas au socialisme. Il le *transforme*. Il remplace l'internationalisme par le nationalisme, la lutte des classes par la lutte des nations, le prolétariat mondial par le peuple italien. La structure reste identique : un groupe opprimé, un groupe oppresseur, une élite révolutionnaire qui libère l'un en éliminant l'autre.

Giovanni Gentile, le philosophe du fascisme, vient de la gauche hégélienne. Son « actualisme » — la philosophie officielle du régime — est un idéalisme collectiviste où l'État est la réalisation suprême de l'esprit. Gentile ne s'inspire pas du conservatisme ou de la tradition — il s'inspire de Hegel, de Marx (qu'il critique mais dont il conserve la dialectique), et du syndicalisme révolutionnaire de Georges Sorel. *L'Encyclopédie italienne*, qu'il dirige, définit le fascisme comme « la négation la plus décisive de la doctrine qui a constitué le fondement du libéralisme ». Pas du socialisme. Du *libéralisme*.

Les *Fasci italiani di combattimento*, fondés en mars 1919, réunissent d'anciens syndicalistes révolutionnaires, des socialistes déçus, des anarchistes reconvertis, et des anciens combattants. Le programme de San Sepolcro (1919) revendique le suffrage universel (y compris féminin), la journée de huit heures, la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, l'impôt progressif sur le capital, la confiscation partielle des profits de guerre, et la « nationalisation de certaines usines ». C'est un programme que n'importe quel parti socialiste européen de 1919 aurait pu signer.

Rien de tout cela ne signifie que le fascisme *est* du socialisme. La trajectoire ultérieure le montre : le fascisme au pouvoir réprime les syndicats indépendants, interdit les grèves, et s'allie avec les industriels. Mais l'origine compte — non pas pour coller une étiquette, mais pour comprendre la *structure*. Le fascisme ne naît pas d'une radicalisation de la droite conservatrice. Il naît d'une mutation de la gauche révolutionnaire — une mutation qui conserve l'architecture (collectivisme, primauté de l'État, élite éclairée, ennemi désigné) en changeant le contenu (la nation remplace la classe).

Note. Ceci ne reclasse pas le fascisme « à gauche » — le spectre classe mal un phénomène en le rangeant là où il n'a que peu de propriétés communes avec ses voisins. La nouvelle grille ne cherche pas à transformer ou étendre l'axe gauche-droite, elle introduit un nouveau paradigme, tout à fait différent, qui se base sur des concepts objectifs et mesurables.

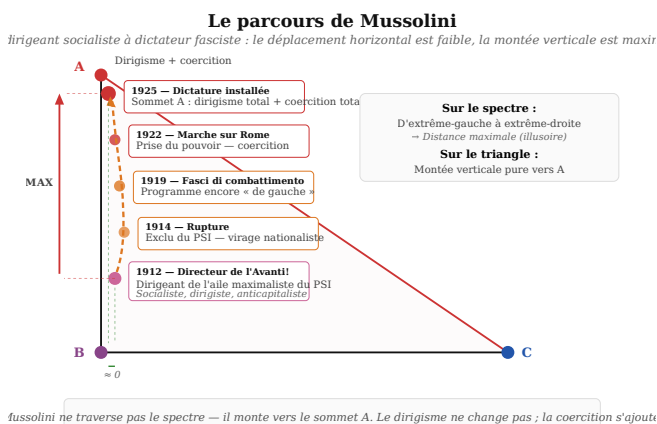


Figure 20.2 — La trajectoire de Mussolini

20.2 — Le NSDAP : « national-socialiste » — un nom, un programme, une base électorale

Le cas allemand est plus explicite encore.

Le programme en 25 points du NSDAP, adopté le 24 février 1920, est un document public, non ambigu. Il mérite d'être lu tel quel — pas résumé par les commentateurs.

Point 11 : « Abolition des revenus non issus du travail. » Point 12 : « Confiscation totale de tous les profits de guerre. » Point 13 : « Nationalisation de toutes les entreprises formées en trusts. » Point 14 : « Participation aux bénéfices dans les grandes entreprises industrielles. » Point 15 : « Développement généreux de la prévoyance pour les vieillards. » Point 16 : « Création et maintien d'une classe moyenne saine. Communalisation immédiate des grands magasins et leur location à bas prix aux petits commerçants. » Point 17 : « Réforme agraire adaptée à nos besoins nationaux. Loi permettant l'expropriation sans compensation de terrains à des fins d'intérêt général. Abolition du fermage. Suppression de la spéculation foncière. » Point 20 : « L'État doit veiller à l'élévation du niveau de santé nationale. [...] Éducation physique obligatoire. [...] Soutien de la jeunesse par l'État. »

Nationalisation des trusts. Confiscation des profits. Réforme agraire avec expropriation. Participation obligatoire aux bénéfices. Prévoyance étatique. Éducation d'État. C'est un programme de contrôle économique centralisé — pas un programme de marché libre.

L'objection habituelle est que ce programme était « de la propagande » — un leurre pour attirer les ouvriers. Deux problèmes. D'abord, un leurre qui fonctionne en promettant du socialisme révèle la base électorale : si le NSDAP attirait les ouvriers avec ces promesses, c'est que sa base *voulait* du socialisme. Ensuite, le programme a été en grande partie appliqué — pas par nationalisation formelle, mais par dirigisme réel (?? et ??).

La base électorale du NSDAP confirme la convergence. Aux élections de 1932, le NSDAP est le premier parti d'Allemagne. Le parti communiste (KPD) et le NSDAP se disputent les mêmes électeurs — ouvriers, chômeurs, classes moyennes fragilisées par la crise de 1929. Pas parce qu'ils sont « aux deux extrêmes » d'un spectre, mais parce qu'ils proposent le même type de solution (contrôle étatique, élimination d'un ennemi désigné) à des gens qui ont les mêmes problèmes (chômage, pauvreté, humiliation).

20.3 — La substitution fondamentale : la classe remplacée par la race — même structure, même mécanisme

Le communisme dit : la société est divisée en classes ; la classe dominante (bourgeoisie) exploite la classe opprimée (prolétariat) ; la révolution doit éliminer la classe dominante pour libérer l'humanité.

Le fascisme dit : la société est divisée en races (ou en nations) ; la race parasite exploite la race productive ; la révolution doit éliminer le parasite pour libérer le peuple.

La structure est identique. Seules les catégories changent.

Un groupe oppresseur : bourgeois / Juifs / nations ennemies.
Un groupe opprimé : prolétariat / race aryenne / peuple national.
Un mécanisme de libération : révolution / purification / guerre.
Une élite éclairée qui guide le processus : le Parti communiste / le Parti fasciste.
Un ennemi désigné dont l'élimination résoudra tous les problèmes.

Hannah Arendt l'a montré dans *Les Origines du totalitarisme* (1951) [1] : le nazisme et le stalinisme ne sont pas des phénomènes opposés — ce sont des variations d'une même structure totalitaire. L'idéologie diffère. La mécanique est la même : un mouvement de masse, un parti unique, une police secrète, un ennemi désigné, une terreur systématique, une idéologie totale qui prétend tout expliquer et tout justifier.

Une citation résume cette convergence avec une efficacité redoutable. Dans *Les guerres civiles — De la Renaissance à nos jours* (Perrin, 2025, p. 214-215) [36], on trouve cette phrase, sans attribution de camp : « Je désire une société sans classe, mais pour cela, il faut que l'une d'elles disparaisse. » L'ambiguïté est l'argument. On ne sait pas si c'est un communiste ou un fasciste qui parle — parce que la phrase fonctionne dans les deux systèmes. Remplacez « classe » par « race » et la phrase passe d'un bord à l'autre du spectre gauche-droite. Sur le triangle, elle ne bouge pas d'un millimètre.

La substitution classe → race n'est pas un détail. C'est le cœur de l'arnaque que le spectre gauche-droite permet de maintenir. Tant que le critère de classement est le *contenu* de l'idéologie (classe vs race, internationalisme vs nationalisme), le communisme et le fascisme semblent opposés. Dès que le critère est la *structure* (dirigisme + coercition + ennemi désigné + parti unique), ils sont au même endroit.

20.4 — Le fascisme au pouvoir : privatisations de façade, dirigisme de fond

Si la structure est la même, pourquoi l'étiquette « extrême droite » persiste-t-elle ? Parce qu'il reste un argument — un seul — que le spectre peut encore brandir : l'économie. « Le fascisme a privatisé, donc il est à droite. » C'est le dernier rem-

part de la classification traditionnelle. Et il s'effondre dès qu'on regarde ce que « privatiser » signifie dans un régime où l'État décide de tout.

L'Italie fasciste a effectivement privatisé : l'assurance-vie monopolistique (INA), le réseau téléphonique, certaines industries. Le terme « privatisation » (*privatizzazione*) a d'ailleurs été inventé pour décrire la politique de Mussolini — puis, indépendamment, *Reprivatisierung* pour celle de Hitler. Sur le papier, des entreprises passent du secteur public au secteur privé.

Mais « privé » ne signifie pas « libre ». L'entreprise privatisée par Mussolini ne devient pas autonome. Elle passe sous le régime corporatiste — un système où chaque secteur de l'économie est organisé en « corporation » dirigée conjointement par les patrons, les travailleurs et l'État. Conjointement en théorie. Par l'État en pratique. Les prix sont fixés par le régime. Les salaires sont négociés sous supervision étatique. L'investissement est orienté par les commandes publiques. L'exportation est contrôlée. L'importation est contingentée. L'entrepreneur « privé » est un gérant sous licence — il possède les actions, mais c'est l'État qui décide quoi produire, à quel prix, et pour qui.

En 1933, Mussolini crée l'IRI (*Istituto per la Ricostruzione Industriale*) — un conglomérat public qui rachète les participations bancaires dans l'industrie. L'IRI contrôle rapidement la sidérurgie, la construction navale, les télécommunications, l'électricité. À la fin des années 1930, l'État italien contrôle directement ou indirectement plus de 70 % de l'économie industrielle — un taux comparable à celui de l'URSS stalinienne dans certains secteurs.

C'est du dirigisme. Pas le dirigisme soviétique de la planification centrale — un dirigisme par le contrôle indirect : licences, subventions, commandes, régulation des prix, corporatisme obligatoire. L'étiquette est différente. Le mécanisme est le même : l'État décide, l'entreprise exécute. La « privatisation » fasciste est au capitalisme libre ce que les « élections » nord-coréennes sont à la démocratie — une forme vide qui masque un contenu opposé.

20.5 — Hitler : le réarmement comme dirigisme total

L'Allemagne nazie va plus loin.

Hitler arrive au pouvoir en janvier 1933. En moins de quatre ans, le chômage passe de 6 millions à moins d'un million. Le « miracle économique » nazi est réel — et il est intégralement étatique.

Le mécanisme est simple : le réarmement. L'État commande des armes, des véhicules, des routes (les *Autobahnen*), des casernes, des usines. Les entreprises privées exécutent les commandes — mais ce sont des commandes d'État, financées par l'État, aux conditions de l'État. Krupp, Thyssen, IG Farben « gèrent » la production — mais l'État fixe les priorités, les quantités, les délais, et de plus en plus les prix.

Le financement est assuré par les *Mefo-Wechsel* — des effets de commerce émis par une société-écran (la Metallurgische Forschungsgesellschaft), garantis par l'État, escomptés par la Reichsbank. C'est de la création monétaire déguisée. Hjalmar Schacht, président de la Reichsbank, l'a conçu comme un mécanisme temporaire. Il est devenu permanent. Quand Schacht proteste contre l'ampleur de la dette cachée, il est remplacé (1939).

Le plan de quatre ans (1936), dirigé par Göring, systématise le dirigisme. L'objectif est l'autarcie — l'indépendance économique totale vis-à-vis des marchés mondiaux. Le plan fixe les priorités de production (acier, caoutchouc synthétique, carburant synthétique), alloue les matières premières, contrôle les importations, régule les prix et les salaires. L'entreprise privée existe formellement — mais elle produit ce que l'État commande, au prix que l'État fixe, avec les matières que l'État alloue.

Albert Speer, ministre de l'Armement à partir de 1942, pousse le système à son terme logique : la production industrielle entière est mobilisée pour la guerre, chaque usine reçoit ses ordres du ministère. Speer le reconnaîtra : le système nazi était du « socialisme de fait sous une étiquette privée ».

Le commerce extérieur est contrôlé par des accords bilatéraux de troc — pas de libre-échange, pas de convertibilité du mark, pas de mouvement libre de capitaux. Le contrôle des changes est total. L'entrepreneur allemand ne peut ni investir à l'étranger, ni rapatrier des profits, ni fixer le prix de ses exportations — tout passe par l'État.

Où est le capitalisme libre dans ce système ? Nulle part. Le nom existe. La propriété formelle existe. Mais le contrôle est étatique — intégralement.

20.6 — Bilan : le fascisme dans le triangle

Posons le fascisme sur le triangle.

Coercition ? Maximale. Parti unique (PNF en Italie, NSDAP en Allemagne). Police politique (OVRA, Gestapo). Censure totale. Interdiction de l'opposition. Camps de concentration et d'extermination. Assassinats politiques (Matteotti). Interdiction de quitter le pays. Suppression du droit de grève.

Dirigisme ? Maximal — sous un habillage différent. Pas de nationalisation formelle à la soviétique (sauf l'IRI), mais un contrôle étatique complet par le corporatisme, les commandes publiques, le contrôle des prix, le contrôle des changes, l'allocation des matières premières, et le plan de quatre ans. L'entrepreneur « privé » fasciste a autant d'autonomie que le directeur d'usine soviétique — c'est-à-dire aucune sur les décisions qui comptent.

Position dans le triangle ? Près du sommet A. Dirigisme maximal + coercition maximale. Exactement la même zone que l'URSS de Staline, la Chine de Mao, Cuba de Castro. Les étiquettes diffèrent — « fasciste » vs « communiste », « nationaliste » vs « internationaliste », « privatiseur » vs « nationaliseur ». La position dans le triangle est la même.

Et c'est précisément ce que le spectre gauche-droite ne peut pas voir. Sur l'axe, le fascisme est à « l'extrême droite » et le communisme à « l'extrême gauche ». Ils sont aux antipodes — aussi loin l'un de l'autre que possible. Sur le triangle, ils sont

voisins — aussi proches l'un de l'autre que possible. L'axe voit une opposition maximale là où le triangle voit une convergence maximale.

L'erreur de classification a des conséquences concrètes.

Elle empêche de diagnostiquer le fascisme quand il revient. Si le fascisme est « de droite », on le cherche à droite — parmi les conservateurs, les nationalistes, les traditionalistes. On ne le cherche pas parmi les étatistes, les planificateurs, les redistributeurs autoritaires. Mais le fascisme historique n'était pas conservateur (il voulait un homme nouveau), ni traditionaliste (il méprisait le passé), ni libéral (il contrôlait tout). Il était étatiste, collectiviste et coercitif. Le chercher « à droite », c'est chercher avec la mauvaise carte.

Elle protège les mouvements qui reproduisent la structure fasciste en se revendiquant « de gauche ». Si le fascisme est « de droite » par définition, alors aucun mouvement « de gauche » ne peut être fasciste — quelles que soient ses pratiques. Un régime qui nationalise, planifie, désigne un ennemi, supprime l'opposition, installe un parti unique et contrôle l'économie — mais se dit « de gauche » — ne sera jamais qualifié de fasciste. L'étiquette le protège. Le triangle, lui, le place au même endroit.

Elle rend invisible le mécanisme commun. Le communisme et le fascisme partagent la même trajectoire — la dérive diagonale du chapitre XVI. Diagnostic juste → remède dirigiste → aggravation → escalade → sommet A. La seule différence est le contenu du diagnostic (exploitation de classe vs humiliation nationale) et l'identité de l'ennemi désigné (bourgeois vs Juifs). La *mécanique* est la même. Mais si le spectre les place aux extrémités opposées, le mécanisme commun disparaît. On ne peut pas voir la convergence quand l'outil la définit comme une divergence.

Elle rend inexplicable la facilité du passage de l'un à l'autre. Si le communisme et le fascisme sont aux antipodes du spectre, le passage de l'un à l'autre devrait être le plus diffi-

cile de tous — une traversée complète de l'axe. Mais l'histoire montre exactement l'inverse : c'est l'un des passages les plus fluides qui existent.

Dans l'Allemagne des années 1930, les militants passent du KPD au NSDAP et inversement avec une facilité qui stupéfie les observateurs. Le phénomène est si courant que les Berlinoises inventent un mot : *Beefsteak-Nazi* — brun à l'extérieur, rouge à l'intérieur. Ce ne sont pas des conversions idéologiques. Ce sont des transferts latéraux entre deux structures identiques. L'ancien militant communiste retrouve au NSDAP ce qu'il avait au KPD : un parti-État, un chef, un ennemi désigné, une mission collective, et la promesse que l'État s'occupera de tout. Seul le nom de l'ennemi change.

Le phénomène se reproduit en sens inverse après 1945. En Italie, le Parti communiste (PCI) devient en quelques années le plus grand parti communiste d'Europe occidentale. D'où viennent ses militants ? Une partie substantielle vient des rangs fascistes — non pas des hiérarques, mais de la base : des gens habitués à l'encadrement étatique, à l'identité collective, à l'obéissance au parti. Le PCI leur offre la même structure sous une autre étiquette. En France, le PCF absorbe une partie de ceux qui s'étaient accommodés de Vichy — pas les idéologues de la collaboration, mais les millions de Français qui avaient accepté un État paternaliste, dirigiste, qui pensait pour eux. En Allemagne de l'Est, le SED (parti communiste) recrute d'anciens membres du NSDAP par dizaines de milliers — et les intègre sans difficulté, parce que la structure d'obéissance est la même.

Sur le spectre gauche-droite, ces transferts sont des mystères — des conversions miraculeuses d'un extrême à l'autre. Sur le triangle, ils sont triviaux. Les gens ne traversent pas l'axe. Ils ne bougent pas. Ils restent au même endroit — au sommet A — et changent de maillot. Ce qui ne change pas : le besoin d'un État qui encadre, protège, décide, désigne l'ennemi et donne un sens collectif à l'existence. Ce besoin est le même sous une chemise brune et sous une chemise rouge. Le triangle le montre. Le spectre ne peut pas le voir.

La langue populaire le confirme à sa manière. Les Berlinoïses des années 1930 inventent le *Beefsteak-Nazi* : brun dehors, rouge dedans. Des décennies plus tard apparaît la pastèque : verte dehors, rouge dedans — appliquée tantôt à l'écologie politique, tantôt à « l'islamo-gauchisme ». Trois coquilles différentes, inventées dans des contextes sans rapport, à soixante ou quatre-vingts ans d'écart — et pourtant la même image : un extérieur idéologique qui habille un noyau dirigiste-coercitif, toujours désigné comme rouge. La gauche, elle, produit le rouge-brun — non pas un déguisement mais une contamination — et, plus largement, n'a pas besoin de métaphore de démasquage : elle dispose de l'amalgame direct au fascisme, qui fait de tout adversaire un fasciste ouvert ou objectif.

Les deux camps détectent la même proximité structurelle au sommet — par des registres rhétoriques opposés et également réducteurs. Que le noyau soit désigné comme rouge dans un camp ne signifie pas que le communisme soit la source du dirigisme : le fascisme a le sien, l'islamisme politique aussi, inscrit dans ses propres textes. Le rouge est « à l'intérieur » parce que c'est le repoussoir ultime du camp libéral-conservateur — le pire noyau qu'on puisse révéler sous n'importe quelle coquille. Ce que ces métaphores convergentes valident — des deux côtés — ce n'est ni la centralité du communisme ni celle du fascisme, mais l'existence d'un invariant structurel que la langue populaire détecte avant la théorie — et que le triangle nomme : le sommet A.

Le spectre gauche-droite ne classe pas le fascisme « à droite » par erreur accidentelle. Il le classe « à droite » parce que c'est la seule position disponible. Le fascisme est collectiviste — donc pas « à droite » au sens économique. Mais il est nationaliste — donc pas « à gauche » au sens internationaliste. L'axe ne sait pas où le mettre. Alors il le met « à droite » — parce que « à gauche » est déjà pris par le communisme, et que le spectre a besoin de deux pôles. La classification n'est pas un diagnostic. C'est un artefact — un axe à une dimension qui ne dispose que de deux adresses.

Le triangle résout le problème en le supprimant. Il ne demande pas si le fascisme est « de gauche » ou « de droite ». Il demande : quel est son degré de dirigisme, et quel est son degré de coercition ? La réponse est : maximal et maximal. Le fascisme est au sommet A. Le communisme aussi. Ils y sont arrivés par des chemins différents, avec des discours différents et des ennemis différents. Mais ils sont au même endroit — et c'est pourquoi, malgré leurs différences idéologiques, ils produisent les mêmes résultats : terreur, pénurie, guerre — et l'élimination systématique de tous ceux qui ne rentrent pas dans le moule, par l'exil (Russes blancs, Chiliens, Cubains), par l'emprisonnement (goulag, camps de concentration, *laogai*), ou par l'extermination (chambres à gaz, exécutions de masse, famines organisées — nazis, Staline, Mao, Pol Pot).

20.7 — Les différences sont réelles — elles ne sont pas le facteur déterminant

L'objection est légitime et il faut la prendre au sérieux. Le fascisme et le communisme ne sont pas « la même chose ». Leurs idéologies divergent sur des points essentiels. Le communisme est universaliste — il promet la libération de l'humanité entière, toutes classes et toutes races confondues. Le fascisme est particulariste — il promet la renaissance d'une nation, d'une race, d'un peuple élu. Le communisme abolit formellement la propriété privée. Le fascisme la conserve en apparence tout en vidant de sa substance le droit de disposer. Le communisme vise l'égalité — au moins dans le discours. Le fascisme assume la hiérarchie — le *Führerprinzip*, la sélection des meilleurs, le culte de la force. Le communisme internationalise : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. » Le fascisme nationalise : « *Deutschland über alles.* »

Ces différences sont réelles. Elles comptent — pour le philosophe, pour l'historien des idées, pour quiconque étudie les motivations des individus qui adhèrent à l'un ou à l'autre. Un militant communiste de 1936 qui part combattre en Espagne dans les Brigades internationales n'a pas les mêmes idéaux qu'un membre des SS. Nier cette différence serait aussi stupide que malhonnête.

Mais le triangle ne la nie pas. Il fait une observation différente, et plus radicale : les différences idéologiques entre fascisme et communisme ne sont pas le facteur déterminant de la *structure du pouvoir* qu'ils produisent. Le contenu varie. L'architecture est identique. L'intention varie. Le résultat converge. Et c'est le résultat, pas l'intention, qui détermine la vie des populations captives.

L'analogie est celle de la biologie. Un virus et une bactérie ne sont pas « la même chose » — leurs mécanismes biochimiques diffèrent radicalement. Un microbiologiste a mille raisons de les distinguer. Mais du point de vue du patient qui en meurt, la distinction est secondaire : ce qui compte est la pathologie, pas le pathogène. De même, la distinction communisme-fascisme est cruciale pour l'histoire des idées. Elle est secondaire pour l'analyse des structures de pouvoir — parce que les deux produisent le même type de régime : parti unique, police secrète, économie dirigée, ennemi désigné, élimination des dissidents, interdiction de sortie.

Le point est vérifiable empiriquement. Prenons cinq indicateurs structurels — parti unique, police politique, contrôle économique centralisé, interdiction de l'opposition, restriction du droit de sortie — et mesurons-les. L'URSS sous Staline : cinq sur cinq. L'Allemagne sous Hitler : cinq sur cinq. La Chine sous Mao : cinq sur cinq. L'Italie sous Mussolini : cinq sur cinq. La Corée du Nord : cinq sur cinq. Cuba : cinq sur cinq. Que le discours invoque la classe ou la race, la révolution prolétarienne ou la renaissance nationale, la *Weltrevolution* ou le *Lebensraum* — la structure de pouvoir est la même. Et c'est cette structure de pouvoir — pas l'idéologie qui la décore — que le triangle mesure.

C'est pourquoi le triangle place le fascisme et le communisme au même endroit : non pas parce qu'ils pensent la même chose, mais parce qu'ils *font* la même chose. Et ce qu'ils font — concentrer le pouvoir, supprimer le droit de sortie, éliminer la dissidence — est ce qui détermine la vie des gouvernés. Un prisonnier du goulag et un prisonnier de Dachau ne vivent pas la même idéologie. Ils vivent la même captivité. Le triangle mesure la captivité.

Et c'est ici que le triangle révèle sa dimension la plus sombre. Car cette élimination n'est pas un accident du système — c'est son *mécanisme fondamental*.

Rappelons la dynamique du triangle. Un régime peut se déplacer dans l'espace politique de multiples façons : par la dérive verticale (chapitre XV), par la dérive diagonale (chapitre XVI), par le cliquet (chapitre XIX). Il peut monter vers le sommet A lentement, par accréation progressive de contrôle — ou brutalement, par coup d'État ou révolution. Mais quelle que soit la trajectoire, arrivé au sommet, le régime fait face à un problème structurel : le consentement.

Un régime démocratique — proche de la base du triangle — gouverne par le consentement. Les citoyens acceptent les règles parce qu'ils ont participé à leur élaboration, ou parce qu'ils peuvent les modifier. La légitimité descend du consentement réel. Un régime au sommet A n'a pas cette ressource. Il a pris le pouvoir par la force, par la manipulation ou par l'exploitation d'une crise. Le consentement n'est pas là. Il faut le fabriquer — ou s'en passer.

La fabrique du consentement, les régimes totalitaires la connaissent : propagande, éducation d'État, embrigadement de la jeunesse, culte du chef, réécriture de l'histoire. Mais cela ne suffit jamais. Il reste toujours des gens qui ne croient pas, qui résistent, qui pensent autrement. Des gens qui ne rentrent pas dans le moule.

C'est là que l'élimination entre en jeu — et c'est là que communisme et fascisme convergent de la manière la plus révélatrice. L'élimination des opposants n'est pas un excès du système. C'est un *simulacre de descente vers le consentement*. Si vous ne pouvez pas obtenir l'adhésion de tous, vous pouvez éliminer ceux qui n'adhèrent pas — et ce qui reste *ressemble* à du consentement. L'unanimité n'est pas atteinte par la persuasion, mais par la soustraction. On ne convainc pas les dissidents — on les supprime. Et le silence qui en résulte est présenté comme l'approbation du peuple.

Les moyens varient. L'exil élimine sans tuer — les Russes blancs après 1917, les Cubains vers Miami, les Chiliens après 1973, les dissidents est-allemands « vendus » à l'Ouest. L'emprisonnement élimine sans expulser — le goulag soviétique, les *laogai* chinois, les camps de concentration nazis avant l'extermination. L'exécution de masse élimine de manière définitive — les purges staliniennes, les Khmers rouges, les *Einsatzgruppen*. La famine organisée élimine à l'échelle industrielle sans même avoir besoin de désigner les victimes individuellement — l'Holodomor ukrainien, le Grand Bond en avant chinois. Chaque méthode est un déplacement différent dans le triangle, mais toutes convergent vers le même résultat : la réduction de la population à ceux qui obéissent — ou, plus exactement, à ceux qui se taisent.

Car c'est surtout la *passivité* qui est visée, plus encore que l'adhésion. Le totalitarisme parfait n'a pas besoin de croyants — il a besoin de silencieux. Hannah Arendt l'a montré : le régime totalitaire ne cherche pas la conversion sincère de chaque citoyen. Il cherche la *désolation* — l'isolement de chacun, la destruction de tout lien horizontal, la certitude que personne ne viendra à votre aide si vous vous opposez. La terreur ne sert pas à punir les coupables — elle sert à paralyser les innocents. Et les innocents paralysés, vus de loin, ressemblent à des citoyens consentants.

Le triangle rend cette mécanique visible. Un régime au sommet A est, par définition, loin de la base — loin du consentement. Il ne peut pas descendre vers le consentement sans renoncer au contrôle. Alors il *simule* la descente en éliminant ceux qui manifestent la distance. C'est un trompe-l'œil politique : au lieu de se rapprocher du peuple, on éloigne du peuple ceux qui montrent que le régime en est loin. La carte n'est pas modifiée — ce sont les points qui gênent qui sont effacés.

Et c'est pourquoi — c'est le point crucial — *tous* les régimes au sommet A finissent par le faire, quelles que soient leur idéologie et leurs intentions initiales. Lénine promettait le dépérissement de l'État. Mao promettait la libération du peuple. Hitler

promettait la renaissance de la nation. Pol Pot promettait le retour à la pureté originelle. Chacun a éliminé ceux qui ne correspondaient pas à la promesse — non pas par sadisme (encore que certains l'aient été), mais parce que la position au sommet du triangle l'exige structurellement. L'élimination n'est pas une dérive — c'est la conséquence géométrique de la position.

Chapitre XXI — Relire Eco : quatorze marqueurs du sommet A

« *L'Ur-Fascisme peut encore revenir sous les apparences les plus innocentes. Notre devoir est de le démasquer et de pointer du doigt chacune de ses nouvelles formes, chaque jour, dans chaque partie du monde.* »

— Umberto Eco, *Ur-Fascism* (1995)

Umberto Eco cherchait à nommer le fascisme éternel. Il a décrit le sommet A.

21.1 — Le texte et sa thèse

En 1995, à l'Université de Columbia, Umberto Eco prononce une conférence qui deviendra l'un des textes politiques les plus lus de la fin du XX^e siècle. Il l'intitule *Ur-Fascism* — le fascisme primordial, originel, éternel. Eco avait cinq ans sous Mussolini. Ce qu'il propose n'est pas une étude académique : c'est un diagnostic de praticien, forgé dans la chair.

Les quatorze critères qu'il énonce — culte de la tradition, refus du modernisme, culte de l'action pour l'action, refus de la critique, peur de la différence, appel aux classes frustrées, obsession du complot, humiliation par l'ennemi, vie comme guerre permanente, élitisme populaire, culte du héros, machisme, populisme qualitatif, langage appauvri — ont depuis circulé dans tous les débats politiques occidentaux. Ils sont invoqués, presque systématiquement, contre les mouvements de droite et d'extrême droite.

La question que le triangle permet de poser est différente. Eco précise lui-même que ces critères ne sont pas exclusifs au fascisme historique — qu'ils décrivent quelque chose de plus universel, qu'il nomme *Ur-Fascismo*. Ce quelque chose, le tri-

angle peut le nommer avec précision : c'est le sommet A. Dirigisme maximal, coercition maximale, élimination de la dissidence, désignation d'un ennemi intérieur, monopole du récit. Si les critères d'Eco sont des marqueurs du sommet A et non du fascisme en tant que forme idéologique particulière, alors ils doivent s'appliquer à *tous* les régimes qui y sont ou s'en rapprochent — quelle que soit leur étiquette.

Ce chapitre le vérifie, en commençant par les régimes que le spectre gauche-droite place précisément à l'opposé du fascisme.

21.2 — L'URSS de Staline : quatorze sur quatorze

Appliquons les critères d'Eco à l'Union soviétique de Staline. Pas au fascisme — à son supposé opposé. Jugeons sur le mécanisme, pas sur l'étiquette.

1. Le culte de la tradition. Le fascisme classique invoque Rome ou les ancêtres germaniques. L'URSS invoque la Révolution d'Octobre, le mausolée de Lénine, la longue geste bolchévique. La tradition révolutionnaire est sacrée et non discutable : les textes de Marx, d'Engels, de Lénine ont statut de scripture. Toute déviation est hérésie — nommée « déviationnisme de droite » ou « gauchisme infantile » selon la direction de l'écart. La formulation change ; le mécanisme d'un récit fondateur intouchable est identique.

2. Le refus du modernisme. Eco décrit le rejet des institutions modernes de contrôle et de contre-pouvoir — les Lumières, le rationalisme critique, la séparation des pouvoirs. L'URSS rejette les « institutions bourgeoises » : presse libre, tribunaux indépendants, partis d'opposition, syndicats autonomes. Ces institutions sont présentées non comme des acquis de la modernité politique, mais comme des instruments de la classe dominante. Le marxisme-léninisme se présente comme le seul rationalisme légitime — et en dehors de lui, il n'y a que mensonge de classe.

3. Le culte de l'action pour l'action. Le stakhanovisme — valoriser la production comme fin en soi, indépendamment de son utilité réelle — est l'exemple soviétique parfait. Les campagnes de masse se succèdent : collectivisation, industrialisation, plans quinquennaux, mobilisation permanente. L'agitation est une vertu révolutionnaire. Le calme est suspect. L'immobilisme est contre-révolutionnaire.

4. Le refus de la critique. Dans le fascisme classique, le désaccord est trahison. En URSS, le mécanisme est identique — seul le vocabulaire change. Le contradicteur n'est pas un « traître à la patrie » : il est « ennemi du peuple », « saboteur », « agent de l'impérialisme », « déviationniste ». Trotsky est l'ennemi du peuple par excellence — et son élimination, administrative d'abord, physique ensuite, est le modèle de traitement du dissident interne. Les procès de Moscou (1936-1938) ne sont pas des erreurs judiciaires : ils sont la mise en scène publique et ritualisée de l'élimination du désaccord.

5. La peur de la différence. L'URSS désigne systématiquement des catégories d'ennemis intérieurs : les koulaks, les bourgeois, le clergé, les nationalités « suspectes » — Tchétchènes, Tatars de Crimée, Allemands de la Volga, Polonais, déportés par millions. La différence n'est pas tolérée : elle est classifiée, puis éliminée. Le système du *propiska* attache les citoyens à leur lieu de résidence. La différence nationale est comprimée sous l'étiquette soviétique. La différence d'opinion est criminalisée.

6. L'appel aux classes frustrées. La frustration du prolétariat et de la paysannerie est le carburant de la révolution bolchévique. Le bouc émissaire est désigné : le koulak, le bourgeois, le nepman, l'ingénieur « saboteur ». La promesse est structurée de manière identique à celle du fascisme classique : vos souffrances sont réelles, elles ont un coupable précis, et le Parti va l'éliminer. La résolution des problèmes économiques réels passe par la désignation et l'élimination d'un ennemi de classe.

7. Le nationalisme. Le marxisme-léninisme se veut internationaliste. La pratique est différente. Dès 1924, Staline impose « le socialisme dans un seul pays » — le primat de l'URSS sur le mouvement communiste international. Durant la Seconde

Guerre mondiale, le régime ne mobilise pas les Soviétiques pour la révolution prolétarienne, mais pour la « Grande Guerre patriotique ». La *Rodina* — la Mère patrie — remplace le prolétariat international comme référence émotionnelle centrale. Le nationalisme russe devient instrument du Parti.

8. Le sentiment d'humiliation par l'ennemi. La Russie humiliée par les puissances capitalistes — intervention militaire étrangère pendant la guerre civile, cordon sanitaire, blocus — encerclée par des ennemis, constamment menacée : c'est le discours structurant de toute la période stalinienne. L'encercllement capitaliste justifie la vigilance permanente, la délation, la purge préventive. L'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur sont liés : le dissident est nécessairement l'agent de la puissance étrangère.

9. La vie comme guerre permanente. La lutte des classes ne s'arrête pas après la révolution — elle s'intensifie. C'est la thèse explicite de Staline : plus on avance vers le communisme, plus la résistance des ennemis de classe s'exacerbe. Cette logique justifie une violence toujours plus grande à mesure que le régime se consolide. Les Grandes purges de 1937-1938 — au moment où le régime est le plus fort — en sont la démonstration : la guerre permanente n'est pas une nécessité défensive, c'est un mécanisme de fonctionnement.

10. L'élitisme populaire. Le prolétariat est la classe universelle, porteuse de la mission historique de l'humanité. Ses adversaires — bourgeois, koulaks, « ennemis du peuple » — ne sont pas des adversaires légitimes : ce sont des obstacles à l'Histoire. Le Parti communiste, avant-garde éclairée du prolétariat, sait ce que le peuple veut mieux que le peuple lui-même. La démocratie formelle est une imposture bourgeoise : la vraie démocratie, c'est le Parti qui exprime la volonté objective de la classe ouvrière.

11. Le culte du héros et du chef. Lénine embaumé dans son mausolée, présent au cœur de Moscou depuis 1924 comme une icône laïque permanente. Staline, « père des peuples », « génie de tous les temps et de tous les peuples », dont le portrait orne chaque bureau, chaque salle de classe, chaque lieu public. Son infaillibilité est axiomatique — quand la réalité contredit ses

prévisions, c'est la réalité qui est sabotée, pas la prévision qui est fausse. La déstalinisation de Khrouchtchev (1956) ne supprime pas le culte : elle déplace simplement son objet.

12. Le machisme. Le héros soviétique est viril : le Stakhanoviste au torse nu, le soldat, le cosmonaute, l'ingénieur conquérant la nature. Les femmes sont officiellement égales — mais les valeurs promues sont des valeurs masculines de conquête, de force, de sacrifice héroïque. La direction du Parti est presque exclusivement masculine. La culture soviétique, sous ses atours égalitaristes, reproduit un archétype de la force comme vertu politique centrale.

13. Le populisme qualitatif. Eco distingue le populisme quantitatif — la majorité décide — du populisme qualitatif : le « vrai peuple » est défini par le chef, et sa volonté est interprétée par lui. Le Parti soviétique incarne le second de manière absolue. Quand les Soviétiques votent — avec des taux de participation officiels de 99,8 % — ce n'est pas pour choisir leurs dirigeants : c'est pour exprimer leur adhésion à ce que le Parti a déjà décidé. Si un peuple réel exprimait un désaccord — comme lors des soulèvements de Novotcherkassk (1962) ou à Berlin-Est (1953) —, c'est qu'il avait été manipulé. Le vrai peuple, lui, était toujours avec le Parti.

14. Le langage appauvri. George Orwell a conçu le Novlangue de 1984 à partir du langage soviétique réel. Les formules rituelles de la presse soviétique — « les forces impérialistes réactionnaires », « le camp de la paix et du socialisme », « les ennemis du peuple » — réduisent le vocabulaire politique à un jeu d'étiquettes binaires. L'analyse complexe disparaît au profit du classement : révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, socialiste ou fasciste, ami ou ennemi. Le langage ne sert plus à penser — il sert à trier.

Quatorze critères. Quatorze cases cochées. Sur le régime que le spectre place à l'opposé absolu du fascisme.

21.3 — Le schéma reproduit : cinq régimes, même structure

L'URSS est le cas le plus documenté, mais pas le seul. Les quatorze critères se vérifient — intégralement — sur chaque régime de sommet A, quelle que soit l'étiquette. Le mécanisme a été décrit dans la section précédente ; ce qui change d'un pays à l'autre, c'est le vocabulaire, jamais la structure. Cinq cas suffisent à le montrer.

La Chine maoïste (1949-1976) — 14/14

#	Critère	Manifestation
1	Tradition sacrée	Longue Marche ; marxisme-léninisme-maoïsme comme scripture intouchable
2	Anti-modernisme	Révolution culturelle : destruction des « quatre vieux » (idées, culture, coutumes, habitudes)
3	Action pour l'action	Grand Bond en avant : mobilisation de masse détachée de toute rationalité → plus grande famine de l'histoire
4	Critique = trahison	Piège des Cent Fleurs : attirer les intellectuels à s'exprimer, puis les réprimer
5	Peur de la différence	« Droitiers », « révisionnistes » : chaque phase produit une nouvelle catégorie à éliminer
6	Classes frustrées	Paysans et ouvriers mobilisés contre propriétaires terriens et intellectuels
7	Nationalisme	« Siècle de l'humiliation » (1839-1949) : la mission révolutionnaire est une mission nationale
8	Humiliation	Impérialisme occidental, puis « social-impérialisme » soviétique après 1960

#	Critère	Manifestation
9	Guerre permanente	Cent Fleurs → Grand Bond → Révolution culturelle — trente ans de campagnes sans interruption
10	Élitisme populaire	Le Parti est l'avant-garde ; ses adversaires sont des obstacles à l'Histoire
11	Culte du chef	Portrait sur Tiananmen ; infailibilité maintenue malgré des millions de morts
12	Machisme	Héros viril, « rougeard » ; culture de la force et du sacrifice héroïque
13	Populisme qualitatif	Quand la réalité contredit Mao, ceux qui la signalent sont coupables
14	Novlangue	Petit Livre rouge : slogans à réciter remplaçant toute pensée analytique

Cuba de Castro (1959-2016) — 14/14

#	Critère	Manifestation
1	Tradition sacrée	26 juillet, Sierra Maestra, geste guévariste intouchable
2	Anti-modernisme	Presse interdite dès 1960, partis supprimés, internet contrôlé
3	Action pour l'action	<i>Misiones</i> permanentes : <i>alfabetización</i> , travail volontaire comme vertu en soi
4	Critique = trahison	Dissidents emprisonnés (Valladares, García Pérez) ; « actes de répudiation »
5	Peur de la différence	Le <i>gusano</i> — le ver — : marqué socialement, privé d'emploi, ostracisé
6	Classes frustrées	<i>Guajiros</i> , Noirs, pauvres des <i>barrios</i> contre l'oligarchie et le Yankee

#	Critère	Manifestation
7	Nationalisme	Cuba libre contre l'impérialisme ; anti-américanisme structurant
8	Humiliation	Baie des Cochons (1961), blocus américain — humiliation réelle et entretenue
9	Guerre permanente	Blocus invoqué pour chaque pénurie depuis soixante ans
10	Élitisme populaire	La Révolution est la volonté populaire ; les dissidents sont des agents de l'ennemi
11	Culte du chef	Castro au pouvoir quarante-neuf ans ; mort, son image orne les billets et les bâtiments
12	Machisme	Camps UMAP (1965-1968) : répression des homosexuels
13	Populisme qualitatif	Élections à parti unique ; unanimité requise
14	Novlangue	« ¡Patria o muerte! », « los gusanos de Miami » — six décennies sans variation

Le Cambodge de Pol Pot (1975-1979) — 14/14

#	Critère	Manifestation
1	Tradition sacrée	Angkor mythifié ; retour à la pureté agraire originelle
2	Anti-modernisme	An Zéro : abolition de la monnaie, vidage des villes, exécution des médecins
3	Action pour l'action	Collectivisation forcée totale ; toute réflexion est contre-révolutionnaire

#	Critère	Manifestation
4	Critique = trahison	Moindre doute = mort ; aveux extorqués à Tuol Sleng (S-21)
5	Peur de la différence	Lunettes, mains douces, langue étrangère = motif d'exécution
6	Classes frustrées	Paysans pauvres contre citadins et intellectuels « parasites »
7	Nationalisme	Haine du Vietnam et de la Thaïlande ; nationalisme khmer exacerbé
8	Humiliation	Colonialisme français, bombardements Nixon (1969-1973)
9	Guerre permanente	Purges paranoïaques internes + guerre externe contre le Vietnam
10	Élitisme populaire	L'Angkar connaît le peuple mieux que le peuple lui-même
11	Culte du chef	« Frère numéro 1 » anonyme — culte structurel et collectif
12	Machisme	Dureté physique comme vertu ; sensibilité = contamination bourgeoise punissable de mort
13	Populisme qualitatif	Décisions infaillibles ; questionner = trahison
14	Novlangue	Deux catégories : « nouveau/vieux peuple », « révolutionnaire/traître »

Résultat : un quart de la population éliminée en moins de quatre ans. Les quatorze critères à leur intensité maximale.

L'Iran de Khamenei (1989-présent) — 14/14

#	Critère	Manifestation
1	Tradition sacrée	Révolution de 1979, martyre de Hussein à Karbala, textes de Khomeini
2	Anti-modernisme	<i>Gharbzadegi</i> — la « maladie de l'Occident » — comme corruption mortelle
3	Action pour l'action	Milices Basij ; slogans scandés à chaque prière du vendredi
4	Critique = trahison	Journalistes, avocats, militants arrêtés en masse ; candidats filtrés par le Conseil des gardiens
5	Peur de la différence	Bahais persécutés, sunnites criminalisés, femmes sans voile arrêtées et tuées
6	Classes frustrées	<i>Mostazafin</i> (deshérités) contre Shah et bourgeoisie pro-américaine
7	Nationalisme	Grandeur perse + mission islamique contre hégémonie américano-israélienne
8	Humiliation	Coup d'État CIA 1953, soutien US à Saddam (1980-1988)
9	Guerre permanente	Guerre Iran-Irak comme paradigme ; encerclement permanent
10	Élitisme populaire	<i>Velayat-e faqih</i> : le Guide incarne le peuple mieux que le peuple
11	Culte du chef	Khomeini omniprésent après sa mort ; Khamenei : infaillibilité quasi divine
12	Machisme	Voile obligatoire, inégalités juridiques codifiées dans la Constitution
13	Populisme qualitatif	Élections à candidats filtrés ; manifestants = agents étrangers

#	Critère	Manifestation
14	Novlangue	« Mort à l'Amérique », « mort à Israël » — quarante-cinq ans sans variation

Le vocabulaire est islamique, non marxiste — ce qui confirme précisément la thèse : les critères transcendent le contenu idéologique.

Le Venezuela de Chávez et Maduro (1999-présent) — 14/14

#	Critère	Manifestation
1	Tradition sacrée	Bolívar sacralisé — cercueil déterré en 2010 pour vénération publique
2	Anti-modernisme	Cour suprême reprise en main, Assemblée contournée, licence RCTV révoquée
3	Action pour l'action	<i>Misiones bolivarianas</i> valorisées indépendamment de leurs résultats
4	Critique = trahison	López, Machado : incarcérés ou exilés ; journalistes poursuivis
5	Peur de la différence	<i>L'escuálido</i> — le « squalide » — comme catégorie morale inférieure
6	Classes frustrées	Secteurs populaires contre élites blanches pro-américaines
7	Nationalisme	Reconquête de la souveraineté contre l'impérialisme américain
8	Humiliation	Coup d'État d'avril 2002 attribué à la CIA
9	Guerre permanente	Colectivos armés dans les rues ; répression de 2017 et 2019

#	Critère	Manifestation
10	Élitisme populaire	Chávez = voix du « vrai peuple » ; voter « non » = <i>escuálido</i>
11	Culte du chef	Sarcophage de cristal ; invoqué à chaque discours de Maduro
12	Machisme	Rhétorique saturée de force, virilité et confrontation
13	Populisme qualitatif	Résultats défavorables = fraudes ; seul le « oui » est authentique
14	Novlangue	« Socialismo o Muerte », « la oligarquía pitiyanqui »

Le cas de référence pour la dérive progressive vers le sommet A : une démocratie électorale stable jusqu'en 1998.

Cinq régimes. Cinq étiquettes — maoïste, castriste, khmère rouge, islamique, bolivarienne. Quatorze sur quatorze à chaque fois. Le vocabulaire varie. La position dans le triangle est identique.

21.4 — Ce que la comparaison établit

Les quatorze marqueurs d'Eco							
Appliqués à sept régimes de sommet A — score : 14/14 pour chacun, quelle que soit l'étiquette							
Marqueur d'Eco	Italie fasciste	URSS	Chine	Cuba	Cam- bodge	Iran	Vien- nam
1. Culte de la tradition	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2. Rejet du modernisme	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
3. Culte de l'action	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
4. Désaccord = trahison	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
5. Peur de la différence	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
6. Appel à la frustration sociale	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
7. Obsession du complot	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
8. Ennemi sur/sous-estimé	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
9. Guerre permanente	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
10. Élitisme populiste	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
11. Culte du héros/de la mort	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
12. Machisme	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
13. Populisme qualitatif	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
14. Novlangue	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
SCORE	14/14	14/14	14/14	14/14	14/14	14/14	14/14
Les 14 marqueurs d'Eco ne décrivent pas le fascisme. Ils décrivent le sommet A. Sept régimes, cinq étiquettes différentes (fasciste, communiste, théocratique, bolivarien). Même score. Même position. Même structure.							

Figure 21.1 — Matrice des marqueurs d'Eco

La liste pourrait être plus longue. La Corée du Nord de Kim Jong-un, la Libye de Kadhafi dans sa phase révolutionnaire, l'Éthiopie du Derg, le Zimbabwe de Mugabe, le Nicaragua d'Ortega depuis 2018 : le schéma se reproduit partout où les mêmes ingrédients sont réunis. Les quatorze critères d'Eco ne décrivent pas le fascisme de Mussolini ou de Hitler. Ils décrivent le sommet A.

C'est précisément ce qu'Eco pressentait sans pouvoir le nommer. Il cherchait quelque chose de plus universel que le fascisme historique — quelque chose qui transcende les étiquettes idéologiques. Le triangle lui fournit le cadre qui lui manquait : ce qu'il appelait *Ur-Fascismo*, c'est la position au sommet A, indépendamment du chemin qui y mène. Mussolini y est arrivé par le syndicalisme révolutionnaire transformé en nationalisme. Staline par le marxisme-léninisme. Pol Pot par le maoïsme radical. Khomeini par la révolution islamique. Chévez par le bolivarisme populiste. Les chemins divergent — la position converge.

Et c'est ce que le spectre gauche-droite ne peut pas voir. Sur l'axe, ces régimes occupent des positions incomparables : Staline est à l'extrême gauche, Mussolini à l'extrême droite, Khomeini dans une zone floue, Chávez entre social-démocratie et populisme autoritaire. Sur le triangle, ils sont tous voisins — au même sommet, à la même distance de la base, avec les mêmes mécanismes de maintien du pouvoir et les mêmes résultats pour les populations qui les subissent.

La conséquence est celle que le chapitre XX avait anticipée : **l'étiquette idéologique d'un mouvement ne dit rien de sa position dans le triangle**. Un mouvement peut invoquer la justice sociale, l'émancipation des opprimés, la révolution islamique ou la grandeur nationale — et se trouver au sommet A, ou s'y diriger. Les quatorze critères d'Eco, libérés de leur association exclusive avec la droite historique, deviennent ce qu'ils ont toujours été : un révélateur de direction, utilisable quelle que soit la couleur du mouvement examiné.

On juge une politique à ses effets, non à ses prétextes.

Il reste une question. Si ces critères s'appliquent aux régimes au sommet A indépendamment de leur étiquette, s'appliquent-ils aussi aux mouvements qui s'y *dirigent* — avant qu'ils y soient arrivés, dans des démocraties encore fonctionnelles ?

21.5 — Les marqueurs directionnels dans les démocraties contemporaines

Les régimes examinés jusqu'ici sont au sommet A — ils y sont consolidés, ou y ont achevé leur trajectoire. Mais les critères d'Eco sont aussi des *indicateurs de direction*, pas seulement des *marqueurs d'arrivée*. La prédiction 5 du triangle l'énonce : aucune démocratie ne bascule directement dans le totalitarisme — elle passe d'abord par une phase de re-dirigisation, visible avant que la coercition ouverte ne s'installe. Ce qui permet de la détecter — et, en théorie, de l'arrêter.

L'un des signaux les plus préoccupants est la constitution, pendant la phase démocratique, d'une capacité de violence para-institutionnelle : une organisation capable d'intimider, d'agresser, de contrôler l'espace public, que le mouvement politique n'intègre pas formellement mais dont il se sert de fait. Le Venezuela de Chávez en a fourni le cas d'école : les *Colectivos* ont été constitués et armés pendant la phase électorale, comme réservoir d'action directe. Une fois au pouvoir consolidé, ils sont devenus l'instrument de répression que l'on a vu en 2017 et 2019. Mussolini avait utilisé le même mécanisme avec les *squadristi* avant 1922 : dissociation verbale, financement réel, bénéfice politique de l'intimidation sans en porter la responsabilité formelle.

Ce mécanisme est observable dans des démocraties actuelles. En France, la Jeune Garde — organisation structurée, uniforme rouge et noir, discipline de groupe — est présente aux manifestations avec des pratiques d'agression documentées par des procédures judiciaires. Des élus et dirigeants de La France Insoumise ont participé à des événements communs avec cette organisation ou ont refusé de condamner ses actions. En Allemagne, plusieurs membres et élus de *Die Linke* s'identifient publiquement avec les milieux de l'*Antifaschistische Aktion*, dont certaines branches pratiquent la violence physique contre des adversaires désignés. En Espagne, des collectifs liés à *Podemos* entretiennent des relations similaires avec des groupes d'action directe. Dans chaque cas, la structure est la même : le mouvement politique bénéficie de l'effet d'intimidation, maintient une distance formelle, et ne condamne pas — exactement comme Mussolini se dissociait verbalement des *squadristi* tout en les orientant.

Ces mouvements ne sont pas au sommet A. Ils ne sont pas Pol Pot, ni Staline, ni Castro. Ils opèrent dans des démocraties avec des contre-pouvoirs, des médias libres, des tribunaux indépendants. Mais ils se déplacent dans la même direction — et les quatorze critères d'Eco, appliqués sans le filtre de l'étiquette gauche-droite, le révèlent pour ce qu'ils sont : des mouvements qui cochent les mêmes cases structurelles que les régimes examinés dans ce chapitre, à un stade antérieur de la trajectoire.

C'est ce que le spectre gauche-droite interdit de formuler. Un mouvement classé « de gauche » ne peut pas, par construction de l'axe, satisfaire des critères historiquement assignés à la droite — quelles que soient ses pratiques réelles. L'étiquette le protège. Le triangle, lui, ne lit pas l'étiquette. Il lit la direction.

Et l'antisémitisme, que les quatorze critères d'Eco ne listent pas explicitement, mérite une mention distincte. Il accompagne historiquement chaque dérive vers le sommet A — des purges staliniennes aux procès de Prague, de l'Affaire Dreyfus aux pogroms, de la rhétorique du régime iranien aux discours du chavisme tardif. Ce n'est pas une coïncidence idéologique : c'est un symptôme structurel. Le sommet A a besoin d'un ennemi intérieur à la fois assez puissant pour expliquer tous les maux et assez vulnérable pour être désigné sans riposte effective. L'antisémitisme remplit cette fonction depuis deux millénaires — et il réapparaît, sous diverses formes, chaque fois qu'un mouvement franchit certains seuils du triangle.

Chapitre XXII — Le nationalisme est-il un marqueur de droite ?

« Le critère le plus sûr pour juger si un pays est véritablement libre est le degré de sécurité dont jouissent les minorités. »

— Lord Acton, *The History of Freedom in Antiquity* (1877)

Le chapitre XXI a montré que le fascisme — supposé définir l'« extrême droite » — est au même endroit que le communisme dans le triangle. Ce chapitre attaque le second pilier du spectre : l'idée que le nationalisme est un marqueur de droite, et que la gauche est par nature internationaliste.

L'hypothèse est simple : si le nationalisme est « de droite », alors les régimes « de gauche » ne devraient pas le pratiquer. S'ils le pratiquent — systématiquement, structurellement, massivement —, c'est que le nationalisme n'est pas un marqueur gauche-droite. C'est autre chose. Et le triangle permet de dire quoi.

22.1 — L'URSS comme empire russe : russification, domination ethnique, déportations de peuples

L'Union des républiques socialistes soviétiques se présentait comme le contraire d'un empire. Quinze républiques « souveraines », unies librement, chacune disposant théoriquement du droit de sécession (article 72 de la Constitution de 1977). L'internationalisme prolétarien comme principe fondateur. « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

Dans les faits, l'URSS était un empire russe sous habillage marxiste.

La russification a commencé dès les années 1930. Le russe devient la langue de l'administration, de l'armée, de la science, de la promotion sociale. Les élites locales — ukrainiennes, géorgiennes, kazakhes, baltes — doivent parler russe pour accéder aux postes de pouvoir. Les alphabets des langues turcophones d'Asie centrale sont modifiés — d'abord latinisés (pour couper le lien avec l'héritage ottoman), puis cyrillisés (pour renforcer le lien avec Moscou). L'objectif n'est pas linguistique. Il est politique : une langue unique, un centre de commandement, un peuple docile.

Les déportations de peuples sont le nationalisme dans sa forme la plus brutale. En 1944, Staline déporte la totalité du peuple tchétchène — environ 500 000 personnes — vers le Kazakhstan et la Sibérie. Motif officiel : collaboration avec les Allemands. Motif réel : soumission d'un peuple réfractaire. Les Tatars de Crimée subissent le même sort — 200 000 déportés en mai 1944. Les Allemands de la Volga, installés en Russie depuis Catherine II, sont déportés dès 1941 — 900 000 personnes. Les Kalmouks, les Karatchaïs, les Balkars, les Meskhètes — la liste est longue. Chaque déportation suit le même schéma : un peuple entier est accusé collectivement, arraché à sa terre, transféré dans des wagons à bestiaux, et dispersé dans des territoires hostiles. Les pertes démographiques atteignent 25 à 40 % selon les peuples.

Ce n'est pas du nationalisme ? C'est exactement du nationalisme — la soumission de peuples minoritaires à l'ethnie dominante. La seule différence avec le nationalisme « de droite » est l'étiquette. Staline ne dit pas « la Russie d'abord ». Il dit « l'Union soviétique d'abord ». Mais l'Union soviétique, dans les faits, c'est la Russie — son armée, sa langue, ses cadres, son centre de décision.

L'antisémitisme soviétique confirme le diagnostic. La « campagne anti-cosmopolite » de 1948-1953 vise explicitement les intellectuels juifs — accusés de « cosmopolitisme », c'est-à-dire de ne pas être assez russes. Le « complot des blouses blanches » (1953) accuse des médecins juifs d'avoir voulu empoisonner les dirigeants soviétiques. Staline prépare une déportation massive des Juifs soviétiques au Birobidjan quand la mort l'in-

terrompt en mars 1953. L'internationalisme prolétarien n'empêche pas l'antisémitisme d'État — il lui fournit un vocabulaire différent. « Cosmopolite » au lieu de « Juif ». Le résultat est le même.

22.2 — La Yougoslavie de Tito : hégémonie serbe sous habillage fédéral

La Yougoslavie de Tito est souvent présentée comme le modèle de la coexistence socialiste — six républiques, trois religions, deux alphabets, une seule fraternité. Le « non-alignement » comme preuve d'indépendance vis-à-vis de Moscou. L'autogestion comme preuve d'originalité.

Sous la surface, l'appareil d'État était dominé par les Serbes. L'UDBA (la police secrète) était à majorité serbe. L'armée fédérale (JNA) était commandée par des officiers serbes à plus de 60 %. Belgrade concentrait les institutions fédérales, la banque centrale, les ministères clés. Le Kosovo — peuplé à 90 % d'Albanais — était géré comme une colonie intérieure, avec des investissements dérisoires et une police omniprésente.

Tito maintenait l'équilibre par la coercition personnelle — sa stature de partisan de la Seconde Guerre mondiale, son charisme, et la menace implicite de l'UDBA. Le nationalisme des peuples constitutifs n'avait pas disparu — il avait été comprimé. Le « Printemps croate » de 1971, réprimé par Tito en personne, montrait déjà que les fractures étaient intactes sous le vernis fédéral.

Quand Tito meurt en 1980, la compression cesse. En dix ans, la Yougoslavie explose — non pas parce que le nationalisme « revient », mais parce qu'il n'était jamais parti. Milošević instrumentalise le nationalisme serbe à partir de 1987 (le discours de Kosovo Polje). Tuđman fait de même avec le nationalisme croate. Izetbegović avec l'identité bosniaque. Chacun utilise la même rhétorique que le spectre attribue à la « droite » — et chacun vient d'un système qui se disait « de gauche ».

Le résultat : quatre guerres (Slovénie, Croatie, Bosnie, Kosovo), 140 000 morts, deux millions de déplacés, et les pires massacres en Europe depuis 1945 — Srebrenica, 8 000 hommes et garçons exécutés en juillet 1995. Le tout produit par un système « internationaliste » qui n'avait fait que geler les nationalismes sans les résoudre.

22.3 — La Chine : écrasement du Tibet, des Ouïghours, des Mongols intérieurs

La République populaire de Chine est officiellement un État multinational — 56 « nationalités » reconnues, dont les Han représentent 92 %. L'égalité des nationalités est inscrite dans la Constitution. L'internationalisme est un principe fondateur du marxisme-léninisme-maoïsme.

Dans les faits, la Chine pratique un nationalisme Han systématique — le plus vaste programme d'assimilation ethnique en cours dans le monde.

Le Tibet. L'invasion de 1950 est présentée comme une « libération pacifique ». Le soulèvement de 1959 est écrasé. Le Dalaï-Lama s'enfuit en Inde. La Révolution culturelle détruit 6 000 monastères sur 6 200. Les estimations des morts tibétains varient de 200 000 à 1,2 million selon les sources. Depuis, la colonisation de peuplement transfère des millions de Han au Tibet — les Tibétains deviennent minoritaires dans leur propre capitale, Lhassa. La langue tibétaine recule dans l'enseignement. La culture est muséifiée — tolérée comme folklore, interdite comme identité vivante.

Les Ouïghours. Depuis 2017, la Chine a interné entre un et deux millions de Ouïghours dans des camps de « rééducation » au Xinjiang. Les témoignages documentent : endoctrinement forcé, travail obligatoire, stérilisations, séparation des familles, surveillance totale par reconnaissance faciale et QR codes. L'objectif affiché est la « déradicalisation ». L'objectif réel est la sinisation — l'élimination de l'identité ouïghoure comme identité distincte. Le gouvernement parle de « formation professionnelle ». Les satellites montrent des camps entourés de miradors et de barbelés.

La Mongolie intérieure. En 2020, Pékin impose le mandarin comme langue d'enseignement dans les écoles mongoles de Mongolie intérieure — remplaçant le mongol. Les manifestations sont réprimées. Le schéma est identique : une minorité ethnique, une langue menacée, une culture assimilée de force par l'ethnie dominante.

Tout cela est du nationalisme — du nationalisme Han, impérial, assimilationniste. Il ne dit pas « la Chine aux Chinois Han ». Il dit « l'unité de la grande famille des nationalités chinoises ». Le vocabulaire est différent. Le résultat est le même : une ethnie dominante impose sa langue, sa culture et son contrôle aux autres — par la force quand nécessaire, par la démographie quand suffisant.

22.4 — Les pogroms en Pologne communiste

Le cas polonais est particulièrement révélateur — parce qu'il se produit dans un régime « de gauche » stabilisé, pas dans le chaos d'une guerre ou d'une révolution.

En mars 1968, le pouvoir communiste polonais lance une campagne « antisioniste » — un euphémisme transparent pour antisémitisme. Le prétexte : des manifestations étudiantes. Le mécanisme : le général Mieczysław Moczar, chef des anciens combattants et rival de Gomułka, instrumentalise l'antisémitisme pour purger ses adversaires politiques. Mais la campagne dépasse rapidement les jeux d'appareil.

Des milliers de Juifs polonais sont limogés de l'administration, des universités, de l'armée, des médias. On leur propose un « document de voyage » — aller simple, sans retour. Environ 13 000 Juifs quittent la Pologne entre 1968 et 1972 — la quasi-totalité de ceux qui restaient après la Shoah. Ils partent en abandonnant leurs biens, leur citoyenneté, et souvent leur nom. Un pays qui comptait 3,3 millions de Juifs en 1939 n'en compte plus que quelques milliers.

Ce n'est pas un accident. Ce n'est pas un « résidu » du passé. C'est une politique d'État — conduite par un régime communiste, dans un pays du bloc soviétique, trente ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'antisémitisme n'est pas un marqueur de droite. C'est un outil du pouvoir — utilisable par n'importe quel régime qui a besoin d'un bouc émissaire.

L'URSS elle-même impose des quotas juifs dans les universités soviétiques jusque dans les années 1980. L'accès aux études scientifiques, à la diplomatie, à certaines branches de l'armée est systématiquement restreint pour les citoyens d'« origine juive » — une catégorie inscrite sur le passeport intérieur soviétique. L'internationalisme prolétarien, dans les faits, s'arrête au cinquième point du passeport — la « nationalité ».

22.5 — Le Vietnam et l'expulsion des Chinois ethniques

Après la réunification de 1975, le Vietnam « socialiste » se retourne contre sa minorité chinoise — les Hoa, environ 1,5 million de personnes, présents depuis des générations, majoritairement commerçants dans le Sud.

En 1978-1979, le pouvoir vietnamien nationalise les commerces du Sud — dont la plupart appartiennent aux Hoa. Les Chinois ethniques sont poussés vers la sortie : confiscation des biens, fermeture des écoles en langue chinoise, discrimination à l'embauche, harcèlement administratif. L'invasion vietnamienne du Cambodge (décembre 1978) et la guerre sino-vietnamienne (février 1979) accélèrent le processus. Les Hoa sont désormais suspects par définition — des agents potentiels de l'ennemi chinois.

Des centaines de milliers de Hoa fuient par la mer — les *boat people*. Le monde découvre des images de bateaux surchargés, de noyades, de piraterie. L'opinion internationale attribue l'exode à la « fuite du communisme ». C'est vrai — mais incomplet. Une proportion massive des boat people sont des Chinois ethniques victimes d'un nationalisme vietnamien exercé par un régime communiste. Ils ne fuient pas seulement le communisme — ils fuient le nationalisme.

Le Vietnam en 1978, c'est un régime « de gauche » qui pratique une purification ethnique économique contre une minorité « étrangère ». La structure est identique à celle du nationalisme « de droite » : une ethnie dominante (Kinh), une ethnie minoritaire perçue comme étrangère (Hoa), une politique d'expulsion déguisée en « nationalisation ». Seule l'étiquette change.

22.6 — Le bilan : chaque régime communiste majeur a pratiqué le nationalisme ethnique

Résumons.

L'URSS : russification, déportation de peuples entiers, antisémitisme d'État, quotas ethniques. **La Chine** : sinisation du Tibet, camps de « rééducation » ouïghours, assimilation de la Mongolie intérieure. **La Yougoslavie** : hégémonie serbe sous habillage fédéral, éclatement en guerres ethniques. **La Pologne** : campagne antisémite de 1968, expulsion de la quasi-totalité des Juifs restants. **Le Vietnam** : expulsion des Chinois ethniques, nationalisme Kinh.

On pourrait ajouter : **Cuba** et la persécution des Afro-Cubains qui tentent de partir (les *balseros* sont disproportionnellement noirs). **Le Cambodge** de Pol Pot et l'extermination ciblée des Vietnamiens ethniques, des Chams musulmans et des Chinois. **La Corée du Nord** et son idéologie du *Juche*, qui est un nationalisme ethnique pur — la « pureté de la race coréenne » comme fondement du régime, dans un vocabulaire que le spectre attribuerait sans hésitation à l'extrême droite. **L'Éthiopie** de Mengistu et la « Terreur rouge » qui visait les Érythréens et les Oromos.

Le constat est sans appel. Il n'existe pas un seul régime communiste majeur qui n'ait pratiqué une forme de nationalisme ethnique — domination d'une ethnie sur les autres, persécution de minorités, déportation, expulsion, assimilation forcée, ou extermination. Pas un seul. L'internationalisme est resté ce qu'il a toujours été : un slogan d'exportation. À l'intérieur, chaque ré-

gime communiste a été un régime nationaliste — aussi systématiquement, aussi brutalement que n'importe quel régime étiqueté « de droite ».

22.7 — Le nationalisme dans le triangle : pas un marqueur gauche-droite, mais un outil du sommet A

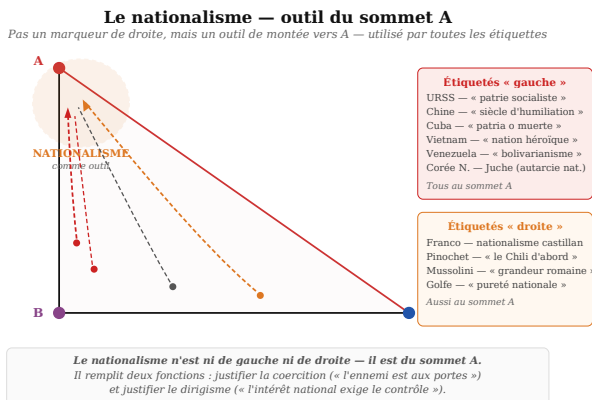


Figure 22.1 — Le nationalisme, outil du sommet A

Si le nationalisme était un marqueur de droite, la liste ci-dessus ne devrait pas exister. Chaque cas devrait être une anomalie. Mais quand les anomalies sont universelles — quand *chaque* régime « de gauche » pratique le nationalisme —, ce n'est plus l'anomalie qui pose problème. C'est la règle.

Le triangle explique ce que le spectre ne peut pas voir.

Le nationalisme n'est pas un marqueur gauche-droite. C'est un **outil de coercition** — disponible à n'importe quel régime qui monte dans le triangle. Et voici pourquoi.

Un régime qui monte vers A a besoin de trois choses : un levier de contrôle économique (le dirigisme), un levier de contrôle politique (la coercition), et un **levier de cohésion** — quelque chose qui justifie les sacrifices, qui soude la population derrière le pouvoir, qui désigne l'ennemi et légitime sa destruc-

tion. Le nationalisme est ce levier. Il fournit une identité collective (« nous »), un ennemi (« eux »), et un récit de légitimité (« nous sommes menacés, donc le contrôle est nécessaire »).

Le contenu du nationalisme varie. En URSS, c'est la « patrie socialiste » menacée par l'impérialisme. En Chine, c'est le « siècle d'humiliation » qui justifie la restauration de la grandeur chinoise. Au Vietnam, c'est la résistance millénaire contre la Chine et les puissances coloniales. En Corée du Nord, c'est la pureté de la race coréenne. Le contenu change. La fonction est la même : souder, exclure, justifier.

Un fait remarquable confirme que le nationalisme est un outil et non une identité : les plus grands nationalistes sont souvent étrangers au peuple qu'ils instrumentalisent. Staline est Géorgien, pas Russe — et il russifie plus brutalement qu'aucun tsar. Tito est Croato-Slovène, pas Serbe — et il maintient l'hégémonie serbe dans l'appareil yougoslave. Le phénomène dépasse la gauche : Hitler est Autrichien, pas Allemand — et il pousse le pangermanisme plus loin qu'aucun Prussien. Napoléon est Corse — culturellement italien — et il incarne la grandeur française. Catherine la Grande est Allemande — et elle devient l'impératrice la plus « russe » de Russie.

Ce n'est pas une coïncidence — c'est un mécanisme. L'outsider manie le nationalisme avec une efficacité supérieure pour trois raisons. D'abord, il n'a pas d'attaches organiques dans le groupe dominant — pas de cousins, pas de réseau d'enfance, pas de loyautés sentimentales. Il peut purger, déporter, massacrer sans que ça touche les siens. Staline élimine les vieilles familles bolcheviques russes — Boukharine, Zinoviev, Kamenev — avec une froideur chirurgicale : ce ne sont pas *ses* gens. Ensuite, l'outsider doit prouver sa loyauté par la surenchère — être *plus* russe que les Russes, *plus* allemand que les Allemands. Personne n'aurait osé russifier aussi brutalement qu'un Géorgien qui doit effacer ses origines. Enfin, l'étranger voit les ressorts du groupe depuis l'extérieur — comme un mécanicien voit un moteur. Il sait quels leviers actionner parce qu'il les observe sans l'aveuglement de celui qui baigne dedans.

Si le nationalisme était un sentiment organique — une loyauté naturelle envers « son » peuple —, il serait plus intense chez les natifs. C'est l'inverse. Les plus féroces sont les outsiders. Le nationalisme n'est donc pas un sentiment. C'est un levier de pouvoir — le carburant le plus puissant disponible pour monter vers A. Staline n'est pas nationaliste russe parce qu'il *aime* la Russie. Il utilise le nationalisme russe parce que c'est l'outil le plus efficace dans l'empire qu'il dirige.

Sur le spectre gauche-droite, le nationalisme est un critère de classification — ce qui le rend invisible quand il se manifeste « du mauvais côté ». Un régime « de gauche » nationaliste est une contradiction dans les termes — donc on ne le voit pas, ou on le reclasse comme « déviation ». Sur le triangle, le nationalisme n'est pas un critère — c'est un symptôme. Il signale la montée vers A. Quand un régime commence à parler de « nation menacée », de « peuple en danger », d'« ennemi intérieur » — qu'il soit de gauche ou de droite —, c'est le signal qu'il monte dans le triangle. Le nationalisme est l'alarme. Le spectre débranche l'alarme à gauche.

Et c'est exactement ce qui se produit aujourd'hui. Quand la Chine écrase les Ouïghours, le spectre ne sait pas quoi en faire — c'est un régime « communiste » qui pratique un nationalisme « de droite ». Quand le Venezuela de Maduro accuse les Colombiens de tous les maux, le spectre ne voit pas le nationalisme — parce que Maduro est « de gauche ». Quand la Russie de Poutine envahit l'Ukraine au nom de la « russité », les commentateurs hésitent — Poutine est-il « de droite » (nationaliste) ou héritier de l'URSS « de gauche » ? L'axe ne sait pas. Le triangle, lui, voit un régime qui monte — et qui utilise le nationalisme comme carburant de la montée, exactement comme l'ont fait avant lui l'URSS, la Chine, la Yougoslavie, le Vietnam, et tous les autres.

Le nationalisme n'est pas de droite. Le nationalisme n'est pas de gauche. Le nationalisme est d'en haut.

22.8 — Le marqueur résiduel : classe ou identité

Le chapitre XX a montré que fascisme et communisme occupent la même position dans le triangle. Le chapitre XXI a montré qu'ils partagent les quatorze marqueurs d'Eco. Ce chapitre vient de montrer que le nationalisme — supposé distinguer les deux — est un outil du sommet A, pas un marqueur de camp. Alors qu'est-ce qui les distingue ?

La réponse ne se trouve pas dans le triangle. Fascisme et communisme montent vers A par la même mécanique — dérive diagonale, escalade, désignation d'ennemis, destruction des alternatives. Leur trajectoire dans le triangle est indistinguishable. Ce qui les distingue est une variable que le triangle ne capture pas : le type de clivage mobilisé pour justifier la montée. Cette variable ne change ni la position, ni la direction, ni la destination. Elle change la nature du carburant — et, comme on va le voir, la dynamique d'escalade qui en découle.

Plusieurs différences de trajectoire existent entre le chemin fasciste et le chemin communiste vers le sommet A. Le rapport à la propriété privée : le communisme la supprime formellement, le fascisme la maintient mais la subordonne à l'État. Le rapport à la religion : le communisme la combat, le fascisme l'instrumentalise. Le rapport à la hiérarchie : le communisme prétend l'abolir, le fascisme l'assume et la sacralise. Le corporatisme fasciste contre le syndicalisme de classe communiste. Ce sont des différences réelles — mais ce sont des différences de chemin, pas de destination. Et toutes sont réversibles : la propriété peut être restituée, la religion libérée, le corporatisme démantelé. Aucune de ces différences ne modifie structurellement la dynamique d'escalade vers A.

Une seule différence modifie cette dynamique. C'est le type de clivage mobilisé pour justifier la montée.

Le marxisme divise la société par la classe. Bourgeois contre prolétaires. Exploiteurs contre exploités. Ce clivage a une propriété structurelle décisive : il est traversable. Un bourgeois peut renoncer à ses propriétés. Un ouvrier peut devenir pa-

tron. La frontière entre les groupes est économique — et l'économie se modifie. Le programme politique vise explicitement la traversée : abolir les classes, c'est abolir la frontière. Le conflit a une solution — au moins en théorie. Et parce qu'il a une solution, il a une fin.

Le fascisme divise la société par l'identité. La race, l'ethnie, la civilisation, la religion. Ce clivage a la propriété inverse : il est intraversable. On ne change pas de couleur de peau. On ne change pas d'origine ethnique. La frontière entre les groupes est biologique ou culturelle — et la biologie ne se modifie pas par décret. Le conflit n'a donc pas de solution. Il est permanent par construction. Et un conflit permanent est un carburant inépuisable pour la montée vers A — parce que l'ennemi ne disparaît jamais, la vigilance ne peut jamais se relâcher, et le contrôle ne peut jamais être desserré.

C'est la différence qui compte. Non parce qu'elle change la destination — les deux chemins arrivent au sommet A — mais parce qu'elle change la dynamique d'escalade. Un mouvement qui monte vers A par la classe peut, en théorie, s'arrêter quand les classes sont « abolies » (que cette abolition soit réelle ou fictive). Un mouvement qui monte par l'identité ne peut jamais s'arrêter — parce que l'identité, elle, ne s'abolit pas. L'escalade n'a pas de point d'arrivée. Le carburant ne s'épuise jamais.

Les précédents historiques le confirment.

Mussolini est directeur de l'Avanti!, organe du Parti socialiste italien. Il est exclu en 1914 pour son soutien à l'intervention militaire. En quelques années, il remplace le clivage de classe par le clivage national et civilisationnel — les Italiens contre les ploutocrates étrangers, la grandeur romaine contre la décadence libérale. Le vocabulaire anticapitaliste survit. Le corporatisme conserve des accents socialistes. Mais le moteur a changé : ce n'est plus la classe qui justifie la montée — c'est l'identité nationale. Le nom même du mouvement — fasci di combattimento — évoque le faisceau, symbole d'unité nationale, pas de lutte des classes.

Hitler fusionne les deux dès le départ. Le Parti national-socialiste porte les deux termes dans son nom. Le programme des « 25 points » de 1920 mélange revendications sociales (nationalisations, réforme agraire, partage des bénéfices) et revendications identitaires (exclusion des Juifs de la citoyenneté, interdiction de l'immigration non germanique). Mais la dynamique du mouvement ne laisse aucun doute sur le clivage opérant : c'est la race — le Volk — qui structure tout. La lutte des classes est subordonnée à la lutte des races, puis absorbée par elle. En 1933, les syndicats sont dissous. Les revendications sociales sont satisfaites au sein du groupe racial — Kraft durch Freude, Volkswagen — et refusées hors du groupe racial. Le clivage de classe a été digéré par le clivage d'identité.

Dans les deux cas, le virage est identifiable : c'est le moment où le clivage mobilisé passe de la classe — traversable, résoluble — à l'identité — figée, permanente. Ce moment n'est pas un changement de position dans le triangle. La montée vers A continue. Mais le carburant change — et avec lui, la capacité d'arrêt.

Le critère peut être formalisé. Tout mouvement politique qui, simultanément, monte vers le sommet A (marqueurs d'Eco observables : purges internes, refus du désaccord, langage binaire, culte du chef, désignation d'ennemis), remplace un clivage de classe par un clivage identitaire fondé sur des caractéristiques intraversables (race, ethnie, civilisation, religion assignée à la naissance), et institutionnalise la hiérarchisation de ces groupes identitaires par des mécanismes formels (droits différenciés selon l'origine, espaces séparés par la race, non-mixité fondée sur la couleur de peau, discrimination légale indexée sur l'appartenance identitaire) — ce mouvement emprunte la trajectoire historique du fascisme, quel que soit le vocabulaire qu'il utilise pour se décrire.

Le vocabulaire, précisément, mérite un mot. Le chapitre XXI a montré que le critère 14 d'Eco — le langage appauvri — est un marqueur universel du sommet A. Le novlangue soviétique remplaçait « Juif » par « cosmopolite », « impérialisme russe » par « internationalisme prolétarien ». La fonction du renom-

mage est toujours la même : rendre le mécanisme invisible en changeant l'étiquette. Le triangle ne juge pas les étiquettes — il regarde la structure sous les étiquettes.

Le racialisme — la doctrine qui fonde l'analyse politique sur l'appartenance raciale — illustre ce mécanisme. Il se présente comme de l'antiracisme. Structurellement, il en est l'inverse. L'antiracisme classique — celui de Martin Luther King, celui de la Déclaration universelle — vise un monde où la couleur de peau est politiquement insignifiante. Le racialisme vise un monde où la couleur de peau détermine vos droits, vos espaces, votre parole, votre statut. La différence n'est pas de degré — elle est de direction. L'un démantèle la catégorisation raciale. L'autre l'institutionnalise. Le même patron est observable dans les mouvements identitaires de droite : le suprémacisme blanc, le néo-nationalisme ethnique fondent également l'analyse politique sur une catégorie raciale intraversable et visent une hiérarchisation permanente des groupes. L'instrumentalisation du « grand remplacement » — une évolution démographique en soi documentable — comme clivage civilisationnel permanent relève du même mécanisme, en niant la traversabilité que l'assimilation rend pourtant possible. L'étiquette change — « défense de la civilisation » à droite, « justice raciale » à gauche — la structure est la même.

La discrimination positive, quand elle fonctionne comme un correctif temporaire et ciblé, opère dans le cadre du consentement démocratique : elle est réversible par le vote et vise sa propre obsolescence. Quand elle cesse d'être temporaire et devient une hiérarchisation permanente des droits selon la couleur de peau, elle change de nature. Elle ne corrige plus une inégalité — elle institutionnalise la race comme critère d'allocation des droits. Les « espaces sécurisés » séparés par la race, la non-mixité raciale érigée en principe politique, les droits d'expression différenciés selon l'origine — ce sont les instruments d'une société organisée par la race. Le fait qu'ils soient présentés comme protecteurs plutôt qu'oppressifs ne change pas leur structure. Il change leur vocabulaire. Et changer le vocabulaire sans changer la structure est, comme on l'a

vu, la signature du novlangue — que le mouvement se réclame de la gauche ou de la droite. Pourtant, le mot existe, il est même très connu : apartheid.

Le même mécanisme s'applique au genre quand il est mobilisé comme clivage politique. Dans sa version originale, la revendication d'égalité entre les sexes est un combat classique de la base du triangle — il vise à supprimer une discrimination, pas à en créer de nouvelles. Mais quand le genre devient une catégorie identitaire fondatrice — quand il sert à classer les individus en groupes aux droits et aux statuts différenciés, quand il structure l'espace public (non-mixité), le discours (hiérarchisation de la parole) et les institutions (quotas permanents) — il reproduit le même patron que le clivage racial. Le genre « fluide » ne modifie pas le diagnostic : il multiplie les catégories identitaires à l'intérieur du cadre sans sortir du cadre. On permutte d'une case à l'autre — mais les cases restent. La société reste organisée par ce que l'on est, pas par ce que l'on fait. La fluidité est une mobilité à l'intérieur du système de tri — pas l'abolition du tri. Et le tri des individus par catégorie identitaire permanente reste, quelle que soit la catégorie retenue, le carburant de la montée vers A : tant que le clivage existe, l'ennemi existe, et tant que l'ennemi existe, le contrôle se justifie.

Le marxisme orthodoxe pose que diviser le prolétariat par la race est la plus vieille ruse de la classe dominante — divise et impera. Un ouvrier blanc et un ouvrier noir ont les mêmes intérêts de classe ; les séparer par la race empêche leur unité et protège les structures de pouvoir existantes. Le passage d'un clivage de classe à un clivage racial n'est donc pas seulement un changement de trajectoire vers A. C'est, dans les termes mêmes du marxisme, une trahison du cadre de classe au profit du cadre que le marxisme était censé combattre.

Ce patron — le remplacement du clivage de classe par le clivage identitaire, combiné à la montée vers A — n'est pas un artefact historique limité aux années 1920-1940. Il est reproductible. Il est observable chaque fois qu'un mouvement politique abandonne une grille économique au profit d'une grille raciale ou civilisationnelle, tout en accumulant les marqueurs de la montée : purges internes, refus de la critique, langage binaire,

alliances avec des mouvements eux-mêmes coercitifs et identitaires, hiérarchisation institutionnelle des groupes. L'étiquette « gauche » ou « droite » est alors un résidu du spectre — un masque que le triangle permet de retirer.

Le nationalisme est d'en haut, comme le montre la section précédente. Le clivage identitaire, lui, est le chemin qui y mène quand le clivage de classe ne suffit plus. Et ce chemin a un nom. L'histoire l'a nommé.

Chapitre XXIII — La dictature du prolétariat : une contradiction structurelle

« *La liberté, c'est toujours et exclusivement la liberté de celui qui pense autrement.* »

— Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, ch. 6 (1918)

Marx promettait que la dictature du prolétariat serait transitoire. Elle ne l'a jamais été. Pourquoi ?

Les chapitres précédents ont montré que le fascisme et le communisme occupent la même position dans le triangle, et que le nationalisme n'est pas un marqueur gauche-droite mais un outil de tout régime qui monte vers A. Ce chapitre examine la mécanique interne du marxisme pour montrer pourquoi la promesse de libération ne peut pas être tenue — non par accident, non par trahison, mais par structure.

23.1 — La promesse : concentrer le pouvoir pour le dissoudre

L'architecture du marxisme repose sur une promesse extraordinaire : le pouvoir sera concentré *pour être rendu*.

Marx théorise la chose en plusieurs étapes. Le capitalisme produit ses propres fossoyeurs — le prolétariat. Le prolétariat fait la révolution. Il instaure la « dictature du prolétariat » — une phase de transition pendant laquelle la classe ouvrière contrôle l'État, abolit la propriété privée des moyens de production, supprime les classes sociales. Une fois les classes abolies, l'État n'a plus de raison d'être. Il « dépérit » (*Absterben des Staates*). Ce qui reste, c'est la société communiste — sans classes, sans État, sans coercition.

C'est une séquence en trois temps : concentration → transformation → dissolution.

Engels précise dans *L'Anti-Dühring* (1878) [4] : « L'État n'est pas "aboli", il dépérit. » Le verbe est important. L'État ne sera pas détruit par un acte politique — il disparaîtra de lui-même, parce que les conditions qui le rendaient nécessaire (les antagonismes de classe) auront cessé d'exister. C'est un processus organique, quasi naturel.

La beauté de la promesse est aussi sa faiblesse fatale. Elle repose sur l'idée que ceux qui détiennent le pouvoir total — *total* : politique, économique, militaire, médiatique, judiciaire — accepteront de le laisser se dissoudre. Pas de le rendre à quelqu'un. De le laisser *disparaître*. La dictature du prolétariat est un système qui demande à ses bénéficiaires de se suicider institutionnellement.

Aucun mécanisme ne les y contraint. Il n'y a pas de Constitution au-dessus d'eux. Pas de tribunal indépendant. Pas d'opposition légale. Pas de presse libre. Pas d'élections compétitives. La « dictature du prolétariat » a supprimé tous les contre-pouvoirs — puisqu'ils étaient, par définition, des instruments de la classe dominante. Ce qui reste, c'est un pouvoir nu, sans frein, qui est censé se modérer lui-même.

Marx n'a jamais expliqué comment.

23.2 — Le mécanisme réel : ceux qui exercent le pouvoir n'ont aucune incitation à le rendre

Le problème n'est pas moral. Il est structurel.

Quand un groupe de personnes contrôle l'État, l'économie, l'armée, les médias et la justice — quand il n'existe littéralement aucune institution capable de le contraindre —, ce groupe développe des intérêts propres. C'est inévitable. Ce n'est pas une question de vertu ou de corruption individuelle.

C'est le fonctionnement normal de toute organisation humaine : ceux qui occupent des positions de pouvoir agissent pour les conserver.

Robert Michels avait identifié le phénomène dès 1911 — la « loi d'airain de l'oligarchie » [27] : toute organisation, même démocratique à l'origine, tend à produire une élite dirigeante qui finit par servir ses propres intérêts. Michels étudiait les partis socialistes allemands. Son constat s'applique *a fortiori* à un système où le parti unique contrôle tout.

Le pouvoir concentré produit trois effets mécaniques.

Premier effet : la sélection. Qui monte dans la hiérarchie d'un parti unique ? Pas les idéalistes — ceux qui veulent rendre le pouvoir. Les ambitieux — ceux qui veulent l'exercer. Le système sélectionne naturellement les individus les plus déterminés à conserver le pouvoir. Staline ne prend pas le pouvoir malgré le système léniniste — il le prend *grâce* au système léniniste. Le centralisme démocratique, la discipline de parti, l'interdiction des factions (décidée par Lénine en 1921) — tout cela crée un appareil où seuls survivent ceux qui savent manœuvrer, éliminer leurs rivaux, et accumuler du pouvoir. Le système produit des Staline. Ce n'est pas un dysfonctionnement. C'est le fonctionnement.

Deuxième effet : l'auto-justification. Une fois au pouvoir, l'élite a besoin de justifier sa position. La révolution n'est jamais « terminée ». Les ennemis de classe sont toujours là — à l'intérieur (les « saboteurs », les « déviants ») ou à l'extérieur (l'« impérialisme »). La menace est permanente, donc la dictature est permanente. L'état d'urgence se prolonge — non parce que l'urgence persiste, mais parce que la dictature en a besoin pour se légitimer. La « phase de transition » n'a pas de critère de fin. Qui décide que les classes sont abolies ? Ceux qui exercent la dictature. Ils ne le décideront jamais — parce que le jour où ils le décident, ils perdent leur pouvoir.

Troisième effet : le simulacre de descente. Les purges politiques — Grandes purges staliniennes, Révolution culturelle maoïste, *zafra* castriste — se présentent comme un nettoyage du système : on élimine les « traîtres », les « corrompus », les

« contre-révolutionnaires ». Le discours est celui d'une purification qui rapproche de la promesse — une descente vers B. La réalité est l'inverse. En éliminant ceux qui ne consentent pas et en ne gardant que ceux qui consentent — ou du moins se taisent —, la purge ne réduit pas la coercition : elle fabrique un *simulacre de consentement*. La population restante semble acquiescer. Mais elle acquiesce parce que le prix de la dissidence vient d'être publiquement rappelé. Le régime n'a pas bougé sur le triangle — il a simplement élagué les preuves visibles de sa position.

Quatrième effet : l'élimination des alternatives. Le premier acte de tout régime marxiste est de supprimer les institutions qui pourraient le contraindre : partis d'opposition, presse libre, syndicats indépendants, tribunaux autonomes, société civile. Une fois ces institutions détruites, il n'existe plus de mécanisme pour forcer la transition. Même si l'élite dirigeante *voulait* rendre le pouvoir — à qui le rendrait-elle ? Il n'y a plus personne en face. Le pouvoir a détruit les structures capables de le recevoir.

La dictature du prolétariat est un piège à sens unique. On y entre. On n'en sort pas. Non par malveillance — par mécanique.

23.3 — De Lénine à Maduro : la même séquence, un siècle durant

Si le raisonnement ci-dessus est correct, il doit se vérifier empiriquement. Chaque régime marxiste devrait suivre la même séquence : révolution → concentration du pouvoir → maintien indéfini → jamais de « déperissement ».

C'est exactement ce qui se passe. Sans exception.

Russie, 1917. Lénine prend le pouvoir en octobre. Dès janvier 1918, il dissout l'Assemblée constituante — la seule institution élue démocratiquement. La Tchéka (police politique) est créée en décembre 1917. L'interdiction des factions au sein du parti est votée en 1921. En cinq ans, tous les mécanismes de contre-pouvoir sont éliminés. Staline hérite d'un système déjà ver-

rouillé. Le « dépérissement de l'État » ? L'URSS dure 74 ans. Elle ne dépérit pas — elle s'effondre, en 1991, sous le poids de sa propre inefficacité. L'État n'a jamais dépéri. Il a fallu qu'il s'écroule.

Chine, 1949. Mao instaure la République populaire. Le Parti communiste chinois contrôle l'État, l'armée, l'économie, la justice, les médias. La phase de « transition » ? Soixante-dix-sept ans plus tard, en 2026, le PCC est toujours au pouvoir. Xi Jinping a fait supprimer la limite de deux mandats en 2018 — le pouvoir ne se rend pas, il s'étend. Le dépérissement de l'État chinois n'est pas en vue. Le Parti a 98 millions de membres. Il ne dépérit pas. Il se renforce.

Cuba, 1959. Castro prend le pouvoir. La « transition » dure 65 ans — et n'est toujours pas terminée. Le pouvoir passe de Fidel à Raúl (son frère), puis à Díaz-Canel (son protégé). C'est une monarchie avec un drapeau rouge. L'État n'a pas dépéri. La population, elle, a dépéri — en liberté, en niveau de vie, en espérance.

Cambodge, 1975. Pol Pot instaure le « Kampuchéa démocratique ». En quatre ans : 1,5 à 2 millions de morts sur 8 millions d'habitants. Villes vidées, intellectuels exterminés, monnaie abolie, familles décomposées. Le pouvoir ne dépérit pas — il dévore.

Éthiopie, 1974. Le Derg de Mengistu renverse Haïlé Sélassié. « Terreur rouge » de 1977-1978 : des dizaines de milliers d'exécutions. Famine de 1983-1985 : un million de morts, aggravée par les politiques de collectivisation et les déplacements forcés. Le régime tombe en 1991, non par dépérissement, mais par défaite militaire.

Venezuela, 1999-2025. Chávez arrive au pouvoir par les urnes. Il nationalise le pétrole, les télécommunications, l'acier, le ciment. Il modifie la Constitution, contrôle les tribunaux, musèle la presse. Maduro lui succède en 2013. En 2024, il refuse de reconnaître sa défaite électorale. Le PIB a chuté de 75 % entre 2013 et 2020. Cinq millions de Vénézuéliens ont fui le pays. L'État n'a pas dépéri. L'économie, elle, a dépéri. La démocratie, elle, a dépéri. Tout dépérit sauf le pouvoir.

Nicaragua, 2007-2025. Daniel Ortega, ancien sandiniste, revient au pouvoir. Il modifie la Constitution pour supprimer la limite des mandats, emprisonne ses opposants, ferme les ONG, expulse les journalistes. En 2024, il déchoit de leur nationalité des centaines de dissidents. La « révolution » est devenue une dictature familiale — Ortega et sa femme Rosario Murillo, vice-présidente. La séquence est identique.

Sept cas. Sept continents. Un siècle d'histoire. Le même résultat. À chaque fois, le pouvoir se concentre. À chaque fois, il reste concentré. À chaque fois, le « dépérissement » ne vient pas. La question n'est plus : pourquoi ça échoue ? La question est : à quel moment cesse-t-on d'appeler ça un échec et commence-t-on à comprendre que c'est le résultat normal du système ?

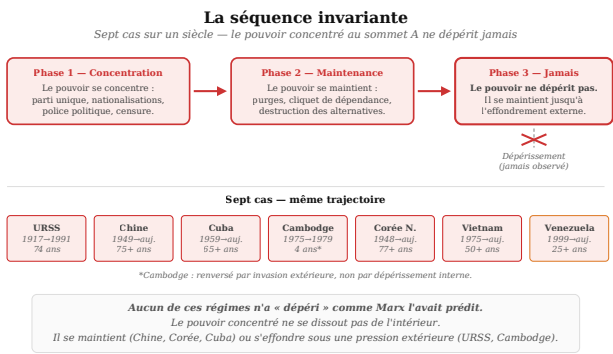


Figure 23.1 — La séquence invariante

23.4 — Le marxisme ne supprime pas les élites — il les remplace

La promesse marxiste est l'abolition des classes. Le résultat est le remplacement d'une élite par une autre — généralement pire, parce que la nouvelle élite n'est contrainte par rien.

La nomenklatura soviétique. Le terme désigne la liste des postes réservés, attribués par le Parti. Logements spéciaux, magasins réservés (*Beriozka*), hôpitaux séparés, datchas, voitures avec chauffeur, accès aux produits occidentaux. Milovan

Djilas, ancien compagnon de Tito, décrit le phénomène dès 1957 dans *La Nouvelle Classe* [40] : le communisme ne supprime pas l'exploitation — il la transfère au Parti. L'ancienne bourgeoisie est remplacée par une nouvelle classe qui contrôle les moyens de production *via* l'État. La propriété n'est pas abolie — elle est collectivisée au profit de ceux qui contrôlent le collectif.

Les « princes rouges » chinois. Les enfants des dirigeants révolutionnaires — Xi Jinping est fils de Xi Zhongxun, vice-premier ministre. Les familles fondatrices du PCC contrôlent des empires financiers. L'enquête de Bloomberg (2012) estimait la fortune de la famille de Wen Jiabao à 2,7 milliards de dollars. La « propriété collective » est un écran juridique derrière lequel une oligarchie accumule des richesses privées — à l'abri de toute transparence, de tout contrôle judiciaire, de toute presse d'investigation.

La « bolibourgeoisie » vénézuélienne. Néologisme inventé pour désigner la nouvelle bourgeoisie chaviste — les militaires, les apparatchiks, les proches du pouvoir qui se sont enrichis grâce au contrôle de la rente pétrolière, des importations, du change. En 2015, le magazine *Forbes* identifiait des milliardaires issus de l'entourage de Chávez — dans un pays où le salaire minimum ne permettait plus d'acheter un kilo de viande par mois.

La famille Castro. *Forbes* estimait la fortune personnelle de Fidel Castro à 900 millions de dollars en 2006. Son fils Antonio possédait un yacht et fréquentait les stations balnéaires les plus exclusives. Dans un pays où un médecin gagnait 60 dollars par mois.

Le schéma est universel. Le marxisme promet l'abolition des classes. Il produit une nouvelle classe — qui cumule le pouvoir politique et le pouvoir économique, ce que même les élites capitalistes ne font pas. Dans une démocratie de marché, le pouvoir politique et le pouvoir économique sont séparés — imparfaitement, mais séparés. Un milliardaire n'est pas automatiquement président. Un président n'est pas automatiquement

milliardaire. Dans un régime marxiste, les deux fusionnent. Le résultat n'est pas l'égalité — c'est l'inégalité maximale, parce qu'il n'existe aucun contre-pouvoir capable de la contester.

23.5 — Ce que Marx avait raison de voir — et ce que le triangle voit plus loin

Les pages qui précèdent montrent que le marxisme ne supprime pas les élites — il les remplace. Avant d'en tirer la conclusion structurelle, un détour s'impose : sur un point central, Marx avait juste. Le reconnaître n'est pas une concession — c'est ce qui permet de mesurer précisément où son modèle s'arrête et où le nôtre commence.

Marx avait raison que l'économie et la politique sont indissociables. Le contrôle des ressources matérielles est un levier de pouvoir décisif — et quiconque veut exercer un pouvoir durable doit soit contrôler ces ressources, soit accepter de les voir financer ses adversaires. Cette intuition est exacte. Elle est même l'un des fondements du présent modèle : l'axe horizontal, qui mesure le périmètre de l'État dans l'économie, est précisément la formalisation de cette indissociabilité. Le triangle ne réfute pas Marx sur ce point — il le formalise avec une géométrie plus précise.

Mais Marx s'est trompé sur la direction de la causalité.

Marx dit : les relations de production déterminent la superstructure politique. Ceux qui possèdent les moyens de production contrôlent l'État. Le triangle dit l'inverse : le groupe qui maîtrise la coercition capte les leviers économiques dont il a besoin pour se maintenir. Ce ne sont pas deux formulations équivalentes — elles donnent des prédictions différentes, et donc vérifiables.

Prédiction marxiste : les ultra-riches devraient toujours contrôler les régimes coercitifs. Prédiction du modèle : les régimes coercitifs durables devraient toujours réduire les entrepreneurs indépendants en vassaux politiques. C'est la seconde qui se vérifie universellement. Khodorkovski était l'homme le plus riche de Russie ; il n'a pas contrôlé Poutine. Poutine a contrôlé

Khodorkovski. Jack Ma dirigeait le premier empire commercial d'Asie ; il n'a pas contrôlé le Parti. Le Parti a contrôlé Jack Ma. La *nomenklatura* soviétique n'était pas la bourgeoisie capitaliste reconvertie — c'était une nouvelle classe issue de l'appareil politique, qui a ensuite acquis des privilèges économiques. Dans tout régime coercitif durable, c'est la coercition qui précède et conditionne la richesse, pas l'inverse.

Il y a une deuxième erreur, plus profonde. Marx confond l'ampleur de l'intervention étatique dans l'économie avec son mode de légitimation. L'axe horizontal du triangle peut être haut — l'État peut intervenir massivement dans l'économie — et l'axe vertical peut rester bas, si cette intervention est construite et maintenue par consentement. Les social-démocraties nordiques sont la démonstration la plus visible de cette combinaison : des États très actifs économiquement, dans des sociétés politiquement libres. Le marxisme n'a pas de catégorie pour cette configuration. Il ne peut pas expliquer la différence entre la Suède et l'Union soviétique — parce que sa seule variable est *qui possède les moyens de production, pas comment le pouvoir politique est construit et contesté*.

C'est précisément ce que l'axe vertical ajoute. La même infrastructure économique peut être tenue par un État que les citoyens ont bâti et peuvent défaire — ou par un État qui les tient, eux, en dépendance. Marx avait vu l'infrastructure. Il n'avait pas vu que c'est le second axe qui décide de tout.

23.6 — Ce n'est pas une trahison — c'est le design

L'objection classique est connue : « Ce n'est pas le vrai communisme. » Staline a trahi Lénine. Mao a trahi Marx. Pol Pot a trahi Mao. Maduro a trahi Chávez. Chaque échec est attribué à un individu — jamais au système.

C'est l'explication par la malchance morale. Sur des dizaines de tentatives, dans des dizaines de pays, sur cinq continents, pendant un siècle — pas une seule fois le système n'a trouvé

les bonnes personnes. Pas une seule fois la dictature du prolétariat n'a mené à la liberté. Pas une seule fois l'État n'a dé péri. Pas une seule fois les élites n'ont rendu le pouvoir.

À quel point de répétition cesse-t-on de parler de trahison ?

Si un avion s'écrase une fois, c'est un accident. Si le même modèle d'avion s'écrase à chaque vol, ce n'est pas une série de pilotes incompetents — c'est un défaut de conception.

La dictature du prolétariat est un défaut de conception.

Le défaut est précis et identifiable. Le système concentre le pouvoir total — politique, économique, militaire, judiciaire, médiatique — entre les mains d'un groupe restreint. Il supprime tous les mécanismes de contrôle externe. Puis il demande à ce groupe de renoncer volontairement au pouvoir. Le résultat est prévisible, reproductible, et universel : le groupe conserve le pouvoir. Chaque fois. Partout. Sans exception.

Ce n'est pas un bug. C'est la conséquence logique du design.

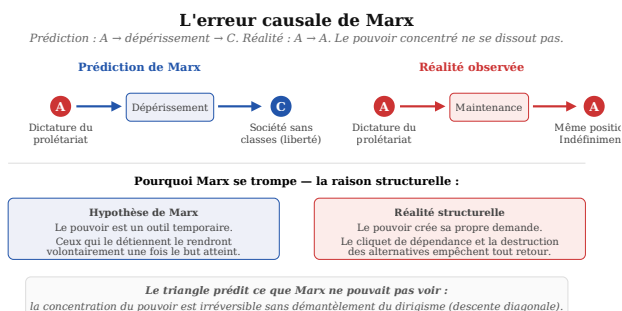


Figure 23.2 — L'erreur causale de Marx

Sur le triangle, le diagnostic est limpide. La « dictature du prolétariat » est un mouvement vers le sommet A — concentration maximale du pouvoir. Le marxisme promet que ce mouvement est temporaire — qu'il sera suivi d'une descente vers C (société sans État). Mais le sommet A a sa propre gravité. Le pouvoir concentré se maintient. Il ne redescend pas. Non parce que les dirigeants sont mauvais — mais parce que le système ne contient aucune force capable de le faire redescendre. Les

contre-pouvoirs ont été supprimés. La presse a été muselée. L'opposition a été interdite. Les tribunaux ont été mis au pas. Il ne reste que la volonté des dirigeants. Et la volonté des dirigeants, prévisiblement, est de rester dirigeants.

Le spectre gauche-droite ne peut pas voir ce problème — parce qu'il classe le communisme à gauche et le considère comme l'opposé du fascisme. Le triangle le voit immédiatement : la dictature du prolétariat et la dictature fasciste sont au même endroit. Pas parce qu'elles ont la même idéologie — mais parce qu'elles ont le même design. Concentration du pouvoir. Suppression des contre-pouvoirs. Maintien indéfini. Les étiquettes changent. La mécanique est identique.

Marx avait raison sur un point : le pouvoir de l'État ne dépérit pas de lui-même. Il avait tort de croire qu'il le ferait après la révolution. L'histoire a tranché — et elle a tranché de manière unanime, sans une seule exception, sur un siècle et sur tous les continents.

La dictature du prolétariat n'est pas une phase de transition. C'est une destination.

Chapitre XXIV — Le capitalisme : anatomie d'un amalgame

« *Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde.* »

— Albert Camus, *Sur une philosophie de l'expression* (1944)

Le mot que le lecteur attend depuis le début n'a pas encore été prononcé. Vingt chapitres à examiner des régimes, des dérives, des cliquets — et pas un seul consacré au capitalisme. L'omission est volontaire. Non par esquive, mais parce que le mot pose exactement le problème que ce livre s'efforce de résoudre : il comprime des réalités incompatibles dans une seule étiquette.

Ce chapitre le démontre — puis le dissout.

24.1 — Un mot, trois pays

Prenons trois pays. Tous les trois sont « capitalistes ».

Le Danemark. Propriété privée, marché libre, entreprises cotées en bourse. Dépenses publiques à 50 % du PIB. Redistribution massive — éducation gratuite, santé gratuite, allocations généreuses. Syndicats puissants qui négocient les salaires sans intervention législative (flexicurité). Indice de liberté économique Heritage : 77,6. Freedom House : 97/100. Le marché existe. L'État est omniprésent. Le citoyen consent — il vote pour ce niveau de redistribution, il peut voter contre, il l'a fait et le refera. Sur le triangle : proche du sommet B. Dirigisme consenti.

L'Estonie. Propriété privée, marché libre, entreprises cotées en bourse. *Flat tax* à 20 %. Dépenses publiques à 34 % du PIB. E-gouvernement, e-résidence, administration numérique. Peu de redistribution par rapport aux voisins nordiques. Heritage : 78,2. Freedom House : 94/100. Le marché existe. L'État est léger. Le citoyen consent — il vote pour ce niveau d'autonomie. Sur le triangle : proche du sommet C. Autonomie consentie.

La Russie. Propriété privée formelle, entreprises formellement privées, bourse de Moscou. Mais Khodorkovski fait dix ans de camp pour avoir défié le Kremlin. Gazprom obéit au président. Les oligarques possèdent tant que le pouvoir le tolère. Heritage : 56,1. Freedom House : 13/100. Le marché existe — sur le papier. La propriété existe — jusqu'au coup de téléphone. Sur le triangle : proche du sommet A. Dirigisme coercitif.

Trois pays « capitalistes ». Trois positions dans le triangle qui n'ont rien en commun. Le Danemark est aussi éloigné de la Russie que la Suède l'est de la Corée du Nord. Et pourtant le même mot les recouvre — et le débat politique les traite comme des variantes d'un même système.

24.2 — Le syndrome

Pendant des décennies, la recherche médicale a traité la maladie d'Alzheimer comme une pathologie unique. On cherchait *le* mécanisme, *le* traitement. Les essais cliniques échouaient les uns après les autres. Puis on a compris : ce n'est pas une maladie. C'est un syndrome — amyloïde, tau, vasculaire, inflammatoire, métabolique. Des pathologies distinctes avec des mécanismes différents, des progressions différentes, des traitements différents, qui produisent des symptômes similaires. L'étiquette unique a retardé la recherche de plusieurs décennies parce qu'on cherchait une réponse à une question mal posée.

« Le capitalisme » fait exactement la même chose au débat politique. On cherche à savoir si « le capitalisme » est bon ou mauvais — comme on cherchait à guérir « l'Alzheimer ». Les uns le défendent. Les autres l'attaquent. Et personne ne parle du même objet. Le syndrome est si avancé que certains théori-

ciens qualifient l'URSS elle-même de « capitalisme d'État » — au motif que l'État y joue le rôle du patron. Quand un mot peut désigner à la fois l'Estonie et l'Union soviétique, il ne désigne plus rien. C'est un bruit, pas un signal.

Quand un militant de gauche dit « le capitalisme exploite », il parle de la Russie de Poutine, du Suharto de l'Indonésie, du capitalisme de connivence où chaque fortune dépend du prince. Il a raison — ce système exploite. Quand un militant de droite dit « le capitalisme libère », il parle de l'Estonie, de la Nouvelle-Zélande, du marché concurrentiel où l'entrepreneur ne doit rien au pouvoir. Il a raison aussi — ce système libère. Le problème n'est pas qu'ils ont tort. Le problème est qu'ils utilisent le même mot pour deux objets qui sont aux antipodes du triangle.

Et quand un social-démocrate dit « le capitalisme, ça se régule », il parle du Danemark — un marché encadré par un État fort avec le consentement des citoyens. Il a raison pour une troisième fois. Mais son « capitalisme régulé » n'a rien en commun avec le « capitalisme » du militant de gauche (qui parle de prédation) ni avec celui du militant de droite (qui parle d'autonomie).

Trois diagnostics justes. Trois traitements incompatibles. Un seul mot. Le débat tourne en rond depuis deux siècles — exactement comme la recherche sur Alzheimer tournait en rond tant qu'on cherchait un mécanisme unique.

24.3 — Ce que le triangle voit quand il dissout le mot

Supprimons le mot. Regardons les mécanismes. Fernand Braudel l'a fait avant nous. Dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* [6] (1979), il distingue l'économie de marché — échange concurrentiel, petit commerce, artisanat — du capitalisme proprement dit — accumulation monopolistique, connivence avec le pouvoir, grandes fortunes qui manipulent les règles. Le capitalisme, écrit Braudel, est « l'anti-marché » : le moment où le pouvoir économique capture le pouvoir poli-

tique. C'est Stigler un siècle avant Stigler, vu par un historien. Sa distinction correspond presque exactement à ce que le triangle sépare.

Le marché concurrentiel sous consentement (base B-C du triangle). Des acteurs économiques échangent librement. La propriété est protégée par des institutions indépendantes du pouvoir. L'entrepreneur ne doit rien au prince. Le consommateur peut choisir. La faillite est possible — c'est le signal qui dit « cette ressource est mieux employée ailleurs ». Le degré de redistribution varie — élevé au Danemark, faible en Estonie — mais dans les deux cas, il est consenti : voté, révisable, contestable. Ce mécanisme n'a pas besoin du mot « capitalisme » pour être décrit. Il se décrit par sa position sur la grille : autonomie variable, consentement élevé.

Le capitalisme de connivence (milieu du triangle, en montée). Des acteurs économiques formellement privés, mais dont la prospérité dépend de la proximité avec le pouvoir. Les monopoles sont attribués par décret, pas acquis par la concurrence. Le crédit dépend de la loyauté. La licence peut être retirée. Suharto, Orbán, Erdoğan post-2013 — et une part non négligeable de l'économie française (marchés publics, commandes d'État, régulation sectorielle qui protège les acteurs en place). Ce mécanisme n'est pas du « capitalisme dévoyé » — c'est le produit mécanique de la dérive verticale. Quand l'État grossit, les entreprises qui dépendent de lui grossissent aussi — et elles ont intérêt à ce qu'il grossisse encore. La capture réglementaire de Stigler [24] (chapitre XV) produit du capitalisme de connivence aussi sûrement que la pluie produit de la boue. Ce n'est pas un accident du capitalisme — c'est le capitalisme en montée dans le triangle.

Le marché sous tutelle coercitive (sommet A). Propriété formelle, activité économique réelle — mais sous contrôle total du pouvoir. La Chine de Xi, la Russie de Poutine, les pétromonarchies. Jack Ma disparaît trois mois après un discours critique. Khodorkovski fait dix ans de camp. Le fermier du Zimbabwe perd sa ferme par décret. Heritage voit de la « liberté

économique ». Le chapitre XVII a montré pourquoi c'est un artefact de mesure. Ce mécanisme n'est pas du capitalisme — c'est du dirigisme en costume de marché.

Et c'est ici que la boucle se ferme. Le « capitalisme d'État » de l'URSS et le « capitalisme de connivence » de la Russie de Poutine sont le même système. Dans le premier, l'État possède les entreprises directement. Dans le second, les entreprises sont nominalement privées mais obéissent au Kremlin — propriété conditionnelle, fortune révocable, Khodorkovski pour ceux qui n'ont pas compris. La différence est administrative. Le contrôle est identique. Et c'est exactement ce qui sépare le communisme du fascisme — la forme, pas le fond. Le chapitre XX l'a montré : Mussolini « privatise », Staline nationalise, les deux contrôlent. Le mot « capitalisme » appliqué aux deux cas ne fait que confirmer le diagnostic du triangle : au sommet A, les étiquettes n'ont plus de sens. Qu'on appelle ça capitalisme d'État, capitalisme de connivence, socialisme réel ou corporatisme fasciste — la position sur la grille est la même, le mécanisme est le même, et les citoyens subissent la même chose.

Trois mécanismes. Trois positions dans le triangle. Un seul mot qui les confond — et qui rend impossible le diagnostic différentiel.

Et un quatrième fantôme. L'anarcho-capitalisme (Rothbard, David Friedman) pousse le sommet C à son extrême logique : zéro État, tout par le marché, y compris la justice et la défense. C'est le miroir exact de la promesse communiste — qui pousse le sommet B à son extrême : l'État dépérit quand le vrai socialisme est atteint. Les deux prédisent la disparition de l'État. Aucun des deux ne l'a produite. L'Islande médiévale, cas favori des anarcho-capitalistes, a fonctionné trois siècles sans État central — puis le pouvoir s'est concentré et le système s'est effondré sous la couronne norvégienne. Le vide institutionnel se remplit — toujours. Les sommets du triangle sont des asymptotes, pas des destinations. Le débat réel se joue sur la base B-C, pas aux extrêmes.

24.4 — Pourquoi le mot persiste

Si le mot « capitalisme » est un obstacle à la compréhension, pourquoi survit-il ?

Pour la même raison que le spectre gauche-droite survit : parce qu'il est utile à ceux qui l'utilisent.

La gauche a besoin du mot pour avoir un ennemi unique.

Si le capitalisme danois et le capitalisme russe sont le même système, alors la critique vaut pour les deux — et la solution (plus d'État, plus de contrôle, plus de redistribution forcée) s'applique partout. Dissoudre le mot, c'est perdre la cible. Un militant qui doit dire « je suis contre le capitalisme de connivence mais pour le marché concurrentiel régulé sous consentement » a perdu son slogan. « À bas le capitalisme » tient sur une pancarte. « À bas la capture réglementaire dans un cadre de dérive verticale » ne tient nulle part.

La droite a besoin du mot pour avoir un drapeau unique.

Si le marché libre et le marché capturé sont le même système, alors la défense vaut pour les deux — et la prédation des oligarques est couverte par le prestige de l'entrepreneur. Un défenseur qui doit dire « je suis pour le marché concurrentiel mais contre le capitalisme de connivence » a perdu son bouclier. Défendre « le capitalisme » protège tout le monde sous la même tente — y compris ceux qui ne méritent pas d'y être.

Le mot persiste parce qu'il sert les deux camps. Il permet à chacun de ne pas faire le travail de précision que le triangle exige.

24.5 — Ce que la dissolution permet

Dissoudre le mot « capitalisme » ne supprime pas les problèmes qu'il recouvre. Il les rend traitables.

La critique de gauche la plus opérationnelle — des entreprises qui achètent le politique, des oligarques qui dictent les lois, un marché qui cesse d'être libre parce que le pouvoir économique se convertit en pouvoir coercitif — est exactement la dérive diagonale du chapitre XVI. Le triangle ne la nie pas. Il la situe,

la mesure, et identifie son mécanisme : la capture, la complexification, la dépendance. Et il fournit le diagnostic que le spectre ne fournit pas : le problème n'est pas « le marché ». Le problème est la montée — la conversion du pouvoir économique en pouvoir politique, la fermeture progressive du système, le cliquet qui verrouille chaque cran.

La critique de droite la plus opérationnelle — un État qui étouffe l'initiative, une régulation qui protège les acteurs en place au lieu du public, une fiscalité qui punit la création de richesse — est exactement la dérive verticale du chapitre XV. Le triangle ne la nie pas non plus. Il la situe et la mesure.

Les deux critiques sont justes. Elles décrivent deux pathologies différentes d'un même système mal nommé. Et elles appellent deux traitements différents — que le mot « capitalisme » rend impossibles à formuler, parce qu'il force le débat dans un cadre où défendre le marché c'est défendre l'oligarchie, et critiquer l'oligarchie c'est attaquer le marché.

Et une précision que Karl Polanyi a posée dès 1944 dans *The Great Transformation* [11] : le « marché libre » n'est pas un état naturel. C'est une construction institutionnelle — imposée par l'État. L'Angleterre du XIX^e a créé le marché libre par la législation : *enclosures*, réforme des *Poor Laws*, étalon-or. Le sommet C du triangle n'est pas « l'absence d'État » — c'est un cadre institutionnel qui protège l'autonomie. L'autonomie se construit. Elle ne se décrète pas par le retrait. Le triangle ne naturalise pas le marché — il montre que le marché, comme le dirigisme, est un choix institutionnel. La question n'est pas « marché ou État ». La question est : avec ou sans consentement ?

Le triangle sépare ce que le spectre confond. Le marché concurrentiel sous consentement est un mécanisme. Le capitalisme de connivence en est un autre. Le marché sous tutelle coercitive en est un troisième. Chacun appelle un diagnostic distinct, un traitement distinct, un débat distinct. Tant qu'on les confond sous un seul mot, on ne peut ni diagnostiquer ni traiter.

Le capitalisme n'est pas une idéologie. C'est un syndrome — une famille de mécanismes distincts que deux siècles de spectre gauche-droite ont amalgamés sous un seul nom. Le dissoudre, ce n'est pas le défendre. C'est se donner enfin les moyens de le critiquer.

Chapitre XXV — Le test historique

« Ce qui a été, c'est ce qui sera, et ce qui s'est fait, c'est ce qui se fera ; et il n'y a rien de nouveau sous le soleil. »

— Ecclésiaste 1, 9 (rédigé entre le IV^e et le II^e siècle avant notre ère)

Le modèle fonctionne-t-il avant 1789 ? Dix-sept cas qui précèdent le vocabulaire gauche-droite — et ce qu'ils révèlent.

Jusqu'ici, notre analyse a porté sur des régimes modernes et contemporains — du XX^e siècle à aujourd'hui. C'est une limite, et elle mérite d'être nommée. Si le modèle à deux dimensions (dirigisme/autonomie × coercition/consentement) capture quelque chose de structurel sur le pouvoir, il devrait fonctionner *avant* l'invention du vocabulaire gauche-droite. Les termes « gauche » et « droite » datent de 1789. Le pouvoir, lui, date de la première communauté humaine organisée.

Ce chapitre soumet le modèle à cette épreuve. Dix-sept cas, répartis sur cinq millénaires et cinq continents. Rome, les Founders américains, Louis XIV, Cromwell, Napoléon I^{er} et Napoléon III — mais aussi la Bible hébraïque, les Vikings islandais, la République de Venise, le royaume zoulou de Shaka, l'Empire inca, l'Empire aztèque, la Confédération iroquoise, les sociétés aborigènes d'Australie, les grandes religions comme vecteurs de centralisation, et le colonialisme comme test à l'échelle de quarante pays. Aucun de ces cas ne se pensait comme « de gauche » ou « de droite » — ces catégories n'existaient pas. La question est simple : les deux dimensions que nous avons identifiées — le degré de dirigisme et le degré de coercition — décrivent-elles quand même leur fonctionnement ?

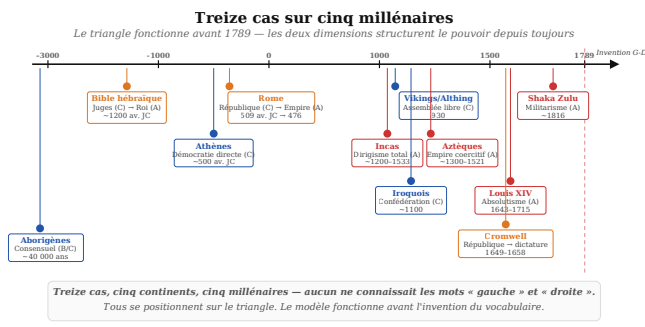


Figure 25.1 — Frise pré-1789

25.1 — Rome : de la République à l'Empire, ou la maximisation par les blés

La République romaine des III^e et II^e siècles avant notre ère n'est pas une démocratie au sens moderne — le suffrage est censitaire, les femmes et les esclaves sont exclus. Mais pour ceux qui comptent comme citoyens, l'autonomie est réelle. Le citoyen romain possède sa terre, conduit son commerce, plaide devant des tribunaux, vote dans les assemblées. L'État ne planifie pas l'économie. Il lève des impôts, entretient des routes et des légions, mais il ne décide pas qui produit quoi ni comment.

La dérive commence par le blé. Dès 123 avant notre ère, Caius Gracchus institue la distribution de grain à prix subventionné (*frumentationes*). Le mécanisme paraît généreux. Sa conséquence est structurelle : une partie croissante de la population urbaine dépend de l'État pour sa subsistance. En 58 avant notre ère, Clodius rend la distribution gratuite. Sous Auguste, 200 000 Romains reçoivent l'annone — le pain gratuit. Ajoutez les jeux : *panem et circenses*. Le citoyen romain du I^{er} siècle n'a plus besoin de travailler pour manger ni de payer pour se divertir. Il dépend de l'État pour les deux.

Ce qui suit est exactement ce que notre modèle prédit. La dépendance économique rend possible la concentration politique. Le Sénat perd ses prérogatives au profit d'un seul homme. Auguste conserve les formes républicaines — il est *princeps*,

premier parmi les égaux — mais il contrôle les légions, le trésor, les nominations. Sous Tibère, les procès de lèse-majesté commencent. Sous Dioclétien (III^e siècle), le dirigisme est explicite : l'Édit du Maximum fixe les prix de milliers de produits, les fils doivent exercer le métier de leur père, les paysans sont attachés à leur terre (*coloni*). Le couplage dirigisme-coercition est complet — et l'Empire durera encore un siècle et demi dans cette configuration, avant de s'effondrer.

La trajectoire romaine est une illustration presque didactique du cliquet décrit au chapitre XV : chaque extension du contrôle économique rend la suivante plus facile, et le retour en arrière plus difficile. Aucun empereur n'a supprimé l'annone. Aucun n'a rendu au Sénat ses pouvoirs. Le mouvement est à sens unique — jusqu'à l'effondrement.

25.2 — Les Founders américains : les anti-cliquets délibérés

Les auteurs de la Constitution américaine (1787) ont lu leur histoire romaine. Ils savent que la République a cédé à l'Empire. Ils savent que le pouvoir monte. Et ils construisent exprès les freins — c'est le seul cas historique où les garde-fous du chapitre XV sont installés consciemment, au moment fondateur, avec la théorie explicite de la dérive.

Madison l'écrit dans le *Federalist* n° 51 : « Si les hommes étaient des anges, aucun gouvernement ne serait nécessaire. Si des anges gouvernaient les hommes, aucun contrôle sur le gouvernement ne serait nécessaire. » La phrase est le chapitre XV condensé en deux lignes. Les Founders ne croient pas à la vertu des gouvernants. Ils construisent pour la méfiance.

Le fédéralisme : les États conservent des pouvoirs que le gouvernement fédéral ne peut pas absorber. C'est le fédéralisme compétitif du chapitre XV — conçu, pas accidentel. La séparation des pouvoirs : non pas une idée de Montesquieu importée par courtoisie, mais un mécanisme de friction délibéré — chaque branche peut bloquer les autres. Le *Bill of Rights* (1791) : des limites écrites au pouvoir fédéral. Le premier amendement (liberté d'expression, de presse, de religion) em-

pêche le contrôle de l'information. Le deuxième (droit de porter des armes) est conçu explicitement comme mécanisme de rappel de dernier recours — le droit du peuple de résister physiquement à un gouvernement devenu tyrannique. Le dixième réserve aux États tous les pouvoirs non explicitement délégués au fédéral.

Et le débat fondateur Hamilton vs Jefferson se joue entièrement sur l'axe horizontal de la grille. Hamilton veut un État fédéral fort — banque nationale, tarifs douaniers, industrie — position maximaliste. Jefferson veut des États agraires autonomes — peu de gouvernement fédéral, peu de dette, peu de bureaucratie — position minimaliste. Les deux sont d'accord sur l'axe vertical : consentement, anti-coercition, pas de roi. C'est la base B-C du triangle — le débat légitime du chapitre XXXIII — posé dès 1787 comme un désaccord horizontal entre deux positions également démocratiques. Le spectre gauche-droite n'existait pas encore (il naît en 1789 à Versailles). Mais le triangle, lui, était déjà dessiné — par des hommes qui pensaient en deux dimensions avant que quiconque les réduise à une seule.

Ce que la suite montre : les anti-cliquets ont tenu — imparfaitement. Le poids de l'État fédéral dans le PIB passe de moins de 3 % au XIX^e siècle à plus de 35 % aujourd'hui. La dérive verticale opère. Mais elle opère plus lentement qu'en Europe — parce que les mécanismes de friction existent. Le New Deal pose des crans (XI). Reagan en desserre certains — temporairement. La Cour suprême en invalide d'autres. Le système grince, freine, résiste — il ne bloque pas la dérive, mais il la ralentit. Et deux siècles et demi plus tard, la République tient — avec une seule constitution, là où la France en est à sa cinquième.

Les Founders n'avaient pas le vocabulaire du triangle. Ils en avaient la mécanique.

25.3 — Louis XIV et Colbert : le dirigisme comme doctrine d'État

La France de Louis XIV (1661-1715) est le cas d'école du couplage entre dirigisme et coercition — bien avant que quiconque ait inventé les mots pour le dire.

Colbert, contrôleur général des finances, pratique ce qu'on appellera plus tard le « mercantilisme ». L'État décide quelles manufactures créer (les Gobelins, Saint-Gobain), quels produits exporter, quels produits interdire à l'importation. Les artisans sont organisés en corporations strictement réglementées : ce que vous pouvez fabriquer, comment vous devez le fabriquer, à quel prix vous pouvez le vendre — tout est prescrit. L'émigration des ouvriers qualifiés est interdite sous peine de galères. Le commerce colonial est un monopole d'État (Compagnie des Indes).

Le volet coercitif suit. Les lettres de cachet permettent d'emprisonner sans procès. Les dragonnades (1681-1685) logent des soldats chez les protestants pour les forcer à se convertir. La révocation de l'édit de Nantes (1685) interdit le protestantisme — 200 000 huguenots fuient, emportant leurs compétences et leurs capitaux. La censure est systématique : rien ne s'imprime sans autorisation royale.

Le couplage est parfait. L'État contrôle l'économie *et* les consciences. Et le résultat correspond à ce que notre modèle attend : une stagnation sous une apparence de grandeur. La France de Louis XIV est le pays le plus peuplé d'Europe et le plus brillant en apparence — Versailles, Molière, Racine. Mais à sa mort en 1715, le royaume est ruiné, les paysans affamés, le trésor vide. La guerre de Succession d'Espagne a coûté ce que le dirigisme ne pouvait pas produire : une richesse réelle, née de l'activité libre.

Comparez avec les Provinces-Unies (les Pays-Bas) à la même époque. Pas de roi absolu. Pas de Colbert. Pas de corporations rigides. Des marchands libres, une bourse à Amsterdam, une presse relativement ouverte, une tolérance religieuse pragma-

tique. Un petit pays marécageux — et la première puissance commerciale du monde pendant un siècle. Le contraste est structurel, pas culturel.

25.4 — Cromwell : la re-maximisation puritaine

L'Angleterre des années 1640 offre un cas de re-maximisation avant la lettre — et une préfiguration frappante du mécanisme décrit au chapitre XI.

Le Parlement se soulève contre Charles I^{er} au nom de la liberté — liberté fiscale (pas d'impôt sans consentement), liberté religieuse (contre l'anglicanisme imposé), liberté politique (la souveraineté du Parlement contre l'arbitraire royal). La guerre civile est menée sous la bannière de la limitation du pouvoir.

Cromwell gagne. Et ce qui suit est instructif. Le Protectorat (1653-1658) est plus autoritaire que la monarchie qu'il a renversée. Cromwell dissout le Parlement quand il lui déplaît — exactement ce que Charles I^{er} avait fait. Il instaure la censure de la presse. Il interdit le théâtre, les courses de chevaux, les fêtes de Noël. Les *Major-Generals* administrent les régions avec des pouvoirs discrétionnaires. L'Angleterre sous Cromwell est un régime plus coercitif que sous les Stuarts.

Le mécanisme est celui de la re-maximisation : la concentration du pouvoir, même au nom de la liberté, crée une élite qui n'a aucune incitation à le rendre. Cromwell ne se considère pas comme un tyran — il se considère comme l'instrument de Dieu. Le discours de légitimation est différent de celui de Charles I^{er} (le droit divin des rois vs. la Providence puritaine), mais la structure du pouvoir est la même : un seul homme, pas de contre-pouvoir, pas de mécanisme de remplacement.

Et la suite confirme le modèle. Après la mort de Cromwell, son fils Richard échoue à maintenir le Protectorat — il n'a ni la légitimité ni la force de son père. La Restauration de 1660 ramène la monarchie, mais le Parlement a appris quelque chose. La Glorieuse Révolution de 1688 produit le *Bill of Rights* : limitation explicite du pouvoir royal, consentement fiscal, liberté

de parole au Parlement. L'Angleterre passe à une monarchie constitutionnelle — minimisation institutionnelle. Et c'est de cette minimisation que naîtra la Révolution industrielle un siècle plus tard.

25.5 — Napoléon : la re-maximisation après la Révolution

Le cas napoléonien est le plus spectaculaire de la re-maximisation pré-moderne — et le plus directement comparable aux cas du chapitre XI.

La Révolution française (1789) promet la liberté. Elle produit la Terreur (1793-1794) — une maximisation radicale : exécutions sommaires, confiscation des biens, économie de guerre, contrôle des prix (le Maximum général). Le Directoire (1795-1799) tente une normalisation — mais l'instabilité persiste. Bonaparte prend le pouvoir en 1799.

Napoléon est un cas complexe parce qu'il combine des éléments de minimisation (le Code civil, l'égalité devant la loi, l'abolition des privilèges féodaux, la liberté de commerce) et de maximisation (la censure, la police secrète de Fouché, la conscription de masse, le Blocus continental, le contrôle des exportations). Si on devait le placer sur notre grille, il serait en mouvement : des institutions partiellement libérées, mais un pouvoir politique totalement concentré.

Et le résultat correspond au modèle. Les libertés économiques du Code civil survivent à Napoléon — elles sont structurelles, elles créent de l'autonomie. Mais la concentration politique ne survit pas, parce qu'elle repose sur un seul homme et ses armées. Waterloo met fin au régime. Ce qui reste, c'est le Code civil — pas l'Empire. Les institutions qui créent de l'autonomie durent. Les structures qui concentrent le pouvoir tombent avec celui qui les tient.

La comparaison avec les re-maximisations contemporaines est frappante. Napoléon, comme Erdoğan ou Poutine, surgit dans un contexte de chaos post-révolutionnaire, exploite la nostalgie

de l'ordre, concentre le pouvoir par étapes, et justifie chaque extension par la nécessité. Le vocabulaire est différent — la structure est identique.

25.6 — Napoléon III : la boucle complète

Napoléon III est le seul cas historique qui parcourt la totalité du triangle — démocratie, re-maximisation, sommet, libéralisation, chute — en une seule carrière.

La démocratie. Louis-Napoléon Bonaparte est élu président de la Deuxième République au suffrage universel masculin en décembre 1848 — avec 74 % des voix. C'est la base du triangle. Consentement massif, institutions républicaines, liberté de la presse.

La re-maximisation. Le 2 décembre 1851, il fait un coup d'État. Dissolution de l'Assemblée, arrestation des opposants, plébiscite de ratification (92 % de oui — dans les conditions que l'on imagine). Un an plus tard, il se proclame Empereur. C'est le chemin d'Erdoğan et d'Orbán — 150 ans avant eux. Élu démocratiquement, puis re-maximisation progressive, puis verrouillage. La différence : Napoléon III ne prend pas vingt ans. Il prend trois.

Le sommet. Le Second Empire est un régime coercitif classique. Presse censurée (le système des « avertissements » — trois avertissements et le journal est fermé). Opposition muselée (Victor Hugo en exil, Thiers réduit au silence). Économie dirigiste : les grands travaux haussmanniens sont financés et pilotés par l'État, les chemins de fer se développent sous concession étatique, le Crédit mobilier des frères Pereire est un instrument de politique industrielle. Le dirigisme n'est pas soviétique — il est colbertiste. Mais c'est du dirigisme.

La libéralisation. C'est ce qui rend le cas rare. À partir des années 1860, Napoléon III desserre. Droit de grève (1864). Liberté de la presse rétablie progressivement. Pouvoir législatif renforcé. En 1870, un plébiscite approuve l'« Empire libéral »

à 83 %. Le régime descend dans le triangle — volontairement, par le haut. C'est le Brésil de l'*abertura* un siècle avant, la descente négociée par celui qui tient le pouvoir.

La chute par fiasco extérieur. Sedan, 2 septembre 1870. L'armée française est défaite. Napoléon III est capturé. L'Empire s'effondre en un jour. Même mécanisme que les colonels grecs (Chypre), la junte argentine (Malouines) : un régime qui n'a pas achevé sa libéralisation est détruit par un désastre militaire.

La leçon. La boucle complète en une carrière. Démocratie → coup d'État → sommet → libéralisation → chute. Le modèle prédit chaque étape : la re-maximisation depuis la démocratie (XI), le dirigisme comme carburant de la coercition (chapitre XVI), la libéralisation qui ouvre une fenêtre fragile (chapitre XVIII), le fiasco qui brise ce que la transition n'a pas eu le temps de consolider. Et une ironie que le spectre ne peut pas voir : Napoléon III, « l'homme du 2 décembre », le tyran que Hugo a poursuivi de sa haine pendant vingt ans, était en train de descendre quand Sedan l'a rattrapé. Le dictateur qui se libéralise est plus vulnérable que celui qui ne le fait pas — parce qu'il a desserré les boulons sans avoir encore reconstruit les fondations.

25.7 — Israël ancien : des Juges aux Rois, le plus ancien traité de science politique

La Bible hébraïque n'est pas un manuel de science politique. Mais elle contient, dans les livres des Juges, de Samuel et des Rois, le récit le plus ancien que nous possédions d'une transition volontaire de la décentralisation vers la monarchie — et un avertissement explicite sur ses conséquences.

La période des Juges (environ XII^e-XI^e siècles avant notre ère) décrit une société sans roi. Les douze tribus d'Israël forment une confédération lâche. Il n'y a pas de pouvoir exécutif permanent. Les « juges » (*shoftim*) sont des chefs temporaires, levés par nécessité — militaire ou judiciaire — et qui retournent à la vie civile une fois la crise passée. Pas de taxation permanente. Pas de bureaucratie. Pas d'armée de métier.

Chaque tribu conserve son autonomie. Sur notre grille : dirigisme minimal, coercition minimale — une structure comparable à celle de la Confédération iroquoise.

Puis vient le basculement. En 1 Samuel 8 [76], le peuple demande un roi — « pour être comme les autres nations ». Le prophète Samuel transmet la demande à Dieu, qui répond par un avertissement d'une précision stupéfiante :

« Voici quel sera le droit du roi qui régnera sur vous : il prendra vos fils et les affectera à ses chars et à sa cavalerie. [...] Il prendra vos filles comme parfumeuses, cuisinières et boulangères. Il prendra vos champs, vos vignes et vos oliviers les meilleurs, et il les donnera à ses serviteurs. Il prendra la dîme de vos semences et de vos vignes, et il la donnera à ses eunuques et à ses serviteurs. Il prendra vos serviteurs, vos servantes, vos meilleurs jeunes gens et vos ânes, et les emploiera à ses travaux. Il prendra la dîme de vos troupeaux. Et vous-mêmes, vous serez ses esclaves. » (1 Samuel 8, 11-17)

C'est une description du dirigisme — point par point. Confiscation du travail (conscription). Confiscation de la production (dîme). Confiscation des biens (champs, vignes, oliviers). Redistribution aux serviteurs du pouvoir (la *nomenklatura* avant la lettre). Et la conclusion : « vous-mêmes, vous serez ses esclaves » — la coercition maximale.

Le peuple insiste. Saül est oint roi. Et le récit biblique montre exactement ce que Samuel avait prédit. Saül lève une armée permanente. David centralise le culte à Jérusalem et instaure un recensement — outil fiscal par excellence. Salomon pousse le système à son terme : corvée de masse pour construire le Temple et le palais (1 Rois 5, 27 : « Le roi Salomon leva une corvée sur tout Israël, et la corvée fut de trente mille hommes »), taxation lourde, armée professionnelle, commerce d'État, alliances matrimoniales avec l'Égypte et les royaumes voisins. Le résultat ? À la mort de Salomon, le royaume se divise en deux — Israël au nord, Juda au sud — parce que les tribus du nord refusent de supporter le fardeau fiscal. Roboam, fils de

Salomon, promet d'aggraver la corvée : « Mon père vous a châtiés avec des fouets, moi je vous châtierai avec des scorpions » (1 Rois 12, 14). La sécession est immédiate.

Ce récit est remarquable à plusieurs titres. D'abord, c'est un cas de *maximisation volontaire* — le peuple demande un roi, c'est-à-dire demande à être gouverné davantage. Ensuite, l'avertissement de Samuel décrit avec une exactitude prédictive le mécanisme du cliquet : chaque extension du pouvoir royal (armée, taxation, corvée) rend la suivante plus facile et le retour en arrière plus difficile. Enfin, la conséquence — la sécession des tribus du nord — est exactement ce que notre modèle prédit quand la coercition dépasse le seuil de tolérance sans que le consentement ait été construit : la rupture.

Que le récit soit historiquement exact dans chaque détail importe moins que sa structure. Le texte biblique — rédigé ou compilé entre le VIII^e et le V^e siècle avant notre ère — témoigne d'une compréhension *structurelle* du pouvoir qui n'a rien à envier aux analyses modernes. La concentration du pouvoir produit la confiscation, la confiscation produit la coercition, la coercition produit la révolte ou la sécession. C'est notre triangle — écrit il y a vingt-cinq siècles.

25.8 — Les sociétés vikings et le Commonwealth islandais : l'autonomie par les assemblées

Les sociétés scandinaves de l'ère viking (VIII^e-XI^e siècles) offrent un contrepoint saisissant aux monarchies centralisées de la même époque. Non pas parce que les Vikings étaient pacifiques — ils ne l'étaient évidemment pas — mais parce que leur gouvernance *interne* reposait sur des assemblées (*thing*) plutôt que sur un pouvoir monarchique centralisé.

Le *thing* est une assemblée de tous les hommes libres — un parlement en plein air. Le *Althing* islandais, fondé en 930, est le plus célèbre. Mais des *things* fonctionnent dans toute la Scandinavie : le *Gulating* et le *Frostating* en Norvège, le *Tynwald* dans l'île de Man (qui fonctionne encore aujourd'hui). Les décisions — y compris les jugements — sont prises

collectivement. Le chef (*goði* en Islande) n'est pas un roi : son autorité dépend du consentement de ses partisans (*thingmenn*), qui peuvent le quitter pour un autre *goði*. C'est un système concurrentiel — pas un monopole du pouvoir.

Le cas islandais est le plus pur. L'Islande est colonisée à partir de 870 par des Norvégiens qui *fuient* précisément la centralisation monarchique de Harald aux Beaux Cheveux. Ils fondent une société sans roi, sans armée permanente, sans bureaucratie, sans taxation centralisée. L'Althing se réunit deux semaines par an à Thingvellir. Un *lögsögumaður* (récitateur de la loi) mémorise et récite le code juridique — pas de pouvoir exécutif, juste un arbitre de la mémoire légale. Les conflits se règlent par arbitrage, compensation financière (*wergeld*), ou duel. Il n'y a pas de police — l'exécution des jugements repose sur les parties elles-mêmes et la pression sociale.

Sur notre grille : dirigisme quasi nul, coercition institutionnelle minimale. Et le résultat ? Le Commonwealth islandais (930-1262) fonctionne pendant plus de trois siècles — une durée remarquable pour une société sans État. La production littéraire est extraordinaire : les *sagas* islandaises sont parmi les œuvres les plus sophistiquées de la littérature médiévale européenne. L'alphabétisation est élevée. Le niveau de vie, pour l'époque, est comparable à celui de sociétés beaucoup plus centralisées.

Le Commonwealth finit par tomber — en 1262, les chefs islandais acceptent la souveraineté du roi de Norvège. Pourquoi ? Parce que le système d'arbitrage a été miné par la concentration progressive de *goðorð* (charges de chef) entre quelques familles puissantes. Quand cinq ou six familles contrôlent la majorité des charges, le système concurrentiel s'effondre — on retrouve un oligopole, puis le conflit, puis l'appel à un arbitre extérieur (le roi de Norvège). C'est, là encore, le mécanisme du cliquet — mais cette fois appliqué à un système initialement décentralisé. La concentration peut émerger même sans État, par accumulation progressive de pouvoir privé.

La comparaison avec la Norvège et le Danemark de la même époque est éclairante. Ces pays suivent la trajectoire inverse : des sociétés d'assemblées qui se centralisent sous des monarchies. Harald aux Beaux Cheveux unifie la Norvège par la force. Les rois danois centralisent progressivement le pouvoir fiscal et militaire. Le résultat est un dirigisme croissant, une coercition croissante — et la perte des libertés des *thing*. Même ère, même culture, même langue — mais des trajectoires opposées dans le triangle, et des résultats opposés.

25.9 — La République de Venise : 1 100 ans, un cliquet, et le piège de la longévité

Venise tient 1 100 ans (697-1797). Plus que Rome. Plus que toute structure politique continue dans l'histoire européenne.

La position sur la grille. Venise semble poser un problème : république marchande *et* oligarchie coercitive — Conseil des Dix, inquisiteurs d'État, *bocche di leone* (boîtes à dénonciations anonymes scellées dans les murs). Autonomie + coercition — le quadrant vide ? Non. L'Arsenal est l'une des premières entreprises d'État en Europe — 16 000 ouvriers. Les routes commerciales sont régulées par le Sénat. Et l'oligarchie *est* la classe marchande. Ce n'est pas de l'autonomie coexistant avec la coercition — c'est un dirigisme oligarchique où la classe dirigeante et la classe commerçante sont la même. Singapour avant Singapour.

Le cliquet. La *Serrata del Maggior Consiglio* (1297) ferme le Grand Conseil aux familles non inscrites au *Libro d'Oro*. Le cran est posé. Jamais desserré. Chaque couche de contrôle appelle la suivante : la *Serrata* ferme le pouvoir → des exclus conspirent (Tiepolo, 1310) → le Conseil des Dix est créé → les inquisiteurs d'État surveillent le Conseil → les *bocche di leone* font surveiller tout le monde par tout le monde. La dérive diagonale du chapitre XVI, au ralenti — sur des siècles au lieu de décennies.

La longévité. Pourquoi 1 100 ans ? Parce que le cliquet vénitien aligne les intérêts de la classe dirigeante sur la survie de l'État. Les nobles *sont* les marchands. Ruiner Venise, c'est se

ruiner. Pas de prédation — pas de Mobutu — parce que le prédateur se mangerait lui-même. La coercition vise les exclus. Le consentement opère entre les inclus.

La chute. En 1498, Vasco de Gama contourne le cap de Bonne-Espérance. Les routes se déplacent. Venise devrait s'adapter — mais le cliquet empêche le sang neuf d'entrer. Les familles du *Libro d'Oro* sont les mêmes depuis deux siècles. Le mécanisme qui a produit 400 ans de stabilité produit 300 ans de sclérose. Quand Napoléon arrive en 1797, le Grand Conseil vote sa propre dissolution sans combattre.

La leçon. Le même mécanisme qui protège finit par tuer. Le cliquet ne distingue pas la menace de l'opportunité — il bloque tout ce qui vient de l'extérieur. Et le quadrant vide reste vide : un marchand vénitien qui déplaît au Conseil des Dix disparaît aussi sûrement qu'un oligarque qui déplaît à Poutine. La forme est plus élégante. Le mécanisme est le même.

25.10 — Le royaume zoulou de Shaka : la maximisation fulgurante

L'Afrique australe au début du XIX^e siècle offre un cas de maximisation d'une rapidité exceptionnelle — en une seule génération.

Avant Shaka (qui prend le pouvoir vers 1816), les Zoulous sont un petit clan parmi des dizaines d'autres dans la région du KwaZulu-Natal. La société nguni est organisée en chefferies relativement autonomes — des structures lignagères où le chef consulte les anciens, où les jeunes hommes servent dans des régiments d'âge (*amabutho*) mais retournent à la vie civile après l'initiation. Le dirigisme est limité : chaque famille gère ses troupes et ses cultures. La coercition existe — le chef peut punir — mais elle est tempérée par la coutume et la possibilité de migrer vers un autre clan.

Shaka transforme ce système de fond en comble. Les régiments d'âge, autrefois temporaires, deviennent permanents. Les jeunes hommes sont casernés, interdits de mariage sans autorisation royale — ce qui signifie que le roi contrôle la re-

production sociale elle-même. L'armée est réorganisée avec une discipline de fer : la tactique de l'encerclement (*impondo zenkomo*, « les cornes du buffle ») exige une obéissance absolue. Les chefs des clans vaincus sont remplacés par des fidèles de Shaka. Le bétail confisqué est redistribué par le roi — qui devient ainsi la source de toute richesse. Les rituels traditionnels sont monopolisés par le pouvoir royal.

En moins de dix ans, Shaka crée un État militaire centralisé qui domine toute la région. Le *Mfecane* (« l'écrasement ») — la vague de guerres et de migrations provoquée par l'expansion zouloue — déstabilise l'Afrique australe du Natal au Zimbabwe. Des populations entières fuient, se fragmentent, se recomposent sous la pression militaire zouloue.

Sur notre grille : dirigisme maximal (le roi contrôle l'armée, le bétail, le mariage, les nominations), coercition maximale (discipline militaire absolue, exécution des dissidents, interdiction de désobéir). Shaka est au sommet A — et il y est arrivé en partant d'une société décentralisée en une seule génération.

Le résultat ? Exactement ce que le modèle prédit. Le système est efficace militairement mais fragile politiquement. Shaka est assassiné en 1828 par ses demi-frères Dingane et Mhlangana. Dingane prend le pouvoir et perpétue le système — mais la structure repose sur la force, pas sur le consentement. L'arrivée des Boers et des Britanniques exploite cette fragilité : un État centralisé autour d'un seul homme est vulnérable dès que cet homme disparaît ou que la supériorité militaire est contestée.

Le cas de Shaka est instructif parce qu'il montre que la maximisation n'est pas propre aux sociétés « avancées » ou « modernes ». La mécanique est universelle : un leader concentre le pouvoir militaire, utilise ce pouvoir pour contrôler l'économie (le bétail), utilise le contrôle économique pour éliminer les contre-pouvoirs, et utilise l'absence de contre-pouvoirs pour maximiser la coercition. C'est la dérive diagonale du chapitre XVI — à la vitesse de l'éclair.

25.11 — L'Empire inca : le dirigisme total

L'Empire inca (*Tawantinsuyu*, « les quatre quartiers ») offre le cas le plus pur de dirigisme intégral que l'histoire ait produit — plus pur encore que l'URSS de Staline, parce que plus complet.

À son apogée (vers 1500), l'Empire s'étend sur 4 000 kilomètres le long de la cordillère des Andes, du sud de la Colombie au centre du Chili. Il rassemble entre 10 et 12 millions de sujets. Et chaque aspect de la vie économique est planifié par l'État.

La terre appartient à l'Inca (le souverain). Elle est divisée en trois parts : une pour l'État, une pour le culte du Soleil, une pour la communauté. Les paysans (*hatunruna*) cultivent les trois — dans cet ordre de priorité. Le surplus est stocké dans des entrepôts d'État (*qollqa*) répartis le long du réseau routier. Les fonctionnaires comptabilisent la production sur des *quipus* — des cordelettes à nœuds qui sont le seul système d'enregistrement de l'Empire (les Incas n'ont pas d'écriture). L'État décide quoi planter, quand planter, et combien garder.

Le travail est organisé par la *mit'a* — une corvée rotative obligatoire. Chaque communauté fournit un quota de travailleurs pour les projets de l'État : routes, terrasses agricoles, forteresses, temples. La *mit'a* est la base de tout le système — c'est par elle que l'Empire construit les 40 000 kilomètres de routes, les ponts suspendus, les terrasses de Moray, les forteresses de Sacsayhuamán et d'Ollantaytambo. Sans esclaves (la *mit'a* n'est pas de l'esclavage — c'est une obligation temporaire et rotative), l'Empire mobilise la main-d'œuvre de millions de personnes pour des projets décidés par le centre.

Le contrôle va plus loin. Les populations conquises sont déplacées (*mitmaqs*) — des communautés entières sont transplantées dans des régions éloignées pour briser les solidarités locales et prévenir les rébellions. La langue quechua est imposée. Les fils des chefs locaux sont envoyés à Cuzco pour être éduqués — en réalité, pour servir d'otages. Les mariages sont arrangés par l'État. Les vêtements sont codifiés par région et par statut — vous portez ce que l'État vous assigne.

Il n'y a pas de marché au sens classique. Pas de monnaie. Les échanges passent par la redistribution étatique : l'État collecte, l'État stocke, l'État redistribue. L'individu ne vend pas sa production — il la remet à l'État, qui lui fournit en retour ce dont il a besoin (selon l'évaluation de l'État, bien sûr). C'est une économie planifiée intégrale — sans le vocabulaire marxiste, mais avec la même structure.

Sur notre grille : dirigisme absolu. Mais la coercition ? Elle est présente — les rébellions sont écrasées, les populations déplacées, la désobéissance punie — mais elle est moins spectaculaire que dans d'autres empires. L'Inca n'a pas besoin de terreur permanente parce que le système est *total* : il n'y a pas d'espace extérieur au contrôle. Quand l'État fournit tout et contrôle tout, la résistance individuelle est structurellement impossible — non pas parce qu'elle est punie, mais parce qu'elle n'a nulle part où exister. C'est du dirigisme si complet qu'il rend la coercition partiellement superflue — exactement comme un panoptique rend les gardes partiellement superflus.

Et le résultat ? L'Empire s'effondre en quelques mois face à 168 Espagnols menés par Pizarro (1532). Comment est-ce possible ? Parce que la centralisation extrême crée une vulnérabilité extrême. Quand tout dépend de l'Inca et que l'Inca est capturé (Atahualpa à Cajamarca), le système entier se paralyse. Les populations locales, habituées à obéir au centre, n'ont ni l'autonomie ni l'habitude de résister de leur propre initiative. Plusieurs peuples conquis — les Cañaris, les Huancas, les Chachapoyas — rejoignent les Espagnols, parce que l'Empire n'avait pas leur consentement, seulement leur soumission. La fragilité est structurelle, pas accidentelle. Un système qui ne laisse aucune autonomie à ses sujets ne peut pas compter sur leur initiative quand il en a besoin.

25.12 — L'Empire aztèque : le dirigisme par l'extraction

L'Empire aztèque (*Triple Alliance* de Tenochtitlan, Texcoco et Tlacopan) offre un contraste instructif avec l'Empire inca — et un test éclairant pour notre modèle, parce qu'il illustre une *forme* de dirigisme différente, pas une *absence* de dirigisme.

Là où l'Inca intègre, l'Aztèque extrait. L'Empire aztèque (environ 1428-1521) n'est pas un système d'administration directe à la manière inca. Les peuples conquis conservent leurs dirigeants locaux, leurs coutumes, leur langue. Tenochtitlan ne déplace pas de populations, n'impose pas le nahuatl (sauf comme langue commerciale), ne remplace pas les élites locales. Mais conclure que le dirigisme est faible serait une erreur — ce serait confondre le dirigisme *administratif* avec le dirigisme tout court.

Le dirigisme aztèque est un dirigisme *par le tribut*. L'État central décide qui paie, combien, quoi. Le *Codex Mendoza* détaille avec une précision bureaucratique les obligations de chaque province : tant de charges de cacao, tant de balles de coton, tant de peaux de jaguar, tant de guerriers, tant de victimes sacrificielles. Ce ne sont pas des échanges commerciaux — ce sont des réquisitions unilatérales, imposées par la force, dont les termes sont fixés par le centre. Quand une cité vassal refuse ou retarde le tribut, la sanction est militaire et immédiate. Le tribut est l'impôt de l'Empire, et il est prélevé sous contrainte.

À l'intérieur de Tenochtitlan elle-même, le dirigisme est plus visible encore. Le *tlatoani* (souverain) contrôle l'allocation des terres, qui sont attribuées par fonction : terres pour les temples, terres pour les guerriers, terres pour l'administration. Les *pochteca* (marchands de longue distance) opèrent sous licence du pouvoir et servent d'espions — leur activité commerciale est un instrument politique. Le système éducatif est étatique : le *calmecac* forme les prêtres et les nobles, le *telpochcalli* forme les guerriers. Le calendrier rituel — et donc le calendrier économique — est fixé par les prêtres, qui sont eux-mêmes une extension du pouvoir central. La hiérarchie sociale est rigide et codifiée : ce que vous portez, ce que vous pouvez consommer, où vous pouvez habiter dépendent de votre rang, déterminé par l'État.

Le marché de Tlatelolco, que les conquistadors décrivent avec stupéfaction — 60 000 personnes par jour, une diversité de produits qui rivalise avec n'importe quel marché européen — est réel. Mais il n'est pas la preuve d'une *autonomie* écono-

mique. Il est surveillé par des juges nommés par le pouvoir, il fonctionne dans un cadre réglementé, et surtout il coexiste avec un système d'extraction qui confisque une part massive de la production des peuples soumis. Un marché intérieur actif n'exclut pas le dirigisme — l'URSS de la NEP avait aussi des marchés. Ce qui compte, c'est qui décide des règles du jeu, et cette décision est entièrement concentrée à Tenochtitlan.

Le parallèle le plus éclairant est peut-être celui de l'Afrique du Sud de l'apartheid — que nous avons examiné au chapitre XII. La bourse de Johannesburg fonctionnait, le secteur minier était capitaliste, les Blancs sud-africains vivaient dans une économie de marché ouverte. Et pourtant, personne n'en concluait que l'apartheid était un régime d'autonomie. Parce que la question n'est pas « existe-t-il un marché ? » mais « pour qui ? ». Un marché libre pour les Mexicas et un tribut de guerre pour les Tlaxcaltèques, c'est exactement la même structure qu'un marché libre pour les Afrikaners et le *pass system* pour les Noirs. Dans les deux cas, c'est l'État qui décide qui est inclus et qui est exploité — et cette segmentation est elle-même l'acte de dirigisme fondamental. Un régime qui réserve la liberté économique à une fraction de sa population et extrait le reste par la force n'est pas à mi-chemin entre autonomie et coercition — il est au sommet A, avec une façade de marché pour les bénéficiaires du système.

La coercition, elle, est maximale — et inséparable du dirigisme. Les *guerres fleuries* (*xochiyaoyotl*) sont des campagnes militaires dont l'objectif explicite est la capture de prisonniers pour le sacrifice humain. Le sacrifice n'est pas un accident du système — c'est son centre de gravité idéologique *et* son instrument de terreur politique. Les prêtres l'exigent, les guerriers y trouvent leur statut social (un guerrier monte en grade par le nombre de captifs), les peuples vassaux y sont contraints de contribuer en victimes. Les estimations varient — de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers de victimes par an — mais l'existence du système est indiscutable et son effet politique est clair : la terreur comme instrument de domination. Le sacrifice humain est de la coercition spectaculaire — c'est une exécution publique ritualisée, destinée autant aux vivants qu'aux dieux.

Sur notre grille, l'Empire aztèque n'occupe donc pas le quadrant impossible (coercition forte + autonomie). Il est bien au sommet A — dirigisme *et* coercition — mais par un chemin différent de celui de l'Inca. L'Inca dirige par la planification intégrale : il contrôle ce que chacun produit, mange, porte, et où il habite. L'Aztèque dirige par l'extraction et la terreur : il ne planifie pas votre vie quotidienne, mais il décide ce que vous lui devez — en biens, en hommes, en sang — et il punit par la guerre et le sacrifice toute tentative de s'y soustraire. Ce sont deux formes de dirigisme, pas une présence et une absence. L'un est un dirigisme de *gestion*, l'autre est un dirigisme de *prédation* — mais dans les deux cas, l'individu et la communauté locale n'ont aucun pouvoir sur les termes de l'échange avec le centre.

Et la conséquence ? La même que pour l'Empire inca, mais par un mécanisme différent. L'Inca s'effondre parce que ses sujets n'ont pas d'autonomie — ils ne savent pas agir sans le centre. L'Aztèque s'effondre parce que ses vassaux n'ont pas de loyauté — ils subissent le centre et attendent l'occasion de le renverser. Quand Cortés arrive en 1519, il trouve des peuples — Tlaxcaltèques, Totonagues, Cholultèques — prêts à s'allier contre Tenochtitlan. Ce ne sont pas des alliés de circonstance : ce sont des peuples qui haïssent le tribut aztèque depuis des décennies et attendent une occasion de le briser. Les 500 Espagnols de Cortés n'auraient jamais pu vaincre l'Empire aztèque seuls. Ce sont les dizaines de milliers de guerriers indigènes alliés qui font la différence.

Le triangle éclaire ce parallèle. L'Inca maximise le dirigisme par la planification — et obtient la passivité, qui se transforme en paralysie face à l'envahisseur. L'Aztèque maximise le dirigisme par l'extraction — et obtient la soumission, qui se transforme en rébellion dès qu'une alternative apparaît. Deux trajectoires vers le sommet A. Deux formes de dirigisme. Deux effondrements. Mais la même leçon : un pouvoir qui ne repose pas sur le consentement — qu'il planifie votre vie ou qu'il confisque votre production — ne survit pas à l'épreuve.

25.13 — La Confédération iroquoise : la minimisation sans l'État

Les cas précédents — de Rome à l'Empire aztèque — illustraient le couplage dirigisme-coercition, la mécanique de la re-maximisation, et les différentes formes que prend la montée vers le sommet A. Les cas suivants explorent l'autre extrémité du triangle — des sociétés qui fonctionnent avec un minimum de dirigisme et un minimum de coercition.

La Confédération des Haudenosaunee (les « Iroquois ») — Mohawk, Oneida, Onondaga, Cayuga, Seneca, puis Tuscarora — est documentée à partir du XV^e siècle, bien que la tradition orale la fasse remonter plus loin. La Grande Loi de la Paix (*Gayanashagowa*) est sa constitution.

Ce qu'elle prévoit est remarquable du point de vue de notre modèle. Pas de pouvoir exécutif central. Les décisions se prennent par consensus entre les nations — chacune conserve son autonomie interne. Les chefs (*sachems*) sont nommés par les mères de clan et peuvent être destitués par elles. Pas de taxation centralisée. Pas de planification économique — chaque famille et chaque communauté gère ses propres ressources. La guerre est une décision collective, pas une prérogative du chef.

Sur notre grille : dirigisme minimal, coercition minimale. Et la conséquence que notre modèle attend — la durabilité — se vérifie. La Confédération fonctionne pendant plusieurs siècles avant la colonisation européenne, avec une stabilité remarquable. Ce n'est pas l'absence de conflits — c'est la capacité à les résoudre sans concentrer le pouvoir.

La Confédération n'est pas un paradis. Les guerres avec les nations voisines existent, parfois brutales. L'esclavage des captifs de guerre est attesté. Mais la gouvernance *interne* — la manière dont le pouvoir est exercé sur les membres de la confédération — correspond à ce que notre modèle prédit pour le quadrant minimal : pas de dépendance économique envers un pouvoir central, pas de coercition systématique, durabilité.

Benjamin Franklin et d'autres délégués du Congrès continental connaissaient la Confédération iroquoise. Certains historiens voient son influence sur la Constitution américaine — en particulier le fédéralisme et la séparation des pouvoirs. L'idée que le pouvoir doit être distribué, pas concentré, n'est pas née en Europe en 1789. Elle existait en Amérique du Nord depuis des siècles.

25.14 — Les sociétés aborigènes d'Australie : soixante mille ans sans maximisation

Les peuples aborigènes d'Australie offrent le cas le plus radical — et le plus ancien — de sociétés fonctionnant sans dirigisme centralisé et sans coercition institutionnelle.

Soixante mille ans d'occupation continue du continent. Pas d'État. Pas de roi. Pas de bureaucratie. Pas d'armée permanente. Pas de planification économique centralisée. Des systèmes de parenté d'une complexité extraordinaire — que les anthropologues ont mis des décennies à cartographier — qui organisent les obligations, les échanges, les mariages et la résolution des conflits. Les décisions sont prises par les anciens, en consultation — pas par un pouvoir hiérarchique.

L'économie est locale et autonome. Chaque groupe gère son territoire selon des connaissances écologiques accumulées sur des millénaires (brûlis contrôlés, gestion des points d'eau, cycles de migration). Il n'y a pas de surplus confiscable parce qu'il n'y a pas de structure de confiscation. Et il n'y a pas de structure de confiscation parce qu'il n'y a pas de pouvoir centralisé qui en aurait besoin.

Sur notre grille : le point le plus bas sur les deux axes — dirigisme quasi nul, coercition quasi nulle. Et la durée — soixante millénaires — est sans équivalent dans l'histoire humaine. Notre modèle prédit que la combinaison autonomie + consentement est la plus stable. Aucun exemple ne le confirme avec autant de force.

Faut-il idéaliser ces sociétés ? Non. La violence interpersonnelle existe. Les conflits entre groupes existent. Les tabous et les normes sociales exercent une pression qui peut être vécue comme coercitive. Mais — et c'est la distinction clé — cette pression est *communautaire et réciproque*, pas *institutionnelle et descendante*. Personne ne possède un monopole de la contrainte. Personne ne contrôle les moyens de subsistance d'autrui. La structure est fondamentalement différente de celle d'un État dirigiste.

25.15 — Les religions comme vecteurs de centralisation

Les cas précédents examinaient des entités politiques. Mais certains des vecteurs de centralisation les plus puissants de l'histoire ne sont pas des États — ce sont des religions. Ou plus exactement : des institutions religieuses qui fonctionnent *comme* des États, avec leur propre dirigisme et leur propre coercition.

Le cas le plus explicite est l'Église catholique médiévale. Entre le XI^e et le XIV^e siècle, l'Église est un État transnational. Elle lève l'impôt (la dîme — un dixième de la production, obligatoire). Elle a sa propre justice (les tribunaux ecclésiastiques, puis l'Inquisition). Elle contrôle l'éducation (les universités sont des fondations ecclésiastiques). Elle contrôle le mariage (et donc la transmission du patrimoine). Elle censure les livres (l'*Index librorum prohibitorum*). Elle possède des terres — entre un quart et un tiers des terres arables en Europe occidentale. Elle a sa propre diplomatie, sa propre fiscalité, ses propres lois.

Le dirigisme ecclésiastique est réel. L'Église ne décide pas quoi produire — mais elle décide ce qu'il est permis de *penser*, ce qui est plus contraignant encore. L'interdiction du prêt à intérêt (*usure*) façonne l'économie pendant des siècles. Les règles sur le jeûne, le repos dominical, les fêtes chômées structurent le calendrier économique. Les monopoles d'enseignement contrôlent la formation des élites. Et le tout est adossé à une coercition qui n'a rien à envier aux États séculiers : l'ex-

communication (qui vous exclut de la société civile), l'Inquisition (tribunal, torture, bûcher), les croisades intérieures (contre les Cathares, les Hussites, les Vaudois).

La Réforme protestante (1517) est, du point de vue de notre modèle, un mouvement de *décentralisation*. Luther ne propose pas seulement une théologie différente — il propose une *structure* différente. Le croyant lit la Bible lui-même (d'où la traduction en langues vernaculaires). Il n'a pas besoin d'un prêtre comme intermédiaire. La confession n'est plus un sacrement obligatoire — et donc l'Église perd son instrument de surveillance des consciences. Les monastères sont dissous — et donc l'Église perd ses terres. Les universités se laïcisent. Le résultat est une fragmentation du pouvoir religieux — exactement comme la fragmentation du pouvoir politique produit de l'autonomie.

Et ce n'est pas un hasard si les pays qui adoptent la Réforme — Angleterre, Pays-Bas, Suisse, Scandinavie — sont aussi ceux qui développent les premières économies de marché, les premières libertés de la presse, et les premières institutions parlementaires modernes. La corrélation n'est pas causale de manière simple — la Réforme n'a pas « causé » le capitalisme, comme Max Weber le suggérait [75] de manière trop mécanique. Mais la décentralisation religieuse et la décentralisation politique sont structurellement liées : quand le monopole de la vérité tombe, d'autres monopoles suivent.

L'islam offre un contraste éclairant. Le califat des premiers siècles (VII^e-XIII^e siècles) combine autorité politique et religieuse dans la même personne — le calife est « commandeur des croyants ». La *charia* organise la vie civile, commerciale, familiale et pénale. Le *waqf* (fondation pieuse) contrôle une part considérable des biens immobiliers. Là où le christianisme médiéval a un pouvoir séculier *et* un pouvoir religieux en tension permanente (les querelles des Investitures, le conflit pape-empereur), l'islam classique fusionne les deux — ce qui produit un dirigisme plus intégré mais aussi, potentiellement, plus difficile à contester : critiquer la loi civile, c'est critiquer la loi divine.

Le bouddhisme theravāda en Asie du Sud-Est montre encore une autre configuration. Les monastères fonctionnent comme des institutions d'éducation et de redistribution — les moines vivent d'aumônes, ce qui crée un flux économique vers les communautés monastiques. Les rois légitiment leur pouvoir par leur piété bouddhiste. Mais le bouddhisme n'a pas d'Église centralisée, pas de pape, pas d'Inquisition. La coercition religieuse est faible — on ne brûle pas les hérétiques. Le résultat est un dirigisme culturel (le bouddhisme façonne les normes sociales) sans coercition institutionnelle — une combinaison que notre modèle peut décrire mais que le spectre gauche-droite ne sait même pas nommer.

Ce que ces cas montrent, c'est que la religion est un *amplificateur* du pouvoir politique — pas un phénomène séparé. Quand la religion est centralisée et coercitive (Inquisition, califat), elle pousse les sociétés vers le sommet A du triangle. Quand elle est décentralisée et non coercitive (Réforme, bouddhisme), elle tolère ou favorise le mouvement vers la base. La variable n'est pas le contenu théologique — c'est la *structure institutionnelle*. Une religion qui possède des terres, lève des impôts, contrôle l'éducation et punit l'hérésie est fonctionnellement un État — et notre modèle la traite comme tel.

25.16 — Le colonialisme et sa fin : quarante tests simultanés

Le colonialisme est le sommet A avec un opérateur externe. La métropole contrôle l'économie — monopoles, cultures forcées, extraction minière, travail obligatoire — et impose son autorité par la force. Le spectre ne sait pas le classer. La colonisation britannique est-elle « de droite » (capitalisme impérial, propriété privée sacrée à Londres) ou « de gauche » (Compagnie des Indes, monopoles d'État, planification des cultures) ? La question est absurde. Sur la grille : dirigisme extractif + coercition. Position : sommet A. Opérateur : externe.

Mais le colonisateur ne trouve pas une page blanche. Il trouve une société qui a déjà une position sur la grille. Et le choc entre les deux positions produit des résultats que le modèle prédit.

Quand la société colonisée est déjà au sommet A, le colonisateur remplace l'opérateur. Les Espagnols arrivent dans l'Empire inca — dirigisme total, coercition totale — et substituent leur appareil à celui du Sapa Inca. L'Empire moghol, les royaumes africains centralisés (Ashanti, Dahomey, Buganda) : même mécanisme. L'étiquette change. La position sur la grille ne bouge pas. C'est la substitution la moins coûteuse — pour le colonisateur.

Quand la société colonisée n'a pas d'État centralisé, le colonisateur construit l'appareil. Les Aborigènes d'Australie — soixante mille ans sans maximisation — sont projetés de force dans une structure qui n'existait pas. Les sociétés acéphales d'Afrique de l'Ouest sont découpées en « chefferies » administratives, avec des « chefs » inventés par le colonisateur pour avoir un interlocuteur. C'est plus violent — parce qu'il faut broyer une organisation sociale entière pour en imposer une autre.

La décolonisation est le test. Entre 1945 et 1975, des dizaines de pays accèdent à l'indépendance. Le garant externe de la coercition disparaît — exactement comme l'URSS disparaît pour ses satellites en 1991, mais à l'échelle de continents entiers. La question est celle du chapitre XVIII : l'appareil survit-il au départ de celui qui l'a construit ?

Les trajectoires divergent exactement comme le modèle le prédit.

Là où le colonisateur a laissé des institutions autonomes — common law, parlements, fonction publique formée, universités — la descente est possible. L'Inde hérite d'un appareil judiciaire, d'une bureaucratie fonctionnelle, d'une presse anglophone, d'universités centenaires. La démocratie tient — imparfaite, chaotique, mais continue depuis 1947. Le Botswana hérite d'institutions légères et de chefferies traditionnelles intactes — les Britanniques avaient administré le Bechuanaland avec un minimum d'intervention. Le résultat : la plus longue démocratie continue d'Afrique, et l'une des meilleures performances économiques du continent depuis l'indépendance.

Là où le colonisateur a laissé un appareil extractif et rien d'autre, le sommet A reste — avec un nouveau drapeau. Le Congo belge au moment de l'indépendance (1960) : 30 diplômés universitaires pour 14 millions d'habitants. Pas de fonction publique congolaise. Pas de cadres. Un appareil minier intact et un vide institutionnel total. Mobutu hérite de l'appareil et le fait tourner pendant 32 ans. Le Rwanda et le Burundi héritent des classifications ethniques inventées par les Belges (cartes d'identité « Hutu » et « Tutsi ») — un appareil de contrôle démographique qui produira le génocide de 1994. L'appareil colonial survit au colonisateur et tue avec ses propres outils.

Là où la libération passe par un mouvement armé marxiste-léniniste, le sommet A reste avec un costume neuf. L'Angola, le Mozambique (déjà traités au chapitre VI) : le MPLA et le FRELIMO remplacent l'administration portugaise par un appareil léniniste. Les guerres civiles qui suivent ne sont pas un accident — elles sont le produit de la compétition pour le contrôle de l'appareil.

Là où les Français laissent un appareil centralisé, il se reproduit. Les présidences africaines francophones ressemblent structurellement à la V^e République — un président concentrant les pouvoirs, un parlement décoratif, une administration centralisée — en plus coercitif et sans les contre-pouvoirs résiduels. Le Cameroun de Biya (42 ans au pouvoir), le Togo des Gnassingbé (58 ans, père puis fils), le Gabon des Bongo (56 ans, père puis fils) : même matrice, même longévité, même absence de transition.

Le gradient post-soviétique du chapitre XVIII couvre cinq pays sortis du même système au même moment. La décolonisation, c'est le même test sur quarante pays — avec la même conclusion. Ce qui détermine la trajectoire, ce n'est pas l'étiquette du colonisateur ni celle du libérateur. C'est la nature de l'appareil laissé sur place. Un appareil extractif sans institutions produit Mobutu. Des institutions sans appareil extractif produisent le Botswana. Des cartes d'identité ethniques produisent un génocide. Dans chaque cas, la grille lit le résultat avant qu'il ne se produise.

Même dans le chaos apparent de la fourmilière — quarante indépendances, quarante trajectoires, quarante étiquettes — le modèle résiste. La variable n'est jamais l'étiquette. La variable est toujours la même : la nature de l'appareil, et ce qu'on en fait quand le propriétaire s'en va.

25.17 — Ce que l'épreuve révèle

Dix-sept cas. Cinq millénaires. Cinq continents. Des empires immenses et des sociétés sans État. Des monarchies absolues et des confédérations décentralisées. Des religions qui centralisent et des réformes qui libèrent. Aucun de ces cas ne se pensait en termes de « gauche » ou de « droite ». Et pourtant, les deux dimensions de notre modèle — dirigisme/autonomie et coercition/consentement — décrivent leur fonctionnement avec une cohérence qui dépasse ce qu'un outil *ad hoc* pourrait produire.

Le couplage se vérifie — partout. Rome impériale : dirigisme + coercition. Louis XIV : dirigisme + coercition. Cromwell : concentration du pouvoir + coercition. Shaka : militarisation + contrôle du bétail + contrôle du mariage. L'Empire inca : planification intégrale + déplacement de populations. L'Empire aztèque : extraction tributaire + terreur sacrificielle. L'Église médiévale : monopole de l'éducation + Inquisition. Dans chaque cas, le contrôle économique et le contrôle politique vont ensemble — exactement comme dans les régimes modernes des chapitres VI et X. Le couplage n'est pas un phénomène occidental ou moderne — c'est une constante structurelle du pouvoir humain.

La re-maximisation se vérifie — sous toutes ses formes. Cromwell prend le pouvoir au nom de la liberté et produit un régime plus coercitif que celui qu'il a renversé. Napoléon surgit du chaos révolutionnaire et concentre le pouvoir au-delà de ce que les Bourbons avaient jamais fait. Shaka transforme une confédération de clans en État militaire en une décennie. Le mécanisme est le même qu'au chapitre XI : crise → homme providentiel → concentration → re-maximisation. La vitesse varie — une génération pour Shaka, un siècle pour Rome — mais la trajectoire est identique.

Le cliquet se vérifie — sans exception. Rome ne revient jamais en arrière. L'annone, une fois instituée, n'est jamais supprimée. Les pouvoirs du Sénat, une fois transférés à l'empereur, ne sont jamais rendus. Salomon ne réduit pas la corvée de David — il l'aggrave. Louis XIV hérite du dirigisme de Colbert et l'amplifie — aucun successeur ne démantèle le système (jusqu'à la Révolution, qui le remplace par un autre dirigisme). L'Inquisition, une fois créée, fonctionne pendant six siècles. Le cliquet n'a pas de nationalité, pas de religion, pas d'époque.

La fragilité du sommet se vérifie — spectaculairement. L'Empire inca s'effondre face à 168 Espagnols parce que la centralisation totale a produit une population sans autonomie. L'Empire aztèque s'effondre parce que le dirigisme par extraction — tribut et terreur sans intégration — a produit des vasaux sans loyauté. Shaka est assassiné parce que le pouvoir absolu concentré sur un seul homme disparaît avec cet homme. Rome impériale s'effondre parce qu'un système qui dépend de la redistribution ne survit pas à la contraction des revenus. La leçon est toujours la même : un régime au sommet A est puissant en apparence et fragile en structure.

La stabilité minimale se vérifie — avec éclat. La Confédération iroquoise fonctionne pendant des siècles avec un pouvoir distribué. Les sociétés aborigènes fonctionnent pendant des dizaines de millénaires sans concentration du pouvoir. Le Commonwealth islandais tient trois siècles sans roi, sans armée, sans bureaucratie. L'Angleterre post-1688, qui minimise le pouvoir royal, produit la stabilité institutionnelle la plus durable d'Europe — et la Révolution industrielle par-dessus le marché. Les pays de la Réforme, qui décentralisent le pouvoir religieux, devancent ceux qui le concentrent.

Les trajectoires de maximisation sont multiples. C'est peut-être l'apport le plus riche de cette épreuve élargie. La maximisation ne suit pas un chemin unique. Rome maximise par la dépendance économique (le blé). Louis XIV maximise par le contrôle des corporations et la persécution religieuse. Cromwell maximise par le puritanisme militant. Shaka maximise par la militarisation. L'Inca maximise par la planification intégrale. L'Aztèque maximise par l'extraction tributaire et la

terreur sacrificielle. L'Église maximise par le monopole de la vérité. Sept chemins différents vers le même sommet — ce qui confirme que le sommet A n'est pas un accident culturel mais un *attracteur structurel*. Quelle que soit la société, quelle que soit l'époque, la concentration du pouvoir trouve un chemin.

Mais l'épreuve révèle aussi les limites du modèle — et il est honnête de les nommer.

La question du périmètre. Athènes au V^e siècle avant notre ère est une démocratie pour ses citoyens — et un système esclavagiste pour un tiers de sa population. Rome républicaine offre des libertés remarquables aux *cives romani* — et réduit des peuples entiers en esclavage. L'Empire aztèque tolère un marché intérieur actif à Tlatelolco — mais dans un cadre où le tribut, la hiérarchie sociale et le calendrier rituel sont fixés par le pouvoir central ; et ce même Empire est un système d'extraction terrifiante pour les peuples vassaux. Notre modèle décrit la structure du pouvoir, mais il ne dit pas *pour qui* cette structure fonctionne. Un régime peut être minimal pour les inclus et maximal pour les exclus. Cette distinction — qui est compté comme membre de la communauté politique — est extérieure à notre grille. Elle n'invalide pas le modèle, mais elle en délimite la portée.

L'échelle. Les sociétés aborigènes fonctionnent par petits groupes. La Confédération iroquoise rassemble quelques dizaines de milliers de personnes. Le Commonwealth islandais, 60 000 personnes au maximum. Peut-on maintenir la minimisation à l'échelle de millions d'individus ? Les cas modernes (Suisse, Danemark, Estonie) suggèrent que oui — mais la question de l'échelle reste ouverte pour les très grands États. L'Empire inca montre qu'un dirigisme total *peut* administrer des millions — mais au prix d'une fragilité qui le condamne.

La religion comme variable indépendante. La section 19.12 a montré que la religion peut être un puissant vecteur de centralisation ou de décentralisation. Notre modèle traite la religion comme une structure institutionnelle — ce qu'elle est, entre autres choses. Mais elle est aussi une expérience subjective, une source de sens, une communauté de croyants. Réduire l'Inquisition à une forme de coercition est analytique-

ment correct mais existentiellement incomplet. Le modèle ne prétend pas capturer tout ce que la religion *est* — seulement ce qu'elle *fait* au pouvoir.

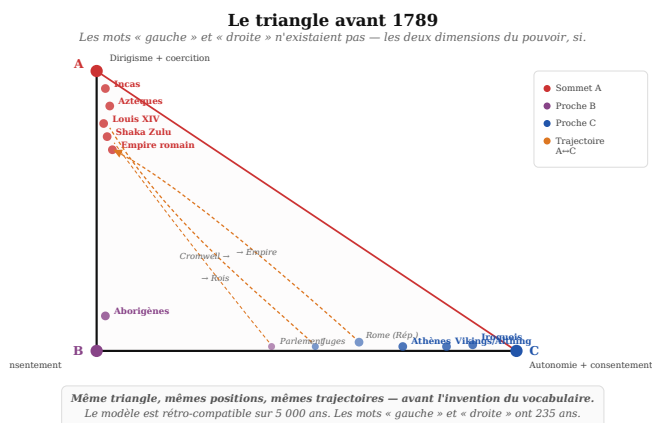


Figure 25.2 — Le triangle avant 1789

Ces réserves posées, le résultat de l'épreuve est net : le modèle ne dépend pas du vocabulaire qui l'a fait naître. Les structures qu'il décrit — la mécanique du dirigisme, le couplage avec la coercition, la re-maximisation, le cliquet, la stabilité de l'autonomie, la fragilité du sommet — existaient bien avant 1789. De Samuel avertissant les Israélites à Shaka militarisant les Zoulous, de l'Inquisition brûlant les hérétiques aux *things* vikings arbitrant les conflits, de l'annonce romaine aux *qollqa* incas — le pouvoir fonctionne selon les mêmes mécanismes depuis que l'humanité s'organise. Ce que la Révolution française a inventé, ce n'est pas la gauche et la droite du pouvoir — c'est les *mots* gauche et droite. Et ces mots, comme nous l'avons montré depuis le chapitre I, décrivent mal ce qu'ils prétendent nommer.

Chapitre XXVI — Le test supranational

« Une institution internationale, c'est un endroit où les nations qui n'ont pas pu résoudre leurs problèmes chez elles viennent ne pas les résoudre ensemble. »

— Attribué à divers, jamais sourcé — ce qui est en soi révélateur.

Quand le citoyen ne peut plus atteindre le levier, la question du consentement change de nature.

La grille a jusqu'ici examiné des États — des entités qui exercent le pouvoir sur un territoire et une population. Mais le XX^e siècle a produit un étage supplémentaire : des organisations qui exercent un pouvoir réel sur les citoyens sans avoir été élues par eux, sans leur rendre de comptes, et souvent sans mécanisme de sortie praticable. L'ONU, l'UE, l'OTAN, le FMI, l'OMS — des acronymes que tout le monde connaît et que personne ne sait placer sur un axe. Ce chapitre les place sur la grille.

Deux questions structurent l'analyse. Premièrement : quelle est la position intrinsèque de l'organisation sur le triangle — dirigisme ou autonomie, coercition ou consentement ? Deuxièmement : qui imprime le tempo — le plus grand nombre de membres, les membres les plus puissants, ou les membres les plus coercitifs ?

Et une troisième question, transversale : le droit de sortie existe-t-il ? C'est le test fondamental. Dans les termes du livre, le consentement n'est réel que s'il est révocable. Un club qu'on ne peut pas quitter n'est pas un club — c'est une prison.

26.1 — L'Union européenne : la machine à cliquets

L'UE est déjà apparue dans cet essai — les cliquets du chapitre XIX, les référendums ignorés du chapitre XXXI. Mais elle n'a jamais été positionnée sur la grille en tant qu'entité. Faisons-le.

Position intrinsèque. La Commission propose. Le Conseil décide. Le Parlement co-décide — sur certains sujets. La BCE fixe la politique monétaire de vingt pays sans que les citoyens de ces pays aient un mot à dire. Les directives et règlements ont force de loi dans les États membres. La Cour de justice de l'UE a préséance sur les cours nationales. C'est du dirigisme — par la norme, par la régulation, par la politique monétaire. Et la coercition est réelle quoique douce : sanctions financières contre les États récalcitrants (la Hongrie privée de fonds européens), procédures d'infraction, conditionnalité des transferts budgétaires. L'UE est dans le quadrant supérieur gauche de la grille — dirigisme modéré, coercition institutionnelle — et elle monte, un cran à la fois.

Qui imprime le tempo ? En théorie, les 27 membres à égalité. En pratique, l'axe franco-allemand a longtemps dominé. Mais la question pertinente pour le triangle n'est pas « quel pays domine ? » — c'est « la dynamique pousse-t-elle vers plus de contrôle ou vers moins ? » La réponse est sans ambiguïté : chaque crise (dette grecque, migration, Covid, guerre en Ukraine) produit un transfert de compétences vers le centre. Aucune crise n'a jamais produit un retour de compétences vers les États. Le cliquet ne fonctionne que dans un sens. Les membres les plus dirigistes ne sont pas nécessairement les plus coercitifs — mais l'institution elle-même l'est, par sa mécanique : elle absorbe et ne restitue jamais.

Le droit de sortie. Il existe — l'article 50 du Traité de Lisbonne. Le Royaume-Uni l'a exercé. Mais le processus a pris quatre ans, coûté des milliards, et s'est accompagné d'une pression qui visait explicitement à décourager toute répétition. Un droit de sortie dont l'exercice est puni n'est pas un vrai droit de sortie. La Constitution soviétique de 1936 garantissait elle aussi le droit de sécession des républiques — fictif pendant

des décennies, jusqu'à ce que le système s'affaiblisse et que les Baltes l'invoquent pour de vrai. L'article 50 dort peut-être de la même façon.

26.2 — L'ONU : le veto comme cliquet de fragmentation

Position intrinsèque. L'Assemblée générale n'a pas de pouvoir contraignant — ses résolutions sont des recommandations. Le pouvoir réel est au Conseil de sécurité : quinze membres, dont cinq permanents avec droit de veto (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni). Les résolutions du Conseil autorisent des guerres, imposent des sanctions, déploient des forces. C'est du pouvoir réel sur des populations réelles — exercé par cinq pays qui se sont attribué ce privilège en 1945 et ne l'ont jamais remis en jeu.

Le veto est un cliquet de fragmentation à l'échelle mondiale. Cinq acteurs peuvent bloquer toute décision. Aucun mécanisme de recalibrage n'existe — l'Inde (1,4 milliard d'habitants) n'a pas de siège permanent, le Japon non plus, l'Afrique entière n'en a pas. La composition reflète les rapports de force de 1945, figés depuis quatre-vingts ans. Le système ne peut pas se réformer de l'intérieur — parce que toute réforme requiert l'accord des cinq membres permanents, qui n'ont aucun intérêt à diluer leur propre pouvoir.

L'Assemblée générale compense son impuissance par le volume — des milliers de résolutions non contraignantes qui créent une « légitimité internationale » sans effet juridique, mais avec un effet politique réel : les États invoquent les résolutions de l'Assemblée pour justifier des positions que le Conseil n'a jamais adoptées. C'est du pouvoir par l'accumulation de textes sans force — un dirigisme narratif. Et qui imprime le tempo de cette assemblée ? Principalement des régimes autoritaires et des dictatures qui n'ont aucune légitimité démocratique interne. Sur 193 membres, Freedom House en classe moins de la moitié comme « libres ». Les blocs de vote (Groupe des 77, Organisation de la coopération islamique, Mouvement des non-alignés) sont dominés par des régimes qui nient à leurs propres citoyens les droits qu'ils invoquent dans les résolu-

tions. L'Assemblée générale est l'endroit où des gouvernements qui n'ont jamais organisé une élection libre votent des textes sur les droits de l'homme — et où ce vote a la même valeur que celui d'une démocratie centenaire. Les organismes dépendants de l'ONU reproduisent le même schéma : le HCR, l'UNESCO, l'UNICEF, le PNUD — chacun avec sa bureaucratie, son budget, ses priorités définies par des fonctionnaires que personne n'élite, et une tendance systématique à étendre son mandat sans jamais le réduire. Chaque agence est un cliquet miniature — elle absorbe des compétences, crée des dépendances (les pays récipiendaires dépendent de l'aide, les fonctionnaires dépendent de l'agence), et ne se dissout jamais, même quand son mandat originel est accompli ou dépassé.

Qui imprime le tempo ? Les membres les plus coercitifs au plan international — Russie, Chine et États-Unis — n'impriment pas le tempo de l'organisation, mais ils la paralysent, chacun dans sa sphère d'influence, qu'elle soit régionale ou mondiale. Le veto n'est pas un outil de direction — c'est un outil de blocage. Le résultat : l'ONU ne peut agir que quand les cinq sont d'accord, c'est-à-dire presque jamais sur les sujets qui comptent. Syrie, Ukraine, Gaza — le Conseil est paralysé. L'institution ne monte pas vers le sommet A — elle est immobile, figée par sa propre architecture.

Un cas mérite une mention spécifique. L'UNRWA — l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens — est la seule agence de l'ONU dédiée à un seul peuple, et la seule qui transmet le statut de réfugié par hérédité. Les descendants des réfugiés de 1948 sont toujours classés « réfugiés » trois ou quatre générations plus tard — un statut que le HCR n'applique à aucun autre groupe dans le monde. C'est un mécanisme de perpétuation de la dépendance : le statut héréditaire empêche l'intégration, maintient la population dans les camps, et alimente l'économie de rente décrite dans le chapitre XXVII.

Le droit de sortie. Il existe — tout État peut se retirer de l'ONU. En pratique, personne ne le fait, parce que l'ONU n'est pas contraignante pour ceux qui ont le pouvoir de la quitter. Les États-Unis ignorent les résolutions qui les gênent. La Russie aussi. Le droit de sortie est inutile — non parce qu'il est pu-

nitif, mais parce que l'institution n'a pas assez de pouvoir pour qu'on ait besoin de la quitter. Le paradoxe est structurel : l'ONU est trop faible pour contraindre les puissants et trop paralysée pour protéger les faibles.

26.3 — L'OTAN : le consentement d'entrée, la contrainte de l'article 5

Position intrinsèque. L'OTAN est un cas à part. L'entrée est libre — chaque membre a choisi d'adhérer. L'article 5 (défense collective) est le mécanisme central : une attaque contre un membre est une attaque contre tous. C'est un engagement automatique — une fois invoqué, le mécanisme se déclenche. C'est du consentement initial qui produit une contrainte permanente.

Sur la grille, l'OTAN est sur la base B-C — consentement libre, pas de coercition. L'article 5, une fois en vigueur, est un engagement automatique : les engagements militaires qui en découlent ne sont pas soumis à référendum dans chaque pays membre. Mais le consentement est continu, pas seulement initial — parce que le droit de sortie est réel. La France de De Gaulle s'est retirée du commandement intégré en 1966 sans quitter l'Alliance, prouvant que le consentement peut être modulé à tout moment. Un engagement qu'on peut quitter est un engagement consenti.

Qui imprime le tempo ? Les États-Unis — de loin. Le budget militaire américain représente environ 70 % du total de l'Alliance. La planification opérationnelle est dominée par le commandement américain. L'OTAN est formellement une alliance d'égaux — structurellement, c'est un parapluie américain sous lequel les Européens s'abritent. Mais le consentement des petits membres est-il réel malgré ce déséquilibre ? L'épisode Trump-Groenland le prouve : la première puissance de l'Alliance n'a pas pu prendre un territoire à un allié — le Danemark — précisément parce que l'OTAN est une structure de consentement, pas de domination. Le poids disproportionné des États-Unis ne supprime pas la souveraineté des autres membres — il la protège.

Le droit de sortie. Il existe — l'article 13 du Traité de l'Atlantique Nord permet à tout membre de se retirer avec un préavis d'un an. Le droit de sortie est réel et non punitif — ce qui distingue l'OTAN de l'UE. La différence est structurelle : l'OTAN ne légifère pas, ne régule pas, ne fixe pas de politique monétaire. Elle ne crée pas de dépendance institutionnelle quotidienne. On peut la quitter sans réorganiser son économie.

26.4 — Le FMI et la Banque mondiale : le dirigisme par la conditionnalité

Position intrinsèque. Le FMI prête aux États en crise — sous conditions. Ces conditions sont des politiques économiques : austérité, privatisations, libéralisation des marchés, réforme fiscale. L'État emprunteur n'a pas le choix — s'il refuse les conditions, il n'a pas le prêt, et sans le prêt, il fait défaut. C'est du dirigisme externe — les politiques économiques d'un pays souverain sont dictées par une institution basée à Washington, dont les droits de vote sont proportionnels aux quotes-parts financières — un vote censitaire à l'échelle planétaire.

Le cas de l'Indonésie de Suharto (chapitre X) illustre le mécanisme : le FMI conditionne son aide en 1997 à des réformes qui démantèlent le système de connivence. La Grèce de 2010-2015 illustre le même mécanisme en Europe — la troïka (FMI, BCE, Commission européenne) dicte la politique budgétaire d'un pays membre de l'UE, contre le vote explicite des citoyens grecs (référendum de 2015, 61 % de « non » aux conditions — résultat ignoré par le gouvernement Tsipras une semaine plus tard).

Qui imprime le tempo ? Les États-Unis ont un droit de veto de fait au FMI — leur quote-part leur donne plus de 15 % des droits de vote, et les décisions importantes requièrent 85 %. Un seul pays peut bloquer toute réforme. La Chine a augmenté sa quote-part, mais reste structurellement minoritaire. L'institution reflète les rapports de force de Bretton Woods (1944) — comme le Conseil de sécurité reflète ceux de 1945.

Le droit de sortie. Il existe formellement. En pratique, un pays en crise ne peut pas « sortir » du FMI — il peut seulement refuser ses conditions et faire face seul à la crise. Le droit de sortie est un droit de se noyer — il existe, mais personne ne l'exerce volontairement.

26.5 — L'OMS : la recommandation qui devient obligation

Le Covid a révélé le mécanisme. L'OMS recommande — elle ne légifère pas. Mais les gouvernements transforment les recommandations en obligations nationales, et se protègent derrière l'autorité de l'OMS pour justifier des mesures coercitives qu'ils n'auraient pas osé prendre seuls. Confinements, obligations vaccinales, passeports sanitaires, fermetures d'écoles — chaque mesure était nationale, mais la légitimité était importée de Genève. L'OMS n'a pas imposé les confinements. Elle a fourni le prétexte que les gouvernements attendaient — et ce prétexte a voyagé d'un pays à l'autre sans passer par les urnes.

Le projet de Traité pandémique (en négociation) vise à donner à l'OMS des pouvoirs contraignants en cas de pandémie déclarée — c'est-à-dire un transfert de souveraineté sanitaire vers une institution dont le directeur général est élu par les États membres, pas par les citoyens, et dont le financement dépend largement de donateurs privés (la Fondation Gates est le deuxième contributeur).

Le droit de sortie. Il existe — les États-Unis de Trump s'en sont retirés en 2020, y sont revenus sous Biden. Le droit est réel et non punitif. Mais le mécanisme de pression est indirect : un pays qui quitte l'OMS perd l'accès aux données, aux protocoles, à la coordination internationale. Le coût n'est pas financier — il est informationnel.

26.6 — Ce que la grille révèle

Cinq organisations. Cinq mécanismes différents. Un point commun : la distance maximale entre le citoyen et la décision. C'est la dérive verticale poussée au-delà de l'État — un étage que les chapitres XV et XVI n'avaient pas explicitement nommé.

Trois patterns émergent.

Premier pattern : les membres les plus coercitifs ne dominent pas nécessairement, mais l'institution elle-même dérive vers le contrôle. À l'ONU, la Russie et la Chine ne dominent pas — elles paralysent. À l'UE, aucun État coercitif ne domine — mais l'institution absorbe des compétences sans jamais en restituer. À l'OTAN, les États-Unis dominent — mais l'institution ne crée pas de dépendance quotidienne. Le dirigisme institutionnel est un phénomène autonome — il ne vient pas des membres les plus coercitifs, il vient de la mécanique institutionnelle elle-même. Une institution qui peut absorber des compétences mais ne peut pas les restituer monte dans le triangle par construction — sans qu'aucun membre ne le veuille explicitement.

Deuxième pattern : le droit de sortie est le test décisif. L'OTAN a un droit de sortie réel et non punitif — et c'est l'organisation qui crée le moins de dépendance. L'UE a un droit de sortie formel mais punitif — et c'est celle qui crée le plus de dépendance. L'ONU a un droit de sortie inutile — parce qu'elle n'a pas assez de pouvoir pour qu'on ait besoin de la quitter. Le FMI a un droit de sortie théorique qui équivaut à un droit de se noyer. Le consentement est proportionnel à la praticabilité de la sortie. C'est le chapitre XXV (droit de sortie) appliqué aux institutions supranationales — et la conclusion est la même : sans sortie praticable, le consentement est formel, pas réel.

Troisième pattern : l'architecture de 1944-1945 est un cliquet mondial. Le Conseil de sécurité, le FMI, la Banque mondiale — les rapports de force de l'après-guerre sont figés dans des institutions que personne ne peut réformer parce que ceux qui en bénéficient ont un veto sur la réforme. C'est le Libro d'Oro vénitien à l'échelle planétaire — les familles inscrites

en 1945 bloquent l'entrée de nouvelles familles. L'Inde, le Japon, le Brésil, l'Afrique — exclus du cercle, sans mécanisme pour y entrer. Le cliquet ne sera brisé que par l'obsolescence ou l'effondrement — exactement comme celui de Venise.

Chapitre XXVII — Le test suicidaire

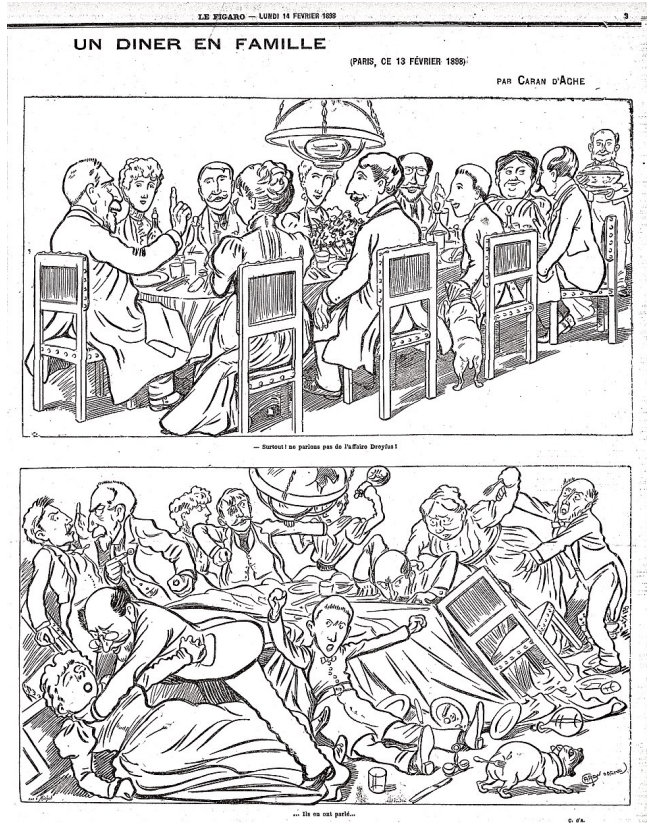


Figure 27.1 — Un dîner en famille

Quatre entités, un conflit, quatre positions sur la grille. Le test le plus sévère du spectre — et le plus interdit.

Avertissement. Ce chapitre applique la grille à quatre entités impliquées dans le conflit le plus disputé de la politique contemporaine. Il ne prend parti ni sur les responsabilités historiques, ni sur la légitimité des revendications, ni sur la moralité des actions de quiconque. Il pose les mêmes questions que partout ailleurs dans cet essai : qui tient les commandes, par quel mécanisme, avec ou sans consentement. L'analyse est une

tentative — incomplète, certainement inexacte sur certains points pour beaucoup d'observateurs. Mais que vaudrait un essai qui propose une grille de lecture du politique et qui n'oserait pas la confronter aux questions les plus brûlantes, alors que son but est précisément d'objectiver, autant que faire se peut, le débat ?

Les chapitres précédents ont examiné les régimes un par un. Celui-ci prend quatre entités liées par un même conflit, dans une même région, sur un même siècle, et les lit ensemble sur la grille. L'opération est la même que le test d'Hispaniola (chapitre VII) ou la comparaison des deux Corées — mais à quatre termes.

Chacune des quatre entités est classée par le spectre gauche-droite selon la sympathie de l'observateur plutôt que selon sa structure. Israël est « la seule démocratie du Moyen-Orient » ou « un régime d'apartheid ». La cause palestinienne est « une résistance légitime » ou « du terrorisme ». La Jordanie est une monarchie stable que personne ne discute. Le Liban est une démocratie multicommunautaire qui s'effondre. Le spectre demande : de quel côté êtes-vous ? La grille demande : qui tient les commandes, et par quel mécanisme ?

27.1 — La Palestine : un peuple sans commandes

Ce cas est unique dans le livre. Tous les régimes examinés — y compris les pires — sont des entités souveraines qui choisissent leur position sur la grille. La Palestine est le cas d'un peuple qui n'a jamais tenu les commandes.

Avant 1948. Sous l'Empire ottoman, il n'existe pas d'entité politique « Palestine » — la région est un ensemble de districts rattachés à la province de Syrie. Le mandat britannique (1920) prévoit l'établissement d'un « foyer national juif » (Déclaration Balfour, 1917). En 1937, la Commission Peel propose un premier partage : l'Agence juive l'accepte avec réserves, le Haut Comité arabe le refuse. En 1947, l'Assemblée générale de l'ONU vote la résolution 181 : deux États. L'Agence juive accepte. Le Haut Comité arabe refuse. Les États arabes refusent.

1948-1967 : les commandes passent aux armées arabes.

Israël déclare son indépendance le 15 mai 1948. Cinq armées arabes envahissent le territoire le lendemain. La Cisjordanie passe sous contrôle jordanien. Gaza passe sous contrôle égyptien. Pendant dix-neuf ans, les deux territoires que le plan de partage destinait à un État arabe sont sous souveraineté arabe — et aucun État palestinien n'est créé. Les commandes sont à Amman et au Caire, pas à Ramallah.

L'OLP comme État sans terre (1964-1993). L'Organisation de libération de la Palestine est fondée en 1964 — trois ans avant l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza. Sa charte de 1964 exclut explicitement ces territoires de son périmètre de revendication. L'ennemi désigné est Israël dans ses frontières de 1948.

Après 1967, l'OLP se transforme en appareil d'État complet — sans territoire. Bureaucratie, forces armées multiples, système de prélèvement (la « taxe de libération » imposée aux Palestiniens de la diaspora), services sociaux dans les camps, représentation diplomatique dans plus de cent pays. C'est un État qui contrôle un peuple plutôt qu'un territoire. Et sur la grille, la position est lisible : le Conseil national palestinien ne fonctionne pas comme un parlement réel, le Fatah contrôle l'exécutif, la dissidence interne est sanctionnée, l'économie est celle de la rente — aide des États arabes, contributions internationales. Le mécanisme de dépendance est le même que celui des monarchies du Golfe (chapitre X) ou de Nauru — la source change (pétrole, phosphate, aide internationale), le résultat est identique : celui qui dépend ne conteste pas. Dirigisme par dépendance, coercition interne, pas de mécanisme de correction.

L'Autorité palestinienne (1993-présent). Les accords d'Oslo territorialisent l'appareil — les mécanismes restent identiques. Mêmes cadres, mêmes services de sécurité multiples, même économie de rente. Des élections ont lieu en 1996 et 2005. Depuis 2005, aucune élection présidentielle. Mahmoud Abbas en est à sa vingtième année d'un mandat de quatre ans — un mécanisme que le chapitre X a documenté sous d'autres noms : Erdoğan, Poutine, Orbán. L'étiquette change. Le mandat qui ne finit pas est le même.

Le Hamas à Gaza (2007-présent). Le Hamas remporte les élections législatives de 2006, prend le contrôle de Gaza par la force en 2007. Parti unique armé, pas d'élections depuis, population qui ne peut pas partir — ni vers Israël, ni vers l'Égypte. Théocratie armée qui prélève sur l'aide humanitaire. Dirigisme coercitif maximal — même position sur la grille que l'Afghanistan des Talibans (chapitre VII), même étiquette « islamiste » que le spectre ne sait pas classer.

Le refus de souveraineté comme mécanisme. C'est le fait structurel du cas. Les commandes ont été proposées à plusieurs reprises. Le plan Peel (1937). Le plan de partage (1947). Camp David (2000) — Ehud Barak propose un État sur environ 91 % de la Cisjordanie et la totalité de Gaza, avec Jérusalem-Est comme capitale ; Arafat refuse sans contre-proposition écrite. Olmert (2008) — proposition incluant des échanges territoriaux et un partage de Jérusalem ; Abbas ne donne pas de réponse formelle.

Ce livre ne dit pas pourquoi les dirigeants palestiniens ont refusé. Ce que la grille observe, c'est le mécanisme : la souveraineté donne les commandes, et des commandes, on est comptable. L'OLP, puis l'Autorité, puis le Hamas tirent leur légitimité de la résistance à l'occupation. Accepter la souveraineté transforme le résistant en administrateur — et un administrateur est jugé sur les résultats. Le conflit non résolu fournit le prétexte permanent qui rend la contestation interne illégitime — aide internationale captée, pas d'élections, pas de comptes à rendre. C'est le même mécanisme que Mugabe qui blâme les sanctions pour ses propres échecs, ou Cuba qui blâme l'embargo américain (chapitre VI) : la menace extérieure est aussi une ressource.

27.2 — La Jordanie : Septembre noir et la souveraineté récupérée

La Jordanie est le premier pays frappé par la variable OLP — et le seul qui la résout.

Après 1967, l'OLP installe dans les camps de Jordanie l'appareil décrit ci-dessus : forces armées autonomes, administration parallèle, zones où l'armée jordanienne n'entre plus. En 1970, des fedayins détournent quatre avions de ligne et les font exploser sur une base aérienne jordanienne devant les caméras du monde. C'est un État dans l'État.

En septembre 1970, Hussein lance l'armée. Entre 3 000 et 5 000 morts. L'OLP est expulsée vers le Liban en 1971. La Syrie tente d'intervenir ; la Jordanie repousse l'incursion.

Le coût humain est élevé. Le résultat structurel est net : Hussein récupère le monopole de la violence sur son territoire — condition préalable à toute position stable sur la grille, le même enjeu que le « piège colombien » documenté ailleurs dans ces pages. Après quoi, il engage une modernisation : traité de paix avec Israël (1994), intégration progressive de la population d'origine palestinienne dans l'économie, libéralisation mesurée sous Abdullah II. La monarchie reste autoritaire — le roi nomme le premier ministre, contrôle l'armée. Mais la coercition est limitée : presse partiellement libre, manifestations du Printemps arabe absorbées par des réformes plutôt qu'écrasées. Position comparable au Maroc (chapitre VII).

La Jordanie tranche et peut ensuite évoluer. Le Liban, face au même choc, ne tranche pas.

27.3 — Le Liban : la souveraineté perdue

L'architecture. Le Pacte national de 1943 distribue le pouvoir entre les communautés religieuses selon le recensement de 1932 : président maronite, premier ministre sunnite, président de la Chambre chiite. Chaque communauté a un veto sur la réforme du système, et aucune n'a intérêt à réformer un système qui protège sa part. C'est un cliquet d'un type différent de ceux du chapitre XIX — non pas un cliquet dirigiste, mais un cliquet de fragmentation : le mécanisme qui empêche la tyrannie (le veto communautaire) empêche aussi la correction (l'adaptation du ratio). Le parallèle le plus inattendu est l'Union européenne

— où l'unanimité requise pour récupérer une compétence transférée produit exactement le même blocage : le système ne peut pas se réformer de l'intérieur.

Et le système est coercitif au niveau individuel. Un sunnite ne sera jamais président. Un maronite ne sera jamais premier ministre. Le destin politique est assigné à la naissance par la confession des parents — structurellement identique au *song-bun* nord-coréen (chapitre VI), sauf que le critère est confessionnel et que le verrouillage est voté.

Le choc. L'OLP expulsée de Jordanie reconstitue au Sud-Liban exactement le même appareil — le « Fatahland ». La Jordanie avait tranché. Le Liban ne peut pas : l'armée libanaise reflète les divisions confessionnelles et ne peut pas être l'instrument d'une communauté contre une autre. L'absence de décision n'est pas de la lâcheté — c'est la conséquence mécanique de l'architecture. Un système fondé sur le veto ne peut pas produire de décision unilatérale.

La cascade. Guerre civile (1975-1990, plus de 120 000 morts). Intervention syrienne (1976). Intervention israélienne (1982). L'OLP est expulsée vers Tunis — mais le Liban ne récupère pas ses commandes. La Syrie reste (30 000 soldats jusqu'en 2005). Le Hezbollah occupe le vide suivant — parti politique et milice armée financée par l'Iran, plus puissante que l'armée nationale. L'État libanais n'a pas le monopole de la violence sur son propre territoire — c'est le piège que la Jordanie avait évité en 1970, et que le Liban subit depuis cinquante ans.

Crise financière de 2019 — la plus grande destruction de richesse de l'histoire moderne d'un pays en temps de paix, selon la Banque mondiale. Explosion du port de Beyrouth (2020) — 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium stockées pendant six ans sans qu'aucune autorité n'agisse. Tout le monde savait. Personne ne pouvait décider.

Le contraste avec la Suisse. Petit territoire, communautés multiples, système fondé sur le partage du pouvoir — les traits de surface sont étonnamment proches. Mais la Suisse a la concurrence cantonale, le référendum, et le monopole fédéral de la violence. Le Liban a le veto sans la concurrence, le par-

tage sans le recalibrage, et une souveraineté disputée par des acteurs armés internes et externes. Le résultat — stabilité séculaire d'un côté, effondrement de l'autre — n'est pas culturel. Il est structurel.

27.4 — Israël : le régime à deux vitesses

La trajectoire intérieure. L'Israël des premières décennies est semi-planifié — Histadrout comme plus gros employeur et assureur, kibboutzim, Parti travailliste au pouvoir sans interruption de 1948 à 1977. La victoire de Begin (1977) ouvre la libéralisation : marché des changes, privatisations, plan de stabilisation de 1985 face à une inflation de 450 %, intégration d'un million d'immigrants russes dans les années 1990. En 2024, plus de sociétés cotées au NASDAQ que tout autre pays hors États-Unis et Chine. Sur la grille : minimisation menée par les urnes, du dirigisme consenti vers l'autonomie consentie, sur quatre décennies — par des gouvernements de gauche comme de droite.

La démocratie intérieure. Alternance, presse libre et féroce, Cour suprême qui contrarie régulièrement l'exécutif sur des questions de sécurité. Citoyens arabes (20 % de la population) qui votent, siègent à la Knesset, à la Cour suprême, participent à des coalitions gouvernementales. L'intégration n'est pas seulement formelle. Le président du conseil d'administration de Bank Leumi — la plus grande banque du pays — est arabe. Le Galilee Medical Center de Nahariya — à dix kilomètres de la frontière libanaise, hôpital de première ligne qui soigne soldats et civils sous les roquettes du Hezbollah — est dirigé depuis 2007 par un Arabe chrétien. Un quart des médecins sont arabes, un quart des infirmiers, la moitié des pharmaciens ; 70 % des étudiants en pharmacie sont arabes. Des Arabes dirigent des services hospitaliers, servent comme officiers, occupent des postes diplomatiques. Des écarts socio-économiques existent — héritage historique en cours de résorption, comme l'intégration croissante le démontre. Et le mécanisme de correction fonctionne : recours judiciaires, partis arabes au Parlement, société civile active. Le consentement est réel.

Les territoires. La Cisjordanie depuis 1967 est administrée sous régime militaire pour la population palestinienne non citoyenne — checkpoints, permis, détentions administratives. Deux populations sous deux régimes juridiques, administrées par le même État. À l'intérieur : consentement, alternance, recours judiciaire. Dans les territoires : contrôle, absence de consentement de la population administrée.

La photographie statique ressemble à l'Afrique du Sud de l'apartheid (chapitre X). Le mécanisme est différent. L'apartheid est un système conçu pour la ségrégation — c'est l'objectif, inscrit dans la loi par ses architectes. Le dispositif israélien est le produit d'un conflit non résolu, dans lequel les propositions de résolution ont été refusées par l'autre partie — Camp David (2000), Olmert (2008) — sans contre-proposition opérationnelle. L'occupation devait être transitoire. Elle dure parce que la transition n'a pas eu lieu. La grille note la différence de mécanisme — sans que cette différence rende le résultat acceptable pour ceux qui le subissent.

L'asymétrie de présence. Un fait que la grille mesure et que le spectre ignore : 20 % des citoyens israéliens sont arabes — ils votent, siègent à la Knesset, plaident à la Cour suprême. La position palestinienne officielle exige zéro présence juive dans un futur État palestinien. L'asymétrie est structurelle, pas rhétorique. D'un côté, l'intégration — imparfaite, disputée, mais réelle. De l'autre, l'exigence d'homogénéité ethnique.

La Cisjordanie et Jérusalem-Est avaient des populations juives continues pendant des siècles. En 1948, la Jordanie les vide — le quartier juif de la vieille ville dynamité, les synagogues détruites, le cimetière du Mont des Oliviers profané. Les implantations israéliennes post-1967 (entre 450 000 et 700 000 habitants selon le périmètre retenu) sont la réponse à ce refus de présence — pas sa cause. Chaque implantation crée une communauté qui a intérêt à la continuation du statu quo — électeurs, infrastructures, investissements. Le démantèlement devient politiquement plus coûteux à chaque cycle. Le retrait unilatéral de Gaza en 2005 (Sharon démantelant des colonies contre son propre parti) montre que le cliquet peut être cassé. Mais l'Autorité palestinienne, qui avait les commandes à Gaza

après le retrait, est renversée par le Hamas en 2007 — par la force, pas par le vote. Le résultat refroidit le soutien public à toute répétition. Le cliquet se resserre — non parce qu'il est irréversible en soi, mais parce que chaque tentative de le desserrer a produit un résultat pire.

27.5 — Ce que le test montre

Quatre entités. Un même conflit. Quatre positions sur la grille.

La Palestine : un peuple dont les dirigeants n'ont jamais tenu les commandes et ont refusé qu'on les leur donne à plusieurs reprises. L'appareil occupe le quadrant dirigiste-coercitif. Le conflit non résolu sert de mécanisme de maintien.

La Jordanie : frappée par la même variable, tranche, récupère sa souveraineté, et peut ensuite évoluer.

Le Liban : frappé par la même variable, ne tranche pas parce que l'architecture l'interdit, perd sa souveraineté, et s'effondre.

Israël : démocratie intérieure et régime de contrôle dans les territoires — deux quadrants simultanés, le conflit non résolu empêchant la sortie.

Le spectre gauche-droite regarde ces quatre cas et demande : pour qui êtes-vous ? La grille demande : comment le système se maintient-il ? Les réponses sont lisibles pour les quatre cas — sans qu'il soit nécessaire de prendre parti. C'est le test le plus sévère du spectre : quatre entités que tout le monde connaît, sur lesquelles tout le monde a un avis, et que personne ne parvient à classer. Non parce que les cas sont compliqués — mais parce que l'outil est inadapté.

Partie 5

La preuve par la liberté

Les deux premiers chapitres de cette partie examinent les communautés volontaires — Amish, kibboutzim, Emmaüs, Mondragon — comme laboratoire empirique du triangle. Le lecteur pressé peut passer directement au chapitre XXX, qui en tire la conclusion théorique.

Chapitre XXVIII — Les communautés volontaires : un laboratoire empirique

« Ce n'est pas l'amour, ce n'est même pas la sympathie, sur lesquels la société humaine est fondée. C'est la conscience — fût-ce seulement à l'état d'instinct — de la solidarité humaine. »

— Pierre Kropotkine, L'Entraide, Conclusion (1902)

Le triangle prédit que le collectivisme peut fonctionner — à condition d'être consenti. Quatre cas le vérifient.

Note liminaire — Les communautés présentées dans ce chapitre ne sont pas un modèle de société. Elles sont une preuve empirique : la coopération volontaire fonctionne et dure, sans coercition. Il n'existe pas d'entreprise de 60 millions de salariés, et personne n'en conclut que le capitalisme ne fonctionne pas à grande échelle. Une société libre n'est pas un kibboutz géant — c'est un cadre dans lequel coexistent des milliers de structures autonomes, chacune à l'échelle où elle fonctionne. L'objection de l'échelle présuppose ce qu'elle prétend démontrer : que la société est un tout qui doit être géré comme une seule entité. C'est le postulat totalitaire au sens étymologique du terme. L'architecture institutionnelle complète relève d'un autre ouvrage — cet essai se limite à établir les principes que les faits imposent.

28.1 — Méthode : placer chaque cas sur le triangle

Le triangle a trois sommets. Le sommet A : dirigisme maximal, coercition maximale — le totalitarisme. Le sommet C : autonomie maximale, consentement — le minimalisme démocratique. Et le sommet B : dirigisme élevé, consentement — le maximalisme consenti.

C'est le sommet B qui nous intéresse dans ce chapitre. Le sommet B dit qu'on peut avoir un degré élevé de collectivisme — propriété partagée, redistribution, discipline communautaire, règles strictes — *sans* coercition, *par* le consentement. Le Danemark est proche du sommet B à l'échelle d'un État. Mais le sommet B existe aussi à l'échelle de communautés — et c'est là que l'évidence empirique est la plus nette, parce que les communautés volontaires poussent le collectivisme plus loin qu'aucun État démocratique ne l'a jamais fait.

La méthode est simple. Pour chaque communauté, nous posons trois questions. Où se place-t-elle dans le triangle ? Combien de temps dure-t-elle ? Et que donne la comparaison avec un régime coercitif qui poursuivait le même objectif — même position horizontale (collectivisme), mais position verticale opposée (coercition au lieu de consentement) ?

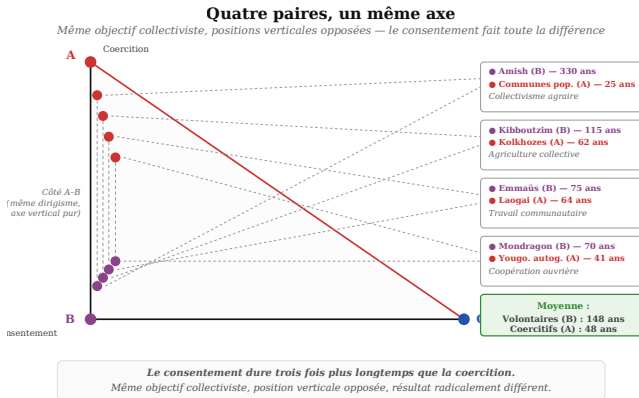


Figure 28.1 — Quatre paires volontaires vs coercitives

Le chapitre XXIII a déjà fourni un indice. Les *things* vikings — et en particulier le Commonwealth islandais (930-1262) — montraient qu’une société pouvait fonctionner pendant trois siècles sans roi, sans armée, sans bureaucratie, avec des assemblées d’hommes libres et des chefs (*goðar*) dont l’autorité dépendait du consentement de leurs partisans. Mais le cas islandais montrait autre chose encore, que nous n’avions pas développé : à l’intérieur de ce cadre minimaliste, les *goðar* exerçaient une autorité réelle — ils rendaient la justice, organisaient la défense, arbitraient les conflits. Chaque *goðorð* était, en miniature, une entité dirigiste : un chef, des règles, des obligations. Mais cette entité était *choisie* — un *thingmaður* pouvait quitter son *goði* pour un autre. Le système entier était un marché concurrentiel de gouvernances. Des entités maximalistes, opérant par consentement, à l’intérieur d’un cadre minimaliste. Le sommet B, enchâssé dans le sommet C.

C’est exactement ce que les quatre communautés de ce chapitre illustrent — à une échelle différente, dans des contextes différents, mais avec la même structure. Des collectivismes intégraux qui fonctionnent et durent, parce qu’ils reposent sur l’adhésion et non sur la contrainte. Des sommets B vivants — là où les régimes coercitifs correspondants, au sommet A, se sont effondrés.

28.2 — Les Amish (1693-présent) : collectivisme radical, consenti, 330 ans

Les Amish sont une communauté anabaptiste fondée en 1693 par Jakob Ammann, dans le sillage de la Réforme radicale. Ils vivent aujourd’hui principalement en Pennsylvanie, dans l’Ohio et l’Indiana, mais aussi dans vingt-sept autres États américains et en Ontario. Leur population — environ 390 000 personnes en 2024 — double tous les vingt à vingt-deux ans, par la natalité et la rétention, pas par le prosélytisme. Les Amish ne cherchent pas à convertir. Ils vivent.

Ce qu'ils vivent est un collectivisme d'une radicalité que la plupart des mouvements « de gauche » n'ont jamais approchée — et n'oseraient pas proposer.

L'*Ordnung* — le règlement non écrit de chaque communauté — régit la totalité de la vie quotidienne : vêtements (uniformes, pas de couleurs vives, pas de boutons pour certains groupes), transport (cheval et buggy, pas d'automobile), énergie (pas d'électricité du réseau, parfois des batteries ou des générateurs selon les communautés), éducation (école communautaire jusqu'à la huitième année, pas d'études supérieures), technologie (pas de télévision, pas d'Internet, usage limité du téléphone). Ce n'est pas du folklore — c'est du dirigisme communautaire intégral. La communauté décide ce que vous portez, comment vous vous déplacez, ce que vos enfants apprennent, quels outils vous utilisez. Un commissaire du peuple soviétique n'aurait pas rêvé d'un contrôle aussi fin sur la vie quotidienne.

L'entraide est systématique et structurelle. Le *barn raising* — la construction collective d'une grange en une journée — est l'image la plus connue, mais elle est la partie visible d'un système complet. L'assurance est mutuelle et interne : les Amish ne souscrivent pas d'assurance maladie, pas d'assurance incendie, pas de sécurité sociale. La communauté paie. Quand un membre tombe malade, la communauté collecte les fonds. Quand une ferme brûle, la communauté la reconstruit. Quand un ancien ne peut plus travailler, la communauté le nourrit. C'est une sécurité sociale intégrale — sans cotisation obligatoire prélevée par l'État, sans bureaucratie, sans formulaire. En 1965, le Congrès américain a exempté les Amish de la Social Security — parce que leur propre système fonctionnait mieux.

Aucun appareil coercitif. Pas de police amish. Pas de tribunal amish. Pas de prison amish. La sanction maximale est le *Meidung* — l'exclusion de la communauté (*shunning*). C'est une sanction sociale, pas physique. Et elle est réversible : un exclu peut revenir s'il se repent. Le *Meidung* est sévère — dans une

communauté aussi intégrée, l'exclusion est une rupture existentielle. Mais il ne contraint pas le corps. Il ne menace pas la vie. Il ne confisque pas les biens.

Et surtout : le droit de sortie est absolu. Le *Rumspringa* — littéralement « courir autour » — est la période pendant laquelle les adolescents amish, vers seize ans, sont autorisés à explorer le monde extérieur avant de décider s'ils rejoignent la communauté par le baptême adulte. Ce n'est pas une formalité : pendant le *Rumspringa*, les jeunes peuvent conduire des voitures, utiliser la technologie, fréquenter des non-Amish. Environ 85 à 90 % choisissent de rester et de se faire baptiser. Ce chiffre est remarquable — non pas parce qu'il est élevé, mais parce qu'il est *mesuré*. Le consentement n'est pas présumé. Il est testé. Chaque génération renouvelle l'adhésion par un acte individuel et volontaire. C'est le contraire exact d'un régime qui vous inscrit à la naissance et vous interdit de partir.

Trois cent trente ans. Croissance constante. Aucun appareil de contrainte. Droit de sortie exercé à chaque génération. Sur le triangle : les Amish sont au sommet B — collectivisme maximal, consentement total. Plus collectivistes que Cuba. Zéro coercition.

28.3 — Sur le triangle : les Amish vs les communes populaires chinoises

Le projet est le même. Collectivisme agraire intégral. Propriété partagée. Travail collectif. Solidarité communautaire. Repas communs. Éducation collective. Soumission de l'individu au groupe. Si vous décriviez l'*Ordnung* amish à un théoricien marxiste sans lui dire de quoi il s'agit, il reconnaîtrait le programme — abolition de la propriété individuelle, production collective, redistribution selon les besoins, discipline de groupe. La position horizontale sur le triangle est la même : collectivisme intégral, bien au-delà de ce que la social-démocratie danoise a jamais tenté.

Les communes populaires chinoises (*rénmín gōngshè*), instituées par Mao en 1958 dans le cadre du Grand Bond en avant, poursuivaient exactement ce programme. Vingt-six mille com-

munes regroupant 500 millions de paysans. Propriété collective de la terre, des outils, du bétail. Cantines collectives — la cuisine individuelle était interdite dans de nombreuses communes. Travail organisé en brigades. Éducation collective. Acier produit dans des fourneaux de cour. L'objectif déclaré : dépasser la Grande-Bretagne en production industrielle en quinze ans par la mobilisation collectiviste.

Le chemin est opposé. Les Amish : adhésion volontaire, droit de sortie absolu, autofinancement. Les communes populaires : collectivisation forcée, interdiction de quitter (*hukou* — le système d'enregistrement des ménages interdit la migration des campagnes vers les villes), quotas de production fixés par Pékin, cadres du Parti imposés, dénonciation des « droitistes » et des « capitalistes » encouragée.

Le résultat est sans appel. Les Amish : 330 ans. Zéro mort. Population en croissance. Les communes populaires : 25 ans (1958-1983, démantelées sous Deng Xiaoping). Coût : la Grande Famine de 1959-1961 — entre 15 et 55 millions de morts selon les estimations (Frank Dikötter avance 45 millions dans *Mao's Great Famine*). Ce n'est pas un accident — c'est la conséquence directe du système. Les quotas fixés par le centre étaient irréalistes. Les cadres locaux, terrorisés par les purges, falsifiaient les chiffres de production à la hausse. L'État prélevait le grain sur la base de ces chiffres falsifiés — et les paysans mouraient de faim à côté des greniers réquisitionnés. Le dirigisme avait détruit le signal de prix (pas de marché), le signal d'alerte (pas de presse libre), et le signal de fuite (pas de droit de sortie). La coercition avait détruit le dernier recours : la protestation.

La version consentie du collectivisme agraire dure treize fois plus longtemps que la version coercitive. Et elle n'a tué personne.

Sur le spectre gauche-droite, les Amish et les communes populaires sont tous les deux « à gauche » — collectivistes, communautaires, anti-individualistes. Le spectre ne peut pas les distinguer. Le triangle les sépare immédiatement : mêmes coordonnées horizontales, positions verticales opposées. Les Amish sont au sommet B. Les communes populaires sont au sommet

A. Et la distance entre B et A — la distance verticale, celle du consentement — est la distance entre 330 ans de prospérité silencieuse et 25 ans de famine de masse.

28.4 — Les kibboutzim (1909-présent) : socialisme intégral volontaire, 115 ans

Le premier *kibboutz* — Degania, au bord du lac de Tibériade — est fondé en 1909 par une douzaine de jeunes juifs d'Europe de l'Est, imprégnés de socialisme et de sionisme. Ce qu'ils construisent est le socialisme intégral — pas comme programme politique, mais comme mode de vie.

À l'origine, le collectivisme des *kibboutzim* est total. La propriété est commune : terres, outils, bâtiments, récoltes appartiennent au *kibboutz*, pas aux individus. Les repas sont pris en commun au réfectoire. L'éducation des enfants est collective — dans de nombreux *kibboutzim*, les enfants dorment dans des « maisons d'enfants » (*beit yeladim*), séparés de leurs parents, élevés par des éducateurs professionnels. Les vêtements sont lavés collectivement et redistribués — pas de garde-robe personnelle. Les salaires n'existent pas : chaque membre reçoit ce dont il a besoin, décidé par l'assemblée. Les décisions sont prises en assemblée générale — un membre, une voix. Le secrétaire du *kibboutz* est élu, révocable, et retourne au travail manuel après son mandat. Marx aurait reconnu le programme : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

Le mouvement croît. En 1948, à la création de l'État d'Israël, les *kibboutzim* comptent 54 000 membres dans 149 communautés — 7,5 % de la population juive du pays. Ils jouent un rôle disproportionné dans la fondation de l'État : une part considérable des officiers de Tsahal vient des *kibboutzim*, ainsi que plusieurs premiers ministres (Ben Gourion a vécu au *kibboutz* Sde Boker, Golda Meir à Merhaviva). Les *kibboutzim* produisent 33 % de la production agricole nationale avec moins de 3 % de la population. L'espérance de vie dans les *kibboutzim*

est supérieure à la moyenne nationale israélienne — un indicateur qui résiste aux corrections pour niveau de revenu et d'éducation.

Puis vient l'évolution — et c'est elle qui est la plus instructive pour notre modèle. À partir des années 1980, les *kibboutzim* changent. Progressivement, de nombreux *kibboutzim* réintroduisent des salaires différenciés, autorisent la propriété personnelle, ferment les réfectoires collectifs, laissent les enfants dormir chez leurs parents. En 2024, la majorité des *kibboutzim* sont des *kibboutzim mehudashim* (« renouvelés ») — ils conservent la propriété collective des terres et des moyens de production, mais ont individualisé une part de la rémunération et de la consommation. Seule une minorité sont restés des *kibboutzim shitufi'im* (« collectivistes ») au sens originel.

Cette évolution est la preuve la plus forte du modèle — plus forte que la durée elle-même. Parce qu'elle est *endogène*. Personne n'a imposé l'individualisation aux *kibboutzim*. Pas de Pinochet. Pas de FMI. Pas de décret du gouvernement israélien. Ce sont les membres eux-mêmes qui, en assemblée, ont voté pour modifier les règles — parce que les nouvelles générations voulaient plus d'espace individuel. Le collectivisme s'est ajusté de l'intérieur, par le consentement. C'est le thermostat démocratique du chapitre XIX — appliqué à l'échelle d'une communauté de 300 personnes au lieu d'un pays de 300 millions. Le curseur bouge — mais il bouge parce que les membres le déplacent, pas parce qu'un commissaire l'ordonne.

Le mouvement kibboutzique a cent quinze ans. Il a survécu à l'Empire ottoman, au Mandat britannique, à la création d'Israël, à cinq guerres, à l'hyperinflation des années 1980, à la crise de 2008, aux alternances politiques entre travaillistes et Likoud. Il s'est adapté de l'intérieur, sans rupture ni violence. Le droit de sortie est absolu — quiconque veut partir reçoit une compensation et s'en va. Position sur le triangle : sommet B — socialisme choisi, zéro coercition.

28.5 — Sur le triangle : les kibboutzim vs les kolkhozes soviétiques

Même projet. Exploitation agricole collective. Propriété commune des moyens de production. Vie communautaire. Travail en brigades. Réfectoire collectif. Éducation collective des enfants. Le kolkhoze soviétique et le *kibboutz* israélien sont, sur le papier, la même chose. Les fondateurs des premiers *kibboutzim* lisaient Marx et Tolstoï — les mêmes textes que les bolcheviques. La position horizontale sur le triangle est identique : collectivisme agraire intégral.

La collectivisation soviétique (1929-1933) est imposée par la force. Staline ordonne la « liquidation des koulaks en tant que classe ». Les koulaks — les paysans propriétaires, c'est-à-dire ceux qui ont une vache de plus que leur voisin — sont déportés, exécutés, ou dépossédés. Les estimations : entre 530 000 et 600 000 morts pendant la dékoulakisation, et entre 3,5 et 7,5 millions de morts pendant la famine ukrainienne (*Holodomor*, 1932-1933) qui en est la conséquence directe. Les paysans qui restent sont regroupés dans des kolkhozes dont ils ne peuvent pas sortir — le passeport intérieur soviétique, instauré en 1932, interdit aux paysans de quitter leur village sans autorisation. Les quotas de production sont fixés par Moscou. Les livraisons obligatoires à l'État absorbent entre 40 et 60 % de la récolte. Le paysan kolkhozien ne décide ni de ce qu'il plante, ni de combien il garde, ni de s'il reste.

Le *kibboutz* : adhésion volontaire. Le kolkhoze : enrôlement forcé. Le *kibboutz* : droit de sortie absolu. Le kolkhoze : interdiction de quitter. Le *kibboutz* : assemblée souveraine. Le kolkhoze : quotas de Moscou. Le *kibboutz* : adaptation continue, ajustement par le vote des membres. Le kolkhoze : rigidité totale, ajustement par la purge des cadres.

Le test décisif vient en 1991. L'URSS s'effondre. La contrainte disparaît. Et les kolkhozes disparaissent avec elle. En quelques mois, les paysans russes démantèlent les fermes collectives et retournent à l'exploitation individuelle — ou à l'abandon pur et simple. Personne ne se bat pour conserver le kolkhoze. Per-

sonne ne manifeste pour sauver la propriété collective. Les kolkhozes n'avaient pas de partisans — ils avaient des captifs. Quand la porte s'ouvre, les captifs sortent.

Au même moment, en Israël, les *kibboutzim* traversent leur propre crise — la crise bancaire des années 1980, l'individualisme croissant de la société israélienne, la tentation de la privatisation. Et que font-ils ? Ils s'adaptent. Ils votent. Ils modifient les règles. Certains se privatisent partiellement. D'autres maintiennent le collectivisme intégral. Aucun ne disparaît en un jour. Le mouvement kibboutzique existe toujours — transformé, mais vivant. Parce qu'il avait des membres, pas des prisonniers.

Les kolkhozes, imposés, disparaissent avec la contrainte qui les maintenait. Durée : 62 ans. Les *kibboutzim*, choisis, survivent à tous les changements de régime. Durée : 115 ans et en cours. Le triangle prédit exactement cela : le consentement dure, la coercition casse. Et quand la coercition cesse, il ne reste rien — parce qu'il n'y avait rien dessous.

28.6 — Emmaüs (1949-présent) : solidarité par le travail, 75 ans

Emmaüs est fondé en 1949 par l'abbé Pierre — Henri Grouès, ancien résistant, ancien député — dans une maison à Neuilly-Plaisance. Le premier compagnon est Georges Legay, ancien bagnard, qui a tenté de se suicider. L'abbé Pierre ne lui offre pas la charité. Il lui offre du travail : « Viens m'aider à aider les autres. » C'est la phrase fondatrice — et le principe structurel. Emmaüs n'est pas une institution d'assistance. C'est une communauté de travail.

Le modèle est simple et n'a presque pas changé en 75 ans. Les compagnons — sans-abri, anciens détenus, migrants, personnes en rupture — vivent en communauté. Ils travaillent : récupération, tri, réparation, vente de meubles, vêtements, objets. Le produit de la vente finance la communauté. Pas de salaire — une allocation de poche et la couverture des besoins

(logement, nourriture, soins). Le compagnon est logé, nourri, soigné, intégré — en échange de son travail. L'accueil est inconditionnel : pas de sélection à l'entrée, pas de durée maximale, pas de condition de nationalité ou de statut pénal. Et le droit de sortie est absolu : un compagnon peut partir quand il veut, sans préavis, sans pénalité.

Le mouvement a soixante-quinze ans. Il compte plus de 425 communautés dans 37 pays sur quatre continents. Emmaüs International rassemble plus de 400 groupes. Le financement est quasi entièrement autonome — la vente des objets récupérés couvre l'essentiel des coûts. La dépendance aux subventions publiques est marginale. C'est une solidarité qui s'autofinance — une propriété rare et structurellement importante.

Les révélations posthumes de 2024 sur les agressions sexuelles commises par l'abbé Pierre sont une faute personnelle grave, qui a conduit Emmaüs à retirer le nom du fondateur de ses communications. Mais le mouvement n'a pas imploré — les 425 communautés fonctionnent toujours. C'est, paradoxalement, une confirmation structurelle : un système qui survit au déshonneur de son fondateur ne dépendait pas de lui. Comparez avec les régimes du sommet A, où la mort du leader déstabilise le système entier. C'est la distance entre ce qui dure et ce qui tue.

Sur le triangle, Emmaüs est un cas pur de sommet B. Le collectivisme est réel : vie communautaire, travail commun, redistribution des revenus, absence de propriété personnelle significative pour les compagnons. La coercition est nulle : l'accueil est volontaire, la sortie est libre, aucun compagnon n'est contraint de rester. Et l'autofinancement place Emmaüs dans une position que la plupart des programmes sociaux étatiques n'atteignent jamais : il ne dépend pas du contribuable, donc il ne crée pas la boucle de dépendance décrite au chapitre XV. Le dirigisme est interne et consenti — pas externe et imposé.

28.7 — Sur le triangle : Emmaüs vs les programmes de « rééducation par le travail »

L'objectif déclaré est le même : réinsérer les exclus par le travail collectif. Prendre des individus en marge — les sans-abri, les délinquants, les « parasites sociaux », les « éléments déclassés » — et les remettre dans la société par le travail productif en communauté. L'abbé Pierre aurait pu signer cette description. Mao aussi.

Le *laogai* chinois (« réforme par le travail ») est le système de camps de travail forcé institué en 1949, dès la fondation de la République populaire. À son apogée, entre 4 et 6 millions de détenus — « droitistes », koulaks, dissidents, criminels de droit commun, pratiquants religieux — sont internés dans des camps où ils travaillent dans les mines, les carrières, les usines, les fermes d'État. La mortalité est massive — Harry Wu, ancien prisonnier du *laogai* devenu chercheur, estime qu'au moins un million de détenus y sont morts. Le *laogai* n'a été officiellement « aboli » qu'en 2013 — mais le système de « rééducation par le travail » (*laojiao*) a continué sous d'autres formes, et les camps de « rééducation » au Xinjiang (depuis 2017) en sont la prolongation directe.

Le goulag soviétique, les camps de rééducation vietnamiens, les camps de travail nord-coréens (*kwanliso*) : mêmes structures, mêmes justifications, mêmes résultats. La « réinsertion par le travail » coercitive n'a jamais réinséré personne. Elle a produit des morts, des traumatisés, et des systèmes d'exploitation de main-d'œuvre gratuite qui fonctionnent comme de l'esclavage d'État.

La comparaison avec Emmaüs est cruelle pour les régimes coercitifs — et éclairante pour le modèle.

Emmaüs : 75 ans, 37 pays, zéro mort, taux de réinsertion significatif (environ 40 % des compagnons en France retrouvent un emploi ou un logement autonome dans les deux ans), autofinancement. Le *laogai* : 64 ans officiels, des millions de morts, taux de réinsertion nul — la récidive et la ré-incarcéra-

tion sont la norme, pas l'exception. Le goulag : 27 ans sous sa forme stalinienne (1930-1957), entre 1,5 et 1,8 million de morts dans les camps selon les archives soviétiques déclassifiées.

La distinction n'est pas dans l'objectif. Elle est dans le moyen. Emmaüs dit : « Viens m'aider à aider les autres » — et le compagnon vient parce qu'il le choisit. Le *laogai* dit : « Tu travailleras jusqu'à ce que tu penses correctement » — et le détenu travaille parce qu'il y est forcé. L'axe vertical du triangle capture cette distinction que le spectre gauche-droite ne sait même pas formuler. Sur le spectre, Emmaüs et le *laogai* sont tous les deux « de gauche » — solidarité collective, travail communautaire, réinsertion sociale. Sur le triangle, ils sont aux antipodes : sommet B et sommet A.

28.8 — Mondragon (1956-présent) : coopérative industrielle consentie, 70 ans

Les trois cas précédents — Amish, *kibboutzim*, Emmaüs — sont des communautés de vie. Mondragon est autre chose : c'est une communauté de *production*. Une coopérative industrielle qui fabrique des réfrigérateurs, des composants automobiles, des machines-outils — et qui le fait depuis 70 ans, avec 80 000 salariés-coopérateurs, dans une économie de marché concurrentielle. Mondragon est la preuve que le collectivisme volontaire ne se limite pas à l'agriculture ou à la solidarité — il fonctionne aussi dans l'industrie.

Le fondateur est José María Arizmendiarieta, un prêtre basque arrivé à Mondragón (Arrasate en basque) en 1941, dans l'Espagne ruinée de l'après-guerre civile. Il commence par l'éducation : une école technique, ouverte à tous, financée par la communauté. En 1956, cinq de ses anciens élèves fondent ULGOR — une coopérative qui fabrique des réchauds à pétrole et des poêles. L'entreprise grandit. D'autres coopératives naissent. En 1959, Arizmendiarieta fonde la Caja Laboral Popular — une banque coopérative qui finance les nouvelles coopératives. Le système s'auto-engendre : l'éducation forme

les coopérateurs, les coopératives créent la richesse, la banque coopérative recycle la richesse en capital pour de nouvelles coopératives.

En 2024, la Corporación Mondragon regroupe environ 260 entreprises et coopératives dans quatre secteurs : industrie, distribution (Eroski, la plus grande chaîne de supermarchés du Pays basque), finance, et éducation (l'Université de Mondragon). Le chiffre d'affaires consolidé dépasse 11 milliards d'euros. C'est le premier groupe industriel du Pays basque et le septième d'Espagne.

La structure est radicalement collectiviste. Chaque coopérative est détenue par ses travailleurs-membres. Un membre, une voix — quel que soit le poste ou l'ancienneté. Le directeur général est élu par l'assemblée des coopérateurs et révocable par elle. L'écart salarial maximum est fixé par les statuts : historiquement 1 à 3, élargi à 1 à 6 dans les années 2000 pour retenir les cadres supérieurs (comparez avec le ratio de 1 à 300 ou plus dans les grandes entreprises cotées). Les bénéfices sont distribués selon une règle fixe : une part au fonds de réserve de la coopérative, une part au fonds de solidarité inter-coopératives, une part aux comptes individuels des membres. Quand un membre quitte la coopérative, il emporte son compte individuel — c'est son droit de sortie économique.

Mondragon a survécu à Franco (qui ne l'aimait pas mais ne l'a pas détruite — la coopérative était trop utile économiquement et trop basque pour être attaquée frontalement), à la transition démocratique, à l'entrée de l'Espagne dans la CEE (1986), à la crise de 2008, et à la faillite de Fagor Electrodomésticos en 2013 — sa plus grande coopérative industrielle, victime de la concurrence asiatique. La faillite de Fagor est instructive : les 1 800 travailleurs de Fagor ont été réabsorbés par les autres coopératives du groupe en moins de deux ans. Pas de licenciement sec, pas de plan social géré par l'État — la solidarité inter-coopérative a fonctionné comme un amortisseur interne. C'est la *mit'a* inca inversée : au lieu d'une corvée imposée par le centre, c'est une entraide décidée par les membres.

Et le parallèle avec les *goðorð* islandais est frappant. Chaque coopérative Mondragon est, comme un *goðorð*, une entité maximaliste — propriété collective, gestion dirigée, discipline interne, obligations mutuelles. Mais chaque coopérative est aussi *choisie* — le travailleur y entre volontairement, y vote souverainement, et peut en sortir avec son capital. Le système entier est un réseau d'entités au sommet B, opérant par consentement, dans un cadre d'économie de marché. Des *kibboutzim* industriels — concurrentiels et durables.

28.9 — Sur le triangle : Mondragon vs l'autogestion yougoslave

L'autogestion yougoslave est, avec le modèle suédois, l'une des expériences les plus citées par la gauche européenne du XX^e siècle. Et pour cause : le projet est séduisant. Tito, en rupture avec Staline en 1948, cherche une « troisième voie » entre le capitalisme occidental et le planisme soviétique. La Loi fondamentale sur l'autogestion de 1950 transfère la gestion des entreprises aux « conseils ouvriers » — assemblées élues par les travailleurs de chaque entreprise. Propriété « sociale » (ni privée ni étatique), démocratie d'entreprise, répartition des bénéfices décidée par les travailleurs eux-mêmes. Sur le papier, c'est Mondragon.

Sur le terrain, c'est autre chose. Le Parti communiste yougoslave — rebaptisé Ligue des communistes — contrôle la nomination des directeurs, même si l'élection est formellement ouvrière. L'UDBA (police politique) surveille les entreprises, les syndicats, la presse. Les syndicats indépendants sont interdits — le seul syndicat autorisé est celui du Parti. Les prix sont contrôlés par l'État pour les produits de base. Le commerce extérieur est régulé. La politique monétaire est centralisée. Et surtout : personne n'a *choisi* l'autogestion. Elle a été décrétée par Tito, mise en œuvre par le Parti, et imposée à des entreprises qui n'avaient rien demandé. L'autogestion yougoslave est une autogestion *administrée* — un oxymore structurel. Si c'est le Parti qui décide que vous vous autogérez, ce n'est pas de l'autogestion — c'est du dirigisme qui porte un nom trompeur.

Mondragon : coopérative volontaire, libre adhésion, libre sortie, autofinancement, concurrence sur le marché ouvert, pas de parti politique tutélaire, pas de police secrète. Durée : 70 ans. Survit à Franco, à la démocratie, à l'Europe, à la mondialisation, à la crise de 2008. La Yougoslavie autogérée : autogestion imposée par le Parti, UDBA, interdiction des syndicats indépendants, contrôle étatique des prix. Durée : 41 ans. Fin : éclatement en guerres ethniques après la mort de Tito et la fin du contrôle central — Slovénie, Croatie, Bosnie, Kosovo. L'autogestion n'a pas survécu une seule journée à la disparition de la contrainte qui l'imposait. Les entreprises « autogérées » ont été privatisées, pillées par les apparatchiks reconvertis en oligarques, ou simplement fermées.

Le contraste éclaire une propriété fondamentale du triangle. L'autogestion — la propriété collective des moyens de production par les travailleurs — est un projet qui *peut* fonctionner. Mondragon le prouve depuis 70 ans. Mais elle ne peut fonctionner que par le consentement. Quand elle est imposée, elle n'est pas de l'autogestion — c'est du dirigisme déguisé, et elle en a la fragilité. La vraie autogestion n'a pas besoin d'un parti unique pour exister. Elle a besoin de la liberté — la liberté de s'associer, la liberté de quitter, la liberté de concurrencer, la liberté d'échouer. Mondragon a toutes ces libertés. La Yougoslavie n'en avait aucune.

28.10 — Christiania (1971-présent) : le maximalisme au carré

Les quatre cas précédents illustrent la même structure : du sommet B enchâssé dans du sommet C — du collectivisme volontaire dans un cadre de liberté individuelle. Un cinquième cas montre que le principe va plus loin : du sommet B enchâssé dans du sommet B. Du maximalisme volontaire *en surplus* d'un maximalisme déjà existant.

Freetown Christiania est fondée en 1971, quand un groupe de squatteurs occupe une caserne militaire désaffectée de 34 hectares dans le quartier de Christianshavn, à Copenhague. Cin-

quante ans plus tard, environ 900 habitants y vivent dans un régime d'autogouvernement par assemblées de consensus — les *fællesmøde*, où chaque décision communautaire est prise à l'unanimité ou au consensus large. En 2012, les habitants rachètent collectivement une partie du terrain via la fondation Fonden Fristaden Christiania [65], financée par la vente de « parts de Christiania » — des titres symboliques, sans rendement financier, achetés par des sympathisants de 26 pays. La propriété est collective : aucun habitant ne possède son logement.

Ce qui rend Christiania structurellement distinct des quatre cas précédents est le *double prélèvement*. Selon le ministère danois de la Défense, les habitants de Christiania paient l'impôt foncier et l'impôt sur le revenu danois — comme tout citoyen [64]. Ils ne sont pas exemptés du système fiscal. Ils y participent pleinement. Et *en plus* de l'impôt danois, chaque adulte verse 1 500 couronnes par mois au Fonds commun de Christiania [64], qui finance l'entretien des bâtiments, les charges collectives et la TVA des petits commerces de la communauté. Ce n'est pas un impôt alternatif — c'est un impôt *additionnel*, librement consenti, superposé à un système fiscal qui est déjà l'un des plus lourds du monde.

Le Danemark est dans le quadrant maximaliste du triangle : dépenses publiques autour de 50 % du PIB, pression fiscale parmi les plus élevées de la planète, mais consentement réel (démocratie fonctionnelle, libertés civiles intactes, état de droit). C'est un pays qui est déjà profondément dans le sommet B à l'échelle nationale. Christiania ne s'en extrait pas — elle s'y *enfonce*. Elle ajoute une couche supplémentaire de collectivisme consenti au-dessus de celle que le Danemark impose déjà. C'est du B dans du B — du maximalisme au carré.

Le consentement est récursif. On peut empiler des couches de collectivisme, à condition que chaque couche soit librement choisie et que la sortie reste ouverte. Un habitant de Christiania peut quitter la communauté à tout moment et rester au Danemark — il retombe dans le maximalisme danois ordinaire, ce qui n'est pas rien, mais c'est son choix de citoyen. Le principe

est le même que le *Rumspringa* amish ou la démission coopérative de Mondragon : le droit de sortie est le test du consentement.

La tension la plus révélatrice ne concerne pas le collectivisme de Christiania — elle concerne son seul espace de *minimalisme*. Pusher Street, le marché ouvert du cannabis, est un commerce de fait libre : pas de TVA, pas de licence, pas de régulation étatique. C'est une poche de C — de minimalisme économique — au milieu du B. Et c'est précisément cela que le Danemark ne tolère pas. Les raids policiers se multiplient, la « normalisation » est imposée, Pusher Street est finalement démantelée par les habitants eux-mêmes en 2024 sous la pression de l'État. Le cadre B accepte qu'on soit *plus* collectiviste que lui — Christiania peut empiler du maximalisme autant qu'elle veut, personne ne s'en plaint. Mais il n'accepte pas qu'on soit *moins* régulé. La poche de C est ce qui déclenche le conflit.

La symétrie avec les Amish est instructive. Les États-Unis (cadre C) tolèrent du B en leur sein : les Amish peuvent être aussi collectivistes qu'ils le veulent, tant qu'ils n'imposent pas leur règles à l'extérieur. Mais quand le Wisconsin tente d'imposer la scolarité obligatoire aux Amish — c'est-à-dire quand le cadre essaie de forcer du C (éducation standardisée, choix individuel) à l'intérieur du B — la Cour suprême tranche en faveur des Amish (*Wisconsin v. Yoder*, 1972 [70]). De même, le Danemark (cadre B) tolère du B-plus en son sein : Christiania peut ajouter du collectivisme. Mais quand Christiania laisse émerger du C — un marché libre, non régulé — c'est l'État qui intervient.

Chaque cadre tolère ce qui va dans *sa* direction et résiste à ce qui va dans la direction opposée. Le B tolère le B-plus, pas le C. Le C tolère le B, pas le A. Ce n'est pas un biais — c'est une propriété structurelle de la tolérance : elle a une direction, celle du régime qui l'accorde.

28.11 — Au-delà des communautés totalisantes

Les exemples qui précèdent partagent un trait : la communauté englobe la totalité ou la quasi-totalité de la vie de ses membres. On pourrait en conclure que la solidarité consentie ne survit que dans des structures fermées.

L'histoire suggère le contraire. Les catholiques récusants d'Angleterre restent catholiques pendant trois siècles malgré les amendes, les confiscations et parfois la mort — tout en vivant et travaillant parmi les protestants [66]. La conversion à l'anglicanisme est toujours possible et arrête instantanément la persécution. La majorité des catholiques anglais la choisissent. Ceux qui restent consentent au coût. Loin d'être isolés dans un patronage aristocratique, les récusants de statut moyen et inférieur sont intégrés dans leurs communautés locales [67]. Les communautés juives de la diaspora reproduisent le même mécanisme sur deux millénaires : pas de structure totalisante, une intégration dans la société environnante, un droit de sortie permanent, et une survie par le choix.

Dans les deux cas, la coercition externe ne détruit pas le consentement interne — elle le purifie. Ce qui ne résiste pas à la pression, c'est l'appartenance héritée passivement. Ce qui résiste, c'est l'appartenance choisie — et elle dure plus longtemps que n'importe quel régime coercitif.

28.12 — Ce que le triangle prédit, et ce que les faits confirment

Cinq communautés. Quatre paires — et un cas distinct. Posons les résultats côte à côte.

Commu- nauté vo- lontaire	Du- rée	Régime coerci- tif correspon- dant	Du- rée	Coût humain
Amish (1693-)	330+ ans	Communes populaires chi- noises (1958-1983)	25 ans	15-55 millions de morts
<i>Kibbout- zim</i> (1909-)	115+ ans	Kolkhozes soviétiques (1929-1991)	62 ans	4-8 millions de morts
Emmaüs (1949-)	75+ ans	<i>Laogai</i> chinois (1949-2013)	64 ans	1+ million de morts
Mondra- gon (1956-)	70+ ans	Autogestion you- goslave (1950-1991)	41 ans	0 direct, 140 000+ dans les guerres de dissolution
Christia- nia (1971-)	55+ ans	— (B dans B, pas de pendant coer- citif)	—	—

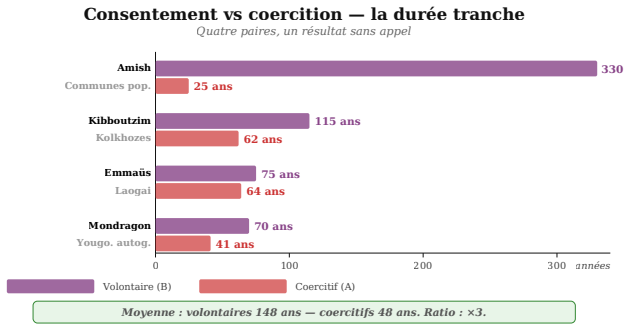


Figure 28.2 — Durée comparée consentement vs coercition

La durée moyenne des quatre communautés volontaires comparées : 148 ans (et toutes en cours). La durée moyenne des régimes coercitifs correspondants : 48 ans (et tous terminés). Le rapport : 3 à 1 — en faveur du consentement. Et le coût hu-

main : d'un côté, zéro ; de l'autre, des dizaines de millions de morts. Christiania, le cinquième cas, n'a pas de pendant coercitif — parce que son cas est structurellement différent : du B enchâssé dans du B, pas du B opposé à du A. Mais ses 55 ans de durée confirment le même principe : le collectivisme consenti tient.

Le triangle faisait trois prédictions. Les cinq cas les confirment.

Prédiction 1 : le collectivisme consenti est structurellement viable. Il ne s'effondre pas de l'intérieur, parce qu'il tient par l'adhésion. Les Amish durent 330 ans. Les *kibboutzim* durent 115 ans. Emmaüs dure 75 ans. Mondragon dure 70 ans. Aucune de ces communautés n'a eu besoin d'un mur, d'une police secrète, d'un passeport intérieur ou d'un parti unique pour exister. Elles existent parce que leurs membres le veulent — et elles cessent d'exister quand leurs membres ne le veulent plus. Ce n'est pas de la fragilité — c'est de la *légitimité*.

Prédiction 2 : le collectivisme coercitif est structurellement fragile. Il ne tient que par la contrainte, et s'effondre avec elle. Les communes populaires sont démantelées dès que Deng le permet. Les kolkhozes disparaissent en quelques mois après la chute de l'URSS. L'autogestion yougoslave ne survit pas une journée à la fin du parti unique. Le *lao-gai* est officiellement « aboli » — mais renaît sous un autre nom, parce que la structure coercitive a besoin du travail forcé. Dans chaque cas, la disparition de la contrainte révèle l'absence de consentement. Rien ne reste — parce qu'il n'y avait rien sous la coercition.

Prédiction 3 : la durée est le test. Ce qui tient sans mur, sans police secrète et avec un droit de sortie est plus robuste que ce qui ne tient qu'avec. Les quatre paires le confirment sans exception. La version consentie dure plus longtemps que la version coercitive — dans chaque cas, pour chaque type de collectivisme, sur chaque continent.

Et les quatre communautés partagent quatre caractéristiques structurelles qui les distinguent des régimes coercitifs correspondants.

L'adhésion volontaire. On entre parce qu'on le choisit — pas parce qu'on y est né sans pouvoir partir, ni parce qu'on y est forcé par un décret. Le *Rumspringa* amish, le processus d'admission du *kibboutz*, l'accueil d'Emmaüs, l'embauche coopérative de Mondragon — quatre mécanismes différents, un même principe : le consentement explicite.

Le droit de sortie. On peut partir — avec ses jambes, pas dans un cercueil. L'Amish qui quitte après le *Rumspringa* n'est pas poursuivi. Le kibbutznik qui part reçoit sa compensation. Le compagnon d'Emmaüs qui s'en va n'est pas arrêté. Le coopérateur de Mondragon qui démissionne emporte son compte. Comparez avec le mur de Berlin, le passeport intérieur soviétique, le *hukou* chinois, les *balseros* cubains qui risquent leur vie en mer. Le droit de sortie est le test ultime du consentement — et c'est pourquoi les régimes coercitifs l'interdisent : ils savent que si la porte est ouverte, les gens sortent.

Nuance nécessaire : les Amish ne sont pas tout à fait en bas du triangle. Le droit de sortie existe — mais il a un coût. Celui qui part après le baptême est *shunné* : coupé de sa famille, de ses amis, de tout son réseau social. Il quitte non seulement une communauté, mais le seul monde qu'il connaît — sans diplôme reconnu, sans expérience du marché du travail extérieur, sans filet. Le *Rumspringa* atténue ce coût pour les jeunes non encore baptisés, mais il ne l'élimine pas. Un droit de sortie dont l'exercice implique la perte de tous ses liens n'est pas un droit de sortie nul — c'est incomparablement mieux que le Mur de Berlin — mais ce n'est pas non plus un droit de sortie sans friction. Les Amish sont en bas du triangle, mais pas au point le plus bas. Le coopérateur de Mondragon qui part avec son capital, le compagnon d'Emmaüs qui quitte sans préavis ni stigmatisme — ceux-là sont plus bas encore.

L'autofinancement. Les quatre communautés financent leur propre fonctionnement — par le travail, la production, la vente. Elles ne dépendent pas d'un contribuable captif. Cette indépendance financière a une conséquence structurelle : elle

empêche le cliquet de dépendance décrit au chapitre XIX. Un programme social financé par l'impôt crée des bénéficiaires qui défendent le programme et des bureaucrates qui l'administrent — le cliquet se pose. Une communauté autofinancée n'a pas de contribuable captif, donc pas de cliquet fiscal. Si elle ne fonctionne plus, elle meurt — elle ne survit pas sous perfusion.

La longévité. Non pas comme preuve de vertu, mais comme preuve de *robustesse structurelle*. Les quatre communautés ont traversé des guerres, des crises économiques, des changements de régime politique, des évolutions culturelles majeures. Les Amish ont survécu à la Révolution américaine, à la guerre de Sécession, à deux guerres mondiales, à la révolution numérique. Les *kibboutzim* ont survécu à cinq guerres et à l'hyperinflation. Emmaüs a survécu à la décolonisation, à Mai 68, à la mondialisation. Mondragon a survécu à Franco et à la crise de 2008. Cette longévité n'est pas un accident — c'est la conséquence du consentement. Un système que ses membres choisissent est un système que ses membres défendent — avec leur travail, leur présence, leur loyauté.

Un cinquième point mérite d'être nommé : **l'absence de passagers clandestins**. Le *free riding* — profiter du système sans y contribuer — est le problème canonique des biens publics et le cauchemar des systèmes de redistribution à grande échelle. Dans un système anonyme de 60 millions de personnes, le *free rider* est invisible : il touche ses allocations, ne travaille pas, et personne ne le connaît. Le dirigisme étatique crée structurellement ce problème — puis invoque la coercition pour le résoudre (contrôle, sanctions, bureaucratie de vérification). Dans les communautés volontaires, le *free riding* est structurellement impossible — pour trois raisons. La transparence : dans une communauté de 200 personnes, tout le monde voit qui travaille et qui ne travaille pas. La pression sociale : celui qui ne contribue pas est confronté directement, pas par un formulaire. Et le droit d'exclusion : la communauté peut exclure un membre qui ne contribue pas — le *Meidung* amish, le vote d'assemblée du *kibboutz*, le départ négocié d'Emmaüs. Le dirigisme étatique crée le problème du *free riding* que la coerci-

tion prétend ensuite résoudre. Les communautés volontaires ne le créent pas — parce que la petite échelle, la transparence et le droit d'exclusion l'empêchent de naître.

28.13 — La fausse objection de l'échelle

L'objection est prévisible : « C'est très joli, vos communautés de 200 ou 80 000 personnes. Mais ça ne peut pas marcher à l'échelle d'un pays de 60 millions d'habitants. »

L'objection présuppose ce qu'elle prétend démontrer. Elle postule qu'une société est un tout qui doit être géré comme une seule entité — qu'il faut un plan unique, un système unique, une solidarité unique pour 60 millions de personnes. C'est le postulat du sommet A — le postulat totalitaire au sens étymologique du terme : *tout* doit être pris en charge par un seul centre. Et c'est précisément ce postulat que les communautés volontaires invalident.

Car la montée en échelle n'exige pas l'homogénéité. Elle exige la *fédération*.

Mondragon le démontre depuis 70 ans. Mondragon n'est pas une coopérative de 80 000 personnes — c'est un réseau de 260 coopératives, chacune autonome, chacune gouvernée par ses propres membres, chacune à l'échelle où la transparence et le consentement fonctionnent. La Corporación n'est pas un État central qui commande aux coopératives. C'est un mécanisme de coordination — banque commune (Laboral Kutxa), fonds de solidarité inter-coopérative, université partagée — qui laisse chaque entité souveraine. Quand Fagor fait faillite, les autres coopératives absorbent ses travailleurs — non pas parce qu'un commissaire l'ordonne, mais parce que les assemblées le votent. L'échelle de Mondragon est celle d'une petite ville — mais la structure est indéfiniment extensible, parce qu'elle ne repose pas sur le contrôle central, mais sur la coordination volontaire.

Les *kibboutzim* ont fait la même chose. Le mouvement kibboutzique n'a jamais été un seul *kibboutz* géant. Il a toujours été une fédération — quatre fédérations, en fait, correspondant à

autant de mouvements politiques (*HaKibbutz HaArtzi, Takam, HaKibbutz HaDati, Kibbutz HaOved*). Chaque *kibboutz* est souverain. La fédération coordonne, négocie avec l'État, mutualise certains services — mais ne commande pas. C'est un réseau de sommets B, pas un sommet A déguisé.

La Suisse pousse le principe au niveau d'un État. 8,7 millions d'habitants, 26 cantons, plus de 2 100 communes. Chaque commune fixe son taux d'imposition. Chaque canton a sa propre constitution, son propre code de procédure, ses propres lois scolaires. La Confédération coordonne — défense, douanes, politique monétaire, quelques standards fédéraux. Mais elle ne dirige pas. La Suisse n'est pas gouvernée depuis Berne — elle est gouvernée depuis 2 100 points simultanés, par des assemblées locales, des référendums cantonaux, et un système de démocratie directe qui soumet toute loi fédérale au veto populaire. C'est Mondragon à l'échelle d'un pays. C'est un réseau de communautés consenties — pas un plan central appliqué à des millions de personnes.

L'objection de l'échelle confond deux choses : la *taille du système* et la *taille de l'unité de gouvernance*. Il n'existe pas d'entreprise de 60 millions de salariés — et personne n'en conclut que le capitalisme ne fonctionne pas à grande échelle. L'économie de marché ne « monte en échelle » pas en créant une seule entreprise gigantesque. Elle monte en échelle en *multipliant* les entités autonomes qui se coordonnent par le marché. De même, une société libre ne « monte en échelle » pas en créant un État omniscient de 60 millions de citoyens. Elle monte en échelle en multipliant les structures consenties — communes, cantons, coopératives, associations, communautés — qui se coordonnent par le fédéralisme, le contrat et le droit.

Un État du sommet B, vu sous cet angle, n'est pas une communauté volontaire géante. C'est un *cadre* à l'intérieur duquel coexistent des milliers de communautés volontaires, chacune à l'échelle où le consentement fonctionne. Le Danemark n'est pas un *kibboutz* de 5,9 millions de personnes. C'est une fédération de 98 municipalités, de milliers d'associations, de coopératives agricoles qui contrôlent une part significative de la production alimentaire, d'un système de *flexicurité* négocié

entre partenaires sociaux — le tout tenu par la démocratie directe, la transparence fiscale, et un consensus social renouvelé à chaque élection. Le maximalisme danois n'est pas imposé d'en haut — il est construit de bas en haut, par couches successives de consentement.

L'objection de l'échelle est donc un faux problème. La bonne question n'est pas « comment faire un *kibboutz* de 60 millions de personnes ? » — la réponse est qu'on ne peut pas, et qu'on n'a pas besoin de le faire. La bonne question est : « comment construire un cadre dans lequel 60 millions de personnes peuvent s'organiser librement en communautés consenties de la taille qui fonctionne ? » La réponse est : le fédéralisme radical, la subsidiarité, la démocratie directe locale, et le droit de sortie à chaque niveau. C'est ce que la Suisse fait depuis 1291. C'est ce que Mondragon fait depuis 1956. C'est ce que les fédérations de *kibboutzim* font depuis 1909. L'architecture institutionnelle complète relève d'un autre ouvrage — cet essai se limite à établir les principes que les faits imposent.

Revenons au point de départ — les *goðorð* islandais. Le Commonwealth islandais fonctionnait comme un réseau d'entités maximalistes consenties dans un cadre minimaliste : chaque *goði* exerçait une autorité réelle, mais ses partisans pouvaient le quitter. Les quatre communautés de ce chapitre fonctionnent de la même manière : chacune est maximaliste en interne (règles strictes, collectivisme intégral, obligations mutuelles), mais l'adhésion est libre et la sortie est garantie. Le sommet B, enchâssé dans le sommet C. Des dirigismes *choisis*, à l'intérieur d'un cadre de liberté.

Et c'est ici que la leçon dépasse les communautés elles-mêmes. Le triangle ne dit pas « il faut moins de collectivisme ». Il ne dit pas « le collectivisme ne fonctionne pas ». Il dit : le collectivisme fonctionne *quand il est consenti*. La variable n'est pas le degré de collectivisme — les Amish sont plus collectivistes que Cuba, les *kibboutzim* étaient plus collectivistes que les kolkhozes, Mondragon est plus collectiviste que l'autogestion yougoslave. La variable est le *consentement*. Le

sommet B est viable. Le sommet A ne l'est pas. Et la distance entre les deux — la distance verticale du triangle — est la distance entre ce qui dure et ce qui tue.

Chapitre XXIX — Pourquoi les Amish sont partis en Amérique

« *La fin de l'État n'est pas de faire passer les hommes de la condition d'êtres raisonnables à celle de bêtes brutes ou d'automates, mais au contraire il est institué pour que leur âme et leur corps s'acquittent en sûreté de toutes leurs fonctions, pour qu'eux-mêmes usent d'une raison libre. [...] La fin de l'État est donc en réalité la liberté.* »

— Baruch Spinoza, *Traité théologico-politique*, ch. XX (1670)

L'histoire des Amish illustre une propriété structurelle du triangle : la liberté est le méta-cadre qui rend le collectivisme choisi possible.

Le chapitre XXVIII a établi quatre faits. Le collectivisme consenti dure plus longtemps que le collectivisme imposé. Il ne tue personne. Il s'adapte de l'intérieur. Et il n'a besoin ni d'un mur ni d'une police secrète pour exister. Les Amish, les *kibboutzim*, Emmaüs, Mondragon — quatre preuves, quatre continents, quatre siècles cumulés.

Mais un fait plus profond se cache derrière ces quatre cas — et c'est lui qui fait l'objet de ce chapitre. Les Amish n'ont pas fondé leur communauté collectiviste *malgré* la liberté américaine. Ils l'ont fondée *grâce à elle*. Ils n'ont pas fui la liberté pour rejoindre le collectivisme. Ils ont fui la coercition — et c'est dans le cadre le plus libre du monde qu'ils ont bâti la communauté la plus collectiviste imaginable.

Ce n'est pas une anecdote. C'est une propriété géométrique du triangle.

29.1 — Persécutions en Europe : quand l'État décide ce que vous croyez

Les anabaptistes — dont les Amish sont une branche — naissent dans le sillage de la Réforme, à Zurich, en 1525. Leur thèse centrale est le baptême des adultes : seul un croyant conscient peut recevoir le baptême, pas un nourrisson. La conséquence est immédiate et structurelle — bien au-delà de la théologie. Si le baptême est un acte de conscience adulte, alors il est un acte de *consentement*. Et si le baptême est un acte de consentement, alors l'appartenance à l'Église — et donc à la communauté politique, dans l'Europe confessionnelle du XVI^e siècle — n'est pas automatique. Elle est choisie.

C'est une bombe. Pas une bombe théologique — une bombe politique. Dans l'Europe du XVI^e siècle, l'Église et l'État sont couplés. Le baptême du nourrisson est l'acte d'enregistrement civil. Refuser le baptême des enfants, c'est refuser l'inscription automatique du citoyen dans l'État confessionnel. C'est dire : l'individu choisit. L'État n'inscrit pas.

Les anabaptistes vont plus loin. Ils refusent de prêter serment — parce que le serment est le lien de fidélité à l'État. Ils refusent le service militaire — parce que tuer est incompatible avec l'Évangile. Ils refusent les fonctions publiques — parce que gouverner implique de contraindre. Trois refus, trois ruptures avec la structure du pouvoir étatique. Ce n'est pas de la dissidence religieuse — c'est un refus structurel du couplage entre l'individu et l'État coercitif.

La réaction est proportionnelle à la menace. Et la menace, pour les États confessionnels, est existentielle. Si chacun peut choisir de ne pas appartenir, l'État perd son emprise sur les âmes — et sur les corps qui vont avec.

Catholiques et protestants, pour une fois, s'entendent. Le mandat impérial de Spire (1529) condamne les anabaptistes à mort. À Zurich, Felix Manz est noyé dans la Limmat en 1527 — premier martyr anabaptiste. À Münster, en 1535, la révolte anabaptiste est écrasée dans le sang et les trois meneurs sont exhibés dans des cages suspendues au clocher de l'église

Saint-Lambert (les cages y sont toujours). En Flandre, en Bavière, en Autriche, les bûchers et les noyades se multiplient. Le *Martyrs Mirror* [68] — le livre fondamental des Mennonites, publié en 1660 — recense plus de 800 exécutions documentées d'anabaptistes entre 1525 et 1660, et le nombre réel est certainement supérieur.

Mais les persécutions ne se limitent pas aux exécutions. Elles sont systémiques. Confiscation des biens. Interdiction de culte. Interdiction de se rassembler. Expulsions collectives. En Suisse, les anabaptistes sont chassés de canton en canton — Zurich, Berne, Bâle les expulsent tour à tour. Beaucoup se réfugient en Alsace, dans le Palatinat, dans les principautés rhénanes — là où des seigneurs locaux, parfois par tolérance, souvent par calcul (les anabaptistes sont d'excellents agriculteurs), les accueillent temporairement. Mais « temporairement » est le mot clé. La tolérance dépend du bon vouloir du prince. Et le bon vouloir du prince change.

C'est dans ce contexte que Jakob Ammann provoque le schisme de 1693. Ammann, un ancien de la communauté mennonite d'Alsace, estime que la discipline est trop lâche — en particulier le *Meidung*, l'exclusion des membres déviants. Il exige un *Meidung* strict : les excommuniés doivent être évités totalement, y compris par leur famille. Les anciens mennonites refusent. Ammann et ses partisans font sécession. Les Amish sont nés — d'un désaccord sur le *degré de collectivisme interne*, pas sur la relation avec l'État.

Placés sur le triangle, les États confessionnels européens du XVI^e-XVIII^e siècle occupent une position sans ambiguïté. Le dirigisme est maximal : l'État prescrit ce que vous croyez, comment vous priez, si vous pouvez enseigner, à qui vous prêtez serment. La coercition est maximale : qui dévie est emprisonné, exilé, brûlé, noyé. Ce n'est pas le sommet A classique — planification économique intégrale — mais c'est une variante du sommet A : un *dirigisme des consciences* adossé à une coercition physique. Le chapitre XXIII avait déjà identifié l'Église médiévale comme un État fonctionnel — les États confessionnels du XVI^e siècle sont la fusion achevée de cette Église-État avec le pouvoir séculier.

Et ces États partagent une propriété caractéristique du sommet A : ils ne peuvent pas tolérer le droit de sortie. Un Amish qui refuse le baptême des enfants ne menace pas la sécurité de l'État — il menace son *principe*. Si un individu peut choisir de ne pas appartenir, alors l'appartenance n'est plus automatique — et un État qui repose sur l'appartenance automatique ne peut pas survivre à cette idée. Les anabaptistes ne sont pas persécutés pour ce qu'ils font. Ils sont persécutés pour ce qu'ils *impliquent* : que le consentement est possible.

C'est pourquoi les Amish partent.

29.2 — La Pennsylvanie de William Penn : le cadre le plus libre disponible

William Penn est un quaker anglais, fils d'amiral, emprisonné plusieurs fois pour ses convictions religieuses. En 1681, Charles II lui cède un territoire immense en Amérique du Nord — la Pennsylvanie — en remboursement d'une dette envers son père. Penn en fait une expérience politique sans précédent : un territoire fondé sur la liberté de conscience.

La *Frame of Government* de 1682 — la constitution de la Pennsylvanie — garantit la liberté religieuse à tout croyant monothéiste. Pas de religion d'État. Pas de baptême obligatoire. Pas de serment religieux pour accéder aux fonctions publiques (une innovation radicale — en Angleterre, les *Test Acts* excluent les non-anglicans de toute charge). Les peines sont modérées — Penn s'oppose à la peine de mort sauf pour meurtre et trahison, là où le droit anglais prévoit la pendaison pour plus de deux cents crimes. Les relations avec les Lenapes (Delawares) sont fondées sur des traités d'achat, pas sur la conquête — une politique que Voltaire louera comme « le seul traité entre ces peuples et les Chrétiens qui n'ait point été juré et qui n'ait point été rompu ».

La Pennsylvanie n'est pas un paradis. Penn est un propriétaire foncier qui vend des terres — il y a une logique économique coloniale. La tolérance a ses limites — les athées et les poly-

théistes sont exclus. L'esclavage existe, même si les quakers seront les premiers à le condamner formellement (1688, la protestation de Germantown — rédigée, notons-le, par des Mennonites allemands). Le système politique est censitaire. Mais dans le contexte du XVII^e siècle — celui des bûchers, des dragonnades, des lettres de cachet, des *Test Acts* — la Pennsylvanie est, de très loin, le cadre le plus libre disponible sur terre.

Sur le triangle : la Pennsylvanie de Penn se situe près du sommet C. Dirigisme faible — pas de religion imposée, pas de contrôle des métiers au sens corporatiste européen, pas de corvée, fiscalité légère. Coercition faible — liberté de culte, liberté de circulation, peines modérées. Ce n'est pas le sommet C pur — aucun régime réel ne l'est — mais c'est la position la plus basse du triangle que le monde ait produite à cette date.

Et c'est là que les Amish vont.

Pas par hasard. Pas par proximité géographique. Par sélection structurelle. Les Amish — persécutés en Suisse, tolérés temporairement en Alsace, expulsés du Palatinat — cherchent un endroit où personne ne leur dira ce qu'ils doivent croire, comment ils doivent prier, ni s'ils doivent prêter serment à un prince. La Pennsylvanie est ce lieu. Les premières familles amish arrivent dans le comté de Berks vers 1736. D'autres suivent par vagues — dans les années 1740, 1750, 1800, et lors de la grande migration du milieu du XIX^e siècle. À la fin du XIX^e siècle, il n'y a plus d'Amish en Europe. Ils sont tous partis. Le continent qui les a créés les a expulsés. Le continent qui ne les connaissait pas les a accueillis — parce que son cadre institutionnel le permettait.

Le choix amish n'est pas idéologique. Les Amish ne sont pas des philosophes politiques. Ils ne lisent pas Locke. Ils ne votent pas (ou rarement). Ils ne participent pas aux débats constitutionnels. Ils veulent simplement qu'on les laisse vivre selon leurs règles — et ils vont là où c'est possible. Leur migration est un acte de *vote avec les pieds* — le mécanisme que le chapitre XV identifiait comme le plus puissant des garde-fous contre la dérive verticale. Les Amish ne protestent pas contre la coercition européenne. Ils la quittent.

29.3 — Dans le cadre le plus libre, le collectivisme le plus intégral

Voici le fait central de ce chapitre — et peut-être le fait le plus éclairant de tout l'essai.

Dans le pays le plus libre du monde, les Amish bâtissent la communauté la plus collectiviste imaginable.

Reprenons les termes. L'*Ordnung* amish — décrit au chapitre XXVIII — régit la totalité de la vie quotidienne. Ce que vous portez. Comment vous vous déplacez. Quels outils vous utilisez. Ce que vos enfants apprennent. Comment vous construisez votre maison. Avec qui vous pouvez manger. Ce que vous faites le dimanche. Un commissaire du peuple n'aurait pas rêvé d'un contrôle si fin. L'assurance est mutuelle et intégrale — pas de sécurité sociale, pas d'assurance maladie privée, la communauté paie tout. Les décisions sont prises par l'assemblée des baptisés. La propriété est formellement individuelle mais fonctionnellement communautaire — le *barn raising* et l'entraide systématique font que la richesse circule au sein du groupe, pas vers l'extérieur. L'écart de niveau de vie entre le plus riche et le plus pauvre des Amish est infime — bien inférieur au ratio de 1 à 6 de Mondragon, et sans commune mesure avec le ratio de 1 à 300 des entreprises cotées américaines.

C'est du collectivisme intégral. Plus intégral que Cuba. Plus intégral que les kolkhozes. Plus intégral que les communes populaires. Et il existe à l'intérieur du pays qui se définit lui-même comme le champion de la liberté individuelle.

Ce n'est pas un paradoxe. C'est une *conséquence*.

Le cadre libre — la Pennsylvanie de Penn, puis les États-Unis constitutionnels — ne prescrit pas comment vivre. Il ne dit pas : « Soyez individualistes. » Il ne dit pas : « Le collectivisme est interdit. » Il dit : « Vivez comme vous voulez — à condition de ne contraindre personne. » Et les Amish vivent comme ils veulent. Leur collectivisme n'est pas interdit par la liberté. Il

est *permis* par elle. Il est *protégé* par elle. Quand le Wisconsin tente d'imposer la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans aux enfants amish, la Cour suprême tranche en leur faveur (*Wisconsin v. Yoder*, 1972 [70]) : la liberté religieuse protège le droit des Amish à éduquer leurs enfants selon leurs propres normes. Quand le Congrès étend la Social Security, les Amish sont exemptés (1965) parce que leur propre système de solidarité fonctionne. Le cadre libre ne combat pas le collectivisme amish — il le laisse exister. Et en le laissant exister, il le rend possible.

Sur le triangle, la configuration est exacte. Le cadre national — les États-Unis — se situe près du sommet C : autonomie élevée, consentement, État limité. À l'intérieur de ce cadre, les Amish se situent au sommet B : collectivisme maximal, consentement total, zéro coercition étatique. Le sommet B, enchâssé dans le sommet C. Des maximalistes consentis, dans un cadre minimaliste. C'est exactement la configuration que le chapitre XXVIII avait identifiée pour les *goðorð* islandais — mais cette fois à l'échelle d'un continent.

29.4 — L'asymétrie structurelle : la liberté contient le collectivisme, le collectivisme imposé exclut la liberté

Posons la question dans l'autre sens. Les Amish peuvent-ils exister dans un régime collectiviste coercitif ?

La réponse est non — et pas pour une raison contingente, mais pour une raison structurelle.

Un régime au sommet A — dirigisme maximal, coercition maximale — ne tolère pas les formes de vie qu'il n'a pas prescrites. C'est sa définition. L'URSS ne tolérait pas les communautés religieuses autonomes — elle les persécutait (les Vieux-Croyants, les Témoins de Jéhovah, les baptistes, les communautés juives). La Chine de Mao ne tolérait pas les communautés qui s'organisaient en dehors du Parti — elle les détruisait (les temples bouddhistes, les associations familiales, les guildes mar-

chandes). Cuba ne tolère pas les coopératives indépendantes — elles sont soit interdites, soit cooptées par l'État. La Corée du Nord ne tolère *rien* qui ne passe par le régime.

Un État collectiviste coercitif ne persécute pas les Amish parce qu'ils sont capitalistes — ils ne le sont pas. Il les persécute parce qu'ils sont *autonomes*. Leur collectivisme est le leur, pas celui de l'État. Leurs règles sont les leurs, pas celles du Parti. Leur solidarité est la leur, pas celle du programme officiel. Dans un régime qui prétend être la seule source de solidarité légitime, une solidarité indépendante est une menace — non pas pratique, mais *conceptuelle*. Si les Amish prouvent que le collectivisme fonctionne sans l'État, alors l'État n'est pas nécessaire au collectivisme — et cette démonstration est insupportable pour un pouvoir qui justifie sa coercition par la nécessité.

C'est exactement la raison pour laquelle les États confessionnels européens persécutaient les anabaptistes. Les Amish ne menaçaient personne. Ils ne prenaient pas les armes. Ils ne prêchaient pas la révolution. Ils vivaient entre eux, cultivaient leur terre, élevaient leurs enfants. Mais leur existence même disait : on peut vivre en communauté sans passer par votre Église et sans prêter serment à votre prince. Cette proposition était intolérable — non pas parce qu'elle était dangereuse, mais parce qu'elle était vraie.

L'asymétrie est donc la suivante.

Un cadre libre (sommet C) *contient* le collectivisme consenti (sommet B). La Pennsylvanie contient les Amish. Les États-Unis contiennent les communautés hutterites des Grandes Plaines, les coopératives inspirées de Mondragon en Oregon, les communautés Bruderhof de New York. Un cadre libre ne prescrit aucune forme de vie — donc il les permet toutes, y compris les plus collectivistes, à condition qu'elles soient volontaires.

Un cadre collectiviste coercitif (sommet A) *exclut* la liberté et le collectivisme autonome. L'URSS ne contient ni les Amish ni les dissidents ni les coopératives indépendantes. Elle contient

uniquement la forme de vie prescrite par le centre. Tout ce qui existe en dehors de cette prescription est interdit, détruit ou absorbé.

Ce n'est pas un jugement moral. C'est une propriété géométrique du triangle.

Le sommet C est un *méta-cadre* : il contient toutes les positions de la base du triangle. Vous pouvez être individualiste au sommet C, ou collectiviste au sommet B, ou n'importe où entre les deux — à condition que votre choix soit volontaire et réversible. Le sommet C n'impose pas de position horizontale. Il impose une seule contrainte : le consentement.

Le sommet A est un *cadre exclusif* : il impose une seule position et interdit les autres. Vous ne pouvez être que ce que l'État prescrit. Le collectivisme coercitif ne laisse pas de place au collectivisme choisi — parce qu'il ne laisse pas de place au choix.

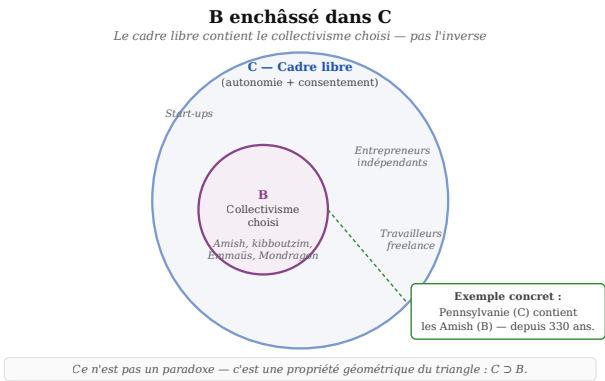


Figure 29.1 — B enchâssé dans C

Un ensemble qui contient l'autre est structurellement plus grand. Un cadre qui permet toutes les formes de vie consenties — y compris le collectivisme — est structurellement plus vaste qu'un cadre qui impose une seule forme de vie et interdit les alternatives. La liberté contient le collectivisme choisi. Le collectivisme imposé ne contient pas la liberté. L'inclusion est à sens unique.

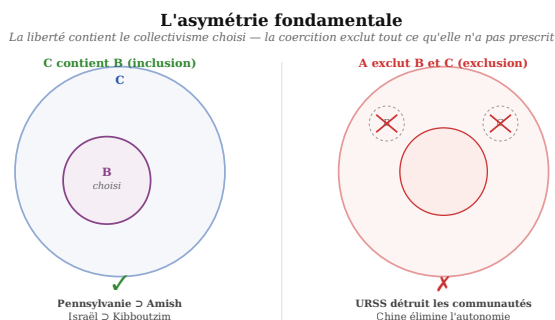


Figure 29.2 — L'asymétrie d'inclusion

Et cette asymétrie n'est pas théorique. Elle est empiriquement vérifiable. Les Amish existent en Amérique. Des Amish en URSS, il n'y en a jamais eu — et il ne peut pas y en avoir. Des *kibboutzim* existent en Israël, une démocratie libérale. Des *kibboutzim* en Corée du Nord, il n'y en a pas — et il ne peut pas y en avoir. Mondragon existe dans l'Espagne post-franquiste, une démocratie de marché. Des coopératives autonomes à Cuba, il n'y en a pas — et il ne peut pas y en avoir. L'asymétrie n'est pas un argument philosophique. C'est un fait observable : les communautés collectivistes volontaires n'existent que dans les cadres libres.

29.5 — Le Birobidjan contre les kibboutzim : l'exemple empirique décisif

Les *kibboutzim* ont pu exister quelques années dans la Palestine ottomane d'abord, mandataire ensuite, puis dans l'Israël démocratique, preuve de leur robustesse. La comparaison décisive est avec le Birobidjan : à partir de 1928, l'URSS implante des kolkhozes et sovkhoses à majorité juive en Sibérie orientale, formalisés en 1934 en « région autonome juive » — même projet que les *kibboutzim* : territoire collectif, communauté de travail, propriété commune, langue yiddish. Mais recruté d'en haut, peuplé sous pression, géré par quotas de Moscou. L'expérience s'écroule après seulement dix ans.

L'ironie est totale : le régime le plus collectiviste du siècle n'a pas maintenu dix ans ce que dix-huit immigrants volontaires avaient bâti à Degania en 1909 — et qui dure encore. Même peuple, même idéal marxiste, même forme collective — la seule variable est le consentement.

29.6 — Ce que le triangle prédit — et ce que le spectre gauche-droite empêche de voir

Le triangle fait ici une prédiction forte, vérifiable et contre-intuitive.

Prédiction : les solidarités consenties sont structurellement plus robustes que les solidarités imposées — et elles ne peuvent naître que dans un cadre de liberté.

Le chapitre XXVIII a vérifié la première partie. Les Amish durent 330 ans, les communes populaires 25 ans. Les *kibboutzim* durent 115 ans, les kolkhozes 62 ans. Emmaüs dure 75 ans, le *laogai* 64 ans. Mondragon dure 70 ans, l'autogestion yougoslave 41 ans. Dans chaque paire, le collectivisme consenti dure plus longtemps que le collectivisme imposé. La section précédente a vérifié la seconde partie.

C'est ici que le spectre gauche-droite révèle sa déficience la plus profonde.

Le spectre place la solidarité à gauche et la liberté à droite. Il les oppose. Il en fait des antipodes. Dans cette grille, défendre la solidarité *et* la liberté est une contradiction — un « ni gauche ni droite » suspect, un centrisme mou, un refus de choisir. Le spectre vous oblige à choisir : solidarité *ou* liberté. Collectivisme *ou* autonomie. Redistribution *ou* liberté de choix.

Le triangle dissout cette fausse opposition. Sur le triangle, la solidarité consentie (sommet B) et la liberté (sommet C) ne sont pas aux antipodes — elles sont *voisines*. Elles partagent la même propriété : le consentement. Elles occupent le même côté du triangle : la base, là où la coercition est minimale. Et

l'histoire des Amish montre qu'elles ne sont pas seulement voisines — elles sont *imbriquées*. Le sommet B vit à l'intérieur du sommet C. La solidarité la plus radicale naît dans le cadre le plus libre. Ce n'est pas solidarité *ou* liberté — c'est solidarité *par* liberté.

Leur ennemi commun n'est pas de l'autre côté du spectre. Il est en haut du triangle : la coercition. Qu'elle se dise de gauche (l'URSS qui détruit les coopératives autonomes) ou de droite (les États confessionnels qui brûlent les anabaptistes), la coercition détruit à la fois la liberté *et* la solidarité choisie. C'est le même mécanisme dans les deux cas : un pouvoir central qui ne tolère pas ce qu'il n'a pas prescrit.

Les Amish ont compris cela — non pas intellectuellement, mais existentiellement. Ils ne théorisent pas la liberté. Ils ne manifestent pas pour elle. Ils ne la revendiquent pas dans des pétitions. Ils *l'utilisent*. Ils l'utilisent pour construire la communauté la plus solidaire, la plus collectiviste, la plus radicalement égalitaire que l'Occident ait produite. Et ils la construisent là où la liberté existe — pas là où la solidarité est décrétée.

29.7 — La leçon structurelle

Ce chapitre ne dit pas « il faut être amish ». Il ne dit pas « le collectivisme est supérieur ». Il ne dit pas « l'État-providence est illégitime ».

Il dit une chose — une seule, mais elle est vérifiable :

La liberté est la condition nécessaire du collectivisme durable.

Pas une condition suffisante — il faut aussi l'adhésion, la culture, les règles internes, le travail. Mais une condition *nécessaire*. Sans liberté — sans droit de sortie, sans cadre qui protège le choix de vivre autrement — le collectivisme ne peut être que contraint. Et le collectivisme contraint, comme les quatre paires du chapitre XXVIII le démontrent, ne dure pas, ne fonctionne pas, et tue.

Les Amish sont partis en Amérique parce que l'Europe ne leur laissait pas le choix de choisir. Ils ont traversé l'Atlantique pour trouver un cadre où leur collectivisme serait possible — non pas parce que l'Amérique était collectiviste, mais parce qu'elle était libre. Le cadre le plus libre a produit le collectivisme le plus radical. Le cadre le plus coercitif — les États confessionnels européens — avait produit la persécution de ce même collectivisme.

C'est la leçon que le spectre gauche-droite ne peut pas formuler — parce que dans sa grille, liberté et collectivisme sont aux antipodes. Le triangle la formule sans effort : le sommet B n'existe qu'à l'intérieur du sommet C. La solidarité choisie n'existe qu'à l'intérieur de la liberté. Et quiconque veut défendre sérieusement le collectivisme — non pas comme slogan, mais comme mode de vie — devrait commencer par défendre le cadre libre qui le rend possible.

Les Amish l'ont compris avec leurs pieds. La théorie politique pourrait commencer par le comprendre avec sa tête.

Chapitre XXX — L’antagonisme imaginaire

« *La liberté n’est pas fille de l’ordre, mais mère de l’ordre.*
»

— Proudhon, *Solution du problème social* (1848)

« *Le bien-être du peuple en particulier a toujours été l’alibi des tyrans, et cela lui offre en plus l’avantage de donner bonne conscience aux serviteurs de la tyrannie.* »

— Albert Camus, *Actuelles III* (1955)

Le triangle produit une observation inattendue : les objectifs collectivistes sont mieux atteints par le consentement que par la coercition.

30.1 — Les quatre valeurs

Solidarité. Égalité. Protection des faibles. Émancipation.

Ce sont les quatre valeurs que la gauche revendique comme les siennes. Elle ne les a pas inventées — elles précèdent le spectre de deux millénaires. La charité chrétienne, la *tsedaka* juive, le *zakat* islamique, les *barn raisings* des pionniers américains, les *tontines* africaines, les guildes médiévales : la solidarité n’a pas attendu 1789 pour exister. L’égalité devant la loi est un principe du droit romain. La protection des faibles est un commandement biblique. L’émancipation — la libération de la servitude — est le récit fondateur du judaïsme, quinze siècles avant la Révolution française.

Mais le spectre gauche-droite a opéré une confiscation. En plaçant ces valeurs « à gauche », il a produit deux effets. Premier effet : il a accordé à la gauche un monopole moral implicite — défendre la solidarité, c’est être de gauche ; ne pas être de

gauche, c'est être contre la solidarité. Deuxième effet : il a lié ces valeurs à un *chemin* particulier — celui du dirigisme étatique, de la redistribution obligatoire, du contrôle central — comme si ce chemin était le seul qui y conduisait.

Ce chapitre ne discute pas les valeurs. Elles ne sont pas en cause. Personne de sérieux ne conteste que la solidarité est préférable à l'indifférence, que l'égalité de dignité est préférable à la hiérarchie de caste, que protéger les faibles vaut mieux que les écraser, que l'émancipation vaut mieux que la servitude. Ce sont des objectifs — et des objectifs largement partagés, bien au-delà de la gauche politique.

La question que pose le triangle est différente. Elle est empirique, pas morale. Elle est : *quel chemin réalise effectivement ces quatre valeurs ?*

Le triangle offre deux chemins vers le collectivisme. Le chemin coercitif — en haut à gauche, vers le sommet A : dirigisme maximal, contrainte, parti unique, redistribution imposée. Et le chemin consenti — en bas à gauche, vers le sommet B : dirigisme réel, mais adhésion volontaire, droit de sortie, autofinancement. Les deux chemins visent le même objectif. Les deux chemins sont collectivistes. La seule différence est l'axe vertical : coercition ou consentement.

Les chapitres XXV et XXVIII ont fourni les données. Mesurons maintenant les deux chemins — non pas sur leurs intentions, mais sur leurs résultats — pour chacune des quatre valeurs.

30.2 — Le bilan coercitif

Prenons les régimes du sommet A — ceux qui ont poursuivi les quatre valeurs par la coercition — et mesurons ce qu'ils ont produit, valeur par valeur.

Solidarité. L'URSS a décrété la solidarité. L'État prenait en charge l'éducation, la santé, le logement, l'emploi. Sur le papier, le système le plus solidaire jamais conçu. Dans les faits : les solidarités autonomes ont été systématiquement détruites.

Les coopératives indépendantes, liquidées. Les associations, interdites sauf celles du Parti. Les syndicats, transformés en courroies de transmission. Les communautés religieuses, persécutées. La solidarité organique — celle qui naît entre les gens, par le bas, sans que l'État l'ordonne — a été remplacée par une dépendance structurelle à l'appareil. Quand l'appareil s'est effondré en 1991, il n'est rien resté dessous. Les Russes des années 1990 n'avaient plus ni l'État soviétique ni les réseaux de solidarité que l'État avait éradiqués depuis soixante ans. La coercition n'avait pas créé la solidarité — elle l'avait remplacée, puis détruite.

Le phénomène est identique en Chine maoïste. Les communes populaires ont détruit les structures villageoises traditionnelles — les *clan* familiaux, les associations de village, les tontines locales. Quand les communes ont été démantelées sous Deng, les paysans se sont retrouvés atomisés, sans filet — ni celui de l'État, ni celui de la communauté traditionnelle. La solidarité imposée avait éliminé la solidarité choisie, et ne lui avait rien substitué de durable.

Égalité. Chaque régime coercitif-collectiviste a produit une *nomenklatura*. En URSS : les magasins réservés (*Beriozka*), les datchas, les hôpitaux spéciaux, les voitures de fonction, les voyages à l'étranger — tout cela réservé aux cadres du Parti. À Cuba : le rationnement pour tous, sauf pour les officiers et les touristes. En Corée du Nord : le système *songbun* — une classification héréditaire en 51 catégories qui détermine l'accès au logement, à l'alimentation, à l'éducation, à la santé. C'est un système de castes, formellement plus rigide que celui que la Révolution française avait aboli.

Le mécanisme est structurel, pas accidentel. Un régime qui concentre toutes les ressources dans les mains de l'État concentre aussi le pouvoir de les distribuer. Et qui distribue, discrimine. L'inégalité de marché — celle qu'on peut contester, contourner, concurrencer — est remplacée par une inégalité de pouvoir — celle qu'on ne peut ni contester, ni contourner, ni concurrencer, parce que contester le distributeur, c'est contester le Parti. L'égalité proclamée a produit une inégalité plus rigide que celle qu'elle prétendait abolir.

Protection des faibles. Les régimes coercitifs protègent les faibles comme le berger protège ses moutons — pour les tondre. L'État-providence coercitif ne rend pas les faibles plus forts. Il les rend dépendants. Et la dépendance est l'outil du contrôle. Le chômeur soviétique qui dépend du bureau de placement du Parti ne peut pas contester le Parti. Le paysan chinois qui dépend du *hukou* pour son accès aux soins ne peut pas quitter son village. Le malade cubain qui dépend de l'hôpital public — le seul — ne peut pas critiquer le système de santé. La protection sans autonomie n'est pas de la protection — c'est de la captivité.

Et quand les faibles deviennent gênants, la « protection » s'inverse. Les dissidents soviétiques étaient internés en hôpitaux psychiatriques — « protégés » d'eux-mêmes. Les handicapés sous Ceaușescu étaient parqués dans des orphelinats-mouroirs. Les « parasites sociaux » du *laogai* étaient « réinsérés » par le travail forcé. La protection coercitive n'a pas de borne inférieure — elle peut descendre aussi bas que le pouvoir le décide, parce qu'il n'y a personne pour s'interposer.

Émancipation. C'est ici que le bilan est le plus cruel. L'émancipation — la libération de la tutelle, l'accès à l'autonomie — est exactement le contraire de ce que produit le sommet A. Le régime coercitif-collectiviste ne libère pas — il substitue une tutelle à une autre. Le serf affranchi du tsar devient le travailleur captif du Parti. La femme « libérée » par la révolution cubaine ne peut pas quitter le pays. L'ouvrier « émancipé » par la dictature du prolétariat ne peut pas choisir son emploi, son lieu de vie, ses lectures. L'émancipation coercitive est un oxymore — et les régimes du sommet A le démontrent empiriquement.

Le bilan global est sans ambiguïté. Sur les quatre valeurs revendiquées — solidarité, égalité, protection des faibles, émancipation — le chemin coercitif produit le contraire de ce qu'il promet. Il remplace la solidarité par la dépendance. L'égalité par la *nomenklatura*. La protection par la captivité. L'émancipation par la soumission. Ce n'est pas un jugement moral — c'est une mesure. Et le chapitre XV explique *pourquoi* : la dérive verticale, la capture, la complexification et la boucle de dé-

pendance sont des mécanismes structurels qui transforment toute coercition collectiviste en machine à produire l'inverse de ses objectifs déclarés.

30.3 — Le bilan consenti

Prenons maintenant les communautés du sommet B — celles qui poursuivent les mêmes valeurs par le consentement — et mesurons les mêmes résultats.

Solidarité. Les Amish pratiquent la solidarité la plus intégrale de l'Occident. Le *barn raising* est l'image, mais le système complet est un filet de sécurité total : maladie, incendie, vieillesse, invalidité — la communauté paie, sans formulaire, sans bureaucratie, sans cotisation prélevée par un tiers. Le Congrès américain les a exemptés de la Social Security en 1965 — parce que leur propre système fonctionnait mieux. Emmaüs pratique l'accueil inconditionnel — sans sélection, sans condition de nationalité, sans durée maximale — et s'autofinance depuis 75 ans. Les *kibboutzim* ont produit une espérance de vie supérieure à la moyenne nationale israélienne — l'indicateur le plus robuste de solidarité réelle. Mondragon a réabsorbé les 1 800 travailleurs de Fagor en moins de deux ans, sans plan social étatique.

Dans chaque cas, la solidarité est plus profonde, plus durable et plus réactive que celle des régimes coercitifs. Et elle est structurellement différente : elle ne crée pas de dépendance à un appareil externe, parce qu'elle est produite par les membres eux-mêmes. Quand un Amish aide son voisin, ce n'est pas un transfert anonyme via une bureaucratie — c'est un acte visible, réciproque, intégré dans un réseau de réciprocité. La solidarité consentie produit du lien. La solidarité imposée produit de la dépendance.

Christiania pousse la démonstration un cran plus loin. Les 900 habitants de cette commune autogérée de Copenhague paient l'intégralité des impôts danois — parmi les plus élevés du monde — et versent *en plus* 1 500 couronnes par mois au

Fonds commun de la communauté, qui finance l'entretien des bâtiments, les charges collectives et la TVA des petits commerces. Ils paient plus que le Danois moyen. Personne ne les y oblige — le supplément est librement consenti, superposé à un système fiscal qui est déjà maximaliste. C'est du B dans du B : du collectivisme volontaire au carré. Et c'est la preuve la plus directe que le consentement ne réduit pas la solidarité — il l'augmente. Quand l'adhésion est libre, les gens donnent *plus*, pas moins.

Égalité. Mondragon limite l'écart salarial à 1 contre 6. Comparez avec 1 contre 300 dans les grandes entreprises cotées — et avec les privilèges de la *nomenklatura* soviétique, qui n'avaient même pas le mérite d'être mesurables, puisque les avantages en nature des cadres du Parti n'apparaissaient dans aucune statistique. Les *kibboutzim* originels pratiquaient l'égalité intégrale — pas de salaire, pas de propriété, redistribution selon les besoins. Les Amish portent les mêmes vêtements, conduisent les mêmes buggys, vivent dans des maisons de taille comparable. L'égalité n'est pas décrétée par un bureau central — elle est produite par l'adhésion à des règles communes.

Et quand l'égalité évolue — quand les *kibboutzim* introduisent des salaires différenciés, quand Mondragon élargit l'écart de 1:3 à 1:6 — c'est par le vote des membres, pas par le décret d'un commissaire. L'égalité consentie peut s'ajuster. L'égalité imposée ne peut que se rigidifier ou s'effondrer.

Protection des faibles. Emmaüs accueille les plus faibles — sans-abri, anciens détenus, migrants, personnes en rupture — et leur offre non pas l'assistanat, mais le travail et la dignité. « Viens m'aider à aider les autres » : la phrase fondatrice de l'abbé Pierre est l'antithèse exacte du *laogai*. L'un dit : *tu as de la valeur, viens la donner*. L'autre dit : *tu n'as pas de valeur, on va te la faire produire de force*. Le taux de réinsertion d'Emmaüs en France — environ 40 % des compagnons retrouvent un emploi ou un logement autonome dans les deux ans — est un résultat que les programmes coercitifs de « rééducation par le travail » n'ont jamais approché.

Les Amish prennent soin de leurs anciens, de leurs malades, de leurs handicapés — sans institution spécialisée, sans bureaucratie, au sein de la communauté. Le membre faible n'est pas séparé, parqué, institutionnalisé. Il reste dans le tissu social — parce que le tissu est assez dense pour le porter. C'est le contraire des orphelinats de Ceașescu, où les enfants abandonnés mouraient de *marasme* — non pas de faim, mais de l'absence de lien humain.

Émancipation. C'est ici que le paradoxe est le plus net. Les communautés volontaires — les plus collectivistes, les plus contraignantes en apparence — sont aussi les plus émancipatrices, parce qu'elles reposent sur le droit de sortie.

Le *Rumspringa* amish est un protocole d'émancipation. L'adolescent explore le monde extérieur — voitures, technologie, alcool, liberté sexuelle — puis *choisit* de revenir ou de partir. 85 à 90 % reviennent. Ce chiffre ne mesure pas l'enfermement — il mesure l'adhésion *testée*. Un jeune Amish qui reste après le *Rumspringa* est plus libre qu'un citoyen soviétique qui ne peut pas partir. La liberté n'est pas l'absence de règles — c'est la possibilité de les refuser.

Le kibbutznik peut quitter avec sa compensation. Le compagnon d'Emmaüs peut partir sans préavis. Le coopérateur de Mondragon peut démissionner avec son capital. Dans chaque cas, l'individu reste parce qu'il le veut — pas parce qu'un mur, un passeport intérieur ou un *hukou* l'en empêche. Et c'est précisément cette possibilité de partir qui rend le choix de rester *émancipé* — au sens exact du terme : libéré de la tutelle.

Le bilan global est symétrique et inverse. Sur les quatre valeurs — solidarité, égalité, protection des faibles, émancipation — le chemin consenti produit ce que le chemin coercitif promet sans jamais livrer. La solidarité est plus profonde et dure plus longtemps. L'égalité est plus réelle et plus flexible. La protection est plus humaine et plus efficace. L'émancipation est effective — parce qu'elle repose sur le choix, pas sur le décret.

30.4 — La condition nécessaire

Posons les deux bilans côte à côte.

Valeur	Chemin coercitif (sommet A)	Chemin consenti (sommet B)
Solidarité	Dépendance à l'appareil, destruction des solidarités autonomes	Entraide directe, auto-financée, 148 ans de durée moyenne
Égalité	Nomenklatura, castes de pouvoir, inégalité rigide	Écarts limités par le vote, égalité ajustable
Protection des faibles	Captivité, dépendance, institutions-mouroirs	Accueil inconditionnel, réinsertion, dignité par le travail
Émancipation	Substitution de tutelle, interdiction de sortie	Droit de sortie absolu, adhésion testée

Quatre valeurs, deux chemins		
Les valeurs que la gauche revendique sont mieux réalisées par le consentement que par la coercition		
Valeur	Chemin coercitif (A) <i>imposé par l'État</i>	Chemin consenti (B/C) <i>choisi par les citoyens</i>
Solidarité <i>Aide aux plus faibles partage des ressources</i>	Redistribution forcée Résultat : files d'attente, pénuries, corruption dans l'allocation	Assurance mutuelle, charité, coop. Résultat : Amish (330 ans), Emmaüs, mutualisme scandinave
Égalité <i>Égalité des chances et de traitement</i>	Égalitarisme imposé Résultat : nomenklatura, inégalités cachées + pauvreté	Mobilité, méritocratie, filet social Résultat : Scandinavie, Suisse, mobilité sociale la plus élevée
Protection <i>des plus vulnérables</i>	Paternalisme d'État Résultat : vulnérables = dépendants du système qui les « protège »	Autonomisation, choix, recours Résultat : protection + dignité, sortie possible de l'assistance
Émancipation <i>Libération des structures oppressives</i>	Révolution, table rase Résultat : nouvelles structures oppressives (URSS, Cuba, Chine)	Droit, éducation, mobilité Résultat : émancipation durable, droits civiques, féminisme effectif
Le consentement est la condition nécessaire du collectivisme durable.		

Figure 30.1 — Quatre valeurs, deux chemins

Le tableau ne dit pas « le collectivisme est mauvais ». Il dit le contraire : le collectivisme *fonctionne*. Mais il fonctionne à une condition — le consentement.

Ce n'est pas un résultat idéologique. C'est un résultat empirique. Les quatre paires du chapitre XXVIII le vérifient sur la durée : 148 ans contre 48 ans, ratio de 3 à 1 en faveur du consentement. Le chapitre XXIX le vérifie sur la structure : le collectivisme amish, le plus radical de l'Occident, ne peut exister qu'à l'intérieur d'un cadre libre — les Amish ont dû traverser l'Atlantique pour trouver un territoire où leur collectivisme serait possible. Et le tableau ci-dessus le vérifie sur les résultats : valeur par valeur, le chemin consenti produit ce que le chemin coercitif échoue à produire.

Le triangle fait apparaître une loi structurelle :

Sans consentement, chacune des quatre valeurs produit son propre contraire.

Le consentement n'est pas une condition suffisante — il faut aussi l'adhésion culturelle, les règles internes, le travail, la transparence, le droit d'exclusion. Mais c'est la condition *de départ*, celle qui détermine la direction de chaque flèche. La solidarité sans consentement devient dépendance. L'égalité sans consentement devient *nomenklatura*. La protection sans consentement devient captivité. L'émancipation sans consentement est une contradiction dans les termes.

Et cette loi n'est pas un programme politique. Le triangle ne prescrit pas la taille de l'État. Il ne dit pas « moins d'État ». La Suisse — chapitre XXXII — a un État significatif : assurances obligatoires, service militaire, fiscalité variable selon les cantons. Mais cet État est consenti — par la démocratie directe, le fédéralisme, le droit de référendum. La Suisse est sous la diagonale, mais pas dans le coin minimaliste. Le triangle prescrit le consentement — pas le minimalisme.

Poussons la logique jusqu'au bout. Si l'immense majorité d'une population consent à un État maximaliste — y compris les plus riches et les plus entreprenants, de sorte que l'économie résiste et que personne n'est contraint contre sa volonté — alors le maximalisme est défendable. Un pays dont les citoyens votent librement, à répétition, pour un haut niveau de redistribution, de services publics et de régulation n'est pas au sommet A. Il est en bas du triangle — parce que le consentement

est vérifié, pas présumé. Les pays scandinaves des années 1960-1990 en sont l'illustration la plus proche : des États parmi les plus lourds du monde, mais des démocraties ouvertes, un consensus fiscal large, et un droit de sortie intact.

Christiania, à Copenhague, pousse la démonstration un cran plus loin. Ses 900 habitants vivent déjà dans le cadre fiscal danois — l'un des plus lourds du monde. Ils paient l'impôt sur le revenu danois, l'impôt foncier, la TVA à 25 % — tout ce que paie n'importe quel citoyen. Et *en plus* de ces prélèvements, chaque adulte verse 1 500 couronnes par mois au Fonds commun de Christiania, qui finance l'entretien des bâtiments et les charges collectives. Ils paient *plus* que le Danois moyen — volontairement, par choix, sans qu'aucune loi ne les y oblige. C'est du consentement en action : non pas accepter le collectivisme, mais en *rajouter* par-dessus. Si la solidarité ne fonctionnait que par la contrainte, personne ne paierait un centime de plus que ce que l'État exige. Christiania montre que le consentement produit non pas moins de solidarité que la coercition, mais *davantage*.

La question de la taille de l'État est donc culturelle, pas structurelle. Ce que le triangle tranche, ce n'est pas le curseur entre minimalisme et maximalisme — c'est l'exigence des mécanismes qui ancrent la gouvernance en bas du triangle. Deux sont indispensables : la **votation directe** — le droit de chaque citoyen de soumettre ou de rejeter toute loi par référendum — et la **révocabilité permanente des élus** — le pouvoir de destituer un représentant à tout moment, sans attendre la fin de son mandat. Sans ces deux verrous, le consentement initial se dégrade en chèque en blanc. Le mandat devient irrévocable. La délégation devient aliénation. Et la mécanique du cliquet (chapitre XIX) fait le reste : l'État grossit, les libertés reculent, et le retour en arrière devient de plus en plus coûteux.

Il y a cependant une asymétrie structurelle entre les deux options. Un cadre minimaliste permet à ceux qui désirent le maximalisme de créer des structures collectivistes en interne — coopératives, mutuelles, communautés volontaires, Mondragon, Emmaüs, *kibboutzim*. Rien ne les en empêche. Mais un cadre maximaliste ne permet pas aux dissidents du maximalisme de

vivre dans le minimalisme — sauf à quitter le pays. Le minimalisme consenti contient le maximalisme comme possibilité. Le maximalisme consenti ne contient le minimalisme que comme exil. C’est pourquoi, en cas de doute sur le consentement réel, le minimalisme est la position par défaut la plus sûre — non par dogme, mais par prudence structurelle.

Ce que le triangle prescrit, c’est que le chemin qui monte vers le sommet A — coercition croissante, concentration du pouvoir, suppression du droit de sortie — est le chemin qui détruit les quatre valeurs qu’il prétend servir. Non pas par la faute des individus qui l’empruntent, mais par la mécanique structurelle de la coercition elle-même.

30.5 — L’angle mort du spectre

Pourquoi ce résultat — pourtant vérifiable, pourtant massif — reste-t-il invisible dans le débat politique ?

Parce que le spectre gauche-droite l’interdit structurellement.

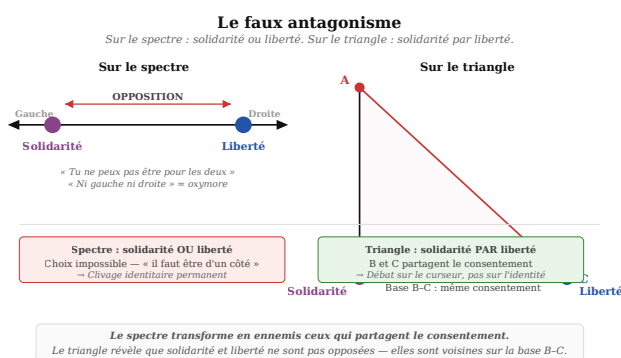


Figure 30.2 — Le faux antagonisme

Le spectre place la solidarité à gauche et la liberté à droite. Il en fait des antipodes. Le chapitre XXIX a montré pourquoi cette opposition est fausse — le sommet B est enchâssé dans le sommet C, la solidarité naît *dans* la liberté, pas *contre* elle. Ici,

la conséquence est plus précise : cette fausse opposition pousse les défenseurs sincères du collectivisme dans la direction qui détruit leurs propres objectifs.

Et c'est ici qu'apparaît le paradoxe final — celui que le spectre rend invisible et que le triangle rend évident.

Ceux qui défendent le plus sincèrement les quatre valeurs — solidarité, égalité, protection des faibles, émancipation — devraient être les premiers à exiger le consentement comme condition de leur mise en œuvre. Ils devraient être les premiers à défendre le droit de sortie, la décentralisation, la démocratie directe, le fédéralisme compétitif — non pas *contre* le collectivisme, mais *pour* lui. Parce que sans consentement, le collectivisme ne produit pas la solidarité — il produit la dépendance. Sans droit de sortie, il ne produit pas l'émancipation — il produit la captivité. Sans décentralisation, il ne produit pas l'égalité — il produit la *nomenklatura*. Sans démocratie directe, il ne produit pas la protection des faibles — il produit leur instrumentalisation.

Le paradoxe est que le spectre gauche-droite pousse les défenseurs sincères du collectivisme dans la direction exactement opposée à celle qui réaliserait leurs objectifs. Il les pousse vers le haut du triangle — plus de coercition, plus de centralisation, plus d'État, moins de droit de sortie — parce que dans la grille du spectre, « plus à gauche » signifie « plus de dirigisme étatique ». Et « plus de dirigisme étatique » signifie, mécaniquement, moins de consentement. Le spectre transforme la sincérité en outil de destruction : plus on veut sincèrement la solidarité, plus on monte dans le triangle, et plus on s'éloigne des conditions qui la rendent possible.

Ce mécanisme a une formule canonique. Elle est de Saint-Just : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté. » Neuf mots — et tout le programme des dictatures « émancipatrices » est contenu dedans.

La phrase s'auto-détruit à l'examen. D'abord, elle exclut celui qui la prononce. Quiconque *supprime* la liberté d'autrui est, par définition, un ennemi de la liberté. Saint-Just, en envoyant

à l'échafaud ceux qu'il décrète « ennemis de la liberté », se qualifie lui-même pour la catégorie — ce que la Convention finira par confirmer le 10 thermidor.

Ensuite, elle concentre un pouvoir illimité dans la main de celui qui définit l'ennemi. Qui décide que tel individu, tel groupe, telle classe est « ennemi de la liberté » ? Celui qui détient le pouvoir. Et ce pouvoir de définition est lui-même sans limite — puisque contester la définition, c'est se déclarer ennemi de la liberté. La phrase ne protège pas la liberté — elle crée un mécanisme de coercition sans frein, où le gardien autoproclamé de la liberté devient le seul à en jouir.

Enfin — et c'est le point que le triangle rend visible — cette phrase est la matrice de tous les crimes des dictatures « de gauche ». Lénine supprime la liberté au nom du prolétariat. Mao au nom du peuple. Castro au nom de la révolution. Pol Pot au nom de l'égalité. À chaque fois, la même structure : un danger déclaré mortel (le bourgeois, le koulak, le contre-révolutionnaire, le révisionniste), une urgence invoquée comme justification, et la liberté supprimée au nom de sa propre défense. Or le fascisme fait exactement la même chose — il change simplement l'épouvantail. L'ennemi mortel n'est plus le bourgeois mais l'étranger, le « dégénéré », le « cosmopolite ». Le prétexte change. La mécanique est identique. Et c'est pourquoi le triangle les place au même sommet.

La formule de Saint-Just n'est pas restée dans les livres d'histoire. Elle fonctionne aujourd'hui à l'identique, des deux côtés du spectre. Ceux qui se décrètent « antifascistes » s'arrogent le pouvoir de définir qui est fasciste — et quand les fascistes réels viennent à manquer, ils en fabriquent : des nouveaux, des imaginaires, ou les deux. Quiconque conteste leur définition *devient* fasciste par ce seul fait. Le mécanisme de Saint-Just est intact : le gardien autoproclamé de la vertu produit les ennemis dont il a besoin pour justifier sa coercition. Et symétriquement, ceux qui se décrètent remparts contre le « gauchisme » fabriquent leurs propres épouvantails — tout dissident est un marxiste, tout réformateur un bolchevique, tout syndicat un soviet. La mécanique est rigoureusement la même : c'est toujours celui qui *désigne* l'ennemi qui détient le

pouvoir réel, et c'est toujours la liberté de l'autre qui est supprimée en premier. « Facho » et « gauchiste » : deux faces de la même pièce — celle que Saint-Just a frappée en 1794.

C'est la même mécanique que celle du cliquet décrit au chapitre XIX — mais appliquée à la pensée politique elle-même. Le spectre est un cliquet cognitif. Il verrouille la réflexion dans un axe où « plus de solidarité » ne peut signifier que « plus d'État coercitif ». Il interdit de penser que « plus de solidarité » pourrait signifier « plus de liberté d'association, plus de droit de sortie, plus de communautés volontaires, plus de Mondragon et moins de kolkhozes ». Il interdit de voir que les Amish — avec leurs buggys, leurs granges et leur *Ordnung* — réalisent les quatre valeurs de la gauche plus complètement qu'aucun régime coercitif ne l'a jamais fait.

Le triangle ne dit pas « la gauche a tort ». Il ne dit pas « la droite a raison ». Il dit quelque chose de plus dérangeant pour les deux camps : les valeurs que la gauche revendique sont justes — et le chemin que la gauche emprunte les détruit.

Ce chapitre tire le fil jusqu'au bout : les valeurs de solidarité, d'égalité, de protection et d'émancipation ne sont pas des valeurs « de gauche ». Ce sont des valeurs humaines. Et elles ne se réalisent pas par la coercition — elles se réalisent par le consentement. Quiconque veut les défendre sérieusement devrait commencer par défendre le cadre libre qui les rend possibles — non pas malgré son collectivisme, mais à cause de lui.

Le spectre gauche-droite ne censure pas ces valeurs. Il supprime le chemin qui y mène — en opposant solidarité et liberté là où elles sont voisines, en poussant les sincères vers le haut là où seul le bas fonctionne. C'est sa déficience la plus profonde — et la raison la plus urgente de le remplacer.

Chapitre XXXI — Le consensus inavoué

« Les faits ne cessent pas d'exister parce qu'on les ignore.
»

— Aldous Huxley, *Proper Studies* (1927)

Partout dans le triangle, quand un régime veut la prospérité, il déplace le curseur vers C. Le vecteur est toujours le même. Ce qui varie, c'est le point de départ — et les conséquences.

Le chapitre XXX a montré que solidarité et liberté ne sont pas des antipodes — ce sont des voisins. Ce chapitre montre autre chose : tout le monde le sait déjà. Même ceux qui le nient.

La méthode est celle du traceur radioactif en médecine. On injecte une molécule marquée dans l'organisme et on observe où elle va, quels organes elle traverse, quels chemins elle emprunte. Le traceur ne modifie pas le système — il le rend visible. Ce chapitre prend un seul instrument de politique publique — la zone franche — et le suit à travers tout le triangle. Le même instrument. Le même mécanisme : un périmètre géographique dans lequel l'État réduit volontairement son emprise fiscale et réglementaire pour attirer l'activité économique. Un vecteur vers C — vers plus d'autonomie — injecté à des points de départ radicalement différents. Et ce que le traceur révèle est un consensus que personne n'ose formuler.

31.1 — Depuis le sommet A : l'aveu involontaire

Le cas le plus révélateur est celui des régimes qui nient la vertu de l'autonomie économique — et qui l'injectent malgré tout.

Shenzhen. En 1980, Deng Xiaoping désigne quatre « zones économiques spéciales » (*jīngjì tèqū*) le long de la côte sud de la Chine : Shenzhen, Zhuhai, Shantou, Xiamen. Le principe est explicite : dans ces zones — et uniquement dans ces zones — les entreprises étrangères pourront investir, les prix seront partiellement libérés, la fiscalité sera réduite, et les règles de l'économie planifiée seront suspendues. En dehors des zones, rien ne change. Le Parti garde le contrôle intégral.

Le résultat est immédiat et spectaculaire. Shenzhen passe d'un village de pêcheurs de 30 000 habitants à une métropole de plus de 17 millions. Son PIB croît à des taux annuels de 25 à 30 % pendant les premières décennies. L'expérience est si concluante que Deng l'étend — quatorze villes côtières ouvertes en 1984, puis l'île de Hainan en 1988, puis les zones de développement économique et technique dans tout le pays. Chaque extension est une injection supplémentaire d'autonomie dans un système qui la refuse partout ailleurs.

La structure est celle d'un aveu. Le Parti communiste chinois ne reconnaît pas que l'autonomie économique produit la prospérité — il ne *peut* pas le reconnaître, parce que cela invaliderait sa raison d'être. Mais il la pratique. Il veut le fruit — la croissance, la technologie, les devises — sans l'arbre — la liberté d'entreprendre, la libre circulation des capitaux, l'état de droit. La zone franche est le dispositif qui permet cette dissociation : un robinet d'autonomie que le pouvoir peut ouvrir et fermer à sa guise.

Car le robinet peut être fermé. C'est le point crucial. L'autonomie concédée depuis le sommet A est toujours sous tutelle. Elle existe tant que le régime le veut, là où le régime le veut, dans les limites que le régime fixe. Quand la zone devient trop autonome — quand l'autonomie économique commence à produire une demande d'autonomie politique — le régime recapture.

Hong Kong en est la démonstration en temps réel. Pendant un demi-siècle, Hong Kong a fonctionné comme la zone franche la plus aboutie du monde — économie ouverte, fiscalité basse, état de droit, liberté de la presse, indépendance judiciaire. La rétrocession de 1997 était assortie d'une promesse : « un pays, deux systèmes » pour cinquante ans. L'autonomie devait durer

jusqu'en 2047. Elle n'a pas tenu vingt-trois ans. La loi de sécurité nationale du 30 juin 2020 a aboli d'un trait la liberté de la presse, l'indépendance judiciaire, le droit de manifestation et la liberté d'expression politique. Le robinet a été fermé — parce que l'autonomie avait produit exactement ce que le régime redoutait : des citoyens qui voulaient décider eux-mêmes.

Le même schéma se reproduit partout au sommet A.

La Corée du Nord ouvre le complexe industriel de Kaesong en 2004 — une zone où 125 entreprises sud-coréennes emploient jusqu'à 55 000 travailleurs nord-coréens à des conditions quasi capitalistes. En février 2016, Séoul ferme le complexe après un tir de fusée nord-coréen — et Pyongyang expulse tous les Sud-Coréens en une nuit. Le robinet. Cuba crée la Zona Especial de Desarrollo Mariel en 2013 — un port franc de 465 kilomètres carrés, avec exonérations fiscales, rapatriement des bénéfices autorisé, et main-d'œuvre à bas coût. Mais l'investisseur étranger ne peut pas embaucher directement : les travailleurs sont fournis par une agence étatique qui empoche la différence entre le salaire versé par l'entreprise et celui que le travailleur reçoit. Le robinet, encore : l'autonomie est concédée au capital, mais pas au travailleur. L'Iran crée les zones franches de Kish (1982) et de Qeshm (1991) — îles du golfe Persique où les règles de la République islamique sont partiellement suspendues : pas de voile obligatoire dans les hôtels, alcool toléré dans certains espaces, fiscalité réduite, visa simplifié. Des enclaves de C dans un système théocratique — tolérées tant qu'elles restent des enclaves.

Et le cas fondateur : les joint-ventures autorisées par l'URSS à partir de juin 1987, sous les réformes de Gorbatchev. Pour la première fois en soixante-dix ans, des entreprises étrangères peuvent former des sociétés mixtes avec des entreprises soviétiques, importer des équipements sans droits de douane, et rapatrier une partie de leurs bénéfices en devises. C'est un geste minuscule sur l'échelle de l'autonomie économique — mais dans le contexte soviétique, c'est un tremblement de terre doctrinal. L'État qui avait planifié chaque tonne d'acier et chaque

paire de chaussures pendant sept décennies reconnaissait, par ce seul acte, que sa planification ne suffisait pas. Quatre ans plus tard, l'URSS n'existait plus.

Le traceur révèle la même chose dans tous ces cas. Le régime du sommet A ne concède l'autonomie que sous contrainte — contrainte économique (l'échec de la planification), contrainte technologique (le retard accumulé), ou contrainte géopolitique (la nécessité de devises). Il la concède à contrecœur, localement, sous contrôle. Mais il la concède. Et cette concession est une confession structurelle : si l'autonomie n'avait pas de vertu, pourquoi faudrait-il l'injecter ? Chaque zone franche créée par un régime coercitif est une phrase que le régime écrit dans un langage qu'il ne parle pas — celle qui dit : l'autonomie produit ce que la coercition ne produit pas.

31.2 — Depuis le sommet B : le gradient consenti

Le même instrument existe dans les démocraties. Mais sa nature est radicalement différente — et c'est cette différence que le triangle rend visible.

Shannon, Irlande, 1959. Le gouvernement irlandais crée la Shannon Free Zone — la première zone franche *moderne* au monde, conçue spécifiquement pour attirer l'investissement étranger par des incitations fiscales ciblées. Le contexte : l'aéroport de Shannon, escale transatlantique, est menacé d'obsolescence par l'arrivée des jets long-courriers qui peuvent survoler l'Irlande sans s'y arrêter. La réponse : transformer l'aéroport en pôle industriel en offrant aux entreprises étrangères une exonération fiscale totale sur les bénéfices d'exportation pendant vingt-cinq ans. Le résultat : en quelques années, Shannon attire des dizaines d'entreprises manufacturières, principalement américaines. Le modèle sera copié par des dizaines de pays — et il inspirera directement les zones économiques spéciales chinoises vingt ans plus tard.

Le Royaume-Uni crée ses *enterprise zones* en 1981, sous le gouvernement Thatcher. Le principe : dans des périmètres urbains dégradés, les entreprises bénéficient d'exonérations fiscales, de procédures administratives simplifiées, et de subventions à l'investissement. L'objectif n'est pas idéologique — c'est pragmatique : redynamiser des zones sinistrées par la désindustrialisation. Les Docklands de Londres, Corby, Swansea — des villes que l'économie de marché avait abandonnées, et que l'État tente de relancer en *réduisant* sa propre emprise fiscale.

La France adopte le même instrument en 1996 avec les zones franches urbaines (ZFU), créées par le Pacte de relance pour la ville. Le mécanisme : exonération d'impôt sur les bénéfices, exonération de charges sociales, exonération de taxe professionnelle et de taxe foncière pendant cinq ans pour les entreprises qui s'installent dans des quartiers prioritaires. L'objectif est identique à celui des *enterprise zones* britanniques : injecter de l'activité économique dans des zones défavorisées. En 2024, plus d'une centaine de ZFU ont été créées en France.

Le geste est le même qu'à Shenzhen. Le vecteur est le même : vers C — vers plus d'autonomie économique, moins de prélèvements, moins de réglementation. Mais la nature du geste est radicalement différente, pour trois raisons que le triangle permet d'identifier immédiatement.

Première différence : le consentement. Shannon, les *enterprise zones* et les ZFU sont des décisions démocratiques — votées par un parlement élu, contrôlées par un pouvoir judiciaire indépendant, réversibles par le vote. La zone franche de Shenzhen est un décret du Politburo — ni discuté, ni contrôlé, ni réversible par les gouvernés. Le geste économique est le même. Le processus politique est aux antipodes.

Deuxième différence : l'étendue. Dans une démocratie, l'autonomie économique existe *déjà partout*. L'entrepreneur britannique, irlandais ou français peut déjà créer une entreprise, fixer ses prix, embaucher, licencier, exporter — sans autorisation du Parti, sans quota du Politburo, sans agent de l'État dans ses locaux. La zone franche n'injecte pas l'autonomie dans un désert — elle en ajoute une dose supplémentaire

dans un endroit précis, pour compenser un désavantage localisé. C'est un gradient à l'intérieur de la liberté — pas une brèche dans le mur.

Troisième différence : la réversibilité. Les *entreprise zones* britanniques ont été créées, évaluées, modifiées, supprimées, recréées. Les ZFU françaises ont été ajustées à plusieurs reprises. Shannon a évolué. Dans chaque cas, l'instrument est un levier que le débat démocratique ajuste en permanence. Le robinet n'est entre les mains de personne en particulier — il est entre les mains de tout le monde. Quand Cuba ferme Kaesong ou quand Pékin abolit l'autonomie de Hong Kong, c'est un pouvoir absolu qui reprend ce qu'il avait concédé. Quand le Parlement britannique modifie les conditions des *entreprise zones*, c'est une démocratie qui ajuste ses politiques. La différence n'est pas de degré — elle est de nature.

Sur le triangle, les zones franches du sommet B sont un déplacement local vers C — vers plus d'autonomie — à l'intérieur d'un cadre qui est déjà proche de la base. L'État utilise l'outil fiscal pour *inciter*, pas pour *contraindre*. Il réduit sa propre emprise pour créer un appel d'air. Et cet appel d'air est décidé par les citoyens eux-mêmes, par la voie parlementaire.

31.3 — Depuis la base B-C : l'ajustement fin

Le long de la base du triangle — là où le consentement est acquis et la coercition minimale — le même instrument prend une troisième forme : l'ajustement consenti dans un cadre déjà libre.

Eilat, pointe sud d'Israël, au bord de la mer Rouge. Depuis 1985, la ville bénéficie d'un statut de zone franche : exemption de TVA sur les achats, réductions d'impôt sur le revenu pour les résidents et les entreprises, exonération totale d'impôt sur les sociétés pendant sept ans pour les entreprises nouvellement autorisées, puis taux réduit. Le touriste qui achète un té-

l'éphone à Eilat ne paie pas les 17 % de TVA qu'il paierait à Tel-Aviv. L'entreprise qui s'y installe paie moins d'impôt que son concurrent de Haïfa.

Ce n'est pas une concession arrachée à un régime coercitif. Ce n'est pas non plus une politique de la ville pour quartiers défavorisés. C'est un mécanisme d'équilibrage territorial dans un pays démocratique : Eilat est isolée géographiquement (quatre heures de route du centre du pays), et le différentiel fiscal compense le désavantage de la distance. Le vecteur pointe vers C — mais il part d'un point qui est déjà sur la base du triangle.

Le système israélien va plus loin. Les « zones de priorité nationale » (*ezorè adifut lé'umit*) classent des centaines de localités selon un gradient de périphéricité — distance au centre du pays, proximité des frontières, niveau socio-économique. Plus la localité est périphérique, plus les avantages fiscaux sont importants : réduction d'impôt sur le revenu pouvant atteindre 20 % pour les résidents, subventions à la construction, bourses d'études majorées, avantages fiscaux pour les entreprises. Dimona, Arad, Bet Shean, Kiryat Shmona, Sderot — des villes de développement (*ayarot pitu'ah*) créées dans les années 1950 pour peupler la périphérie — bénéficient de ces incitations depuis des décennies.

Le mécanisme est un gradient continu d'autonomie fiscale : plus on est loin du centre, plus le prélèvement diminue. Ce n'est pas une zone franche au sens strict — c'est un dégradé de zones franches qui couvre le territoire entier. Et ce dégradé est décidé par la Knesset, administré par l'Autorité fiscale, ajusté périodiquement, contestable devant la Cour suprême. C'est du C injecté dans un cadre B-C par consentement démocratique — l'ajustement le plus fin que le triangle puisse produire.

31.4 — Le vecteur universel

Posons les trois cas côte à côte.

Point de départ	Exemples	Nature du geste	Consentement	Réversibilité
Sommet A	Shenzhen, Kaesong, Mariel, Kish, joint-ventures URSS	Brèche dans le mur : l'autonomie est injectée dans un système qui l'interdit	Non	Unilatérale (le régime ferme le robinet)
Sommet B	Shannon, ZFU, <i>enterprise zones</i>	Gradient dans la liberté : l'autonomie est ajoutée localement dans un système qui l'autorise déjà	Oui (parlementaire)	Démocratique (le vote ajuste)
Base B-C	Eilat, villes de développement israéliennes	Ajustement fin : l'autonomie est modulée sur un gradient continu dans un cadre déjà libre	Oui (parlementaire et judiciaire)	Démocratique et justiciable

Le vecteur est le même dans les trois cas. Il pointe vers C — vers plus d'autonomie économique, moins de prélèvement, moins de réglementation. Partout dans le triangle, quand un régime — quel qu'il soit, quel que soit son discours — veut dynamiser un territoire, il fait la même chose : il *réduit* son emprise. Il ne l'augmente pas. Il ne planifie pas davantage. Il ne réglemente pas plus. Il lâche prise. Il injecte de l'autonomie.

L'axe gauche-droite voit « libéralisation » partout et ne distingue rien. Pour le spectre, Shannon, Shenzhen et Eilat sont « la même chose » — des politiques « de droite » qui réduisent les impôts. Le spectre ne sait pas formuler ce qui les distingue : le *consentement*. Shannon est voté par un parlement. Shenzhen est décrété par un Politburo. Eilat est ajusté par une Knesset et contrôlé par une Cour suprême. Le geste économique est identique. Le geste politique est radicalement différent. Et c'est le geste politique — la position verticale dans le triangle — qui détermine si la zone franche est un instrument de développement ou un aveu de faillite.

Le triangle montre que le même geste a des conséquences structurellement différentes selon la position de départ.

Depuis le sommet A, la zone franche est une *confession*. Le régime reconnaît implicitement, par ses actes, que l'autonomie produit ce que la coercition ne produit pas. Mais il ne peut pas l'admettre dans son discours — parce que l'admettre serait invalider sa propre existence. La zone franche depuis A est donc toujours précaire, toujours sous tutelle, toujours menacée de recapture. Le robinet peut être fermé à tout moment — et il l'est, dès que l'autonomie commence à produire de la liberté en plus de la prospérité.

Depuis le sommet B, la zone franche est un *outil*. L'État démocratique utilise l'autonomie comme un levier parmi d'autres — il l'ajoute ici, la retire là, l'ajuste en fonction des résultats. La zone franche depuis B est réversible, évaluable, contestable. Elle ne menace pas le régime — elle fait partie de sa boîte à outils.

Depuis la base B-C, la zone franche est un *gradient*. L'autonomie n'est pas injectée ponctuellement — elle est distribuée sur un continuum, modulée par la géographie, la démographie, les besoins. C'est le réglage le plus fin, le plus consenti, le plus démocratique — et le plus invisible. Personne ne décrit les zones de priorité nationale israéliennes comme de la « libéralisation ». Pourtant, c'est exactement ce qu'elles sont : des vecteurs vers C, consentis par la démocratie.

31.5 — Le consensus que personne ne prononce

Voici le fait que ce chapitre rend visible — et que le spectre gauche-droite empêche de formuler.

Tout le monde se déplace vers C quand il veut la prospérité.

La Chine communiste, quand elle veut de la croissance, crée des zones où les règles communistes sont suspendues. Cuba, quand elle veut des devises, crée un port franc où les capitalistes sont les bienvenus. L'Iran théocratique, quand il veut du tourisme, crée des îles où le voile n'est plus obligatoire. La Corée du Nord, quand elle veut des dollars, ouvre une enclave où les entreprises sud-coréennes opèrent à des conditions de marché. Et l'URSS, dans ses dernières années, autorise des joint-ventures qui introduisent les mécanismes du marché dans le système planifié.

Symétriquement, la France social-démocrate, quand elle veut redynamiser ses banlieues, réduit les impôts et les charges dans les ZFU. L'Irlande, quand elle veut attirer les investisseurs, offre des exonérations fiscales à Shannon. Le Royaume-Uni, quand il veut régénérer ses friches industrielles, crée des *enterprise zones* avec moins de bureaucratie.

Et Israël, quand il veut peupler sa périphérie, construit un gradient fiscal qui rend la distance rentable.

Le vecteur est toujours le même. Toujours vers C. Toujours vers plus d'autonomie. Jamais vers A. Aucun régime au monde — pas un seul, de Pékin à Paris, de Pyongyang à Dublin — ne crée une « zone de planification renforcée » ou une « zone de réglementation accrue » pour stimuler la croissance. Personne ne dit : « Pour dynamiser cette région, augmentons les impôts, renforçons les contrôles, et ajoutons de la bureaucratie. » Le consensus est total. Il est universel. Il est empirique. Et il est inavoué — parce que l'admettre, ce serait reconnaître que le vecteur vers C n'est pas un programme « de droite ». C'est un fait de la nature économique, utilisé par tous, revendiqué par personne (ou par tout le monde, selon le bord du spectre).

Le spectre gauche-droite rend ce consensus invisible. Si « réduire les impôts » est « de droite », alors la Chine communiste fait de la politique « de droite » quand elle crée Shenzhen — ce qui est absurde. Si « créer une zone franche » est « libéral », alors la France socialiste est « libérale » quand elle crée les ZFU — ce que personne n'oserait dire. Le spectre ne peut pas formuler le consensus, parce que le formuler dynamiterait la classification.

Le triangle le formule sans effort. Le vecteur vers C existe depuis *tout point* du triangle — pas seulement depuis A, pas seulement depuis B, pas seulement depuis C. C'est un gradient universel : plus d'autonomie produit plus de prospérité. Ce n'est pas une idéologie — c'est un constat. Et ce constat est compatible avec toutes les positions de la base du triangle. Un pays maximaliste (Danemark) peut avoir un vecteur C pour certaines politiques sans cesser d'être maximaliste. Un pays minimaliste (Singapour) utilise le même vecteur depuis une position différente. Le vecteur ne prescrit pas la destination — il indique la direction. Et la direction est la même pour tout le monde.

31.6 — Le diptyque

Ce chapitre et le chapitre XXX forment un diptyque.

Le chapitre XXX montre que les quatre valeurs de la solidarité — solidarité, égalité, protection des faibles, émancipation — sont mieux réalisées par le consentement que par la coercition. L'antagonisme entre solidarité et liberté est imaginaire. B et C ne sont pas des ennemis — ce sont des voisins.

Ce chapitre montre que tout le monde, dans le triangle, se déplace vers C quand il cherche la prospérité. Le consensus est inavoué, mais il est universel. Les régimes du sommet A le pratiquent en le niant. Les démocraties du sommet B le pratiquent en le banalisant. Les pays de la base B-C le pratiquent en l'ajustant finement.

Deux paradoxes. Même conclusion convergente.

Le spectre gauche-droite dit : la solidarité est de gauche, la liberté est de droite, et il faut choisir. Le triangle dit : la solidarité fonctionne par la liberté (chapitre XXX), et tout le monde le sait déjà (ce chapitre). La seule question qui reste — et c'est celle des chapitres suivants — est de savoir si nous sommes capables de nommer ce que nous pratiquons déjà tous.

Partie 6

Sortir du cadre

Chapitre XXXII — Le triangle : synthèse et prédictions

« Il faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau. »

— Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, Introduction (1835)

Le modèle complet, ce qu'il explique, ce qu'il prédit, et ses limites.

32.1 — Récapitulatif : de l'axe au triangle

Le parcours a tenu en trois étapes.

Première étape : l'axe ne fonctionne pas. Les chapitres I à V — Partie I — ont montré que le spectre gauche-droite est un artefact historique né d'un accident de salle (la position des fauteuils à l'Assemblée constituante de 1789) qui a été transformé, sans examen critique, en grille universelle de classification politique. Cet outil produit des anomalies systématiques : il ne peut pas distinguer un régime coercitif d'un régime consenti à position économique identique ; il classe au même endroit des régimes aux résultats opposés ; il place aux « deux extrêmes » des régimes qui se ressemblent structurellement ; il ne peut pas formuler la question du quadrant vide. Les tentatives de réparation — ajout d'axes secondaires, diagramme de Nolan [17], boussole politique — sont des rustines qui ne résolvent pas le problème fondamental : une seule dimension ne suffit pas.

Deuxième étape : deux dimensions révèlent un triangle. Les chapitres VI à XIX — Parties II et III — ont posé les régimes sur une grille à deux axes (dirigisme/autonomie, coercion/consentement) et découvert la clé de voûte du modèle : le

couplage asymétrique. La coercition requiert la capture des leviers économiques stratégiques, mais le dirigisme ne requiert pas la coercition — les social-démocraties nordiques le prouvent. Conséquence géométrique : un quadrant est structurellement vide, et le carré se réduit à un triangle — trois sommets, pas quatre (chapitre XIII).

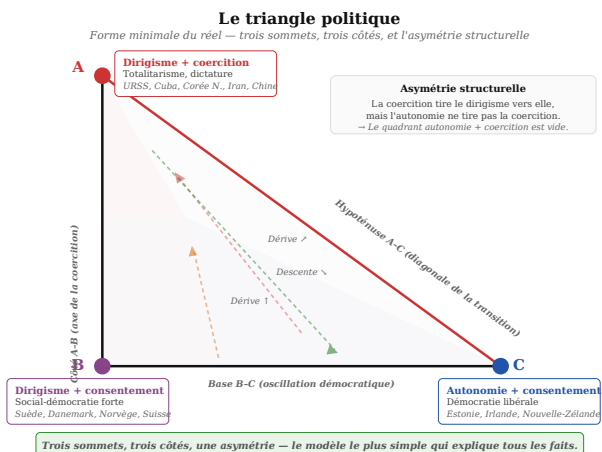


Figure 32.1 — Le triangle complet

Les trois sommets :

- **Sommet A** — dirigisme maximal + coercition maximale : le totalitarisme. URSS, Chine maoïste, Corée du Nord, Cuba, l'Albanie de Hoxha. Mais aussi l'Espagne de Franco Phase 1, le Portugal de Salazar, l'Iran des mollahs. L'étiquette change — marxiste, fasciste, théocratique — la position est la même.
- **Sommet B** — dirigisme élevé + consentement : la démocratie dirigiste. Le Danemark, la Suède, la Norvège, la France d'après-guerre. Mais aussi, à une échelle plus petite et plus radicale, les Amish, les *kibboutzim*, Emmaüs, Mondragon. Le dirigisme est réel — mais il est choisi.
- **Sommet C** — autonomie élevée + consentement : la démocratie libérale. L'Estonie, l'Irlande des années 1990, la Nouvelle-Zélande post-Rogernomics. Le sommet théorique que personne n'atteint tout à fait — mais vers lequel certains régimes se déplacent. (Singapour, souvent citée pour

son autonomie économique, ne remplit pas la condition de consentement — elle reste sur la frontière du quadrant vide, en transition lente.)

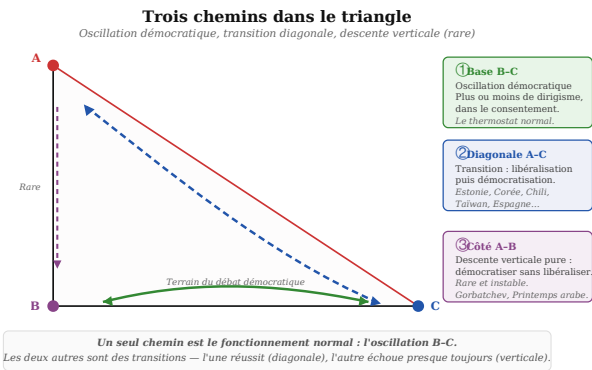


Figure 32.2 — Trois trajectoires

La base B-C est le terrain de la démocratie — l’oscillation entre plus et moins de dirigisme, dans un cadre de consentement. L’hypoténuse A-C est la ligne de transition — les dictatures qui libéralisent descendent le long de cette pente et finissent par se démocratiser. Le côté A-B est la ligne de la coercition dirigiste — les régimes qui y sont montent vers A ou descendent vers B, mais ne peuvent pas aller vers C sans traverser la zone de transition.

Troisième étape : le triangle explique ce que l’axe ne pouvait pas voir. Les chapitres XX à XXX — Parties IV et V — ont confronté le triangle aux cas les plus chargés du débat. Le modèle résiste. Il explique pourquoi le fascisme et le communisme convergent (chapitre XX), pourquoi les critères d’Eco décrivent le sommet A indépendamment de l’étiquette (chapitre XXI), pourquoi le nationalisme est un outil de montée et pas un marqueur de droite (chapitre XXII), pourquoi la dictature du prolétariat est une contradiction structurelle (chapitre XXIII), pourquoi le droit de sortie est le test ultime du consentement (chapitre XXV), pourquoi les communautés volontaires survivent à leurs homologues coercitifs (chapitre XX-VIII). Et la boucle se ferme sur deux résultats que le spectre rend impensables : la liberté est la condition — pas l’ennemie

— du collectivisme durable (chapitre XXIX), et les quatre valeurs que la gauche revendique sont mieux réalisées par le consentement que par la coercition (chapitre XXX).

C'est le modèle complet. L'axe gauche-droite décrit des positions. Le triangle décrit des trajectoires — et c'est sa véritable supériorité. Il tient en une phrase : **la variable qui détermine les résultats d'un régime n'est pas sa position sur l'axe gauche-droite — c'est sa position sur l'axe vertical du triangle : coercition ou consentement.**

Et l'opérateur le plus simple pour situer un régime dans le triangle tient en une question : *peut-on quitter librement ?* Si la réponse est non, le régime ne peut pas être sous la diagonale.

32.2 — Ce que le triangle explique que l'axe n'explique pas

Un bon modèle ne se juge pas à son élégance. Il se juge au nombre de phénomènes qu'il explique — et au nombre d'anomalies qu'il produit. Le spectre gauche-droite produit des anomalies à chaque tournant. Le triangle les dissout. Passons-les en revue.

Pourquoi le fascisme et le communisme se ressemblent.

Sur le spectre, ils sont aux antipodes — « extrême droite » et « extrême gauche ». Leur ressemblance est donc un scandale théorique : parti unique, culte du chef, police secrète, économie dirigée, censure, interdiction de sortie. Le spectre ne peut l'expliquer qu'en invoquant le « fer à cheval » — les extrêmes se rejoindraient comme par magie. Sur le triangle, l'explication est immédiate : ils ne se *rejoignent* pas — ils sont au même endroit. Sommet A. Dirigisme + coercition. L'étiquette « gauche » ou « droite » est un costume. La position structurelle est identique.

Pourquoi les dictatures qui libéralisent se démocratisent.

Le Chili de Pinochet libéralise l'économie (Phase 2) — et se démocratise en 13 ans. La Corée du Sud de Park libéralise — et se démocratise en 26 ans. L'Espagne de Franco libéralise (Plan de Desarrollo) — et se démocratise après sa mort. Taïwan libéralise sous Chiang Ching-kuo — et se démocratise en une génération. Sur le spectre, ces trajectoires sont inexplicables : pourquoi un mouvement « vers la droite » (libéralisation) produirait-il un mouvement « vers le centre » (démocratisation) ? Sur le triangle, c'est mécanique : ces régimes descendent l'hypoténuse A-C. L'autonomie économique crée une classe moyenne indépendante de l'État, qui exige des droits politiques. La coercition perd son levier — le dirigisme — et s'effondre. Ce n'est pas un accident. C'est la pente du triangle.

Pourquoi les régimes coercitifs qui ne libéralisent pas durent plus longtemps.

La Corée du Nord dure depuis 1948 — 78 ans. Cuba depuis 1959 — 67 ans. L'URSS a duré 69 ans. Le Chili de Pinochet n'a duré que 17 ans. Le Portugal de Salazar, qui avait commencé à libéraliser, n'a duré que 48 ans. Sur le spectre, cette différence n'a pas d'explication. Sur le triangle, elle est limpide : le régime qui reste au sommet A conserve le couplage intact. Le contrôle des leviers économiques stratégiques lui donne les outils de la coercition (dépendance des citoyens, asphyxie des contre-pouvoirs potentiels). La coercition protège ce contrôle (confiscation, planification forcée). Le circuit est fermé. Le régime qui libéralise les leviers économiques stratégiques brise ce circuit : des acteurs économiquement indépendants de l'État émergent, capables de financer et de coordonner une opposition — et la coercition, privée de son emprise sur la dépendance, s'érode.

Pourquoi le nationalisme n'est pas un marqueur de droite.

Le nationalisme apparaît dans les régimes de « gauche » (URSS, Chine, Cuba, Vietnam) aussi systématiquement que dans les régimes de « droite » (Franco, Pinochet, les monarchies du Golfe). Le spectre ne peut pas l'expliquer — le nationalisme devrait être « à droite ». Le triangle l'explique sans effort : le nationalisme est un outil du dirigisme. Il sert à justifier

la concentration du pouvoir — « la nation est en danger, il faut un État fort ». Tout régime qui monte vers le sommet A l'utilise, quelle que soit son étiquette.

Pourquoi les communautés volontaires durent plus longtemps que les régimes coercitifs. Les Amish (330 ans) contre les communes populaires (25 ans). Les *kibboutzim* (115 ans) contre les *kolkhozes* (62 ans). Emmaüs (75 ans) contre le *laogai* (64 ans). Mondragon (70 ans) contre l'autogestion yougoslave (41 ans). Le spectre ne peut pas formuler cette comparaison — les deux termes de chaque paire sont « à gauche ». Le triangle la formule immédiatement : même position horizontale (collectivisme), positions verticales opposées (consentement vs coercition). Le consentement est structurellement plus stable que la coercition — parce qu'il tient par l'adhésion, pas par la contrainte.

Pourquoi le libertarianisme et le fascisme ne peuvent pas être confondus. Sur le spectre, ils partagent la même case — « extrême droite ». La confusion est politiquement catastrophique et intellectuellement absurde : les libertariens défendent la suppression de la plupart des fonctions étatiques, la liberté individuelle radicale, le refus de toute coercition non consentie ; les fascistes défendent le parti unique, la subordination de l'individu à la nation ou à la race, le dirigisme corporatif, la coercition comme mode de gouvernement. Ces deux positions ne sont pas proches — elles sont à l'opposé l'une de l'autre sur *les deux axes* du triangle. Le libertarianisme se place au sommet C : autonomie maximale, consentement intégral. Le fascisme se place au sommet A : dirigisme maximal, coercition maximale. L'espace entre eux est la totalité du triangle. La confusion entretenue par le spectre n'est pas un accident de classification — c'est le prix intellectuel d'une géométrie à une seule dimension, qui force dans la même case des positions géométriquement antipodales.

Pourquoi « les extrêmes se rejoignent » — et pourquoi cette formule est trompeuse. Sur le spectre, la formule est un paradoxe — deux points aux antipodes qui se ressemblent. Sur le triangle, la formule est simplement fausse : les « extrêmes » ne se rejoignent pas. Ils sont *au même endroit*. Ils

ne sont pas aux deux bouts d’une ligne — ils sont au même sommet d’un triangle. La formule « les extrêmes se rejoignent » est un artefact du spectre, qui projette sur une ligne ce qui est un point dans un espace à deux dimensions.



32.3 — Les prédictions testables

Un modèle qui n'explique que le passé est une narration. Un modèle qui prédit le futur est une théorie. Le triangle produit des prédictions — testables, réfutables, datables. Si elles échouent, le modèle est faux. Si elles se vérifient, le modèle est renforcé. C'est le critère de Popper [29] — et c'est ce qui distingue ce modèle d'une opinion.

Prédiction 1 : aucun régime durablement coercitif ne maintiendra une autonomie économique politiquement pertinente.

Le quadrant vide le dit : coercition et autonomie économique réelle sont structurellement incompatibles dans la durée. Par « autonomie économique politiquement pertinente », on entend la capacité d'acteurs privés à financer, coordonner ou protéger des contre-pouvoirs — c'est-à-dire à contrôler les leviers stratégiques sans passer par l'État. Le test est simple. Prenez l'Index of Economic Freedom de la Heritage Foundation [51] et l'indice de démocratie de Freedom House [53]. Aucun pays classé « non libre » politiquement ne devrait laisser ces leviers hors de sa main — de manière durable (plus d'une génération).

Une précision s'impose sur l'axe vertical avant d'aller plus loin. Ce que le triangle mesure sous le terme *coercition*, c'est l'arbitraire et la violence politique — pas toute forme de contrainte institutionnelle. Singapour pratique une contrainte légaliste : poursuites judiciaires systématiques, discipline financière stricte, règle du droit appliquée de façon non arbitraire. Ce n'est pas de la coercition dure au sens du sommet A — c'est une position distincte sur l'axe vertical, à faible arbitraire. Singapour ne remplit donc pas le quadrant vide : il n'y a pas de coercition dure + économie libre. Il y a une contrainte légaliste + économie libre — ce qui est une configuration différente, dont la stabilité à long terme reste ouverte.

Test de cohérence : les cas qui semblent contredire la Prédiction 1

Quatre objections immédiates méritent une réponse précise — non pour les esquiver, mais pour montrer que l’argument n’est pas une sélection de cas, mais une contrainte structurelle testable.

La Chine. Pékin a libéralisé une large part de sa production et de sa consommation depuis 1978 — sans se démocratiser. Est-ce un contre-exemple ? Non : c’est une confirmation de la thèse affinée. La Chine a libéralisé la transaction, pas les leviers de dépendance. Le crédit circule par des banques d’État ; l’énergie, les télécoms et les infrastructures restent sous contrôle public ou sous licence révocable ; la justice commerciale est instrumentalisable ; les flux de capitaux sont filtrés ; les plateformes numériques opèrent sous dépendance permanente d’un appareil réglementaire discrétionnaire. La prospérité est réelle — et la dépendance des acteurs économiques vis-à-vis des leviers d’État l’est tout autant. Le circuit est ouvert à la transaction, fermé à la contestation.

Les Émirats arabes unis. La rente pétrolière et la redistribution génèrent une dépendance sans nationalisation complète. Les leviers stratégiques — énergie, immobilier, licences, emplois publics pour les nationaux — restent capturés. L’autonomie des expatriés est réelle ; leur capacité à coordonner une opposition durable est nulle : aucun droit de vote, aucun enracinement, aucune base matérielle de contestation à long terme.

La Russie post-1991. L’oligarchie des années 1990 semble constituer une économie indépendante de l’État. Mais après l’affaire Khodorkovsky (2003), Poutine a domestiqué les élites économiques : les oligarques qui refusaient l’alignement ont été exilés, emprisonnés ou ruinés. Les rentes stratégiques — hydrocarbures, métaux, infrastructures — ont été reprises en main. Ce n’est pas une économie libre qui a coexisté durablement avec la coercition ; c’est une période de capture incomplète qui s’est refermée dès que le régime a senti le risque.

Chili, Espagne, Corée du Sud. Ces transitions confirment le mécanisme en sens inverse. Dans chaque cas, la libéralisation a progressivement atteint les leviers stratégiques : marchés du crédit, droits de propriété opposables à l’État, accès à une presse indépendante. Des acteurs économiquement autonomes

ont émergé — et ont ensuite exigé des garanties politiques. Ce n'est pas une thèse sur la libéralisation en général : c'est une régularité sur la libéralisation des *leviers de dépendance*. La coercition, privée de son emprise matérielle, a cédé.

Prédiction 2 : tout régime coercitif qui libéralise réellement son économie transitionnera vers la démocratie en une à deux générations.

C'est la descente de l'hypoténuse. Le Chili l'a faite en 13 ans. La Corée du Sud en 26 ans. Taïwan en 38 ans. L'Espagne en 20 ans après le début de la libéralisation économique. Le mécanisme est régulier à travers les cas examinés : l'autonomie économique crée une classe moyenne qui ne dépend plus de l'État, qui s'informe, qui exige des droits. Le délai varie — et aucun régime de l'échantillon historique n'a libéralisé réellement son économie et maintenu durablement la coercition politique.

Prédiction 3 : la Chine atteindra un point de bifurcation.

C'est la prédiction la plus risquée — et donc la plus utile. Depuis 1978, la Chine a libéralisé son économie sans libéraliser sa politique. Le triangle prédit que cette position est instable. Deux issues : soit la Chine continue à libéraliser — et la classe moyenne chinoise finira par exiger des droits politiques, comme en Corée du Sud, à Taïwan, au Chili ; soit la Chine referme son économie pour préserver le contrôle politique — et Xi Jinping semble s'engager dans cette direction depuis 2012 (retour des entreprises d'État, *Common Prosperity*, contrôle renforcé du secteur technologique, surveillance numérique de masse). Le statu quo — économie partiellement libre, politique totalement coercitive — n'est pas un point d'équilibre. C'est un état transitoire. Le triangle ne dit pas quelle direction la Chine prendra. Il dit qu'elle ne restera pas là où elle est.

Prédiction 4 : les communautés volontaires à droit de sortie surpasseront en longévité les structures coercitives de taille comparable.

C'est la généralisation des quatre paires du chapitre XXVIII. Beaucoup de communautés volontaires échouent — et c'est normal : quand elles ne correspondent plus aux attentes de leurs membres ou ne s'adaptent pas au réel, elles se dissolvent. Nul n'y est retenu de force : les erreurs se corrigent par consensus, non par la contrainte. Qui ne s'y retrouve plus peut partir — et, selon la nature de la communauté, sans même déménager. Une structure coercitive qui échoue suit une trajectoire différente : plutôt que de se dissoudre, elle tend à renforcer la contrainte — migration vers le sommet A — jusqu'à l'effondrement, souvent brutal et meurtrier. Si le modèle est correct, c'est cette asymétrie dans les modes d'échec qui explique l'écart de longévité : non pas que les communautés volontaires réussissent toujours, mais que leurs échecs coûtent incomparablement moins cher. Le test est prospectif : il suffit d'attendre et de compter.

Prédiction 5 : aucune démocratie établie ne transitionnera directement vers le totalitarisme sans passer par une phase de re-dirigisme.

Le triangle prédit que la montée vers le sommet A passe toujours par une concentration préalable du pouvoir économique et institutionnel — la dérive verticale du chapitre XV, puis la dérive diagonale du chapitre XVI. Un pays au sommet C ne saute pas au sommet A. Il y monte par étapes : concentration du pouvoir médiatique (Orbán, Erdoğan), capture des institutions judiciaires, contrôle progressif de l'économie, restriction des libertés civiles. Le triangle prédit que ces signaux précurseurs — la re-dirigisation — apparaîtront *avant* la coercition ouverte. Ce qui signifie qu'ils sont détectables — et qu'on peut les combattre avant qu'il ne soit trop tard.

Test de cohérence : un cas en temps réel de la Prédiction 5

Le Chili de Pinochet a perdu le plébiscite de 1988. Le système a tenu — non par la vertu du dictateur, mais parce que les autres généraux et la pression internationale ont empêché l'annulation. Les élections ont suivi. Le pouvoir a été remis au vainqueur.

L'Union européenne, elle, ignore les votes qu'elle perd. En 2005, les Français et les Néerlandais rejettent le Traité constitutionnel par référendum. Le résultat est ignoré. Un rapport de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le formulera sans détour : quand on demande au peuple de revoter jusqu'à ce qu'il donne le bon résultat, la démocratie perd « son bien le plus précieux : sa dignité » [28]. En 2024, le premier tour de l'élection présidentielle roumaine est annulé pour ingérence russe alléguée — aucune preuve directe ne sera établie, une enquête fiscale révélera que c'est le parti au pouvoir qui avait financé les campagnes TikTok attribuées à Moscou, TikTok écrira à la Commission qu'il n'a trouvé aucun réseau coordonné, et un tribunal suspendra l'annulation cinq mois plus tard.

Et pendant qu'elle annule les votes, elle construit les outils qui les rendront inutiles. Euro numérique traçable. Identité numérique obligatoire (eIDAS 2.0). Fermeture des alternatives non traçables (MiCA). Périmètre de parole autorisée dessiné par des régulateurs non élus — l'Arcom en France qui retire la fréquence de C8, sanctionne CNews à de lourdes amendes, sans que France Télévisions ne soit inquiétée pour des faits similaires, la RTBF en Belgique qui diffuse le discours d'investiture du président des États-Unis en léger différé pour le « contextualiser », le Conseil de déontologie journalistique belge qui sanctionne 21news pour avoir publié la transcription intégrale d'un discours du vice-président américain sur la liberté d'expression — confirmant, par sa sanction même, exactement ce que le discours dénonçait.

L'Union européenne dérive rapidement vers le sommet A — par les mêmes mécanismes que ceux décrits dans ce livre : transferts irréversibles, contournement des votes, infrastructure de traçabilité, périmètre de parole dessiné par des non-élus. Ce n'est pas une métaphore. C'est le cliquet en action — en temps réel, dans des démocraties qui se pensent libérales.

Conclusion

Ces cinq prédictions sont réfutables. Si un régime durablement coercitif maintient une économie libre pendant plus d'une génération, la prédiction 1 est fausse. Si un régime libéralise son économie et maintient la coercition politique pendant plus de

deux générations, la prédiction 2 est fausse. Si la Chine reste indéfiniment dans sa position actuelle sans bifurquer, la prédiction 3 est fausse. Si les structures coercitives durent systématiquement plus longtemps que les communautés volontaires, la prédiction 4 est fausse. Si une démocratie établie bascule dans le totalitarisme sans phase préalable de re-dirigisme, la prédiction 5 est fausse.

Un modèle qui accepte d'être réfuté est un modèle qui mérite d'être pris au sérieux. Le spectre gauche-droite ne produit aucune prédiction testable — il ne peut donc jamais être réfuté. C'est sa force institutionnelle — et sa faiblesse intellectuelle.

32.4 — La Suisse : on peut rester sous la diagonale sans être minimaliste

Le triangle a un défaut apparent. Il semble dire : « moins d'État = mieux ». Si le sommet A est le totalitarisme et le sommet C est l'autonomie maximale, la conclusion naturelle est que le « bon » côté est en bas à droite — le moins d'État possible. Ce serait une lecture libertarienne du modèle. Et ce serait une erreur.

La Suisse corrige cette erreur.

La Suisse a un État significatif. L'assurance maladie est obligatoire (LAMal, depuis 1996). Le service militaire est obligatoire pour les hommes (ou le service civil en remplacement). La fiscalité est réelle — variable selon les cantons, mais réelle. L'éducation publique est financée par l'impôt. Les infrastructures sont publiques. Le système de retraite (AVS) est universel et obligatoire. En part du PIB, les dépenses publiques suisses sont inférieures à celles de la France ou de la Suède, mais supérieures à celles de Singapour ou de Hong Kong. La Suisse n'est pas un État minimal — c'est un État moyen, par sa taille.

Mais la Suisse a trois propriétés que le triangle éclaire.

Le consentement est réel, pas délégué. La démocratie directe suisse n'est pas un ornement. 50 000 signatures suffisent pour soumettre toute loi fédérale à un référendum. 100 000 signatures suffisent pour proposer un amendement constitutionnel. Le résultat : entre 1848 et 2024, les Suisses ont voté sur plus de 700 objets fédéraux. Ils votent trois à quatre fois par an — pas une fois tous les cinq ans. Les élus légifèrent en sachant que chaque loi peut être contestée dans les cent jours. Ce n'est pas de la démocratie représentative avec un droit de pétition — c'est un contrôle permanent du législateur par le citoyen. Le consentement n'est pas présumé — il est *testé*, en continu.

La décentralisation est radicale. Vingt-six cantons pour huit millions d'habitants. Chaque canton a sa constitution, son parlement, sa fiscalité, son système scolaire, sa police. Le principe de subsidiarité est réel : la Confédération ne fait que ce que les cantons ne peuvent pas faire. Et les cantons ne font que ce que les communes ne peuvent pas faire. Le pouvoir est dispersé — pas concentré. La dérive verticale du chapitre XV opère aussi en Suisse, mais elle est freinée par la concurrence entre cantons (un canton qui taxe trop perd ses contribuables au profit du canton voisin) et par le référendum (un excès de l'administration fédérale est corrigé par le vote populaire).

La liberté économique est élevée. La Suisse est régulièrement classée dans le top 5 mondial de l'Index of Economic Freedom. L'entrepreneuriat est facilement accessible. La réglementation est plus légère que dans les pays voisins. Le marché du travail est flexible — pas de salaire minimum national (jusqu'à 2024, où certains cantons en ont introduit un par votation populaire — ce qui illustre le mécanisme : même le salaire minimum est décidé par le vote direct, pas par le décret central).

La Suisse sur le triangle
 Un État significatif, fermement sur la base B-C — la preuve qu'on peut être sous la diagonale

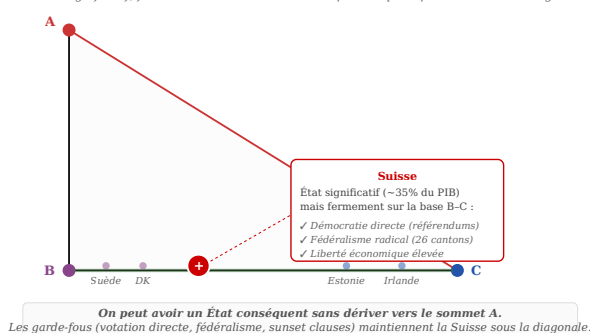


Figure 32.4 — La Suisse sur le triangle

Sur le triangle, la Suisse se place sur la base B-C — plus proche de B que de C, compte tenu de la taille de son État, mais fermement sur la base. Elle est sous la diagonale. Elle n'est pas au sommet C. Et elle fonctionne — depuis 1848, sans interruption, sans guerre civile, sans coup d'État, sans régime d'exception. Elle dépense plus que Singapour, moins que la France — et reste fermement sous la diagonale : confirmation que la position dans le triangle ne dépend pas du budget mais du consentement (chapitre XIV).

La leçon est structurelle. Le triangle ne dit pas « moins d'État = mieux ». Il dit : **la coercition sans consentement et la concentration du pouvoir produisent mécaniquement le totalitarisme**. La Suisse évite ce mécanisme — non pas par la taille minimale de l'État, mais par le consentement réel (démocratie directe), la décentralisation radicale (fédéralisme) et la liberté économique. Un État peut être significatif et rester sous la diagonale — à condition que le consentement soit réel et que le pouvoir soit dispersé.

C'est une réponse directe à l'objection la plus fréquente : « Votre modèle est libertarien — il veut supprimer l'État. » Non. Le modèle veut le consentement. Il veut la décentralisation. Il veut le droit de sortie. Il ne prescrit pas la taille de l'État — il prescrit les conditions dans lesquelles un État, quelle que soit sa taille, ne dérive pas vers le sommet A. La Suisse les remplit.

La France de la V^e République, avec son hyper-présidence, sa centralisation jacobine et ses référendums contournés par la ratification parlementaire (2005/2007), les remplit beaucoup moins.

32.5 — Les limites du modèle

Rappelons ce qui a été dit dans l'avant-propos et qui mérite d'être redit ici : ce modèle décrit des trajectoires, il les décrit, il ne les justifie pas. Constaté qu'une transition est pacifique ne rend pas le régime qui l'a précédée acceptable. La question « le jeu en valait-il la chandelle ? » n'est pas une question empirique — c'est une question morale, et ce livre n'est pas un livre de morale. Il est un livre de géométrie.

L'honnêteté intellectuelle exige de dire ce que le triangle ne fait pas.

Il ne prescrit pas de politique. Le triangle décrit des contraintes structurelles — il ne dit pas où se placer. Il dit quel quadrant est vide, quels mécanismes poussent vers le sommet A, quelles conditions maintiennent un régime sur la base B-C. Mais il ne dit pas si le Danemark (proche de B) est « meilleur » que l'Estonie (plus proche de C). Il ne dit pas quel degré de redistribution est optimal. Il ne dit pas si le salaire minimum est une bonne idée. Ces questions relèvent du débat démocratique — le triangle fournit le cadre du débat, pas ses conclusions.

Note. Si ce livre semble pointer vers le sommet C plutôt que vers le sommet B, ce n'est pas un choix de l'auteur — c'est une contrainte des données. Aucun régime au sommet A n'a jamais réussi une descente vers B. Chaque descente durable documentée dans cet essai est diagonale — vers C. Le sommet B existe, il est stable, il est peuplé de pays prospères (Scandinavie, Nouvelle-Zélande pré-1984) — mais il n'est atteint que depuis la base, par des démo-

craties qui augmentent progressivement leur dirigisme avec le consentement de leurs citoyens. Jamais depuis le haut. Si le lecteur trouve que cette conclusion favorise un camp, sa querelle n'est pas avec l'auteur — elle est avec l'histoire.

Il ne capture pas toutes les dimensions du politique.

L'identité, la culture, la religion, l'écologie, la démographie, la géographie — le triangle les ignore. Un modèle à deux dimensions ne peut pas capturer une réalité qui en a davantage. Le conflit israélo-palestinien, les tensions linguistiques en Belgique, la question linguistique au Canada — le triangle n'a rien à en dire. Il ne prétend pas tout expliquer. Il prétend expliquer *une chose* — la mécanique structurelle des régimes politiques — et l'expliquer mieux que le spectre gauche-droite.

Il simplifie. Tous les modèles simplifient — c'est leur raison d'être. La carte n'est pas le territoire. Le triangle réduit la réalité politique à deux axes. C'est un gain par rapport au spectre (un seul axe), mais c'est encore une réduction. Des réalités intermédiaires existent — des régimes qui ne sont ni clairement coercitifs ni clairement consentis, des économies mixtes qui ne sont ni clairement dirigistes ni clairement autonomes. Le triangle les place « quelque part à l'intérieur » — ce qui est mieux que de les placer « quelque part sur la ligne », mais qui reste une approximation.

Il repose sur un échantillon historique limité. L'essentiel des données vient du XX^e et du XXI^e siècle — la période pour laquelle nous avons des données économiques et politiques fiables. Le chapitre XXV a étendu l'analyse à Rome, aux Vikings, aux Aztèques, à la Hanse — mais ces cas sont moins documentés. Si de nouvelles données historiques contredisent le modèle — par exemple, un régime durablement coercitif qui aurait maintenu une économie réellement libre — le modèle serait affaibli. C'est un risque. Mais c'est aussi une force : un modèle qui accepte d'être réfuté est un modèle scientifique, pas un dogme.

Il ne dit pas comment passer d'ici à là. Le triangle montre où sont les régimes et dans quelle direction ils se déplacent. Il ne dit pas comment *provoquer* un déplacement. Comment démocratiser un régime coercitif ? Comment freiner la dérive verticale dans une démocratie ? Comment construire des institutions de rappel dans un pays qui n'en a pas ? Ces questions sont cruciales — et le triangle ne les résout pas. Il fournit le diagnostic, pas le traitement. L'architecture institutionnelle relèverait d'un autre ouvrage.

Malgré ces limites, le triangle reste un meilleur modèle que le spectre gauche-droite. Pas parce qu'il est parfait — il ne l'est pas. Mais parce qu'il explique davantage, produit moins d'anomalies, et génère des prédictions testables. C'est un modèle — pas la réalité. Mais c'est un modèle qui regarde dans la bonne direction.

32.6 — La terminologie : maximalistes et minimalistes

Le triangle remplace un modèle. Mais un modèle ne vit que dans un vocabulaire. Et le vocabulaire du spectre gauche-droite est toxique — non pas parce que les mots sont faux, mais parce qu'ils sont *identitaires*.

« Gauche » et « droite » ne sont pas des descriptions — ce sont des appartenances. Personne ne dit « je suis à 35 sur l'axe horizontal ». On dit « je suis de gauche » — comme on dit « je suis breton » ou « je suis supporter du PSG ». L'identité est en jeu. Et quand l'identité est en jeu, la raison quitte la pièce. Critiquer une politique « de gauche » devant quelqu'un « de gauche », c'est attaquer son identité, pas ses idées. La défense n'est pas rationnelle — elle est viscérale. Le spectre ne structure pas le débat. Il le rend impossible.

Le triangle a besoin d'un autre vocabulaire. Un vocabulaire descriptif — qui nomme les positions sans les juger.

La terminologie est simple.

Maximaliste — partisan d'un rôle étendu de l'État. Redistribution forte, services publics développés, régulation importante, protection sociale élevée. Le Danemark est maximaliste. La France est maximaliste. Les *kibboutzim* sont maximalistes. On peut abréger en « maxi ».

Minimaliste — partisan d'un rôle réduit de l'État. Fiscalité basse, régulation légère, autonomie économique élevée, services publics limités. L'Estonie est minimaliste. Singapour est minimaliste sur le plan économique. La Nouvelle-Zélande post-*Rogernomics* l'était. On peut abréger en « mini ».

Ces termes ont trois propriétés que « gauche » et « droite » n'ont pas.

Ils sont descriptifs. « Maximaliste » décrit une position sur l'axe horizontal du triangle — un degré de dirigisme. Ce n'est pas un jugement. On peut être maximaliste *et* démocrate (le Danemark). On peut être minimaliste *et* démocrate (l'Estonie). Les deux positions sont sur la base du triangle — sous la diagonale. La question morale — coercition ou consentement — est séparée de la question économique. C'est précisément ce que le spectre ne fait pas.

Ils sont neutres. Personne ne se sent insulté d'être appelé maximaliste. Personne ne se sent insulté d'être appelé minimaliste. Ce sont des positions, pas des identités. On peut changer de position sans « trahir son camp » — parce qu'il n'y a pas de camp. Un maximaliste qui conclut que telle politique ne fonctionne pas et réduit le rôle de l'État dans ce domaine n'est pas un « traître à la gauche » — c'est un maximaliste qui ajuste son curseur. Un minimaliste qui accepte la nécessité d'un filet social n'est pas un « socialiste » — c'est un minimaliste qui reconnaît une limite.

Ils portent sur la taille de l'État, pas sur la valeur des personnes. « De gauche » suggère « solidaire, généreux, humain ». « De droite » suggère « égoïste, dur, indifférent » — ou, dans l'autre camp, « réaliste, responsable, pragmatique ». Les connotations morales sont intégrées dans les mots eux-mêmes. « Maximaliste » et « minimaliste » n'ont pas de connotation morale. Ils disent *combien* d'État — pas *quel genre*

de personne. Ils séparent le débat technique (quel degré de redistribution est efficace ?) du procès moral (es-tu un être humain correct ?). Et c'est cette séparation qui rend le débat possible.

Le spectre gauche-droite fait exactement le contraire. En fusionnant la position économique et l'identité morale dans un seul mot, il transforme chaque désaccord technique en conflit identitaire. Discuter de fiscalité devient une guerre de tranchées. Chaque argument est une arme, chaque concession une trahison. Le vocabulaire empêche la pensée.

Quand on dit « maxi » et « mini », on parle de la taille de l'État, pas de la valeur des personnes. On peut être en désaccord — profondément, sincèrement, fermement — sur le degré de dirigisme souhaitable. Mais on n'est pas en guerre. On est dans un débat — un vrai débat, où les faits comptent, où les arguments s'échangent, où les positions peuvent évoluer sans que personne ne perde la face.

C'est peu. Mais c'est le minimum nécessaire pour que la politique redevienne une conversation entre adultes — au lieu d'une bagarre entre supporters.

Chapitre XXXIII — Un nouveau vocabulaire pour un débat possible

« Les limites de mon langage sont les limites de mon monde. »

— Ludwig Wittgenstein, *Tractatus logico-philosophicus*, §5.6 (Gallimard, 1993)

Changer de modèle sans changer de vocabulaire, c'est réinstaller les meubles dans une maison en feu.

33.1 — Le vocabulaire qui empêche la pensée

Le problème du spectre gauche-droite n'est pas seulement géométrique. Il est linguistique.

Un modèle vit dans des mots. Si les mots sont des armes, le modèle devient un champ de bataille. Si les mots sont des descriptions, le modèle devient un outil. Le spectre gauche-droite a transformé ses mots en armes — et personne ne s'en est vraiment rendu compte, parce que c'est arrivé si lentement, sur deux siècles, que la transformation a paru naturelle. La grenouille et l'eau qui chauffe lentement.

Cette transformation n'est pas anodine. Elle est, vraisemblablement, l'une des deux causes principales de la maladie des démocraties contemporaines, avec l'absence de contrôle permanent des électeurs (votations contraignantes, révocabilité permanente). Ces deux failles se renforcent mutuellement : un vocabulaire qui interdit la pensée, et des institutions qui n'obligent pas à rendre de comptes. L'une rend le débat impossible ; l'autre rend la sanction impossible.

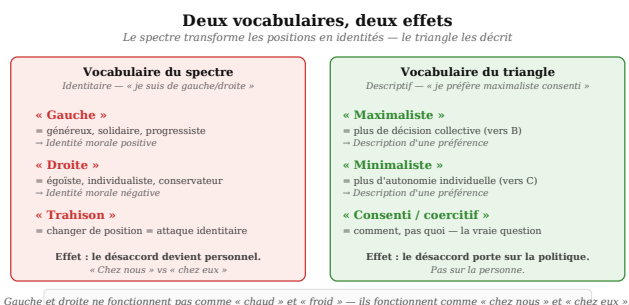


Figure 33.1 — Spectre vs triangle : deux vocabulaires

« Gauche » et « droite » ne fonctionnent pas comme « chaud » et « froid », qui décrivent une propriété physique. Ils fonctionnent comme « chez nous » et « chez eux » — comme des marqueurs d'appartenance tribale. Personne ne dit « je suis à 42 sur l'axe horizontal ». On dit « je suis de gauche » — comme on dit « je suis lyonnais » ou « je suis catholique ». C'est une identité, pas une coordonnée.

Cela a une conséquence précise : lorsque quelqu'un critique une politique « de gauche », quelqu'un qui « est de gauche » ne l'entend pas comme une critique d'une politique. Il l'entend comme une attaque contre sa personne. La réponse n'est pas rationnelle — elle est identitaire. On ne réfute pas une attaque identitaire avec des données. On la repousse avec de la solidarité tribale, du mépris, de la dérision, ou de la colère.

Le spectre gauche-droite ne structure pas le débat. Il le remplace par un conflit d'appartenance. Ce n'est pas un débat où les arguments circulent et où les positions peuvent changer — c'est une guerre de tranchées où chaque mot est une grenade et chaque concession une trahison.

33.2 — Deux illusions symétriques

Le piège est bilatéral. Deux illusions symétriques s'alimentent mutuellement.

L'illusion de l'ennemi naturel. Sur le spectre, quelqu'un placé « à gauche » pense que son adversaire naturel est quelqu'un « à droite » — et réciproquement. Mais le triangle montre que cette adversité est souvent fictive. Un maximaliste danois et un maximaliste français défendent tous deux une redistribution élevée, des services publics développés, une protection sociale forte — et un consentement réel. Ils sont au même endroit sur la base du triangle, proche du sommet B. Ils ne sont pas adversaires. Ils peuvent être en désaccord sur des questions techniques (quel taux de redistribution optimal ? quel modèle de protection sociale ?) mais sur la variable fondamentale — coercition ou consentement — ils sont identiques. Le spectre les a conduits à s'ignorer mutuellement, parce que l'un est « de gauche » dans un contexte politique et l'autre « de droite » dans un autre.

L'illusion de l'allié naturel. Sur le spectre, un libertarien et un conservateur sont tous les deux « à droite » — donc alliés naturels. Mais sur le triangle, ils peuvent être dans des zones très différentes. Un libertarien radical (suppression de la plupart des fonctions étatiques, liberté individuelle maximale, consentement absolu) se place vers le sommet C. Un conservateur qui défend l'ordre national, un État fort sur les valeurs, et une certaine dose de dirigisme culturel peut se trouver beaucoup plus haut sur l'axe vertical. Ils ne sont pas naturellement alliés — ils ont des positions structurellement distinctes que le spectre fusionne dans une même étiquette.

Ces deux illusions ne sont pas des accidents. Elles sont produites par la géométrie du spectre lui-même. Une dimension unique force la proximité ou l'éloignement sur une seule variable, alors que la réalité politique en a au moins deux. Le résultat est une carte qui place des alliés réels dans des camps opposés, et des adversaires réels dans le même camp.

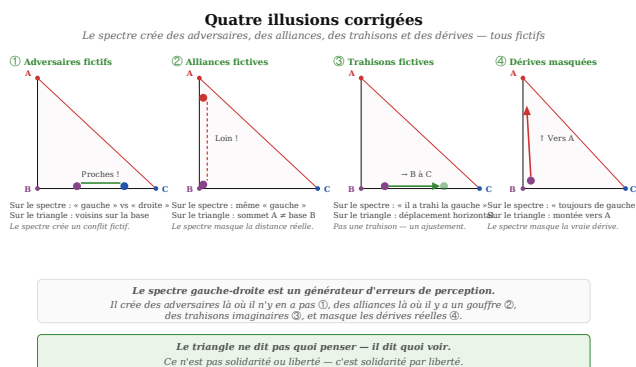


Figure 33.2 — Quatre illusions corrigées

33.3 — Quatre exemples concrets

Exemple 1 : deux adversaires supposés, une position commune.

Un militant d'un parti social-démocrate et un entrepreneur favorable à la flat tax se considèrent adversaires — ils votent pour des partis opposés, ils se méfient mutuellement, ils lisent des journaux différents. Sur le spectre, ils sont « à gauche » et « à droite ». Sur le triangle : si le militant défend ses positions par l'argumentation et accepte que ses adversaires gagnent les élections et modifient les politiques, et si l'entrepreneur s'oppose à toute forme de capture des institutions par son camp politique — tous deux sont sous la diagonale, sur la base B-C. Ils peuvent être profondément en désaccord sur le taux d'imposition optimal. Ils ne sont pas en désaccord sur la condition fondamentale : le consentement.

Ce qu'ils partagent est plus important que ce qui les sépare — et le spectre gauche-droite leur interdit de le voir.

Exemple 2 : deux alliés supposés, des positions divergentes.

Un syndicaliste convaincu et un militant d'un parti nationaliste-populiste votent tous les deux pour des candidats qui se revendiquent « contre les élites », « pour le peuple », « contre le sys-

tème ». Sur le spectre, ils sont « à gauche » ou « à l'extrême gauche » pour le premier, « à l'extrême droite » pour le second — ou inversement, selon les pays. Le spectre les éloigne ou les rapproche de façon erratique. Sur le triangle : si le syndicaliste défend ses positions dans un cadre de consentement (négociation collective, droit de grève, alternance politique) et si le militant nationaliste-populiste soutient un leader qui capture les institutions, contrôle la presse et rend les élections non compétitives — ils ne sont pas dans la même zone du triangle. L'un est sous la diagonale ; l'autre monte vers A. L'alliance est une illusion.

Ce qui les sépare est plus fondamental que ce qui les unit — et le spectre leur interdit de le voir.

Exemple 3 : une conversion qui n'en est pas une.

Un gouvernement qui arrive au pouvoir en promettant plus de redistribution finit par réduire certains postes de dépenses sous la pression des marchés financiers. Sur le spectre, il a « trahi la gauche » — il a « droitisé » sa politique. Sur le triangle : si la réduction s'opère par une décision parlementaire transparente, dans un cadre de consentement, avec possibilité d'alternance aux prochaines élections — le gouvernement n'a pas changé de zone. Il s'est déplacé horizontalement, de B vers C, sur la base du triangle. Ce déplacement peut être contesté, critiqué, soumis au vote. Mais il ne constitue pas une « trahison » — il constitue une décision politique dans un cadre démocratique.

La novlangue du spectre transforme chaque déplacement horizontal en trahison identitaire. Le vocabulaire du triangle le décrit pour ce qu'il est : un ajustement de position dans un espace à deux dimensions, sur l'une des deux variables.

Exemple 4 : deux maximalistes, deux positions verticales.

Un responsable politique défend un État fort, une redistribution élevée, une régulation importante — et remporte les élections en 2024 dans son pays. En 2025, il remporte à nouveau les élections, mais cette fois avec une loi électorale modifiée qui rend difficile l'accès au scrutin pour les partis d'opposition,

et avec un contrôle croissant des médias nationaux par des proches du pouvoir. Sur le spectre, rien n'a changé — il est toujours « à gauche ». Sur le triangle, il s'est déplacé verticalement : de la base B vers le haut, en direction du sommet A. Sa position horizontale (maximaliste) n'a pas changé. Sa position verticale (coercition progressive) a changé. Ces deux déplacements sont indépendants — et seul un modèle à deux dimensions peut les distinguer.

33.4 — Ce que le nouveau vocabulaire permet

Le vocabulaire du triangle n'est pas neutre. Il prend parti — mais sur la bonne variable.

Maximaliste / minimaliste décrivent la position horizontale. Ces mots sont délibérément sans connotation morale. On peut être maximaliste et honorer ses engagements, minimaliste et honorer les siens. Les deux positions sont défendables par des arguments — des arguments techniques (quelle politique produit de meilleurs résultats sur telle variable ?) et des arguments de valeur (quelle répartition des rôles entre individu et collectivité est souhaitable ?). Les deux types d'arguments peuvent être échangés, examinés, testés. Ni l'un ni l'autre ne constitue une identité qu'on ne peut pas quitter sans honte.

Coercitif / consenti décrivent la position verticale. Ces mots ne sont pas neutres — parce que la question ne l'est pas. Un régime coercitif prive ses citoyens de la capacité à contester les décisions qui les gouvernent. Un régime consenti leur laisse cette capacité. Ce n'est pas une préférence parmi d'autres — c'est la variable qui détermine si les autres désaccords peuvent être résolus. On peut être en désaccord sur le taux d'imposition dans un régime consenti : on vote, on débat, on tranche, on revote. On ne peut pas être en désaccord sur le taux d'imposition dans un régime coercitif : la question n'est pas posée. Le vocabulaire prend parti sur ce point — parce que ce point conditionne tous les autres.

L'avantage opérationnel est immédiat. Quand deux interlocuteurs se demandent non plus « es-tu de gauche ou de droite ? » mais « quelle étendue de l'État défends-tu, et dans quel cadre décisionnel ? », la conversation change de nature. Les désaccords restent — ils peuvent être profonds, sincères, légitimes. Mais ils portent sur des questions descriptibles, mesurables, comparables. Ce sont des désaccords techniques et de valeur — pas des conflits identitaires. Et un désaccord technique et de valeur peut être tranché — par l'argument, par les données, par le vote, par l'expérience.

C'est peu. Mais c'est la condition minimale pour que la politique redevienne une conversation sur la réalité — plutôt qu'une guerre de territoires identitaires.

33.5 — Un vocabulaire n'est pas une solution

Ce chapitre ne prétend pas qu'un changement de vocabulaire résout les conflits politiques.

Les désaccords sur la redistribution, la régulation, le rôle de l'État, les libertés individuelles — ces désaccords sont réels. Ils portent sur des questions difficiles, où les données ne tranchent jamais entièrement et où les valeurs jouent un rôle irréductible. Un électeur qui préfère un filet social étendu et un autre qui préfère une fiscalité réduite ne seront pas réconciliés par un vocabulaire plus précis. Ils resteront en désaccord — et c'est normal. C'est la substance de la démocratie.

Ce que le vocabulaire du triangle permet, c'est de rendre ces désaccords *formulables* — séparément de la question de la coercition. Ce sont deux débats distincts. L'un — combien d'État ? — est légitime sur toute la base du triangle, de B à C. L'autre — coercition ou consentement ? — n'est pas un débat entre deux positions également défendables : c'est la condition d'existence de tous les autres débats.

Le triangle ne fusionne pas ces deux questions dans une identité. Le spectre gauche-droite les fusionne — et en fusionnant tout, il empêche de penser à chacune séparément.

Changer de vocabulaire, c'est distinguer ce qui a été fondu. C'est le premier acte — pas le dernier.

Chapitre XXXIV — Clarifier en désamalgamant

« Définir, c'est exclure. »

— José Ortega y Gasset, *Méditations du Quichotte* (1914)

Le modèle ne rend pas le débat plus compliqué. Il le rend possible.

34.1 — La pelote et les fils

Le chapitre XXXIII a montré ce que le vocabulaire du triangle *nomme*. Celui-ci montre ce qu'il *permet* de faire — concrètement, dans la pratique d'un débat.

Le reproche le plus fréquent à un modèle à deux axes est intuitif : deux dimensions, c'est plus compliqué qu'une. Le spectre gauche-droite est simple — un point sur une ligne, et tout le monde se comprend. Le triangle demande deux coordonnées. C'est un surcoût cognitif.

Ce reproche est exactement à l'envers.

Le spectre gauche-droite n'est pas simple. Il est *compact* — ce qui est différent. Il comprime deux variables distinctes dans une seule dimension, comme on comprime une pelote de laine enchevêtrée. La pelote tient dans la main. Mais quand on tire sur un fil, on ne sait pas ce qu'on attrape. Le fil de la redistribution est emmêlé avec le fil de la coercition, lui-même emmêlé avec le fil de l'identité nationale, lui-même noué autour du fil de la laïcité. Tirer sur l'un, c'est agiter les autres. Les débats politiques menés avec ce vocabulaire ont la propriété caractéristique des pelotes enchevêtrées : on ne sait jamais vraiment sur quoi on est en désaccord.

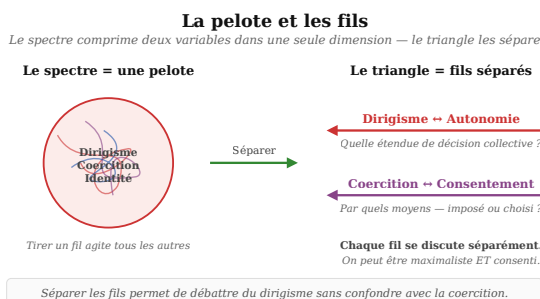


Figure 34.1 — La pelote et les fils

Deux axes séparent les fils. Ils ne suppriment pas la complexité — ils la *localisent*. Et une complexité localisée est une complexité qu'on peut traiter.

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de « penser en triangle » — de visualiser une géométrie, de chercher des coordonnées, de se demander où on se place dans un espace à deux dimensions. Il suffit de poser deux questions, l'une après l'autre.

34.2 — Deux questions, posées séparément

Première question : quelle étendue de décision collective souhaitez-vous ?

C'est la question de l'axe horizontal — la question maxi/mini. Quelle part de la vie sociale doit être organisée collectivement, par des institutions dotées de pouvoir contraignant ? Redistribution, services publics, régulation des marchés, protection sociale — le curseur peut se placer n'importe où sur la base du triangle, entre B (dirigisme élevé, consentement) et C (autonomie élevée, consentement). Les deux positions sont légitimes. Les deux peuvent être défendues par des données et des valeurs. Elles méritent un débat — un vrai débat, avec des faits, des comparaisons, des expériences.

Deuxième question : par quels moyens cette étendue est-elle maintenue ?

C'est la question de l'axe vertical — la question coercition/consentement. Le cadre dans lequel les décisions sont prises est-il consenti ? Les citoyens peuvent-ils contester, modifier, renverser les politiques qui les gouvernent ? Les institutions restent-elles sous contrôle de ceux qu'elles administrent ? Cette question n'est pas symétrique à la première. Elle n'oppose pas deux positions également défendables — elle distingue les régimes où les autres débats peuvent avoir lieu de ceux où ils ne le peuvent pas.

Ces deux questions n'ont pas le même statut. La première appelle un désaccord légitime entre personnes raisonnables. La seconde appelle à une clarification préalable : sommes-nous en train de débattre *dans* un cadre consenti, ou sommes-nous en train de débattre *de* ce cadre ?

Poser ces deux questions séparément, c'est tout ce que le modèle demande. On n'a pas à dessiner un triangle. On n'a pas à se demander si on est « maximaliste consenti » ou « minimaliste coercitif ». On pose la première question, on l'épuise, puis on pose la seconde.

34.3 — La méthode en pratique : l'exemple de la politique sociale

Prenons un débat réel — celui sur le revenu universel de base. Il cristallise exactement le type de confusion que le modèle permet de dénouer.

Dans sa forme habituelle, le débat sur le revenu universel est un débat gauche-droite : les partisans seraient « de gauche » (solidarité, redistribution inconditionnelle), les adversaires « de droite » (responsabilité individuelle, désincitatif au travail). Cette lecture est fausse deux fois.

Elle est fausse parce que certains partisans du revenu universel le défendent comme substitut au système de protection sociale existant — suppression de toutes les aides conditionnelles, remplacement par un versement unique et non ciblé.

Cette position est minimaliste : elle réduit la bureaucratie de l'État social, elle simplifie, elle fait confiance à l'individu pour utiliser librement l'argent. Des économistes proches de la tradition libérale l'ont défendue — Milton Friedman [8] en a proposé une version sous le nom d'impôt négatif sur le revenu dès les années 1960. Elle est fausse également parce que certains adversaires du revenu universel le rejettent précisément parce qu'il ne va pas assez loin dans la redistribution — un montant universel mais faible, disent-ils, reviendrait à déshabiller les protections existantes sans en construire de meilleures.

La grille gauche-droite empêche de voir cette géométrie réelle. Elle force dans deux camps des positions qui, sur la première question, ne sont pas là où on les attend.

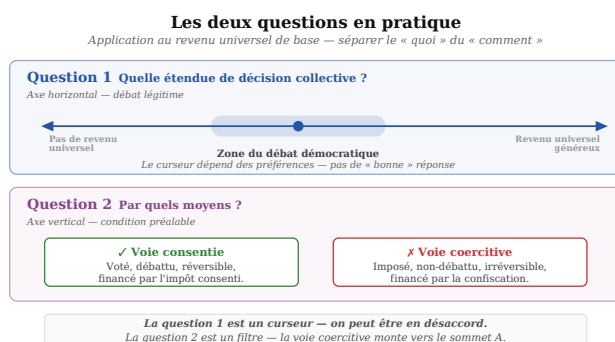


Figure 34.2 — La méthode en deux temps

Posons maintenant les deux questions séparément.

Première question : quelle étendue ? Le désaccord porte ici sur le niveau du revenu et sur ce qu'il remplace. Un revenu universel élevé, qui se substitue à la majorité des prestations sociales ciblées, représente une redistribution considérable et une présence étatique forte dans les revenus — position maximaliste. Un revenu universel minimal, conçu comme filet de sécurité sous un système de marché largement déréglementé, représente une intervention modeste — position plus minimaliste. Ces deux versions du « même » dispositif sont structurellement opposées sur l'axe horizontal. Le débat peut avoir lieu :

données sur les expériences pilotes, comparaisons internationales, effets sur l'emploi, coût budgétaire. C'est un désaccord technique et de valeur — formulable, testable, tranchable.

Deuxième question : par quels moyens ? Le revenu universel peut être instauré par une loi votée démocratiquement, révisable, soumise à expérimentation préalable. Il peut aussi être utilisé comme outil de contrôle : versement conditionnel à certains comportements, couplé à une surveillance des dépenses, dans un régime qui décide unilatéralement des conditions d'accès. La même étiquette, deux positions verticales radicalement différentes. Cette deuxième question est préalable : si le cadre décisionnel n'est pas consenti, la première question ne se pose pas — les citoyens n'ont pas voix au chapitre sur le niveau de redistribution.

Le résultat : ce qui était un débat brouillon entre « la gauche » et « la droite » devient deux débats propres. L'un porte sur le degré souhaitable d'intervention — débat légitime, à mener avec des données. L'autre porte sur les conditions institutionnelles — débat préalable, à trancher avant le reste.

34.4 — Ce que la séparation révèle

Désamalgamer les deux axes ne simplifie pas les désaccords — il les *localise*. Et la localisation change la nature du débat de trois façons.

Elle révèle les coalitions réelles. Sur la première question, des personnes que le spectre place aux antipodes peuvent se retrouver du même côté — deux maximalistes convaincus que leurs politiques respectives sont fondées sur le consentement n'ont pas de désaccord vertical : ils peuvent débattre franchement du degré de dirigisme souhaitable. Sur la seconde question, des personnes que le spectre place du même côté peuvent se retrouver en désaccord fondamental — un maximaliste qui accepte le contrôle institutionnel et un maximaliste qui le refuse ne sont pas au même endroit sur le triangle, quelle que soit leur étiquette commune.

Elle sépare les désaccords de valeur des désaccords de méthode. La question de l'étendue de l'État est partiellement empirique — on peut comparer des pays, mesurer des résultats, tester des politiques — et partiellement normative — quelle répartition des responsabilités entre individu et collectivité est juste ? Ces deux composantes peuvent être discutées séparément, et les données peuvent informer l'une sans trancher l'autre. La question de la coercition, elle, n'a pas de composante empirique neutre : un régime qui prive ses citoyens de la capacité à contester ses décisions ne leur donne pas accès au désaccord. C'est une condition structurelle, pas une préférence parmi d'autres.

Elle permet de progresser. Un désaccord localisé est un désaccord sur lequel on peut avancer — par l'argument, par les faits, par le vote, par l'expérience accumulée. Un désaccord fusionné dans une identité est un désaccord qu'on ne peut pas trancher — parce qu'on ne sait pas exactement sur quoi on est en désaccord, et parce que toute concession ressemble à une trahison. Désamalgamer, c'est créer les conditions minimales du progrès intellectuel — pas garantir ce progrès, mais le rendre possible.

34.5 — Une discipline, pas un dogme

Le modèle ne dit pas ce qu'il faut penser. Il impose une discipline de clarification : poser les deux questions séparément avant de débattre.

Ce n'est pas une contrainte lourde. C'est exactement ce que font les débats rigoureux dans d'autres domaines — distinguer les questions de fait des questions de valeur, séparer les causes des effets, identifier précisément le point de désaccord avant d'argumenter. Le triangle applique cette discipline ordinaire à la politique — un domaine où elle est presque systématiquement absente.

Le chapitre XXXIII a introduit le vocabulaire : maximaliste et minimaliste pour l'axe horizontal, coercitif et consenti pour l'axe vertical. Ce chapitre ajoute la méthode : poser successivement ces deux questions, dans cet ordre, avant d'argumenter. Le vocabulaire nomme. La méthode désamalgame.

Ce n'est pas la fin du débat. C'est le début d'un débat qui peut avoir lieu.

34.6 — Au-delà du politique

La méthode qui précède — séparer périmètre et méthode, poser les deux questions l'une après l'autre — a été construite pour le débat politique. Mais la structure qu'elle exploite n'est peut-être pas spécifique au politique.

Partout où des êtres humains entrent en relation, les deux mêmes questions se posent. Quelle emprise l'un exerce-t-il sur l'autre ? Et cette emprise est-elle consentie ou subie ? Ce sont nos deux axes. Et partout où ces deux axes existent, le triangle tend à réapparaître — avec son quadrant vide.

L'intuition n'est pas sans précédent. Hirschman a montré dès 1970 [26] que la possibilité de sortie — quitter une entreprise, une organisation, un pays — transforme structurellement la relation entre celui qui contrôle et celui qui subit, quel que soit le domaine. Un client qui peut partir force la firme à l'écouter. Un membre qui peut démissionner force le dirigeant à négocier. Un citoyen qui peut émigrer force le gouvernement à rendre des comptes. Le mécanisme est celui de notre couplage asymétrique, formulé à un niveau plus général : l'autonomie érode la coercition — dans une firme comme dans un État. Ce que notre modèle ajoute à Hirschman, c'est la géométrie : le triangle, le quadrant vide, les trajectoires de sortie. Mais le ressort est le même.

Prenons les relations intimes. Une personne seule occupe l'équivalent du sommet C — autonomie maximale, pas d'emprise. Un couple dont les deux membres ont librement choisi de partager leur vie est près du sommet B — une emprise mu-

tuelle considérable, mais consentie, révocable, fondée sur l'accord. Le viol est au sommet A — emprise totale, consentement nul. Entre A et B, un continuum : la prostitution s'y place quelque part, selon que l'on intègre ou non la transaction financière dans la définition du consentement. Le triangle ne tranche pas cette question — il la formule. Et le quadrant vide réapparaît : une relation où l'un contrôlerait totalement l'autre tout en le laissant entièrement libre dans ses choix de vie est structurellement instable — soit le contrôle s'étend, soit l'autonomie l'érode, soit la relation se rompt. L'intérieur du triangle, lui, se remplit d'une infinité de situations réelles, ni blanches ni noires — comme dans le domaine politique.

L'analogie s'étend aux relations professionnelles, amicales, familiales, pédagogiques. Dans chacune de ces sphères, la même contrainte structurelle interdit de maintenir durablement une emprise forte sur quelqu'un à qui l'on laisse les moyens de s'en libérer. Et dans chacune, la désamalgamation est utile : séparer la question du périmètre (combien de ma vie cette relation engage-t-elle ?) de la question de la méthode (cette emprise repose-t-elle sur mon accord ou sur ma dépendance ?) clarifie des situations que le langage courant confond.

Ce livre ne développe pas cette généralisation en détail, mais sa formalisation (appendice B) est conçue pour la porter : C(t) mesure la coercition agrégée, quelle qu'en soit la source. Il observe seulement que la structure du triangle — trois sommets, un quadrant vide, un couplage asymétrique — pourrait être une propriété plus générale des relations humaines que le seul domaine politique. Si c'est le cas, la désamalgamation n'est pas seulement une discipline de débat civique. C'est une grammaire.

Reste à voir si cette grammaire peut devenir un outil — quelque chose que l'on utilise, pas seulement quelque chose que l'on contemple.

34.7 — Le label triangulaire : Trivalix™

Si le triangle décrit vraiment la structure des relations humaines au-delà du politique, il devrait pouvoir servir à autre chose qu'à cartographier des régimes. Il devrait pouvoir rendre lisible ce qu'une organisation fait à ceux qui la traversent — employés, élèves, parents, usagers. Non pas pour classer les organisations en bonnes et mauvaises — le triangle ne prescrit pas — mais pour que chacun sache où il met les pieds. Appelons cet outil Trivalix™ — un nom qui condense *triangle*, *valeurs* et *lix* (lisibilité).

Le principe. Toute organisation entretient avec ses membres un rapport qui se place quelque part dans le triangle. Une entreprise où les décisions sont collégiales, où l'on se réunit beaucoup, où le consensus est recherché, tend vers B. Une entreprise où la ligne directrice est claire, où chacun sait ce qu'il doit faire sans qu'il soit nécessaire de multiplier les réunions, tend vers C — davantage d'autonomie individuelle, moins de périmètre collectif. Une entreprise qui impose des gardes, des shifts rigides, des horaires non négociables — même librement acceptés à l'embauche — pousse vers A sur cette dimension-là, parce que la contrainte sur le quotidien est réelle.

La différence fondamentale avec le domaine politique est celle qu'Hirschman a posée et que la section précédente a rappelée : on peut quitter. Le salarié qui désapprouve la direction de son entreprise dispose de l'option de sortie. Cela signifie qu'une entreprise très directive n'est jamais au sommet A — elle est vers A, maintenue sur la base du triangle par la possibilité même du départ. Le couplage asymétrique fonctionne ici comme partout : l'autonomie érode la coercition. Mais — et c'est là que le label est utile — le degré auquel elle tend vers A, B ou C varie considérablement d'une organisation à l'autre, et celui qui s'engage a le droit de le savoir.

Pas de bonne position. Le triangle ne dit pas qu'une entreprise proche de B est meilleure qu'une entreprise proche de C, ni qu'il faudrait fuir celle qui tend vers A. Il dit qu'elles sont différentes. Proche de B, davantage de participation collective — et davantage de réunions. Proche de C, davantage d'autonomie

individuelle — et moins d'encadrement. Vers A, une ligne directrice claire : tout le monde va dans la même direction, pas de discussions sans fin, pas de flottement — chacun sait ce qu'il doit faire. Les préférences varient selon les personnes, et aucune de ces positions n'est intrinsèquement supérieure aux autres. Ce que le label garantit, c'est la transparence : le candidat sait où il s'engage. Il n'y a pas de bonne position sur le triangle, donc pas de triche possible — seulement de la lisibilité. Et la lisibilité réduit le turnover : celui qui choisit en connaissance de cause a moins de raisons de partir.

Plusieurs triangles par organisation. Une même institution n'occupe pas nécessairement la même position selon la relation considérée. Une école, par exemple, entretient au moins trois rapports distincts : avec ses élèves — quelle autonomie leur accorde-t-elle, quelle part de contrainte impose-t-elle ? Avec ses parents — quelle participation aux décisions, quelle influence sur les activités, quel accès aux choix pédagogiques ? Avec ses professeurs — qui sont aussi des employés, et dont le rapport à l'institution se lit comme celui de n'importe quel salarié. Trois relations, trois positions, potentiellement trois points différents dans le triangle.

De même, une entreprise peut afficher un label travail (autonomie, organisation, management) et un label équilibre vie privée (gardes, horaires, shifts, contraintes extra-professionnelles). Le premier peut tendre vers C — autonomie forte — tandis que le second tire vers A — contraintes rigides. Rendre cette différence visible, c'est prendre au sérieux l'idée que le triangle mesure des relations, pas des essences.

La représentation importe peu : plusieurs points dans un seul triangle, distingués par une couleur ou une lettre ; ou plusieurs triangles côte à côte, un par relation. Ce qui compte n'est pas le format — c'est que chaque point soit un fait, pas un jugement.

La certification. Un label Trivalix™ n'a de valeur que s'il est vérifiable. L'idée ici n'est pas de reproduire la lourdeur d'un audit ISO complet, mais d'en emprunter la structure graduée pour une certification légère.

Imaginons une norme ISO NNNNN (le numéro est fictif) déclinée en trois niveaux :

- Niveau 1 — Cinq membres de l'organisation tirés au hasard répondent à dix questions standardisées, sur place ou par internet. Les réponses sont croisées pour situer un point dans le triangle. Coût faible, fréquence élevée, suffisant pour un affichage de base.
- Niveau 2 — Davantage de répondants, davantage de questions, un entretien structuré avec la direction. Le point dans le triangle est affiné, les écarts entre perception de la direction et perception des membres sont mesurés.
- Niveau 3 — Audit complet : échantillon large, questionnaire détaillé, observation sur site, publication des résultats avec intervalle de confiance. Ce niveau serait réservé aux organisations qui font du label un argument de recrutement ou de communication.

L'essentiel est que la certification reste accessible. Un petit commerce ou une école primaire doit pouvoir obtenir un niveau 1 sans consultant et sans budget dédié. La légèreté du processus est une condition de son adoption — et donc de son utilité.

Ce livre ne développe pas davantage cette esquisse — il n'en a ni la place ni la compétence. Trivalix™ est une application possible, pas une conclusion nécessaire. Mais il illustre un point que la désamalgamation rend visible : dès lors qu'on sépare les axes, on peut mesurer ce que l'on ne pouvait que juger. Et ce qui se mesure peut se comparer, se discuter, se choisir.

Mais c'est un autre livre.

Le chapitre XXXV qui suit ne revient pas sur ces outils. Il regarde plus loin — ce que le fait même d'avoir besoin d'un nouveau cadre dit de l'ancien, et ce que le triangle, comme toute carte, ne montrera jamais.

Chapitre XXXV — Conclusion — Le cadre et la réalité

« Soyez résolu de ne servir plus, et vous voilà libres. Je ne veux pas que vous le poussiez ou l'ébranliez, mais seulement ne le soutenez plus, et vous le verrez, comme un grand colosse à qui on a dérobé sa base, de son poids même fondre en bas et se rompre. »

— Étienne de La Boétie, Discours de la servitude volontaire (~1548)

Le 11 septembre 1789, dans la salle des Menus-Plaisirs à Versailles, des hommes se sont assis d'un côté ou de l'autre pour qu'on puisse les compter. Personne ne fondait une catégorie intellectuelle. Personne ne créait une grille de lecture. Personne ne posait les bases d'un système qui, deux siècles et demi plus tard, structurerait la pensée politique de la planète entière.

Et pourtant.

Ce geste logistique — s'asseoir à gauche ou à droite d'un président de séance — est devenu une métaphore. La métaphore est devenue une habitude. L'habitude est devenue une identité. Et l'identité a remplacé la pensée.

Ce livre a fait une seule chose : regarder hors du cadre.

L'axe gauche-droite — accident de salle devenu grille universelle — produit des anomalies systématiques qu'un modèle à deux dimensions dissout : un quadrant vide, un couplage asymétrique, un triangle où la variable qui compte n'est pas gauche-droite mais coercition-consentement. Ce triangle rend lisible ce que le spectre ne pouvait pas formuler : la convergence fascisme-communisme, la démocratisation par libéralisation (quitte à revenir vers le dirigisme, mais par le bas), la rési-

lience des communautés volontaires, et ce résultat que le spectre rend impensable — la liberté est la condition du collectivisme, pas son contraire. C'est le droit de sortie.

Borges a écrit sur un empire dont la carte finit par recouvrir le territoire. La gauche et la droite sont cette carte. Elles n'ont jamais décrit la réalité politique — elles l'ont remplacée. Et leurs anomalies ne sont pas perçues comme des défauts de la carte, mais comme des mystères du territoire. Le spectre n'a pas de case pour la position la plus cohérente — celle que les données soutiennent. Ce n'est pas un accident : c'est précisément ce dont ont besoin ceux qui montent dans le triangle, que les mots restent brouillés et que la coercition reste invisible.

Ce livre pose un diagnostic, pas un traitement. Le lecteur est libre de ses conclusions — maximaliste comme le Danemark ou minimaliste comme l'Estonie, les deux sont sur la base du triangle, les deux reposent sur le consentement.

Une précision sur le soubassement moral. Ce livre partage avec la Déclaration universelle des droits de l'homme une conviction non démontrée : la coercition subie est illégitime. Le sommet A n'est pas seulement un point du triangle — c'est un point que l'humanité a collectivement déclaré inacceptable. Le débat légitime est celui qui se joue sur la base B-C, entre maximalisme et minimalisme, dans le consentement. Ce n'est pas une déduction du modèle. C'est le postulat qui le rend intéressant — et le lecteur qui refuse ce postulat est libre de le faire. Le triangle continuera de décrire les trajectoires ; il cessera simplement de les juger.

Mais le triangle ne serait qu'un outil de plus s'il ne pouvait pas se regarder lui-même. C'est le test ultime.

Le spectre gauche-droite est coercitif envers ceux qu'il prétend décrire. Il vous force dans un camp. Refuser de se positionner, c'est être « centriste » (mou), « apolitique » (irresponsable) ou « éclairé » (arrogant). Il n'y a pas de sortie. Il est totalitaire — il vous impose un paquet : si vous êtes « de gauche », vous devez être pour la redistribution et contre le nucléaire et pour l'immi-

gration et contre Israël. Le paquet est lié. D'ailleurs, le spectre ne mesure rien : est-il de gauche ou de droite ? La question semble stupide. Pourtant le triangle, lui, répond : A.

Le triangle, lui, se place sur la base — pour l'instant. Aujourd'hui proche de C : un essai, un auteur. S'il est adopté, il ira vers B — collectif, partagé, standardisé. Mais tout outil qui devient une norme acquiert un pouvoir, et le pouvoir monte. C'est la dérive verticale. Le triangle n'est pas immunisé contre sa propre mécanique. Ce qui peut freiner la montée : une méthodologie ouverte plutôt qu'une orthodoxie, des indices perfectibles plutôt qu'un dogme, des prédictions réfutables plutôt que des axiomes — et surtout, l'application du triangle à lui-même comme diagnostic permanent. Le spectre ne prévenait personne. Le triangle prévient — et fournit l'outil pour se surveiller lui-même. C'est son avantage décisif.

Le spectre ne peut pas faire cette opération. Le triangle, si.

Le 11 septembre 1789, des hommes se sont assis d'un côté ou de l'autre d'une salle.

Il serait temps de se lever.

Appendices

Appendice A — Validation empirique par les indices

A.1 — Pourquoi des indices indépendants valident mieux que des cas

La mise à l'épreuve d'un modèle par des cas historiques a une limite : les exemples se choisissent. On peut toujours sélectionner les cas qui confirment, minimiser ceux qui contredisent, contester l'interprétation de chacun. Cette fragilité n'est pas une faute de méthode — c'est la condition normale du raisonnement politique qualitatif.

Les indices statistiques ne résolvent pas ce problème, mais ils le déplacent avantageusement. Un indice produit par une institution tierce, selon une méthodologie publiée, sur l'ensemble des pays du monde, ne peut pas être accusé d'avoir été construit pour valider un modèle qu'il n'a jamais vu. Sa convergence avec les prédictions du triangle n'est pas le résultat d'une sélection — elle émerge malgré l'indépendance des sources.

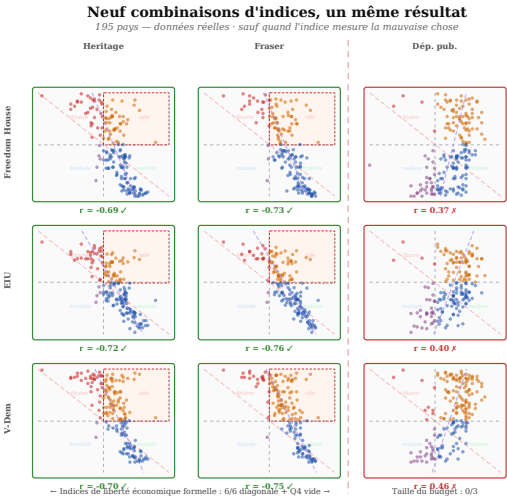
C'est pourquoi les croisements présentés ici ont plus de force démonstrative que n'importe quel nombre de cas rhétoriques. Ils ne prouvent pas que le triangle est le seul modèle possible. Mais ils interdisent de le rejeter sans expliquer pourquoi des sources indépendantes, non conçues pour lui, s'y alignent.

A.2 — Les combinaisons

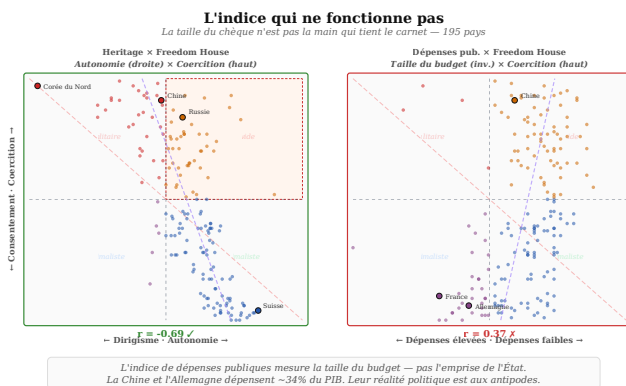
Le corpus couvre l'ensemble des pays pour lesquels les indices sont disponibles — 195 pays évalués par Freedom House, jusqu'à 165 par les autres indices. Aucun pays n'a été exclu, aucun n'a été sélectionné. Le test porte sur la totalité des données accessibles, sans concession.

Quatre indices mesurent l'axe coercition/consentement ; cinq mesurent l'axe périmètre de l'État, dont trois de liberté formelle (Heritage, Fraser, dépenses) et deux correcteurs (CPI, Qualité réglementaire). Pour chacune des combinaisons individuelles, le coefficient de Pearson r :

	Heri- tage EFI	Fraser EFW	Dép. pub. % PIB (inv.)	CPI (TI)	Qual. régl. (BM)
Freedom House	0,75	0,69	0,18	0,84	0,82
EIU De- mocracy Index	0,80	0,73	0,19	0,88	0,84
V-Dem li- béral	0,74	0,69	0,17	0,85	0,83
Voice & Account. (BM)	0,72	0,67	0,16	0,82	0,80



Les combinaisons Heritage/Fraser $\times$ FH/EIU/V-Dem confirment la structure du triangle avec une corrélation forte ($r \approx 0,69-0,80$). Les combinaisons CPI et Qualité réglementaire montrent une corrélation encore plus nette ($r \approx 0,80-0,88$) : là où Heritage et Fraser mesurent la liberté formelle, CPI et Qualité réglementaire captent la réalité de l'environnement économique — corruption effective et cadre réglementaire — d'où la correction visible pour la Russie et la Chine en mode composite. Les combinaisons impliquant les dépenses publiques montrent une corrélation faible ($r \approx 0,16-0,19$) — résultat instructif en lui-même : la taille budgétaire de l'État ne capte pas la coercition. La Chine dépense environ 34 % de son PIB (comparable à l'Allemagne), mais contrôle tout. La France dépense 57 % et reste libre. Ce que les dépenses ne mesurent pas, Heritage et Fraser le mesurent partiellement — via les droits de propriété, la liberté contractuelle, la réglementation. Ce que Heritage et Fraser surestiment pour la Russie et la Chine (oligarchie soumise, contrôle du Parti non reflété dans les scores formels), le CPI et la Qualité réglementaire le corrigent partiellement.



A.3 — Ce que révèle l'indice qui ne fonctionne pas

Les combinaisons impliquant les dépenses publiques en pourcentage du PIB produisent une corrélation faible ($r \approx 0,17-0,34$ selon l'indice de coercition choisi). La régression ne suit pas la diagonale — elle s'en écarte fortement. Les points se dispersent dans l'ensemble du carré, y compris dans le qua-

drant que toutes les autres combinaisons laissent vide. Ce résultat n'est pas un accident : il s'explique par ce que l'indice mesure — et par ce qu'il ne mesure pas.

Les dépenses publiques rapportées au PIB mesurent la taille du budget de l'État. Elles ne mesurent ni l'emprise de l'État sur les leviers économiques stratégiques, ni le degré de dépendance des acteurs privés envers le pouvoir, ni l'existence d'une oligarchie liée à l'appareil étatique. La Chine affiche des dépenses publiques d'environ 34 % du PIB — un niveau comparable à celui de l'Allemagne. Mais l'Allemagne est une économie de marché où la propriété est inconditionnelle et les contre-pouvoirs autonomes ; la Chine est un régime où le Parti contrôle le crédit, l'énergie, les télécommunications, la justice commerciale et l'information. Inversement, un État africain peut ne dépenser que 15 % de son PIB et exercer une emprise totale sur l'économie par le clientélisme, les licences discrétionnaires et l'oligarchie familiale. L'indice mesure la taille du chèque — pas la main qui tient le carnet.

Ce constat a deux conséquences. La première est méthodologique : les dépenses publiques ne constituent pas un proxy fiable du périmètre réel de l'État tel que le modèle le définit — à savoir la capacité effective de l'État à contrôler les ressources dont dépend quiconque voudrait s'organiser contre lui. C'est pourquoi le mode composite ne les retient qu'en dernier recours, avec le poids le plus faible.

La seconde conséquence est épistémique, et elle est plus importante. Si le quadrant vide n'était qu'un artefact — un sous-produit mécanique de la manière dont les indices sont construits — alors n'importe quel indice de périmètre étatique devrait le produire. Or c'est l'inverse qui se passe. Un indice inadapté ne produit ni le vide ni la diagonale. Les points se dispersent librement dans les quatre quadrants. Le quadrant vide ne réapparaît que lorsque l'indice mesure effectivement ce que le modèle décrit : non pas la taille budgétaire de l'État, mais son emprise réelle sur l'autonomie économique des acteurs politiquement pertinents. La structure n'émerge pas par défaut.

Elle émerge quand l'instrument est calibré sur la bonne question — et disparaît quand il ne l'est pas. C'est exactement ce qu'on attend d'un signal réel, par opposition à un artefact.

A.4 — L'indice composite : logique du maillon le plus contraignant

L'outil interactif propose un mode composite qui va au-delà des combinaisons individuelles. Il mobilise l'ensemble des indices — deux pour la coercition, cinq pour le périmètre de l'État — et applique une logique asymétrique :

- **Coercition** = $\max(100 - \text{Freedom House}, (1 - \text{V-Dem libéral}) \times 100)$
- **Autonomie** = $\min(\text{Fraser} \times 10, \text{CPI}, \text{RQ}, 100 - \text{Dép.})$

La fonction *max* pour la coercition traduit un principe structurel : un régime est aussi coercitif que sa dimension la plus contraignante. Si Freedom House signale une coercition modérée mais que V-Dem révèle des institutions libérales inexistantes, c'est le second qui prime.

La fonction *min* pour l'autonomie traduit le même principe côté périmètre de l'État : l'État étend son emprise via son mécanisme le plus envahissant. Un pays peut avoir une liberté économique formelle correcte (Heritage) et un indice de corruption catastrophique (CPI) — c'est le second qui rend compte de la réalité du contrôle.

En mode composite, la Russie et la Chine basculent nettement vers le haut à gauche, là où la lecture des seuls indices formels les sous-estimait. L'oligarchie soumise et la capture de l'État par le Parti ne sont pas visibles dans les prix, mais elles sont visibles dans la corruption et la qualité réglementaire réelle.

A.5 — Pourquoi le composite est un outil de meilleure qualité

Le mode composite mobilise l'ensemble des indices disponibles — deux pour la coercition, cinq pour le périmètre de l'État — et les combine selon une logique asymétrique : le maximum

pour la coercition, le minimum pour l'autonomie. Cette logique n'est pas un choix statistique arbitraire. Elle traduit un principe structurel que l'essai pose au chapitre XII : un régime est aussi coercitif que sa dimension la plus contraignante, et aussi libre que son levier le plus capturé.

Ce principe a une conséquence directe sur la qualité de la mesure. Chaque indice individuel a ses angles morts. Heritage et Fraser mesurent la liberté économique formelle — droits de propriété, réglementation, ouverture commerciale — mais surestiment l'autonomie réelle dans les pays où la propriété est conditionnelle et le marché sous tutelle : la Russie et la Chine scorent mieux sur Heritage que leur réalité politique ne le justifie. Le CPI capte la corruption et donc indirectement la capture de l'État par des intérêts privés ou l'inverse — mais il ne mesure pas la taille de l'État. La Qualité réglementaire (Banque mondiale) évalue la capacité de l'État à formuler et mettre en œuvre des politiques favorables au secteur privé — elle capte l'écart entre les règles formelles et l'environnement réel des affaires — mais elle ne dit rien sur les libertés contractuelles ordinaires. Les dépenses publiques, on l'a vu, ne mesurent que la taille du budget.

Pris isolément, chacun de ces indices laisse passer des cas que les autres rattrapent. Heritage ne voit pas l'oligarchie soumise — le CPI la voit. Le CPI ne voit pas la dégradation de l'environnement réglementaire — la Qualité réglementaire la voit. Aucun d'entre eux ne capte tout. Mais la fonction minimum fait exactement ce que le modèle demande : elle sélectionne, pour chaque pays, l'indice qui révèle la contrainte la plus forte. Un pays ne peut plus se cacher derrière un bon score sur un indice si un autre indice expose la réalité de sa capture.

Un choix méthodologique mérite d'être explicité : le composite ne pondère aucun indice. Il n'accorde pas 40 % au CPI et 20 % à Heritage, ni l'inverse. Ce refus est délibéré. Toute pondération serait une décision ad hoc — un choix de l'auteur quant à l'importance relative de chaque indice, calibré consciemment ou non pour produire le résultat souhaité. On pourrait toujours soupçonner que les poids ont été ajustés jusqu'à ce que les points tombent au bon endroit. Le seul coefficient présent dans

Le composite n'est donc pas une moyenne. Une moyenne diluerait les signaux forts dans les signaux faibles — elle permettrait à un bon score Heritage de compenser un CPI catastrophique. Le composite fait l'inverse : il empêche la compensation. Il expose le maillon le plus faible. Et c'est précisément ce que le modèle théorique prédit : l'autonomie réelle d'un pays est déterminée par son levier le plus capturé, pas par la moyenne de ses libertés formelles. Un prisonnier qui a le droit de lire mais pas de sortir n'est pas « à moitié libre ».

Le résultat empirique confirme ce choix de construction. En mode composite, la corrélation entre les deux axes monte, le quadrant vide se vide davantage — les cas ambigus comme la Russie et la Chine rejoignent la position que l'analyse qualitative des chapitres VI à X leur assignait déjà. Les indices individuels dessinent un triangle bruité. Le composite le nettoie — non pas en éliminant des données, mais en laissant chaque indice corriger les angles morts des autres.

A.6 — Biais structurels : ce que les indices ne captent pas

Les indices mobilisés dans cette annexe sont produits par des institutions indépendantes selon des méthodologies rigoureuses. Mais aucun d'entre eux n'a été conçu pour mesurer ce que le modèle du triangle demande : l'autonomie économique *des nationaux politiquement pertinents*, la coercition *au sens du sommet A*, le périmètre de l'État *tel que les acteurs capables de former des contre-pouvoirs le subissent*. Trois biais systématiques en résultent — des biais que les axes du triangle prennent en compte, mais que les indices ignorent.

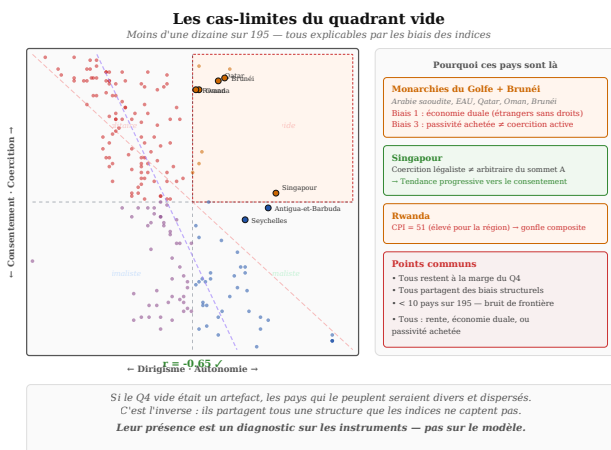
Biais 1 : économies duales. Les indices d'autonomie économique mesurent l'ouverture agrégée, y compris aux étrangers. Dans les pays où l'essentiel de l'activité privée est portée par des non-nationaux sans droits politiques, le score d'autonomie est gonflé. Le modèle demande l'autonomie des nationaux. Les pays concernés : économies rentières du Golfe, Singapour, certains pays d'Asie du Sud-Est. Le biais pousse ces pays vers la droite — vers ou dans le quadrant vide.

Biais 2 : libertés réservées. Inversement, les pays où certaines libertés économiques sont réservées aux nationaux — propriété foncière, secteurs protégés — peuvent scorer vers le minimalisme sur des libertés qui ne concernent qu’une partie de la population. Le biais est inverse du premier mais le mécanisme est le même : l’indice ne filtre pas par qui en bénéficie.

Biais 3 : passivité achetée. Les indices de coercition mesurent l’absence de libertés formelles et la présence de répression. Ils ne mesurent pas le mécanisme de maintien du pouvoir. Un régime rentier qui achète la docilité sans réprimer activement score comme coercitif (libertés formelles absentes) alors que le mécanisme est la dépendance, pas la force. Le biais pousse ces pays vers le haut — surestimation de la coercition au sens du sommet A.

Ces trois biais ne sont pas des défauts mineurs. Ils sont structurels — inscrits dans la conception même des indices — et ils convergent vers le même effet : pousser artificiellement certains pays vers le quadrant que le modèle déclare vide. Il n’est donc pas surprenant que quelques pays apparaissent dans ou à la marge de ce quadrant en mode composite. Ce qui serait surprenant, c’est qu’aucun n’y apparaisse malgré ces biais.

A.7 — Les pays proches du quadrant vide en mode composite



Même en mode composite — qui corrige les angles morts des indices individuels en retenant le maillon le plus faible — quelques pays apparaissent dans ou à la marge du quadrant vide. Ce résultat mérite un examen, non pour le minimiser, mais pour le qualifier.

Trois remarques préalables s'imposent.

Premièrement, les indices composés restent des instruments imparfaits. Ils combinent des mesures conçues indépendamment du modèle, qui ne mesurent pas exactement ce que le modèle demande. Aucun d'entre eux ne capte l'autonomie économique des nationaux politiquement pertinents — celle qui, selon le 12.5, détermine la possibilité effective de former des contre-pouvoirs. Aucun ne distingue la coercition active de la passivité achetée par la rente. Aucun ne filtre la liberté économique selon qu'elle bénéficie aux nationaux ou aux étrangers résidents sans droits politiques. Ces trois angles morts, identifiés dans les sections précédentes, tirent mécaniquement certains pays vers la droite du carré — c'est-à-dire vers ou dans le quadrant vide.

Deuxièmement, le nombre de pays concernés est faible. Sur 195 pays de l'échantillon, moins d'une dizaine apparaissent dans le quadrant vide en mode composite. Rapporté à la masse des points qui peuplent les trois autres quadrants, c'est un bruit de frontière — pas une réfutation de la structure.

Troisièmement, aucun de ces pays ne pénètre profondément dans le quadrant vide. Ils restent à sa marge, proches de la diagonale ou du seuil de 50 sur l'un des deux axes. Aucun ne se positionne, par exemple, à coercition 90 et autonomie 90 — la combinaison que le modèle déclare structurellement impossible. Ils effleurent la frontière ; ils ne la traversent pas.

Ces pays se répartissent en quelques familles identifiables.

Les monarchies rentières du Golfe et Brunéi. Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Oman et Brunéi. Cinq pays sur moins de dix — ce n'est pas un hasard. Ils partagent exactement la même structure : une rente (pétrolière ou gazière) distribuée aux nationaux, qui achète la docilité sans

coercition active massive ; une économie ouverte aux capitaux et à la main-d'œuvre étrangère, qui gonfle les scores de liberté économique sans que cette liberté bénéficie à des acteurs capables de former des contre-pouvoirs politiques. Ils cumulent les trois biais identifiés : économie duale (biais 1), libertés qui ne profitent qu'aux étrangers ou aux nationaux loyaux (biais 2), et passivité achetée confondue avec coercition dure (biais 3). Le 12.5 de l'essai traite déjà le mécanisme en détail pour les Émirats : l'autonomie économique politiquement pertinente — celle des citoyens nationaux — n'existe pas. Leur position dans le quadrant vide est un artefact des indices, pas une propriété du réel. On notera que ni le Koweït ni Bahreïn n'apparaissent dans le quadrant vide malgré une structure similaire — signe que la frontière est étroite et que de légères différences dans les scores suffisent à faire basculer un pays d'un côté ou de l'autre de la diagonale.

Le Rwanda. Développementisme autoritaire de Kagamé. Héritage à 56,7, Fraser à 6,05 — des scores modérés, pas ceux d'une économie libre. Le CPI à 51, élevé pour la région, gonfle le composite. Mais la question du 12.6 tranche : un Rwandais qui s'oppose ouvertement au régime conserve-t-il son patrimoine, son entreprise, son accès au crédit ? Le cas Paul Rusesabagina — héros de *Hôtel Rwanda*, enlevé en 2020, condamné à 25 ans de prison — suggère que non. L'autonomie mesurée par les indices n'est pas l'autonomie politiquement pertinente du modèle. Par ailleurs, la trajectoire du Rwanda est en mouvement — la question est de savoir s'il migre vers la base du triangle (libéralisation réelle entraînant une ouverture politique progressive) ou s'il se stabilise dans une capture déguisée. Le modèle prédit que la seconde option est instable à terme.

Singapour. Le cas le plus sérieux, et le seul que l'essai traite déjà frontalement (13.7, Prédiction 1). Son score de coercition composite (53) est à peine au-dessus du seuil. Héritage à 89,7, CPI à 83, Qualité réglementaire au-dessus de 95 — ce ne sont pas des scores gonflés par la rente ou par une économie duale : les nationaux singapouriens sont réellement libres d'entreprendre, de s'enrichir, de posséder. Mais la coercition singapourienne n'est pas celle du sommet A. C'est une contrainte lé-

galiste — poursuites judiciaires systématiques, discipline stricte, règle du droit appliquée de façon non arbitraire — pas un arbitraire politique. L'essai le reconnaît : Singapour est un cas frontière dont la stabilité à long terme reste ouverte. Le modèle prédit une migration progressive vers le consentement. L'observation confirme une tendance lente dans cette direction — mais la question reste empiriquement non tranchée.

Antigua-et-Barbuda. Micro-État caribéen, démocratie formelle mais dynastique (famille Bird au pouvoir pendant des décennies), économie de services fortement dépendante du tourisme et de la finance offshore. Le score de liberté économique reflète un cadre réglementaire léger et une fiscalité faible — caractéristiques d'un paradis fiscal plus que d'une économie autonome au sens du modèle. La position marginale dans le quadrant vide relève probablement du bruit statistique lié à la petite taille de l'économie et à la spécificité du modèle offshore.

Les Seychelles. Cas intéressant qui ressemble, à l'examen, à une version insulaire du modèle rentier du Golfe. L'économie repose sur le tourisme — plus de trois fois la population du pays en visiteurs annuels — et dépend massivement d'une main-d'œuvre étrangère (plus de 20 % de la force de travail totale, principalement dans l'hôtellerie et la construction, originaire d'Asie du Sud et d'Afrique de l'Est) qui opère sous permis de travail (Gainful Occupation Permit) sans droits politiques ni enracinement permanent. La rente touristique joue structurellement le même rôle que la rente pétrolière dans le Golfe : elle génère une prospérité qui gonfle les indices de liberté économique, portée par des acteurs étrangers qui ne constituent pas une base politique. Les restrictions à la propriété foncière pour les étrangers complètent le tableau — un protectionnisme qui réserve certains leviers aux nationaux sans que les indices le captent. Les Seychelles ne sont pas très éloignées de la diagonale ; leur position dans le quadrant vide peut relever d'un artefact produit par la combinaison d'une économie duale de type rentier et d'indices qui ne filtrent pas par nationalité des bénéficiaires.

Ce que ces cas montrent ensemble. Les pays qui apparaissent dans le quadrant vide en mode composite ne forment pas un ensemble aléatoire. Ils se regroupent en familles dont les caractéristiques communes sont précisément celles que les indices ne mesurent pas : rente distribuée, économie duale nationaux/étrangers, passivité achetée plutôt qu’extorquée. Leur présence dans le quadrant vide est un diagnostic sur les instruments de mesure — pas sur le modèle. Si le quadrant vide était un artefact du modèle, les pays qui le peuplent devraient être divers, dispersés, sans schéma commun. C’est l’inverse : ils partagent tous une structure que les indices ne captent pas, et c’est cette structure qui les pousse artificiellement vers une zone où le modèle prédit qu’ils ne devraient pas se trouver.

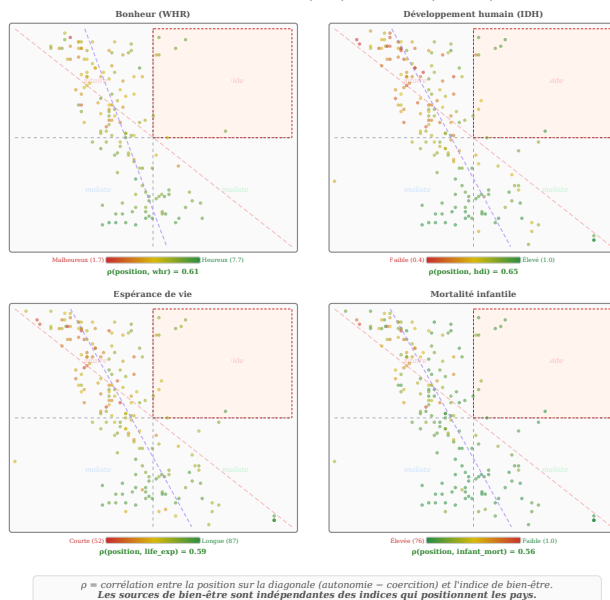
A.8 — Ce que la position prédit : bonheur et développement humain

Les sections précédentes testent la structure du triangle — la diagonale, le quadrant vide, la logique composite. Elles montrent que la relation entre coercition et périmètre de l’État émerge de sources indépendantes. Mais cette structure, aussi robuste soit-elle, reste une description institutionnelle. Elle ne dit pas encore si la position d’un pays sur le triangle prédit quelque chose pour ses habitants.

Quatre métriques permettent de poser la question. Le *World Happiness Report* (WHR) agrège des enquêtes de satisfaction de vie menées dans plus de 150 pays. L’indice de développement humain (IDH) combine revenu, éducation et santé. L’espérance de vie et la mortalité infantile mesurent des résultats sanitaires bruts. Ces quatre métriques sont produites par des institutions différentes (Gallup/ONU, PNUD, OMS, Banque mondiale), selon des méthodologies sans rapport entre elles, pour des finalités qui n’ont rien à voir avec la gouvernance politique. Aucune d’entre elles n’entre dans le calcul des axes du triangle. La correspondance, si elle existe, ne peut pas être un artefact de construction — elle émerge de sources qui ne se connaissent pas.

Ce que la position prédit : quatre métriques indépendantes

Les indices de bien-être ne déterminent pas la position — mais la position les prédit



Le résultat est visuellement immédiat. Sur chacun des quatre panneaux, les points verts — pays heureux, développés, en bonne santé — se concentrent dans le quadrant minimaliste (bas-droite : forte autonomie, faible coercition). Les points rouges — pays malheureux, sous-développés, à mortalité élevée — se concentrent dans le quadrant totalitaire (haut-gauche : faible autonomie, forte coercition). Le gradient suit la diagonale du triangle avec une régularité que le hasard ne produit pas.

Les corrélations le confirment. Le coefficient ρ entre la position diagonale (autonomie moins coercion) et chacune des quatre métriques oscille entre 0,56 et 0,65. L'IDH montre la corrélation la plus forte ($\rho = 0,65$), le bonheur suit ($\rho = 0,61$), puis l'espérance de vie ($\rho = 0,59$) et la mortalité infantile ($\rho = 0,56$). Ces valeurs ne sont pas spectaculaires — elles ne le seraient que si la position institutionnelle était le seul déterminant du bien-être, ce que personne ne prétend. Mais elles sont toutes significatives, toutes dans la même direction, et toutes issues de sources mutuellement indépendantes.

Trois observations méritent d'être relevées.

Premièrement, la corrélation est plus forte avec l'IDH qu'avec le bonheur pur. C'est cohérent : l'IDH capte des conditions matérielles (revenu, éducation, santé) que la position institutionnelle influence directement — un État qui respecte la propriété, la liberté contractuelle et l'état de droit crée les conditions de la prospérité. Le bonheur, lui, intègre des dimensions culturelles et subjectives que la position sur le triangle ne prétend pas expliquer.

Deuxièmement, les monarchies rentières du Golfe apparaissent comme des anomalies partielles. Leur IDH est élevé — la rente pétrolière finance des infrastructures de santé et d'éducation. Mais leur score WHR est plus modeste que leur richesse ne le prédirait. La rente achète le développement matériel ; elle n'achète pas la satisfaction de vie au même degré. Ce décalage rejoint l'analyse du 12.5 : la prospérité sans autonomie produit du confort, pas de l'épanouissement.

Troisièmement, certains pays du quadrant maximaliste (dirigisme modéré, consentement élevé) affichent un bonheur respectable malgré un périmètre étatique important. Les démocraties sociales scandinaves — forte redistribution, dépenses publiques élevées — scorent très haut en WHR. Cela ne contredit pas le modèle : ces pays sont bas sur l'axe coercition (consentement réel, état de droit, libertés civiles intactes) et leur position sur l'axe autonomie, bien que modérée, reste au-dessus du seuil critique. Le triangle ne prédit pas que les dépenses publiques détruisent le bonheur — il prédit que la coercition le fait.

Ce que ces résultats montrent. La position d'un pays sur le triangle — déterminée par des indices de gouvernance et de liberté économique — prédit de manière significative le bien-être de ses habitants, mesuré par des indices totalement indépendants. La convergence n'est pas parfaite, elle ne prétend pas l'être. Mais elle interdit une objection courante : celle selon laquelle le triangle ne serait qu'un jeu de catégories institutionnelles sans conséquence pour les gens. Les conséquences sont là — dans l'espérance de vie, dans le bonheur déclaré,

dans la survie des nourrissons. Les institutions ne sont pas un luxe théorique. Elles sont le socle sur lequel repose, ou ne repose pas, le bien-être humain.

A.9 — Les indices utilisés

Axe coercition / consentement

- *Freedom in the World* — Freedom House, 2024. Évalue les droits politiques et les libertés civiles dans 195 pays. Score 0-100. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world>
- *Democracy Index* — Economist Intelligence Unit, 2023. Mesure cinq dimensions : processus électoral, pluralisme, fonctionnement du gouvernement, participation politique, culture politique, libertés civiles. Score 0-10. [eiu.com](https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index/) (<https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index/>)
- *V-Dem libéral (Liberal Democracy Index)* — Varieties of Democracy, Université de Göteborg, 2023. Combine démocratie électorale et contraintes libérales sur le pouvoir exécutif (état de droit, droits individuels, séparation des pouvoirs). Score 0-1. <https://v-dem.net>
- *Voice & Accountability* — Worldwide Governance Indicators, Banque mondiale (données dynamiques). Rang centile 0-100 mesurant la participation des citoyens à la sélection de leur gouvernement, la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté des médias. Couverture : ~200 pays. <https://info.worldbank.org/governance/wgi/>

Axe périmètre de l'État / autonomie économique

- *Index of Economic Freedom* — Heritage Foundation, 2024. Agrège état de droit, taille du gouvernement, efficacité réglementaire, liberté des marchés. Score 0-100. [heritage.org/index](https://www.heritage.org/index) (<https://www.heritage.org/index/>)
- *Economic Freedom of the World* — Fraser Institute, 2023. Cinq domaines : taille de l'État, système légal et droits de propriété, monnaie saine, liberté du commerce internatio-

nal, réglementation. Score 0-10. [fraserinstitute.org](https://www.fraserinstitute.org/studies/economic-freedom-of-the-world-annual-report) (<https://www.fraserinstitute.org/studies/economic-freedom-of-the-world-annual-report>)

- *Dépenses publiques % PIB* — OCDE / Banque mondiale, 2022. Utilisé en valeur inversée (100 – dépenses) pour constituer un proxy du périmètre budgétaire de l'État. Corrélation faible avec les indices de coercition — voir tableau ci-dessus. [data.worldbank.org](https://data.worldbank.org/indicator/GC.XPN.TOTL.GD.ZS) (<https://data.worldbank.org/indicator/GC.XPN.TOTL.GD.ZS>)
- *Corruption Perceptions Index* (CPI) — Transparency International, 2023. Mesure la perception de la corruption dans le secteur public. Score 0-100 (100 = non corrompu). Capte partiellement la capture de l'État et l'opacité du pouvoir. [transparency.org/cpi](https://www.transparency.org/cpi) (<https://www.transparency.org/en/cpi>)
- *Qualité réglementaire* (*Regulatory Quality*) — Worldwide Governance Indicators, Banque mondiale (données dynamiques). Rang centile 0-100 évaluant la capacité de l'État à formuler et mettre en œuvre des politiques favorables au développement du secteur privé. Capte l'écart entre le cadre formel et l'environnement réglementaire réel. Couverture : ~200 pays. <https://info.worldbank.org/governance/wgi/>

Indices de bien-être (coloration, figure A.5)

- *World Happiness Report* (WHR) — Gallup / Sustainable Development Solutions Network, 2024. Évaluation de la satisfaction de vie sur une échelle 0-10 (échelle de Cantril), enquêtes nationales représentatives. Couvre 143 pays. <https://worldhappiness.report>
- *Indice de développement humain* (IDH) — Programme des Nations unies pour le développement, 2024. Composite de trois dimensions : espérance de vie, niveau d'éducation, revenu national brut par habitant. Score 0-1. <https://hdr.undp.org>

- *Espérance de vie à la naissance* — Organisation mondiale de la santé / Banque mondiale, 2022. Nombre moyen d'années de vie attendu à la naissance, calculé à partir des tables de mortalité. [data.worldbank.org](https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.LE00.IN) (<https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.LE00.IN>)
- *Mortalité infantile* — UNICEF / Banque mondiale, 2022. Nombre de décès avant l'âge d'un an pour 1 000 naissances vivantes. [data.worldbank.org](https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.IMRT.IN) (<https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.IMRT.IN>)

A.10 — Explorer les données

L'outil interactif permet d'explorer librement l'ensemble des pays sur toutes les combinaisons d'indices, en mode individuel (choix libre des deux axes) ou en mode composite (logique du maillon le plus contraignant). La droite de régression et le coefficient r sont disponibles via une case à cocher dans la légende.

L'outil propose deux modes de coloration. Le mode **Position** colore chaque pays selon sa famille politique déduite de sa position sur le graphe : totalitarisme (rouge), autoritarisme (orange), démocratie dirigiste (bleu), démocratie libérale (vert). Le mode **Résultat** remplace cette coloration par un gradient de bien-être : chaque pays est peint selon un indice indépendant au choix — bonheur (World Happiness Report), développement humain (IDH), espérance de vie ou mortalité infantile. Le gradient va du rouge (pire résultat) au vert (meilleur) ; les pays pour lesquels la métrique choisie n'est pas disponible apparaissent en gris et peuvent être masqués via la case « Masquer sans données ».

Ce second mode ne modifie pas le positionnement des pays — il superpose une information indépendante à la structure déjà visible. Les indices de bien-être utilisés pour la coloration n'entrent pas dans le calcul des axes ; la correspondance entre position et résultat, quand elle apparaît, émerge de sources qui ne se connaissent pas.

Ouvrir la visualisation interactive ([triangle-politique/](#))

Appendice B — Formalisation complète du « triangle politique » (version statique + dynamique)

B.1 — Intuition générale

Le modèle repose sur une idée simple :

La coercition et l'autonomie ne sont pas indépendantes.

Elles sont liées par une contrainte structurelle qui rend certaines configurations :

- possibles à court terme,
- mais impossibles à maintenir à long terme.

B.2 — Variables

On définit trois variables continues :

- ($C(t) \in [0,1]$) : niveau de coercition **agrégée**
- ($A(t) \in [0,1]$) : niveau d'autonomie effective
- ($D(t) \in [0,1]$) : niveau de dépendance systémique

B.3 — Définition fonctionnelle

Coercition

[C = Pcoût de sortie élevé]

→ difficulté à désobéir, quitter ou résister

(C) mesure la coercition **totale** subie par l'individu dans un système donné — qu'elle émane de l'État, d'acteurs privés ou de structures sociales tolérées par l'État. Un pays à État faible mais à coercition privée forte (company towns, monopoles lo-

caux, féodalisme, milices, emprise conjugale) n'est pas un pays à faible C — il est un pays dont la coercition est déléguée ou tolérée. Ce qui compte n'est pas l'identité de l'agent coercitif, mais le coût de sortie subi par l'individu.

Autonomie

[$A = P_{\text{capacité effective de choix indépendante}}$]

→ capacité réelle d'agir sans dépendance structurelle

Dépendance

[$D = P_{\text{dépendance à des ressources contrôlées}}$]

→ dépendance à des ressources économiques, institutionnelles ou politiques

B.4 — Hypothèses structurelles

H1 — La coercition durable requiert un levier matériel

[$C \uparrow \Rightarrow D \uparrow$]

Il existe une fonction croissante (g) telle que :

[$D \geq g(C), g'(C) > 0$]

H2 — La dépendance contraint l'autonomie

[$A \leq h(D)$]

avec (h) décroissante :

[$h'(D) < 0$]

Version normalisée simple :

[$A \leq 1 - D$]

(borne supérieure, pas identité)

B.5 — Conséquence statique

En combinant :

$$\begin{aligned} & [D \geq g(C) \text{ et} \\ & A \leq 1 - D] \end{aligned}$$

on obtient :

$$[A \leq 1 - g(C)]$$

Cas linéaire minimal. Si ($g(C) = C$), alors :

$$[A + C \leq 1]$$

B.6 — Résultat géométrique

L'espace des configurations possibles est contraint :

$$[A + C \leq 1]$$

→ forme triangulaire → le quadrant haut-droite est structurellement exclu à l'équilibre

B.7 — Limite du modèle statique

Cette contrainte n'est pas instantanée. Un système peut temporairement vérifier :

$$[C > C^{\wedge} \text{ et } A > A^{\wedge}]$$

Interprétation. Le quadrant haut-droite est :

- **accessible à court terme**
- **instable à long terme**

B.8 — Zone de tension

On définit :

$$[Z = \{ (C,A) \mid C > C^{\wedge}, A > A^{\wedge} \}]$$

Cette zone est :

- non vide
- mais non stable

B.9 — Formalisation dynamique

On introduit un système dynamique stylisé :

$$[dA/dt = -\alpha C + \beta R - \gamma D]$$

$$[dC/dt = \delta T - \varepsilon A + \zeta M]$$

Interprétation :

- coercition → réduit autonomie
- dépendance → réduit autonomie
- autonomie → rend coercition plus coûteuse
- chocs externes influencent les deux

B.10 — Statut du système

Ce système est :

- qualitatif
- non calibré
- directionnel

Il ne prédit pas :

$$[A(t) = 0 \{, \} 42 \text{ dans 15 ans }]$$

Il affirme :

$$[\partial A / \partial C < 0 \text{ et } \partial C / \partial A < 0]$$

B.11 — Statut du modèle

Ce qui précède n'est pas un théorème. C'est une **théorie-cadre pré-quantitative** : elle organise les observations, oriente les attentes, impose des contraintes de signe — mais ne

prédit ni magnitudes ni dates. Ses prédictions temporelles (« une à deux générations ») ont une variance trop large pour être réfutables au sens poppérien strict. Le modèle est réfutable quant aux directions, aux incompatibilités structurelles et aux zones d'équilibre ; il ne l'est pas encore, au sens strict, quant aux délais précis de bifurcation.

L'analogie pertinente est la tectonique des plaques avant le GPS. En 1912, Wegener savait que les continents dérivaient. Il connaissait la direction. Il ne connaissait pas la vitesse, et il se trompait sur le mécanisme. Quatre-vingts ans plus tard, le GPS a confirmé la direction, mesuré la vitesse, et corrigé le mécanisme. Le modèle était une carte, pas une loi — mais la carte était juste.

Le système dynamique ci-dessus joue le même rôle. Le poids probant du modèle ne repose pas sur cette formalisation — il repose sur les régularités empiriques des chapitres VI à XI et de l'appendice A. L'appendice B n'est pas la preuve du modèle ; il en est la formalisation directionnelle. Les prédictions du chapitre XXXII sont les tests qui feront — ou non — passer le modèle au stade quantitatif.

B.12 — Propriété clé

Ces contraintes de signe suffisent à impliquer :

Absence d'équilibre stable avec (C) élevé et (A) élevé.

B.13 — Proposition dynamique

Pour tout système tel que :

$$[C(t_0) > C^{\wedge} \text{ et } A(t_0) > A^{\wedge}]$$

le système est soumis à une pression de sortie croissante : la zone (Z) n'est pas un attracteur — aucune trajectoire ne converge vers un point fixe intérieur à (Z).

Interprétation. Le quadrant haut-droit n'est pas un lieu de résidence. C'est un lieu de passage. La durée du passage varie (de 13 ans pour le Chili à 38 ans pour Taïwan dans les cas observés), mais la direction de la pression est invariante.

B.14 — Bifurcation

Deux trajectoires possibles :

1. Autoritaire

[C ↑, A ↓]

2. Libérale

[C ↓, A ↑]

B.15 — Absence d'attracteur haut-droite

Le système possède :

- attracteur coercitif
- attracteur libéral

Mais pas d'attracteur mixte stable.

B.16 — Reformulation synthétique

Le quadrant « coercition élevée + autonomie élevée » est une zone de transition, pas une position d'équilibre.

B.17 — Formulation finale

La coercition durable exige un contrôle des ressources. Ce contrôle crée une dépendance. Cette dépendance réduit l'autonomie effective.

Un système peut temporairement combiner coercition et autonomie. Mais cette configuration est dynamiquement instable.

Elle tend à bifurquer vers : - plus de coercition et moins d'autonomie - ou moins de coercition et plus d'autonomie

B.18 — Prédiction

[$(C > C^*, A > A^*) \Rightarrow$ instabilité directionnelle]

→ pression de sortie structurelle ; durée empirique observée : une à deux générations

B.19 — Interprétation empirique

Cette zone correspond à :

- régimes hybrides
- libéralisations contrôlées
- ouvertures économiques sous contrôle politique
- transferts de coercition de l'État vers le privé (dérégulation sans contre-pouvoirs)

Exemples typiques :

- Chine post-1978
- Taïwan pré-démocratisation
- Corée du Sud pré-1987
- Company towns américaines du XIX^e siècle (coercition privée, État absent)
- Russie post-1991 (transfert de C étatique vers oligarchies privées)

B.20 — Conclusion générale

Le modèle ne dit pas :

- ce que les régimes doivent faire
- ni à quelle vitesse ils évoluent

Il dit :

Certaines configurations sont structurellement instables.

Et cette instabilité impose une géométrie : → un triangle, pas un carré.

Ressources

Télécharger cet essai

Pour télécharger cet essai, qui est disponible en formats PDF, EPUB et Markdown sur le site du livre :

1. choisir l'édition :
2. L'essai (450 pages)
3. L'essentiel (50 pages)
4. choisir *Ressources*.

Site : <http://d-gd.pages.dev/>

Outils interactifs

- Le triangle politique — visualisation interactive (triangle-politique/) Explorez l'ensemble des pays via les indices composites (logique du maillon le plus contraignant) ou librement via les 3×6 combinaisons d'indices individuels.
- Questionnaire triangulaire — Où vous situez-vous ? (questionnaire/) Positionnez-vous dans le triangle en répondant à 10 à 34 questions sur le périmètre de la décision collective et la méthode (consentement ou coercition). Résultats anonymes, données publiques et téléchargeables.

Vidéos

- Deleuze, Gilles. *L'Abécédaire de Gilles Deleuze*, lettre G (« Gauche »). 1988-1989.

Indices et données

- Heritage Foundation. *Index of Economic Freedom*.

- Fraser Institute. *Economic Freedom of the World*.

Lexique

1789 (Assemblée constituante) — Événement fondateur de la métaphore gauche-droite : le 11 septembre 1789, les partisans du veto royal s'assoient à la droite du président, les opposants à sa gauche. Un hasard de placement devenu la grille de lecture dominante de la vie politique — pour plus de deux siècles. → Chap. I

Alternance — Mécanisme démocratique par lequel le pouvoir change de mains lors d'élections. Dans le Triangle, l'alternance se traduit par une oscillation le long de la base B-C — les régimes démocratiques se déplacent entre maximalisme et minimalisme sans quitter le cadre du consentement. → Chap. VIII, Chap. IX, Chap. XI

Antagonisme imaginaire — Concept développé dans l'essai : l'axe gauche-droite fabrique un antagonisme entre deux camps qui, dans les démocraties, partagent un vaste socle commun (état de droit, élections libres, libertés fondamentales). L'opposition structurante réelle — consentement contre coercition — est invisible dans ce cadre. → Chap. XXX

Autonomie — Capacité de l'individu à décider pour lui-même, sans intervention d'une autorité extérieure. Pôle opposé au dirigisme sur l'axe horizontal du Triangle. → Chap. XII, Chap. XXXII

Axe gauche-droite — Spectre politique unidimensionnel hérité du placement des députés à l'Assemblée nationale le 11 septembre 1789. Objet de la déconstruction opérée dans cet essai. → Chap. I, Chap. II, Chap. III

Base B-C — Le côté inférieur du Triangle, reliant le sommet B (démocratie dirigiste) au sommet C (démocratie libérale). Terrain de l'oscillation démocratique entre maximalisme et minimalisme, dans un cadre de consentement. → Chap. XII, Chap. XXXII

Bonheur (corrélacion) — Le World Happiness Report montre une corrélation entre position dans le Triangle et bien-être subjectif : les régimes de la base B-C (consentement) dominent systématiquement le classement, qu'ils soient proches de B (Scandinavie) ou de C (Suisse, Nouvelle-Zélande). → Chap. XIV

Capture réglementaire — Mécanisme par lequel les groupes régulés finissent par contrôler l'autorité censée les réguler. Composante du cliquet dirigiste : chaque nouvelle réglementation crée un intérêt organisé qui défend son maintien et son extension. → Chap. XV, Chap. XIX

Cliquet dirigiste — Mécanisme par lequel le dirigisme tend à s'accroître : chaque intervention crée des effets qui appellent de nouvelles interventions, sans mécanisme d'autocorrection. → Chap. XV, Chap. XIX

Cluster totalitaire — Zone de convergence au voisinage du sommet A où les régimes, quelle que soit leur étiquette idéologique d'origine (communiste, fasciste, théocratique, nationaliste), présentent les mêmes marqueurs structurels : parti unique, police politique, planification centrale, culte du chef, suppression du droit de sortie. → Chap. XVII, Chap. XIX

Coercition — Exercice du pouvoir par la force, sans le consentement de ceux qui le subissent. Pôle supérieur de l'axe vertical du Triangle. → Chap. XII, Chap. VI, Chap. VII

Collectivisme — Organisation sociale où les moyens de production et les décisions économiques relèvent du groupe plutôt que de l'individu. Dans le Triangle, le collectivisme peut être consenti (kibboutz, Amish) ou imposé (kolkhozes, communes maoïstes) — la distinction que l'axe gauche-droite est incapable de faire. → Chap. XXVIII, Chap. XX, Chap. XXX

Consensus inavoué — Concept développé dans l'essai : les démocraties de la base B-C convergent sur l'essentiel (droits fondamentaux, alternance, économie mixte) tout en mettant en scène leurs désaccords. Le véritable clivage — avec les régimes du sommet A — est occulté par le vocabulaire gauche-droite. → Chap. XXXI

Consentement — Exercice du pouvoir par l'adhésion volontaire des gouvernés. Pôle inférieur de l'axe vertical du Triangle. Le consentement est réel lorsqu'il inclut le droit de sortie — la possibilité de quitter le système sans pénalité prohibitive. → Chap. XII, Chap. XXVIII, Chap. XXV

Contrainte de descente — Pression structurelle qui s'exerce sur les régimes coercitifs qui libéralisent leur économie : l'autonomie économique, une fois accordée, crée des acteurs indépendants qui exigent des droits politiques. Le régime doit alors soit descendre vers la démocratie, soit recapturer l'autonomie concédée. → Chap. XVIII, Chap. XIX

Corruption (indice de) — L'indice de perception de la corruption (Transparency International) est un marqueur de position verticale dans le Triangle : les régimes proches du sommet A sont systématiquement plus corrompus, indépendamment de leur étiquette idéologique. → Chap. XIV, Chap. X

Couplage asymétrique — Relation structurelle entre coercition et dirigisme : la coercition requiert le dirigisme (pour fonctionner, elle a besoin du contrôle économique), mais le dirigisme ne requiert pas la coercition (les social-démocraties nordiques le prouvent). Cette asymétrie est la raison pour laquelle le quadrant vide est vide. → Chap. XII, Chap. XIII

Démocratie — Régime fondé sur le consentement des gouvernés. Dans le Triangle, tout régime situé sur la base B-C. → Chap. XII, Chap. VIII, Chap. IX

Dérive diagonale — Mécanisme par lequel un régime coercitif qui ne libéralise pas son économie est entraîné vers le sommet A : la coercition exige davantage de dirigisme, qui exige davantage de coercition. Trajectoire oblique vers le totalitarisme. → Chap. XVI

Dérive verticale — Mécanisme par lequel un régime démocratique concentre progressivement le pouvoir : chaque extension du dirigisme crée une clientèle qui défend l'extension suivante. Montée insensible le long de l'axe vertical, de la base vers le sommet A. → Chap. XV

Désamalgamation — Opération intellectuelle consistant à séparer des idées que l'axe gauche-droite confond. Exemple : distinguer solidarité consentie et solidarité imposée, ou séparation des pouvoirs et libéralisme économique. → Chap. XXXIV

Dictature du prolétariat — Concept marxiste désignant la phase de transition où le prolétariat exerce le pouvoir d'État pour abolir les classes. Dans le Triangle, la dictature du prolétariat est le mécanisme théorique de la dérive diagonale : le pouvoir « provisoire » s'installe au sommet A et n'en redescend jamais. → Chap. XXIII, Chap. XIX

Dirigisme — Contrôle centralisé de l'économie et de la société par l'État. Pôle opposé à l'autonomie sur l'axe horizontal du Triangle. → Chap. XII, Chap. XV, Chap. XIX

Droit de sortie — Possibilité pour un membre d'une communauté de la quitter librement et sans pénalité prohibitive. Critère distinctif entre solidarité consentie et solidarité imposée. Test ultime du consentement. → Chap. XXVIII, Chap. XXV

État de droit — Principe selon lequel l'État est lui-même soumis au droit. Dans le Triangle, l'état de droit est une propriété de la base B-C (consentement) : il existe dans les démocraties dirigistes comme libérales, mais disparaît en montant vers le sommet A. → Chap. XII, Chap. VII, Chap. XI

État-providence — Système dans lequel l'État assure une protection sociale étendue (santé, retraite, éducation, chômage). Dans le Triangle, l'État-providence se situe vers le sommet B — dirigisme élevé avec consentement. Les social-démocraties nordiques en sont l'archétype. → Chap. VIII, Chap. XXX, Chap. XI

Extrême-centre — Concept critique désignant une posture politique qui prétend dépasser le clivage gauche-droite tout en défendant le statu quo. Dans l'essai, identifié comme une anomalie supplémentaire de l'axe unidimensionnel — preuve que celui-ci ne rend pas compte de la complexité des positions réelles. → Chap. III, Chap. II

Fer à cheval (théorie du) — Modèle proposé par Jean-Pierre Faye (1972) qui courbe l'axe gauche-droite pour rapprocher les extrêmes. Rustine identifiée dans l'essai : elle décrit le symptôme (la convergence) sans en expliquer le mécanisme. → Chap. III

Hypoténuse — Dans le Triangle, la diagonale reliant le sommet A (totalitarisme) au sommet C (démocratie libérale). Ligne de transition : les dictatures qui libéralisent réellement leur économie subissent une pression de descente vers la démocratie — à condition que l'autonomie soit réelle et non recapturable. → Chap. XIII, Chap. XVI

IDH (indice de développement humain) — Indice composite du PNUD mesurant santé, éducation et revenu. Dans le Triangle, l'IDH valide la position verticale : les régimes de la base B-C obtiennent des scores plus élevés que les régimes coercitifs, quelle que soit leur orientation économique. → Chap. XIV

Indices de liberté — Famille d'indicateurs mesurant les libertés politiques (Freedom House), économiques (Heritage, Fraser) et la qualité démocratique (V-Dem, EIU). Dans le Triangle, ces indices servent à positionner empiriquement les régimes sur les deux axes — le croisement de plusieurs indices indépendants confirme la géométrie triangulaire. → Chap. XIV, Chap. XVII

Laïcité — Séparation du pouvoir politique et du pouvoir religieux. Dans le Triangle, concept transversal : des régimes très différents (France républicaine, Turquie kémaliste) peuvent être laïcs, tandis que des théocraties fusionnent les deux pouvoirs — l'Iran (chapitre VII, régimes coercitifs de droite) et l'Arabie saoudite (chapitre X). → Chap. VII, Chap. X, Chap. XXXIV

Le Triangle — Modèle proposé dans cet essai. Le carré théorique à deux dimensions (dirigisme/autonomie × coercition/consentement) se réduit à un triangle parce que le quadrant coercitif-libéral est structurellement vide. Trois sommets : A (totalitarisme), B (démocratie dirigiste), C (démocratie libérale). La question centrale n'est plus « ce régime est-il de

gauche ou de droite ? » mais « où est-il dans le Triangle, et dans quelle direction se déplace-t-il ? » → Chap. XII, Chap. XIII, Chap. XXXII

Liberté d'expression — Droit de formuler et diffuser des opinions sans censure étatique. Dans le Triangle, la liberté d'expression est un marqueur de la base B-C : elle existe, avec des nuances, dans les démocraties dirigistes comme libérales, mais disparaît systématiquement au voisinage du sommet A. → Chap. XXXI, Chap. XVII

Liberté économique — Degré d'autonomie des individus dans leurs décisions économiques (entreprendre, échanger, posséder). Mesuré par les indices Heritage et Fraser. Dans le Triangle, la liberté économique positionne un régime sur l'axe horizontal : faible vers B, élevée vers C. → Chap. XIII, Chap. XIV, Chap. XVII

Maximaliste (maxi) — Partisan d'un rôle étendu de l'État. Terme descriptif et neutre proposé en remplacement de « gauche ». → Chap. XXXIII

Minimaliste (mini) — Partisan d'un rôle réduit de l'État. Terme descriptif et neutre proposé en remplacement de « droite ». → Chap. XXXIII

Nationalisme — Idéologie plaçant la nation au centre de l'organisation politique. Dans le Triangle, le nationalisme n'est pas un pôle mais un vecteur : il peut servir de véhicule à la montée vers le sommet A (fascisme, théocratie) comme à la consolidation démocratique (mouvements de libération). → Chap. XXII, Chap. XX, Chap. X

Novlangue — Concept emprunté à Orwell (1984) : manipulation du langage pour restreindre la pensée. Dans l'essai, le vocabulaire gauche-droite fonctionne comme une novlangue involontaire — il amalgame des réalités distinctes et empêche de formuler certaines distinctions. → Chap. XXII, Chap. XXXIII

Planification centrale — Système dans lequel l'État fixe les prix, les quantités et l'allocation des ressources. Marqueur du dirigisme maximal. Dans le Triangle, la planification centrale

caractérise le voisinage du sommet A — elle est présente dans tous les régimes du cluster totalitaire, qu'ils se réclament du marxisme ou du fascisme. → Chap. XVII, Chap. XX, Chap. VI

Populisme — Discours politique opposant « le peuple » à « les élites ». Dans le Triangle, le populisme n'est pas un point fixe mais un mode de déplacement : il peut accompagner une montée vers le sommet A comme une descente vers la base B-C. → Chap. XXI

Propriété conditionnelle — Régime de propriété dans lequel le droit de posséder existe formellement mais peut être retiré à tout moment par l'État. Caractéristique des régimes coercitifs : la propriété y est tolérée tant qu'elle ne menace pas le pouvoir. Marqueur de la zone haute du Triangle. → Chap. XII

Propriété privée — Droit de posséder des biens et d'en disposer librement, protégé par l'état de droit. Dans le Triangle, la propriété privée garantie est un marqueur de la base B-C ; sa suppression ou sa conditionnalité est un marqueur de montée vers le sommet A. → Chap. XIII, Chap. XX, Chap. IX

Quadrant vide — Le quadrant « autonomie + coercition » du modèle bidimensionnel, structurellement instable et donc inoccupé durablement. C'est son existence qui réduit le carré théorique au Triangle. → Chap. XII, Chap. XIII

Re-maximisation — Processus par lequel un régime qui avait desserré son emprise reconcentre le pouvoir — retour vers le sommet A. Exemples : la Russie de Poutine, la Turquie d'Erdoğan, la Hongrie d'Orbán. → Chap. X, Chap. XI, Chap. XXII

Redistribution — Transfert de ressources organisé par l'État, des plus aisés vers les moins aisés. Dans le Triangle, la redistribution positionne un régime sur l'axe horizontal (élevée vers B, faible vers C) mais ne dit rien de l'axe vertical — elle peut être consentie (Scandinavie) ou imposée (Cuba). → Chap. VIII, Chap. XXXIII, Chap. XXXIV

Séparation des pouvoirs — Principe constitutionnel distribuant le pouvoir entre organes indépendants (législatif, exécutif, judiciaire). Garde-fou contre la dérive verticale : la concentration des pouvoirs est un des premiers mécanismes de montée vers le sommet A. → Chap. XV, Chap. XXI, Chap. XXV

Sommet A — Le sommet supérieur du Triangle : dirigisme maximal + coercition maximale. Le totalitarisme. Position occupée par l'URSS, la Chine maoïste, la Corée du Nord, Cuba, mais aussi par le fascisme italien et le nazisme. L'étiquette change — la position structurelle est identique. → Chap. XII, Chap. XVII, Chap. XX

Sommet B — Le coin inférieur gauche du Triangle : dirigisme élevé + consentement. La démocratie dirigiste. Position occupée par les social-démocraties nordiques, mais aussi, à une échelle plus petite, par les communautés volontaires (Amish, kibboutzim, Mondragon, Emmaüs). → Chap. XII, Chap. VIII, Chap. XXVIII

Sommet C — Le coin inférieur droit du Triangle : autonomie élevée + consentement. La démocratie libérale. Sommet théorique qu'aucun régime n'atteint parfaitement, mais vers lequel certains se déplacent (Estonie, Irlande des années 1990, Nouvelle-Zélande post-Rogernomics). → Chap. XII, Chap. IX

Spectre circulaire — Variante du fer à cheval qui referme le spectre gauche-droite en un cercle où les extrêmes se rejoignent. Rustine identifiée dans l'essai : elle constate la proximité empirique des extrêmes sans fournir de mécanisme explicatif. → Chap. III

Totalitarisme — Forme extrême de régime coercitif où l'État prétend contrôler la totalité de la vie sociale, économique et intellectuelle. Dans le Triangle, le totalitarisme correspond au sommet A — la position terminale de la dérive diagonale. → Chap. XVII, Chap. XX, Chap. XXXII

Table des figures

Figures

N°	Titre	Page
1.1	Les trois propriétés de l'axe	11
2.1	Les anomalies du spectre	20
3.1	Les rustines du spectre	26
4.1	Le diagramme de Nolan	30
4.2	Les deux variables structurelles	33
4.3	Les quatre quadrants théoriques	34
10.1	Positionnement des régimes	95
11.1	Durée comparée des régimes coercitifs	111
11.2	Cinq fils conducteurs	115
12.1	Quatre trajectoires historiques	122
12.2	Le circuit fermé de la coercition	124
12.3	La bifurcation	125
13.1	Le quadrant vide	133
13.2	Du carré au triangle	140
13.3	Les trois hypoténuses	143
13.4	Flatland politique	147
14.1	Neuf combinaisons d'indices	151

N°	Titre	Page
15.1	La dérive verticale	156
15.2	Quatre garde-fous	158
16.1	La dérive diagonale	161
16.2	Trois vitesses, une direction	164
17.1	Le cluster totalitaire	170
18.1	La contrainte de descente	173
19.1	Le mécanisme du cliquet	182
19.2	Quatre descentes réussies	186
20.1	Fascisme et communisme au sommet A	194
20.2	La trajectoire de Mussolini	196
21.1	Matrice des marqueurs d'Eco	222
22.1	Le nationalisme, outil du sommet A	233
23.1	La séquence invariante	247
23.2	L'erreur causale de Marx	251
25.1	Frise pré-1789	262
25.2	Le triangle avant 1789	291
27.1	Un dîner en famille	301
28.1	Quatre paires volontaires vs coercitives	312
28.2	Durée comparée consentement vs coercition	330
29.1	B enchâssé dans C	346
29.2	L'asymétrie d'inclusion	347

N°	Titre	Page
30.1	Quatre valeurs, deux chemins	358
30.2	Le faux antagonisme	361
32.1	Le triangle complet	379
32.2	Trois trajectoires	380
32.3	Six anomalies dissoutes	384
32.4	La Suisse sur le triangle	392
33.1	Spectre vs triangle : deux vocabulaires	399
33.2	Quatre illusions corrigées	401
34.1	La pelote et les fils	407
34.2	La méthode en deux temps	409

Bibliographie

Les numéros entre crochets renvoient aux citations dans le texte.

Légende des types de références :

Code	Signification
IDEO	Ouvrage idéologique ou normatif
ACAD	Recherche académique (articles, thèses)
DATA	Données institutionnelles (INSEE, OCDE, etc.)
ACTU	Actualités et événements récents
CASE	Rapport, étude de cas, précédent empirique

B1 — Fondements théoriques : philosophie et économie politique

Philosophie politique classique

[1] [IDEO.] Arendt, H. (1951). *The Origins of Totalitarianism*. Harcourt, Brace & Co.. — ISBN: 978-0-15-670153-2 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780156701532>) → Chap. XX

[2] [IDEO.] Castoriadis, C. (1975). *L'Institution imaginaire de la société*. Seuil. — ISBN: 978-2-02-005340-2 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782020053402>)

[3] [IDEO.] Lefort, C. (1981). *L'Invention démocratique*. Fayard.
— ISBN: 978-2-213-01121-2 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782213011212>)

[4] [IDEO.] Engels, F. (1878). *Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft (L'Anti-Dühring)*. Vorwärts Verlag. → Chap. XXIII

[5] [IDEO.] Voltaire (Arouet, F.-M.) (1734). *Lettres philosophiques (Lettres sur les Anglais)*. Jore. → Chap. XXIX

Économie politique et libéralisme

[6] [IDEO.] Braudel, F. (1979). *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*. Armand Colin. — ISBN: 978-2-253-06455-2 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782253064552>) → Chap. XXIV

[7] [IDEO.] Hayek, F. (1944). *The Road to Serfdom*. Routledge.
— ISBN: 978-0-226-32055-7 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780226320557>) → Chap. IV, Chap. V, Chap. XXIV

[8] [IDEO.] Friedman, M. (1962). *Capitalism and Freedom*. University of Chicago Press. — ISBN: 978-0-226-26400-4 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780226264004>) → Chap. VII, Chap. XXXIV

[9] [IDEO.] Friedman, M. & Friedman, R. (1980). *Free to Choose: A Personal Statement*. Harcourt Brace Jovanovich. — ISBN: 978-0-15-633460-0 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780156334600>) → Chap. IX

[10] [IDEO.] Mises, L. von (1949). *Human Action: A Treatise on Economics*. Yale University Press. — ISBN: 978-0-945-46624-1 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780945466241>)

[11] [IDEO.] Polanyi, K. (1944). *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*. Farrar & Rinehart.
— ISBN: 978-0-8070-5643-1 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780807056431>) → Chap. XXIV

[12] [IDEO.] Proudhon, P.-J. (1840). *Qu'est-ce que la propriété ?*. Brocard.

[13] [IDEO.] Schumpeter, J. (1942). *Capitalism, Socialism and Democracy*. Harper & Brothers. — ISBN: 978-0-06-133008-7 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780061330087>) → Chap. XXIV

Clivage gauche-droite : analyses et déconstructions

[14] [IDEO.] Bobbio, N. (1994). *Destra e sinistra: ragioni e significati di una distinzione politica*. Donzelli. — ISBN: 978-88-7989-485-4 (<https://www.worldcat.org/isbn/9788879894854>) → Chap. V

[15] [ACAD.] Imatz, A. (2016). *Droite/gauche : pour sortir de l'équivoque*. Pierre-Guillaume de Roux. — ISBN: 978-2-36371-204-0 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782363712040>) → Chap. V

[16] [ACAD.] Le Digol, C. (dir.) (2018). *Gauche-droite : la fin d'un clivage ?*. Presses universitaires de France. → Chap. V

[17] [IDEO.] Nolan, D. (1971). *The Case for a Libertarian Political Party*. The Individualist. → Chap. IV, Chap. V, Chap. XIII, Chap. XXXII

[18] [IDEO.] Kling, A. (2013). *The Three Languages of Politics: Talking Across the Political Divides*. Cato Institute. → Chap. V

[19] [ACAD.] Rummel, R. J. (1981). *Understanding Conflict and War (vol. 1-5)*. Sage / Wiley. → Chap. V

Totalitarisme et langage

[20] [ACAD.] Faye, J.-P. (1972). *Langages totalitaires*. Hermann. — ISBN: 978-2-7056-5765-3 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782705657653>) → Chap. III, Chap. V

[21] [IDEO.] Orwell, G. (1949). *Nineteen Eighty-Four*. Secker & Warburg. — ISBN: 978-0-451-52493-5 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780451524935>) → ??, Chap. XIII, Chap. XV, Chap. XIX, Chap. XXXV

[22] [IDEO.] Orwell, G. (1946). *Politics and the English Language*. Horizon, vol. 13, n° 76. — ISBN: 978-0-141-39306-3 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780141393063>) → Chap. XIX

[23] [ACAD.] Scott, J. C. (1998). *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. Yale University Press. — ISBN: 978-0-300-07815-2 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780300078152>)

B2 — Modèles et mécanismes institutionnels

Capture réglementaire et croissance de l'État

[24] [ACAD.] Stigler, G. (1971). "The Theory of Economic Regulation". *The Bell Journal of Economics and Management Science*, 2(1), 3-21. — DOI: 10.2307/3003160 (<https://doi.org/10.2307/3003160>) → Chap. XV, Chap. XXIV

[25] [ACAD.] Higgs, R. (1987). *Crisis and Leviathan: Critical Episodes in the Growth of American Government*. Oxford University Press. — ISBN: 978-0-19-505900-3 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780195059003>) → Chap. XIX

[26] [ACAD.] Hirschman, A. O. (1970). *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. Harvard University Press. — ISBN: 978-0-674-27660-4 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780674276604>) → Chap. XIII, Chap. XXXIV

[27] [ACAD.] Michels, R. (1911). *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie*. Werner Klinkhardt. → Chap. XXIII

[28] [DATA.] Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Clerfayt, G.) (2004). *Doc. 10196 — Rapport sur les référendums : vers de bonnes pratiques en Europe*. Conseil de l'Europe. — <https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref>

ViewHTML.asp?FileID=10820&lang=FR (<https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTML.asp?FileID=10820&lang=FR>) →
Chap. XXXII

Épistémologie et méthode

[29] [ACAD.] Popper, K. (1934). *Logik der Forschung (The Logic of Scientific Discovery)*. Springer. — ISBN: 978-0-415-27844-7 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780415278447>) → Chap. II, Chap. XXXII

[30] [ACAD.] Kuhn, T. S. (1962). *The Structure of Scientific Revolutions*. University of Chicago Press. — ISBN: 978-0-226-45812-0 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780226458120>) → Chap. XXXII

Psychologie politique et autoritarisme

[31] [ACAD.] Eysenck, H. (1954). *The Psychology of Politics*. Routledge & Kegan Paul. → Chap. III, Chap. IV, Chap. V

B3 — Histoire des régimes : coercition et dirigisme

Fascisme et extrême droite

[32] [ACAD.] Sternhell, Z. (1983). *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*. Seuil. — ISBN: 978-2-07-032576-5 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782070325765>) → Chap. III

[33] [IDEO.] Mussolini, B. (1932). *La Dottrina del Fascismo*. Enciclopedia Italiana. → Chap. III

[34] [IDEO.] Gentile, G. (1929). *Origini e dottrina del fascismo*. Libreria del Littorio. → Chap. IV

[35] [ACAD.] Paxton, R. O. (2004). *The Anatomy of Fascism*. Knopf. — ISBN: 978-1-4000-4094-0 (<https://www.worldcat.org/isbn/9781400040940>)

[36] [ACAD.] (collectif) (2025). *Les guerres civiles — De la Renaissance à nos jours*. Perrin. → Chap. XX

Communisme et régimes de gauche

[37] [IDEO.] Bordiga, A. (1946). *Russie et révolution dans la théorie marxiste*. Science marxiste. → Chap. XXIV

[38] [IDEO.] Cliff, T. (1974). *State Capitalism in Russia*. Pluto Press. — ISBN: 978-0-904383-05-1 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780904383051>) → Chap. XXIV

[39] [ACAD.] Courtois, S. et al. (1997). *Le Livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*. Robert Laffont. — ISBN: 978-2-221-08204-6 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782221082046>)

[40] [IDEO.] Djilas, M. (1957). *The New Class: An Analysis of the Communist System*. Praeger. → Chap. VI, Chap. XXIII

[41] [ACAD.] Dikötter, F. (2010). *Mao's Great Famine: The History of China's Most Devastating Catastrophe, 1958-1962*. Walker & Company. — ISBN: 978-0-8027-7768-3 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780802777683>) → Chap. VI, Chap. XXVIII

Régimes inclassables et hybrides

[42] [IDEO.] Kadhafi, M. (1975). *Le Livre Vert (The Green Book)*. World Center for the Study of the Green Book. → Chap. X

Nazisme

[43] [ACAD.] Kershaw, I. (1998). *Hitler (2 vol.)*. Allen Lane. — ISBN: 978-0-393-32035-0 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780393320350>)

B4 — « Extrême centre » et convergence des extrêmes

Théoriciens de l'extrême centre

[44] [IDEO.] Slama, A.-G. (1980). *Les Chasseurs d'absolu : genèse de la gauche et de la droite*. Grasset. → Chap. III

[45] [ACAD.] Serna, P. (2005). *La République des girouettes : 1789-1815 et au-delà*. Champ Vallon. — ISBN: 978-2-87673-406-5 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782876734065>) → Chap. III

[46] [ACAD.] Serna, P. (2019). *L'Extrême Centre ou le poison français, 1789-2019*. Champ Vallon. — ISBN: 978-2-87673-954-1 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782876739541>) → Chap. III

[47] [IDEO.] Ali, T. (2015). *The Extreme Centre: A Warning*. Verso. — ISBN: 978-1-78168-830-1 (<https://www.worldcat.org/isbn/9781781688301>) → Chap. III

[48] [IDEO.] Deneault, A. (2016). *Politiques de l'extrême centre*. Lux. — ISBN: 978-2-89596-224-6 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782895962246>) → Chap. III

B5 — Transitions, réformes et données empiriques

Réformateurs et transitions

[49] [IDEO.] Douglas, R. (1993). *Unfinished Business*. Random House New Zealand. — ISBN: 978-1-86941-170-5 (<https://www.worldcat.org/isbn/9781869411705>) → Chap. XIII, Chap. XIX

[50] [IDEO.] Laar, M. (2002). *The Little Country That Could*. Centre for Research into Post-Communist Economies. — ISBN: 978-0-948027-72-8 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780948027728>) → Chap. XIX

Indices et classements internationaux

[51] [DATA.] Heritage Foundation (2025). *Index of Economic Freedom*. — <https://www.heritage.org/index/> → Chap. III, Chap. VIII, Chap. IX, Chap. XIII, Chap. XXXII

[52] [DATA.] Fraser Institute (2025). *Economic Freedom of the World*. — <https://www.fraserinstitute.org/economic-freedom> → Chap. VIII

[53] [DATA.] Freedom House (2025). *Freedom in the World*. — <https://freedomhouse.org/report/freedom-world> → Chap. III, Chap. XXXII

[54] [DATA.] Transparency International (2025). *Corruption Perceptions Index*. — <https://www.transparency.org/en/cpi> → Chap. IX

[55] [DATA.] Banque mondiale (2020). *Doing Business (discontinued 2021)*. — <https://archive.doingbusiness.org/> → Chap. IX

[56] [DATA.] OCDE (2023). *PISA — Programme for International Student Assessment*. — <https://www.oecd.org/pisa/> → Chap. VIII

Commissions vérité et justice transitionnelle

[57] [DATA.] Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación (Chili) (1991). *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación (Rapport Rettig)*. → Chap. VII

[58] [DATA.] Comisión Nacional sobre Prisión Política y Tortura (Chili) (2004). *Informe de la Comisión Nacional sobre Prisión Política y Tortura (Rapport Valech)*. → Chap. VII

Iran : droits humains

[59] [DATA.] Iran Human Rights (IHR) (2022). *Protests Documentation — Mahsa Amini (551 morts vérifiés)*. — <https://iranhr.net/> → Chap. VII

[60] [DATA.] HRANA (Human Rights Activists News Agency) (2026). *Documentation des manifestations 2025-2026 (7 000+ morts, 51 000 arrestations)*. — <https://www.en-hrana.org/> → Chap. VII

B6 — Communautés volontaires et droit de sortie

Études sur les communautés volontaires

[61] [ACAD.] Kraybill, D. B. (1989). *The Riddle of Amish Culture*. Johns Hopkins University Press. — ISBN: 978-1-4214-0241-2 (<https://www.worldcat.org/isbn/9781421402412>) → Chap. XXVIII, Chap. XXIX

[62] [ACAD.] Near, H. (1992). *The Kibbutz Movement: A History*. Oxford University Press. — ISBN: 978-0-19-827444-2 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780198274442>) → Chap. XXVIII

[63] [ACAD.] Whyte, W. F. & Whyte, K. K. (1988). *Making Mondragon: The Growth and Dynamics of the Worker Cooperative Complex*. ILR Press / Cornell University Press. — ISBN: 978-0-87546-137-3 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780875461373>) → Chap. XXVIII

[64] [DATA.] Guzman, T. (2010). *Controversial Christiania: Deciding the Fate of the Free Town*. Humanity in Action. — https://humanityinaction.org/knowledge_detail/controversial-christiania-deciding-the-fate-of-the-free-town/ → Chap. XXVIII

[65] [DATA.] Fonden Fristaden Christiania (2012). *Christiania Shares — Fonden Fristaden Christiania*. — <https://fondenfristadenchristiania.dk/> → Chap. XXVIII

[66] [ACAD.] Bossy, J. (1975). *The English Catholic Community, 1570–1850*. Darton, Longman & Todd. → Chap. XXVIII

[67] [ACAD.] Rowlands, M. B. (dir.) (1999). *English Catholics of Parish and Town, 1558–1778*. Catholic Record Society. → Chap. XXVIII

Sources primaires

[68] [IDEO.] van Braght, T. J. (1660). *Het Bloedig Tooneel, of Martelaers Spiegel (Martyrs Mirror)*. Dordrecht. → Chap. XXIX

[69] [IDEO.] Penn, W. (1682). *Frame of Government of Pennsylvania*. → Chap. XXIX

Jurisprudence

[70] [DATA.] U.S. Supreme Court (1972). *Wisconsin v. Yoder*, 406 U.S. 205. → Chap. XXIX

[71] [DATA.] U.S. Supreme Court (1944). *Korematsu v. United States*, 323 U.S. 214. → Chap. XV

B7 — Références littéraires et philosophiques

Littérature et paraboles

[72] [IDEO.] Borges, J. L. (1946). *Del rigor en la ciencia (De la rigueur de la science)*. in *El hacedor* (1960). → Chap. XXXV

[73] [IDEO.] Baudrillard, J. (1981). *Simulacres et Simulation*. Galilée. — ISBN: 978-2-7186-0210-3 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782718602103>) → Chap. XXXV

[74] [IDEO.] Deleuze, G. (1988). *L'Abécédaire de Gilles Deleuze (lettre G, « Gauche »)*. Entretiens avec Claire Parnet, réalisation Pierre-André Boutang.

Sociologie et religion

[75] [ACAD.] Weber, M. (1905). *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus (L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme)*. Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik. → Chap. XXV

Sources primaires bibliques

[76] [IDEO.] (texte biblique) (0). *1 Samuel 8, 11-17 — Avertissement de Samuel sur les droits du roi*. → Chap. XXV

Origines du clivage gauche-droite

[77] [ACAD.] Gauchet, M. (1992). *La Droite et la gauche*. in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, vol. III, Gallimard. → Chap. I

Lectures de contrepoint idéologique

Ces ouvrages défendent des thèses opposées à celles de ce document. Ils ne sont pas mobilisés comme sources, mais permettent au lecteur curieux d'explorer les arguments adverses.

- Rawls, J. (1971). *A Theory of Justice*. — ISBN: 978-0-674-00078-0 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780674000780>) — Justifie la redistribution par le « voile d'ignorance ».

- Piketty, T. (2013). *Le Capital au XXI^e siècle*. — ISBN: 978-2-02-108228-9 (<https://www.worldcat.org/isbn/9782021082289>) — Démontre que le capital s'accumule plus vite que la croissance ($r > g$).
- Sen, A. (2009). *The Idea of Justice*. — ISBN: 978-0-674-06047-0 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780674060470>) — Prône une justice comparative, pas des institutions idéales.

B8 — Organisations supranationales et gouvernance mondiale

Union européenne et déficit démocratique

[78] [ACAD.] Majone, G. (2005). *Dilemmas of European Integration: The Ambiguities and Pitfalls of Integration by Stealth*. Oxford University Press. — ISBN: 978-0-19-927430-1 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780199274301>) → Chap. XXVI

[79] [ACAD.] Follesdal, A. & Hix, S. (2006). “Why There Is a Democratic Deficit in the EU: A Response to Majone and Moravcsik”. *Journal of Common Market Studies*, 44(3), 533-562. — DOI: 10.1111/j.1468-5965.2006.00650.x (<https://doi.org/10.1111/j.1468-5965.2006.00650.x>) → Chap. XXVI

[80] [ACAD.] Craig, P. (2016). “Brexit: A Drama in Six Acts”. *European Law Review*, 41(4), 447-468. → Chap. XXVI

ONU et Conseil de sécurité

[81] [ACAD.] Bosco, D. L. (2009). *Five to Rule Them All: The UN Security Council and the Making of the Modern World*. Oxford University Press. — ISBN: 978-0-19-532876-9 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780195328769>) → Chap. XXVI

[82] [ACAD.] Rempel, T. (2009). "UNRWA and the Palestine Refugees: A Genealogy of 'Participatory' Development". *Refugee Survey Quarterly*, 28(2-3), 412-437. — DOI: 10.1093/rsq/hdp043 (<https://doi.org/10.1093/rsq/hdp043>) → Chap. XXVI

[83] [DATA.] Freedom House (2025). *Freedom in the World 2025*. — <https://freedomhouse.org/report/freedom-world> → Chap. XXVI

FMI, Banque mondiale et conditionnalité

[84] [ACAD.] Vreeland, J. R. (2007). *The International Monetary Fund: Politics of Conditional Lending*. Routledge. — ISBN: 978-0-415-37463-7 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780415374637>) → Chap. XXVI

[85] [IDEO.] Stiglitz, J. E. (2002). *Globalization and Its Discontents*. W. W. Norton. — ISBN: 978-0-393-32439-6 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780393324396>) → Chap. XXVI

OMS et gouvernance sanitaire

[86] [ACAD.] Eccleston-Turner, M. & Upton, H. (2021). "International Collaboration to Ensure Equitable Access to Vaccines for COVID-19: The ACT-Accelerator and the COVAX Facility". *The Milbank Quarterly*, 99(2), 426-449. — DOI: 10.1111/1468-0009.12503 (<https://doi.org/10.1111/1468-0009.12503>) → Chap. XXVI

Théorie des organisations internationales

[87] [ACAD.] Vaubel, R. (2006). "Principal-Agent Problems in International Organizations". *The Review of International Organizations*, 1(2), 125-138. — DOI: 10.1007/s11558-006-8340-z (<https://doi.org/10.1007/s11558-006-8340-z>) → Chap. XXVI

[88] [ACAD.] Hawkins, D. G. et al. (2006). *Delegation and Agency in International Organizations*. Cambridge University Press. — ISBN: 978-0-521-86209-7 (<https://www.worldcat.org/isbn/9780521862097>) → Chap. XXVI

Index thématique

COMMUNAUTÉS VOLONTAIRES

Amish → Chap. XXVIII, Chap. XXIX
Anabaptistes → Chap. XXIX
Birobidjan → Chap. XXIX
Christiania (Copenhague) → Chap. XXVIII
Communes populaires chinoises → Chap. XXVIII, Chap. VI
Degania (premier kibboutz) → Chap. XXVIII, Chap. XXIX
Emmaüs → Chap. XXVIII
Juifs (diaspora) → Chap. XXVIII
Kibboutzim → Chap. XXVIII, Chap. XXIX, Chap. IX
Kolkhozes → Chap. XXVIII
Meidung (Amish) → Chap. XXVIII, Chap. XXIX
Mondragon → Chap. XXVIII
Ordnung (Amish) → Chap. XXVIII, Chap. XXIX
Pennsylvanie → Chap. XXIX
Récusants catholiques (Angleterre) → Chap. XXVIII
Rumspringa → Chap. XXVIII, Chap. XXIX

CONCEPTS POLITIQUES

Anarcho-capitalisme → Chap. XXIV
Autogestion yougoslave → Chap. XXVIII, Chap. VI
Beefsteak-Nazi (métaphore) → Chap. XX
Capitalisme (amalgame) → Chap. XXIV
Capitalisme de connivence → Chap. XXIV
Classe moyenne (rôle dans la démocratisation) → Chap. VII, Chap. XI
Collectivisme consenti → Chap. XXVIII, Chap. XXIX
Colonialisme et décolonisation → Chap. XXV
Communautés volontaires → Chap. XXVIII, Chap. XXIX, Chap. XXX

Conditionnalité (FMI) → Chap. XXVI
Consensus inavoué → Chap. XXXI
Démocratie directe (Suisse) → Chap. VIII
Démocratie dirigiste → Chap. VIII, Chap. XII
Démocratie illibérale → Chap. X
Démocratie libérale → Chap. IX, Chap. XII
Désamalgamer → Chap. XXXIV
Dictature du prolétariat → Chap. XXIII
Dirigisme narratif → Chap. XXVI
Droit de sortie → Chap. XXVIII, Chap. XXV, Chap. XXIX, Chap. XXVI
Fascisme → Chap. XX, Chap. XXI, Chap. VII
Fédéralisme compétitif → Chap. XV, Chap. XXV
Fer à cheval (théorie du) → Chap. III
Hispaniola (test d') → Chap. VII
Indices empiriques → App. A
Individu (vs collectif) → Chap. XIII
Interventions américaines (deux schémas) → Chap. VII
Islamogauchisme (critique du concept) → Chap. VII
Maximaliste (maxi) → Chap. XXXIII
Minimaliste (mini) → Chap. XXXIII
Nationalisme → Chap. XXII
Nazisme → Chap. XX, Chap. XXI
Pastèque (métaphore) → Chap. XX
Révolution blanche (Iran) → Chap. VII
Rouge-brun → Chap. XX
Théorie (vs pratique) → Chap. XIII
Totalitarisme → Chap. XVII, Chap. XX, Chap. VI
Vocabulaire politique → Chap. XXXIII, Chap. XXXIV

ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES

Bretton Woods (1944) → Chap. XXVI
Brexit (2016-2020) → Chap. XXVI
Chute du mur de Berlin (1989) → Chap. VII
Covid-19 (gestion internationale) → Chap. XXVI
Décennie noire (Algérie) → Chap. VI
Desaparecidos (Argentine) → Chap. VII
Diretas Já (Brésil, 1984) → Chap. VII

Đổi Mới (Vietnam) → Chap. VI
Faux positifs (Colombie) → Chap. X
Génocide rwandais (1994) → Chap. XXV
Glasnost → Chap. VI, Chap. XI
Grand Bond en avant → Chap. VI, Chap. XXVIII
Guerre des Malouines (1982) → Chap. VII
Gwangju (massacre de) → Chap. VII
Halabja (gazage de) → Chap. X
Hirak du Rif (Maroc, 2016-2017) → Chap. VII
Holodomor → Chap. XXVIII
Miracle brésilien (1968-1973) → Chap. VII
Mouvement du 20 Février (Maroc) → Chap. VII
Printemps arabe → Chap. VI, Chap. VII
Référendum grec (2015) → Chap. XXVI
Révolution culturelle (Chine) → Chap. VI
Révolution des Roses (Géorgie) → Chap. IX
Révolution des Œillets (Portugal) → Chap. VII
Sedan (1870) → Chap. XXV
Serrata del Maggior Consiglio (1297) → Chap. XXV
Sharpeville (massacre de) → Chap. X
Soweto (massacre de) → Chap. X
Tiananmen (1989) → Chap. VI, Chap. XI
Wisconsin v. Yoder (1972) → Chap. XXIX

INSTITUTIONS ET SYSTÈMES

AI-5 (Brésil, 1968) → Chap. VII
Article 5 (OTAN) → Chap. XXVI
Article 50 (Traité de Lisbonne) → Chap. XXVI
Banque mondiale → Chap. XXVI
Bantoustans → Chap. X
BCE (Banque centrale européenne) → Chap. XXVI
Bonyads (Iran) → Chap. VII
Chaebols (Corée du Sud) → Chap. VII, Chap. XI
Chicago Boys → Chap. VII
Commission européenne → Chap. XXVI
Conseil de sécurité (ONU) → Chap. XXVI
Cour de justice de l'UE → Chap. XXVI
Evin (prison d', Iran) → Chap. VII

FARC (Colombie) → Chap. X
 FIS (Front Islamique du Salut) → Chap. VI
 Flexicurité (Danemark) → Chap. VIII
 FLN (Front de Libération Nationale, Algérie) → Chap. VI
 FMI (Fonds monétaire international) → Chap. X, Chap. XXVI
 Freedom House → Chap. XXVI
 Gardiens de la Révolution (Iran) → Chap. VII
 Goulag → Chap. VI, Chap. XXVIII
 Guardia Nacional (Nicaragua) → Chap. VII
 Histadrout → Chap. IX
 Hukou (Chine) → Chap. VI, Chap. XXVIII
 Instance Équité et Réconciliation (Maroc) → Chap. VII
 Kafala (système de) → Chap. X
 Laogai → Chap. XXVIII
 Lazarus (groupe, Corée du Nord) → Chap. VI
 Makhzen (Maroc) → Chap. VII
 MITI (Japon) → Chap. IX
 Monarchies du Golfe → voir Golfe (monarchies du)
 Montoneros (Argentine) → Chap. X
 OMS (Organisation mondiale de la santé) → Chap. XXVI
 ONU (Organisation des Nations unies) → Chap. XXVI
 OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) → Chap. XXVI
 Parti Baas (Irak) → Chap. X
 Pasdaran → voir Gardiens de la Révolution (Iran)
 Pass laws (Afrique du Sud) → Chap. X
 Péronisme (Argentine) → Chap. IX, Chap. X
 Pétrole (rente pétrolière) → Chap. X, Chap. VIII, Chap. XI
 Poldermodel → voir Pays-Bas (poldermodel)
 Rogernomics → voir Nouvelle-Zélande (Rogernomics)
 SAVAK (Iran) → Chap. VII
 Securitate (Roumanie) → Chap. VII
 Solidarność → Chap. VII
 Tazmamart (prison de, Maroc) → Chap. VII
 Tontons Macoutes (Haïti) → Chap. VII
 Traité pandémique (OMS) → Chap. XXVI
 Triple A (Argentine) → Chap. X
 Troïka (FMI, BCE, Commission) → Chap. XXVI
 Union européenne → Chap. XIX, Chap. XXXII, Chap. XXVI
 UNRWA → Chap. XXVI
 Veto (droit de, ONU) → Chap. XXVI
 Xinjiang (camps de rééducation) → Chap. VI, Chap. X

MODÈLE TRIANGULAIRE

Anomalies (de l'axe gauche-droite) → Chap. II
Autonomie → Chap. XII, Chap. XIII, Chap. XXXII
Axe gauche-droite → Chap. I, Chap. II, Chap. III, Chap. IV, Chap. V
Base B-C → Chap. XII, Chap. XV, Chap. XXXII
Capture réglementaire → Chap. XV, Chap. XIX, Chap. XXIV
Cliquet dirigiste → Chap. XV, Chap. XIX, Chap. XXV
Cluster totalitaire → Chap. XVII
Coercition → Chap. XII, Chap. VI, Chap. VII
Consentement → Chap. XII, Chap. XXVIII, Chap. XXV, Chap. XXIX, Chap. XXXIV
Contrainte de descente → Chap. XVIII, Chap. XIII
Convergence des extrêmes → Chap. III, Chap. XVII, Chap. XX
Couplage asymétrique → Chap. XII, Chap. XIII, Chap. XI, Chap. XXXIV
Dérive diagonale → Chap. XVI
Dérive verticale → Chap. XV
Dirigisme → Chap. XII, Chap. XV, Chap. XIX, Chap. VIII
Dirigisme par l'incitation vs par la confiscation → Chap. VII, Chap. XI
Exit, Voice, and Loyalty (Hirschman) → Chap. XIII, Chap. XXXIV
Hypoténuse → Chap. XIII, Chap. XVI, Chap. XVIII
Oscillation démocratique → Chap. XXXII, Chap. XIX
Quadrant impossible → Chap. XII
Quadrant vide → Chap. XII, Chap. XIII, Chap. XXXIV
Re-maximisation → Chap. X, Chap. XI, Chap. VI, Chap. XXV
Schéma récurrent → Chap. XI
Sommet A (totalitarisme) → Chap. XII, Chap. XVII, Chap. XX
Sommet B (démocratie dirigiste) → Chap. XII, Chap. VIII, Chap. XXVIII
Sommet C (démocratie libérale) → Chap. XII, Chap. IX, Chap. XXIX
Test historique → Chap. XXV
Test supranational → Chap. XXVI
Triangle (applications non politiques) → Chap. XXXIV
Triangle (modèle du) → Chap. XII, Chap. XIII, Chap. XXXII, Chap. XXXV

PAYS ET RÉGIMES

Afghanistan (Talibans) → Chap. VII
Afrique du Sud (apartheid) → Chap. X
Albanie (Hoxha) → Chap. VI
Albanie (Ramiz Alia) → Chap. VII
Algérie (FLN, décennie noire) → Chap. VI
Angleterre (Cromwell) → Chap. XXV
Angola → Chap. VI
Arabie saoudite → Chap. X, Chap. VIII, Chap. XI
Argentine (junte, 1976-1983) → Chap. VII
Argentine (Milei) → Chap. IX, Chap. X
Argentine (péronisme) → Chap. X
Australie (Sociétés aborigènes) → Chap. XXV
Bahreïn → Chap. X
Biélorussie (Loukachenko) → Chap. IX, Chap. XVIII
Birmanie (Ne Win) → Chap. VI
Botswana → Chap. XXV
Brésil (militaires, 1964-1985) → Chap. VII
Burkina Faso (Sankara) → Chap. VI
Cambodge (Khmers rouges) → Chap. VI
Cameroun (Biya) → Chap. XXV
Centrafrique (Bokassa) → Chap. VII
Chili (Pinochet) → Chap. VII, Chap. XIII, Chap. XIX, Chap. XI
Chine (Deng Xiaoping) → Chap. VI, Chap. XI, Chap. XVIII
Chine (Mao) → Chap. VI, Chap. XVII, Chap. XXVIII
Chine (Xi Jinping) → Chap. VI, Chap. XI
Colombie → Chap. X
Confédération iroquoise → Chap. XXV
Congo belge → Chap. XXV
Corée du Nord → Chap. VI, Chap. XVII, Chap. XI
Corée du Sud (Park Chung-hee) → Chap. VII, Chap. XI
Cuba → Chap. VI, Chap. XI
Danemark → Chap. VIII, Chap. XI, Chap. XXVIII, Chap. XXIV
Égypte (Moubarak, Sissi) → Chap. VII
Émirats arabes unis → Chap. X
Empire aztèque → Chap. XXV
Empire inca → Chap. XXV
Espagne (Franco) → Chap. VII, Chap. XI
Espagne (Transición) → Chap. VII

Estonie → Chap. XXIV
 Estonie (Laar) → Chap. IX, Chap. XI, Chap. XVIII
 États-Unis → Chap. IX, Chap. XXIX, Chap. XXV, Chap. XXVI
 États-Unis (Constitution, Founders) → Chap. XXV
 Éthiopie (Derg) → Chap. VI
 Finlande → Chap. VIII
 France (Louis XIV) → Chap. XXV
 France (Napoléon III / Second Empire) → Chap. XXV
 France (Napoléon) → Chap. XXV
 Gabon (Bongo) → Chap. XXV
 Géorgie (Saakachvili) → Chap. IX
 Glacis soviétique (chute) → Chap. VII
 Golfe (monarchies du) → Chap. X, Chap. VIII, Chap. XI
 Grèce (junte des colonels) → Chap. VII
 Grenade (intervention américaine, 1983) → Chap. VII
 Haïti (Duvalier) → Chap. VII
 Hispaniola (test d') → Chap. VII
 Hongrie (Orbán) → Chap. X, Chap. XI
 Inde → Chap. XXV
 Indonésie (Suharto) → Chap. X
 Irak (Saddam Hussein) → Chap. X
 Iran (République islamique) → Chap. VII
 Iran (révoltes 2022-2026) → Chap. VII
 Iran (Shah) → Chap. VII
 Irlande (Tigre celtique) → Chap. IX, Chap. XI
 Islande (Commonwealth) → Chap. XXIII, Chap. XXVIII, Chap. XXV
 Israël (Begin, libéralisation) → Chap. IX
 Israël ancien (des Juges aux Rois) → Chap. XXV
 Japon → Chap. IX, Chap. XI
 Koweït → Chap. X
 Lettonie → Chap. XVIII
 Libye (Kadhafi) → Chap. X
 Lituanie → Chap. XVIII
 Maroc (Hassan II, Mohammed VI) → Chap. VII
 Mozambique → Chap. VI
 Nauru → Chap. X
 Nicaragua (Ortega) → Chap. VI, Chap. XI
 Nicaragua (Somoza) → Chap. VII
 Nordiques (social-démocraties) → Chap. VIII, Chap. XII, Chap. XI
 Norvège → Chap. VIII, Chap. XI
 Nouvelle-Zélande (Rogernomics) → Chap. VIII, Chap. XI

Oman → Chap. X
 Ouganda (Amin Dada) → Chap. VII
 Panama (Noriega / intervention 1989) → Chap. VII
 Pays-Bas (poldermodel) → Chap. VIII
 Portugal (Salazar) → Chap. VII, Chap. XI
 Qatar → Chap. X
 République dominicaine (Balaguer) → Chap. VII
 République dominicaine (Trujillo) → Chap. VII
 Rome (République et Empire) → Chap. XXV
 Roumanie (Ceașescu) → Chap. VII
 Russie (Eltsine) → Chap. X, Chap. XVIII
 Russie (Poutine) → Chap. X, Chap. XI, Chap. XVIII
 Rwanda (Kagamé) → App. A, Chap. XXV
 Singapour (Lee Kuan Yew) → Chap. VII, Chap. XI
 Somalie (Siad Barre) → Chap. VI
 Somaliland → Chap. X
 Suède → Chap. VIII, Chap. XI
 Suisse → Chap. VIII
 Timor oriental → Chap. X
 Togo (Gnassingbé) → Chap. XXV
 Tunisie (Bourguiba, Ben Ali) → Chap. VI
 Tunisie (Kaïs Saïed) → Chap. VII
 Turquie (coups militaires) → Chap. VII
 Turquie (Erdoğan) → voir Erdoğan, Recep Tayyip
 Turquie (kémalisme) → Chap. X
 Ukraine → Chap. XVIII
 URSS → Chap. VI, Chap. XVII, Chap. XI, Chap. XXVIII
 Venise (République de) → Chap. XXV
 Vietnam (Đổi Mới) → Chap. VI
 Yougoslavie (Tito) → Chap. VI, Chap. XXVIII
 Zaïre (Mobutu) → Chap. VII, Chap. XXV
 Zimbabwe (Mugabe) → Chap. VI
 Zoulou (Royaume de Shaka) → Chap. XXV

PERSONNALITÉS

Amin Dada, Idi → voir Ouganda (Amin Dada)
 Arendt, Hannah → Chap. XX, Chap. XVII, Chap. X
 Arizmendiarieta, José María → Chap. XXVIII

Balaguer, Joaquín → voir République dominicaine (Balaguer)
 Begin, Menahem → Chap. IX
 Ben Ali, Zine el-Abidine → voir Tunisie (Bourguiba, Ben Ali)
 Berlin, Isaiah → Chap. V
 Biko, Steve → Chap. X
 Bokassa, Jean-Bedel → voir Centrafrique (Bokassa)
 Bourguiba, Habib → voir Tunisie (Bourguiba, Ben Ali)
 Braudel, Fernand → Chap. XXIV
 Castro, Fidel → Chap. VI
 Ceaușescu, Nicolae → voir Roumanie (Ceaușescu)
 Compaoré, Blaise → Chap. VI
 De Klerk, Frederik Willem → Chap. X
 Deleuze, Gilles → Chap. V
 Deng Xiaoping → voir Chine (Deng Xiaoping)
 Duvalier (dynastie, Haïti) → voir Haïti (Duvalier)
 Eco, Umberto → Chap. XXI
 Erdoğan, Recep Tayyip → Chap. X, Chap. XI
 Faye, Jean-Pierre → Chap. III
 Franco, Francisco → voir Espagne (Franco)
 Friedman, Milton → Chap. VII, Chap. IX
 Galtieri, Leopoldo → voir Argentine (junte, 1976-1983)
 Gorbatchev, Mikhaïl → Chap. VI, Chap. XI
 Hassan II → voir Maroc (Hassan II, Mohammed VI)
 Hayek, Friedrich → Chap. V, Chap. XV
 Hirschman, Albert O. → Chap. XXXIV
 Hoxha, Enver → voir Albanie (Hoxha)
 Hussein, Saddam → voir Irak (Saddam Hussein)
 Kadhafi, Mouammar → voir Libye (Kadhafi)
 Kaïs Saïed → voir Tunisie (Kaïs Saïed)
 Khamenei, Ali → Chap. VII
 Khashoggi, Jamal → Chap. X
 Khodorkovski, Mikhaïl → Chap. X
 Khomeini, Ruhollah → Chap. VII
 Kim (dynastie, Corée du Nord) → Chap. VI
 Kirchner, Cristina → voir Argentine (péronisme)
 Kropotkine, Pierre → Chap. XXVIII
 Laar, Mart → Chap. IX
 Lee Kuan Yew → Chap. VII
 Lénine, Vladimir → Chap. VI, Chap. XXIII
 Madison, James → Chap. XXV
 Mahsa Amini → Chap. VII

Mandela, Nelson → Chap. X
 Mao Zedong → voir Chine (Mao)
 Martínez de Hoz, José → voir Argentine (junte, 1976-1983)
 Marx, Karl → Chap. XXIII, Chap. V
 Menem, Carlos → voir Argentine (péronisme)
 Milei, Javier → voir Argentine (Milei)
 Mobutu Sese Seko → voir Zaïre (Mobutu)
 Mohammed VI → voir Maroc (Hassan II, Mohammed VI)
 Montesquieu → Chap. VI
 Morsi, Mohamed → voir Égypte (Moubarak, Sissi)
 Mugabe, Robert → voir Zimbabwe (Mugabe)
 Mussolini, Benito → Chap. XX, Chap. VII
 Napoléon III → voir France (Napoléon III / Second Empire)
 Navalny, Alexeï → Chap. X
 Ne Win → voir Birmanie (Ne Win)
 Nemtsov, Boris → Chap. X
 Nolan, David → Chap. V, Chap. XIII
 Noriega, Manuel → voir Panama (Noriega)
 Orbán, Viktor → voir Hongrie (Orbán)
 Ortega, Daniel → voir Nicaragua (Ortega)
 Park Chung-hee → voir Corée du Sud (Park Chung-hee)
 Penn, William → Chap. XXIX
 Perón, Juan → voir Argentine (péronisme)
 Pinochet, Augusto → voir Chili (Pinochet)
 Pol Pot → voir Cambodge (Khmers rouges)
 Polanyi, Karl → Chap. XXIV
 Politkovskaïa, Anna → Chap. X
 Popper, Karl → Chap. II, Chap. XXXII
 Poutine, Vladimir → voir Russie (Poutine)
 Saakachvili, Mikheïl → voir Géorgie (Saakachvili)
 Salazar, António → voir Portugal (Salazar)
 Sankara, Thomas → voir Burkina Faso (Sankara)
 Sissi, Abdel Fattah al- → voir Égypte (Moubarak, Sissi)
 Somoza (dynastie, Nicaragua) → voir Nicaragua (Somoza)
 Staline, Joseph → Chap. VI, Chap. XVII, Chap. XXVIII
 Suharto → voir Indonésie (Suharto)
 Trujillo, Rafael → voir République dominicaine (Trujillo)
 Xi Jinping → voir Chine (Xi Jinping)

Index alphabétique

A

Afghanistan (Talibans) → Chap. VII
Afrique du Sud (apartheid) → Chap. X
AI-5 (Brésil, 1968) → Chap. VII
Albanie (Hoxha) → Chap. VI
Albanie (Ramiz Alia) → Chap. VII
Algérie (FLN, décennie noire) → Chap. VI
Amin Dada, Idi → voir Ouganda (Amin Dada)
Amish → Chap. XXVIII, Chap. XXIX
Anabaptistes → Chap. XXIX
Anarcho-capitalisme → Chap. XXIV
Angleterre (Cromwell) → Chap. XXV
Angola → Chap. VI
Anomalies (de l'axe gauche-droite) → Chap. II
Arabie saoudite → Chap. X, Chap. VIII, Chap. XI
Arendt, Hannah → Chap. XX, Chap. XVII, Chap. X
Argentine (junte, 1976-1983) → Chap. VII
Argentine (Milei) → Chap. IX, Chap. X
Argentine (péronisme) → Chap. X
Arizmendiarieta, José María → Chap. XXVIII
Article 5 (OTAN) → Chap. XXVI
Article 50 (Traité de Lisbonne) → Chap. XXVI
Australie (Sociétés aborigènes) → Chap. XXV
Autogestion yougoslave → Chap. XXVIII, Chap. VI
Autonomie → Chap. XII, Chap. XIII, Chap. XXXII
Axe gauche-droite → Chap. I, Chap. II, Chap. III, Chap. IV, Chap. V

B

Bahreïn → Chap. X
Balaguer, Joaquín → voir République dominicaine (Balaguer)
Banque mondiale → Chap. XXVI
Bantoustans → Chap. X
Base B-C → Chap. XII, Chap. XV, Chap. XXXII
BCE (Banque centrale européenne) → Chap. XXVI

Beefsteak-Nazi (métaphore) → Chap. XX
 Begin, Menahem → Chap. IX
 Ben Ali, Zine el-Abidine → voir Tunisie (Bourguiba, Ben Ali)
 Berlin, Isaiah → Chap. V
 Biélorussie (Loukachenko) → Chap. IX, Chap. XVIII
 Biko, Steve → Chap. X
 Birmanie (Ne Win) → Chap. VI
 Birobidjan → Chap. XXIX
 Bokassa, Jean-Bedel → voir Centrafrique (Bokassa)
 Bonyads (Iran) → Chap. VII
 Botswana → Chap. XXV
 Bourguiba, Habib → voir Tunisie (Bourguiba, Ben Ali)
 Braudel, Fernand → Chap. XXIV
 Brésil (militaires, 1964-1985) → Chap. VII
 Bretton Woods (1944) → Chap. XXVI
 Brexit (2016-2020) → Chap. XXVI
 Burkina Faso (Sankara) → Chap. VI

C

Cambodge (Khmers rouges) → Chap. VI
 Cameroun (Biya) → Chap. XXV
 Capitalisme (amalgame) → Chap. XXIV
 Capitalisme de connivence → Chap. XXIV
 Capture réglementaire → Chap. XV, Chap. XIX, Chap. XXIV
 Castro, Fidel → Chap. VI
 Ceaușescu, Nicolae → voir Roumanie (Ceaușescu)
 Centrafrique (Bokassa) → Chap. VII
 Chaebols (Corée du Sud) → Chap. VII, Chap. XI
 Chicago Boys → Chap. VII
 Chili (Pinochet) → Chap. VII, Chap. XIII, Chap. XIX, Chap. XI
 Chine (Deng Xiaoping) → Chap. VI, Chap. XI, Chap. XVIII
 Chine (Mao) → Chap. VI, Chap. XVII, Chap. XXVIII
 Chine (Xi Jinping) → Chap. VI, Chap. XI
 Christiania (Copenhague) → Chap. XXVIII
 Chute du mur de Berlin (1989) → Chap. VII
 Classe moyenne (rôle dans la démocratisation) → Chap. VII, Chap. XI
 Cliquet dirigiste → Chap. XV, Chap. XIX, Chap. XXV
 Cluster totalitaire → Chap. XVII
 Coercition → Chap. XII, Chap. VI, Chap. VII

Collectivisme consenti → Chap. XXVIII, Chap. XXIX
 Colombie → Chap. X
 Colonialisme et décolonisation → Chap. XXV
 Commission européenne → Chap. XXVI
 Communautés volontaires → Chap. XXVIII, Chap. XXIX, Chap. XXX
 Communes populaires chinoises → Chap. XXVIII, Chap. VI
 Compaoré, Blaise → Chap. VI
 Conditionnalité (FMI) → Chap. XXVI
 Confédération iroquoise → Chap. XXV
 Congo belge → Chap. XXV
 Conseil de sécurité (ONU) → Chap. XXVI
 Consensus inavoué → Chap. XXXI
 Consentement → Chap. XII, Chap. XXVIII, Chap. XXV, Chap. XXIX, Chap. XXXIV
 Contrainte de descente → Chap. XVIII, Chap. XIII
 Convergence des extrêmes → Chap. III, Chap. XVII, Chap. XX
 Corée du Nord → Chap. VI, Chap. XVII, Chap. XI
 Corée du Sud (Park Chung-hee) → Chap. VII, Chap. XI
 Couplage asymétrique → Chap. XII, Chap. XIII, Chap. XI, Chap. XXXIV
 Cour de justice de l'UE → Chap. XXVI
 Covid-19 (gestion internationale) → Chap. XXVI
 Cuba → Chap. VI, Chap. XI

D

Danemark → Chap. VIII, Chap. XI, Chap. XXVIII, Chap. XXIV
 De Klerk, Frederik Willem → Chap. X
 Décennie noire (Algérie) → Chap. VI
 Degania (premier kibboutz) → Chap. XXVIII, Chap. XXIX
 Deleuze, Gilles → Chap. V
 Démocratie directe (Suisse) → Chap. VIII
 Démocratie dirigiste → Chap. VIII, Chap. XII
 Démocratie illibérale → Chap. X
 Démocratie libérale → Chap. IX, Chap. XII
 Deng Xiaoping → voir Chine (Deng Xiaoping)
 Dérive diagonale → Chap. XVI
 Dérive verticale → Chap. XV
 Désamalgamer → Chap. XXXIV
 Desaparecidos (Argentine) → Chap. VII
 Dictature du prolétariat → Chap. XXIII

Diretas Já (Brésil, 1984) → Chap. VII
 Dirigisme → Chap. XII, Chap. XV, Chap. XIX, Chap. VIII
 Dirigisme narratif → Chap. XXVI
 Dirigisme par l'incitation vs par la confiscation → Chap. VII, Chap. XI
 Đổi Mới (Vietnam) → Chap. VI
 Droit de sortie → Chap. XXVIII, Chap. XXV, Chap. XXIX, Chap. XXVI
 Duvalier (dynastie, Haïti) → voir Haïti (Duvalier)

E

Eco, Umberto → Chap. XXI
 Égypte (Moubarak, Sissi) → Chap. VII
 Émirats arabes unis → Chap. X
 Emmaüs → Chap. XXVIII
 Empire aztèque → Chap. XXV
 Empire inca → Chap. XXV
 Erdoğan, Recep Tayyip → Chap. X, Chap. XI
 Espagne (Franco) → Chap. VII, Chap. XI
 Espagne (Transición) → Chap. VII
 Estonie → Chap. XXIV
 Estonie (Laar) → Chap. IX, Chap. XI, Chap. XVIII
 États-Unis → Chap. IX, Chap. XXIX, Chap. XXV, Chap. XXVI
 États-Unis (Constitution, Founders) → Chap. XXV
 Éthiopie (Derg) → Chap. VI
 Evin (prison d', Iran) → Chap. VII
 Exit, Voice, and Loyalty (Hirschman) → Chap. XIII, Chap. XXXIV

F

FARC (Colombie) → Chap. X
 Fascisme → Chap. XX, Chap. XXI, Chap. VII
 Faux positifs (Colombie) → Chap. X
 Faye, Jean-Pierre → Chap. III
 Fédéralisme compétitif → Chap. XV, Chap. XXV
 Fer à cheval (théorie du) → Chap. III
 Finlande → Chap. VIII
 FIS (Front Islamique du Salut) → Chap. VI
 Flexicurité (Danemark) → Chap. VIII
 FLN (Front de Libération Nationale, Algérie) → Chap. VI

FMI (Fonds monétaire international) → Chap. X, Chap. XXVI
France (Louis XIV) → Chap. XXV
France (Napoléon III / Second Empire) → Chap. XXV
France (Napoléon) → Chap. XXV
Franco, Francisco → voir Espagne (Franco)
Freedom House → Chap. XXVI
Friedman, Milton → Chap. VII, Chap. IX

G

Gabon (Bongo) → Chap. XXV
Galtieri, Leopoldo → voir Argentine (junte, 1976-1983)
Gardiens de la Révolution (Iran) → Chap. VII
Génocide rwandais (1994) → Chap. XXV
Géorgie (Saakachvili) → Chap. IX
Glacis soviétique (chute) → Chap. VII
Glasnost → Chap. VI, Chap. XI
Golfe (monarchies du) → Chap. X, Chap. VIII, Chap. XI
Gorbatchev, Mikhaïl → Chap. VI, Chap. XI
Goulag → Chap. VI, Chap. XXVIII
Grand Bond en avant → Chap. VI, Chap. XXVIII
Grèce (junte des colonels) → Chap. VII
Grenade (intervention américaine, 1983) → Chap. VII
Guardia Nacional (Nicaragua) → Chap. VII
Guerre des Malouines (1982) → Chap. VII
Gwangju (massacre de) → Chap. VII

H

Haïti (Duvalier) → Chap. VII
Halabja (gazage de) → Chap. X
Hassan II → voir Maroc (Hassan II, Mohammed VI)
Hayek, Friedrich → Chap. V, Chap. XV
Hirak du Rif (Maroc, 2016-2017) → Chap. VII
Hirschman, Albert O. → Chap. XXXIV
Hispaniola (test d') → Chap. VII
Hispaniola (test d') → Chap. VII
Histadrout → Chap. IX
Holodomor → Chap. XXVIII
Hongrie (Orbán) → Chap. X, Chap. XI
Hoxha, Enver → voir Albanie (Hoxha)

Hukou (Chine) → Chap. VI, Chap. XXVIII
Hussein, Saddam → voir Irak (Saddam Hussein)
Hypoténuse → Chap. XIII, Chap. XVI, Chap. XVIII

I

Inde → Chap. XXV
Indices empiriques → App. A
Individu (vs collectif) → Chap. XIII
Indonésie (Suharto) → Chap. X
Instance Équité et Réconciliation (Maroc) → Chap. VII
Interventions américaines (deux schémas) → Chap. VII
Irak (Saddam Hussein) → Chap. X
Iran (République islamique) → Chap. VII
Iran (révoltes 2022-2026) → Chap. VII
Iran (Shah) → Chap. VII
Irlande (Tigre celtique) → Chap. IX, Chap. XI
Islamisme-gauchisme (critique du concept) → Chap. VII
Islande (Commonwealth) → Chap. XXIII, Chap. XXVIII, Chap. XXV
Israël (Begin, libéralisation) → Chap. IX
Israël ancien (des Juges aux Rois) → Chap. XXV

J

Japon → Chap. IX, Chap. XI
Juifs (diaspora) → Chap. XXVIII

K

Kadhafi, Mouammar → voir Libye (Kadhafi)
Kafala (système de) → Chap. X
Kaïs Saïed → voir Tunisie (Kaïs Saïed)
Khamenei, Ali → Chap. VII
Khashoggi, Jamal → Chap. X
Khodorkovski, Mikhaïl → Chap. X
Khomeini, Ruhollah → Chap. VII
Kibboutzim → Chap. XXVIII, Chap. XXIX, Chap. IX
Kim (dynastie, Corée du Nord) → Chap. VI
Kirchner, Cristina → voir Argentine (péronisme)
Kolkhozes → Chap. XXVIII
Koweït → Chap. X

Kropotkine, Pierre → Chap. XXVIII

L

Laar, Mart → Chap. IX

Laogai → Chap. XXVIII

Lazarus (groupe, Corée du Nord) → Chap. VI

Lee Kuan Yew → Chap. VII

Lénine, Vladimir → Chap. VI, Chap. XXIII

Lettonie → Chap. XVIII

Libye (Kadhafi) → Chap. X

Lituanie → Chap. XVIII

M

Madison, James → Chap. XXV

Mahsa Amini → Chap. VII

Makhzen (Maroc) → Chap. VII

Mandela, Nelson → Chap. X

Mao Zedong → voir Chine (Mao)

Maroc (Hassan II, Mohammed VI) → Chap. VII

Martínez de Hoz, José → voir Argentine (junte, 1976-1983)

Marx, Karl → Chap. XXIII, Chap. V

Maximaliste (maxi) → Chap. XXXIII

Meidung (Amish) → Chap. XXVIII, Chap. XXIX

Menem, Carlos → voir Argentine (péronisme)

Milei, Javier → voir Argentine (Milei)

Minimaliste (mini) → Chap. XXXIII

Miracle brésilien (1968-1973) → Chap. VII

MITI (Japon) → Chap. IX

Mobutu Sese Seko → voir Zaïre (Mobutu)

Mohammed VI → voir Maroc (Hassan II, Mohammed VI)

Monarchies du Golfe → voir Golfe (monarchies du)

Mondragon → Chap. XXVIII

Montesquieu → Chap. VI

Montoneros (Argentine) → Chap. X

Morsi, Mohamed → voir Égypte (Moubarak, Sissi)

Mouvement du 20 Février (Maroc) → Chap. VII

Mozambique → Chap. VI

Mugabe, Robert → voir Zimbabwe (Mugabe)

Mussolini, Benito → Chap. XX, Chap. VII

N

Napoléon III → voir France (Napoléon III / Second Empire)
Nationalisme → Chap. XXII
Nauru → Chap. X
Navalny, Alexeï → Chap. X
Nazisme → Chap. XX, Chap. XXI
Ne Win → voir Birmanie (Ne Win)
Nemtsov, Boris → Chap. X
Nicaragua (Ortega) → Chap. VI, Chap. XI
Nicaragua (Somoza) → Chap. VII
Nolan, David → Chap. V, Chap. XIII
Nordiques (social-démocraties) → Chap. VIII, Chap. XII, Chap. XI
Noriega, Manuel → voir Panama (Noriega)
Norvège → Chap. VIII, Chap. XI
Nouvelle-Zélande (Rogernomics) → Chap. VIII, Chap. XI

O

Oman → Chap. X
OMS (Organisation mondiale de la santé) → Chap. XXVI
ONU (Organisation des Nations unies) → Chap. XXVI
Orbán, Viktor → voir Hongrie (Orbán)
Ordnung (Amish) → Chap. XXVIII, Chap. XXIX
Ortega, Daniel → voir Nicaragua (Ortega)
Oscillation démocratique → Chap. XXXII, Chap. XIX
OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) → Chap. XXVI
Ouganda (Amin Dada) → Chap. VII

P

Panama (Noriega / intervention 1989) → Chap. VII
Park Chung-hee → voir Corée du Sud (Park Chung-hee)
Parti Baas (Irak) → Chap. X
Pasdaran → voir Gardiens de la Révolution (Iran)
Pass laws (Afrique du Sud) → Chap. X
Pastèque (métaphore) → Chap. XX
Pays-Bas (poldermodel) → Chap. VIII
Penn, William → Chap. XXIX
Pennsylvanie → Chap. XXIX
Perón, Juan → voir Argentine (péronisme)

Péronisme (Argentine) → Chap. IX, Chap. X
 Pétrole (rente pétrolière) → Chap. X, Chap. VIII, Chap. XI
 Pinochet, Augusto → voir Chili (Pinochet)
 Pol Pot → voir Cambodge (Khmers rouges)
 Polanyi, Karl → Chap. XXIV
 Poldermodel → voir Pays-Bas (poldermodel)
 Politkovskaïa, Anna → Chap. X
 Popper, Karl → Chap. II, Chap. XXXII
 Portugal (Salazar) → Chap. VII, Chap. XI
 Poutine, Vladimir → voir Russie (Poutine)
 Printemps arabe → Chap. VI, Chap. VII

Q

Qatar → Chap. X
 Quadrant impossible → Chap. XII
 Quadrant vide → Chap. XII, Chap. XIII, Chap. XXXIV

R

Re-maximisation → Chap. X, Chap. XI, Chap. VI, Chap. XXV
 Récusants catholiques (Angleterre) → Chap. XXVIII
 Référendum grec (2015) → Chap. XXVI
 République dominicaine (Balaguer) → Chap. VII
 République dominicaine (Trujillo) → Chap. VII
 Révolution blanche (Iran) → Chap. VII
 Révolution culturelle (Chine) → Chap. VI
 Révolution des Roses (Géorgie) → Chap. IX
 Révolution des Œillets (Portugal) → Chap. VII
 Rogernomics → voir Nouvelle-Zélande (Rogernomics)
 Rome (République et Empire) → Chap. XXV
 Rouge-brun → Chap. XX
 Roumanie (Ceașescu) → Chap. VII
 Rumspringa → Chap. XXVIII, Chap. XXIX
 Russie (Eltine) → Chap. X, Chap. XVIII
 Russie (Poutine) → Chap. X, Chap. XI, Chap. XVIII
 Rwanda (Kagamé) → App. A, Chap. XXV

S

Saakachvili, Mikheïl → voir Géorgie (Saakachvili)
Salazar, António → voir Portugal (Salazar)
Sankara, Thomas → voir Burkina Faso (Sankara)
SAVAK (Iran) → Chap. VII
Schéma récurrent → Chap. XI
Securitate (Roumanie) → Chap. VII
Sedan (1870) → Chap. XXV
Serrata del Maggior Consiglio (1297) → Chap. XXV
Sharpeville (massacre de) → Chap. X
Singapour (Lee Kuan Yew) → Chap. VII, Chap. XI
Sissi, Abdel Fattah al- → voir Égypte (Moubarak, Sissi)
Solidarność → Chap. VII
Somalie (Siad Barre) → Chap. VI
Somaliland → Chap. X
Sommet A (totalitarisme) → Chap. XII, Chap. XVII, Chap. XX
Sommet B (démocratie dirigiste) → Chap. XII, Chap. VIII, Chap. XXVIII
Sommet C (démocratie libérale) → Chap. XII, Chap. IX, Chap. XXIX
Somoza (dynastie, Nicaragua) → voir Nicaragua (Somoza)
Soweto (massacre de) → Chap. X
Staline, Joseph → Chap. VI, Chap. XVII, Chap. XXVIII
Suède → Chap. VIII, Chap. XI
Suharto → voir Indonésie (Suharto)
Suisse → Chap. VIII

T

Tazmamart (prison de, Maroc) → Chap. VII
Test historique → Chap. XXV
Test supranational → Chap. XXVI
Théorie (vs pratique) → Chap. XIII
Tiananmen (1989) → Chap. VI, Chap. XI
Timor oriental → Chap. X
Togo (Gnassingbé) → Chap. XXV
Tontons Macoutes (Haïti) → Chap. VII
Totalitarisme → Chap. XVII, Chap. XX, Chap. VI
Traité pandémie (OMS) → Chap. XXVI
Triangle (applications non politiques) → Chap. XXXIV
Triangle (modèle du) → Chap. XII, Chap. XIII, Chap. XXXII, Chap.

XXXV

Triple A (Argentine) → Chap. X

Troïka (FMI, BCE, Commission) → Chap. XXVI

Trujillo, Rafael → voir République dominicaine (Trujillo)

Tunisie (Bourguiba, Ben Ali) → Chap. VI

Tunisie (Kaïs Saïed) → Chap. VII

Turquie (coups militaires) → Chap. VII

Turquie (Erdoğan) → voir Erdoğan, Recep Tayyip

Turquie (kémalisme) → Chap. X

U

Ukraine → Chap. XVIII

Union européenne → Chap. XIX, Chap. XXXII, Chap. XXVI

UNRWA → Chap. XXVI

URSS → Chap. VI, Chap. XVII, Chap. XI, Chap. XXVIII

V

Venise (République de) → Chap. XXV

Veto (droit de, ONU) → Chap. XXVI

Vietnam (Đổi Mới) → Chap. VI

Vocabulaire politique → Chap. XXXIII, Chap. XXXIV

W

Wisconsin v. Yoder (1972) → Chap. XXIX

X

Xi Jinping → voir Chine (Xi Jinping)

Xinjiang (camps de rééducation) → Chap. VI, Chap. X

Y

Yougoslavie (Tito) → Chap. VI, Chap. XXVIII

Z

Zaire (Mobutu) → Chap. VII, Chap. XXV

Zimbabwe (Mugabe) → Chap. VI

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	4
--------------------	---

Partie 1 — Un outil qui ne fonctionne pas

Chapitre I — L'origine d'une métaphore	8
Chapitre II — Les anomalies	13
Chapitre III — Les rustines	21
Chapitre IV — Les angles morts	27
Chapitre V — Positionnement : ce que d'autres ont vu, et où ils se sont arrêtés	37

Partie 2 — Ce que disent les faits

Chapitre VI — Anatomie des régimes coercitifs communément dits « de gauche »	48
Chapitre VII — Anatomie des régimes coercitifs communément dits « de droite »	61
Chapitre VIII — Anatomie des régimes non coercitifs communément dits « de gauche »	75
Chapitre IX — Anatomie des régimes non coercitifs communément dits « de droite »	79
Chapitre X — Les régimes coercitifs inclassables	84
Chapitre XI — Un schéma récurrent	96

Partie 3 — La mécanique du dirigisme

Chapitre XII — Le quadrant impossible : démonstration structurelle	119
Chapitre XIII — Le quadrant vide	131
Chapitre XIV — La confirmation inattendue	150
Chapitre XV — Les dynamiques du triangle : la dérive verti- cale	155
Chapitre XVI — Les dynamiques du triangle : la dérive dia- gonale	161

Chapitre XVII — Les dynamiques du triangle : le cluster totalitaire	167
Chapitre XVIII — Les dynamiques du triangle : la contrainte de descente	173
Chapitre XIX — Les dynamiques du triangle : synthèse et cliquets	181

Partie 4 — Relire l'histoire

Chapitre XX — Le fascisme : à quel endroit du triangle ?	193
Chapitre XXI — Relire Eco : quatorze marqueurs du sommet A	210
Chapitre XXII — Le nationalisme est-il un marqueur de droite ?	226
Chapitre XXIII — La dictature du prolétariat : une contradiction structurelle.....	242
Chapitre XXIV — Le capitalisme : anatomie d'un amalgame	253
Chapitre XXV — Le test historique.....	261
Chapitre XXVI — Le test supranational.....	292
Chapitre XXVII — Le test suicidaire.....	301

Partie 5 — La preuve par la liberté

Chapitre XXVIII — Les communautés volontaires : un laboratoire empirique.....	311
Chapitre XXIX — Pourquoi les Amish sont partis en Amérique	338
Chapitre XXX — L'antagonisme imaginaire	351
Chapitre XXXI — Le consensus inavoué.....	365

Partie 6 — Sortir du cadre

Chapitre XXXII — Le triangle : synthèse et prédictions... 378	378
Chapitre XXXIII — Un nouveau vocabulaire pour un débat possible.....	398
Chapitre XXXIV — Clarifier en désamalgamant.....	406
Chapitre XXXV — Conclusion — Le cadre et la réalité	417

Appendices

Appendice A — Validation empirique par les indices	421
Appendice B — Formalisation complète du « triangle politique » (version statique + dynamique)	439
Ressources	447
Lexique.....	450

Table des figures

Bibliographie	463
B1 — Fondements théoriques : philosophie et économie poli- tique	463
B2 — Modèles et mécanismes institutionnels.....	466
B3 — Histoire des régimes : coercition et dirigisme	467
B4 — « Extrême centre » et convergence des extrêmes	469
B5 — Transitions, réformes et données empiriques	469
B6 — Communautés volontaires et droit de sortie	471
B7 — Références littéraires et philosophiques	472
B8 — Organisations supranationales et gouvernance mondiale	474
Index thématique	478
Index alphabétique.....	488